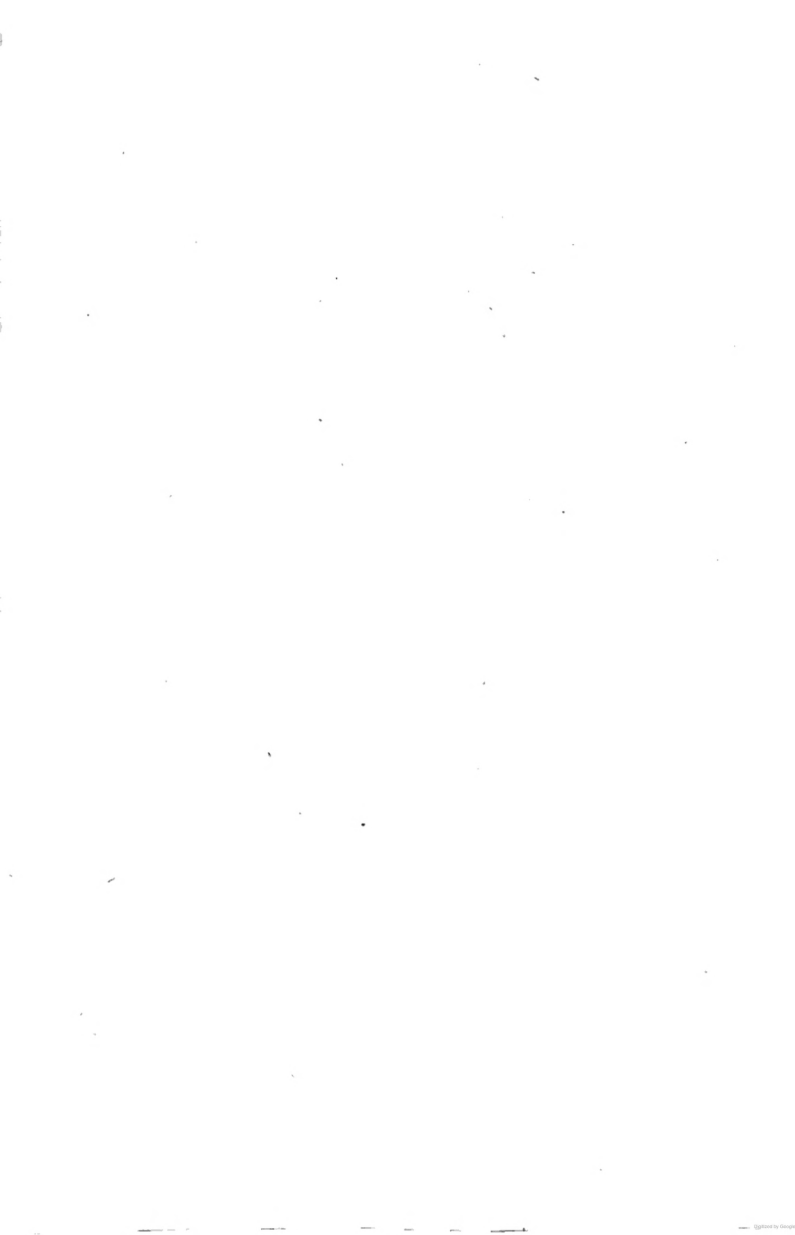




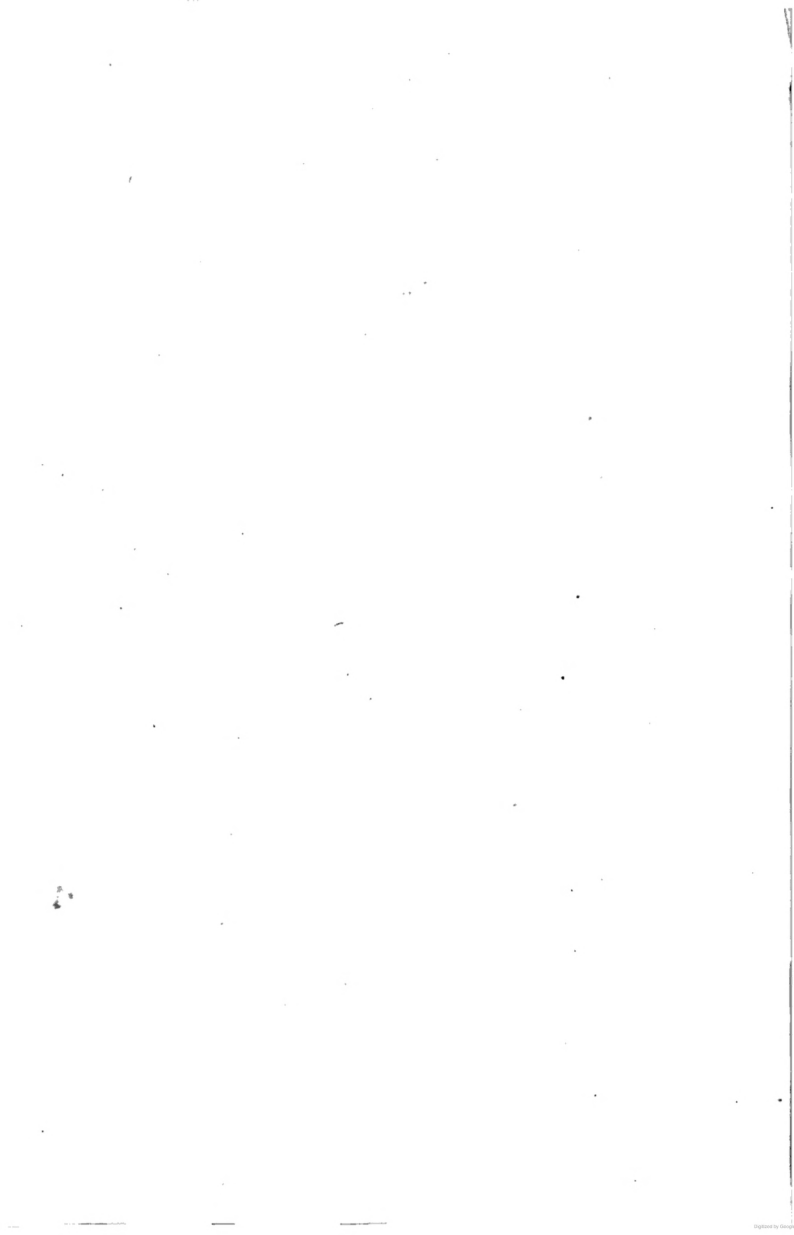
g-3
XXV. 12.4



9-158



LE DROIT PUBLIC ROMAIN



LE
DROIT PUBLIC ROMAIN

DEPUIS L'ORIGINE DE ROME JUSQU'A CONSTANTIN LE GRAND

OU

LES ANTIQUITÉS ROMAINES

ENVISAGÉES

AU POINT DE VUE DES INSTITUTIONS POLITIQUES

PAR

P. WILLEMS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

SECONDE ÉDITION



LOUVAIN

TYPOGRAPHIE DE CH. PEETERS, ÉDITEUR

Rue de Namur, 22

PARIS

A. DURAND ET PEDONE-LAURIEL

9, rue Cujas

BONN

AD. MARCUS.

1872

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

PRÉFACE.

En publiant notre manuel des *Antiquités romaines, envisagées au point de vue des institutions politiques*, nous espérons que ce traité comblerait une lacune réelle dans les livres en langue française, consacrés à l'Antiquité. Le bon accueil, que le public a bien voulu faire à cet ouvrage, l'appréciation bienveillante qu'il a rencontrée en Belgique et à l'étranger, ont confirmé notre espoir, et nous ont encouragé à corriger dans la mesure de nos forces les déficiences de notre premier travail.

Dans la Commission instituée en 1871, par arrêté ministériel, pour réviser les programmes des examens universitaires en Belgique, plusieurs membres ont émis l'avis qu'il convenait de retrancher les *Antiquités romaines* du nombre des cours de la candidature en philosophie et lettres, préparatoire au droit, et ils fondaient leur opinion sur le

double emploi que ce cours faisait, à leurs yeux, avec l'Histoire politique romaine et l'Histoire du droit romain. Cet avis, nous l'avouons franchement, nous a fort surpris. L'histoire politique expose dans un ordre successif et chronologique les événements marquants de la vie du peuple romain, amenés tantôt par des causes internes, tantôt par des influences extérieures; elle traite de ses relations avec les nations étrangères et surtout des tendances et des luttes des partis politiques à l'intérieur. Les Antiquités politiques, ou pour nous servir d'une expression plus exacte, le DROIT PUBLIC, comprennent le tableau de l'organisation des pouvoirs publics aux grandes périodes de l'histoire romaine. Cette étude est une préparation nécessaire à l'intelligence du *jus civile*, le seul objet des cours de Droit romain en candidature et en premier doctorat en Droit. Nous n'insisterons pas ici sur cette différence de but qui distingue essentiellement notre matière de celles qu'on prétend y assimiler. Nous n'ajouterons qu'une observation : subordonner l'étude du Droit public romain au cours d'Histoire politique de l'Antiquité ou l'annexer à l'Histoire du droit civil romain, c'est autoriser les élèves à ignorer complètement l'organisation des pouvoirs publics de l'ancienne Rome. Ceux qui ont la pratique des examens universitaires en Belgique, ne me contrediront pas en ce point. Partant, c'est méconnaître absolument l'utilité, je dirai la nécessité, d'approfondir la Constitution de Rome, non seulement pour les jeunes gens qui se destinent aux carrières du barreau ou de l'enseignement, mais même pour tout homme lettré qui désire avoir du monde ancien plus que des notions superficielles.

Cependant parmi les reproches, adressés dans la Commission au cours d'Antiquités romaines, il en est un qui n'est pas sans fondement, et qui a été la cause principale des modifications notables par lesquelles cette seconde édition se distingue de la première. On a accusé certains professeurs d'Antiquités de s'étendre démesurément sur les droits privés du citoyen romain, et de faire ainsi des excursions dans un domaine, qui est de la compétence exclusive du Droit civil. Pour faire droit à cette juste observation, nous avons réduit la partie qui traite du *jus conubii* et du *jus commercii* aux notions strictement nécessaires à l'intelligence du droit public. D'autre part, certaines institutions qui avaient été omises dans la première édition, ont été traitées dans cette édition nouvelle; d'autres que nous avions seulement effleurées, ont été exposées avec plus de développements. Parmi les dernières nous citerons le pouvoir impérial et les institutions nouvelles, introduites par l'Empire; l'organisation des *quaestiones perpetuae* et la procédure devant ces tribunaux, les finances, et les provinces sous l'Empire. Les parties nouvelles sont le paragraphe consacré à l'ordre sénatorial, la section qui expose les rapports du culte avec les pouvoirs publics, et le chapitre qui traite des colonies, des municipes et de l'organisation communale des villes de droit romain et de droit latin sous l'Empire. Pour cette dernière partie, nous avons consulté avec soin les documents récemment découverts, qui ont jeté un jour nouveau sur ce sujet si intéressant.

Les principales publications, qui aient paru depuis la première édition, sont le Droit criminel de la République

romaine par A. W. Zumpt, et les Tomes II et IV du *Corpus inscriptionum latinarum*.

L'impression de cette édition était déjà fort avancée, lorsque nous reçûmes le 3^e volume du Manuel d'Antiquités romaines de Lange (Berlin, 1871). Il expose l'histoire de cette époque si agitée qui depuis les Gracques a préparé graduellement l'avènement de l'Empire romain, et il termine au moment où Auguste clôt l'ère de la République. Ce volume présente un très-haut intérêt historique, mais il ne touche que ça et là indirectement au tableau des institutions politiques.

L'Allemagne prépare un nouveau grand ouvrage sur l'ensemble des Antiquités romaines. H. Jordan s'est chargé de la topographie de Rome, Th. Mommsen, des institutions politiques, et Marquardt, des autres parties. Jusqu'ici un seul volume a paru : c'est le T. II de la Topographie de Rome dans l'antiquité par Jordan. La réputation européenne de ces savants nous est garant que cette publication réalisera de nouveaux et grands progrès, et qu'elle sera accueillie avec faveur par tous ceux qui s'intéressent à l'étude du monde romain.

PRÉFACE DE LA PREMIÈRE ÉDITION

(1870).

Depuis le commencement de ce siècle, des travaux nombreux et savants ont paru en Allemagne sur le droit public et le droit privé du peuple romain. En assignant à l'étude de cette manifestation de la vie romaine la place qui lui revient dans le cercle des branches philologiques, ils l'ont élevée à la hauteur d'une science nouvelle, qui éclaire d'une vive lumière la succession des événements historiques, et expose à nos yeux le jeu varié et multiple des agents dont le concours bien combiné constituait la vie politique de la grande République.

Cependant il est interdit à ceux auxquels la langue allemande est étrangère, de jouir des fruits de ces investigations soutenues et fécondes en heureux résultats. Il n'existe, pour autant que nous sachions, ni en langue latine, ni en

langue française, aucune publication qui traite d'une manière complète des institutions politiques romaines, et qui ait fait tomber dans le domaine public en France les découvertes, réalisées par les savants d'outre-Rhin. Moins favorisés que les *histoires romaines* de Niebuhr et de Mommsen, que l'*histoire grecque* de Grote, les manuels d'*antiquités romaines* de Becker-Marquardt et de Lange, travaux de haute importance et de grand savoir, qui résument l'état de la science au moment actuel, n'ont pas rencontré de traducteurs jusqu'à ce jour. D'autre part, peu de savants français se sont créés un nom par des études personnelles dans ce domaine de la philologie classique. La raison de ce double fait se devine aisément. Les Facultés des Lettres de l'Université de France ne comprennent dans le cadre de leur enseignement aucun cours spécial d'antiquités romaines (1), et partant, elles privent cette science d'un moyen puissant de vulgarisation, et ne stimulent point les philologues français à exercer leur activité sur ce terrain.

En Belgique, la loi du 1^{er} mai 1857 sur l'enseignement supérieur a inscrit parmi les branches à examen de la candidature en philosophie et lettres « les antiquités romaines, envisagées au point de vue des institutions politiques ». Qui-conque est tant soit peu initié à la pratique de l'enseignement universitaire sait par expérience qu'il n'est pas moins utile pour le professeur que pour les élèves d'avoir entre les mains un précis qui puisse servir de base au développe-

(1) Voir notre *Coup d'œil sur l'enseignement philosophique, littéraire et philologique des écoles de Paris en 1862* dans la *Revue belge et étrangère*. Bruxelles, 1863. T. XV, p. 508.

ment oral de la branche enseignée. C'est pour cette raison que nous nous sommes efforcé de réunir en ce volume le résumé concis et complet du cours d'antiquités romaines, professé à l'Université de Louvain ; et pour mieux préciser le but essentiel de notre publication, nous avons emprunté au texte même de la loi le titre de ce livre.

Certains lecteurs reprocheront peut-être à ce manuel un défaut de proportion dans le développement des différentes parties : il leur semblera que le droit privé, sujet d'une importance secondaire pour le philologue, occupe une trop large place, comparée à celle qui est réservée au droit public. Leur reproche n'est point sans fondement ; mais nous les prions de prendre en considération que presque tous les élèves auxquels ce cours est destiné se préparent à l'étude du droit, et que, dans l'esprit de la loi, les antiquités romaines servent avant tout d'introduction au droit romain.

Nous nous sommes aussi proposé par cette publication de faciliter la voie à ceux qui voudraient entreprendre des recherches approfondies sur des sujets spéciaux des antiquités romaines. A cet effet, nous avons renvoyé dans les notes, qui forment la moitié du livre, aux passages principaux des monuments anciens, sur lesquels s'appuient nos assertions ; nous avons reproduit les textes les plus importants, indiqué les travaux les plus récents sur chaque sujet, et là où l'importance de la question semblait l'exiger, nous avons résumé les controverses des savants modernes. Nous avons distingué partout avec soin entre les faits positifs et les hypothèses, si nombreuses dans la science des antiquités. Dans ce domaine des hypothèses, nous avons comparé les principaux

systèmes actuellement en vogue, dont les deux extrêmes, Niebuhr et Walter d'une part, Mommsen de l'autre, sont reliés par les opinions intermédiaires de Becker-Marquardt et de Lange. Entre ces opinions divergentes, nous avons choisi pour chaque sujet celle qui nous semblait s'accorder le mieux avec les témoignages des anciens; et nous ne nous sommes permis qu'exceptionnellement de nous éloigner des maîtres d'outre-Rhin pour émettre une opinion qui nous fût personnelle.

INTRODUCTION.

CHAPITRE PREMIER. — LES SOURCES ET LES TRAVAUX MODERNES (1).

L'étude raisonnée et systématique des institutions politiques du peuple romain est une science moderne. Mais les matériaux de cette science sont les détails épars et souvent incomplets, relatifs aux institutions romaines, qui nous ont été conservés dans les monuments des littératures antiques.

I. SOURCES LATINES.

Tous les ouvrages de la littérature romaine fournissent certaines données qui contribuent à la construction de la science des antiquités. Nous nous contenterons de citer brièvement les plus importants.

1° Documents officiels.

Les *Fasti consulares* ou *Magistratuum* (*Fasti Capitolini*) (2),

Les *leges*, *edicta*, *senatusconsulta*, etc. (3).

(1) W. A. BECKER, *Manuel des antiquités romaines* (en allemand). Leipzig, 1843. T. I, p. 3-68. L. LANGE, *Antiquités romaines* (en all.). Berlin, 1863. T. I, p. 2-34. 2^e éd.

(2) Ils sont publiés dans les *Inscriptiones latinae antiquissimae* de TH. MOMMSEN. Voyez plus loin.

(3) HAUBOLD, *Antiquitatis Romanae monumenta legalia*, ed. SPANGENBERG. Berlin, 1830. GOETTLING, *15 documents officiels romains* (en all.). Halle, 1845. BRUNS, *Fontes juris Romani antiqui*. Tubingen, 1860. DIRKSEN, *Examen des essais relatifs à la critique et à la restitution du texte des fragments des lois décenvirales* (en all.). Leipzig, 1824. R. SCHOELL, *Legis XII tabularum reliquiae*. Leipzig, 1866. A. F. RUDORFF, *Edicti perpetui quae reliqua sunt*. Leipzig, 1869.

Les *Acta senatus populi Romani, diurna* ⁽¹⁾.

2° Les Inscriptions ⁽²⁾ et les Monnaies.

3° Parmi les écrivains romains de la République nous ne nommerons que l'historien Tite-Live,

Le savant Varron ⁽³⁾,

Cicéron, à la fois orateur, philosophe et homme d'Etat ⁽⁴⁾,

Et, parmi ceux de l'Empire, Tacite, Suétone, les deux Pline et les *Scriptores historiae Augustae*.

4° Les écrits des jurisconsultes, antérieurs à Justinien ⁽⁵⁾, et le *Corpus juris civilis* de cet Empereur.

II. SOURCES GRECQUES.

Nous ne mentionnerons que les plus importantes, l'histoire de Polybe ⁽⁶⁾, l'*Ἀρχαιολογία Ῥωμαϊκή* de Denys d'Halicarnasse, la *Ἱστορία τῶν Ῥωμαίων* de Diodore de Sicile, les vies parallèles et les questions romaines de Plutarque, les histoires

(1) LECLERC, *Des journaux chez les Romains*. Paris, 1838. LIEBERKUEHN, *De diurnis Romanorum actis*. Weimar, 1840. HUEBNER, *De senatus populi Romani actis*. Leipzig, 1859.

(2) ORELLI, *Inscriptionum Latinarum selectarum amplissima collectio ad illustrandam Romanæ antiquitatis disciplinam accommodata*. Zurich, 1828. 2 vol. *Volumen tertium collectionis Orellianæ supplementa emendationesque exhibens*, ed. G. HENZEN. Ib. 1856.

Le *Corpus inscriptionum Latinarum*, en cours de publication, dont ont paru : *Præcæ Latinitatis monumenta epigraphica ad archetyporum fidem exemplis lithographis representata*, ed. FR. RITSCHL, Berlin, 1862, in-fol. et vol. I; *Inscriptiones Latinae antiquissimæ ad C. Caesaris mortem*, ed. TH. MOMMSEN, Berlin, 1863; vol. II, *Inscriptiones Hispaniæ latinæ*, ed. AEM. HUEBNER, ib., 1869; vol. IV, *Inscriptiones parietariæ Pompeianæ, Herculaneenses, Stabianæ*, ed. C. ZANGEMEISTER, ib., 1871.

(3) Son livre, *Rerum divinarum et humanarum antiquitates*, qui serait pour nous la source la plus précieuse, est presque entièrement perdu. Mais l'on trouve cependant des renseignements importants dans les livres conservés de *lingua latina*.

(4) Sont surtout à consulter les fragments *De republica*, les *Epistolæ* et par nous la source la plus précieuse, est presque entièrement perdu. Mais l'on trouve cependant des renseignements importants dans les livres conservés de *lingua latina*.

(5) PH. ED. HUSCHKE, *Jurisprudentiæ antejustinianæ quæ supersunt*. Leipzig, 1867. 2^e éd.

(6) Malheureusement le vi^e livre qui traitait *ex professo* de la constitution romaine, est perdu en majeure partie.

romaines d'Appien et de Dion Cassius, et parmi les premiers écrivains de l'époque byzantine les Annales de Zonaras ⁽¹⁾, et l'ouvrage de J. L. Lydus : *περί ἑσχατῶν τῆς Ρωμαίων πολιτείας*.

Observations générales sur les sources.

1° Nous ne possédons des anciens aucun ouvrage traitant *ex professo* des institutions politiques de Rome.

2° Les documents officiels les plus anciens, tels que les *Annales maximi*, les *Commentarii magistratuum*, de même que les historiens antérieurs au premier siècle avant J.-Chr., sont presque entièrement perdus ⁽²⁾. Les ouvrages mêmes qui nous restent, comme ceux de Tite-Live, Cicéron, Denys d'Halicarnasse, Diodore de Sicile, Dion Cassius, etc., présentent de nombreuses lacunes dans leur état actuel.

3° Les sources manquent souvent de critique et d'impartialité ⁽³⁾.

(1) Ce qui donne un intérêt spécial à cet auteur, c'est que dans l'histoire romaine il a suivi fidèlement Dion Cassius, et qu'il supplée ainsi aux parties perdues de l'ouvrage de Dion Cassius.

(2) H. PETER, *Veterum historicorum Romanorum reliquiae*, Leipzig, 1870. Plusieurs écrivains de l'Empire ont pour nous une grande importance, parce qu'ils ont conservé des fragments ou consulté les ouvrages d'auteurs plus anciens, dont les textes originaux n'existent plus. Citons entr'autres : l'Encyclopédie de Pline l'Ancien, le traité *De verborum significatione* de S. P. Festus, avec l'*Epitome* de Paul Diacre, les Nuits attiques d'Aulu-Gelle et les Saturnales de Macrobe.

(3) Comme la reconstruction des institutions politiques est basée avant tout sur les données que les anciens nous ont transmises, il s'ensuit que le degré de créance, que chaque auteur mérite, est dans cette étude un point d'une importance capitale. Or les savants modernes ne s'accordent pas du tout à ce sujet. Tandis que NIEBUHR élève infiniment Denys d'Halicarnasse au-dessus de Tite-Live et de Cicéron, BECKER et LANGE rabattent beaucoup de cette importance excessive, accordée à Denys, et estiment, au moins autant, les deux écrivains romains. TH. MOMMSEN est d'avis que vers le commencement du 1^{er} siècle av. J.-C. l'histoire romaine des premiers siècles de la République a été falsifiée sur une large échelle, et, partant, il ne serait permis d'accorder, en ce qui concerne cette époque, que peu d'autorité aux écrivains romains et grecs postérieurs, qui ont presque tous puisé à ces sources altérées. Selon A. W. ZUMPT au contraire, nous devons une foi presque égale à tous les écrivains anciens; et si leurs assertions semblent parfois se contredire, c'est notre devoir de combiner

III. TRAVAUX MODERNES.

- Depuis le ^{xv}^e jusqu'à la fin du ^{xvii}^e siècle la science des antiquités fut préparée par un nombre immense de monographies sur des points spéciaux des institutions romaines. Les travaux les plus importants de cette période furent réunis dans certaines grandes collections, comme celles de :

GRAEVIUS, *Thesaurus antiquitatum Romanarum*. Utrecht, 1694-99, 12 vol. in-fol.

SALLENGRIUS, *Novus thesaurus antiquitatum Romanarum*. La Haye, 1716-19. 3 vol. in-fol.

POLENIUS, *Supplementa utriusque thesauri*. Venise, 1730-40. 5 vol. in-fol.

Un essai d'exposition systématique des antiquités fut déjà fait par ROSINUS, dont l'ouvrage, intitulé : *Antiquitatum Romanarum corpus absolutissimum*, Bâle, 1583, fut plusieurs fois réédité avec les notes de DEMPSTER.

Le ^{xviii}^e siècle vit paraître également un certain nombre de manuels d'antiquités romaines dont les principaux eurent de nombreuses éditions. Ce sont :

NIEUPOORT, *Rituum qui olim apud Romanos obtinuerunt succincta explicatio*. Utrecht, 1712 (fréquemment réimprime durant le 18^e siècle avec les commentaires d'autres philologues).

PETISCI *Lexicon antiquitatum Romanarum*. Leeuwarden, 1713. 2 v. in-fol.

MATERNUS VON CILANO, *Traité développé des Antiquités romaines* (en allem.). Altona 1775, 4 vol.

ADAM, *Les antiquités romaines*, Londres 1791-92 (en anglais et traduit en plusieurs langues).

Cependant tous ces travaux furent plutôt des œuvres de

ces données opposées et de prouver que la contradiction n'est qu'apparente. D'ailleurs, cette question si ardue de la valeur historique des ouvrages anciens ne sera pleinement résolue que lorsqu'on aura démontré, jusque dans les détails, à quelle source chaque écrivain a puisé. Ce problème, mis à l'étude depuis un demi siècle, est seulement en voie de solution.

compilation que des études scientifiques, basées sur l'examen critique des sources. Ils nous offrent une aggrégation de faits, unis par un lien purement externe, mais ils n'expliquent point l'origine, les lois internes du développement historique et les transformations successives des institutions romaines. La science des antiquités naquit avec la rénovation des études philologiques en Allemagne au commencement de ce siècle.

La première impulsion à l'application de la méthode historique et critique aux études philologiques fut donnée par le célèbre F. A. WOLF :

Exposé de la science de l'antiquité, en rapport avec l'objet, l'étendue, le but et la valeur de cette science (en all.) dans le *Museum der Alterthums-Wissenschaft*. T. I. Berlin, 1807.

Leçons sur les antiquités romaines avec des corrections et des notes littéraires de HOFFMANN (en all.). Leipzig, 1835.

B. G. NIEBUHR, en appliquant la méthode de Wolf à l'étude des institutions romaines, devint le véritable fondateur de la science des antiquités politiques. Ses principaux ouvrages sont :

Histoire romaine (en all.). 2 vol. Berlin, 1811. Traduite en français par DE GOLBÉRY. Strasbourg, 1830.

Leçons sur l'histoire romaine, publiées par ISLER (en all.). Berlin, 1846-48. 3 v.

Leçons sur les antiquités romaines, publiées par ISLER (en all.). Berlin, 1858.

Les ouvrages et les leçons de Niebuhr ne créèrent pas seulement un système tout à fait neuf de l'origine et de l'histoire des institutions politiques de Rome, mais ils provoquèrent aussi une série de travaux et de recherches remarquables sur cette science nouvelle, qui continuaient et rectifiaient la voie ouverte par Niebuhr. Ces travaux spéciaux seront mentionnés à leur place. Qu'il suffise ici de citer certains travaux d'ensemble :

RUBINO, *Recherches sur la constitution et l'histoire romaines*. 1^{re} partie. *Du développement de la constitution romaine jusqu'à*

l'époque de grandeur de la République (en all.). Cassel, 1839.

GOETTLING, *Histoire de la constitution politique de Rome depuis la fondation de la ville jusqu'à la mort de César* (en all.), Halle, 1840.

PETER, *Les époques de l'histoire des institutions de la République romaine* (en all.). Leipzig, 1841.

Mentionnons aussi les travaux scientifiques que les savants modernes ont publiés, dans les derniers temps, sur l'histoire romaine et sur l'histoire du droit romain, et dans lesquels ils touchent, au moins partiellement, à presque tous les problèmes de la science des institutions politiques :

SCHWEGLER, *Histoire romaine* (en all.). 3 vol. Tubingen, 1853-58. 2^e éd., ib. 1870.

PETER, *Histoire romaine* (en all.). 3 vol. Halle, 2^e éd., 1865-69. 3^e éd., tome I-II, ib., 1870-1871.

TH. MOMMSEN, *Histoire romaine* (en all.). 3 vol. Berlin, 5^e édit. 1868-70. Une traduction française de cet ouvrage paraît à Paris par les soins de C. A. ALEXANDRE, et à Bruxelles par E. DE GUERLE.

W. IHNE, *Histoire romaine* (en all.). Leipzig, T. I. *Depuis la fondation de Rome jusqu'à la première guerre punique*. 1868. T. II. *Depuis la première guerre punique jusqu'à la fin de la seconde*. 1870.

F. WALTER, *Histoire du droit romain jusqu'à Justinien* (en all.). Bonn (1).

A. W. ZUMPT, *Le droit criminel de la République romaine* (en all.). 2 tomes en 4 parties. Berlin, 1865-1869: — *La procédure criminelle de la République romaine* (en all.). Leipzig, 1871.

Mais les deux ouvrages capitaux, qui résument en quelque sorte l'état de la science à notre époque, ce sont les manuels d'antiquités romaines de BECKER-MARQUARDT et de LANGE.

BECKER-MARQUARDT, *Manuel d'antiquités romaines* (en all.). Leipzig, 1843-67. 5 vol. BECKER a composé le T. I,

(1) Ce Manuel parut pour la première fois en 1834-1840. Depuis lors il a été fréquemment réédité. Nos citations sont basées sur la 3^e édition, 1860-61.

(1843), traitant des sources de la science et de la topographie de Rome, et les deux premières parties du T. II (1844, 1846) qui exposent les institutions politiques. MARQUARDT a continué l'ouvrage. Il a publié successivement la troisième partie du T. II (1849), traitant des comices sous la République et de la constitution impériale des trois premiers siècles, le T. III divisé en deux parties, dont la première (1851) s'occupe de l'Italie et des provinces, et la seconde (1853) de l'administration financière et de l'organisation militaire, le T. IV (1856), traitant de la religion, et le T. V, exposant en deux parties (1864, 1867) les antiquités privées. Cet ouvrage éminent sera complété par TH. MOMMSEN, qui s'est chargé des antiquités judiciaires.

L. LANGE, *Antiquités romaines* (en all.). Berlin. Jusqu'ici ont paru deux éditions des deux premiers volumes, consacrés aux antiquités politiques. Les deux volumes de la seconde édition datent, le premier, de 1863, le second, de 1867 (1).

Les Manuels de BECKER-MARQUARDT et de LANGE, dans les questions si controversées qui se rapportent à l'histoire des institutions romaines jusqu'à l'époque historique, adoptent en général les théories fondamentales, émises par NIEBUHR. Ce système, dans la plupart de ses points essentiels, est combattu actuellement par TH. MOMMSEN. Bien que ce savant n'ait point composé de Manuel d'antiquités, ses travaux sur les antiquités et principalement ses *Recherches romaines* (en all. Berlin, 1864. T. I, 2^e éd.) ont une importance telle que nous ne pouvons ici les passer sous silence.

M. A. TROISFONTAINES, professeur à l'Université de Liège, a aussi entrepris la publication d'un *Traité d'Antiquités romaines considérées principalement sous le point de vue politique*. Jusqu'ici la 1^{re} partie a seule paru. 2^e éd. Bruxelles, 1866.

(1) Voyez, sur le mérite des ouvrages de Becker-Marquardt et de Lange, l'appréciation, très-exacte, ce nous semble, de M. HERZOG, dans le *Philologus*, T. XXIV, p. 285-90. Goettingen, 1866.

CHAPITRE DEUXIÈME. — APERÇU GÉNÉRAL DES INSTITUTIONS
POLITIQUES DU PEUPLE ROMAIN.

§ 1. — *De la division des individus d'après le droit romain.*

« *Summa... divisio de jure personarum haec est, quod omnes homines aut liberi sunt aut servi* ⁽¹⁾. »

« *In servorum conditione nulla est differentia. In liberis multae differentiae sunt* ⁽²⁾. »

Le droit romain ne reconnaît la *personnalité*, la capacité juridique qu'aux hommes libres : « *Personae, quarum causa [jus] constitutum est* ⁽³⁾. » Cette capacité juridique s'appelle *caput* : « *Servus caput non habet* ⁽⁴⁾. »

Le *caput*, quand il est complet, comprend 3 degrés ou *status* ⁽⁵⁾ :

1° *Status libertatis*, qui est la base des autres *status*. La liberté est limitée. « *Et libertas quidem... est naturalis facultas ejus, quod cuique facere libet, nisi quod vi aut jure prohibetur* ⁽⁶⁾. » « *Legum... idcirco omnes servi sumus, ut liberi esse possimus* ⁽⁷⁾. »

2° *Status civitatis*.

3° *Status familiae*.

« *Tria enim sunt, quae habemus : libertatem, civitatem, familiam* ⁽⁸⁾. »

(1) *Instit.*, I, 3.

(2) *Instit.*, I, 3 § 5.

(3) *Instit.*, I, 2 § 12.

(4) Cf. *Instit.*, I, 16 § 4.

(5) Sur la nature du *status* voyez SAVIGNY, *Système du droit romain* (en all.). Berlin, 1840. II, 60-89.

(6) *Instit.*, I, 3 § 1.

(7) *Cic.*, *p. Cluent.*, 53 § 145.

(8) *Dig.*, IV, 5, 11.

Les hommes libres, sous le rapport du *caput*, se divisent en *cives*, c'est-à-dire ceux qui possèdent les trois *status* du *caput*, et *peregrini*, ou ceux dont le *caput* est incomplet (1).

Juridiquement tout homme libre, non-citoyen, qu'il soit sujet de l'Etat romain ou non, s'appelle *peregrinus*. Mais parmi les *peregrini*, sujets de Rome, il y a une classe privilégiée qui en droit s'appelle *Latini*. La *latinitas* est parfois considérée comme une condition intermédiaire entre la *peregrinitas* et la *civitas*.

DES CIVES. — Les éléments qui ont possédé la *civitas* ont varié aux différentes époques de l'histoire romaine.

Dans la première époque le droit de cité n'appartient qu'à ceux qui, par naissance ou par naturalisation, sont membres des trois tribus dites génétiques. Tous possèdent un droit de cité égal, et se nomment indifféremment *cives*, *quirites*, *patricii*. A côté d'eux il y a deux classes d'hommes libres, non-citoyens, les clients et les plébéiens, et puis des esclaves. — *Période patricienne*.

Dans la seconde époque, qui commence avec la réforme de Servius Tullius, le droit de cité est conféré aux clients et plébéiens. Ces nouveaux citoyens se trouvent cependant dans une infériorité politique marquée vis-à-vis des patriciens qui, seuls, ont la *civitas* complète. Il y a donc dès lors deux classes de citoyens, qui réunies forment le *populus romanus quiritium*. — *Période patricio-plébéienne*.

Une lutte opiniâtre de deux siècles entre ces deux classes de citoyens assure successivement aux citoyens de l'ordre inférieur les droits politiques dont ils étaient exclus dans le principe, et amène ainsi par l'égalité politique la constitution définitive du peuple romain. En effet dès le commencement du III^e siècle avant J.-Chr. la distinction politique entre patriciens, clients, plébéiens a presque entièrement disparu ; tous sont au même titre *cives romani*.

(1) La division des *liberi* donnée par les *Institutes* (*aut enim sunt ingenui, aut libertini*, I, 3 § 5) n'est applicable qu'à l'époque de Justinien, où toute distinction entre *cives* et *peregrini* dans l'Empire romain avait disparu. Mais antérieurement cette division n'avait d'importance que pour les *cives*. Aussi n'en parlerons-nous que quand nous exposerons le droit de cité.

Les *cives* se distinguent extérieurement des *peregrini* par la *toga* dont l'usage était interdit à quiconque n'était pas citoyen.

§ 2. De la nature et des pouvoirs organiques
du gouvernement romain.

Le gouvernement romain fut *en droit* républicain (*Res publica*) depuis la plus haute antiquité jusqu'au siècle de Constantin. Pendant cette longue période l'ensemble des citoyens, le *populus romanus quiritium*, fut en principe le dépositaire du pouvoir souverain; les autres corps politiques étaient investis de leurs attributions en vertu d'une délégation du pouvoir souverain.

Le pouvoir souverain est exercé par les citoyens, réunis en *comitia*.

Les *comitia* de l'époque patricienne s'appellent *curiata* : ils sont basés sur les divisions en *curiae*, qui sont elles-mêmes des subdivisions des tribus génétiques. Chaque *curia* a une influence égale. *République démocratique*.

La réforme de Servius Tullius introduit les *comitia centuriata*. Ces comices sont basés sur les divisions timocratiques des citoyens en classes et centuries, et dépendent en certains points, d'une part, des membres patriciens du sénat (*patrum auctoritas*), de l'autre, des *comitia curiata* (*lex curiata de imperio*). Les comices curiates, ne comprenant plus désormais qu'une partie des citoyens, les *patricii*, sont devenus aristocratiques. *République aristocratique et timocratique*.

A côté des Comices curiates et centuriates est créée une nouvelle réunion du peuple, d'après le principe plutôt démocratique des tribus locales : *comitia tributa* et *concilia plebis*. Ces comices tributes étendent leur influence et leur compétence au dépens des deux précédents, et exercent de fait le pouvoir souverain à Rome dès le III^e siècle avant J.-Chr. *République démocratique*.

Cependant le *populus romanus*, tout en étant pouvoir souverain, n'exerce pas par lui-même tous les actes du pouvoir

et de l'administration. Il ne s'est réservé dans ses comices que la décision sur les projets de loi et sur une partie de la juridiction : il n'exerce pas même l'initiative législative. La délibération qui précède la décision, l'exécution qui suit, l'administration en général, tous ces pouvoirs il les délègue directement ou indirectement à des citoyens ou des corps de citoyens. Les comices exercent donc le pouvoir législatif.

Le pouvoir délibératif est représenté essentiellement par le *senatus*, corps de citoyen d'élite que le *Censeur*, le délégué du peuple, choisit de préférence parmi les anciens magistrats, les élus du peuple. Le sénat est en outre chargé de plusieurs branches administratives, telles que finances, rapports internationaux etc.

Le pouvoir exécutif et certaines branches de l'administration sont confiés directement par le peuple à des citoyens qu'il élit lui-même dans les comices. *Magistratus*.

La juridiction est répartie parmi les trois pouvoirs dont nous venons de parler.

Cependant, dans l'histoire romaine, l'on distingue ordinairement trois époques : la Royauté, la République et l'Empire. La cause de cette distinction se trouve dans l'organisation romaine du pouvoir exécutif, qui, selon les époques, fut confié à un seul magistrat ou scindé et distribué parmi plusieurs délégués du peuple.

Dans l'époque, appelée royale, le peuple souverain confère la totalité du pouvoir exécutif à un seul citoyen, le *Rex*, nommé à vie, irresponsable, et vis-à-vis duquel le sénat se trouve dans une complète subordination. La royauté est élective ; le pouvoir royal limité par la *lex curiata de imperio* ⁽¹⁾.

Aussi quand les derniers Rois veulent transformer illégalement le gouvernement en monarchie absolue et héréditaire, le peuple leur enlève violemment le pouvoir usurpé ⁽²⁾.

Alors, pour rendre impossible le retour d'un tel état de

(1) LANGE, I, p. 239.

(2) LANGE, I, p. 369-380.

choses, il remplace le Roi viager et irresponsable par deux *Consuls* annuels et responsables. Cette seule modification du pouvoir exécutif forme la transition de la Royauté à la République ⁽¹⁾.

La tendance continuelle du peuple sous la République fut d'affaiblir ce pouvoir, soit en le scindant davantage entre plusieurs magistrats, *Censeurs*, *Préteurs*, *Édiles*, soit en établissant des garanties nouvelles des droits du citoyen vis-à-vis des magistrats, la *lex de provocatione*, le *Tribunat*, la législation décenvirale, etc., soit en reprenant une part plus large au gouvernement dans les comices tributes.

A mesure que le pouvoir exécutif se morcelle et s'affaiblit, le sénat gagne en influence et en importance : sous la République il eut une part très-grande à la direction des affaires publiques ⁽²⁾.

Ce gouvernement républicain démocratique put se maintenir intact aussi longtemps que les citoyens restèrent fidèles aux traditions antiques de probité et d'honnêteté politiques, et que les partis observèrent le respect rigoureux des lois. Mais quand les sanglantes guerres civiles du premier siècle avant J.-Ch., effet nécessaire de la foi aveugle des masses populaires dans quelques chefs ambitieux, eurent épuisé les dernières forces vives de la République, le peuple romain, las du pouvoir, dans l'intérêt de sa sûreté matérielle, reconstitua sur de fortes bases le pouvoir exécutif qu'il avait scindé, cinq siècles auparavant, pour sa sûreté politique.

Le peuple accorde alors à un seul citoyen, par des lois successives et régulières, la plupart des attributions exercées antérieurement par plusieurs magistrats, une partie du pouvoir du sénat et de son propre pouvoir. Auguste est son délégué : il crée l'Empire.

Au successeur d'Auguste l'ensemble de ces pouvoirs est confié à vie par une seule loi.

(1) « *Uti consules potestatem habent tempore dumtaxat annum, genere ipso ac jure regiam.* » CIC., *de rep.*, II, 32.

(2) LANGE, II, 332.

Depuis Tibère c'est le sénat, qui, comme délégué du peuple, crée l'empereur et lui confère ses pouvoirs sous forme d'une *lex de imperio*. L'histoire de l'Empire romain nous montre que le droit, en cette occurrence, dut ordinairement céder à la violence, et elle nous instruit aussi des événements successifs qui amenèrent enfin, à dater de Constantin, la transformation du gouvernement romain en monarchie absolue et héréditaire.

L'étude détaillée des institutions que nous venons d'esquisser forme l'objet du cours d'antiquités politiques.

Deux méthodes différentes se présentent dans cette étude :

1^o La méthode que j'appellerai *didactique* et qui a été suivie par BECKER. Elle consiste à étudier séparément chaque institution dès son origine jusqu'à sa disparition. Elle a un défaut capital ; celui de ne point offrir une image vraie et réelle de l'ensemble des institutions politiques aux différentes périodes de l'histoire romaine.

2^o La méthode *historique*, suivie par LANGE, présente l'ensemble des institutions dans leur développement graduel et historique. Cette méthode, rigoureusement appliquée, aboutit à l'histoire politique du peuple romain, science distincte de celle des antiquités politiques.

Nous avons tâché de combiner cette double méthode. Nous avons divisé l'histoire des institutions romaines en deux grandes époques : une époque de formation et une époque de constitution définitive.

En conséquence nous étudions dans une première partie la genèse et le développement historique des institutions romaines, en y distinguant encore deux périodes : la période patricienne et la période patricio-plébéienne ou de transition.

Dans la seconde partie, nous donnerons un exposé systématique de ces institutions, telles qu'elles se présentent à nous à leur époque de grandeur et d'achèvement. Nous y traiterons, en insistant spécialement sur l'organisation romaine des trois derniers siècles de la République,

- 1° De la condition civile et politique des individus ou des éléments constitutifs de la société ;
 - 2° Des pouvoirs constitutifs du gouvernement ;
 - 3° Des principales branches de l'administration.
-

PREMIÈRE PARTIE.

ÉPOQUE DE FORMATION.

LIVRE I. — L'ÉTAT PATRICIEN.

CHAPITRE PREMIER — DE L'ORIGINE DE ROME. DES TROIS TRIBUS GÉNÉTIQUES.

La fondation de Rome, telle que les auteurs anciens l'exposent, présente un mélange de traditions italiques et helléniques, dans lesquelles il est difficile de distinguer entre l'élément historique et la légende ⁽¹⁾.

Les peuples italiques, sauf les Etrusques, forment avec les peuples helléniques la race pélasgique, branche de la grande famille des peuples indo européens ⁽²⁾.

Les peuplades italiques, telles que les Latins, les Ombriens etc., étaient subdivisées en tribus ⁽³⁾.

(1) Les légendes grecques relatives à la fondation de la ville de Rome sont exposées par NIERUHR, *Hist. rom.*, I, 224, 4^e éd. MUELLER, *Explicantiur causae fabulae de Aeneae in Italiam adventu* dans le *Classical journal*. 1822, Vol. XXVI. BAMBERGER, *Sur l'origine du mythe de l'arrivée d'Enée dans le Latium* (en all.) dans le *Rheinisch Museum*. 1838. T. VI, p. 82. KLAUSEN, *Enée et les Pénates* (en all.). 2 v. Hambourg, 1839-40. NAEGELÉ, *La fondation de Rome*, (en all.) dans les *Studien ueber altitalisches und roemisches Rechtsleben*. Schaffhouse, 1849, p. 249. LINKER, *La plus ancienne histoire mythique de Rome* (en all.). Vienne, 1858. GERLACH, *De rerum Romanarum primordiis*. Bâle, 1861, 2^e éd. AMPÈRE, *Histoire romaine à Rome*, 2 v. 2^e éd. Paris, 1863.

(2) LANGE, I, 47-65. LOTTNER, *Sur la position des Italiques dans la race indo-européenne* (en all.) dans KUHN'S *Zeitschrift für vergleichende Sprachforschung*. T. VII, 1858.

(3) KIRCHHOFF, *Les recherches les plus récentes dans le domaine des langues italiques* (en all. dans le *Kielser Monatsschrift*, 1852, p. 577 et 801.

Il semble qu'à une époque reculée trois tribus, trois peuplades occupèrent le territoire de la ville de Rome et y établirent trois bourgs, trois *civitates* indépendantes ⁽¹⁾. L'histoire, les rapports primitifs de ces trois cités nous sont complètement inconnus ⁽²⁾. Mais, quoi qu'il en soit, elles finirent par se confédérer d'abord, et ensuite à ne plus former qu'un seul Etat : la *civitas Romana* ⁽³⁾.

Ces tribus portaient, d'après la tradition ⁽⁴⁾, les noms suivants :

1° Les *Ramnes* ⁽⁵⁾ (*Ramnenses*, *Ramnetes*). Cette tribu, d'origine latine, semble s'être fixée la première sur le territoire romain ; peut-être sortit-elle d'Albe-la-Longue, alors la ville principale du Latium ⁽⁶⁾, par suite d'une *secessio*. Elle occupait le *mons palatinus*, et avait établi une *arx* (citadelle) sur le *mons capitolinus*. C'est d'elle que dérivent les noms de *Roma*, *Romulus*, *Remus* ⁽⁷⁾.

2° Les *Tities* (*Titienses*, *Tatienses* : héros patronymique, *Titus Tatius*), d'origine sabine (ombrienne), étaient établis sur le *mons quirinalis*. Le règne simultané de Romulus et de Titus Tatius semble rappeler l'existence d'un *foedus aequum* entre la cité latine et la cité sabine ⁽⁸⁾, celui de Numa la prépondérance de l'élément sabin.

3° Les *Luceres* (*Lucerenses*), selon toute probabilité la dernière venue des trois tribus, occupaient le *mons caelius* ⁽⁹⁾.

(1) « *Ager Romanus primum divisus in partes tres.* » VARR., *de ling. lat.*, V, 9.

(2) Cf. LANGE, I, 75. HUELLEMAN, *Origins de la constitution romaine* (en all.). Bonn, 1835.

(3) Sur l'origine de la ville, cf. NIEBUHR, *h. r.*, I, 300. BECKER, II, 1, 12-19. LANGE, I, 77-89. Sur la manière, dont se sont formées en général les cités gréco-latines voyez FUSTEL DE COULANGES, *la Cité antique, Etude sur le culte, le droit, les institutions de la Grèce et de Rome*. Paris, 1870, 3^e éd., p. 146, suiv.

(4) Cf. VARR., *de l. l.*, V, 9, 14, 16. LIV., I, 13 et 36 ; X, 6. CIC., *de rep.*, II, 20.

(5) FROEHNER, *Rome et les Ramnes* dans le *Philologus*. Goettingen, 1855. T. X, p. 552.

(6) CINCIVS cité par FESTUS, p. 241 (éd. Mueller). CANINA, *Des trente colonies d'Albe* (en ital.). Rome, 1840.

(7) Sur l'étymologie du mot *Rome*, cf. BECKER, II, 1, 13. LANGE, I, 72.

(8) LANGE, I, 81.

(9) LIV., I, 33.

De quelle race cette tribu était-elle ? Tite-Live déclare ne pas le savoir ⁽¹⁾. Les modernes ont émis surtout deux hypothèses différentes : les uns, suivant une tradition ancienne ⁽²⁾, et se prévalant de l'analogie du nom de *Luceres* et du mot *Lucumo*, dénomination des chefs étrusques ⁽³⁾, attribuent aux *Luceres* une origine étrusque ; d'autres les *Luceres* sont une tribu latine, à savoir certaines familles albaines, transportées à Rome et incorporées dans le peuple romain après la destruction d'Albe-la-Longue, sous Tullus Hostilius. Leur nom (du même radical que *lucere*) signifie *illustres, splendidi*. Cette dernière hypothèse expliquerait le retour de la prépondérance à l'élément latin représenté par Tullus Hostilius ⁽⁴⁾.

La réunion de ces tribus (appelées *génétiques, primitives, tribus de race* ou *de naissance* par opposition aux *tribus locales*, créées par Servius Tullius) en une seule *civitas*, a fondé l'Etat romain (*civitas romana*).

(1) «*Lucerum nominis et originis causa incerta est*». I, 13.

(2) FLORUS, III, 18, dit : *Quum populus Romanus Etruscos Latinos Sabinosque miscuerit et unum ex omnibus sanguinem ducat*, etc.

(3) Cf. VARR., *De l. l.*, V, 9. CIC., *De rep.*, II, 8. AURELIUS VICTOR, 2, 11, etc. D'autres anciens dérivent le mot de *lucus* : *Luceres... a Lucumone sive Lucretino* (cf. BECKER, II, 1, 30), *sive a luco, quem lucum asylum vocerat Romulus*. PSEUDO-ASCONIUS ad CIC., *Verr.*, I, 5. PLUTARQ., *Rom.*, 20.

(4) Cette hypothèse, émise par NIEBUHR, *H. r.*, I, 312, 336, fut combattue par HUSCHKE, *Organisation de Serv. Tullius* (en all.), 32; GOETTLING, *H. r.*, 222; BECKER, II, 1, 135; et défendue de nouveau par LANGE, I, 85-88 et dans les *Goettinger gelehrte Anzeigen*, 1851, p. 1897.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DES SUBDIVISIONS DES TROIS
TRIBUS GÉNÉTIQUES.

§ 1. *Des curiae* (1).

Chaque tribu est divisée en dix *curiae*; l'état comprenait donc trente curies.

La *curia* est une institution *politique*, créée par le législateur après la réunion des tribus en une *civitas*.

Preuves. 1° Le caractère politique, religieux, administratif des *curiae*.

2° Leur nombre déterminé, le même pour chaque tribu.

3° Leurs dénominations. Chaque *curia* porte un nom propre (2). Or, plusieurs de ces dénominations sont empruntées à des noms de localités, par ex. : la *curia foriensis* (*forum romanum*), la *veliensis* (*Velia*, nom d'un monticule près du Palatin) etc. (3).

Les anciens dérivent le mot *curia* de *curare* (4); les modernes, du mot sabin *quiris*, *curis* (lance), ou bien, ils le

(1) BECKER, II, 1, 31-35. LANGE, I, 244-250. FRANCKE, *De tribuum, curiarum atque centuriarum ratione*. Schleswig, 1824. KOBBE, *Des curies et des clients* (en all.). Lubeck, 1839. AMBROSCH, *De locis nonnullis qui ad curias Romanas pertinent*. Breslau, 1846. FRANKE, *De curialibus Romanis, qui fuerint regum tempore, brevi praemissa de curiarum origine quaestione*, 1^{re} part. Breslau, 1853, 2^e part. Glogau, 1859. SOROF, *Des curies romaines* (en all.) dans la *Zeitschrift fuer Gymnasialwesen*. Berlin, 1862. T. XVI, p. 433.

(2) Quelques-uns seulement de ces noms sont connus.

(3) « Πολὺν γὰρ (πραΐαι = curiae) ἔχοντι ἀπὸ χωρίων τὰς προσηγορίας. » PLUTARQ., *Rom.*, 20. Cf. DENYS, II, 47. Il semble donc que cette division a eu primitivement un caractère local : et en effet d'après DENYS, II, 7, chaque curie aurait eu son lieu de marché.

(4) VARR., *De l. l.*, V, 32. Telle semble être aussi l'opinion de LANGE, I, 79, et dans les *Neue Jahrbuecher fuer Philologie und Paedagogik*. 1853. T. 67, p. 42.

considèrent comme un contracte de *co-viria*, réunion de *virî*, de guerriers ⁽¹⁾.

Les membres d'une même curie s'appellent *curiales* ⁽²⁾.

La *curia* a une triple importance :

1) Sous le rapport politique, elle forme l'unité d'après laquelle les *comitia curiata* se réunissent et votent.

2) Sous le rapport religieux, chaque curie a son culte spécial (*sacra curionia*, faisant partie des *sacra publica*), sa chapelle (*sacellum*), son dieu, ses cérémonies, ses fêtes ⁽³⁾. Les *curiales* sont tenus de contribuer et d'assister au culte de la curie. En outre toutes les curies réunies célèbrent le culte commun de *Juno Quirilis* ⁽⁴⁾.

3° Sous le rapport administratif, avant Servius Tullius, chaque curie fournit un nombre déterminé de légionnaires et de cavaliers à l'armée et probablement aussi de membres au sénat.

Chaque curie a son local de réunion, portant aussi le nom de *curia*; elle est présidée par un *curio* ⁽⁵⁾, qui dans ses fonctions religieuses est assisté d'un *flamen curialis* ⁽⁶⁾. Ces dignitaires doivent avoir plus de 50 ans, sont nommés à vie et exempts du service militaire. Le chef des 30 *curiones* est le *Curio Maximus* ⁽⁷⁾.

§ 2. Des gentes ⁽⁸⁾.

Les curies sont subdivisées en *gentes*; la *gens* est un groupe de familles, portant le même *nomen gentilicium*.

(1) D'autres encore le dérivent de *covisia*, rac. sanscr. *vas* : habiter. CORSEN, *De Volsorum lingua*. Naumbourg, 1858.

(2) PAUL. DIAC., p. 49. «*Curiales ejusdem curiae, ut tribules et municipes.*»

(3) DENYS, II, 23. PAUL. DIAC., p. 62. FEST., p. 245. Festins des *curiales* : DENYS, II, 23, 65, 66.

(4) DENYS, II, 50. Cf. SERV., *ad Aen.*, I, 17.

(5) DENYS, II, 7, 21, 64. VARR., *De l. l.*, V, 15, VI, 6.

(6) DENYS, I, 1. AMBROSCH, *De sacerdotibus curialibus*. Breslau, 1840. *Quaestionum pontificalium caput alterum*. Ib., 1850. MARQUARDT, IV, 394-400. Ces dignitaires étaient-ils nommés par leur curie respective ou par les comices curiates ou par le Roi? L'on n'en sait rien.

(7) PAUL. DIAC., p. 126 : *Maximus Curio, ejus auctoritate curiae omnesque curiones reguntur.*

(8) BECKER, II, I, 35-50. LANGE, I, 192-202. REIN, *Le droit civil des*

Mais la nature et l'origine de la *gens* sont très-controversées; il y a principalement deux systèmes en présence.

Le premier, défendu surtout par NIEBUHR, (*H. r.*, I, 321, suiv.) et plusieurs après lui (ORTOLAN, GIRAUD, WALTER), prétend que la *gens* est une institution politique au même titre que la *curia*. Le lien primitif entre les familles de la même *gens* est l'œuvre du législateur.

D'après le second système (GOETTLING, BECKER, REIN, LANGE, FUSTEL DE COULANGES etc.) le lien primitif fut la parenté; la *gens* est un groupe de familles *agnatae*, c'est-à-dire descendant d'un même auteur commun, et partant une institution naturelle, mais elle a été adoptée par le législateur en ce sens qu'il a garanti aux membres d'une même *gens*, en leur qualité de co-gentils, la jouissance de certains droits, appelés *gentilices* ⁽¹⁾.

I. *Preuves invoquées pour la défense du premier système et réfutation de ces preuves.*

1. Analogie des institutions attiques avec l'organisation romaine primitive.

Le peuple attique était divisé primitivement en 4 φυλαί (*tribus*), chaque φυλή en 3 κωμότητες (*curiae*); chaque κωμότης se composait d'un certain nombre de γένεα (*gentes*).

Or, POLLUX, un lexicographe du II^e siècle après J.-Chr., affirme : ἐν ἑκάστη [κωμότης] γένεα τριάκοντα, ἑκάστων ἐκ τριάκοντα ἀνδρῶν, ἐκκαλοῦντο δ' οὕτως καὶ ὁμογλῶσσαι καὶ ὁρμῶνες. Il y ajoute : γένεα μὲν οὐ προστίκοντες, ἐκ δὲ τῆς συνόδου οὕτως προσπαγορευόμενοι ⁽²⁾.

Rom. (en all.). Leipzig, 1858, p. 506-511. TROISFONTAINES, I, 25-50. HEIBERG, *De familiari patriciorum nexu*. Schleswig, 1829. ORTOLAN, *Des gentils chez les Romains* dans la *Revue de législation et de jurisprudence*. Paris, 1840. T. XI, p. 257. QUINON, *Sur la gens et les droits de gentilité chez les Romains*. Grenoble, 1845. GIRAUD, *De la gentilité romaine* dans la *Revue de législation*. Nouv. coll. Paris, 1846. T. III, p. 385. TH. MOMMSEN, *Les gentes patriciennes* dans ses *Rech. rom.*, I, 71-127. FUSTEL DE COULANGES, la *Cité antique*, p. 113-133.

(1) MOMMSEN (*Hist. rom.*, I, p. 69-71, 3^e éd.) a adopté un système mixte, en admettant l'origine naturelle des *gentes*, et l'intervention du législateur pour attribuer un nombre égal de *gentes* à chaque curie. Cf. SCHWEGLER, *H. r.*, I, 614. MARQUARDT, V, 1, 34.

(2) *Onomast.*, III, 52, VIII, 111. Un fragment d'ARISTOTE, cité par le scolaste de PLATON (*In Arrioch.*, III, 371. D. St.), contient la même affirmation.

Si ces nombres déterminés, fixes, sont exacts, il faut reconnaître que les *γῆναι* attiques sont l'œuvre du législateur : de là on tire la même conclusion pour les *gentes* romaines.

La parenté primitive entre les membres du *γένος* à Athènes, qui n'est vraiment contredite que par ces chiffres de Pollux et d'Aristote, est admise au contraire par la plupart des savants modernes ⁽¹⁾, et semble suffisamment prouvée par le terme de *ομογενεῖς*, par lequel on désigne à Athènes les membres d'un même *γένος*.

D'ailleurs dans toute cette argumentation, la vérité même des prémisses ne justifierait pas la conclusion.

2. D'après le témoignage de DENYS D'HALICARNASSE, Romulus divisa les *curiae* en *δικοῦς* ⁽²⁾. Du mot *δικός*, employé par Denys pour traduire le mot *gens*, Niebuhr tire la conclusion que chaque curie se composait de dix *gentes*, chaque *gens* de dix familles, et partant que la *gens* est une institution purement politique.

Observons d'abord que, *δικός* signifiant *une dizaine*, non pas *un dixième*, l'emploi de ce mot n'autorise pas la conclusion que Niebuhr en déduit. Ensuite comme aucune autre source ne dit mot d'une subdivision de curies en décuries ⁽³⁾, il est probable que Denys attribue erronément aux curies les subdivisions militaires des centuries. D'ailleurs personne n'ignore que Denys, comme les anciens en général, a des idées complètement fausses sur les institutions primitives de Rome, entr'autres quand il les représente comme l'œuvre personnelle d'un seul homme. Enfin la colonie romaine, qui reproduisait en miniature les anciennes institutions de Rome,



(1) K. F. HERMANN, *Manuel des antiquités politiques de la Grèce* (en all.). Heidelberg, 1855 (4e édit.), 281-284, et G. F. SCHOEMANN, *Antiquités grecques* (en all.). Berlin, 1855, I, 319.

(2) « Τριχὴ μείμας (ὁ Ρωμύλος) τὴν πληθὺν ἀπάσαν... ἔπειτα τῶν τριῶν πάλιν μοιρῶν ἐκάστην εἰς δέκα μοίρας διελών, ... ἐκάλει δὲ τὰς μὲν μείζους μοίρας τριβούς, τὰς δ' ἐλάττους κυρίας, ... διέμενον δὲ καὶ εἰς δικάδας αἱ φράτρουι πρὸς αὐτοῦ, καὶ ἑγμῶν ἐκάστην ἐκόσμη δικάδαρχος κατὰ τὴν ἐπιχώριον γλῶτταν προσαγορευόμενος ». DENYS, II, 7.

(3) BECKER, II, 1, 35.

se composait aussi de 3 tribus, 30 curies : mais au-delà il n'y avait aucune subdivision fixe (1).

3. Certaines définitions de la gentilité, dans lesquelles les auteurs latins ne font aucune mention de la parenté.

a) CINCIUS ALIMENTUS dans PAUL DIAC., p. 94 : "*Gentiles mihi sunt qui meo nomine appellantur.*"

b) CICÉRON, *Top.*, 6, 29 : "*Gentiles sunt, qui inter se eodem nomine sunt. Non est satis. Qui ab ingenuis oriundi sunt. Ne id quidem satis est. Quorum majorum nemo servitutem servivit. Abest etiam nunc. Qui capite non sunt deminuti. Hoc fortasse satis est. Nihil enim video Scaevolam pontificem ad hanc definitionem addidisse.*"

Ces textes ne nient pas positivement l'existence primitive de la parenté ; du silence qu'ils gardent à ce sujet, il n'est pas permis de conclure à la non-existence de ce lien primitif.

On peut d'ailleurs y opposer d'autres textes qui affirment ou supposent le lien de la parenté.

VARRON (*De ling. lat.*, VIII, 2) : "*Ut in hominibus quaedam sunt cognationes et gentilitates, sic in verbis : ut enim ab Aimilio homines orti Aimilii ac gentiles, sic ab Aimilii nomine declinatae voces in gentilitate nominali.*"

PAULUS DIACONUS, p. 94 : "*Gentilis dicitur et ex eodem genere ortus et is qui simili nomine appellatur, ut ait Cincius ; gentiles etc.*"

Le mot *familia* est souvent employé comme synonyme de *gens*. "*Item appellatur familia plurimum personarum, quae ab ejusdem ultimi genitoris sanguine profisciscuntur, sicuti dicimus familiam Juliam, quasi a fonte quodam memoriae.*"(2) TITE-LIVE dit indifféremment *gens* ou *familia Fabia*, *Quinctia familia* ou *gens* (3) etc.

II. Preuves de la parenté primitive entre les membres d'une même *gens*.

1) Les textes affirmatifs, cités plus haut.

(1) LANGE, I, 201.

(2) ULP. (*Dig.*, L, 16, 195 § 4) Cf. ib. § 2.

(3) LIV., II, 49, III, 25 et passim.

2) Le mot *gens* (radic. pélasg. *gen* : produire, procréer, d'où *gigno*, *genui*, *genus*; γίγναι, γένος).

3) Le *nomen gentilicium*. Tout Romain a au moins deux noms : le *praenomen* et le *nomen (gentilicium)* ⁽¹⁾, parfois un 3^e, 4^e et même 5^e (*cognomina*) ⁽²⁾. Ces *nomina gentilicia* (*Julius*, *Fabricius*, *Aemilius*, *Tullius*, *Porcius*, *Cornelius*, *Furius*) sont de vrais noms propres, ne dénotent aucune origine locale ou politique de l'institution.

4) Des coutumes d'un caractère privé, propres à certaines *gentes* : par exemple, l'affection des *gentiles* pour des prénoms déterminés ⁽³⁾. La gens *Julia* : *Caius*, *Lucius*, *Sectus*. La gens *Fabia* : *Caius*, *Kaeso*, *Marcus*, *Numerius*, *Quintus*. La gens *Porcia* : *Caius*, *Lucius*, *Marcus*, *Publius*. La gens *Domitia* ne se sert que de deux prénoms : *Cneius* et *Lucius* ⁽⁴⁾.

" *In Cornelia [familia] nemo ante Sullam dictatorem traditur crematus* ⁽⁵⁾. "

" *M. Varro tradit in Serranorum familia [de la gens Atilia] gentilicium esse, feminas linea veste non uti* ⁽⁶⁾. "

" *Cum in Quinctiorum vero familia aurum ne feminas quidem habere mos fuerit* ⁽⁷⁾. "

" *Vetera familiarum insignia nobilissimo cuique ademit : Torquato torquem, Cincinnato crinem* ⁽⁸⁾. "

(1) TH. MOMMSEN, *Les noms propres romains* dans ses *Rech. rom.*, I, 1 68. MARQUARDT, V, 1, 10-18. LAHMEYER, *L'ordre des noms propres chez les Romains* (en all.) dans le *Philologus*, 1864. T. XXII, 469, sq.

(2) La distinction entre *cognomen* et *agnomen* a été inventée par les grammairiens de l'Empire. MARQUARDT, V, 1, 17, ne 64.

(3) MOMMSEN, I. I., 15.

(4) SUET., *Ner.*, 1.

(5) PLIN., VII, 54. Cf. CIC., *de leg.*, II, 22.

(6) PLIN., XIX, I, 2.

(7) PLIN., XXXIII, 1, 6.

(8) SUET., *Cal.*, 35. — Plusieurs des *gentes*, que nous avons citées, sont plébéiennes, c'est-à-dire, étrangères aux 30 curies, comme la gens *Porcia*, la gens *Domitia* (cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 73-74); mais cela ne diminue en rien la valeur de la preuve. L'existence même des *gentes plebeiae* prouve en faveur de notre hypothèse. Car quand le législateur romain a-t-il organisé ces *gentes*-là?

5) Le caractère privé des droits gentiles (*jus gentilicium*, *gentilitatis*, ou *jura gentium*) ⁽¹⁾ qui ne sont, au moins pour les plus importants d'entre eux, que le développement des *jura agnationis* : d'où il faut conclure que la *gens* elle-même a sa source dans l'*agnatio*.

Ces droits sont au nombre de cinq :

a) *Jus haereditatis gentiliciae*. " *Lex* : si paterfamilias intestato moritur, familia pecuniaque ejus agnatum gentiliūque esto ⁽²⁾. "

b) *Jus curae legitimae*. " *Lex* : si furiosus escit, agnatum gentiliūque in eo pecuniaque ejus potestas esto ⁽³⁾. "

c) *Jus sacrorum gentiliciorum* ⁽⁴⁾. Chaque *gens* est sous la protection d'un dieu spécial auquel elle donne son surnom (*Silvanus Naevianus*, *Diana Planciana*, *Hercules Julianus*) ⁽⁵⁾, et en l'honneur duquel elle entretient un *sacellum* et offre à des époques déterminées des sacrifices annuels : *sacrificia gentilicia*, *solemnia*, *anniversaria* ⁽⁶⁾. Il est probable qu'en outre chaque *gens* rendait un culte au *genius* du fondateur de la *gens* (*Lar*) ⁽⁷⁾.

Les cogentils contribuent aux frais du culte gentile, et sont tenus, au moins en partie, d'y assister ⁽⁸⁾.

Les *sacra gentilicia* font partie des *sacra privata* ⁽⁹⁾.

(1) Gaj., III, 17. Cic., *de or.*, I, 39. Liv., IV, 1.

(2) Cic., *de inv.*, II, 50. Cf. Gaj., III, 17. Auct. ad Herenn., I, 15.

(3) Cic., ib. Cf. Auct. ad Herenn., I, 13. VARR., *De re r.*, I, 2. Il est étonnant que les sources ne parlent pas d'un droit gentile de tutelle. REIN, *Droit civ.*, p. 515, n° 2.

(4) MARQUARDT, IV, 143-144. A. T. WOENIGER, *Droit sacré des Rom.* (en all.). Leipzig, 1843, 177-202.

(5) MARQUARDT, IV, 144 n° 356. BORGHESE, *Bull. di instit.*, 1850, p. 140-141.

(6) (Cic.), *de har. resp.*, 15. GELL., XVI, 4 § 4. Liv., V, 46. DENYS, XI, 14.

(7) DENYS, XI, 14 : προγόνων δαίμονας. GRUTER, *Inscript.*, 319, 9 = *Lares Volusiani*. Cf. MARQUARDT, IV, 213, n° 1267.

(8) DENYS, IX, 19.

(9) FEST., p. 245. DENYS, II, 21, 65. Cf. Liv., V, 52.

d) *Jus sepulcri* ⁽¹⁾ : droit d'avoir un tombeau commun (*Monumentum*). — *Monumenta Scipionum*.

e) *Jus decretorum*. Ces décrets gentilices sont d'un caractère privé. Tel est le décret par lequel la *gens Fabia* défendit le célibat et l'exposition d'enfants ⁽²⁾. Ainsi encore des *gentes* interdisent à leurs cogentils l'emploi de certains prénoms ⁽³⁾.

Les *gentes*, faisant partie d'une des 30 curies, jouissent seules des *jura gentilicia* ⁽⁴⁾. Et comme les membres de ces *gentes*, qui à cette époque sont seuls citoyens, portent le nom de *patricii*, les *gentes* elles-mêmes s'appellent *patriciae*. Les clients et affranchis des *patricii*, sans être *gentiles*, participent au *jus sepulcri*, et assistent aux *sacra* de la *gens* de leur patron.

À côté des *gentes patriciae*, il y a aussi des *gentes* en dehors des curies, appelées *plebeiae*, par exemple, la *gens Terentia*, *Licina*, *Caccia*.

Il y a plus. L'on trouve le même *nomen gentilicium* commun à des familles patriciennes et à des familles plébéiennes : *gens Servilia*, *Genucia*, *Cornelia*. Il y a de cela plusieurs causes :

1° Clients et affranchis portent le *nomen gentilicium* de leur *patronus* ;

2° Du temps de la République, la *transitio ad plebem* ⁽⁵⁾.

Mais ces familles et ces *gentes plebeiae*, bien qu'elles aient

(1) « *Jam tanta religio est sepulcrorum, ut extra sacra et gentem inferri fas negent esse : idque apud majores nostros A. Torquatus in gente Popilia judicavit.* » CIC., *de leg.*, II, 22. Cf. *de off.*, I, 17 § 55.

(2) DENYS, IX, 22.

(3) Exemples : « *Gentis Manliae decreto cautum est, ne quis deinde Marcus Manlius vocaretur.* » LIV., VI, 20. « *Luci praenomen consensu repudiavit [gens Claudia], postquam e duobus gentilibus praeditis eo alter latrocinii, caedis alter convictus est.* » SUET., *Tib.*, 1.

(4) Les gentils se devaient-ils secours mutuel pour la rançon des prisonniers de guerre, paiement d'amendes judiciaires etc.? Le point est douteux. Cf. BECKER, II, 1, 48.

(5) Voyez p. 27. Comme avant la *lex Canuleia* les enfants issus d'un mariage entre patriciens et plébéiens étaient probablement en tout cas plébéiens (LANGE, I, 109), on pourrait y trouver une troisième cause du fait que nous expliquons.

reçu dans la suite le *jus civitatis*, n'obtinrent jamais les droits gentilices ⁽¹⁾.

Les *jura gentilitatis* disparaissent vers la fin de la République. Le *jus haereditatis* est encore mentionné du temps de César ⁽²⁾.

Jusqu'à Servius Tullius, les *jura gentilitia*, étant une conséquence nécessaire du *jus civitatis*, s'acquièrent comme le droit de cité ⁽³⁾ :

1° Par la naissance dans une *gens patricia*;

2° Par un acte souverain des *comitia curiata* (*cooptatio* ⁽⁴⁾, ou *adlectio*). La tradition attribuée à Tullus Hostilius la *cooptatio* de beaucoup de familles albaines (*gens Julia, Servilia, Quinctia, Curiatia, Cloelia* etc.) ⁽⁵⁾; à Tarquin l'Ancien ⁽⁶⁾, l'*adlectio* d'un grand nombre de *gentes plebeiae* ⁽⁷⁾, appelées *gentes minores, Ramnes, Tities, Luceres secundi*, par opposition aux anciennes *gentes : majores, Ramnes, Tities, Luceres primi* ⁽⁸⁾. *Gens Claudia* d'origine sabine ⁽⁹⁾.

La perte du droit de cité entraîne celle des droits gentilices.

(1) C'est pour cela que les patriciens prétendent avoir seuls des *gentes*. « *Vos solos gentem habere.* » LIV., X, 8. Il n'est pas impossible cependant, quoique nous n'en ayons aucune preuve certaine, que les droits strictement privés de la gentilité, tels que l'hérédité et la curatelle, aient aussi existé pour les membres des *gentes* plébéiennes. REIN, *Droit civil*, 508, ne 2.

(2) SUET., *Caes.*, I. GAJ., III, 17 (2^d siècle ap. J. C.) dit : *Totum gentilicium jus in desuetudinem abiisse.*

(3) BECKER, II, 1, 153-156.

(4) MERCKLIN, *La cooptation des Romains* (en all.). Mitau, 1845, 11-12.

(5) LIV., I, 30. DENYS, III, 29.

(6) LANGE, I, 382-84.

(7) CIC., *De rep.*, II, 20 : « *Duplicavit pristinum illum patrum numerum.* »

(8) CIC., *ib.* FEST., p. 344.

(9) La *cooptatio* de la *gens Claudia* (SUET., *Tib.* I. DENYS, V, 40. LIV., II, 16, IV, 3) est le seul exemple de collation de la *gentilitas* par les *comitia curiata* sous la République jusqu'à César. LANGE, I, 196 et 348. Quant à la *gens Domitia*, que cite BECKER, II, 1, 153, voyez MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 73. D'après MOMMSEN, I, 72, sqq., 174, l'entrée de la *gens Claudia* dans le patriciat date elle-même de plus haut.

Un *gentilis* peut permuter de *gens* par adoption.

Du temps de la République, alors que le droit de gentilité était distinct du droit de cité, le citoyen plébéien acquiert les *jura gentilitia*, c'est-à-dire le *patriciat*, en cas d'adoption par un patricien ⁽¹⁾.

Le patricien les perd, et devient citoyen plébéien :

1° En cas d'adoption par un plébéien ⁽²⁾ ;

2° Par la *transitio ad plebem* ⁽³⁾.

CHAPITRE TROISIÈME. — DES CITOYENS. QUIRITES, PATRICII.

Le droit de cité appartient à tous ceux qui sont membres actifs des *gentes* des trente curies. Ils forment à cette époque à eux seuls le *populus* ⁽⁴⁾ *romanus*. Comme citoyens, ils se nomment *Quirites*, *Patres*, *Patricii*.

(1) CIC., *De leg.*, II, 3. LANGE, I, 121. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 75. Les exemples ne remontent pas au-delà de la seconde moitié de la République.

(2) LIV., *Epit.*, 54. VAL. MAX., V, 8, 3. CIC., *De fin.*, I, 7. LANGE et MOMMSEN, l. I. Même observation qu'à la note précédente.

(3) Cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 123-27, et l'addition à ce Tome, 399-411. LANGE, I, 122-26, et *De la transitio ad plebem* (en all.). Leipzig, 1865. DERNBURG, *De la transitio ad plebem* (en all.) dans le *Rheinisch Museum*. 1865. T. XX, 90-108. MOMMSEN a nettement distingué entre ces deux modes d'acquisition de la *plebitas* : le premier, qui la produit indirectement, et qui donne au patricien adopté un nom gentilice plébéien, le second qui confère la plébité directement et qui laisse à l'ex-patricien son nom gentilice propre. C'est ce dernier mode qui d'après MOMMSEN porte le nom technique de *transitio ad plebem* (CIC., *Brut.*, 16). Mais en quoi consistait cette formalité ? Là-dessus il n'y a que des conjectures. MOMMSEN pense qu'elle se faisait par une simple déclaration devant les *comitia calata*, sans intervention de *lex curiata* ; et que c'est à elle que s'applique la phrase si diversément interprétée d'AULU-GELLE, XV, 27 : « *Isdem comitiis, quas «calata» oppellari diximus, et SACRORUM DETESTATIO et testamenta fieri solebant.* » D'après LANGE, au contraire, la *transitio ad plebem* se faisait par une *adrogatio fiduciae causa* suivie d'une *emancipatio fiduciae causa*. Quant à la *detestatio sacrorum*, il faut y voir, d'après LANGE, comme d'après SAVIGNY (*De la manière juridique de traiter les sacra privata des Romains* (en all.) dans ses *Vermischte Schriften*, Berlin, 1850. I, 151), et d'après MARQUARDT, IV, 239, n° 1434, un acte religieux précédant ou accompagnant la sortie d'une *gens* par *adrogatio*, et que CIC., *Or.*, 42, appelle *alienatio sacrorum*.

(4) Le sens propre de *populus* est le peuple armé, guerrier. Voy. TH. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 163.

Quelle est l'origine de ces dénominations? Il y a en cette question, comme en général dans l'étymologie des noms propres, beaucoup d'obscurités, et partant des opinions très-divergentes.

Le mot *Quirites* est dérivé par quelques-uns ou bien du nom d'une ville sabine, *Cures* ⁽¹⁾, ou bien encore du mot sabin *quiris*, *curis* (lance) ⁽²⁾. Dans cette hypothèse la tribu sabine des *Titius* porta d'abord seule le nom de *Quirites*, qui fut appliqué dans la suite aux membres des trois tribus ⁽³⁾.

D'après d'autres savants, *Quirites* est une ancienne forme substantive, dérivée du mot *curia*, par conséquent synonyme du mot de formation postérieure, *curiales*. Il désigne les membres de l'Etat, en tant qu'ils exercent dans la *curia* leurs droits politiques ⁽⁴⁾.

Populus romanus quiritium ⁽⁵⁾ ou *populus romanus quirites* est le nom officiel du peuple romain.

Quelle est la signification des mots *patres*, *patricii* ⁽⁶⁾? D'après les analogies de la langue latine *patricius* a le même sens que *pater*. Car il veut dire : celui qui a la qualité de *pater* ⁽⁷⁾.

(1) VARR., *de l. l.*, VI, 7.

(2) VARR. chez DENYS, II, 48.

(3) NIEBUHR, I, p. 304. GOETTLING, p. 60 suiv.

(4) Cette opinion, indiquée déjà par BECKER, est adoptée par LANGE, I, 78-80 et 248 : « *Quirites autem dicti post foedus a Romulo et Tatius percussus communionem et societatem populi factam indicant.* » FEST., p. 254. Cf. HORAC., *Ep.* I, 6, 7. PERS., V, 75. — *Romulus Quirinus, Juno Quiritis*. — Dans les derniers temps de la République le mot *quirites* avait reçu la signification de *bourgeois*, opposés aux citoyens-soldats, comme le prouve le passage suivant de SUTONE (*Vie de César*, § 70). « *Una voce, qua quirites eos pro militibus appellarat, tam facile circumiegit et flexit, ut ei milites esse confestim responderint et quamvis recusantem ultro in Africam sint secuti.* » Comparez aussi TITE-LIVE, XLV, 37, s. f.

(5) Sur cette expression cf. BECKER, II, 1, 21-25, et LANGE, I, 80.

(6) BECKER, II, 1, 137-150. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 227-228. REUTER, *de patrum patriciorumque apud antiquissimos Romanos significatione*. Wurzburg, 1849.

(7) Comparez *gentilis*, *gentilicius*; *aedilis*, *aedilicius*; *deditus*, *dediticius*; *notus*, *noticius*, etc.

Cependant les auteurs latins de la République admettent entre ces deux mots des différences de signification.

Patricii chez eux, c'est l'ancienne noblesse de naissance, opposée à la plèbe et à la clientèle, ce sont tous les membres actifs des *gentes* dites *patriciae*.

Du terme de *patres* au contraire, ils se servent en trois sens différents :

1° L'ensemble des *patricii*. Il doit être nécessairement interprété en ce sens par ex. dans Liv., II, 33 : *neve cui PATRUM capere eum magistratum* (le tribunat de la plèbe) *liceret*; Liv., IV, 1 (il y est question des *rogationes Canuleiae*) "*Ut populo potestas esset seu de plebe seu de PATRIBUS vellet consules faciendi*"; Cic., de rep., II, 37 : "*(Conubia) ut ne plebei cum PATRIBUS esset, inhumanissima lege (X viri) sanxerunt*" etc.

2° Les sénateurs *patriciens*, par ex. dans la formule *PATRES (et) conscripti; patrum auctoritas*.

3° L'ensemble des sénateurs (*patriciens* et *plébéiens*).

De là il est permis de conclure qu'à l'époque royale tous les membres actifs des *gentes* des trente curies, les seuls citoyens de cette époque, s'appelaient indistinctement *patricii* ou *patres*, et que, dans un sens plus restreint, les représentants de ces *gentes* au sénat étaient les *patres* par excellence.

L'origine de cette dénomination semble remonter à l'état primitif ou patriarcal de la société romaine, alors que les citoyens qui étaient juridiquement *patresfamilias*, jouissaient seuls du plein exercice des droits politiques.

L'opinion sur l'origine du patriciat que nous venons d'exposer a été combattue par RUBINO (1). Ce savant est d'avis que les *patriciens* de la République sont les descendants, non de tous les membres actifs des trois tribus primitives, mais seulement des membres du sénat royal. Il invoque à l'appui de sa thèse TITE-LIVE et CICÉRON. "*Centum (Romulus) creat senatores... patres certe ab honore, patricique progenies eorum appellati.*" "*Ille Romuli senatus, qui con-*

(1) *Rech. sur la constil., etc.*, p. 183.

stabat ex optimatibus, quibus ipse Rex tantum tribuisset, ut eos patres vellet nominari patriciosque eorum liberos ⁽¹⁾. »

Réfutation. 1^o L'opinion de Tite-Live et de Cicéron est basée sur une interprétation erronée du mot *patricius*.

2^o Pour soutenir cette thèse, il faut admettre avec les anciens que les plébéiens et clients faisaient dès l'origine de Rome partie des curies et des tribus génétiques : si non, elle suppose, du temps de la République, l'existence d'une classe de citoyens intermédiaire entre le patriciat et la plèbe, une noblesse non-patricienne, dont cependant aucun écrivain ancien ne fait mention ⁽²⁾.

Les *patricii* étaient divisés, d'après l'âge, en *juniores* et *seniores*, division d'un caractère principalement militaire ⁽³⁾.

Ils sont tous *cives optimo jure*.

Ils possèdent comme droits privés le *jus conubii*, le *jus commercii*, le *jus gentilitatis* et le *jus patronatus* sur les clients.

Leurs droits politiques se résument dans

1^o Le *jus suffragii* aux *comitia curiata*;

2^o Le *jus honorum*;

3^o Le *jus provocationis*, au moins d'après CICÉRON « *Provocationem autem etiam a regibus fuisse declarant pontificii libri, significant nostri etiam augurales* ⁽⁴⁾ »;

(1) LIV., I, 8. Cf. X, 8. CIC., *de rep.*, II, 12. Cf. 8.

(2) Autre objection : si dans le principe la qualité de sénateur accordait le patriciat, comment se fait-il que plus tard cette règle ne fût plus observée? — De plus les anciens dérivent fréquemment *patricius* de *patrem ciere*. LIV., X, 8. DENYS, II, 8. PLUTARQ., *Rom.*, 13. CINC. dans FEST., p. 241. Cette étymologie est certes erronée; mais elle prouve que déjà dans l'antiquité des savants considéraient les patriciens comme les descendants de tous ceux qui à l'époque primitive avaient été *ingenni*, c'est-à-dire membres actifs des trois tribus génétiques.

(3) Cf. FULVIUS NOBILIOR cité par MACROB., *Saturn.*, I, 12.

(4) *De rep.*, II, 31. Les auteurs anciens attribuent généralement l'origine du *jus provocationis* à Tullus Hostilius (LIV., I, 26, VIII, 33; DENYS, III, 22; DIG., I, 13), parce que le procès de Horatius offre le premier exemple cité d'un *judicium populi*. Plusieurs choses contredisent l'existence du *jus provocationis* sous la Royauté :

1^o Ni sous Servius Tullius (DENYS, IV, 25), ni sous Tarquin le Superbe (LIV., I, 49) les auteurs anciens ne parlent de *provocatio*, et ils ne font aucun grief à ces Rois du non-exercice de la *provocatio*.

4° Le *jus sacrorum, auspiciorum, sacerdotiorum*.

5° Le *jus occupandi agrum publicum* (1).

Droits et charges à la fois.

1° Le *jus militae*.

2° Le *jus tributi*.

CHAPITRE QUATRIÈME. — ORGANISATION POLITIQUE
DE L'ÉTAT PATRICIEN.

§ 1. Du pouvoir souverain ou des *comitia curiata* (2).

Le peuple patricien, convoqué par le Roi, se réunit par curies, *comitia curiata*, pour y voter sur les *rogationes*, que le Roi lui soumet. Quels sont les objets de ces *rogationes*?

DENYS les résume en trois termes : ἀρχαιρεσιάζειν τε καὶ νόμους ἐπικαθεύδειν καὶ περὶ πολέμου διαγωνίσκειν, ὅταν ὁ βασιλεὺς ἐγγῇ. (3).

1° ἀρχαιρεσιάζειν, c'est-à-dire, la *creatio regis* et la collation de l'*imperium* au roi élu, par la *lex curiata de imperio* (4).

2° La *lex Valeria de provocatione* de la République est considérée par tous les auteurs comme une innovation.

3° La Dictature, rétablissement temporaire de la Royauté, est *sine provocatione*.

Cependant BECKER concilie ces objections avec l'existence d'un *jus provocationis* restreint (II, 1, 385-392). D'après LANGE (I, 328-29) la *provocatio* ne s'exerçait pas contre les sentences du Roi, mais contre celles des *duumviri perduellionis*, auxquels le Roi pouvait déléguer le jugement du crime de *perduellio*. De même ZUMPT (*dr. crim.*, I, 1, 78-99), considère la *provocatio* de cette époque comme une concession toute volontaire que le Roi faisait au peuple dans certains procès criminels.

(1) NONIUS, s. v. *plebitas*. Cf. LIV., IV, 48.

(2) BECKER, II, 1, 353-394. LANGE, I, 341-355. SCHOEMANN, *De comitiis curiatis*, Greifswald, 1831-32, réédité dans ses *Opuscula minora*. Berlin, 1856. T. I, p. 61-72. NEWMAN, *Des comices curiates* (en angl.) dans le *Classical Museum*. 1848. N. XX. p. 101-127. Les travaux généraux sur les *comitia* seront mentionnés plus tard.

(3) II, 14. Cf. IV, 20, et VI, 66.

(4) La souveraineté du peuple, dans les institutions primitives de Rome, a été surtout mise en lumière par NIEBUHR. La nature élective et constitution-

2° νόμους ἐπικυροῦν. Le peuple décide souverainement de toutes les *affaires importantes*. Il ne faut pas entendre cette attribution dans le sens moderne de *pouvoir législatif*. Les lois écrites, constitutionnelles, civiles, pénales etc. ne sont pas antérieures à la loi des XII Tables. L'expression *leges regiae* ⁽¹⁾ est un prochronisme. Dans cette époque primitive le droit civil et criminel était appliqué *more majorum*, ou d'après le *jus sacrum* ⁽²⁾.

3° περὶ πολέμου διακρίνωσκειν ⁽³⁾

Les *comitia curiata*, réunion des *gentiles* majeurs, exercent aussi l'autorité souveraine pour les questions de gentilité :

1° La collation du droit de gentilité, c'est-à-dire du droit de cité ⁽⁴⁾.

2° L'*adrogatio*, dont nous parlerons plus loin.

nelle de la Royauté était si bien admise par les anciens que DENYS (II, 6) raconte jusqu'aux détails de l'élection de Romulus. RUBINO (*Rech. sur la constit.* etc.) attribue à la monarchie romaine un caractère essentiellement théocratique : le Roi est désigné par les *auspicia*, c'est-à-dire par les dieux, et, comme délégué des dieux, il exerce un pouvoir absolu dans l'Etat. Voyez aussi GERLACH-BACHOFEN, *Histoire romaine* (en all.), Bâle, 1851. T. I, 2^e part., p. 209 et BIPART, *La constitution romaine aux temps de la Royauté* (en all.) dans les *Mémoires de l'Acad. roy. des sciences de Prague*. 1863. Cette thèse est en contradiction absolue avec tout ce que nous savons sur l'histoire primitive de Rome. Cf. BECKER, II, 1, 295. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 275, attribue, sans plus de vraisemblance, ce nous semble, la nomination du Roi à l'Interroi.

(1) LIV., VI, 1. *Dig.*, I, 2, § 2. SCHEIBNER, *De legibus Romanorum regiis*. Erfurt, 1824. SALVERDA, *De jure civili Papiriano*. Groningen, 1825. RUBINO, *Rech.* etc., 400-430. Cf. LANGE, I, 272-74. L'exactitude du terme *leges regiae* a été cependant défendue encore récemment par ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 26-41.

(2) L'expression νόμους ἐπικυροῦν peut être admise, si l'on prend νόμος dans le sens générique du mot *lex*, c'est-à-dire, un *jussus populi*.

(3) Cf. LIV., I, 49. DENYS y ajoute, IV, 20, la décision de la paix, ce qu'il est plus difficile d'admettre. Cf. RUBINO, l. l., p. 259-269. D'après CIC. (voyez plus haut, p. 30) il faudrait y ajouter le droit de juridiction criminelle en cas de *provocatio*.

(4) Voyez p. 26. De certains textes (LIV., I, 30, DENYS, III, 29) on pourrait conclure que cette collation dépendait uniquement du Roi; mais ces auteurs ont attribué au Roi ce qui se faisait sur sa *rogatio*. D'ailleurs l'intervention des comices curiates est attestée par d'autres passages, comme LIV., IV, 4, DENYS, IV, 3 etc. Cf. BECKER, II, 1, 91. ne 212.

Les *Comitia curiata* sont convoqués et présidés par le Roi et, pendant la vacance du trône, par l'Interroi. Le Roi peut se faire remplacer par le *Tribunus celerum* (1).

La réunion a lieu ordinairement au *Comitium* (partie du forum) (2). Les citoyens sont convoqués *nominatim* par des *præcones* (3). Après les cérémonies religieuses le Président propose la *rogatio*, sur laquelle il demande le vote du peuple. Le vote se fait *curiatim*, et dans chaque curie *viritim, secundum capita* (4). Le sort désigne la curie dont le vote est proclamé le premier : *Curia principium* (5). La majorité des trente suffrages, c'est-à-dire seize, décide de l'adoption ou du rejet de la *rogatio*.

Le peuple patricien se réunit encore par curies, non pour voter, mais pour être *témoin* de certains actes religieux ou civils : *Comitia calata* (6). Ces assemblées, convoquées par un *lictor curiatus* (7) sur l'ordre du *Pontifex Maximus*, sont

(1) LIV., I, 59. DENYS, IV, 71.

(2) VARR., *De l. l.*, V, 32. En dehors des ouvrages spéciaux sur la topographie de Rome, voyez BECKER, II, 2, 408, ne 1042. DETLEFSEN, *De comitio Romano* dans les *Annali dell' istituto di corrispondenza archeologica*. Rome, 1860. Vol. XXXII. DERNBURG, *Sur la situation du Comitium* (en all.) dans *Rudorffs Zeitschrift für Rechtsgeschichte*. Weimar, 1862. T. II. URLEICH, *Le forum Romanum* dans les *Mémoires du congrès des philologues à Heidelberg* (en all.). Leipzig, 1866, p. 53. A. BUCHER, *la situation du Comitium et de la Curia Hostilia* (en all.). Berlin 1870.

(3) DENYS, II, 8.

(4) DENYS, II, 14, IV, 20. LIV., I, 43.

(5) LIV., IX, 38. *Lex munic. Malacit.*, LVII. MERCKLIN, *De curiatorum comitiorum principio*. Dorpat, 1855.

(6) J. VON GRUBER, *Des comitia calata* (en all.) dans le *Zeitschrift fuer Alterthumswiss.* 1837. No 20. Source principale : AULU-GELLE, XV, 27.

(7) *Per lictorem curiatum calari, id est convocari*. GELL., l. I. De ce même verbe *calare* dérivent *calendae* et *calatores*, serviteurs des pontifes (SERV., *ad Georg.*, I, 265) ou esclaves en général. *Calatores dicebantur servi, ἀπὸ τοῦ καλεῖν, quod est vocare*. PAUL. DIAC., p. 88. Cf. PLAUT., *Merc.*, V, 2, 11. *Rud.*, II, 3, 5.

présidées par celui-ci ⁽¹⁾, et se tiennent *pro conlegio pontificum* ⁽²⁾ devant la *curia calabra* ⁽³⁾ au Capitole.

Ces réunions ont lieu :

1^o Pour l'*inauguratio* du *Rex* et sous la République du *Rex sacrorum*;

2^o Pour l'*inauguratio* des *flamines*;

3^o Pour les *testamenta comitiis calatis facta* ⁽⁴⁾;

Après une enquête préalable du collège des Pontifes sur le sort, réservé aux *sacra* du testateur ⁽⁵⁾, celui-ci fait connaître ses dernières volontés, en présence du peuple des curies, qui sert de témoin ⁽⁶⁾. A cet effet les comices calates se réunissent deux fois par an ⁽⁷⁾.

4^o Pour la *detestatio sacrorum* ⁽⁸⁾;

(1) Le *Pontifex Maximus* fut le Président sous la République. Le fut-il aussi sous la Royauté? Oui, d'après BECKER, II, 1, 368, ne 713, et MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 273. Selon LANGE au contraire, I, 343, ce fut le Roi d'abord, le *Pontifex Maximus* seulement depuis la République. MARQUARDT, IV, 189, et ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 420, ne 61, doutent même s'il y a eu un *Pontifex Maximus* avant la République, et ils sont portés à croire, que le Roi, sans avoir le titre de *Pontifex Maximus*, était cependant le chef du collège des Pontifes.

(2) AULU-GELLE, I. I.

(3) PAUL. DIAC., p. 49. VARRE., *De l. l.*, V. 1, s. i.

(4) GELL., I. I. GAJ., II, 101-103. ULV., XX, 2. — WALTER, § 633. REIN, *dr. c.*, 787-788. LANGE, I, 158-169. BANG, *de tribus Romanorum testamentis antiquissimis*. Marbourg. 1832.

(5) Ce fait n'est, il est vrai, attesté nulle part d'une manière positive; mais il a cependant pour lui toute vraisemblance : « *Sacra cum pecunia pontificum auctoritate, nulla lege, conjuncta sunt.* » CIC., *De leg.*, II, 21, § 53. Cf. BECKER, II, 1, 369. MARQUARDT, IV, 238.

(6) Le nom seul de *comitia calata* semble exclure le vote des curies, qui cependant est admis par NIEBUHR, REIN et d'autres. Cf. BECKER, I. I.

(7) GAJ., I. I. — Il est très-probable qu'anciennement le droit de tester était fort limité, et que pendant longtemps le *testamentum comitis calatis factum* était avec le testament militaire *in procinctu* (GAJ., II, 101) les seules formes de testament, reconnues par la loi. Mais quand la législation décenvirale eut accordé aux citoyens ou du moins confirmé le droit illimité de disposer de leur fortune par testament (CIC., *de inv.*, II, 50), le droit civil et dans la suite le droit prétorien introduisirent des modes de testament d'un caractère privé, qui déjà avant l'Empire, étaient seuls en usage (GAJ., II, 103).

(8) Ces quatre causes de réunion sont citées par AULU-GELLE, I. I. Sur la *detestatio sacrorum* voyez p. 27, ne 3.

5° Pour la proclamation des nones qui se fait aux calendes, et des fêtes qui a lieu aux nones de chaque mois (1).

§ 2. Du Roi et de ses fonctionnaires subalternes.

Du regium consilium (2).

Les attributions royales (3) comprennent le pouvoir administratif et exécutif, délégué par le peuple à un seul citoyen, nommé à vie et irresponsable.

Le Roi seul est *magistratus populi romani quirritum*.

La mort du Roi est suivie nécessairement d'une vacance du trône (*interregnum*, μετοξικασία), pendant laquelle le pouvoir est géré par des *Interreges* (μετοξικασίης) (4).

L'interrègne est exercé par les sénateurs, dans un ordre déterminé par le sort (5). Chaque Interroi reste cinq jours en fonctions (6). Sa fonction principale est de proposer aux comices curiates un candidat à la Royauté (7). « *Non fuit autem moris ab eo, qui primus Interrex proditus erat, co-*

(1) DUENTZER, *La proclamation aux calendes* (en all.) dans le *Philologus*, 1861. T. XVII, p. 361. — MACROB., *Saturn.*, I, 15. VARR., *De l. l.*, VI, 4. Dans ce dernier cas, sous la République, ce n'était pas le *Pontifex Maximus* qui présidait, mais le *Rex sacrorum*. MARQUARDT, IV, 263. Il est naturel qu'à cette époque les patriciens n'assistaient plus seuls à ces proclamations, mais tout le *populus*, réuni peut-être par centuries. Ainsi on pourrait expliquer ces mots obscurs d'AULU-GELLE, XV, 27 : *Forum (comitiorum calatorum) autem alia esse curiata, alia centuriata*. BECKER, II, 1, 371. LANGE, I, 344, 398.

(2) BECKER, II, 1, 291-353. LANGE, I, 252-341.

(3) RUBINO, *De la Royauté dans ses Rech. sur la constit.* etc., I, 107-143. TERPSTRA, *De populo, de senatu, de rege, de interregibus*. Rotterdam, 1842.

(4) RUBINO, l. I., p. 13-106. MOMMSEN, *De l'interregnum* dans ses *Rech. rom.* I, 218-233. BAMBERGER, *De Interrege Romano*. Braunschweig, 1844.

(5) Cela résulte de la tradition sur l'interrègne qui suivit la mort de Romulus. LIV., I, 17. DENYS, II, 57. PLUTARQ., *Numa*. Cf. BECKER, l. I., 296-299. LANGE, I, 258. MOMMSEN, l. I., démontre que ces auteurs anciens, tout en variant pour les détails, s'accordent presque littéralement pour les points fondamentaux. C'est donc au sénat que retourne le pouvoir après la mort du Roi ; partant c'est au sénat qu'il faut appliquer ces mots de Tite-Live : *Mortuo Tullo RES, ut institutum jam inde ab initio erat, ad PATRES REDIERAT*. I, 32. De l'interrègne sous la République nous parlerons plus loin.

(6) LIV., I, 17. DENYS, II, 57.

(7) « *Tullum Hostilium populus regem interrege rogante comitiis curiatis creavit.* » CIC., *De rep.*, II, 17. Cf. DENYS, III, 36, IV, 40, 80 etc.

mitia haberi (1). » La raison de cette coutume n'est pas connue (2).

L'interrègne finit par la *creatio Regis*. L'installation du Roi se compose de quatre actes :

1° La *creatio* ou élection par les comices ;

2° La *patrum auctoritas* ou ratification du sénat (3) ;

Par ces deux actes le Roi obtient la *regia potestas* : le pouvoir administratif et exécutif, le droit de présider les comices et le sénat, etc.

3° L'*inauguratio*. Un *Augur* conduit le Roi élu sur l'*arx Capitolina* (*anguraculum*), et y consulte les *auspicia*, pendant que le peuple, réuni en *comitia calata* au *forum*, attend en silence le résultat de la consultation des dieux (4). Si le Roi est agréé des dieux, il devient par le fait grand prêtre du culte de l'Etat (5) ;

4° Collation de l'*imperium regium* par les comices curiates, convoqués par le Roi : *Lex curiata de imperio* (6).

Cette loi confère au Roi le pouvoir militaire et judiciaire, *jus vitae necisque* ; et comme marque extérieure de ce droit, le Roi a 12 *lictors*, portant les *fusces cum securi* (7).

Les insignes de la royauté sont : la *sella curulis*, la *toga picta* et la *tunica palmata* (8), le *mulleus* (9).

(1) ASCON., in *Mil.*, p. 43, ed. Or.

(2) Voyez LANGE, I, 260. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 220, n° 4.

(3) « *Decreverunt enim, ut, cum populus Regem jussisset, id sic ratum esset, si patres auctores fierent.* » LIV., I, 17. Cf. ib., 22, 32, IV, 3. DENYS, II, 14.

(4) LIV., I, 18. PLUTARQ., *Numa*, 7. ZONAR., VII, 5. MARQUARDT, IV, 351.

(5) Sur les attributions religieuses du Roi voyez MARQUARDT, IV, 189.

(6) « [Numa] *quamquam populus curiatis eum comitiis Regem esse jussisset, tamen ipse de suo imperio curiatam legem tulit.* » CIC., *De rep.* II, 13. Cf. ib., 17, 18, 20. NIEBUHR, et après lui BECKER, II, 1, 314. SCHWEGLER, *H. r.*, II, 154, LANGE, I, 264, identifient la *patrum auctoritas* avec la *lex de imperio* ; d'après HUSCHKE, *La constit. de Serv. Tull.* (en all.), Heidelberg, 1838, RUBINO, *Rech. etc.*, I, 381, et surtout MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 247-249, nous les considérons comme deux actes complètement distincts. Voyez sur cette question controversée le § qui traite des *attributions du sénat patricien* du temps de la République.

(7) DENYS, II, 14, 29. LIV., I, 8. Sur le pouvoir judiciaire du Roi cf. ZUMPT, *dr. crim.*, I, 1, 41-48.

(8) DENYS, III, 61. Cf. MARQUARDT, V, 2, 150-153.

(9) FEST., p. 142. ISIDOR., *Or.*, XIX, 34. DIO CASS., XLIII, 43. Cf. MAR-

Le Roi possède comme domaine royal une partie de l'*ager publicus* ⁽¹⁾.

La royauté romaine peut être comparée à une royauté constitutionnelle, en ce sens que le pouvoir du Roi est limité par les pouvoirs respectifs du *paterfamilias*, de la *gens* et du *populus*, pouvoirs dont l'exercice est garanti, non par une constitution écrite, mais par un contrat traditionnel ou le *mos majorum*.

Les usurpations des derniers Rois qui ne respectèrent plus le *mos majorum*, amenèrent la chute de la royauté romaine.

A côté du Roi il y a le *senatus* ⁽²⁾, composé de *seniores* parmi les *gentiles*. Il semble avoir compté primitivement 100 membres ⁽³⁾ ; il a été porté à 200, puis à 300, probablement à la suite de l'adjonction des *Titules* et des *Luceres* ⁽⁴⁾.

Le sénat formait un corps délibératif que le Roi, d'après le *mos majorum*, était obligé de consulter, principalement sur les affaires religieuses et internationales (*consilium regium*) ⁽⁵⁾ ; en second lieu, les décisions et les élections des comices ne sont valables que lorsqu'elles ont été ratifiées par le sénat (*patrum auctoritas*) ⁽⁶⁾.

Au-dessous du Roi, il y a certains fonctionnaires subalternes, nommés par lui et exerçant les attributions qu'il leur délègue. Ce sont :

QUARDT, V, 2, 191. Presque tous ces insignes sont réputés d'origine étrusque (Liv., I, 8. Cf. MACROB., *Saturn.*, I, 6). DENYS, III, 62, et LYD., *De mag.*, I, 7, attribuent en outre à la Royauté romaine la couronne d'or et le sceptre, probablement à tort.

(1) CIC., *De rep.*, V, 2. DENYS, III, 1.

(2) RUBINO, *Du sénat et du patriciat* dans ses *Recherches* etc., I, 144-232.

(3) Liv., I, 8. DENYS, II, 12.

(4) Les opinions diverses, émises par les anciens sur ce point d'un intérêt secondaire, sont discutées par BECKER, II, 1, 340-346, et LANGE, I, 339-340. Les sénateurs étaient-ils nommés librement par le Roi, ou bien le choix du Roi était-il restreint par les *gentes*? C'est une question controversée. Cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 278-279. LATTES, *De la constitution du sénat romain à l'époque royale* etc. (en all.) dans les comptes-rendus de l'*Istituto reale Lombardo di scienze e lettere*. Milan, 1868, 2e série.

(5) CIC., *de Rep.*, II, 8. Cf. Liv., I, 31, 49 etc.

(6) DENYS, II, 14. Voyez p. 36, ne 6.

I. Dans l'ordre militaire et politique :

1° Le *tribunus celerum* ⁽¹⁾. Il commande la cavalerie (*Celeres*) ⁽²⁾, et préside, sur la délégation du Roi, les comices et le sénat. Cette dignité disparaît avec la Royauté.

2° Le *custos* ou *praefectus urbis*, chargé de la *custodia urbis* pendant l'absence du Roi ⁽³⁾.

II. Dans l'ordre judiciaire :

1° Les *II viri perduellionis*, juges extraordinaires pour les procès relatifs au *crimen perduellionis* ⁽⁴⁾.

2° Les *quaestores parricidi*, collège ordinaire, chargé de l'instruction du *crimen parricidi* ⁽⁵⁾.

Le Roi, sans être lié par un code écrit, observait cependant dans sa juridiction les règles prescrites par le *mos majorum* ou par le droit sacré. Ordinairement il était assisté d'un *consilium* de sénateurs ⁽⁶⁾.

(1) DENYS, IV, 71. *Dig.*, I, 2, 2, § 15. *LYD.*, *De mag.*, I, 14.

(2) « Nanne et equites habuit Romulus... quos celeres appellavit, vel a celeritate, vel a duce Celere... Alii hos celeres ideo appellatos dicunt, quod explorationes obirent, et quae usus exigeret, velocius facerent; alii a Graeco dictum putant quod est κελύξ. SERV., *ad Aen.*, XI, 603.

(3) *TAC.*, *Ann.*, VI, 11. *LIV.*, I, 59. DENYS, IV, 82 : « τῆς πόλεως ἐπικυρῶς. » *Dig.*, I, 2, 2, § 33. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 50 52.

(4) *LIV.*, I, 26. Cf. *Cic.*, *p. Rab. perd.*, 4, § 13. KOESTLIN, *La perduellio sous les Rois romains* (en all.). Tübingen, 1841. GEIB, *Histoire de la procédure criminelle chez les Romains* (en all.). Leipzig, 1842, p. 59. REIN, *Le droit criminel des Romains* (en all.). Leipzig, 1844, p. 466-72. Cf. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 2, 327 suiv.

(5) *Dig.* I, 13, 1. VARR., *De l. l.*, V, 14. PAUL DIAC., p. 221. FEST., p. 258. ZONAR., VII, 13. OSENBRUEGGEN, *Le parricidium de l'anc. droit rom.* (en all.) dans les *Kieler philologische Studien*. Kiel, 1841, p. 213. REIN, *Droit crim.*, 449-454. GEIB, *Hist. de la proc.*, 50, sqq. BRUNER, *De parricidii crimine et quaestoribus parricidii dans les Acta societatis fennicae*. Helsingfors, 1856. T. V, p. 219. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 52-58. FR. GORIUS, *De parricidii notione apud antiquissimos Romanos*. Bonn 1869. — Sur le mode de nomination des *quaestores* les anciens sont en contradiction. Tandis que JUNIUS GRACCHANUS (*Dig.*, I, 1.) les fait élire par le peuple : *quos ipsi* (les Rois) *non sua voce, sed populi suffragio crearent*, TACITE (*Ann.*, XI, 22) attribue leur nomination au Roi, ce qui semble plus conforme aux institutions de la royauté. LANGE, I, 333. ZUMPT, I, 1., essai, mais sans succès, ce nous semble, de concilier ces témoignages si opposés. Les *quaestores parricidi* et les *II viri perduellionis*, qui sont souvent confondus par les anciens (*Dig.*, I, 1.), formaient deux collèges distincts (BECKER, II, 2, 330-331, LANGE, I, 331).

(6) DENYS, II, 14, IV, 42, X, 1. *LIV.*, I, 49.

III. Comme chef du culte public, le Roi est assisté des membres des *Collegia Pontificum, Augurum et Fetialium*.

CHAPITRE CINQUIÈME. — DU JUS PATRONATUS
ET DE LA CLIENTÈLE (1).

Les clients (*clientes*, *πλάτται*) formaient dans le principe une classe d'hommes libres, exclus du droit de cité, mais liés aux patriciens par certaines obligations héréditaires, en retour desquelles ceux-ci leur devaient aide et protection.

Ils se distinguent des plébéiens et par leur origine et par la nature de leur condition primitive (2).

Le mot *Clients* est le participe présent du verbe archaïque *cliere* ou *cluere* (cf. *κλίσω*), qui signifie *audire, esse obedientem alicui* (3).

La clientèle est une institution commune aux peuples gréco-italiques. Les clients de la *gens* sabine des *Claudii* (4).

(1) BECKER, II, 1, 124-133. MARQUARDT, V, 1, 208-211. LANGE, I, 212-224. TROISFONTAINES, I, 193-212. SURINGAR, *De patronatus et clientelae in Romanorum civitate ratione* dans les *Annales de l'Univ. de Groningen*, 1821-22. WICHERS, *De patronatu et clientela Romanorum*. Groningen, 1825. KOELLNER, *De clientela*. Goettingen, 1831. ROUNDELL PALMER, *De jure clientelae apud Romanos*. Oxford, 1835. KORBÉ, *Des curies et des clients* (en all.). Lubeck, 1839. ROULEZ, *Considérations sur la condition politique des clients dans l'ancienne Rome* dans les *Bulletins de l'Acad. royale de Bruxelles*, 1839. T. VI, 1^{er} part., 304-314. JHNE, *Recherches dans le domaine de l'histoire des institutions romaines* (en all.). Frankfort s/m., 1847. BROECKER, *Le caractère privé de la clientèle* (en all.) dans ses *Untersuchungen ueber die Glaubwuerdigkeit der Verfassungsgeschichte*. Hambourg, 1858, p. 1, sqq. TH. MOMMSEN, *L'hospitium et la clientèle romaine* dans ses *Rech. rom.* I, 320-390. FUSTEL DE COULANGES, *la Cité antique*, 269.

(2) NIEBUHR, *H. r.*, I, 617, sqq.

(3) NIEBUHR, *H. r.*, I, 339. GOETTLING (p. 126), s'appuyant sur PLINIE, XV, 27, « *cluere enim antiqui purgare dicebant* », présente une autre étymologie peu admissible. Les anciens (SERV., *ad Aen.*, VI, 609, ISIDOR., *Orig.*, X, 53), dérivent le mot *a colendo* : ce qui est contraire aux règles étymologiques et n'explique pas la nature de la clientèle.

(4) « *Magna clientium... manu.* » LIV., II, 16. DENYS, V, 40. Pour les *Sabins* voyez encore DENYS, II, 46. Les *penestes* en Etrurie : ib., IX, 5. Voyez sur cette institution gréco-italique FUSTEL DE COULANGES, *la Cité antique*, 306-313.

A Rome chaque client a un citoyen protecteur ou *patronus* (πρωστάτης) ⁽¹⁾. Les rapports légaux entre patrons et clients constituent le *jus patronatus*.

I. *Devoirs du client envers le patron.*

1° Il lui doit certaines marques de respect, *Salutatio*, et reçoit en retour des *sportulae*, des *strenae* etc.

2° Il l'accompagne à la guerre ⁽²⁾.

3° Il lui doit aide pecuniaire en différentes circonstances ⁽³⁾ :

a) Il contribue à la dotation de ses filles ;

b) A la rançon du patron ou de ses fils, devenus prisonniers de guerre ;

c) Aux frais de justice, aux amendes auxquelles le patron est condamné ;

d) Aux frais des *sacra* du culte gentilice et de l'exercice des magistratures par le patron (ceci naturellement sous la République) ⁽⁴⁾.

II. *Obligations du patron envers le client* ⁽⁵⁾.

Le patron doit protection au client en toute circonstance ; il doit spécialement le représenter en justice et l'initier à la

(1) Sur le sens du mot *patronus*, cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 356.

(2) Cf. DENYS, VI, 47, VII, 19, IX, 15 etc.

(3) « τούς δὲ πιλάτας ἴδαι τοῖς ἰανυῶν πρωστάταις θυγατέρας τε συνεκδοῦσθαι γαμούμενας· εἰ σπανίζουσιν οἱ πατέρες χρημάτων, καὶ λύτρα καταβάλλειν πολεμίοις, εἴ τις αὐτῶν ἢ παίδων αἰχμαλώτους γένουτο· δικὰς τε ἀλόγους ἰδίας ἢ ζημίας ἐρλόντων δημοσίας ἀργυρίων ἐκούσας· τίμημα ἐκ τῶν ἰδίων λίσσθαι χρημάτων, οὐ θανάσιμα ποιοῦντας ἀλλὰ χάριτας· ἐν τε ὀρχαῖς καὶ γερηγορίαις καὶ ταῖς ἄλλαις ταῖς εἰς τὰ κοινὰ θανάσιαις τῶν ἀναλωμάτων ὡς τοὺς γένει προσέκοντας μετέχειν. » DENYS, II, 10. Cf. LIV., V, 32.

(4) MOMMSEN, l. l., 379-381, y ajoute le droit de succession dans le cas où le client meurt sans héritiers légaux et *ab intestat*.

(5) « τούς μὲν πατρικίους ἴδαι τοῖς ἰανυῶν πιλάταις ἐξηγεῖσθαι τὰ δικαία. οὖν οὐκ εἶχον ἐκείνους τῶν ἐπιστήμων· παρόντων τε αὐτῶν καὶ μὴ παρόντων τὸν αὐτὸν ἐπιμελεῖσθαι τρόπον ἅπαντα πράττοντας, ὅσα περὶ παίδων πράττουσι πατέρες· εἰς χρημάτων τε καὶ τῶν περὶ χρημάτων συμβολαίων λόγῳ· δικὰς τε ὑπὲρ τῶν πελατῶν ἀδικουμένων λαγχάνειν, εἴ τις βλάβητο περὶ τὰ συμβόλαια, καὶ τοῖς ἐγκαλοῦσιν ὑπέχειν· ὡς δὲ ὀλίγα περὶ πολλῶν ἂν τις εἴποι πάσας αὐτοῖς εἰρήνην τῶν τε ἰδίων καὶ τῶν κοινῶν πραγμάτων, ὡς μάλιστα εἰδύνατο, παρέχειν. » DENYS, II, 10.

connaissance du droit (*clienti promere jura*) ⁽¹⁾. Le client vient immédiatement après les *agnati* du patron; il a le pas sur ses *cognati* et ses *affines* ⁽²⁾.

Depuis que le client est admis à ester en justice et à l'exercice de certains droits politiques, client et patron ne peuvent ni se poursuivre en justice ni déposer l'un contre l'autre. Le client ne peut pas voter contre son patron ⁽³⁾.

Le client, sans être membre effectif de la *gens* de son patron, porte cependant le *nomen gentilicium*, et a une participation passive à certains droits gentilices ⁽⁴⁾.

Deux caractères distinguent la clientèle à Rome : l'hérédité de ces rapports du côté du client et du patron ⁽⁵⁾ et la sanction religieuse. « *Patronus, si clienti fraudem fecerit, sacer esto.* » Loi des XII Tables ⁽⁶⁾.

Le problème de l'origine de la clientèle a été très-diversément résolu.

I. Les auteurs anciens ⁽⁷⁾ dérivent la clientèle d'un simple décret de Romulus; dans la question d'origine ils ne distinguent pas entre clients et plébéiens.

Réfutation. 1° La clientèle est une institution gréco-italique; elle n'a donc pas été créée par le législateur romain.

2° Les clients sont distincts des plébéiens. Si l'on iden-

(1) HOR., *Epist.*, II, 1, 104. Voyez l'explication dans CIC., *De or.*, III, 33.

(2) CATON cité par AULU-GELLE, V, 13, « *adversus cognatos pro cliente testatur.* » Cf. ib. XX, 1, 40.

(3) « *κοινῇ δ' ἀμφοτέρους οὔτε ὕσσω οὔτε θέμις ἔν καταγορεύειν ἀλλήλων ἐπὶ δίκαις ἢ καταμαρτυρεῖν, ἢ ψέγον ἐναντίον ἐπιρίσσειν ἢ μετὰ τῶν ἐχθρῶν ἐξετάζεσθαι.* » DENYS, II, 10. Cf. PLUTARQ., *Rom.*, 13.

(4) DENYS, II, 10, IX, 19. Les clients ont-ils eu le droit de vote aux *comitia curiata*? Les auteurs anciens sont de cette opinion, de même qu'ils admettent la plèbe au droit de cité dès l'origine. Nous indiquerons, en parlant de l'origine de la plèbe, les motifs pour lesquels nous refusons ce droit à la plèbe et à la clientèle.

(5) DENYS, II, 10. Cf. *leg. repet.* l. 10. (*Corp. inscript. latin.*, I, p. 58) : « *Quoiaze in fide is erit majoreve in majorum fide fuerint.* »

(6) Ce texte se trouve dans SERVIUS, *ad Aen.*, VI, 609. « *Aut fraus inneza clienti.* » Cf. DENYS, II, 10. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 384. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 392-393.

(7) CIC., *de rep.*, II, 9, PLUTARQ., *Rom.*, 13, DENYS, II, 9, FEST., v. *patrocinia*, p. 233.

tifie ces deux classes, l'histoire des premiers siècles de la République, telle que la tradition la présente ⁽¹⁾, devient un tissu de contradictions, et notamment les rigueurs excessives, exercées par les patriciens envers les débiteurs insolubles plébéiens, ne se concilieraient pas avec la *sacratio capitis*, comminée par la loi religieuse contre le patron infidèle.

II. D'autres cherchent l'origine de la clientèle dans l'*asylum* de Romulus ou plutôt dans l'institution des asiles ⁽²⁾.

Réfutation. L'*asylum* (ἄσυλον) est une institution hellénique qui ne fut introduite en Italie que bien postérieurement à l'époque présumée de Romulus.

III. D'après NIEBUHR et BECKER les clients sont les descendants des habitants primitifs de l'Italie, réduits à cette condition par les conquérants postérieurs.

Réfutation. Il est difficile de dire quels sont ces habitants primitifs : il est plus difficile encore d'expliquer pourquoi les vainqueurs se seraient liés volontairement envers les vaincus par des obligations sanctionnées par la loi religieuse.

IV. Système de MOMMSEN. La clientèle dérive de l'affranchissement (*manumissio*), qui avant l'époque de Servius Tullius était un acte privé. Les clients sont des descendants d'esclaves affranchis ⁽³⁾.

D'une part, la loi civile ne reconnaissant à cette époque aucun effet légal à l'affranchissement, les affranchis *et leurs descendants* doivent à leur ancien maître et à ses descendants les obligations qui leur ont été imposées : de là l'hérédité des *jura patronatus*. D'autre part, comme par la *manumissio* le maître admet l'affranchi au culte gentilice, il place la

(1) Cf. Liv., II, 35, 56, 64, III, 14. DENYS, VI, 45-47.

(2) Ainsi GOETTLING, p. 125.

(3) Telle semble être aussi l'opinion de FUSTEL DE COULANGES (*Cité antiq.*, 271), bien qu'il ne l'énonce pas explicitement. De même d'après LANGE (I, 216-220) les clients sont les descendants d'esclaves ; mais la transformation de la servitude en clientèle se serait faite peu à peu, et non pas par un acte formel d'affranchissement. Cette hypothèse découle du système général de l'Auteur sur la constitution patriarcale de la *gens* et de la famille romaine, système ingénieux, développé d'une manière conséquente, mais en somme tout-à-fait conjectural.

personne de l'affranchi, sa liberté de fait et celle de ses descendants, sous la protection de ce culte : de là la sanction religieuse.

Outre que cette hypothèse explique parfaitement l'origine des deux caractères distinctifs de la clientèle romaine, elle peut encore invoquer à son appui la grande analogie que présentent les rapports de client à patron et ceux d'affranchi à patron sous la République, quoique la *manumissio justa* conférât alors à l'affranchi non seulement une liberté de droit, mais même le droit de cité.

Le nombre des clients s'accrut ensuite par la soumission volontaire de plébéiens ou de *peregrini*, vivant à Rome, qui entraient dans les liens de la clientèle pour jouir de la protection d'un citoyen-patron (*jus applicationis*) ⁽¹⁾.

Histoire de la clientèle ⁽²⁾. Les clients sont exclus du droit de cité jusqu'à la réforme de Servius Tullius. Celle-ci leur octroie les mêmes droits qu'aux plébéiens ; peut-être jouissaient-ils déjà avant cette époque du *jus commercii*.

Dans la lutte entre le patriciat et la plèbe, les clients, tout en appuyant leurs patrons, c'est-à-dire le parti patricien ⁽³⁾, participent aux conquêtes politiques de la plèbe. Depuis qu'ils sont admis aux *concilia plebis*, la communauté d'intérêts les engage à faire cause commune avec la plèbe contre le patriciat.

A mesure que s'achève l'émancipation politique de la clientèle, les anciens rapports du patronat se relâchent :

En 450 av. J.-Chr. des clients comparaissent eux-mêmes en justice ⁽⁴⁾.

(1) « Clientes, ... qui sese... in fidem patrociniūque nostrum dederunt. » GELL., V, 13. « Quid quod item in centumviri judicio certatum esse accepimus qui Romam in exilium venisset, cui Romae exulare jus esset, si se ad aliquem quasi patronum applicavisset intestatogue esset mortuus : nonne in ea causa JUS APPLICATIONIS obscurum sane et ignotum patefactum in judicio atque illustratum est a patrone ? » CIC., *De or.*, I, 39.

(2) BECKER, II, 1, 157-164.

(3) Cf. LIV., II, 56, 64 etc. Voyez NIEBUHR, *H. r.*, I, 618.

(4) LIV., III, 44.

En 391 av. J.-Chr. des clients de la *gens Furia* déclarent vouloir voter aux comices contre un membre de cette *gens* ⁽¹⁾.

Différentes causes font cesser les rapports de clientèle :

1° L'extinction de la famille du client, ou de la *gens* du patron ;

2° Plus tard l'exercice d'une magistrature curule par un client rompait les liens de la clientèle ⁽²⁾.

La sanction religieuse finit aussi par ne plus être appliquée. De la sorte l'antique institution de la clientèle se transforme complètement ⁽³⁾ ; les clients de la fin de la République et de l'Empire sont des courtisans (*salutatores*), des parasites qui s'attachent de leur gré à la personne d'un riche (*Dominus, Rex*) pour être admis à sa table ou recevoir certains dons en nature et en argent (*sportulae*) ⁽⁴⁾.

CHAPITRE SIXIÈME. — DE L'ORIGINE DE LA PLÈBE ⁽⁵⁾.

D'après les anciens, Romulus créa la plèbe (*plebs, πλεῖος*) comme la clientèle ⁽⁶⁾. NIEBUHR a le premier donné une explication plus satisfaisante de l'origine de la plèbe ⁽⁷⁾.

(1) Liv., V, 32.

(2) PLUTARQ., *Mar.*, 5.

(3) Les sources se taisent complètement sur l'histoire de cette transformation. On ne peut pas admettre avec NIEBUHR (*H. r.*, II, 360) et GOETTLING (130, 316) que la dissolution de la clientèle ait été l'œuvre de la loi des XII Tables. Voyez BECKER, II, 1, 162, FUSTEL DE COULANGES, *la Cité antiq.*, 318-323.

(4) MARQUARDT, V, 1, 512-520. HEUERMANN, *Des clients sous les premiers empereurs romains* (en all.). Munster, 1856. FRIEDLAENDER, *Mœurs romaines* (en all.). Leipzig, 1862, I, 207-260.

(5) BECKER, II, 1, 133-138. LANGE, I, 356-369. TROISPONTAINES, I, 72-82. STRAESSER, *Essai sur la plèbe romaine dans les temps les plus anciens* (en all.). Elberfeld, 1832. PELLEGRINO (KRJUKOFF), *De la différence primitive entre la religion des patriciens et des plébéiens* (en all.). Leipzig, 1842. IHNE, *Recherches dans le domaine de l'histoire des institutions romaines* (en all.). Francfort s/m., 1847. KRUSZYNSKI, *Les progrès politiques de la plèbe romaine depuis l'origine jusqu'à l'égalité complète avec le patriciat* (en all.). Lemberg, 1852. TOPHOFF, *De plebe romana*. Essen, 1856. WALLINDER, *De statu plebeiorum Romanorum ante primam in montem sacrum secessionem quaestiones*. Upsal, 1860.

(6) Voyez les passages cités plus haut, p. 41, n° 7.

(7) Voyez aussi SCHWEGLER, *H. r.*, I, 638, sqq.

Les plébéiens primitifs furent les citoyens de cités latines voisines, soumises par Rome (1). L'état romain leur laisse la liberté et le *commercium*, mais il ne les admet point au droit de cité (2). La tradition attribue à Ancus Martius la conquête de plusieurs villes latines; et même il aurait assigné aux habitants de ces cités le mont Aventin (3). Ce dernier fait n'est pas admissible; car, à l'époque des Décemvirs, le mont Aventin était encore *ager publicus* (4).

(1) Certes le nombre des plébéiens a pu s'accroître ensuite par des habitants des villes latines confédérées, qui élaient domicile sur le territoire romain (*municipes*), de même que par les clients qui, par l'extinction de la *gens* de leur patron, sortaient de la clientèle. Nous n'admettons cependant pas avec MOMMSEN (*Rech. rom.*, I, 388-390) que ce soient là les deux seules causes, ni même les causes principales de l'origine de la plèbe. — Une opinion toute nouvelle a été émise sur l'origine de la plèbe par FUSTEL DE COULANGES, *la Cité antiq.*, 275-281. Les familles plébéiennes d'après lui sont celles «où l'esprit n'eut pas la puissance de créer des dieux, d'arrêter une doctrine, d'instituer un culte, d'inventer l'hymne et le rythme de la prière», celles en un mot qui étaient étrangères à l'organisation religieuse de la famille. Que le principe du culte de famille a influé d'une manière considérable sur le droit privé et même sur les institutions politiques du peuple romain, c'est ce qui est démontré victorieusement par le savant ouvrage de FUSTEL. Mais son opinion dans le point spécial qui nous occupe, ne nous semble pas admissible. Bien que les plébéiens fussent exclus du culte public, rien ne nous prouve que la famille plébéienne n'ait eu son culte privé dès le principe tout comme la famille patricienne (Liv., X, 7).

(2) D'après les auteurs anciens (DENYS, TITE LIVE etc.) les plébéiens, créés par Romulus, forment dès le principe une partie intégrante du peuple romain, sont membres des curies et votent aux comices curiates. C'est un des titres de NIEBUHR d'avoir réfuté cette opinion. En effet le *jus connubii* avec les patriciens, les *jura honorum et sacerdotum* ne furent accordés aux plébéiens que bien plus tard sous la République. Donc leur droit de cité sous la Royauté aurait été réduit au *jus suffragii*, exercé aux comices curiates. Or l'histoire romaine contredit la supposition que dès l'origine la plèbe ait eu ce droit de vote : car par sa majorité numérique à ces comices, seule représentation du peuple souverain à cette époque, elle eut immédiatement réduit le patriciat à l'impuissance. Cependant le vote de la plèbe aux comices curiates de l'époque royale a été soutenu encore dans les derniers temps par GERLACH BACHOFEN, *Histoire romaine* (en all.), Bâle, 1851, T. I, et par BROECKER, *Recherches sur l'histoire des institutions rom.* (en all.), Hambourg, 1858. «Les plébéiens ont-ils eu le droit de vote aux comices curiates, avant 282 de la ville?» p. 112 suiv. D'après MOMMSEN la plèbe participe aux comices curiates sous la République. Nous en parlerons plus tard.

(3) Liv., I, 33, DENYS, III, 37-38, Cic., *de rep.*, II, 18, STRAB., V, 3, 7.

(4) Cf. DENYS, X, 31-32. LANGE, I, 360.

Les Rois, quand ils voulurent se soustraire aux restrictions que la souveraineté du peuple patricien imposait à leur pouvoir, cherchèrent un appui dans l'élément plébéien.

Le projet de Tarquin l'Ancien d'accorder le droit de cité complet à toute la plèbe ne réussit point ⁽¹⁾.

La plèbe est admise à la *civitas* par Servius Tullius.

(2) LANGE, I, 381-387. FRANKE, *La réforme de Tarquin* (en all.) dans le *Rheinisch Museum*. Frankfort, 1857. T. XII, p. 512. Cf. DENYS, III, 71-72. CIC., *De rep.*, II, 20. LIV., I, 36. FLORUS, I, 5. VALER. MAX., I, 4, 1. ZONAR., VII, 8.

LIVRE II. — L'ÉTAT PATRICIO-PLÉ- BÉIEN OU L'ÉPOQUE DE TRANSITION.



—

CHAPITRE PREMIER. — DE L'EXTENSION DU DROIT DE CITÉ PAR LA RÉFORME DE SERVIUS TULLIUS (1).

Le but de la réforme de Servius Tullius était de faire entrer dans la cité deux éléments qui en étaient exclus jusque-là, les plébéiens et les clients. Le droit de cité est divisé en deux parts : de l'une, qui est la plus importante, l'exercice exclusif est réservé aux membres des curies et des *gentes patriciae*; l'autre part est rendue commune aux patriciens, plébéiens et clients.

Avant Servius Tullius il n'y avait qu'une seule classe de citoyens : les *patricii*, tous égaux, tous *cives optimo jure*. Depuis sa réforme, il y a deux classes : 1^o les patriciens qui, étant seuls *cives optimo jure*, constituent dès lors une aristocratie de naissance; 2^o la plèbe et la clientèle qui ne possèdent qu'une *civitas minuto jure*.

L'exercice des droits spéciaux est régi par le principe géocratique, celui des droits communs par le principe timo-

(1) NIEBUHR, *H. r.*, I, 422. GOETTLING, 230. HUSCHKE, *La constitution du Roi Servius Tullius* (en all.). Heidelberg, 1838. RAUMER, *De Servii Tullii censu*, Erlangen, 1839. PETER, *Epoques* etc. GERLACH, *Le développement de la constitution de Servius Tullius* (en all.) dans ses *Historische Studien*. Hambourg, 1841. T. I, p. 343-434. *Les dernières recherches sur la constitution de Servius* du même auteur. Bâle, 1847. T. II, p. 203-266. W. IHNE, *L'origine de la constitution de Servius* (en all.) dans les *Symbola philologorum Bonnensium*. Leipzig, 1864-67.

cratique ⁽¹⁾. Gouvernement moitié aristocratique, moitié timocratique ⁽²⁾.

A l'effet de régler l'exercice des droits communs, Servius crée deux nouvelles divisions : l'une, locale, en *regiones* ou *tribus*, l'autre, timocratique, en *classes* et *centuries*. Dès lors la division primitive des patriciens en trois tribus génétiques se perd ; mais leurs subdivisions, les anciennes *curies* et *gentes*, se maintiennent comme les bases de l'exercice des droits spéciaux du patriciat.

§ 1. *Des regiones ou tribus locales* (πυλῆαι τοπικαί) ⁽³⁾.

Servius Tullius divise le territoire romain en quatre districts ⁽⁴⁾, *tribus* ou *regiones* : les tribus *Suburana*, *Esquilina*, *Collina*, *Palatina* ⁽⁵⁾.

Le nombre des tribus s'accroît ensuite ; en 494 av. J.-Chr. il y en a 21 ⁽⁶⁾. Dès lors la ville reste divisée en quatre tri-

⁽¹⁾ Cf. FR. VON RAUMER, *De la constitution politique des Romains* (en all.) dans les *Mémoires de l'Acad. de Berlin. Classe d'hist. et de phil.* 1846, p. 180.

⁽²⁾ Le but de la réforme, tel que nous venons de l'énoncer, est l'opinion généralement reçue. Ce n'est cependant pas la manière de voir d'ILNE, ni de MOMMSEN (*Rech. rom.*, I, 271-276).

⁽³⁾ BECKER, II, 1, 164-183. LANGE, I, 435-453. TH. MOMMSEN, *De bnt administratif des tribus romaines* (en all.). Altona, 1844. REIN, *Les tribus* (en all.) dans *Pauly's Realencyclopædie*. Stuttgart, 1852. T. VI, p. 2117. ZEYSS (en all.) dans le *Zeitschrift fuer das Alterthumswissenschaft*, 1857, p. 660. HAACKE, *Essai pour fixer le nombre primitif des tribus romaines* (en all.). Hirschberg, 1861. C. L. GROTEFEND, *La division géographique des tribus dans tout l'Empire romain* (en all.). Hannover, 1863.

⁽⁴⁾ LIV., I, 43 : *Quadrifariam enim urbe divisa REGIONIBUSQUE ET COLLIBUS, qui habitabantur, partes eas tribus oppellavit*. Ed. Weissenborn. Pour les mots imprimés en majuscules les mscr. donnent de nombreuses variantes et le passage a été diversément corrigé.

⁽⁵⁾ VARR., *De l. l.*, V, 8 et 9. PLIN., XVIII, 3. DENYS, IV, 14.

⁽⁶⁾ LIV., II, 21. DENYS, VII, 64. NIEBUHR, *H. r.*, I, 433, sur la foi de DENYS, IV, 15, attribue à Servius Tullius la division du territoire romain en 30 tribus, 4 urbaines et 26 rustiques (cf. VARR. *De vit. pop. rom.*, cité par NON., p. 43, M.). A la suite de la guerre de Porsenna, Rome, ayant perdu un tiers de son territoire, n'aurait conservé que 20 tribus auxquelles serait venue s'ajouter ensuite la tribus *Claudia*. NIEBUHR a été suivi par GOETTLING, 237,

bus *urbanae*, qui conservent les anciennes dénominations; le reste du territoire est partagé en dix-sept tribus *rusticae*. De ces dix-sept, une porte un nom local (*Crustumina*), les autres des noms de *gentes patriciae* (*Aemilia*, *Claudia*, *Cornelia*, *Fabia* etc.) (1).

Ce nombre reste stationnaire environ pendant un siècle; depuis 387 jusqu'à 241 av. J.-Chr., par suite de l'extension du territoire romain et de la collation du *jus civitatis* aux habitants des cités soumises, quatorze nouvelles tribus rustiques (2), portant presque toutes des noms locaux (3), sont ajoutées successivement aux 21 existantes. Le nombre de 35 ne fut pas dépassé. Ce fait est probablement en rapport avec la réforme des comices centuriates au 3^e siècle avant J.-C. Depuis lors, quand le droit de cité est accordé à des habitants de territoires nouvellement acquis, ces nouveaux citoyens sont inscrits dans une des 35 tribus (4).

Les tribus locales comprenaient, dès le principe, tous les citoyens : patriciens, clients et plébéiens (5).

BECKER, II, 1, 165. Cependant celui-ci n'admet pas l'hypothèse de NIEBUHR, relative à la guerre de Porsenna. — Nous avons adopté l'opinion de MOMMSEN, *Les tribus rom.* etc. et de LANGE, I, 437, sqq. Il reste toujours une difficulté : celle de savoir pourquoi, comment et depuis quand la modification de 4 tribus en 21 s'est faite? Cf. LANGE, I, 443, sqq. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 188, n° 18.

(1) MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 106, n° 80.

(2) LIV., VI, 5, VII, 15, VIII, 17, IX, 20, X, 9, *Epit.*, XIX.

(3) MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 106, n° 79.

(4) Cf. LIV., II, 16, XXXVIII, 35. FEST., p. 194. — Lorsque les *leges Julia et Plautia Papiria* eurent conféré le droit de cité à tous les Italiques, le projet a existé, il est vrai, de les répartir entre dix tribus nouvelles (APPIEN, *B. c.*, I, 49. Comparez cependant VELLEZ., II, 20). Ce projet a-t-il été réalisé? Nous ne le savons pas : mais ce qui est certain, c'est que, six ans plus tard, après le retour de Sulla de l'Asie, ils étaient déjà distribués entre les 35 tribus anciennes (*lege Sulpicia*. LIV., *Epit.*, LXXVII, LXXXVI). Cf. ZUMPT, *de propag. civ. Rom.* dans ses *Studia rom.*, p. 371.

(5) NIEBUHR (*H. r.*, I, 439, II, 240, 355, 361) exclut des tribus jusqu'à la loi des XII Tables les patriciens et les clients et n'y admet dans le principe que les plébéiens, propriétaires fonciers (*assidui*). Cette hypothèse a été combattue à bon droit par BECKER, II, 1, 175, suiv. D'après MOMMSEN (*Les trib. rom.*, p. 2, suiv. *Rech. rom.*, I, 151) les tribus n'auraient compris jusqu'à la censure d'Appius Claudius (312 avant J.-Chr.) que les patriciens et plébéiens

La *tribus* est à la fois une division géographique (*regio*) et une division administrative.

Lorsque Servius créa les tribus locales, il composa chaque tribu de tous les citoyens, ayant leur domicile réel dans le territoire de la tribu (*regio*) (1). Mais comme la qualité de membre d'une tribu déterminée se transmettait ensuite héréditairement de père à fils, de sorte que celui qui changeait de domicile réel ou *regio*, restait cependant inscrit dans la tribu de son père, il s'établit bientôt une distinction entre le domicile réel (*regio*) et le domicile d'origine (*origo, tribus*) (2).

Il s'introduit, du temps de la République, une différence de rang entre les tribus rustiques et urbaines (3).

Le but de la division en tribus était dans le principe purement administratif; elles servaient de base au recensement, au recrutement, à la perception du *tributum* (4).

Sous la République elles obtiennent une grande importance politique (5), à la suite de l'institution des *concilia plebis*, et plus tard des *comitia tributa*.

Sous l'Empire elles redeviennent des divisions purement administratives.

Les membres de la tribu s'appellent *tribules*; chaque tribu a son chef administratif, *curator tribus*, *ἐπιταγχις* (6).

La division géographique en *pagi*, qui existait, même à

assidui. Voyez la réfutation dans BECKER, II, 1, 188, MARQUARDT, II, 3, 44, n° 132, LANGE, I, 439, sqq. Sous la République, il y a, il est vrai, une classe de citoyens, exclus des tribus, les *Aerarii*; mais il n'est pas probable que cette classe remonte jusqu'à l'époque de Servius.

(1) DENYS, IV, 14. Cf. GELL., XVIII, 7 § 5.

(2) MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 151, sqq.

(3) PLIN., XVIII, 3. VARR., *De r. r.*, II. *Pr.* Voyez la *Censure*.

(4) DENYS, IV, 14.

(5) Cf. MARQUARDT, II, 3, 41.

(6) VARR., *de l. l.*, VI, 9. DENYS, IV, 14. Il est probable que ces *curatores tribuum* sont les mêmes fonctionnaires que les *tribuni aerarii* des premiers siècles de la République, qui étaient chargés de percevoir le *tributum* et de payer la solde aux soldats (VARR., *de l. l.*, V, 36. GELL., VI (VII) 10. PAUL. DIAC., p. 2). — MADVIG, *De tribunis aerariis* dans ses *Opusc. acad.* Copenhagen, 1842, p. 242. MOMMSEN, *Les trib. rom.*, 44, sqq.

Rome, avant Servius Tullius ⁽¹⁾, fut conservée par ce Roi comme sous-division administrative et religieuse des tribus rustiques. Le *pagus* avait son chef et prêtre (*magister pagi*). Les membres du *pagus* (*pagani*) célébraient annuellement des fêtes religieuses en l'honneur des dieux protecteurs du *pagus* (*sacra paganalia*) ⁽²⁾.

Dans la ville de Rome, bien que la division en *vici* ne reçût un caractère administratif que d'Auguste ⁽³⁾, les habitants des quartiers, dès une haute antiquité, s'étaient organisés en collèges religieux (*collegia compitalicia*), présidés par des *magistri*, et ils honoraient les dieux des carrefours (*lares compitales*) par des fêtes annuelles (*compitalia*) ⁽⁴⁾.

§ 2. Des classes et des centuries ⁽⁵⁾.

Les classes et centuries sont des divisions timocratiques, à la fois militaires et politiques.

Principe. L'influence politique du citoyen, dans l'exercice des droits communs, est proportionnelle à l'impôt qu'il paie, et aux services militaires qu'il rend à l'Etat. L'impôt et les charges militaires sont déterminés d'après le *census* de chaque citoyen, c'est-à-dire, d'après sa fortune imposable, évaluée au recensement qui est fait à des époques fixes. D'après leur fortune imposable les citoyens sont divisés en *classes* et *centuriae*. « *Censum* [Servius Tullius] *instituit, rem saluberrimam tanto futuro imperio, ex quo belli pacisque munia, non viritim ut ante, sed pro habitu pecuniarum fierent. Tum classes centuriasque... ex censu descripsit* » ⁽⁶⁾.

(1) DENYS, II, 76. PLUTARQ., *Num.*, 16. Cf. MOMMSEN, *Les trib. rom.*, 15, 17.

(2) DENYS, II, 76, IV, 15. FEST., p. 371. PAUL. DIAC., p. 126. GROMAT., p. 309. L. SIC. FLACC., p. 164. L. — MARQUARDT, IV, 160-161.

(3) MARQUARDT, IV, 162, n° 948.

(4) DENYS, IV, 14. VARR., *de l. l.*, VI, 3, p. 206. SP. GELL., X, 24. MACROB., *Sat.*, I, 4. SUET., *Aug.*, 31. ASCON., *in Pis.*, p. 7. — MARQUARDT, IV, 162-164.

(5) BECKER, II, 1, 198-218. LANGE, I, 402-435. ZACHARIAE. *De numero centuriarum a Servio Tullio institutarum*. Goettingen, 1831. BREDÀ, *La costituzione delle centurie di Servio Tullius* (en all.). Bromberg, 1848.

(6) LIV., I, 43. « *Descriptio centuriarum classiumque* ». Ib., IV, 4.

L'ensemble des citoyens *imposables* forme l'*exercitus* (*classis*) (1).

L'*exercitus* se compose d'*equites* et de *pedites*. Les *pedites* sont divisés en cinq classes (2).

Les *equites* et les cinq classes de *pedites* sont subdivisés en *centuriae*.

Les *pedites* sont encore subdivisés en *juniore*s (17 à 45 ans révolus) et *seniores* (3). Dans chaque classe les *seniores* forment autant de centuries que les *juniore*s (4).

La *centuria*, ayant à sa tête un *centurio*, *καταρχή* (5), est un corps militaire (subdivision de la légion), et un corps politique (subdivision des comices centuriates).

La centurie semble avoir reçu sa dénomination de ce que, comme division militaire, elle se composait dans le principe de cent soldats (6); mais le nombre des membres des centuries politiques différerait considérablement selon les classes, et dans chaque classe selon que les centuries étaient de *seniores* ou de *juniore*s (7).

(1) « *Vetustius fuit multitudinem hominum quam navium classem appellari.* » PAUL. DIAC., p. 225. « *Classis procincta, exercitus instructus.* » Ib., p. 56. *Lex regia* citée par FEST., p. 189 : « *Cujus auspicio classe procincta opima spolia capiuntur.* » Cf. FAB. PICT. cité par AULU GELLE, X, 15.

(2) LIV., I, 43, III, 30. AULU-GELLE, X, 28. Le nombre de cinq ne fut point changé. Cf. CIC., *Ac. pr.*, II, 23, 73. DENYS, IV, 18, VII, 59, se trompe quand il fait une 6e classe de ceux qui sont en dehors des cinq classes.

(3) DENYS, IV, 16. VARR., cité par CENSORIN., 14. Cf. GELL., X, 28.

(4) LIV., I, 43. DENYS, IV, 16 17.

(5) DENYS, IV, 17, VII, 59. FEST., p. 177, s. v. *niquis scivil*.

(6) « *Centuriae quae sub uno centurione sunt quorum centenarius justus numerus.* » VARR., de l. l., V, 16. « *centuria... in re militari* [significat] *centum homines.* » PAUL. DIAC., p. 53. Cf. LANGE, I, 402.

(7) D'après LANGE, I, 409 sqq., toutes les centuries de *juniore*s devaient être de force égale, vu que le service militaire était obligatoire pour tous les *assidui*. Il en conclut que, si la 2e classe n'avait que la quatrième partie de centuries de la 1e classe, elle ne pouvait compter que la 4e partie de citoyens de la 1e classe, de sorte que la 1e classe aurait compris les $\frac{8}{17}$ des *assidui*, la 2e, 3e et 4e, chacune $\frac{2}{17}$, et la 5e, $\frac{3}{17}$. Les affirmations contraires des auteurs anciens ne s'appliqueraient qu'à l'époque où des altérations s'étaient déjà produites dans le système militaire de Servius, et, partant, une distinction entre les centuries militaires et politiques, c'est-à-dire, depuis Camille. Il est impossible d'admettre l'hypothèse de LANGE :

	NOMBRE DES CENTURIES.	CENSUS.	CENTURIES	
			DE SENIORES	DE JUNIORES
EQUITES ⁽¹⁾	18 ⁽²⁾	<i>Census maximus,</i> <i>το μέγιστον τιμήμα</i> ⁽⁵⁾		
PEDITES	de la 1 ^e cl. 80	100000 as.	40	40
	2 ^e " 20	75000 as.	10	10
	3 ^e " 20	50000 as.	10	10
	4 ^e " 20	25000 as.	10	10
	5 ^e " 30	12500 as. ⁽⁴⁾	15	15

En dehors des cl. il y a 1 *centuria capite censorum*.

Total des centuries 189

a) Comment concevoir que les citoyens de la 1^e classe aient été au nombre réuni des citoyens des 4 autres classes comme $\frac{8}{17}$ à $\frac{9}{17}$?

b) Dès le principe les centuries politiques des *seniores* devaient être plus nombreuses que leurs centuries militaires; car elles comprenaient aussi les citoyens âgés de plus de 60 ans, exemptés du service militaire.

c) Quant aux centuries militaires des *juniores*, rien ne nous oblige d'admettre que toutes fussent de nombre égal. Cf. MARQUARDT, III, 2, 245, n° 1360.

d) LANGE (I, 417) déroge lui-même à son système, en composant des *juniores* de la 1^e classe non-seulement les 40 *centuriae juniorum* de cette classe, mais encore les 18 *centuriae equitum*.

(1) Il s'agit ici des *equites equo publico*, qu'il faut distinguer des *equites equo privato* qui ont existé à Rome depuis le siège de Veji, 403 av. J.-Chr. (LIV., V, 7) jusqu'après la seconde guerre punique.

(2) LIV., I, 43. « *Equitum ex primoribus civitatis duodecim scripsit* [Serv. Tull.] *centurias. Sex item alias centurias, tribus ab Romulo institutis, sub isdem, quibus inauguratae erant, nominibus fecit.* » Ces six dernières centuries s'appellent aussi *sex suffragia* (CIC., *De rep.*, II, 22. FEST., p. 334). Il y a peu de questions aussi controversées que celle de ces 18 centuries. La controverse porte surtout sur deux points : 1^o la centurie comptait-elle 100 ou 200 membres? 2^o les *sex suffragia* se composaient-ils uniquement de patriciens? Cf. BECKER, II, 1, 245-249. RUBINO, *Sur le rapport entre les sex suffragia et la cavalerie romaine* (en all.) dans le *Zeitschrift fuer Alterthumsw.*, 1846, n° 27-30. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 134-140. LANGE, I, 385-386, 418-419. TH. PLUESS, *Les sex suffragia* (en all.) dans les *Jahrbuecher fuer Philol. und Paedag.*, 1868, T. LXXXXVIII, n° 8, 1 div. E. BELOT, *Histoire des chevaliers romains considérée dans ses rapports avec les différentes constitutions de Rome, depuis les temps des Rois jusqu'aux temps des Gracques*. 1^r vol. Paris, 1866.

(3) CIC., *De rep.*, II, 22. DENYS, IV, 18. Ce cens équestre fut-il dès le principe supérieur au cens de la première classe (BECKER, II, 1, 250), ou cette différence ne se produisit-elle que sous la République (LANGE, I, 419, II, 19-20)? Il est difficile de résoudre cette question.

(4) D'après DENYS. D'après TITE-LIVE, 11000 as.

Il faut y ajouter :

1^{re} deux *centuriae fabrum* (*lignarii* et *aerarii*), qui d'après DENYS votent avec la 2^e classe, d'après TITE-LIVE avec la 1^{re}; et

2^e d'après TITE-LIVE 3 *centuriae* de *accensi*, *cornicines* et *tubicines*, votant avec la 5^e classe, ou d'après DENYS 2 de *cornicines* et *tubicines*, votant avec la 4^e.

Le total des centuries est donc d'après TITE-LIVE de 194, d'après DENYS de 193 (1).

I. *Caractère timocratique de cette division* (2).

Les sommes, désignées par TITE-LIVE et DENYS, indiquent le *minimum*, non pas des revenus, mais de la fortune recensée, exigé pour faire partie de la classe respective.

La fortune recensée du citoyen ne comprit, au moins pendant plusieurs siècles, que les *res mancipi*, sur lesquels il avait le *dominium quiritarium*.

Dans le principe cette fortune ne pouvait être évaluée en sommes d'argent ou en *asses*; car l'origine du monnayage à Rome remonte seulement à l'époque décemvirale (3).

(1) Les passages classiques sur cette institution sont TITE-LIVE, I, 43 et DENYS, IV, 16-18, VII, 59. Ces deux auteurs sont d'accord, sauf pour les points indiqués plus haut. La difficulté principale gît dans la centurie d'*accensi*, que TITE-LIVE ajoute à la cinquième classe et dont DENYS ne parle pas. De là chez TITE-LIVE 194 centuries, tandis que le nombre vrai semble avoir été de 193, chiffre qui est aussi donné par CICÉRON, *De rep.*, II, 22. On est généralement d'accord à dire ou bien que TITE-LIVE s'est trompé, ou que le texte est fautif. D'après LANGE, I, 408, 420-421, 463 *accensi velati* étaient dans le principe la dénomination générale des citoyens de la cinquième classe; il propose de lire : *in his accensis cornicines tubicinesque in II centurias distributi*. Cf. PAUL. DIAC., p. 14, s. v. *adscripticii*. Comparez cependant MARQUARDT, IV, 2, 242-244. — En désaccord absolu avec TITE-LIVE et DENYS sont les données, erronées sans aucun doute, de CICÉRON, *De rep.*, II, 22. Cf. BECKER, II, I, 203-208. Les travaux nombreux des philologues modernes sur ce passage célèbre sont mentionnés par BECKER, 203, ne 423, et LANGE, I, 421.

(2) LANGE, I, 422-435.

(3) TH. MOMMSEN, *Histoire du système monétaire romain* (en all.), Berlin, 1860, (traduite de l'allemand par le duc DE BLACAS et DE WITTE, Paris, 1865-1870, 2 vol.). HULTSCH, *Métrologie grecque et romaine* (en all.). Berlin, 1862. Cf. MAURY, *Exposé des progrès de l'archéologie*. Paris, 1867, 29-35. D'AILLY, *Recherches sur la monnaie romaine depuis son origine jusqu'à la mort d'Auguste*. Paris, 1863.

Il semble que la classe du citoyen était déterminée alors par la quotité de *praedia* ou de *jugera agri censui censendo*, dont il était propriétaire quiritaire ⁽¹⁾.

Après l'introduction de la monnaie, l'unité monétaire devint l'*as*, monnaie en cuivre avec un alliage d'étain et de plomb; mais le poids et la valeur de l'*as* furent successivement diminués :

a) Depuis les décemvirs jusque vers 269 av. J.-C., le poids nominal de l'*as* était d'une *libra*, le poids réel de $\frac{5}{6}$ d'une livre ou 10 *unciae* (la livre romaine était divisée en 12 *unciae*) : *asses librales* ou *librarii*, *æs grave* ⁽²⁾.

b) Depuis 269 jusque vers 241 av. J.-C., l'*as* est réduit à 4 onces : *as trientaire*.

c) Depuis 241 jusque vers 217 av. J.-C., l'*as* ne pèse plus que deux onces : *asses sextantari*. ⁽³⁾.

d) Vers 217 av. J.-C., l'*as* devient oncial, et peu après, par la *lex Papiria*, il ne pèse plus qu'une demi-once.

De quelle époque et de quelle valeur sont les *as* d'après lesquels TITE-LIVE et DENYS déterminent le taux de chaque classe? Question capitale, sur laquelle les Anciens se taisent complètement.

Impossible d'admettre que ce soient des *asses librales*. En 430 av. J.-C., une *lex Julia Papiria de multarum aestimatione* ⁽⁴⁾ évalue un bœuf à 100 *asses aeris gravis*, une brebis à 10 : il aurait donc fallu avoir une propriété équivalente à 1000 bœufs ou 10000 brebis pour être membre de la

(1) HUSCHKE, *La constit. de Serv.* etc., p. 111, 164, 644, 672, pense que le *jugum*, y compris le bétail et les esclaves supposés nécessaires pour la culture d'un *jugum*, était évalué à 5000 as sextantaires. D'après MOMMSEN (*H. r.*, I, 297 (3^e éd.), *Rech. rom.*, I, 305, *Les trib. rom.*, 115, 153), le censeur Ap-pius (312 av. J.-C.) aurait le premier fait servir les richesses, autres que la propriété foncière, à parfaire le cens, et aurait exprimé celui-ci en des sommes d'argent. D'après LANGE (I, 429, II, 77) les biens-fonds restèrent toujours seuls la base de la division politique des citoyens en classes.

(2) VARB., *De l. l.*, V, 36. PLIN., XXXIII, 3 (13), § 42. PAUL. DIAC., p. 98.

(3) PLIN., I. l., § 44. FEST., p. 347.

(4) AULU-GELLE, XI, 1. FEST. p. 202.

1^{re} classe. En 419 av. J.-C. on appelle *richesse* une somme de 10000 *as* ⁽¹⁾. D'ailleurs, Servius Tullius, pour rendre sa réforme acceptable par les patriciens, devait fixer le cens de la 1^{re} classe de telle manière que la presque totalité du patriciat pouvait y être admise.

BOECKH ⁽²⁾ a émis l'opinion, généralement suivie après lui, que les *as* dont parlent DENYS et TITE-LIVE sont des *asses sextantari*, de sorte que pour exprimer ces sommes en *asses librales*, il faut réduire tous les chiffres au cinquième : donc respectivement à 20000, 15000 *as* etc. La probabilité de cette hypothèse se fonde sur cette considération que l'*as* sextantaire devint l'unité monétaire à l'époque de la réforme des comices centuriates, et que les auteurs anciens ont selon toute vraisemblance puisé leurs chiffres dans les *tabulae censoriae* de cette époque ⁽³⁾.

Les *Equites* et les *Pedites* de la 1^{re} classe s'appellent *classici* ⁽⁴⁾ ou *censi* ⁽⁵⁾ par excellence, *proci*, *principes* ⁽⁶⁾; les autres sont *infra classem* ⁽⁷⁾.

Les *Equites* et les *Pedites* des cinq classes portent le nom

(1) Liv., IV, 45.

(2) BOECKH, *Recherches métrologiques* (en all.). Berlin, 1838, 427-446, HERTZ, *De la manière dont Goettling et Zumpt envisagent les chiffres du cens de Servius* (en all.) dans le *Philologus*. T. I, 1846, p. 108. RUBINO, *De Serviani census summis disputatio*. Part. I, Marbourg, 1854.

(3) LANGE, I, 424. — D'après ZUMPT, *Des chevaliers romains et de l'ordre équestre à Rome* (en all.), Berlin, 1840, le taux de Servius aurait été doublé plus tard; par conséquent pour exprimer le cens primitif en *asses librales*, les chiffres de DENYS et de TITE LIVE devraient être réduits non pas au cinquième, mais au dixième.

(4) De là le sens figuré de ce mot (GELL., XIX, 8, § 15) et du français *classique*.

(5) C'est le terme dont se servait la *lex Voconia*. Cf. GAI., II, 274. CIC., *Verr.*, II, 1, 42.

(6) FEST., p. 249. CIC., *Or.*, 46, § 156.

(7) AULU-GELLE, VI (VII), 13.

officiel de *assidui* ⁽¹⁾. On les nomme aussi *pecuniosi*, *locupletes* ⁽²⁾.

Ils contribuent au *tributum* pour une quote-part proportionnelle à leur cens.

Le fils majeur est inscrit dans la classe de son père ⁽³⁾.

Exclus des classes (*extra classes*) sont :

1° Les citoyens, ayant un cens inférieur à celui de la 5^e classe : *Proletarii* ⁽⁴⁾, *capite censi* ⁽⁵⁾. Ils sont exempts du *tributum* et du service militaire ⁽⁶⁾.

2° Les *opifices* et *sellularii* ⁽⁷⁾. A cause de leur *état* ils sont considérés comme impropres au service militaire ⁽⁸⁾ et, partant, exclus des classes ⁽⁹⁾. Une exception est faite à l'égard des *fabri aerarii* et *tignarii*, des *tubicines* et *cornicines*. En effet ceux-ci, sans être légionnaires, rendent à l'Etat des services militaires, les uns, par les travaux de leurs métiers, les autres comme musiciens; et ils sont, pour cette raison, répartis en 4 centuries.

3° Les *cives libertini*, exclus de la légion et des classes en raison de leur naissance servile.

(1) « *Adsiduo vindex adsiduus esto : proletario jam civi, cui quis volet vindex esto* » Loi des XII Tables. GELL., XVI, 10. Les anciens dérivent *assiduus* ab *assibus dandis* ou ab *aere dando*. GELL., l. l., § 15. CIC., *De rep.*, II, 22. *Top.*, 2, § 10. De même BECKER. LANGE (I, 404) le fait venir ab *assidendo* et le traduit par *Ansaessig*.

(2) « *Quod tum erat res in pecore et locorum possessionibus.* » CIC., *De rep.*, II, 9. — « *Locuples... est assiduus, ut ait Aelius, appellatus ab asse dando.* » Id., *Top.*, 2, § 10.

(3) PAUL. DIAC., s. v. *duicensus*, p. 66. LIV., XXIV, 11. Cf. DENYS, IX, 36. MOMMSEN, *Les trib. rom.*, p. 150.

(4) « *Ut ex iis quasi proles, id est quasi progenies civitatis, expectari videretur.* » CIC., *De rep.*, II, 22.

(5) Dans le principe il n'y eut aucune distinction entre ces deux termes. Cf. PAUL. DIAC., p. 226. Il en était encore ainsi à l'époque décemvirale : GELL., XVI, 10, § 5. Dans la suite il s'établit une différence, basée sur le cens : « *Proletariorum tamen ordo honestior aliquanto et re et nomine quam capite censorum fuit.* » GELL., ib., § 12 et § 10. Cf. VARR. cité par NONIUS, p. 48. G.

(6) LIV., I, 43, II, 9. DENYS, IV, 18, VII, 59.

(7) MARQUARDT, II, 3, 45-46. LANGE, I, 407, 420. MOMMSEN, *De collegiis opificum* dans le traité *De collegiis et sodaliciis Romanorum*. Kiel, 1843, p. 27.

(8) LIV., VIII, 20, Cf. X, 21.

(9) DENYS, IX, 25.

Proletarii, capite censi, opifices, sellularii, libertini, sont tous réunis dans une seule centurie : la *centuria capite censorum* ⁽¹⁾.

II. Caractère militaire.

Le service militaire est obligatoire pour tous les *assidui*, le service de campagne pour les *juniores*, la défense de la ville pour les *seniores* jusqu'à l'âge de 60 ans. Le citoyen doit s'équiper et se nourrir en campagne. L'armement diffère selon la classe dont il fait partie.

Les *equites* seuls, en raison des charges spéciales de leur service, ont une certaine rémunération : « *Ad equos emendos dena milia aeris* ⁽²⁾ *ex publico data, et quibus equos alerent* ⁽³⁾, *viduae attribulae, quae bina milia aeris in annos singulos penderent* » ⁽⁴⁾.

La solde (*stipendium*) ne fut introduite régulièrement que depuis Camille (406 av. J.-C.), à laquelle époque des modifications importantes furent apportées à l'ancienne organisation militaire de Servius Tullius ⁽⁵⁾.

III. Caractère politique.

La nouvelle assemblée du peuple, appelée *comitia centuriata*, a pour base la division des citoyens en classes et centuries. Chaque centurie a un suffrage.

1° Avantage accordé à la richesse. Les *equites* et les citoyens de la première classe disposent à eux seuls de la majorité des suffrages ⁽⁶⁾.

2° Privilège concédé à l'âge. D'après les données de la

(1) D'après LANGE, 1,405, cette centurie ne remonte pas à Servius Tullius, mais seulement à l'époque qui suit la législation décenvirale.

(2) *Aes equestre*. GAI., IV, 27. PAUL. DIAC., p. 81, 371. S'il est vrai qu'en sortant du corps, l'*equus* soit tenu à la restitution du cheval ou d'une somme équivalente, opinion généralement reçue, quoiqu'elle ne soit guère prouvée (BECKER, II, I, 254), l'*aes equestre* est plutôt une avance d'argent qu'une solde.

(3) *Aes horidarium*. GAI., I, 1., PAUL. DIAC., p. 102.

(4) LIV., I, 43. Faut-il appliquer à ces sommes la réduction que nous avons admise pour le cens des classes? Cf. BECKER, II, I, 252, n° 513-514. LANGE, I, 475.

(5) LIV., IV, 59, VIII, 8, MARQUARDT, III, 2, 73 et 247-248.

(6) Cf. DENYS, IV, 19, 21, VIII, 82, X, 17, XI, 45. LIV., I, 43. CIC., *De rep.*, II, 22, § 40.

statistique moderne les *juniores* devaient être en nombre double des *seniores* ⁽¹⁾ : cependant ceux-ci disposaient du même nombre de suffragès que les *pedites juniores*.

L'organisation des *comitia centuriata* sera exposée plus loin.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DE LA LUTTE POLITIQUE ENTRE LE PATRICIAT ET LA PLÈBE ⁽²⁾.

Plébéiens et clients ont reçu par la réforme de Servius Tullius le *jus commercii*, le *jus censendi*, et comme conséquences le *jus militiæ*, le *jus tributi* et le *jus suffragii* aux comices centuriates ⁽³⁾.

Ils sont exclus du *conubium* avec les patriciens, du *jus honorum*, du *jus sacrorum*, des *gentes* et des comices curiates. Mais, peu d'années après la chute de la Royauté, la plèbe entreprend, au sujet des droits exclusifs du patriciat, une lutte acharnée qui dura plus de deux siècles. Nous ne décrivons pas les phases successives de cette lutte politique; nous n'entrerons pas dans le détail des causes qui l'ont provoquée, ni des circonstances qui l'ont alimentée. Ce sujet est du domaine de l'Histoire politique. Nous marquerons seulement les étapes qui ont conduit la plèbe à l'égalité politique

(1) LANGE, I, 412-414 (notes).

(2) LANGE, I, 492-532. C. F. SCHULZE, *Lutte de la démocratie et de l'aristocratie à Rome* (en all.). Altenbourg, 1809. HENNEBERT, *Histoire de la lutte entre les patriciens et les plébéiens à Rome*. Gand, 1845. SCHUERMANS, *Histoire de la lutte entre les patriciens et la plèbe à Rome*. Bruxelles, 1845. KIEHL, *La législation de Licinius Stolon* (en néerland.) dans la *Mnemosyne*. Leiden, 1852, T. I, 157, 215, 257. WACHSMUTH, *Histoire des partis politiques des temps anciens et modernes* (en all.) Braunschweig, 1853. T. I, p. 170. BROECKER, *Les traits fondamentaux de l'histoire des institutions de 244 à 282 de la ville*, dans ses *Recherches sur l'histoire des institutions*, (en all.) Hambourg, 1853, p. 23. FUSTEL DE COULANGES, *La cité antique*, 341-370.

(3) LANGE, I, 394-396.

avec le patriciat et qui ont effacé, au point de vue du droit privé et du droit public, les anciennes distinctions de race.

La première année de la République, 509 av. J.-C., la *lex Valeria* donne à tous les citoyens le droit d'en appeler aux comices centuriates des sentences capitales prononcées par le consul : *jus provocationis*.

La première *secessio plebis*, 493 av. J.-C., est suivie de la création des deux magistratures plébéiennes, le *tribunatus plebis* et l'*aedilitas*, qui ont pour mission de défendre la plèbe contre le pouvoir des consuls, magistrats patriciens. Dès lors aussi la plèbe, sous la présidence de ses Magistrats, se réunit pour délibérer sur ses intérêts, et, votant par tribu (*concilia plebis*), elle prend des décisions, n'ayant cependant force obligatoire que pour elle seule (*plebiscita*).

La loi des XII Tables, 450 av. J.-C., prononce l'égalité de tous les citoyens devant le droit civil et criminel (1).

La *lex Valeria et Horatia*, 449 av. J.-C., accorde aux *plebiscita*, sous certaines conditions, force légale pour tous les citoyens. Depuis lors les patriciens et les clients sont admis, en fait, aux *concilia plebis*.

La *lex Canuleia*, 445 av. J.-C., abolit la défense du *conubium* entre le patriciat et la plèbe.

En 444 av. J.-C. la plèbe est déclarée admissible au tribunat militaire avec puissance consulaire, et en 420 av. J.-C. à la questure.

La *lex Licinia de consulatu*, 366 av. J.-C., admet les plébéiens au consulat. Ensuite ils arrivent successivement aux autres magistratures : à l'édilité curule depuis 364, la dictature en 356, la censure en 351, la préture en 337 av. J.-C.

Reste le *jus sacerdotiorum*, droit corollaire du *jus sacrorum*. Déjà avant que le consulat leur eût été ouvert, les plébéiens avaient été admis au collège des *X viri sacris faciundis* (367 av. J.-C.). Enfin la *lex Ogulnia* (300 av. J.-C.) leur ouvre les collèges des *Pontifices* et des *Augures*.

(1) BECKER, II, 2, 130, 132.

Cette loi clôt, peut-on dire, la lutte politique entre la plèbe et le patriciat.

Les clients avaient participé, comme nous l'avons dit plus haut, à toutes les victoires politiques de la plèbe.

L'on peut donc dater du commencement du III^e siècle av. J.-C. l'égalité politique des citoyens romains. Les patriciens conservèrent, il est vrai, jusque sous l'Empire certains droits spéciaux (les *jura gentilicia*, la fonction d'*Interrex*, celle de *Rex sacrorum*, des *flamines majeurs*, des *Saliens*, la *patrum auctoritas* et les comices curiates); mais ces privilèges étaient largement contrebalancés par l'exclusion rigoureuse des patriciens du tribunat du peuple et de l'édilité plébéienne ⁽¹⁾.

Le patriciat se maintient comme noblesse de naissance. Il ne jouit plus dans l'Etat d'une prépondérance politique, mais d'une grande considération sociale qui s'attache partout à une haute naissance et aux familles dont les ancêtres se sont illustrés dans les carrières politiques ou militaires. Cependant le nombre des *gentes patriciae* décroît rapidement; vers la fin de la République on ne cite plus que 14 *gentes*, comprenant une trentaine de familles patriciennes ⁽²⁾.

Les empereurs s'efforcèrent à diverses reprises de relever le patriciat par l'incorporation de nouvelles familles (*adsciscere, sublegere in patricios*). Déjà César, en vertu d'une *lex Cassia* (45 av. J.-C.), Auguste, en vertu d'une *lex Saenia* (29 av. J.-C.), augmentèrent le nombre des patriciens ⁽³⁾. Claude ⁽⁴⁾ et Vespasien ⁽⁵⁾ conférèrent aussi le patriciat. Plus tard l'empereur Commodus en fit un moyen de trafic et accorda cet honneur même à des affranchis ⁽⁶⁾.

Le patriciat changea complètement de nature depuis Constantin; il devint une dignité personnelle, attachée à l'exer-

(1) CIC., *p. dom.* 14, § 37-38.

(2) MOMMSEN, *Rech. rom.*, p. 122.

(3) TAC., *Ann.*, XI, 25, et NIPPERDEY ad h. I. SUET., *Caes.*, 41. *Monum. Ancy.*, II, 1. Cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 175, n° 12.

(4) TAC., *ib.*

(5) TAC., *Agric.*, 9. JUL. CAPIT., *M. Ant.*, 1.

(6) DIO CASS., LXXII, 12. LAMPRID., *Comm.*, 6.

cice de certaines hautes fonctions, et conférant plusieurs immunités (1).

De la transformation de la clientèle en institution purement privée, nous avons parlé plus haut.

(1) WALTER, § 368.

SECONDE PARTIE.

ÉPOQUE D'ACHÈVEMENT.

LIVRE I. — DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA SOCIÉTÉ.

SECTION I. — DES CITOYENS.

CHAPITRE PREMIER. — DE L'ACQUISITION DU DROIT DE CITÉ ⁽¹⁾. INGENUI ET LIBERTINI.

„ Ut sit civis quis, aut natus sit oportet aut factus ⁽²⁾. „
L'on naît citoyen ou on le devient. On le devient surtout de deux manières : par naturalisation ou par affranchissement.

I. *Par naissance.*

„ Conubio interveniente liberi semper patrem sequuntur : non interveniente conubio matris conditioni accedunt „ ⁽³⁾.

Il est dérogé à ce principe par une loi portée au commen-

(1) BECKER, II, 1, 89-97. LANGE, I, 446-447. TROISFONTAINES, I, 173-180. BEAUJON, *De variis modis quibus variis temporibus jus civitatis Romanae acquiri potuerit*. Leiden, 1845. A. W. ZUMPT, *De propagatione civitatis Romanae* dans ses *Studia Romana*. Berlin, 1859, 325-380. VILLATTE, *de propagatione civitatis Romanae*. Bonn, 1870.

(2) QUINTIL., *Inst. or.*, V, 10 § 65.

(3) ULP., V, 8.

cement de l'Empire : *Lex Mensia ex alterutro peregrino natum deterioris parentis conditionem sequi jubet.* ⁽¹⁾ »

II. *Par naturalisation*, ou collation du droit de cité à des *peregrini*, faite par le peuple (*civitatis donatio*) ⁽²⁾.

La naturalisation, accordée par un magistrat, n'est légale que si ce pouvoir lui a été délégué par une *lex* spéciale ⁽³⁾, ou si la collation de la *civitas* est confirmée ensuite par un vote du peuple.

Sulla et César usèrent largement de leur pouvoir dictatorial, presque illimité, pour admettre grand nombre de provinciaux au droit de cité.

Des moyens spéciaux d'acquisition de la *civitas* sont accordés aux *Latini* et *Latini juniani* ⁽⁴⁾.

La *civitas* est donnée ou bien *virilim*, *sigillatim* ⁽⁵⁾, ou à des villes, des contrées entières ⁽⁶⁾. Elle est complète ou incomplète : *civitas cum* ou *sine suffragio* ⁽⁷⁾.

Les *leges Julia* (90) et *Plautia Papiria* (89 av. J.-C.) confèrent le droit de cité à tous les Italiques ⁽⁸⁾.

(1) ULP., ib. — Comme le titre de *lex Mensia* n'est point cité ailleurs, et qu'une *gens Mensia* nous est absolument inconnue, PUCHTA (*Institut.*, II, § 217, ne h. Leipzig, 1857, 5^e éd.), a conjecturé avec beaucoup de vraisemblance que le mot *Mensia* est une corruption pour *A. Sentia* et qu'il s'agit de la *lex Aelia Sentia* de l'an 4 de notre ère.

(2) LIV., IV, 4 : *Jussu populi*. Les auteurs anciens regardent ces naturalisations comme une cause importante de l'agrandissement de l'empire romain. CIC., *p. Balb.*, 13. DENYS, I, 9.

(3) Une *lex Apuleia* donne ce droit à Marius (CIC., *p. Balb.*, 21); une *lex Gellia et Cornelia* à Pompée (CIC., ib., 8).

(4) Nous en parlerons plus tard.

(5) Cf. CIC., *p. Balb.*, 8. LIV., III, 29 etc. WALTER, § 93.

(6) Cf. LIV., VIII, 17, 21 etc.

(7) ZOELLER, *De civitate sine suffragio et municipio Romanorum*. Heidelberg, 1866. Le premier municipe *cum suffragio* fut Tuseulum, 381. av. J.-Chr. CIC., *p. Planc.*, 8. LIV., VI, 26; le premier municipe *sine suffragio*, Cacre, probablement en 353 av. J.-Chr. (LIV., VII, 20, XXVIII, 45. AULU-GELLE, XVI, 13. STRAB., V, 2, 3). Cf. MARQUARDT, III, 1, 7-14. Sur la condition des *municipes sine suffragio* voyez les *Ærarii*.

(8) AULU-GELLE, IV, 4, § 3, « *Civitas universo Latio lege Julia data est* ». Cf. CIC., *p. Balb.*, 8, 21. MARQUARDT, III, 1, 45-46. LANGE, II, 637.

Sous l'Empire le droit de naturalisation appartient à l'Empereur.

L'Empereur Caracalla (211-217 apr. J.-C.), dans un but fiscal ⁽¹⁾, accorda le droit de cité à tous les hommes libres qui, au moment de son édit, étaient domiciliés dans l'Empire romain ⁽²⁾.

Justinien abolit définitivement dans l'Empire romain toute distinction entre citoyens et pérégrins ⁽³⁾.

III. *Par manumissio justa*. L'introduction de ce mode d'acquisition de la *civitas* est attribuée à Servius Tullius ⁽⁴⁾.

Le citoyens se distinguent, au point de vue de la naissance, en *ingenui* et *libertini*. « *Ingenui sunt, qui liberi nati sunt* ⁽⁵⁾; *libertini, qui ex justa servitute manumissi sunt* ⁽⁶⁾. »

Les *cives libertini* se trouvent par rapport aux *cives ingenui* dans une grande infériorité politique et civile, que nous exposerons ailleurs.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DU JUS CIVITATIS.

Le droit de cité s'appelle *jus civitatis* ou *jus quiritium*.

Y a-t-il une distinction à faire entre ces deux termes? La question est controversée ⁽⁷⁾.

Les droits compris dans la *civitas* sont privés ou politiques : *Jura privata, jura publica* ⁽⁸⁾.

§ 1. *Des jura privata.*

Les *jura privata* se résument en deux droits principaux : le *jus conubii* et le *jus commercii*.

(1) « ἔργον, ὅπως πλείονα αὐτῶν καὶ ἐκ τοῦ τοιοῦτου προση, διὰ τὸ τοῦ ξένους τὰ πολλὰ αὐτῶν μὴ συντελεῖν. » DIO CASS., LXXVII, 9.

(2) *Dig.*, I, 5, 17.

(3) WALTER, § 421.

(4) DENYS, IV, 22. ZONAR., VII, 9.

(5) « *In jure civili, qui est matre libera, liber est* » CIC., *de nat. deor.*, III, 18.

(6) GAJ., I, 11. Cf. *Inst.*, I, 4-5.

(7) Cf. BECKER, II, 1, 98. LANGE, I, 92.

(8) BECKER, ib. WALTER, § 459. TROISFONTAINES, I, 147-149.

Au point de vue de l'exercice des droits privés les citoyens sont ou *sui juris* ou *alieni juris* ⁽¹⁾.

Sui juris (*paterfamilias*) est le citoyen qui, ne dépendant en droit d'aucun autre, dispose librement de sa personne et de ses biens ⁽²⁾.

Alieni juris, *alieno juri subjecti* sont les citoyens qui ne sont pas *sui juris*, à savoir les enfants *in patria potestate* ou *in mancipio*, les femmes *in manu mariti* ⁽³⁾.

Les citoyens *sui juris* jouissent seuls de la plénitude des *jura conubii* et *commercii* et des droits qui en découlent.

Article 1. — *Du jus conubii ou de la famille romaine* ⁽⁴⁾.

« *Conubium est uxoris jure ducendae facultas. Conubium habent cives Romani cum civibus Romanis; cum Latinis autem et peregrinis ita si concessum sit. Cum servis nullum est conubium* ⁽⁵⁾. »

Ce fut là le principe admis sous l'Empire; avant cette époque il y avait eu des exceptions à cette règle générale.

1° Le *conubium* entre patriciens et plébéiens ne fut admis que par la *lex Canuleia* (445) ⁽⁶⁾.

2° Le *conubium* entre *cives ingenui* et *cives libertini* ne date que des *leges Julia* et *Papia* sous Auguste ⁽⁷⁾, et encore avec certaines restrictions ⁽⁸⁾ :

a) Le mariage est interdit entre affranchis et membres de l'ordre sénatorial.

(1) *Inst.*, I, S. Cf. *Gaj.*, I, 48-50. *ULP.*, IV, 1.

(2) *Dig.*, L, 16, 195, § 2. Cf. *ib.*, I, 6, 4.

(3) *Gaj.*, I, 49. Cf. *Instit.*, I. S. *ULP.*, V, 1, VIII, 1, IX, 1, X. WALTER, § 501, ne 4. REIN, *Droit civil romain* (en all.). Leipzig, 1858, p. 120.

(4) ROSSBACH, *Recherches sur le mariage romain* (en all.). Stuttgart, 1853. FR. DE GERLACH, *De Romanorum connubio*. Halle, 1851.

(5) *ULP.*, V, 3-5.

(6) *Liv.*, IV, 6. *Cic.*, *De rep.*, II, 37. DENYS, X, 60, XI, 28.

(7) Cf. WALTER, § 105 et 353. D'après REIN, *Dr. c.*, 402, et d'autres, le mariage entre *ingenui* et *libertini* n'était pas défendu sous la République, mais mal réputé. Voyez cependant *Liv.*, XXXIX, 19.

(8) *Dig.*, XXIII, 2, 13 et 44.

b) Il est défendu à une *patrona* d'épouser son *libertus*, excepté "*si patrona tam ignobilis sit, ut ei honestae sint vel liberti sui nuptiae*".

Du *jus conubii* découlent le *jus manus*, le *jus patriae potestatis* et les *jura agnationis*.

La famille romaine est basée sur le mariage, contracté conformément au droit civil romain : *matrimonium justum* ou *ex jure civili, justae nuptiae* ⁽¹⁾.

Les conditions requises pour contracter un tel mariage sont ⁽²⁾ :

1° le *conubium* entre les deux parties contractantes,

2° l'âge de puberté (14 ans pour les garçons, 12 pour les filles) ⁽³⁾,

3° leur consentement réciproque, et celui de leurs parents, s'ils sont in *potestate*,

4° l'absence d'un degré déterminé de parenté, différent aux diverses époques ⁽⁴⁾.

Le mariage, contracté en dehors de ces conditions (*ex jure gentium*), ne produit pas d'effets civils.

Le *matrimonium justum* admet deux formes : la forme libre (*matrimonium sine manu*) et la forme stricte (*matrimonium cum manu, cum conventione in manum*) ⁽⁵⁾.

Dans la forme libre l'épouse (*uxor*) conserve sa condition

(1) GAJ., I, 55, 76. ULP., V, 10. *Dig.*, I, 5, 24. — LANGE, I, 112-113. REIN, *dr. c.*, 368-370, 393-398. WALTER, § 517 et 533.

(2) ULP., V, 2. — LANGE, I, 101-103. MARQUARDT, V, 1, 28-30. REIN, *dr. c.*, 399-407. WALTER, § 521. E. BOZON, *des conditions de validité du mariage romain*. Versailles. 1868.

(3) Cf. MACROB., *In somn. Scip.*, I, 6, § 71. *Cod.* V, 4, 24. CRAMER, *De pubertatis termino ex disciplina Roman.* dans ses *Opuscula*. Leipzig, 1837, p. 40.

(4) PLUT., *Quaest. rom.*, 6. LIV., XLII, 34. GAJ., I, 55-64. ULP., V, 6. D'après un fragment de LIV., XX, récemment découvert, le mariage était défendu anciennement jusqu'au 7^e degré. Cf. KRUEGER et MOMMSEN, *Anecdota Livianum*, dans le *Hermes*, IV, 371-376. 1870. — Sur la *gentis enuptio* voyez MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 9-10, n° 5. MARQUARDT, V, 1, 29, n° 138.

(5) CIC., *Top.*, 3 § 14, 4 § 23. QUINTIL., V, 10 § 62. ULP., XXVI, 7. GAJ., I, 109. — LANGE, I, 103-108. MARQUARDT, V, 1, 30-32. REIN, *Dr. c.*, 375-393. WALTER, § 504-507, § 519.

juridique antérieure; elle reste *in patria potestate* ⁽¹⁾ ou *sui juris*.

Dans la forme stricte le mari acquiert sur l'épouse (*materfamilias*) un ensemble de droits réels et personnels, appelé *Manus*.

La forme libre n'exige d'autres formalités légales que l'expression du consentement des deux parties.

Dans la forme stricte la *manus* est acquise de trois manières différentes ⁽²⁾:

1° par les formalités du mariage religieux et exclusivement patricien, appelé *Confarreatio* ⁽³⁾,

2° par l'achat de la *manus*, précédant ou suivant l'expression du consentement en mariage, *Coemptio*,

3° par la prescription, transformant la forme libre en forme stricte par la cohabitation ininterrompue d'une année, *Usus* ⁽⁴⁾.

Durant les premiers siècles de la République la forme stricte prévalait, durant les derniers siècles la forme libre.

La famille romaine ⁽⁵⁾ se compose du *paterfamilias*, de l'épouse qu'il a *in manu* ⁽⁶⁾ et des enfants, sur lesquels il a la *patria potestas*, qu'ils soient ses enfants propres, issus d'un *matrimonium iustum*, ou qu'il les ait adoptés.

Un *sui juris* seul peut être vraiment *paterfamilias*; car la *materfamilias* et les enfants d'un *alieni juris*, en droit strict, ne sont pas *in manu mariti* ni *in patria potestate*; mais ils

(1) Cela est si vrai que le père peut enlever sa fille au mari, *abducere* (ENN., *Fragm. Cresph.*, 7. PLAUT., *Stich.*, I, 1, 14 etc.).

(2) SERV., *ad Georg.*, I, 31. GAI., I, 110-113. — EGGERS, *De la nature et des particularités de l'ancien mariage romain avec manus* (en all.) Altona, 1833. KARLOWA, *Les modes du mariage romain cum manu* (en all.) Bonn, 1868.

(3) ULP., IX, 1. DENYS, II, 25. SERV., *ad Aen.*, IV, 374. — MARQUARDT, IV, 236-237. PAGENSTECHER, *de confarreatione*, Bonn, 1848.

(4) « *velut annua possessio*. » GAI., I, 111. Cf. GELL., III, 2 § 12.

(5) LANGE, I, 95-98. WALTER, § 511-514. THOEN, *La famille romaine considérée spécialement au point de vue du droit privé* (en all.). Kronstadt, 1857. Sur la constitution de la famille gréco-italique voyez FUSTEL DE COULANGES, *la cité ant.*, 94-113.

(6) En ce cas seul l'épouse sort de la famille de son père pour entrer juridiquement dans celle de son mari. GAI., I, 111. DENYS, II, 25.

dépendent de celui *in potestate* duquel le mari ou le père se trouve (beau-père (*neptis loco*) ⁽¹⁾, grand-père).

Le *paterfamilias* est le chef de sa *familia* ⁽²⁾ :

I. Il est le prêtre du culte de la famille ⁽³⁾.

En cette qualité il offre, à des époques déterminées et en présence des membres de la famille, des sacrifices ⁽⁴⁾ aux *Di penates*, protecteurs de la maison et plus spécialement de la *cella penaria* ou du *penus* ⁽⁵⁾, et aux *Lares* ⁽⁶⁾ *domestici* ou *familiares*, dieux protecteurs des personnes qui composent la famille. Les *Lares* ne sont autres que les âmes des ancêtres de la famille (*Di manes*) ⁽⁷⁾, qui, s'ils sont honorés, exercent de leur demeure souterraine une influence salutaire sur les générations vivantes ⁽⁸⁾. Le foyer toujours allumé dans l'*atrium* est le sanctuaire des *Lares* et des *Pénates* : près du foyer se trouvent leurs statues ⁽⁹⁾. À ce culte la famille ajoute celui du *genius* du *paterfamilias* vivant, symbole de la force vitale qui perpétue la famille ⁽¹⁰⁾.

(1) Gaj., I, 159.

(2) Dig., L, 16, 195.

(3) MARQUARDT, IV, 143, 203-209, 212-213. KLAUSEN, *Enée et les Pénates* (en all.) Hambourg, 1839-40. 2 v. SCHOEMANN, *de diis Manibus, Laribus et Geniis*. Greifswald, 1840. HERTZBERG, *de diis Romanorum patriis sive de Larum atque Penatium religione et cultu*. Halle, 1840. KRAHNER, *Penates* (en all.) dans ERSCH u. GRUBER's, *Encyclop.* DANZ, *La protection du droit sacré en droit romain* (en all.). Jena, 1857. Le savant ouvrage de FUSTEL DE COULANGES, *la cité antique*, a démontré jusque dans les détails l'influence considérable que le culte de famille (du foyer et des ancêtres) a exercée sur le droit privé et même sur les institutions politiques des cités gréco-italiques.

(4) CAT., de r. r., 143 (144) : "Scito dominum pro tota familia rem divinam facere." Cf. CIC., de leg., II, 19 § 47.

(5) De là le nom. CIC., de nat. deor., II, 27 § 68. Cf. VARR., de l. l., V, 33, p. 162. Sp. Au mois de janvier, on honorait les Pénates par des sacrifices (*Menologia rust.* dans le *Corp. Inscr. lat.*, I, 358).

(6) Sur l'étymologie de ce nom voyez MARQUARDT, IV, 212, n° 1263.

(7) SERV., ad Aen., VI 152. *Di Manes Di boni* cf. VARR., de l. l., VI, 2, p. 187 Sp.

(8) Voyez une inscription publiée par RITSCHL, *Ind. lect. aest.* Bonn, 1853, p. 7, 11. Cf. SERV., ad Aen., III, 63.

(9) VERR., Aen., I, 703-704. SERV., ad Aen., XI, 211. Cf. LAMPR., *Al. Sev.*, 30.

(10) MARQUARDT, IV, 213, n° 1266.

L'entretien du culte de famille est hypothéqué sur la fortune du *paterfamilias*, et incombe aux héritiers de la *res familiaris* ⁽¹⁾. De là l'expression proverbiale : *haereditas sine sacris* ⁽²⁾.

II. Il est seul propriétaire de la *res familiaris* (esclaves et autres propriétés) dont il dispose souverainement durant sa vie et par testament.

III. Il a des droits personnels et réels sur l'épouse *in manu* et les enfants *in patria potestate*.

1° Droits du mari sur l'épouse *in manu* ⁽³⁾ :

A. Il est propriétaire de tout ce que la femme a ou acquiert ⁽⁴⁾.

B. Il juge et punit les délits de sa femme, mais il doit être assisté d'un conseil de famille (*judicium domesticum*). Dans les temps anciens, ce tribunal prononçait, contre la femme coupable, même la peine de mort ⁽⁵⁾, plus tard ordinairement le divorce ⁽⁶⁾.

(1) CIC., *de leg.*, II, 19 § 48, 21 § 52. MARQUARDT, IV, 238. SAVIGNY, *de la manière juridique de traiter les sacra privata des Romains* dans ses *Verm. Schrift.*, I, surtout, 153-173.

(2) PLAUT., *Capt.*, IV, 1, S. FEST., 290^a.

(3) LANGE, I, 100-101 et 110-112. MARQUARDT, V, 1, 7-8. REIN, *Dr. c.*, 371-375, 414-422. WALTER, § 503, 518, 525-531. VAN MAANEN, *De muliere in manu et in tutela secundum Gaji instit. principia*. Leiden, 1823. HASSE, *Le droit de propriété des époux d'après le droit romain* (en all.). Berlin, 1824. TROPLONG, *Du mariage chez les Romains et de la puissance maritale* dans la *Revue de législation*. Paris, 1844, p. 129-57. HASE, *De manu juris Romani antiquioris*. Halle, 1847. FRESQUET, *De la manus en droit romain* dans la *Revue historique du droit français et étranger*. Paris, 1856. T. II. p. 135.

(4) « Quum mulier viro in manum convenit, omnia, quae mulieris fuerunt, viri fiunt dotis nomine. » CIC., *Top.*, 4 § 23. Cf. GAJ., II, 86, III, 83.

(5) TAC., *Ann.*, XIII, 32 : *de capite famaque*. PLIN., XIV, 14, 13. VAL. MAX., VI, 3, 7.

(6) FRESQUET, *Du tribunal de famille chez les Romains* dans la *Revue historique du droit français* etc. Paris, 1855. T. I, p. 125. ZUMPT, *Dr. crim. de la rép. rom.*, I, 1, 354-358. Nous ne sommes guère renseignés ni sur le mode de procédure devant ce tribunal, ni sur le degré de parenté auquel s'étendait le droit d'en faire partie. Les anciens emploient des termes très-généraux : *oi ττρεῖσι*; (DENIS, II, 25), *cognati* (PLAUT., *Amphit.*, 847-853. VAL. MAX., VI, 3, 37), *propinqui* (TAC., *Ann.*, II, 50, XIII, 32). Cf. POLYB. d'après ATHÉN., X, 56 (ed. Schweigh.). — D'après REIN (*Dr. c.*, 416) et RUDORFF

Le mari qui surprend sa femme en flagrant délit d'adultère, a le droit de la tuer *sine judicio, impune*, qu'elle soit *in manu* ou non ⁽¹⁾.

La femme *in manu*, au point de vue du droit de succession, "*filiae locum optinebat*" ⁽²⁾.

2° Droits du *paterfamilias* sur ses enfants : *patria potestas* ⁽³⁾.

La *patria potestas* est un *jus proprium civium Romanorum* ⁽⁴⁾.

A. Le père est propriétaire de tout ce que ses enfants acquièrent ⁽⁵⁾. Cependant il peut concéder à ses fils l'administration et l'usufruit de certaines acquisitions (*peculium*) ⁽⁶⁾.

(Hist. du dr. rom., II, § 99, Leipzig, 1859), le mari, assisté du conseil, juge et punit aussi la femme qui n'est pas *in manu*; nous croyons avec WALTER, § 525, que dans ce cas le droit de coercition appartenait au *paterfamilias*; ou si la femme était *sui juris*, à ses *cognati* seuls. Cf. LIV., XXXIX, 18. Voyez aussi ZUMPT, I, 1., 356.

(1) CATON, cité par AULU-GELLE, X, 23, § 5. Cf. QUINTIL., *Inst. or.*, VII, 1, § 6. PIRMEZ, *De marito tori violati vindice* Louvain, 1822. REIN, *Dr. crim.*, 835-850. Ce droit fut enlevé au mari par la *lex Julia de adulteriis* (PAULL., II, 26 § 4). — Hormis ce cas, le mari n'avait point sur la femme, même *in manu*, au moins à l'époque historique, ni le *jus necis*, ni le *jus vendendi* (PLUT., *Rom.*, 22, S. AUGUST., *Ep.*, 157, v. II, p. 422. Bened.).

(2) GAI., I, 111. Cf. ib., 114. ULP., XXII, 14. DENYS, II, 25.

(3) Dig., I, 16, 215. ULP., V, 1. *patria majestas*, LIV., IV, 45, *jus patrimonium*, LIV., I, 26, *imperium paternum*, PLAUT., *Pers.*, III, 1, 15. — LANGE, I, 114-117. MARQUARDT, V, I, 4. WALTER, § 502, 534-542. REIN, *Dr. c.*, 468-469, 482-496. ROYER, *De patria potestate*. Groningen, 1808. BERGH, *De nimia Romanorum patrum in liberos potestate*. Leiden, 1823. KOENEN, *De patria potestate et statu familiae*. Amsterdam, 1831. HÄSOLD, *Synopsis variarum immolationum et ambitus et acquisitionis solutionisque patriae Romanorum potestatis*. Ansbach, 1833. G. LOEBELL, *de jure filii familiae*, Marbourg, 1853. DERNBURG, *La puissance paternelle* (en all.). Zurich, 1854. THOEN, *La famille romaine* (en all.). Kronstadt, 1857, p. 13. J. DE BADEN, *de patriae ap. Rom. potestatis origine atque indole*. Cracovie, 1857.

(4) GAI., I, 55. — Nous voyons cependant par le document de Salpensa (*lex Salpens.*, p. 374, 3, MOMMSEN) que les *Latini coloniarii* jouissaient aussi de la *patria potestas*. Ce droit est un *jus proprium civium*, en ce sens que chez ceux-ci il a été porté jusqu'aux dernières limites. — Un pérégrin ne peut exercer la *patria potestas* sur un citoyen, ni un citoyen sur un pérégrin. GAI., I, 128. ULP., X, 3.

(5) GAI., II, 56-87, 96. ULP., XI, 18-19. DENYS, VIII, 79.

(6) Dig., XV, 1.

Il leur laissait principalement celles qu'ils faisaient à l'occasion ou au moyen du service militaire (*peculium castrense*) ⁽¹⁾.

B. Le père exerce sur ses enfants le *jus vitae necisque* ⁽²⁾.

Le *jus necis* implique à *fortiori* le droit d'exposer les enfants à leur naissance ⁽³⁾, de les vendre comme esclaves à l'étranger ⁽⁴⁾, de les céder temporairement à un tiers par une vente, appelée *mancipatio* (*mancipio datus*, *mancipium*), soit pour éteindre une dette, soit pour réparer un dommage : *noxae dare, ex noxali causa* ⁽⁵⁾.

Une loi des XII Tables portait : *si pater filium ter venunduit, filius a patre liber esto* ⁽⁶⁾.

En retour la loi reconnaît aux enfants *in patria potestate* :

a) la condition civile et politique de leur père,

b) le droit de porter son *nomen gentilicium* et son *cognomen*,

c) le *jus haereditatis legitimae*.

Jusqu'à l'Empire le *paterfamilias* a possédé tous les droits de la *patria potestas* sans restriction légale aucune. Seul le *mos majorum* en adoucissait un peu les rigueurs : ainsi il était contraire au *mos majorum* d'exposer les enfants à moins qu'ils n'eussent une difformité native, constatée par cinq voisins ⁽⁷⁾, et de vendre des fils mariés ⁽⁸⁾. Ainsi le *mos majorum* prescrivait encore que le père se fit assister d'un conseil de famille dans la juridiction sur ses enfants.

(1) *Lig.*, XLIX, 17. Auguste permit au fils de disposer de ce *peculium* par testament *ULP.*, XX, 10.

(2) DENYS, II, 26, VIII, 79. AULU-GELLE, V, 19, § 9. Les exemples de l'exercice de ce droit sont réunis par ROSSBACH, *Le mar. rom.*, 15, sqq. Voyez aussi ZUMPT, *Le droit crim. de la rép. rom.*, I, 1, 349-354.

(3) Des exemples se trouvent chez SUT., *Cal.*, 5, *Aug.*, 65, etc.

(4) DENYS, II, 27. *Cic.*, *p. Caec.*, 34, § 98, *de or.*, I, 40, § 181.

(5) GAJ., I, 116-117, 140, IV, 75, 79. Nous parlerons au ch. du *droit de cité incomplet* de la condition des enfants *in mancipio*. — L'*abdicatio* ou *relegatio* (ἀποκρίσεις) est une institution grecque qui fut aussi appliquée à Rome, mais qui n'avait d'effets juridiques que quand elle était accompagnée d'*exhaereditatio*. *Cod.*, VIII, 47, 6. Cf. *Instit.*, I, 11, 3.

(6) *ULP.*, X, 1. GAJ., I, 132. DENYS, II, 27.

(7) DENYS, II, 15, attribue cette restriction à Romulus. Cf. *Cic.*, *de leg.*, III, 8 § 19.

(8) Cette défense est attribuée à une loi de Numa. DENYS, II, 27, *PLUT.*, *Num.*, 17.

Mais l'Empire apporta des restrictions successives aux aux droits personnels du *paterfamilias* : du temps d'ULPIEN et de PAULUS (1^{re} moitié du III^e siècle apr. J.-C.) l'Etat ne reconnaît plus au père le *jus necis*, et l'exposition de l'enfant est assimilée au meurtre (1). Du temps de Dioclétien, il était défendu au père de vendre ses enfants (2). Enfin Constantin (319 apr. J.-C.) décrète contre le père, qui tue son enfant, la *pœna parricidii* (3).

Le *paterfamilias* exerce les droits de la *patria potestas* :

1^o sur les enfants qu'il a procréés dans un *matrimonium justum* : *liberi justî, legitimi* (4);

2^o sur ceux qu'il a adoptés.

En effet l'adopté cesse d'appartenir légalement à sa *gens* et à sa famille, et entre dans celles de l'adoptant (5). Aussi prend-il le *nomen gentilicium* et le *cognomen* de son père adoptant ; mais pour conserver le souvenir de son origine, il ajoute à ses noms le *nomen gentilicium* modifié de son père. Ex. *Publius Cornelius Scipio Aemilianus* (6).

L'institution romaine de l'adoption a une importance considérable au point de vue politique et religieux :

a) pendant l'époque que les *gentes patriciae* jouissaient seules du droit de cité, l'adoption offrait un moyen facile de prévenir l'extinction d'une *gens*, et partant, de son culte.

b) plus tard, l'adoption fut le mode ordinaire de passer d'une *gens* patricienne dans une famille plébéienne et vice-versa.

Conditions générales requises pour l'adoption. Il faut :

1) Que l'adoptant et l'adopté soient citoyens.

(1) ULP. *Dig.*, XLVIII, 8, 2. PAUL. *Dig.*, XXV, 3, 4.

(2) Rescrit de Dioclétien. *Cod.*, IV, 43, I.

(3) *Cod.*, IX, 17, I.

(4) GAI., I, 77. CIC., *de rep.*, V, 5.

(5) *Dig.*, I, 7, 23. — LANGE, I, 117-121. WALTER, § 543-547, REIN, *Dr.* c., 470-482. SCHEURL, *De modis liberos in adoptionem dandi*. Erlangen, 1850. DEMELIUS, *La fiction juridique au point de vue historique et dogmatique* (en all.). Weimar, 1858, p. 26.

(6) LIV., XLIV, 44. Cf. XLV, 41. — TH. MOMMSEN, *L'adoption de Pline* (en all.) dans le *Hermes*. T. III, 1868, p. 66-68, 70-74 et 133-136.

2) Que l'adoptant soit *sui juris*.

3) Qu'il soit plus âgé que l'adopté au moins de 18 ans ⁽¹⁾.

4) Il faut le consentement de l'adoptant, et du père de l'adopté ou de l'adopté lui-même s'il est *sui juris* ⁽²⁾.

5) Les femmes ne peuvent adopter ⁽³⁾, au moins jusqu'aux derniers siècles de l'Empire.

Les formalités de l'adoption diffèrent selon que le citoyen qui doit être adopté est *sui juris* ou *alieni juris*. Dans le premier cas l'adoption est un acte du droit public et s'appelle *adrogatio*; dans le second cas elle est du domaine du droit privé et se dit *adoptio per aes et libram* ⁽⁴⁾. L'*adrogatio* se fait *per populum*, parce que le *populus* exerce seul le *jus necis* sur les citoyens *sui juris*, et, qu'en cas d'*adrogatio* un *sui juris* devenant *alieni juris*, le peuple renonce, en faveur de l'adoptant, à l'exercice de ce droit sur un citoyen.

1. *Adrogatio* ⁽⁵⁾.

Après que le collège des Pontifes a fait une enquête (*causae cognitio*) ⁽⁶⁾ sur les causes de l'adoption, sur le sort réservé au culte de famille et au culte gentilice de l'*adoptandus* etc., et qu'il a porté un décret favorable, les *comices curiales* sont convoqués pour voter sur l'adoption. Le consentement des deux parties étant constaté ⁽⁷⁾, le président soumet au vote des comices la *rogatio* suivante :

(1) *Dig.*, I, 7, 40, § 1. *Gaj.*, I, 106.

(2) *Cic.*, *p. dom.*, 29, § 77. *Aulu-Gelle*, V, 19, § 4. *Gaj.*, I, 99.

(3) *Gaj.*, I, 104. *Ulp.*, VIII, 7^a.

(4) *Ulp.*, VIII, 2-3. *Cf. Gaj.*, I, 98-99. *Gell.*, V, 19 § 1-2.

(5) *Becker*, II, 1, 392. *Marquardt*, II, 3, 190-196, IV, 239-240.

(6) *Aulu-Gelle*, V, 19 : «*Sed adrogationes non temere nec inexplorate committuntur : nam comitia, arbitris pontificibus, praebentur, quae «curiata» appellantur, actusque ejus, qui adrogare vult, an liberis potius gignendis idonea sit, bonaque ejus, qui adrogatur, ne insidiosae appetita sint, consideratur, jusque jurandum a Q. Mucio, pontifice maximo, conceptum dicitur, quod in adrogando juraretur.*» *Cf. Cic.*, *p. dom.*, 13, § 34. «*Quae causa... cuique sit adoptionis, quae ratio generum ac dignitatis, quae sacrorum, quaeri a Pontificum collegio solet.*» *Cf. ib.*, 14, § 36.

(7) «*Quae species adoptionis dicitur adrogatio, quia et is, qui adoptat, rogatur, id est interrogatur, an velit eum, quem adoptaturus sit, iustum sibi filium esse; et is, qui adoptatur, rogatur, an id fieri patiat; et populus rogatur, an id fieri jubeat.*» *Gaj.*, I, 99.

" *Velitis, jubeatis uti L. Valerius L. Titio tam jure legeque filius siet, quam si ex eo patre matreque familias ejus natus esset, utique ei vitae necisque in eum potestas siet, uti patri endo filio est. Haec ita uti dixi, ita vos Quirites rogo* ⁽¹⁾. "

Ne peuvent être adrogés ni les femmes, ni, dans le droit ancien, les impubères ⁽²⁾.

Les comices curiates conservent cette attribution jusqu'aux premiers siècles de l'Empire ⁽³⁾.

Depuis Dioclétien (286 apr. J.-C.) la *lex curiata* est remplacée par un rescrit impérial : *ex indulgentia principali* ⁽⁴⁾.

2° L' *adoptio per aes et libram* ⁽⁵⁾ est un acte civil qui se passe entre les deux parties intéressées, en présence d'un magistrat judiciaire.

En principe, le *patria potestas*, dans toute sa rigueur, appartient au *paterfamilias*, sa vie durant.

Le *filiusfamilias* quand il atteint l'âge de puberté, passe

(1) GELL., V, 19. Cf. CIC., *p. dom.*, 29 § 77.

(2) "*Cum feminis nulla comitorum communio est.*" AULU-GELLE, V, 19, § 10. Cf. *ib.*, § 7. GAJ., I, 101-102. ULP., VIII, 5. — Bien que nous soyons d'avis que les plébéiens n'ont pas eu le droit de vote aux comices curiates, nous ne voyons aucune contradiction à admettre que les plébéiens aient pu adroger ou être adrogés devant ces comices (LANGE, I, 125). C'est sans preuve que NIEBUHR, *H. r.*, I, 535, sqq., BECKER et MARQUARDT, attribuent l'*adrogatio* des plébéiens aux comices centuriates. Voyez LANGE, I, 120. WALTER, § 50 ne 11.

(3) Tibère est adrogé par Auguste, *lege curiata*, SUET., *Aug.*, 65; de même Néron par Claude. TAC., *Ann.*, XII, 26, 41.

(4) *Cod.*, VIII, 48, 2.

(5) GELL., V, 19. GAJ., I, 134. Cf. SUET., *Aug.*, § 64. D'après MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 76-77, dans les premiers siècles de la République le collège des Pontifes aurait eu un droit d'enquête aussi dans ce mode d'adoption. — A ces deux modes on peut encore ajouter l'*adoptio per testamentum*. Bien que sous l'Empire cette adoption n'eût en réalité d'autres effets que la *haereditas institutio sub conditione nominis ferendi* (*Dig.*, XXXVI, 1. 63, § 10), il semble que sous la République elle produisait pour l'adopté les mêmes effets civils que l'adoption entre vifs. Peut-être, dans le principe, devait-elle être ratifiée par une *lex curiata*. Voyez BACHOFEN, *De l'adoption testamentaire* (en all.) dans les *Ausgew. Lehren des roem. Civilrechts*, Bonn, 1848, p. 228, et surtout MOMMSEN, dans le *Hermes*, T. III, 1865, p. 63-66, 68-70. Le droit d'adopter par testament semble avoir existé aussi pour les femmes. Cf. CIC., *ad Att.*, VII, 8, § 3. MOMMSEN, I. I., 64-65.

de l'enfance à la *juventus* ⁽¹⁾, par une cérémonie religieuse qui est célébrée ordinairement aux *Liberalia* ⁽²⁾ (17 mars). Il dédie aux dieux Lares les *insignia pueritiae*, la *bullæ* ⁽³⁾, il dépose la *toga praeexta* ⁽⁴⁾ et se revêt de la *toga virilis* ⁽⁵⁾. Ensuite, il est conduit par son père, accompagné de parents et amis, au *forum*, et inscrit dans une tribu sur la liste des citoyens ⁽⁶⁾, probablement au *tabularium* des tribuns sur le Capitole ⁽⁷⁾. Dès lors ⁽⁸⁾ il est astreint au service militaire, et admis à l'exercice des droits politiques (*jus suffragii et honorum*) ⁽⁹⁾.

Mais la majorité politique n'entraîne pas la majorité civile ⁽¹⁰⁾. Les effets de la *patria potestas* peuvent être suspendus momentanément, par ex., quand le fils est soumis à

(1) MARQUARDT, V, 1, 125-139.

(2) OVID., *Fast.*, III, 771 suiv. CIC., *ad Att.*, VI, 1, § 12.

(3) PROPERC., V, 1, 131. PERS., V, 31.

(4) CIC., *De amic.*, 10, § 33.

(5) CIC., *Phil.*, II, 18. Elle se nomme aussi *pura* (CIC., *ad Att.*, V, 20, § 9). *libera* (PROP., l. 1.). Dès lors le jeune homme est *vesticeps*, tandis qu'auparavant il était *investis* (PAUL. DIAC., p. 368. Cf. MACROB., *Sat.*, III, 8, § 7).

(6) APP., *B. c.*, IV, 30. Cf. DION CASS., LV, 22, LVI, 29. Cf. SÉNÈQ., *Epit.*, 4, § 2.

(7) MARQUARDT, V, 1, 128, n° 657.

(8) Sous l'empire l'âge légal de puberté était de 14 ans pour les garçons. Voyez p. 67. D'autre part, sous la République, l'âge requis pour le service militaire, et partant pour l'exercice du *jus suffragii*, était de 17 ans (16 ans révolus d'après BECKER, II, 1, 215, 17 ans révolus d'après MARQUARDT, V, 1, 125, n° 639). De cette contradiction il y en a qui ont conclu que la toge virile n'était prise qu'à l'occasion de la majorité politique, distincte de la majorité civile (*pubertas*). Tel est l'avis de REIN, *Dr. c.*, 148, n° 1. Il semble plus probable que jusqu'aux derniers siècles de la République l'âge légal de puberté coïncidait avec la majorité politique (16 à 17 ans), et que seulement vers la fin de la République et surtout sous l'Empire, alors que les droits politiques du citoyen eurent été singulièrement restreints, la prise de la toge virile comme reconnaissance légale de l'âge de puberté, fut mise à 15 et ensuite à 14 ans. C'est l'opinion de SAVIGNY, *Système du dr. r.*, III, 59, développée davantage par MARQUARDT, V, 1, 134-139.

(9) « *Filius familias in publicis causis loco patrisfamilias habetur.* » Dig., I, 6, 9.

(10) Le père exerce sa *potestas* même à l'égard de son fils, devenu magistrat. Cf. LIV., IV, 45. CIC., *de inv.*, II, 17 § 52. VAL. MAX., V, 4, 5. DENTS, II, 26.

l'*imperium* militaire du consul; mais elle ne cesse réellement, et l'enfant in *patria potestate* ne devient *sui juris* que dans les cas suivants ⁽¹⁾ :

1° par la mort naturelle ou civile du *paterfamilias*.

2° par *emancipatio* ⁽²⁾. L'émancipation est un acte de droit privé qui se passe devant le magistrat judiciaire, et qui a pour effet d'éteindre la *patria potestas*. L'enfant émancipé non-seulement devient *sui juris*, mais encore il sort juridiquement de la famille de son père pour fonder une famille nouvelle.

La mort du *paterfamilias* scinde la *familia* en plusieurs *familiae*. "*Quum paterfamilias moritur, quotquot capita ei subiecta fuerint, singulas familias incipiunt habere; singuli enim patrumfamiliarum nomen subeunt*" ⁽³⁾.

Mais entre les enfants qui au moment de la mort du *paterfamilias* se trouvaient encore sous sa *patria potestas*, et entre eux seuls, subsiste la parenté légale, appelée *Agnatio*. "*Agnati sunt a patre cognati virilis sexus, per virilem sexum descendentes*" ⁽⁴⁾ "

Les parents du sang, qui ne sont point *agnati*, sont *cognati* (*naturalis cognatio*) ⁽⁵⁾.

Le terme de *cognatio* est tantôt générique, indiquant la parenté du sang en général, tantôt spécifique et, en ce cas, opposé à *agnatio* ⁽⁶⁾.

La parenté d'alliance se dit *affinitas*. "*Affines sunt viri et uxoris cognati*" ⁽⁷⁾. "

(1) GAJ., I, 127-129, 132. ULP., X. PAULL., II, 25. — MARQUARDT, V, 1, 6. WALTER, § 548. REIN, *Dr. c.*, 496-499.

(2) LANGE, I, 122. UNTERHOLZNER, *Des formalités de l'émancipation* (en all.) dans le *Zeitschrift fuer gesch. Rechtsw.* Berlin, 1816. T. II.

(3) Dig., L, 16, 195 § 2.

(4) ULP., XI, 4. GAJ. (I, 156) dit de même : "*Sunt autem agnati per virilis sexus personas cognatione juncti, quasi a patre cognati.*"

(5) GAJ., I, 156. — Le fils émancipé, la fille entrée dans la *manus* de son mari, ne sont pas *agnati*, mais *cognati* de leurs frères ou sœurs.

(6) Dig., XXXVIII, 10, 4 § 2. — WALTER, § 512-513. REIN, *dr. c.*, 499-506. Cf. FUSTEL DE COULANGES, *la cité ant.*, 58-62.

(7) Dig., ib., § 3. — KLENZE, *Les droits de parenté des cognati et des affines* (en all.) dans le *Zeitschrift fuer gesch. Rechtsw.* Berlin, 1820. T. VI, p. 1-200.

L'ancien droit ne reconnaissait l'exercice des droits réels de la parenté qu'à l'*agnatio (legitima, civilis cognatio)* ⁽¹⁾.

Les *jura agnationis* ⁽²⁾ sont :

1° *Jus haereditatis legitimae* ⁽³⁾.

« *Si intestato moritur, cui suus haeres nec escit, agnatus proximus familiam habeto.* » Loi des XII Tables ⁽⁴⁾.

La rigueur de ce droit de succession fut modifiée dans l'intérêt des *cognati* en partie par le droit prétorien, en partie par des sénatusconsultes sous l'Empire.

2° *Jus tutelae legitimae* ⁽⁵⁾, droit de tutelle sur les fils *sui juris* mineurs et sur les femmes *sui juris (tutela pupillaris et muliebris)*, à défaut de tutelle testamentaire ⁽⁶⁾.

3° *Jus curae legitimae* ⁽⁷⁾. Droit de curatelle sur les *furiosi* et les *prodigi* ⁽⁸⁾.

Art. 2. — *Du jus commercii ou du droit de propriété* ⁽⁹⁾.

Le *jus commercii* appartient aux *cives sui juris*, aux *Latini*

(1) GAJ., III, 10. *Dig.*, I. 1.

(2) LANGE, I, 202-212.

(3) LANGE, I, 156-157. WALTER, § 641-649. REIN, *Dr. c.*, 817-821. GANS, *Du droit de succession* (en all.). Berlin, 1825. 2 vol. VERING, *Le droit de succession romain dans son développement historique et dogmatique* (en all.). Heidelberg, 1861. LASSALLE, *La nature du droit de succession romain et germanique dans son développement historico-philosophique* (en all.). Leipzig, 1861, formant la deuxième partie du *System der erworbenen Rechte*.

(4) ULP., XXVI, 1. Cf. GAJ., III, 9. Voyez p. 24.

(5) WALTER, § 549-556. REIN, *Dr. c.*, 512-543. RUDORFF, *Le droit de tutelle* (en all.). 3 t. Berlin, 1832-34.

(6) ULP., XI, 3. GAJ., I, 155, 164. *Dig.*, XXVI, 1, 1. — La *tutela muliebris* disparaît sous l'Empire. SZULDRZYNSKI, *De origine ac progressu tutelae muliebris, quae apud Romanos obtinuit*. Berlin, 1853.

(7) WALTER, § 556-558. REIN, *Dr. c.*, 543-551.

(8) ULP., XII, 2. Cf. PAULL., III, 4a § 7. — Dans la suite l'autorité intervint de plus en plus, au dépens des droits des *agnati*, dans la désignation des tuteurs et curateurs : *tutela dativa, cura honoraria*.

(9) LANGE, I, 127-148. WALTER, § 559-579. REIN, *Dr. c.*, 175-306. BALLHOORN ROSEN, *La doctrine du dominium* (en all.). Lemgo, 1822. BOSCH KEMPER, *Historica expositio doctrinae juris Romani de dominio*. Groningen, 1837. GIRAUD, *Recherches sur le droit de propriété chez les Romains*. Paris, 1835. PAGENSTECHE, *La doctrine romaine sur la propriété* (en all.). 3 part. Heidelberg, 1857-1859.

et à ceux d'entre les *Peregrini* « *quibus commercium datum est* » (1).

Le *jus commercii* (2) confère principalement le droit de propriété conforme au droit civil romain : *dominium ex jure quiritium, legitimum*, ou simplement *dominium* (3). Le *dominus ex jure quiritium* possède sur sa chose un droit absolu de disposition, sauf les restrictions que la loi y apporte dans l'intérêt public et privé (4).

Pour exercer la propriété quiritaire sur une chose, il faut :

1° Que le propriétaire ait le *jus commercii*,

2° Que la chose soit *in commercio*, c'est-à-dire, susceptible de *dominium* individuel. Certaines choses sont *extra commercium* ou *patrimonium* (5), entr'autres :

a) les *res divini juris* : *res sacrae, religiosae, sanctae* (6);

b) les *res publicae* : *quae populi Romani sunt* (7). Font partie des *res publicae* l'*ager publicus* en Italie, et tout l'*ager*

(1) ULP., XIX, 4.

(2) ULP., XIX, 5, n'envisage le *commercium* que d'un côté quand il le définit : *emendi vendundique invicem jus*. Cf. ib., 4, et XX, 13.

(3) GAJ., II, 40. VARR., de r. r., II, 10. ULP., XIX, 2, 7, S, 16. CICÉRON l'appelle *mancipium* (ad div., VII, 29). Il dit aussi *rem habere ex jure quiritium* (p. Mur., 12. Verr., II, 2, 12).

(4) FRESQUET, *Principes de l'expropriation pour cause d'utilité publique à Rome et à Constantinople jusqu'à l'époque de Justinien. Des limitations apportées par les lois au droit de propriété tant dans l'intérêt général que dans l'intérêt privé* (dans la *Revue historique du droit français et étranger*. Paris, 1860. T. VI, p. 97). BEKKER, *Les limitations apportées par les lois au droit de propriété dans le droit romain* (en all.) dans les *Jahrb. des gem. deutschen Rechts*. T. V. Leipzig, 1862, p. 147. G. MEYER, *de jure expropriationis in imperio Romano*. Marbourg, 1867.

(5) GAJ., II, 1-11. Dig., I, S. XVIII, 1, 6. — FR. AB HOLTZENDORFF, *de rebus quarum commercium non est*. Berlin, 1852.

(6) « *Sacrae sunt, quas dis superis consecratae sunt; religiosae quae diis Manibus relictæ sunt.* » GAJ., II, 3-4. Cf. FEST., v. *religiosus*, p. 278. La définition des *res religiosae*, donnée par GAJUS, semble être plus restreinte que la signification primitive de ce mot. Cf. MARQUARDT, IV, 437. — *Sanctæ quoque res, veluti muri et portæ, quodammodo divini juris sunt* » GAJ., II, 8. « *Proprie dicimus sancta, quæ neque sacra, neque profana sunt, sed sanctione quadam confirmata, ut leges sanctæ sunt.* » Dig., I, 8, 9 § 3. Cf. CIC., de nat. de or., III, 40. — R. ELVERS, *Romanorum de rebus religiosis doctrina*. Goettingen, 1851.

(7) Dig., I, 16, 5.

provincialis, sauf le sol des *civitates*, dotées du *jus italicum* ⁽¹⁾.

3° Que la chose ait été acquise par un mode qui, d'après la loi romaine, donne la propriété quiritaire (*jus vendendi et emendi secundum regulas juris*) ⁽²⁾.

Ces modes sont de deux espèces : ils sont *ex jure gentium*, modes naturels ⁽³⁾, ou *ex jure civili*, modes civils propres à l'Etat romain et entourés de formalités, prescrites par la loi ⁽⁴⁾.

Au point de vue des modes, requis pour acquérir la propriété quiritaire, les choses sont divisées, dès la plus haute antiquité, en deux catégories : *Res Mancipi*, et *Res nec Mancipi* ⁽⁵⁾

„ *Mancipi res sunt* :

1° *praedia in Italico solo, tam rustica, qualis est fundus, quam urbana, qualis domus* ;

2° *item jura praediorum rusticorum* ⁽⁶⁾, *velut via, iter, actus, aquaeductus* ;

3° *item servi*

4° *et quadrupedes, quae dorso colloque domantur, velut boves, muli, equi, asini.*

Caeterae res nec Mancipi sunt. Elefanti et cameli quamvis collo dorsove domentur, nec Mancipi sunt, quoniam bestiarum numero sunt ⁽⁷⁾. „

(1) Voyez sur l'*ager publicus* et *provincialis* les institutions financières et sur le *jus italicum* l'organisation provinciale.

(2) HAENEL, *de acquirendo rerum dominio*. Leipzig, 1817.

(3) GAI., II, 65-79. Dig., VI, 1, 23.

(4) VARR., de r. r., II, 10. ULP., XIX, 2.

(5) ZACHARIAE, *Conject. de rebus Mancipi et nec Mancipi*. Leipzig, 1807. MANHAYN, *De l'origine et de l'importance des res Mancipi dans l'ancien droit romain* (en all.). Francfort, 1823. ROLIN, *Nouvelle explication de la distinction entre les choses Mancipi et nec Mancipi*. Gand, 1827. VERLOREN, *De rebus Mancipi et nec Mancipi*. Utrecht, 1839. PLANGE, *Des res Mancipi et nec Mancipi* (en all.). Heidelberg, 1858. LATTES, *Notices sur le droit privé; manceps, manubiae, praes, praedium, res Mancipi* (en ital.) dans les *Comptes rendus de l'Istituto reale Lombardo die scienze e lettere*. Milan, 1868. 2^e série. Vol. 1.

(6) WALTER, § 377. REIN, *Dr. c.*, 314-320.

(7) ULP., XIX, 1. Cf. GAI., I, 120, II, 15, 17.

La propriété quiritaire des *res Mancipi* s'acquiert seulement par les modes civils ; celle des *res nec Mancipi*, par les modes civils et par les modes naturels ⁽¹⁾.

Comme les modes civils exigent des formalités, à l'effet de constater plus sûrement les titres de propriété, il en résulte que le législateur, dès les temps anciens, attachait une importance spéciale aux *res Mancipi*. Or les *res Mancipi* ont toutes rapport à l'agriculture. D'où il faut conclure que le peuple romain primitif était essentiellement agriculteur ⁽²⁾.

Du *dominium ex jure quiritium* le droit romain distingue :

1^o la propriété *ex jure gentium* ⁽³⁾ : *rem in bonis habere*.

Sont par exemple *in bonis* les *res Mancipi* acquises par un mode naturel, comme la tradition ⁽⁴⁾.

2^o la *possessio* ⁽⁵⁾, qui consiste simplement dans le fait de détenir une chose (*corpore possidere*) avec l'intention de la garder (*animus possidendi*) ⁽⁶⁾.

On a la *possessio* par ex. d'une chose acquise par donation entre vifs, ou achetée à un pérégrin etc.

La différence essentielle entre la propriété quiritaire d'une part et la propriété bonitaire et la *possessio* de l'autre est celle-ci :

(1) Gaj., II, 19, 22. Ulp., XIX, 3, 7. Cf. Cic., *Top.*, 5 § 28. Boeth. *ad h. l.*

(2) Les diverses hypothèses, émises par les modernes pour expliquer le caractère et l'origine de cette antique division, sont mentionnées par Rein, *dr. civ.*, 241-244.

(3) Unterholzner, *Des différentes sortes de propriété* (en all.) dans le *Rhein. Mus. f. Jurisprud.* Bonn, 1827, T. I, p. 129, et de la *théorie de la propriété bonitaire* (en all.) dans le même recueil. Goettingen, 1833. T. V, p. 1. Zimmern, *de la nature de la propriété bonitaire* (en all.) dans le même recueil. Bonn, 1829, p. 311. Mayer, *du duplex dominium du droit romain* (en all.) dans le *Zeitschrift f. geschichtl. Rechtsw.* Berlin, 1835, T. VIII, p. 1-80.

(4) Gaj., II, 40-41. Ulp., I, 16.

(5) L'ouvrage classique de Savigny, *Traité de la possession* (en all.), a paru pour la première fois à Giessen en 1803. Il a été traduit en français d'après la 7^e édition de Rudorff par H. Staedtler. Bruxelles, 1866, 2^e éd. 1870. — Despot, *De acquirenda vel amittenda possessione*. Louvain, 1827.

(6) « Adipiscimur possessionem corpore et animo, neque per se animo aut per se corpore. » Dig., XLI, 2, 3 § 1.

La propriété quiritaire est protégée par la loi; le propriétaire, lésé dans ses droits, a une *legis actio*, en vertu de laquelle il intente au détenteur illégal de sa chose, auprès du magistrat judiciaire, un procès en revendication de sa propriété : *rei vindicatio* ⁽¹⁾.

Mais la loi ne protège ni les *bona*, ni la *possessio*; seulement la propriété bonitaire et la possession se transforment à certaines conditions en propriété quiritaire par prescription (*usu capio*) ⁽²⁾; en outre le droit prétorien est intervenu dans la suite pour garantir les droits du propriétaire bonitaire et du *possessor* ⁽³⁾.

Du *jus commercii* découlent encore :

1° le *jus obligationum (civilium)*. « *Obligatio est juris vinculum, quo necessitate adstringimur alicujus solvendae rei, secundum nostrae civitatis jura* » ⁽⁴⁾. »

2° le *jus testamenti factionis et haereditatum* ⁽⁵⁾, c'est-à-dire : 1° le droit de disposer de sa fortune par testament (*testamentifactio activa*); 2° celui d'hériter par testament (*testamentifactio passiva* ou *jus haereditatum*).

Le droit illimité de tester a été, sinon confirmé, du moins introduit par la loi des XII Tables : « *Paterfamilias uti super familia pecuniaque sua legassit ita jus esto* » ⁽⁶⁾ »

(1) Gaj., IV, 5. Dig., VI, 1, 23, XLIV, 7, 25. — WALTER, § 712-714. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 36-38. REIN, *Dr. c.*, 297-301, 894-897. TROISFONTAINES, I, 238. WETZEL, *Le procès en revendication dans le droit romain* (en all.). Leipzig, 1845.

(2) ULP., XIX, 8. Gaj., II, 41-59.

(3) Dig., XXI, 3, XLIV, 4. Gaj., IV, 36. — La question de l'origine et du développement de la théorie romaine sur le *dominium* et la *possessio* est très-controversée. Cf. REIN, *Dr. c.*, 199, ne 1, 201, nes 3 et 4. Cependant l'on est généralement d'accord à admettre que primitivement il n'y avait qu'un seul *dominium*, celui *ex jure quiritium*, et que la protection de la propriété *in bonis* est de date plus récente. L'intervention du droit prétorien dans la *possessio* semble avoir eu sa source dans la protection, accordée par le préteur aux usufructiers de l'*ager publicus*. C'est l'hypothèse émise par NIEBUHR et adoptée par SAVIGNY, REIN, LANGE etc. Cf. REIN, *Dr. c.*, 192, ne 1.

(4) *Instit.*, III, 13. — WALTER, § 585-628. REIN, *Dr. c.*, 607-771.

(5) ULP., XX, 10, XXII, 1, 2. — WALTER, § 629-640. REIN, *Dr. c.*, 772-796. LANGE, I, 156-168.

(6) Cic., *de inv.*, II, 50. Cf. ULP., XI, 14. Gaj., II, 224. Le droit de tester fut cependant limité plus tard par l'intervention du droit prétorien. De

§ 2. *Des jura publica.*

Les *jura publica* sont de deux catégories : les uns sont des droits proprement dits ; les autres sont à la fois des droits et des charges.

A la première catégorie appartiennent :

1° Les droits qui protègent la liberté du citoyen.

a) Le *jus provocationis* ou le droit d'en appeler aux comices centuriates des sentences capitales, et aux comices tributes des amendes, prononcées par le magistrat. Les Romains appelaient le *jus provocationis* : *unicum praesidium libertatis, patronam civitatis ac vindicem libertatis* (1).

b) L'*appellatio* des actes posés par un magistrat à son collègue ou à un magistrat supérieur.

c) L'*auxilium tribunicium*.

d) Le droit de se soustraire à une condamnation capitale ou infamante par un exil volontaire (2) (*exilii causa solum vertere*) (3), à condition que l'exilé choisisse pour résidence une ville avec laquelle Rome a le *jus exulandi*, comme Tibur, Praeneste, Naples etc. : *justum exilium* (4).

Sous l'Empire, tous ces moyens de protection sont remplacés par un seul : l'*appellatio Caesaris*.

2° Le *jus suffragii*.

3° Le *jus honorum* (5).

Droits et charges à la fois :

1° Le *jus sacrorum* (6). Les *sacra* sont *publica* ou *privata*.

même le droit d'hériter par testament fut restreint, par exemple, pour les femmes par la *lex Voconia*, 169 av. J.-Ch. (cf. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 24), pour les célibataires par la législation Julienne d'Auguste.

(1) LIV., III, 55. CIC., *de or.*, II, 48 § 199. Cf. LIV., III, 45. « *Tribunicium auxilium et provocationem... duas arcas libertatis tuendae.* » DENYS, VI, 58.

(2) WALTER, § 823. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 123. MARQUARDT, II, 3, 156. LANGE, II, 472.

(3) LIV., III, 58, V, 32. CIC., *p. Caec.*, 34 § 100. SALL., *Catil.*, 51.

(4) POLYB., VI, 14. Cf. CIC., *De or.*, I, 39 § 177.

(5) Les droits politiques que nous venons d'énumérer seront développés davantage quand nous traiterons des comices et des magistratures.

(6) MARQUARDT, IV, 45-48, 61-63, 142-145.

" *Publica sacra, quae publico sumptu pro populo fiunt, quaeque pro montibus, pagis, curiis, sacellis; at privata, quae pro singulis hominibus, familiis gentibus fiunt* " (1).

2° Le droit et l'obligation de se faire recenser, et le droit de faire partie d'une classe en raison du cens, *jus censendi* (2).

3° Le *jus tributi* (3).

4° Le *jus militiae* (4), le droit et l'obligation de servir parmi les *equites* ou dans la *legio*.

Les XVIII *centuriae equitum equo publico* sont composées par les censeurs (5); les légions et les *equites equo privato* sont levés annuellement par les consuls qui par un édit ordonnent aux citoyens, astreints au service militaire, de se présenter au Capitole et plus tard au champ de Mars, au jour déterminé pour le *dilectus* (6).

En règle générale, les consuls lèvent annuellement quatre légions; deux légions forment une armée consulaire (7); le nombre des légions est augmenté, selon les circonstances, par un décret du sénat (8).

(1) FEST., p. 245^a. Des *sacra pro familiis, gentibus, pagis, curiis*, nous avons déjà parlé; nous traiterons des *sacra pro populo* dans la section, consacrée au culte de l'Etat.

(2) LIV., XLV, 15. — MARQUARDT, II, 3, 45, ne 142, 47, ne 145.

(3) Voyez l'organisation des finances.

(4) MARQUARDT, III, 2, 235-480, surtout 235-248, 285-291, 334-339, 349-350, 414-417. WALTER, § 189-193; 338-341. JUSTE LIPSE, *De militia romana*, Anvers, 1596. LE BEAU, *De la manière dont on levait les soldats pour composer la légion* dans les *Mémoires de l'Ac. des Inscr. et Belles-Lettres*. T. XXXII, p. 318. RUECKERT, *Organisation militaire des Romains* (en all.). Berlin 1850. LANGE, *Historia mutationum rei militaris Romanorum inde ab initio rei publicae usque ad Constantinum Magnum*. Goettingen, 1846.

(5) Voyez la *Censure*.

(6) POLYB., VI, 19. LIV., XXVI, 35.

(7) POLYB., III, 107, VI, 19, 26. LIV., VIII, 8.

(8) LIV., XXI, 17, XXXVI, 1 etc. Du temps de la 2^e guerre punique il y eut jusqu'à 23 légions. LIV., XXVI, 1. Pendant les guerres civiles ce nombre fut presque doublé. MARQUARDT, III, 2, 351. Sous Tibère, en 23 apr. J. C., le nombre des légions était de 25. TAC., *Ann.*, IV, 5. D'ailleurs, depuis l'extension de l'Etat romain, l'armée comprenait, en dehors des légions des citoyens, les *cohortes de socii* (alliés italiques) et les *auxilia* (les provinciaux), dont le total égalait au moins celui des soldats légionnaires.

Le *dilectus* se fait par tribu locale; les *tribuni militum* choisissent successivement un citoyen par tribu, dans l'ordre, déterminé par le sort; ils continuent cette opération jusqu'à ce que chaque tribu ait fourni un contingent de 120 *pedites* pour chaque légion qui doit être levée ⁽¹⁾. Car le nombre normal des *pedites* de la légion est de 4200 hommes, auxquels sont ajoutés d'ordinaire 300 *equites* ⁽²⁾.

Le cavalier était tenu de faire dix *stipendia* (campagnes, années de service); le légionnaire seize ou *au maximum* vingt ⁽³⁾.

D'après les institutions de Servius Tullius, les *assidui* (*juniores*) avaient seuls le droit de servir dans la légion ⁽⁴⁾; du temps de Polybe, on y admet déjà ceux qui ont au moins un cens de 4000 sesterces ⁽⁵⁾, et enfin, depuis Marius, les *capite censi* ⁽⁶⁾. Dès lors, ceux-ci, cherchant dans le métier des armes des moyens de subsistance, composèrent bientôt presque exclusivement les légions, et l'exemption du service devint chose aisée aux citoyens riches ⁽⁷⁾.

Les *cives libertini* furent exclus de tout temps de la légion romaine. Jusqu'à la guerre sociale (91 av. J.-C.), dans des circonstances critiques, ils servaient, de même que les *capite*

(1) POLYB., VI, 19-20. Cf. DENYS, IV, 14. LIV., IV, 46, XXIV, 18. Exceptionnellement le tirage au sort a remplacé le choix, fait par les tribuns militaires. MARQUARDT, III, 2, 287.

(2) POLYB., VI, 20. LIV., VII, 25 etc.

(3) LIV., XXVII, 11. POLYB., VI, 19 ed. FR. HULTSCH. Malheureusement ce passage est tronqué. MARQUARDT, III, 2, 286, n° 1580. Cf. LANGE, I, 411, 417, 473.

(4) Voyez p. 58.

(5) POLYB., VI, 19 : *τετρακισχίλια δραχμαί*.

(6) « [Proletarii] et asperis reipublicae temporibus, cum juventutis inopia esset, in militiam tumultuariam legebantur armaque is sumptu publico praebentur... Capite census autem primus C. Marius, ut quidem ferunt, bello Cimbrico difficillimis reipublicae temporibus, vel potius, ut Sallustius ait [Jug., 91], bello Jugurthino milites scripsisse traditur, cum id factum ante in nulla memoria extaret. » GELL., XVI, 10 § 13-14.

(7) SALL., Jug., 85 § 3, 86. VAL. MAX., II, 3, 1. Aussi les armées romaines de cette époque peuvent-elles être assimilées à des armées de mercénaires. APP., B. c., V, 17.

censi avant Marius, sur la flotte, non comme mariniers (*milites*), mais comme matelots (*socii navales*) ⁽¹⁾. Depuis la guerre sociale ils ont été admis dans l'armée de terre ⁽²⁾, non pas dans la légion, mais organisés en cohortes séparées ⁽³⁾.

Depuis Auguste les armées romaines deviennent permanentes ⁽⁴⁾. La garnison de Rome est recrutée principalement en Italie. Les légions ont des stations déterminées dans les provinces; elles se composent surtout de provinciaux qui ont reçu le droit de cité ⁽⁵⁾, et qui s'engagent volontairement ⁽⁶⁾. Cependant, en droit, le service reste obligatoire pour tout citoyen romain ⁽⁷⁾; et en des circonstances extraordinaires, l'Etat fait des levées de soldats aussi bien en Italie que parmi les citoyens provinciaux ⁽⁸⁾. Depuis Trajan il se trouve des exemples de remplacement (*vicarii*) ⁽⁹⁾.

CHAPITRE TROISIÈME. — DU DROIT DE CITÉ INCOMPLET.

Les citoyens, qui jouissent de l'ensemble des droits civils et politiques, sont *cives optimo jure*. Mais certaines causes, naturelles ou civiles, mettent des restrictions à l'exercice du droit de cité complet.

(1) LIV., XXVI, 2, XL, 18, XLII, 27, 31, XLIII, 12. — Cf. POLYB., VI, 19. Les mariniers, qui étaient des soldats légionnaires (MARQUARDT, III, 2, 286, ne 1576), sont distincts des matelots. LIV., XXII, 11, XLV, 43.

(2) APP., B. c., I, 49. LIV., Epit., LXXIV. Avant cette époque ce fait est extrêmement rare; en 296 avant J.-Ch. «*libertini centuriati*». LIV., X, 21, et à l'époque de la seconde guerre punique. LIV., XXII, 11, XXIV, 16.

(3) MACROB., Saturn., I, 11, § 32. — MARQUARDT, III, 2, 337.

(4) DION CASS., LII, 27. HERODIEN, II, 11.

(5) TAC., Ann., IV, 5. Cf. CÉS., de b. c., II, 19. b. hisp., 7. Sur l'admission de provinciaux non-citoyens à la légion voyez MARQUARDT, III, 2, 416, ne 2421.

(6) Dig., XLIX, 16, 4 § 10.

(7) Dig., l. l.

(8) SUET., Aug., 24; Ner., 44. TAC., hist., III, 53. FRONTIN., de contr. agr., p. 53. AEL. ARIST., in Rom. orat. ed. JEBB., T. I, p. 218.

(9) C. PLIN., et TRAJ. Epist., XXX, ed. H. KEIL.

Les causes naturelles ⁽¹⁾ sont :

1° Le sexe. « *Feminae ab omnibus officiis civilibus vel publicis remotae sunt* » ⁽²⁾. Elles sont exclues des droits politiques, et, même si elles ne sont ni *in patria potestate*, ni *in manu*, il leur faut cependant dans les actes de la vie civile la *tutoris auctoritas* « *et propter sexus infirmitatem et propter forensium rerum ignorantiam* » ⁽³⁾.

2° Certaines maladies mentales, comme la *furor*. « *Furiosus nullum negotium contrahere potest* » ⁽⁴⁾.

3° L'âge ⁽⁵⁾. Le citoyen *sui juris* ne sort de tutelle qu'à l'âge de puberté, et n'obtient qu'alors la jouissance complète des *jura privata*.

Les classes de citoyens dont le droit de cité est restreint pour une cause civile, sont :

1° Les *filiifamilias in patria potestate*. Voyez p. 71-77.

2° Les *filiifamilias mancipio dati*.

3° Les *addicti* jusqu'au moment de la vente ou de l'exécution, et les *nexi*.

4° Les *opifices, sellularii, proletarii, capite censi* (p. 57), qui n'avaient qu'un *jus suffragii* restreint, et qui, tant qu'ils furent exclus du *jus militiae*, furent privés, comme conséquence nécessaire, du *jus honorum* ⁽⁶⁾.

5° Les *aerarii*.

6° Les *cives libertini*.

§ 1. Des *mancipio dati* ⁽⁷⁾.

L'enfant donné en *mancipium* par son père ⁽⁸⁾ jouit d'une

(1) REIN, *Dr. c.*, 146-160.

(2) *Dig.*, L, 17, 2.

(3) ULP., XI, 1. Cf. LIV., XXXIV, 2.

(4) *Dig.*, L, 17, 5.

(5) LANGE, I, 204.

(6) MARQUARDT, II, 3, 47-48. LANGE, I, 434-435. TROISFONTAINES, I, 167-168. — Toutes ces catégories de citoyens sont désignées avec les *cives libertini* sous le nom commun de *humiles*, et elles ont suivi, pour ce qui regarde leur inscription dans les tribus et les classes, le sort des *libertini*. Voyez le § 4.

(7) LANGE, I, 178. WALTER, § 503 et 542. REIN, *Dr. c.*, 491, 604-607, TROISFONTAINES, I, 172-173. BOECKING, *De mancipii causis*. Berlin, 1826.

(8) Voyez p. 72.

condition intermédiaire entre la liberté et l'esclavage, il est *servi loco, in imaginaria servili causa* ⁽¹⁾.

Tout ce qu'il acquiert, appartient à son maître⁽²⁾ : mais il conserve le *jus conubii*, et, s'il est maltraité par son maître, il a contre lui l'*actio injuriarum* ⁽³⁾.

Le *mancipium* ne cesse que par affranchissement solennel : "*ii, qui in causa mancipii sunt, quia servorum loco habentur, vindicta, censu, testamento manumissi sui juris fiunt.*" ⁽⁴⁾.

Le *mancipium* affranchi reprend les droits d'ingénuité ⁽⁵⁾ ; cependant le *manumissor* conserve sur lui certains droits d'hérédité et de tutelle ⁽⁶⁾.

Le *mancipio datus* majeur jouissait-il de l'exercice des droits politiques pendant son état de dépendance ? Les sources n'en parlent point. Il semble cependant que le maître pouvait le placer dans l'impossibilité matérielle d'exercer ces droits.

§ 2. Des prisonniers pour dettes. *Addicti et nexi*.

La question des dettes a exercé une influence considérable sur la lutte politique entre le patriciat et la plèbe.

En règle générale le prêt d'argent se faisait à intérêt, *foenus* ⁽⁷⁾. L'intérêt légal, déterminé par la loi des XII Ta-

(1) GAJ., I, 123, 138. Dig., IV, 5, 3 § 1.

(2) ULP., XIX, 18. GAJ., II, 86.

(3) GAJ., I, 141. — RUDORFF, *H. d. dr., r.*, II, § 107. Par qui cette *actio* devait-elle être intentée ? Par le père ou par l'enfant, et dans ce dernier cas pendant ou après son *mancipium* ? On ne le sait pas. Pour ce qui regarde les enfants, nés pendant le *mancipium* du père, leur condition juridique est suspendue ; si leur père meurt *in mancipio*, ils deviennent *sui juris*, s'il sort de sa condition quasi-servile, les enfants sont soumis à sa *patria potestas*. GAJ., I, 135.

(4) GAJ., I, 138, 140.

(5) Cod., VIII, 47, 10.

(6) ULP., XI, 5. GAJ., I, 115. — WALTER, § 660.

(7) LANGE, I, 156. MARQUARDT, III, 2, 47-53. WALTER, § 609. REIN, *Dr. c.*, 628-643, HIPP, *De fenere veterum Romanorum*. Hambourg, 1828. STREUBER, *De taux d'intérêt chez les Romains* (en all.). Bâle, 1857.

bles, était le *foenus unciarium* ⁽¹⁾, 8 $\frac{1}{3}$ p. c. pour l'année financière de 10 mois ⁽²⁾, par conséquent 10 p. c. pour l'année de 12 mois.

Les *addicti* et les *nexi* sont des prisonniers pour dettes : mais il y a entre ces deux catégories de débiteurs deux différences notables :

1° Les *addicti* sont prisonniers en vertu d'un jugement du magistrat judiciaire (*addictio*), et à la suite de la non-exécution des obligations contractées par un *contrat réel* (*mutuum*), tandis que les *nexi* deviennent prisonniers, sans intervention judiciaire, à la suite de la non-exécution des obligations contractées par un *contrat verbal*, appelé *nexum*.

2° Les pouvoirs du créancier sont plus étendus sur les *addicti* que sur les *nexi*.

I. Prêt d'argent par contrat réel ou *mutuum* ⁽³⁾. *Addicti*.

La simple remise de l'argent forme le contrat ⁽⁴⁾. L'intérêt doit être déterminé par une *stipulatio* formelle, indépendante du *mutuum* ⁽⁵⁾.

Si le débiteur n'exécute point ses obligations, la procédure est la suivante ⁽⁶⁾ :

« *Aeris confessis* ⁽⁷⁾ *rebusque jure judicatis triginta dies justi sunt* ⁽⁸⁾ ».

(1) TAC., *Ann.*, VI, 16. Le *foenus unciarium* a été fort controversé parmi les modernes. Cf. REIN, *Dr. c.*, 630, n° 1. Il y eut sous la République de nombreuses lois concernant l'intérêt, l'usure et les dettes : *leges fenebres et de aere alieno*. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 19. LANGE, II, 578 et 584.

(2) TH. MOMMSEN, *L'année de 10 mois dans la Chronologie romaine* (en all.). Berlin, 1858, p. 45.

(3) « *Re contrahitur obligatio mutui datione. Mutui autem datio consistit in his rebus, quae pondere, numero, mensurae constant, veluti vineo, oleo, frumento, pecunia numerata.* » Dig., XLIV, 7, 1, § 2.

(4) « *Numeratio pecuniae rei facit obligationem.* » GAI., III, 131.

(5) Dig., XIX, 5, 24. De là *mutuum* et *foenus* sont parfois opposés. PLAUT., *Asin.*, I, 3, 95. NON. MARC., V, 70.

(6) WALTER, § 750, 754. REIN, *Dr. c.*, 935-937. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 89, 90. LANGE, I, 179-182. TROISPONTAINES, I, 222-226. SAVIGNY, *La législation sur les dettes (Schuldrecht) dans l'ancien droit romain* (en all.) dans ses *Vermischte Schriften*, II, 396-470.

(7) « *Confessi debitores pro judicatis habentur.* » PAULL., V, 54, § 2.

(8) Ce texte est emprunté à la loi des XII Tables. Cf. GELL., XV, 13 § 11.

« *Post deinde manus injectio esto* ⁽¹⁾, *in jus ducito*. »

« *Ni judicatum facit aut quis endo com jure vindicit* ⁽²⁾, *secum ducito, vincito aut nervo aut compedibus. Quindecim pondo ne minore aut si volet majore vincito* ⁽³⁾. *Si volet suo vivo. Ni suo vivit, qui eum vinctum habebit, libras farris endo dies dato. Si volet plus dato*. » ⁽⁴⁾

Le créancier garde le débiteur qui lui a été adjugé de la sorte (*addictus*), pendant 60 jours, et le conduit trois jours de marché successifs au *comitium* devant le prêteur, pour y proclamer sa dette ⁽⁵⁾.

Si au bout de ce terme la dette n'est pas acquittée, les débiteurs « *capite poenas dabant, aut trans Tiberim peregre venum ibant*. » ⁽⁶⁾

S'il y a plusieurs créanciers, la loi dit : « *Tertiis nundinis partes secanto. Si plus minusve secuerunt, se fraude esto* » ⁽⁷⁾.

II. Prêt d'argent par contrat verbal ou *nexum*. *Nexi* ⁽⁸⁾.

(1) « *Quod tu mihi judicatus sive damnatus es, ... ob eam rem ego tibi... manum injicio*. » GAJ., IV, 21. « *Obaerati, cum solvendo non essent, ipsi manu capiebantur*. » DONAT., ad TER. Phorm., II, 2, 20.

(2) Cf. LIV., VI, 14. Celui qui se porte caution s'appelle *vindex*. FEST., p. 376. GAJ., IV, 21.

(3) CUIJACIUS a proposé de lire : *ne majore aut si volet minore vincito*, ce qui semble plus vraisemblable. Cf. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 89, n° 15.

(4) GELL., XX, 1 § 45.

(5) AULU-GELLE, ib., § 46, 47.

(6) GELL., ib. § 47. — Dans l'ancien droit les enfants *in patria potestate* suivaient probablement le sort du père. Il va de soi que le créancier peut ne pas faire usage de son droit de mort ou de vente, et faire travailler l'*addictus* jusqu'à l'extinction de la dette. La libération de l'*addictus* a lieu, comme celle du *nexus*, par *solutio per aes et libram*. Voyez p. 91. LIV., VI, 14. L'*addictus* libéré redevient *ingenuus* et rentre dans sa tribu. QUINT., *Inst. or.*, V, 10 § 60, VII, 3 § 27.

(7) GELL., ib. § 49. — D'après l'opinion unanime des anciens (GELL., l. 1., QUINT., *Inst. or.*, III, 6 § 84, DION CASS., exc. Mai, 12, TERTULL., *Apol.*, 4) *partes secare* signifie *partiri corpus addicti*, et non, comme quelques modernes l'interprètent, *bona dividere*. Cependant, comme AULU-GELLE l'atteste, l'histoire ne fournit aucun exemple de l'exercice de ce droit barbare.

(8) WALTER, § 616, 624-625. REIN, *Dr. c.*, 649-659. LANGE, I, 148-156, TROISFONTAINES, I, 169-171. SCHEURL, *Du nexum* (en all.). Erlangen, 1839. SELL, *De juris Romani nexu et mancipio*. Braunschweig, 1841. BACHOFEN, *Le*

L'acte par lequel cette obligation, très-ancienne, se contracte s'appelle *nexus*; l'obligation elle-même *nexum* ⁽¹⁾.

Le *nexum* ⁽²⁾ se compose de deux actes :

1° La *nuncupatio*, ou l'énoncé des clauses du contrat, telles que le terme de paiement, l'intérêt, etc. ⁽³⁾

2° La remise réelle ou symbolique de l'argent prêté, au moyen des formalités de la vente, dite *mancipatio* ou *per aes et libram* ⁽⁴⁾.

Le *nexum* se dissout par l'emploi de formalités analogues : *nexi liberatio* ou *solutio per aes et libram* ⁽⁵⁾.

Si, en cas de *nexum*, le débiteur n'exécute pas ses obligations, le créancier lui accorde un délai de 30 jours ⁽⁶⁾, et ensuite, en cas de non-exécution, en vertu du contrat même, il s'empare de sa personne. Le débiteur devient *nexus* ⁽⁷⁾. Le créancier peut le faire travailler à son profit, ou le mettre en prison ⁽⁸⁾, voir même lui infliger des châtimens corporels ⁽⁹⁾; mais, à la différence de l'*addictus*, le *nexus* ne peut ni être vendu, ni être mis à mort ⁽¹⁰⁾.

nexum et les nexi (en all.). Bâle, 1843. HUSCHKE, *Le nexum* (en all.). Leipzig, 1846. GIRAUD, *Des nexi* dans les *Mémoires de l'Acad. des sciences morales*. Paris, 1847, V, p. 393 suiv. VOEGE, *De origine et natura eorum, quae apud veteres Romanos per aes et libram fiebant*. Kiel, 1856, p. 59.

(1) CIC., *p. Mur.*, 2 § 3. — *Nexum* est dérivé de *nectere*, synonyme de *ligare*. FEST., s. v. p. 165.

(2) L'on dit du débiteur : *nexum inire* (LIV., VII, 19), *nexum se dare* (ib., VIII, 28), *nexu obligatus* (CIC., *p. Mur.*, 2 § 3).

(3) « *Quum nexum faciet mancipiumque, uti lingua nuncupassit, ita jus esto.* » Loi des XII Tables. FEST., p. 173.

(4) L'argent prêté s'appelle *nexum aes*, FEST., p. 165, ou *nuncupata pecunia*, ib., p. 173.

(5) FEST., p. 165. LIV., VI, 14. GAJ., III, 173-174.

(6) Cf. DENYS, VI, 23, 83.

(7) « *Liber qui suas operas in servitutem pro pecunia quadam* (c'est la leçon de MUELLER d'après un mscr. de Paris, cf. REIN, *Dr. c.*, 651, ne 2) *debebat, dum solveret, nexum vocatur.* » VARR., l. l. Il n'est vraiment *nexus* que depuis le moment qu'il n'exécute point ses obligations.

(8) VARR., *de l. l.*, VII, 5, *de r. r.*, I, 17. DENYS, V, 53. LIV., II, 23.

(9) LIV., II, 23, VIII, 28. DENYS, VI, 26 etc.

(10) D'après l'ancienne opinion, qui date de GRONOVIVS et de SALMASIVS, et qui est encore partiellement suivie par NIEBUHR, LANGE et d'autres, le *nexum* était un contrat par lequel le débiteur se donnait éventuellement ou provisoire-

En fait le *nexus* est *servi loco*; en droit il conserve la liberté, la *civitas*, et sert même dans la légion ⁽¹⁾.

De même que pour les *mancipio dati*, nous ne savons si les *addicti* pendant leur emprisonnement ou les *nexi* jouissent en réalité de l'exercice de leurs droits politiques de citoyens.

La *lex Poetelia* ⁽²⁾ abolit le *nexum* pour dettes et adoucit la condition des *addicti* pendant leur emprisonnement : "*Eo anno plebei Romanae velut aliud initium libertatis factum, quod necti desierunt... jussique consules ferre ad populum, ne quis, nisi qui noxum mernisset, donec poenam lueret, in conpedibus, aut nervo teneretur; pecuniae creditae bona debitoris, non corpus obnoxium esset. Ita nexi soluti, cautumque in posterum, ne neclerentur.*" ⁽³⁾ "

L'*addictio* pour dettes est appliquée jusque sous l'Empire,

ment dans le *mancipium* du créancier; mais, à l'expiration du terme, s'il était insolvable, l'*addictio* du prêteur l'adjudgeait au créancier comme tout autre débiteur insolvable. WALTER (§ 616, n° 17) le premier a plus nettement distingué entre les *addicti* et les *nexi*; il a été suivi par BACHOFEN, HUSCHKE, PUCHTA, REIN etc. D'abord en cas de *nexum* il ne faut plus d'*addictio* du prêteur; car le débiteur devient *nexus* en vertu du contrat. Ensuite, quoique la condition des *nexi* soit la même que celle des *addicti*, aussi longtemps que ceux-ci sont prisonniers du créancier (DENYS, IV, 9, 11, Liv., II, 23 etc.), cependant, le délai étant expiré, les *addicti* peuvent être vendus ou mis à mort, les *nexi* pas. Ces deux classes de débiteurs insolubles sont clairement indiquées par DENYS, VI, 83. "καὶ εἰ τινων ἤδη τὰ σώματα ὑπερμήκων ὄντων ταῖς νομίμοις προθεσμίαις κατίζηται (les *nexi*)... ὅσοι τε δίνας ὀλόντες ἰδίαις παρεδόθησαν τοῖς καταδίκταιμοις (les *addicti*). Cf. ib., V, 69. Liv., II, 27.

(1) Liv., II, 24. DENYS, VI, 29 etc. En droit le *nexus* conserve la *patria potestas* sur ses enfants et la propriété sur sa fortune; mais en fait les enfants et la fortune sont engagés, comme le *paterfamilias*, et partant, les droits que celui-ci conserve sont en réalité suspendus. Cf. DENYS, VI, 26, 37, 41. Liv., II, 24, VIII, 28. — Y avait-il à la captivité du *nexus* un terme autre que celui du paiement? Nous ne le savons pas.

(2) VAN HEUSDE, *De lege Poetelia Papiria*. Utrecht, 1842. D'après TITELIVE cette loi fut portée en 326 av. J.-Ch.; parmi les modernes il y en a qui, se basant sur VARRON, *De l. l.*, VII, 5, la placent en 313 av. J.-Ch. Cf. REIN, *Dr. c.*, 656, n° 2. LANGE, II, 64-65.

(3) Liv., VIII, 28. Cf. Cic., *de rep.*, II, 34.

mais avec des adoucissements notables dans la condition des *addicti* ⁽¹⁾.

§ 3. *Des aerarii* ⁽²⁾.

Aerarius est tout citoyen majeur qui n'est membre d'aucune tribu locale. Les *aerarii* comprennent trois catégories :

1° Les *municipes sine suffragio* ⁽³⁾. Les citoyens des *municipia sine suffragio* obtenaient le *conubium* et le *commercium*, mais non les droits politiques ⁽⁴⁾. Ils n'étaient inscrits dans aucune tribu.

La ville de Caere en Etrurie fut le premier municipe sans suffrage (vers 353 av. J.-C.). A cette époque, en punition de son hostilité vis-à-vis de Rome, elle perdit son indépendance et l'*hospitium publicum* qu'elle avait eu d'abord avec Rome, et elle fut réduite à cette condition défavorable ⁽⁵⁾. De là l'expression : *in Caeritum tabulas referri*, est devenue synonyme de *aerarium fieri* ⁽⁶⁾.

2° Les *infames* ⁽⁷⁾.

(1) PAULL., V, 26 § 2. *Dig.*, XLII, 1, 34. D'abord, à côté de l'exécution contre la personne, le droit prétorien introduit l'exécution contre la fortune, la *missio in possessionem*. GAI., III, 78. *Dig.*, XLIII, 4. Ensuite, la condition de l'*addictus* finit par ressembler à celle du *mancipium*, GAI., III, 189, 199, de telle sorte qu'il est même défendu au créancier d'emprisonner son débiteur (*Cod.*, IX, 5, 1) et de forcer ses enfants à travailler pour éteindre les dettes de leur père (*Cod.*, IV, 10, 12). Cf. WALTER, § 751-753.

(2) BECKER, II, 1, 183-193. LANGE, I, 406-407, 439-440. HUSCHKE, *Constit. de Serv. Tull.*, p. 494, suiv. GOETTLING, p. 260. TROISFONTAINES, I, 164-167. PARDON, *De aerariis*. Berlin, 1853.

(3) MARQUARDT, III, 8-10.

(4) PAUL DIAC., v. *municipium*, p. 127.

(5) LIV., V, 50, VII, 20. GELL., XVI, 13, § 7. DION CASS., fr. 33. SCOL. CRUQ., *Ad HOR. Epist.*, I, 6, 62. Cf. MADVIG, *De jure et condicione coloniarum populi Romani* dans ses *Opusc.* Copenhagen, 1834, p. 233, suiv.

(6) PSEUD. ASC., *Ad CIC. div. in Caec.*, 3, p. 103. OR. SCOL. CRUQ., l. I. GELL., l. I. Cf. STRAB., V, 2, 3, p. 220. MOMMSEN, *Les trib. rom.*, 160, suiv.

(7) SAVIGNY, *Syst. d. dr. r.*, II, 170. Supplém., VII, 516. BECKER, II, 1, 121-123. WALTER, § 826. REIN, *Dr. c.*, 135-146. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 124. BURCHARDI, *De infamia*. Kiel, 1819. VAN GEUNS, *De infamia legibus Romanis constituta*, Utrecht, 1823.

L'*infamia* était encourue ⁽¹⁾ :

a) Pour avoir posé un *acte* déshonorant, comme la bigamie, ou la permission donnée par le père à sa fille-veuve de se remarier avant l'expiration du temps légal de deuil, ou le mariage d'un citoyen avec une veuve dans ces conditions.

b) Pour exercer une *profession* déshonorante, telle que celle de *leno*, d'acteur dramatique, de gladiateur etc. :
" *queive depugnandi causa auctoratus est, erit, fuit, fuerit* "...
" *queive lanistaturam artemve ludicram fecit fecerit queive lenocinium faciet.* " ⁽²⁾.

c) Pour avoir été *condamné* dans un *judicium turpe* ⁽³⁾. On appelle ainsi certains procès civils, tels que le *judicium tutelae*, *pro socio*, *mandati* ⁽⁴⁾, des procès pour certains délits privés, *furtum*, *injuria*, *dolus* ⁽⁵⁾, et parmi les causes publiques dans le principe les procès de *calumnia* et de *praevaricatio* ⁽⁶⁾, et dès le premier siècle de l'Empire tous les *judicia publica* ⁽⁷⁾.

3° Ceux auxquels les censeurs, en vertu de leur pouvoir censorial, infligent la plus forte *nota censoria* ou *ignominia* ⁽⁸⁾, l'exclusion de toutes les tribus : *tribu moti et aerarii facti* ⁽⁹⁾.

L'*infamia* et l'*ignominia* produisent une *minutio dignitatis et existimationis* ⁽¹⁰⁾. " *Existimatio est dignitatis illacrae sta-*

(1) Les causes d'*infamia* sont énumérées dans l'édit prétorien. *Dig.* III, 2, 1, Cf. *Leg. Jul. munic.* dans le *Corp. inscr. lat.*, I, p. 122, I. 110-125.

(2) *Lex Jul. mun.*, I. 112-113, 123-124. — On exceptait cependant les acteurs des Atellanes : " *Eo institutum manet, ut actores Atellanarum nec tribu moveantur et stipendia, tamquam expertes artis ludicrae, faciant.* " *Liv.*, VII, 2. Cf. VAL. MAX, II, 4, 4. L. GELBEKE, *De causis infamiae, qua scenicos Romani notabant.* Leipzig 1835.

(3) *Cic.*, *p. Cluent.*, 42.

(4) *Cic.*, *p. Caec.*, 3, *p. Rosc. com.*, 6, *de or.*, I, 36. *Lex Jul. mun.*, I. 111, *Dig.*, III, 2, 1.

(5) *Dig.*, III, 2, 1.

(6) *Dig.*, I. I. *Lex Jul. mun.*, I. 120.

(7) *Dig.*, XLVIII, 1, 7.

(8) Nous en parlerons à propos de la *Censure*.

(9) *Liv.*, IV, 24, XXIV, 18, 43, XLII, 10 XLIV, 16, XLV, 15.

(10) WALTER, § 463. MOLITOR, *De minuta existimatione.* Louvain, 1824. MAREZOLL, *De l'honneur civil* (en all.). Giessen, 1824.

tus legibus ac moribus comprobatus, qui ex delicto nostro auctoritate legum aut minuitur, aut consumitur »⁽¹⁾.

Ces trois classes de citoyens sont *aerarii*⁽²⁾, parce qu'elles sont exclues de toutes les tribus⁽³⁾, partant des classes et centuries⁽⁴⁾, et en conséquence privées du *jus suffragii*⁽⁵⁾. Mais sous d'autres rapports il faut distinguer.

(1) *Dig.*, I, 13, 5. Cf. *Inst.*, I, 16 § 5.

(2) Il y a peu de questions aussi controversées que celle de l'origine des *aerarii*. D'après NIEBUHR (*H. r.*, I, 492, 623, 635, II, 361) cette classe remonte jusqu'à Servius Tullius, et comprenait dans le principe les plébéiens non propriétaires, les clients, de même que les affranchis *per censum*, qui jusqu'à la loi des XII Tables auraient été tous exclus des tribus, et y étant entrés en vertu de cette législation, auraient cessé d'être *aerarii*. Comme les sources anciennes ne nous autorisent pas à admettre l'exclusion de ces classes des tribus jusqu'à cette époque (voyez p. 49, ne 5), nous ne pouvons en aucune manière adopter l'opinion de NIEBUHR. LANGÉ, I, 406, est aussi d'avis qu'il y eut des *aerarii* à Rome dès une haute antiquité; mais il en cherche l'origine dans les *municipes*, c'est-à-dire les habitants des villes unies par un *hospitium publicum* avec Rome, ayant choisi domicile sur le territoire romain (voyez aussi MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 389, et plus haut, p. 45, ne 1). Cependant ces *municipes*, quelques droits que Rome leur eût accordés, étaient simplement *hospites*; ils n'étaient pas *cives*, pas même *cives sine suffragio*; par conséquent ils ne faisaient pas partie des *aerarii*, qui, eux, jouissaient du droit de cité. Nous croyons que la classe des *aerarii* ne s'est formée que peu à peu sous la République. En effet l'*infamia* n'existait encore qu'à l'état rudimentaire à l'époque de la législation décemvirale, 450 av. J.-C. (cf. ZUMPT, *Le droit crim. de la Rép. rom.*, I, 1, 391). Le premier exemple d'un citoyen fait *aerarius* par les censeurs, qui nous soit relaté par l'histoire, est celui de Mamercus, 434 av. J.-C. (LIV., IV, 24). Le premier *municipe* sans suffrage fut Caere vers 353 av. J.-C. (voyez p. 64, ne 7). Or la synonymie des expressions *in Caeritum tabulas* et *in aerarios referri* semble bien prouver que c'est seulement dès lors que les censeurs ont fait des listes spéciales des *aerarii*, et partant, qu'avant cette époque les citoyens faisant partie de cette classe, étaient peu nombreux. D'où vient la désignation d'*aerarius*? Voici l'explication du PSEUDO-ASCONIUS, l. I. : « *Ut pro capite suo tributum nomine AERA praeberet.* » — Dans l'exposition de ce sujet nous avons suivi de préférence HUSCHKE, GOETTLING et BECKER, en établissant cependant entre les différentes catégories d'*aerarii* une distinction plus sévère qu'on ne l'a fait, ce nous semble, jusqu'ici.

(3) Pour les *municipes sine suffragio* et ceux qui deviennent *aerarii* à la suite d'une *nota censoria*, il n'y a aucun doute. Pour les *infames* le fait est prouvé par l'exclusion des histrions des tribus. LIV., VII, 2. Voyez aussi la *lex* de la table Bantine (*Corp. Inscr. Lat.*, I, p. 45, l. 5).

(4) PSEUD.-ASC., l. I.

(5) Cf. LIV., XLV, 15. GELL., XVI, 13, 7.

Les *municipes sine suffragio* et les *infames* sont privés du *jus honorum* ⁽¹⁾; ceux qui deviennent *aerarii* en vertu de la seule *nota censoria* en jouissent ⁽²⁾.

Les *municipes sine suffragio* et ceux que la seule *nota censoria* a rendus *aerarii* sont astreints au service militaire ⁽³⁾; les *infames* en sont exclus ⁽⁴⁾.

Les *municipes sine suffragio* paient le *tributum* que le sénat romain leur a imposé; les *aerarii* par la *nota censoria* et, sans aucun doute, aussi les *infames*, paient le *tributum ex censu*, mais arbitrairement multiplié par le censeur ⁽⁵⁾.

Une dernière distinction à faire, mais d'une importance capitale, c'est que les *municipes sine suffragio* cessent d'être *aerarii*, en obtenant la *civitas* complète ⁽⁶⁾, et que ceux qui sont devenus *aerarii* à cause de la seule *nota censoria* peuvent être réhabilités par les censeurs suivants ⁽⁷⁾, tandis que les *infames* sont atteints d'une flétrissure indélébile, et restent *aerarii* à jamais ⁽⁸⁾.

§ 4. Des *cives libertini* ⁽⁹⁾.

L'affranchi s'appelle *libertus* par rapport à celui qui lui a

(1) Pour les *municipes sine suffragio* voyez MARQUAEDT, III, 1, 8; pour les *infames*, CIC., p. CLUENT., 42, p. SULL., 32. DIG., XLVIII, 7, 1.

(2) Cela est prouvé par LIV., XXIV, 43. CIC., p. CLUENT., 43 § 120, 45 § 126.

(3) Les *municipes* servent dans la légion ou forment des corps spéciaux, comme la *legio Campana*. MARQUAEDT, III, 2, 297-298. Pour les *notati* par les censeurs, les charges du service militaire étaient parfois aggravées, LIV., XXIV, 18. Que le simple fait d'être rangé par le censeur parmi les *aerarii* n'excluait pas du service militaire, cela résulte de LIV., XXIX, 37.

(4) LIV., VII, 2. VAL. MAX., II, 4, 4. Cf. DIG., III, 2, 2.

(5) Exemple : « Censores... Mamercum, quod magistratum populi Romani minuisset, tribu moverunt octuplicatoque censu aerarium fecerunt. » LIV., IV, 24.

(6) A dater des *leges Julia et Plautia Papiria* (90 et 89 av. J.-Ch.) il n'y a plus de *municipia sine suffragio*.

(7) CIC., p. CLUENT., 43 § 122.

(8) CIC., p. CLUENT., 42 § 119. « Turpi judicio damnati in perpetuum omni honore ac dignitate privantur. » Cf. PLAUT., *Pers.*, 3, 1, 27.

(9) BIERREGAARD, *De libertinorum hominum conditione libera republica Romana*, Copenhagen, 1840. GRÉGOIRE, *De la condition civile et politique des descendants des affranchis dans l'ancien droit romain* dans la *Revue de législation*. Paris, 1849. T. II, p. 384. REIN, *Libertini* (en all.) dans PAULY's *Realencyclopædie*. Stuttgart, 1846. T. IV, p. 1026.

donné la liberté, *libertinus* par rapport à sa condition civile et politique ⁽¹⁾.

En signe de sa liberté, il se revêt de la toge, se fait raser la tête et se coiffe du *pileus* ⁽²⁾.

Mais la condition légale des *libertini* diffère considérablement selon qu'ils ont été affranchis par un mode solennel (*manumissio justa*) ou par un mode non solennel (*manumissio minus justa*) ⁽³⁾.

La *manumissio justa* confère seule à l'affranchi la *justa libertas* ⁽⁴⁾ et la *civitas* ⁽⁵⁾, et encore faut-il qu'elle se fasse par un citoyen romain à l'égard d'un esclave, duquel il est seul propriétaire quiritaire et usufruitier.

Cependant, à cause de leur naissance servile, les *cives libertini* se trouvent vis-à-vis des *cives ingenui* ⁽⁶⁾ dans une grande infériorité civile et politique, et constituent dans l'Etat un ordre inférieur : *ordo libertinorum* ou *libertinus* ⁽⁷⁾; d'autre part la liberté de l'affranchi est limitée par certaines obligations qu'il doit à son ancien maître, qui par l'affranchissement est devenu son *patronus*.

I. L'*ordo libertinorum* sous le rapport du droit privé et public ⁽⁸⁾.

Les affranchis jouissent du *jus commercii* sans restriction, mais, jusqu'à Auguste, ils sont privés du *conubium* avec les *ingenui* ⁽⁹⁾.

Ils furent exclus de tout temps de la légion romaine (p. 85).

Le *jus suffragii* qu'ils exercent aux comices centuriates et tributes est très-restreint.

(1) S'il faut en croire SUET., *Claud.*, 24, dans les premiers siècles de la République, le *libertus* était l'affranchi, le *libertinus*, le fils de l'affranchi.

(2) POLYB., XXX, 16. APP., *Mithr.*, 2. SERV., *ad Aen.*, VIII, 564.

(3) Nous parlerons des modes d'affranchissement dans un chapitre spécial.

(4) SUET., *Aug.*, 40. SÉNÈQ., *De vit. beat.*, 24. ULP., I, 23.

(5) GAJ., I, 17. ULP., I, 16, 18, 19. DOSITH., *De manum.*, 11, 12.

(6) Voyez p. 65.

(7) « *Cives Romani libertini ordinis.* » LIV., XLIII, 12. Cf. XLII, 27, 31.

(8) BECKER, II, 1, 193-197. MARQUARDT, II, 3, 45-49. LANGE, I, 447-451. WALTER, §§ 105, 106, 353, 421, 488. TROISFONTAINES, I, 251-254.

(9) Voyez p. 66-67.

En effet jusqu'à la censure d'Appius Claudius (312 av. J.-C.), ils sont rélégués dans les quatre tribus urbaines, et, tout en payant le *tributum* proportionnel à leur cens, ils n'ont point le *jus censendi*, et n'ont accès qu'à la *centuria capite censorum* ⁽¹⁾.

Le censeur Appius Claudius ⁽²⁾ les admet dans toutes les tribus, et d'après leur cens dans les classes et centuries ⁽³⁾.

En 304 av. J.-C. les censeurs Q. Fabius Rullianus et P. Decius les rejettent tous dans les tribus urbaines ⁽⁴⁾, et, probablement, dans la *centuria capite censorum* ⁽⁵⁾.

Mais comme les affranchis parviennent à rentrer dans les

(1) Les opinions des modernes sur la condition primitive des *libertini* sont aussi divergentes que celles sur l'origine des *aerarii*. Ainsi d'après ΝΙΕΒΥΗΚ, *H. r.*, I, 623, dans les premiers siècles, la *manumissio censu* seule donnait le droit de cité, et les affranchis étaient exclus des tribus jusqu'à la censure d'Appius Claudius. GOETTLING, p. 141, aussi et d'autres encore ne leur font accorder le *jus suffragii* que par Appius Claudius. Cependant DENYS, IV, 22, les place dans les tribus urbaines dès Servius Tullius. De même ZONARAS, VII, 9. Et les auteurs anciens, qui parlent de la censure d'Appius, ne disent pas qu'il les ait inscrits le premier dans les tribus urbaines, mais dans toutes les tribus : d'où il faut conclure qu'avant lui ils se trouvaient déjà dans les tribus urbaines. « *Forensis factio, Ap. Claudii censura vires nacla... humilibus per omnes tribus divis* etc. » LIV., IX, 46. « ἰδιώται δὲ τοῖς πολιταῖς καὶ τῇ ἐξουσίᾳ ὅπου προσηγοῦντο τιμωτάσθαι. » DIOD. SIC., XX, 36. D'ailleurs, comme on vient de le voir, il ne s'agit pas dans ces textes des *libertini* seuls, mais des *humiles* en général, dont les *libertini* forment une catégorie importante, mais qui comprennent en outre les *opifices* et *sellularii ingenui* etc. Cf. p. 87, n° 6. Si les *libertini* sont inscrits dans les tribus urbaines, il n'y a aucune raison pour ne pas les admettre aussi à la *centuria capite censorum*. Un seul texte ancien (PLUTARQ., *Poplic.*, 7) semble contredire notre opinion ; mais ce même texte contient encore d'autres inexactitudes. Voyez BECKER, II, 1, 193-194.

(2) LANGE, II, 71-83. SAAI, *De Appio Claudio Cocco*. Cologne, 1842. SIEBERT, *Le censeur Appius Claudius* (en all.). Cassel, 1863.

(3) « *Humilibus per omnes tribus divis* forum (les comices tributes) et *campum* (les comices centuriates) *corrupti*. » LIV., I, 1.

(4) LIV., IX, 46. VAL. MAX., II, 2, 9. L'allégation d'AUREL. VICT., *de vir. ill.*, 32, est erronée. — LANGE, II, 85-87.

(5) Les anciens ne parlent point de la position que ces censeurs donnent aux affranchis dans les classes. Après la réforme des comices centuriates, comme les affranchis étaient généralement inscrits dans les quatre tribus urbaines, ils ne pouvaient, supposé qu'on leur eût accordé le *jus censendi*, faire partie que des 40 centuries de ces tribus.

tribus rustiques et dans les classes, les censeurs L. Aemilius Papus et C. Flaminius (220 av. J.-C.) les relèguent de nouveau dans les tribus urbaines et les privent du *jus censendi*, à l'exception de ceux qui ont un fils âgé de plus de 5 ans et de ceux qui possèdent en biens-fonds le cens de la 2^e classe (1).

En 168 av. J.-C. le censeur T. Sempronius Gracchus rejette tous les affranchis dans une seule tribu urbaine, déterminée par le sort : la *tribus Esquilina* (2).

Plus tard, une loi (probablement une *lex Aemilia* de 115 av. J.-C.) (3) décréta que dorénavant les affranchis seraient inscrits dans les quatre tribus urbaines (4).

Sous l'Empire ils sont membres de la tribu de leur patron (5).

Les *libertini* sont exclus du *jus honorum*, des *sacerdotia* et du sénat. Cette infériorité n'atteint pas seulement les affranchis, mais encore en règle générale leurs fils (6).

(1) LIV., *Epit.*, XX; XLV, 15. «*In quattuor urbanas tribus descripti erant libertini, praeter eos, quibus filius quinquenni major ex se natus esset : eos, ubi proximo lustro censi essent, censi jusserunt : et eos, qui praedium praediae rusticae pluris sestertium triginta milium haberent* (30000 sesterces = 75000 as, MARQUARDT, II, 3, 47, n° 145), *censendi jus factum est.*» A cause d'une lacune qui précède ce passage, il est difficile de dire de quels censeurs il y est question. Cf. BECKER, II, 1, 195, n° 413. Toujours est-il que ces dispositions sont antérieures à la censure de Gracchus (WALTER, § 105, n° 70), à laquelle MARQUARDT, II, 3, 47, et LANGE, II, 276 278, les attribuent. Voyez la note suivante.

(2) «*Eo descensum est, ut ex quattuor urbanis tribubus unam palam in atrio Libertatis sortirentur, in quam OMNES, qui servitutem sernissent, conjicerent. Esquilinae sors exiit : in ea Ti. Gracchus pronuntiavit, libertinos OMNES censi placere.*» LIV., XLV, 15. L'assertion de CIC., *de or.*, I, 9, et d'après lui, AUREL. VICT., *de vir. ill.*, 57, est erronée.

(3) AUREL. VICT., *de vir. ill.*, 72 : «*[M. Aemilius Scaurus] consul legem de sumtibus et libertinorum suffragiis tulit.*»

(4) Telle fut la règle jusqu'à la fin de la République. Les lois qui furent encore portées pour améliorer le suffrage des affranchis, telles que la *lex Sulpicia* (85 av. J.-C.), *Cornelia* (87), *Papiria* (84), *Manilia* (67), furent toutes abolies presque aussitôt. MOMMSEN, *Les trib. rom.*, 169-172.

(5) MOMMSEN, *Les trib. rom.*, 174. MARQUARDT, II, 3, 48, n° 146.

(6) Cf. LIV., IV, 3, *Epit.*, XIX. CIC., *p. Cluent.*, 47 § 132. HOR., *Sat.*, I, 6, 20. C'est un fait extraordinaire, quand des fils d'affranchis deviennent magistrats ou sénateurs, LIV., IX, 46, DIODOR., XX, 36, et encore d'après SUET., *Claud.*, 24, ne s'agirait-il pas dans ces exemples de fils, mais de petits fils d'affranchis.

II. Rapports entre le *libertus* et son ancien maître ⁽¹⁾ ou *patronus* ⁽²⁾.

L'affranchi a reçu de lui le don inestimable de la liberté et du droit de cité ⁽³⁾, son *nomen gentilicium* ⁽⁴⁾, la participation aux *sacra gentilicia* et au *jus sepulcri* ⁽⁵⁾.

Souvent il reste dans la maison et au service du maître ⁽⁶⁾. D'autres fois le maître lui laisse son *peculium* ⁽⁷⁾, ou même il lui donne ou prête le capital nécessaire pour s'établir ⁽⁸⁾.

A cause de tous ces bienfaits, l'affranchi est tenu à certaines obligations envers son patron. Distinguons entre celles que le patron lui impose spécialement à l'occasion de l'affranchissement et celles que tout affranchi doit à son patron en vertu de la loi et du droit prétorien.

Les premières ne sont valables que par une stipulation spéciale du maître ⁽⁹⁾ ou par le serment imposé à l'affranchi de les remplir ⁽¹⁰⁾.

(1) BECKER, II, 1, 78-85. MARQUARDT, V, 1, 211-212. WALTER, § 494-500. REIN, *Dr. c.*, 597-604. TROISPONTAINES, I, 246-250. SCHUELLER, *De necessitudine cum morali tum civili inter patronos et liberos*. Utrecht, 1838.

(2) La loi des XII Tables se servait déjà de ce terme. GAZ., III, 40. ULP., XXIX, 1. *Fragm. Vatic.*, § 308.

(3) LIV., XXX, 40. *Dig.*, XXXVIII, 2, 1.

(4) Dans les premiers siècles, l'affranchi n'avait généralement que deux noms : le *nomen gentilicium* de son patron, et un *praenomen*, qu'il choisissait lui-même, mais qui ne pouvait pas être celui de son patron. Ce n'est que depuis le premier siècle av. J.-C. que les affranchis commencent à porter le prénom de leurs patrons, et cela devient bientôt la règle. Dès lors ils prennent aussi un *cognomen*, qui ordinairement est leur ancien nom d'esclave : Marcus Tullius Tiro, Cajus Julius Hyginus. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 30, 53-60. MARQUARDT, V, 1, 22-24. Sous l'Empire ils se permettent encore plus de liberté dans le choix du *cognomen*. FRIEDLAENDER, *Hist. des mœurs rom.*, I, 70, n° 1. — Nous sommes moins renseignés sur les noms donnés aux *servi publici* affranchis. Cf. BECKER, II, 1, 80, n° 183.

(5) Cf. MARQUARDT, V, 1, 366, n° 2339.

(6) PLIN., *Epit.*, II, 17 § 9. *Dig.*, VII, 8, 2 § 1, IX, 3, 5 § 1.

(7) « *Peculium vindicta manumisso vel inter amicos si non adimatur, donari videtur.* » *Fragm. Vat.*, § 261. Cf. *Dig.*, XV, 1, 53. *Cod.*, VII, 23. *Inst.* II, 20 § 20.

(8) MARQUARDT, V, 1, 171, n° 1013.

(9) *Dig.*, XXXVIII, 1, 3, 5, 37.

(10) CIC., *ad Att.*, VII, 2, 8. *Dig.*, XXXVIII, 1, 7 § 2, XL, 12, 44. Cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 337, n° 17, 370.

Elles consistent en des *dona, munera* ⁽¹⁾ et *operae* ⁽²⁾. Les *operae* sont *fabriles* ou *officiales* ⁽³⁾. Un *edictum Rullianum* (fin de la République) limite ce droit du patron ⁽⁴⁾.

Les obligations, imposées à l'affranchi envers son patron par la loi ou le droit prétorien, sont les suivantes :

1° *Praestare obsequium, reverentiam, honorem* ⁽⁵⁾.

2° Les *alimenta* "*pro modo facultatum suarum*", dans le cas où le patron est tombé dans l'indigence ⁽⁶⁾.

3° Il faut à l'affranchi l'autorisation du prêteur pour intenter un procès civil à son patron, et même aux parents ou enfants du patron ⁽⁷⁾.

4° Il lui est défendu d'intenter à son patron un procès criminel ⁽⁸⁾, ou même d'y déposer contre lui ⁽⁹⁾. Sous l'Empire exception fut seulement faite pour le crime de lèse-majesté ⁽¹⁰⁾.

5° Le patron exerce la *tutela legitima* sur les *liberti impuberes* et sur les *libertae* ⁽¹¹⁾.

6° Il a un certain droit de succession ⁽¹²⁾. La loi des XII Tables lui accorde l'hérédité quand l'affranchi meurt *ab intestato* et sans *sui heredes*. Par le droit prétorien il ob-

(1) "*Inter donum et munus hoc interest, quod inter genus et speciem; nam genus esse donum Labeo a donando dictum, munus speciem; nam munus esse donum cum causa, utpote natalicium, nuptalium.*" *Dig.*, L, 16, 194. Cf. *ib.*, 214.

(2) *Dig.*, XXXVIII, 1, 7 § 3.

(3) *Dig.*, XII, 6, 26 § 12, XXXVIII, 1, 6, 9 § 1, 23.

(4) *Dig.*, XXXVIII, 1, 2; 2, 1.

(5) *Dig.*, I, 16, 9 § 3, XXXVII, 15, 7 § 4, 9, XLIV, 4, 4 § 16.

(6) *PAULL.*, II, 32.

(7) "*Praetor ait: parentem, patronum, patronam, liberos, parentes patroni, patronae in jus sine permisso meo ne quis vocet.*" *Dig.*, II, 4, 4 § 1. Cf. *ib.*, 10 § 12, 24, 25. *GAJ.*, IV, 46, 183. *DION CASS.*, LX, 28.

(8) *Dig.*, XLVIII, 2, 8. — ZUMPT, *proced. crim.*, 45-46.

(9) *Dig.*, XXII, 5, 3 § 5, 4. *Coll. leg. Mos.*, IX, 2. *PAULL.*, V, 15 § 3.

(10) *Cod. Theod.*, IX, 6, 4. *Cod.*, IX, 1, 20-21.

(11) *ULP.*, XI, 3. *GAJ.*, I, 165. *Inst.*, I, 17.

(12) WALTER, § 655-659. REIN, *Dr. c.*, § 21-23. UNTERHOLZNER, *Du droit de succession du patron* (en all.) dans le *Zeitschr. f. gesch. Rechtsw.*, Berlin, 1825. T. V, p. 26. HUSCHKE, *Eclaircissements relatifs au droit de succession sur les biens des affranchis* (en all.) dans ses *Etudes de droit romain*, Heidelberg, 1830, p. 125.

tient la moitié de la succession si le *libertus* meurt sans laisser d'enfant naturel et légitime. Ce droit du patron est encore élargi sous Auguste par la *lex Papia Poppaea* (1).

Sanction pénale du jus patronatus.

La punition ordinaire du *libertus impius et ingratus* (2) était l'exclusion du *jus sepulcri* (3).

Le droit du patron fut étendu au commencement de l'Empire, probablement par la *lex Aelia Sentia* (4 apr. J.-C.). Dès lors il est permis au patron de reléguer un *libertus ingratus centesimum ultra lapidem* (4). Pour des faits plus graves, il peut l'accuser auprès du préfet de la ville ou du proconsul en province qui, d'après les circonstances, condamnent l'affranchi ingrat à la *fustium castigatio*, ou à un *exilium temporale*, et, pour des causes plus graves, *ad metalla* (5).

La *revocatio in servitatem*, qui en des cas exceptionnels avait été déjà prononcée par Claude et par Commode (6), devint depuis Dioclétien et Constantin la punition ordinaire du *libertus ingratus* (7).

À la mort du patron, les *jura patronatus* passent à ses enfants (8).

(1) Gaj., III, 40-44. Ulp., XXIX.

(2) «*Ingratus libertus est, qui patrono obsequium non praestat, vel res ejus filiorumve tutelam administrare detrectat.*» Dig., XXXVII, 15, 19.

(3) Des exemples chez Orelli, *Inscr.*, n° 4434-4436. Cf. Marquardt, V, 1, 366, n° 2343. — D'après l'opinion généralement adoptée aujourd'hui (Walter, § 495, Mommsen, *Rech. rom.*, I, 369. Marquardt, V, 1, 211, n° 1324), le *patronus* aurait même possédé du temps de la République le *jus necis* sur les *liberti justi*. Cette opinion invoque les exemples cités par Val. Max., VI, 1, 4. Suet., *Cés.*, 48. Cf. Cic., *ad Quint. fr.*, I, 1 § 4. Elle est combattue par Lange, I, 230, et nous semble peu probable. Outre qu'elle concède à un simple citoyen le droit de vie sur un autre citoyen *sui juris*, ce qui ne s'accorde pas bien avec la haute signification de la *vox illa et imploratio «civis Romanus sum»* (Cic., *l'err.*, II, 5, 57 § 147), ne nous paraît-elle pas suffisamment prouvée par les deux exemples que les auteurs indiqués rapportent. Car rien ne nous dit qu'il s'agisse là de *justi liberti*.

(4) Tac., *Ann.*, XIII, 26.

(5) Dig., I, 12, 1 § 10; 16, 9 § 3, XXXVII, 14, 1, 7 § 1.

(6) Suet., *Claud.*, 25. Dig., XXV, 3, 6 § 1.

(7) Cod., VI, 3, 12; 7, 2.

(8) Gaj., III, 58. Dig., XXV, 3, 5 § 20, XXXVII, 14, 1.

Les *jura patronatus* cessent :

Naturellement, par la mort de l'affranchi ;

Civilement :

1° Si le patron perd le droit de cité ⁽¹⁾.

2° S'il manque à ses devoirs envers l'affranchi, en lui refusant les *alimenta*, quand le *libertus* se trouve dans l'indigence, en lui intentant une action capitale, ou en lui arrachant, par un abus d'autorité, l'engagement de ne pas se marier ⁽²⁾.

L'affranchi ne peut être adrogé que par son patron ⁽³⁾ et encore pour une *justa causa* ⁽⁴⁾. De *libertus* il devient *filius-familias*, mais non *ingenuus* ⁽⁵⁾.

Durant toute l'époque républicaine, le privilège de l'*ingenuitas* fut inaccessible aux *libertini*.

La *lex Visellia* (premier siècle avant ou après J.-C.) menace d'amendes et éventuellement d'*infamia* le *libertinus* qui s'arroge les droits de l'*ingenuitas* ⁽⁶⁾.

Cependant sous l'Empire l'ingénuité pouvait être conférée par un bienfait de l'Empereur ⁽⁷⁾, de deux manières :

1° Par la collation du *jus anulorum aureorum* ⁽⁸⁾, qui, dans

(1) TAC., *Hist.*, II, 92. *Dig.*, II, 4, 10 § 6.

(2) *Dig.*, XXXVII, 14, 5 § 1, 6, 11, 15.

(3) *Dig.*, I, 7, 15 § 3, XXXVII, 12, 1 § 2. Cf. GELL., V, 19 § 11-14.

(4) *Cod.*, VIII, 48, 3.

(5) *Dig.*, I, 5, 27, XXIII, 2, 32. Cf. WALTER, § 544.

(6) *Cod.*, IX, 21, X, 32, 1. — Cette loi est attribuée ordinairement au règne de Tibère, 24 apr. J.-C. Cf. REIN, *Dr. c.*, 594, n° 3. MOMMSEN (*Sur la lex Visellia* (en all.) dans BEKKER's *Jahrbuch*, 1858, p. 335-340) la fait remonter jusqu'en 72 ou 71 av. J.-C. L'opinion de MOMMSEN est adoptée par RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 116, et combattue par WALTER, § 353, n° 25.

(7) Les premiers exemples cités datent d'Auguste. SUET., *Aug.*, 74. APP., *B. c.*, V, 80.

(8) Le *jus anuli aurei* n'appartenait d'abord qu'aux *nobiles*. PLIN., XXXIII, 6 (1) et suiv. LIV., IX, 46. VAL. MAX., IX, 3, 3. Plus tard il fut l'insigne des sénateurs, ensuite aussi des *equites* (LIV., XXVI, 36. PLIN., l. l. DION CASS., XLVIII, 45). Les autres citoyens portaient l'*anulus ferreus*. Ce n'est qu'après la décadence de l'ordre équestre que l'auneau d'or devint un droit de tous les *ingenui*. BECKER, II, 1, 273-276, 286, 289. LANGE, II, 8. REIN, *Anulus* (en all.) dans PAULY's *Realencyclopaedia*, I, 493. MARQUARDT, *Historia equitum Romanorum*. Berlin, 1840, p. 86-91. DAEBNE, *De jure aureorum anulorum et natalium restitutione*. Halle, 1863.

les premiers siècles de l'Empire, correspondait à l'élévation de l'affranchi à l'ordre équestre ⁽¹⁾. Ce droit n'exemptait point l'affranchi des *jura patronatus* ⁽²⁾.

2° Par la *natalium restitutio* qui d'ordinaire n'était donnée que *consentiente patrono* et qui effaçait toute trace de naissance servile et déliait par conséquent l'affranchi des obligations envers le patron ⁽³⁾.

Les fils des *libertini*, étant nés *ingenui*, sont libres de toute obligation de *patronatus* ⁽⁴⁾, et sauf les restrictions, indiquées plus haut, p. 99, jouissent du droit de cité complet. Pour les petits-fils toute tache de naissance servile est effacée.

Justinien accorde à tous les *libertini* l'*ingenuitas*, en laissant subsister cependant les *jura patronatus* ⁽⁵⁾.

CHAPITRE QUATRIÈME. — DE LA CAPITIS DEMINUTIO ET DE LA PERTE DU DROIT DE CITÉ ⁽⁶⁾.

Toute perte, tout changement du *caput* ⁽⁷⁾ s'appelle *capit-*

(1) DION CASS., XLVIII, 45. SUET., *Galb.*, 14. *Vitell.*, 12. TAC., *Hist.*, I, 13, II, 57.

(2) « *Jus anulorum ingenuitatis imaginem praebeat salvo jure patronorum patronique liberorum.* » *Fragm. Vatic.*, § 226. Cf. *Dig.*, XL, 10.

(3) *Dig.*, XL, 11. « *Natalibus restituere.* » Le fait est cité pour la première fois par PLIN., *Epit.*, X, 77, 78. La distinction entre le *jus anuli* et la *natalium restitutio* est bien marquée dans les *Dig.*, II, 4, 10 § 3, XXXVIII, 2, 3. Cf. REIN, *Dr. c.*, p. 596-597.

(4) Cependant, dans l'ancien droit, si le fils ou un descendant d'affranchi mourait *ab intestat* et sans laisser ni *sui heredes* ni *agnati*, la *gens* de l'ancien patron avait droit à la succession. CIC., *De or.*, I, 39. — VOIGT, *De causa hereditaria inter Claudios patricos et Marcellos acta*. Leipzig, 1853.

(5) *Novell.*, LXXVIII, *Praef.*, c. I, 2, 5.

(6) BECKER, I, 100-121. LANGE, I, 182-188. WALTER, §§ 457-458, 162, 476, 515-616. REIN, *Dr. c.*, 117-129, 554-560. TROISFONTAINES, I, 184-191. SAVIGNY, *Système du dr. rom.* (en all.), II, 443-515. SCHEURL, *La capitis diminutio* (en all.) dans les *Beitragae zur Bearbeitung des rom. Rechts*. Erlangen, 1853, II, p. 232, suiv.

(7) Voyez p. 8.

lis deminutio ⁽¹⁾. Aux trois *status* du *caput* correspondent trois degrés de la *capitis deminutio*.

" *Capitis minutionis species sunt tres, maxima, media, minima.* "

" *Maxima capitis diminutio est per quam et civitas et libertas amittitur...* "

" *Media* ⁽²⁾ *capitis diminutio dicitur per quam, sola civitate amissa, libertas retinetur...* "

" *Minima capitis diminutio est, per quam, et civitate et libertate salva, status dumtaxat hominis* ⁽³⁾ *mutatur* ⁽⁴⁾. "

§ 1. De la *capitis deminutio maxima*.

Les cas qui entraînent cette *deminutio* découlent ou du *jus gentium* ou du droit international ou du droit civil romain.

I. *Ex jure gentium*, le citoyen romain, fait prisonnier de guerre, devient esclave du peuple ennemi ⁽⁵⁾. Cependant, du moment que ce citoyen rentre sur le territoire romain, il recouvre la liberté, il est réintégré dans ses droits de citoyen et d'*ingenuus*, en vertu d'une fiction juridique, qui s'appelle *jus postliminii* ⁽⁶⁾.

(1) Faut-il dire *deminutio* ou *diminutio*? Il semble que les anciens ont employé les deux formes qui, sous le rapport étymologique, se justifient toutes deux. Cf. REIN, *Dr. c.*, 121, n° 1. — Les juristes modernes sont loin de s'accorder sur le sens juridique des mots *caput*, *status*, sur la définition de la *capitis deminutio*, et surtout sur le caractère propre de la *capitis deminutio minima*. Voyez BECKER, II, 1, 404-406. REIN, *Dr. c.*, 118, n° 2, 121, n° 2, 124, n° 1. WALTER, § 515-516. Cette controverse est d'un intérêt plutôt juridique qu'historique.

(2) On l'appelle aussi *minor*. GAI., I, 159.

(3) Autre définition : "*quum... familia tantum mutatur.*" Dig., IV, 5, 11.

(4) ULP., XI, 10-13. Cf. GAI., I, 159-162. Dig., l. l. Inst. I, 16 § 1-3.

(5) Cf. LIV., XXII, 60. CÉS., B. c., II, 32. PAUL. DIAC., v. *deminutus*, p. 70.

(6) REIN, *Dr. c.*, 306-309. HASE, *Le jus postliminii et la fictio legis Corneliae* (en all.). Halle, 1851. DIRKSEN, *Les sources de la théorie du droit romain sur l'extradition des prisonniers de guerre* (en all.) dans les *Abhandl. der Berl. Akad.*, 1858, p. 89.

„ *Postliminium fingit eum, qui captus est, semper in civitate fuisse* ⁽¹⁾. »

II. En vertu du droit international, cette *capitis deminutio* arrive dans le cas de la *deditio per patrem patratum*, c'est-à-dire en cas d'extradition d'un citoyen à un peuple étranger par une commission de deux à quatre *fetiales*.

La *deditio* a lieu principalement :

1) A l'égard du citoyen qui a violé le *jus legatorum* ⁽²⁾.

2) A l'égard du magistrat qui a conclu de sa propre autorité une *sponsio* avec l'ennemi, si le sénat refuse de la ratifier ⁽³⁾.

Le *deditus*, qui était refusé par le peuple étranger, avait-il droit au *jus postliminii* ? Il semble que non ; cependant ce point était controversé chez les anciens ⁽⁴⁾.

III. *Ex jure civili*.

Distinguons entre l'ancien droit, le droit prétorien et le droit de l'Empire.

(1) *Inst.*, I, 12 § 5. „ *Postliminium receptus dicitur is qui extra limina, hoc est, terminos provinciae captus fuerat, rursus ad propria revertitur.* » PAUL DIAC., v. *postliminium*, p. 219. — Des personnes cette fiction fut étendue aux choses prises par l'ennemi. Elles retournaient à leur ancien propriétaire, dès qu'elles n'étaient plus au pouvoir de l'ennemi. CIC., *Top.*, 8. AEL. GALL. cité par FEST., v. *postliminium*. GAS., I, 129, *Dig.*, XLIX, 15, 5 § 1-2.

(2) *Dig.*, L, 17, 7. Des exemples sont mentionnés chez LIV., *Epit.*, XY, XXXVIII, 42. VAL. MAX., VI, 6, 3 et 5 etc. Cf. LIV., V, 36 : „ *Postulatumque ut pro jure gentium violato Fabii dederentur.* »

(3) La formule de la *deditio* en ce cas est celle-ci : „ *Quandoque hisce homines injussu populi Romani Quiritium foedus ictum iri sponderunt, atque ob eam rem noxam nocuerunt ; ob eam rem, quo populus Romanus scelere impio sit solutus, hosce homines vobis dedo.* » LIV. IX, 10. Des exemples : GELL., XVII, 21 § 36. LIV., *Epit.*, LVI. APP., *De reb. Hisp.*, 83. VELL. PATERC., II, 1. VAL. MAX., VI, 3, 3. Cf. CIC., *de off.*, III, 29 § 108. Voyez NISSEN, *La paix caudine* (en all.) dans le *Rhein. Mus.*, 1870, XXV, 46-63.

(4) *Quem hostes si non recepissent, quaesitum est, an civis Romanus maneret, quibusdam existimantibus, manere, aliis contra, quia quem semel populus jussisset dedi, ex civitate expulsi videretur, sicut faceret, quum aqua et igni interdiceret ; in qua sententia videtur P. Mucius fuisse. Id autem maxime quaesitum est in Hostilio Mancino, quem Numantini sibi deditum non acceperunt, de quo tamen lex postea lata est, ut esset civis Romanus ; et praetura quoque gessisse dicitur.* » *Dig.*, L, 7, 17. Cf. XLIX, 15, 4. CIC., *Top.*, 8 § 37. *de or.*, I, 40 § 181, II, 32 § 137, p. *Caec.*, 34.

1° En vertu de l'ancien droit civil subissaient la *capitis deminutio maxima* :

a) Les *addicti*, vendus *trans Tiberim*. Voyez p. 90.

b) Les *fures manifesti* ⁽¹⁾. « *Lex* (des XII Tables)... *furem manifestum ei, cui furtum factum est, in servitutem tradit* ⁽²⁾. » Le droit prétorien remplacé cette punition par une *actio quadrupli* ⁽³⁾.

c) Les *incensi*. « Τῶ δὲ μὲ τιμωραμένην τιμωρίαν ὥρως (Σερβίους Τύλλιος) τοῖς τῶ οὐσίας περιεσθῆναι καὶ αὐτοῖς μακροχρόνιον πρᾶνθῆναι » ⁽⁴⁾. »

d) Les citoyens qui se soustraient au service militaire ⁽⁵⁾, soit en s'estropiant volontairement, tels que les *pollice trunci* ⁽⁶⁾, soit en ne se rendant point au *dilectus*, prescrit par le magistrat, *tenebriones* ⁽⁷⁾, soit en ne rejoignant point l'armée au jour indiqué, *infrequentes* ⁽⁸⁾, soit enfin en quittant l'armée sans congé, *desertores* ⁽⁹⁾. — Dans tous ces cas les délinquants, de même que les *incensi*, sont vendus comme esclaves *trans Tiberim* ⁽¹⁰⁾.

(1) WALTER, § 793. RUDORFF, *H, d. dr.*, II, § 106, ZUMPT, *dr. cr.*, I, 374-379.

(2) GELL., XX, 1 § 7. — « *Poenā manifesti furti ex lege XII tabularum capitalis erat: nam liber verberatus addicebatur ei, cui furtum fecerat; utrum autem servus efficeretur ex addictione, an adjudicati loco consuetueretur, veteres quaerebant.* » GAI., III, 189.

(3) GAI., III, 189. Cf. GELL., XI, 1 § 6-11.

(4) DENYS, IV, 15. Cf. V, 75. LIV., I, 44. CIC., *p. Caec.*, 34. ULP., XI, 11. GAI., I, 160.

(5) « *Qui miles factus non est.* » CIC., *p. Caec.*, 34.

(6) SUET., *Aug.*, 24. Cf. VAL. MAX., VI, 3, 3.

(7) *Qui ad delectum olim non respondebant... in servitutem redigebantur.* « *Dig.*, XLIX, 14, 4 § 10. « *Man. Curius consul in Capitolio cum delectum haberet, nec citatus in tribu civis respondisset, vendidit tenebrionem.* » VARR. cité par NON. MARC., I, 67. Cf. VAL. MAX., VI, 3, 4. LIV., *Epit.*, XIV.

(8) « *Miles cum die, qui productus est aberat neque excusatus erat, infrequens dabatur.* » CINCIIUS cité par GELL., XVI, 4 § 5. GOETTLING propose de lire : *venum dabatur*. Cf. PAUL. DIAC., p. 112.

(9) LIV., *Epit.*, LV. — Des *desertores* il faut distinguer les *transfugae*. Ceux-ci n'étaient pas réduits en esclavage, mais condamnés à une mort ignominieuse, par exemple à la croix (LIV., XXX, 43) ou aux bêtes (ib., *Epit.*, LI), et du temps de l'Empire encore « *aut vivi exuruntur aut furca suspenduntur.* » *Dig.*, XLVIII, 19, 3 § 1.

(10) Que c'était *trans Tiberim* qu'ils étaient vendus, cela semble résulter du texte tronqué de GAI., I, 160 : « *qui ex patria aut censum**** », et surtout de

e) Les enfants vendus par leur père à l'étranger. Voyez p. 72.

Dans les trois derniers cas, le *jus postliminii* n'était pas applicable (1).

Des cinq causes de *capitis deminutio* de l'ancien droit civil, les deux premières n'existaient plus à la fin de la République, les trois dernières disparurent au commencement de l'Empire.

2° En vertu du droit prétorien : « *Si quis se major viginti annis ad pretium participandum venire passus est* », il reste l'esclave de son acheteur (2). Avant cette intervention de l'édit prétorien, le citoyen vendu avait le droit de faire revendiquer sa liberté par un *assertor* (*liberalis causa*) (3) devant le préteur, et celui-ci devait la *proclamatio in libertatem* en vertu de ce principe : « *Conventio privata neque servum quemquam, neque libertum alicujus facere potest* (4). »

3° Le droit de l'Empire a introduit les causes de *capitis deminutio maxima* suivantes :

a) La *servitus poenae*, qui atteint tous ceux qui sont condamnés *ad mortem, ad gladium, ad bestias, in metallum*. Ils deviennent *servi poenae, servi sine domino* (5).

b) La *revocatio in servitatem*. Voyez p. 102.

c) La *servitus* du *senatusconsultum Claudianum* (52 apr. J.-C.), relatif au commerce d'une femme libre avec un esclave. « *Refert [Claudius] ad patres de poena feminarum quae servis conjungerentur, statuiturque, ut ignaro domino ad id*

l'affirmation répétée de Cicéron (*de or.*, I, 40, p. *Caec.*, 34) que le *postliminium* ne s'appliquait point à eux. Cette opinion est encore corroborée par l'analogie de la vente des *addicti trans Tiberim*.

(1) *Cic.*, *de or.*, I, 40.

(2) *Dig.*, I, 5, 5 § 1. Cf. *XL*, 12, 7, 14; 13, 1. *Inst.*, I, 3 § 3; 16 § 1.

(3) *Gaj.*, IV, 14. *Fest.*, v. *sertorem*, p. 340. *Liv.*, III, 44-48. *DENYS*, XI, 29-37. — *WALTER*, § 714. *RUDORFF*, *H. d. dr. r.*, II, § 17. *SMIDT*, *Le procès pour la liberté de Virginia* (en all.) dans *SAVIGNY'S Zeitschr.*, XIV, 71-94.

(4) *Dig.*, XL, 12, 37. Cf. *Cic.*, p. *Caec.*, 33. La comédie de PLAUTE, intitulée *Persa*, repose en grande partie sur une escroquerie de ce genre.

(5) *PLIN.*, *Epit.*, X, 40 et 41. *Dig.*, XXVIII, 1, 8 § 4; 3, 6 § 6, XLVIII, 19, 8 § 12, 29. *Inst.*, I, 12 § 3; 16 § 1. — *WALTER*, § 822. *RUDORFF*, *H. d. dr. r.*, II, § 123.

prolapsae in servitute, sin consensisset, pro libertis haberentur ⁽¹⁾."

Dans ce dernier cas même les enfants sont esclaves ⁽²⁾.

Ce sénatus-consulte est modifié par Adrien en ce sens :

" *ut cum ipsa mulier libera permaneat, liberum pariat* " ⁽³⁾.

§ 2. De la capitis deminutio media ou minor.

Elle est volontaire ou forcée.

I. Elle est volontaire dans le cas de *rejectio civilis* ⁽⁴⁾.

" *Duarum civitatum civis esse nostro jure civili nemo potest* " ⁽⁵⁾." Ainsi le citoyen romain, qui se fait inscrire dans une colonie latine, devient citoyen latin et cesse d'être citoyen romain ⁽⁶⁾.

Cependant le *jus postliminii* est applicable en ce cas ⁽⁷⁾.

II. Elle est forcée ⁽⁸⁾ :

1) Dans le cas d'*interdictio aqua et igni*, peine prononcée surtout pour des crimes politiques ou autres crimes graves, à la suite de laquelle le citoyen condamné, s'il veut avoir la vie sauve, est obligé de s'exiler ⁽⁹⁾.

2) Dans le cas où un citoyen accusé se rend en exil volontaire avant la condamnation (p. 83) et que le peuple décide ensuite : *id ei justum exilium esse*, ou même le condamne absent à l'*interdictio aqua et igni* ⁽¹⁰⁾.

(1) TAC., *Ann.*, XII, 53.— WALTER, § 476, n° 93, 99. REIX, *dr. c.*, 557.

(2) Cf. PAULL., *Sent.*, 11, 21a, GAJ., I, 84, 91, 160.

(3) GAJ., I, 84.

(4) CIC., *p. Balb.*, 12. Cf. PAUL. DIAC., p. 70.

(5) CIC., *p. Balb.*, 11, § 28, *p. Caec.*, 34 § 100.

(6) CIC., *p. Caec.*, 33 § 98, *p. dom.*, 30 § 78. GAJ., I, 131.

(7) CIC., *p. Balb.*, 12 § 30.

(8) WALTER, § 823-824. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 123. ZUMPT, *Dr. cr. de la Rép.*, I, 1, 400-402. *Proc. crim.*, 451-467.

(9) GAJ., I, 90, 128, 161. ULP., XI, 12. PAUL. DIAC., p. 70. Cf. CIC., *p. Caec.*, 34 § 100, *p. dom.*, 31 § 82. DION CASS., XXXVII, 29, XXXVIII, 17, 18.

(10) LIV., XXV, 4, XXVI, 3 etc., Cf. LANGE, II, 649-650.

3) En cas de *deportatio in insulam*, peine qui date de l'Empire ⁽¹⁾.

L'*interdictio* et la *deportatio* sont ordinairement accompagnées de la confiscation de la fortune de l'exilé ⁽²⁾.

L'exilé peut être rappelé, sous la République par une *lex* ⁽³⁾, sous l'Empire par l'Empereur ⁽⁴⁾, et il est alors réintégré dans tous ses droits : *Restitutio in integrum* ⁽⁵⁾.

III. Une troisième forme de la *capitis deminutio*, dont l'histoire de la République fournit quelques exemples ⁽⁶⁾, est l'*ademptio civitatis* à des municipes par le sénat ou le peuple romain.

De l'*interdictio* et de la *deportatio* il faut distinguer la peine de la *relegatio* ⁽⁷⁾, qui fut déjà exceptionnellement appliquée sous la République par le sénat ou par les magistrats à l'égard de pérégrins et de citoyens ⁽⁸⁾, et qui devient sous l'Empire une forme adoucie du bannissement, prononcé pour des crimes moins graves ⁽⁹⁾. La *relegatio*

(1) *Dig.*, II, 4, 10 § 6, XXVIII, 1, 8 § 1-2, L, 13, 5 § 3. Cf. DION CASS., LVI, 27. TAC., *Ann.* III, 38, IV, 13, 21, etc. — HOLTZENDORFF, *De l'origine et du développement historique et juridique de la peine de la déportatio dans l'antiquité romaine* (en all.). Leipzig, 1859.

(2) LIV., III, 58, XXV, 4. DION CASS., XXXVIII, 17. TAC., *Ann.*, III, 23, 68, IV, 20, 21 etc.

(3) Célèbre est le rappel de Cicéron. CIC., *p. red. in Sen.*, 11 § 27, *p. dom.*, 33 § 90. APP., *B. c.*, II, 16. — D'autres exemples, LANGE, II, 568, 651-653, REIN, *Dr. crim.*, 265-268.

(4) SUET., *Calig.*, 15. CLAUD., 12. TAC., *Ann.*, XII, 8 etc. Cf. REIN, *Dr. crim.*, 270-273.

(5) Cf. CIC., *p. Cluent.*, 36. *Lex Jul. mun.*, l. 118, dans le *Corp. Inscr. lat.*, I, p. 122. *Dig.*, II, 4, 10 § 6, XXII, 5, 3 § 5, XLVIII, 5, 24.

(6) Ainsi le sénatus-consulte sur les Campaniens pendant la seconde guerre punique, LIV., XXVI, 34 (LANGE, II, 217-218), et une *lex Cornelia de civitate Volaterranis adimenda* (82 av. J.-C.). CIC., *p. dom.*, 30 § 79 (LANGE, II, 569).

(7) WALTER, § 825. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, 123.

(8) « *Senatusconsultum factum est ut M. Fulvius [un tribun militaire] in Hispaniam relegaretur ultra novam Karthoginem.* » LIV., XL, 41. Cf. CIC., *ad div.*, XI, 16.

(9) *Dig.*, XLVIII, 22, 7 §§ 1, 2 et 5, 14 § 2, 19.

n'entraîne la perte ni du droit de cité, ni de la fortune, et ne constitue par conséquent point de *capitis deminutio* ⁽¹⁾.

§ 3. *De la capitis deminutio minima.*

Elle arrive, sauf deux exceptions, chaque fois qu'un citoyen subit une *mutatio familiae*, par conséquent :

1° Dans l'*adrogatio* ⁽²⁾.

2° Dans l'*adoptio per aes et libram* ⁽³⁾.

3° Dans la *conventio in manum* ⁽⁴⁾.

4° Dans la *mancipio datio* ⁽⁵⁾.

5° Dans l'*emancipatio* ⁽⁶⁾.

6° Depuis l'Empire dans la *causae probatio* ⁽⁷⁾.

Les deux cas exceptés se rapportent :

1° Aux enfants, devenus *sui juris* par la mort du *paterfamilias* ⁽⁸⁾.

2° Au *filiusfamilias*, élevé à la dignité de *flamen dialis*, et à la *filiæfamilias*, devenue *virgo Vestalis* ⁽⁹⁾.

(1) *Dig.*, XLVIII, 22, 1, 4, 7 § 3, 17, 18. — La différence entre l'*exilium* ou la *deportatio* et la *relegatio* est marquée par OVID., *Trist.*, II, 137-138 :

Quippe relegatus, non exul, dicor in illo,

Privaque fortunæ sunt data verba meae.

et V, 11, 15-22 :

v. 15, *Nec vitam, nec opes, nec jus mihi civis ademit.*

v. 18, *Nil nisi me patriis jussit abesse focis.*

v. 21, *Ipsæ relegati, non exulis utitur in me*

Nomine.

Dig., XLVIII, 22, 14 § 1. « πολλή διαφορά ἐξορίας (*relegatio*) καὶ περιορισμοῦ (*deportatio, exilium*). ὁ μὲν γὰρ περιορισμὸς καὶ τὴν πολιτείαν καὶ τὴν οὐσίαν ἀπολλύει, ἡ δὲ ἐξορία ἐλάττωρον φυλάττει, εἰ μὴ ἰδικῶς δημοσθῆ. » Cf. *cod. lib.* 1, 2.

(2) *Gaj.*, IV, 38. Voyez p. 74.

(3) *ULF.*, XI, 13. Voyez p. 74.

(4) *ULF.*, XI, 13. Voyez p. 68, 70-71.

(5) *Gaj.*, I, 162. Voyez p. 72, 87-88.

(6) *Dig.*, IV, 5, 3 § 1. Voyez p. 77.

(7) Voyez les *Latini Juniani*. Ce cas constitue de fait une *cap. dem. min.*, bien que les sources ne le citent pas comme tel.

(8) *Gaj.*, III, 114. Voyez p. 77.

(9) Le *flamen dialis* et les vierges vestales sortent de la *patria potestas* (*Gaj.*, I, 130, *ULF.*, X, 5) et passent, probablement par *mancipatio*, sous la *potestas* de la divinité, représentée par le *Pontifex Maximus*. « *Pontifex Maximus caput*

CHAPITRE CINQUIÈME. — DES DISTINCTIONS SOCIALES
PARMI LES CITOYENS PENDANT LA SECONDE MOITIÉ
DE LA RÉPUBLIQUE ET SOUS L'EMPIRE.

§ 1. *De la nobilitas* ⁽¹⁾.

La *nobilitas*, comme classe privilégiée parmi les citoyens, a pris naissance depuis l'admission des plébéiens au consulat. 366 av. J.-C. ⁽²⁾.

De tout temps l'exercice des magistratures supérieures avait jeté un grand éclat non-seulement sur ceux qui en étaient investis, mais encore sur leurs descendants ⁽³⁾. Ceux-ci étalaient avec orgueil les *imagines* de leurs ancêtres qui s'étaient illustrés dans des fonctions publiques ⁽⁴⁾. Tant que les patriciens furent seuls éligibles au consulat, la gestion des hautes magistratures ne créa cependant point de classe privilégiée parmi eux ⁽⁵⁾.

L'admission des plébéiens au consulat produisit un lien de communauté d'intérêts entre les familles patriciennes et plébéiennes influentes, qui de fait pouvaient seules arriver aux magistratures supérieures. Dès lors il s'établit une dis-

flaminem, virginem vestalem. » GELL., I, 12. Cf. ROECKING, *Pandectes* (en all.), Bonn, 1853, 2^e éd. I, 217. MARQUARDT, IV, 244-245. — Il y a donc là une véritable *mutatio familiae* : et cependant elle n'est pas considérée comme une *capitis deminutio* (GAI., III, 114. GELL., l. I, § 9).

(1) BECKER, II, 1, 218-235. LANGE, II, 2-12. TROIS-FONTAINES, I, 83-97. REIN, *Nobiles* (en all.) dans PAULY'S *Realencyclopaedie*. Stuttgart, 1848, V, 665, suiv. NAUDET, *De la noblesse et des récompenses d'honneur chez les Romains*. Paris, 1863.

(2) Les patriciens qui, avant cette époque, étaient la seule noblesse à Rome, sont parfois désignés par les anciens sous le nom de *nobilitas*. LIV., II, 56, VI, 42, IX, 15. Ce n'est pas de cette *nobilitas* qu'il est question ici.

(3) PLAUT., *Trin.*, III, 2, 19, suiv.

(4) Cette coutume remonte certainement à la plus haute antiquité. Cf. LIV., I, 34 : « *Ancum... nobilem una imagine Numae.* » PLIN., XXXV, 2 (2), 3 (3), TAC., *Ann.*, IV, 9.

(5) Il y avait cependant aussi parmi les patriciens des familles plus illustres que les autres ; car les *fasti consulares* n'ont conservé le souvenir que d'environ 50 *gentes* patriciennes consulaires. Voyez MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 107-121.

inction sociale entre les familles patriciennes ou plébéiennes qui comptent parmi leurs membres des magistrats supérieurs, et les autres citoyens ; l'antique coutume des *imagines* devient un droit, *jus imaginum*. Les citoyens, en possession de ce droit, sont *nobiles*, les autres, *ignobiles*.

Le *jus imaginum*, partant la *nobilitas*, appartient de droit aux descendants de ceux qui ont géré une *magistrature curule* ⁽¹⁾.

Entre la *nobilitas* et l'*ignobilitas* ⁽²⁾ il y a un degré intermédiaire, la *novitas* ⁽³⁾. En effet celui qui le premier dans sa famille exerce une magistrature curule, n'est pas encore, à parler rigoureusement, *nobilis* ; il est *homo novus* ⁽⁴⁾, *auctor generis* ⁽⁵⁾, *princeps nobilitatis* ⁽⁶⁾.

Le premier *homo novus* plébéien fut le premier consul de la plèbe, Lucius Sextius Lateranus ⁽⁷⁾.

L'*infamia* a pour conséquence la privation du *jus imaginum* ⁽⁸⁾.

(1) Voyez le chapitre qui traite de la division des magistratures.

(2) Cic., *p. Mur.*, 8 § 17.

(3) Cic., *ad div.*, I, 7 § 5. SALL., *Jug.*, 55. Cf. VELL. PAT., II, 34.

(4) Liv., XXII, 34. PLUT., *Cat. maj.*, 1 : « *καὶ οὗτος ἀνέστη* ». APP., *B. c.*, II, 2.

(5) Cic., *de leg. agr.*, II, 36 § 100. Ferr., II, 5, 70 § 180. Cf. VAL. MAX., III, 2, 16 : « *Cato a quo Porciae familiae principia manarunt.* »

(6) Liv., X, 8. Cic., *Brut.*, 14 § 53. *Ad div.*, IX, 21 § 2.

(7) « *Annus hic erit insignis novi hominis consulatu.* » Liv., VIII, 1. — Cependant rien ne nous autorise à dire, comme on le fait ordinairement, que la qualification de *homo novus* n'ait été appliquée qu'aux plébéiens. La définition que les anciens donnent du *homo novus* n'admet nulle part cette restriction. Et en effet parmi les patriciens il y avait aussi bien des familles *ignobiles* (dans le sens strict du mot) que parmi les plébéiens, et le patricien qui le premier exerçait dans sa famille une magistrature curule, était un *novus homo* tout comme un plébéien (Cf. Liv., IV, 3). Une remarque assez particulière à faire, c'est que les auteurs anciens, quand ils parlent d'un *homo novus* patricien, l'appellent *princeps nobilitatis* (voyez n° 6), tandis qu'ils se servent de l'expression *auctor generis* (n° 5), quand il s'agit des plébéiens. — Que si les *homines novi*, qui se sont rendus célèbres dans les derniers siècles de la République, comme Caton, Marius, Cicéron, appartiennent tous à la plèbe, c'est un effet du hasard, qui s'explique facilement par la décadence continue du patriciat. Voyez p. 61.

(8) Cic., *p. Sull.*, 31 § 88, *p. Mur.*, 41 § 88. Tac., *Ann.*, II, 32, III, 76, XVI, 7. Suet., *Ner.*, 37.

Le *jus imaginum* consiste dans le droit de conserver à perpétuité les *imagines* ⁽¹⁾ de ceux des ancêtres qui ont géré une magistrature curule. Les *imagines* ⁽²⁾ étaient des masques de cire (*cerae*) peints d'après nature, et adaptés à des bustes de manière à pouvoir en être détachés ⁽³⁾. Ces bustes masqués étaient placés dans des *armaria*, suspendus aux parois des *alae* de l'*atrium* ⁽⁴⁾. Sous chaque *armarium* une inscription (*titulus, index, elogium*) relatait les hauts faits de la personne représentée. Les inscriptions des différentes chasses, réunies au moyen de lignes (*lineae*), tracées en couleur, formaient l'arbre généalogique (*stemma*) de la famille ⁽⁵⁾.

D'abord on ne conservait que les *imagines* des *agnati*, plus tard aussi des *cognati* et même des *affines* ⁽⁶⁾.

Les *armaria* n'étaient ouverts qu'aux fêtes de famille ⁽⁷⁾, et surtout aux funérailles solennelles, dans lesquelles les masques accompagnaient le cortège funèbre ⁽⁸⁾.

(1) « *Imago ad posteritatis memoriam prodita.* » CIC., *p. Rab. Post.*, 7 § 16.

(2) MARQUARDT, V, 1, 246-250. EICHSTAEDT, *De imaginibus Romanorum*. St-Petersbourg, 1806.

(3) QUATREMÈRE DE QUINCY, *Le Jupiter Olympien*. Paris, 1815, fol. 36, 37.

(4) Voyez la description de l'*atrium* et des *alae* dans MARQUARDT, V, 1, 241.

(5) VITRUV., VI, 3, 6 : « *Imagines item alte cum suis ornamentis ad latitudinem alarum sint constitutae.* » POLYB., VI, 53 : « *Τέθεικε τὴν εἰκόνα τοῦ μεταλλάζαντος εἰς τὸν ἐπιφανέστατον τόπον τῆς οἰκίας. ξύλινα γὰρ διὰ περιτιθέντες ἡ δὲ εἰκὼν ἔστι πρόσωπον εἰς ὁμοιότητα διαφέροντος ἐξενεργασμένου, καὶ κατὰ τὴν πλάτυν, καὶ κατὰ τὴν ὑπογυγμένην.* » MART., II, 90, 6 :

Atrique immodicis arctat imaginibus.

Cf. JUVÉN., VIII, 1-5, PLIN., XXXV, 2 (2) : « *Expressi cera voltus singulis disponebantur armariis... Stemmata vero lineis discurrerant ad imagines pictas.* » VAL. MAX., V, 3, 3 : « *Effigies majorum cum titulis suis idcirco in prima aedium parte poni solere, ut eorum virtutes posterius non solum legerent sed etiam imitarentur.* » TIB., IV, 1, 30 :

Nec quaeris, quid quaque index sub imagine dicat.

Sur le mot *elogium* voyez MOMMSEN, *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 277 suiv. — Sous l'Empire les bustes masqués furent en général remplacés par des médaillons à portraits en bronze ou en argent, *clipeatae imagines*. PLIN., l. l., et sur ce passage O. JAHN dans le *Hermes*, 1868. T. III, p. 188-189. Cf. MACROB., *Saturn.*, II, 3 § 4.

(6) CIC., in *Vatin.*, 11 § 28. TAC., *Ann.*, III, 5, 76.

(7) « *Aperire imagines.* » CIC., *p. Sull.*, 31 § 58. POLYB., l. l.

(8) POLYB., l. l. TAC., *Ann.*, III, 76 en parlant des funérailles de Junie, sœur de Brutus, dit : « *Viginti clarissimarum familiarum imagines antelatae*

La *nobilitas* parvint peu à peu à s'emparer du monopole des honneurs (1). L'illustration des ancêtres, les richesses, accumulées au moyen du gouvernement des provinces, l'ascendant exercé sur les armées des citoyens-électeurs par des hauts faits militaires, devinrent autant de moyens dont les *nobiles* se servaient pour écarter systématiquement des honneurs tout citoyen, quelque méritant qu'il fût, du moment qu'il n'appartenait pas par sa naissance à une famille *nobilis* (2).

Cette politique exclusive de la *nobilitas*, qui se dessine déjà durant le 3^e siècle av. J.-C., produisit naturellement une réaction, et la création de deux partis politiques opposés : les *optimates* et les *populares*.

Le noyau des *optimates* se composait de la *nobilitas*; mais ce parti avait aussi des adhérents dans toutes les classes de la société. Son organe, c'était le sénat.

Le parti des *populares* se recrutait surtout dans le bas peuple; ses chefs ordinaires étaient les tribuns de la plèbe, qui eux-mêmes n'étaient pas rarement *nobiles* de naissance (3).

sunt, Manlii, Quinctii aliaque ejusdem nobilitatis nomina. Sed praeefulgebant Cassius atque Brutus, eo ipso quod effigies eorum non viscebantur. Il dit de même des funérailles de Drusus, fils de Tibère : *« Fumus imaginum pompa maxime inlustre fuit cum origo Juliae gentis Aeneas omnesque Albanorum reges et conditor urbis Romulus, post Sabina nobilitas, Attus Clausus ceteraque Claudiorum effigies, longo ordine spectarentur. »* Ann., IV, 9. — Cf. MARQUARDT, V, I, 359, 362.

(1) L'histoire de la *nobilitas* est traitée par LANGE, II, 1-331.

(2) SALL., Jug., 63. *« Consulatum nobilitas inter se per manus tradebat. Novus nemo tam clarus neque tam egregiis factis orat, quin is indignus illo honore et quasi pollutus habere'tur. »* Cf. ib., Cat., 23. Liv., XXII, 34, XXXIX, 41. Cic., Ferr. II, 5, 70-71. De leg. agr., II, 1-2.

(3) Il n'est pas sans intérêt de voir en quels termes ces deux partis sont définis par un partisan des *optimates*, par CICÉRON : *« Duo genera semper in hac civitate fuerunt eorum, qui versari in republica, atque in ea se excellentius gerere studuerunt; quibus ex generibus alteri se populares, alteri optimates et haberi et esse voluerunt. Qui ea, quae faciebant, quaeque dicebant, multitudini jucunda esse volebant, populares : qui autem ita se gerebant, ut sua consilia optimo cuique probarent, optimates habebantur. Quis est ergo iste optimus quisque? De numero si quaeris, innumerabiles. Neque enim aliter stare possemus. Sunt principes consilii publici : sunt, qui eorum sectam sequuntur. Sunt maximorum ordinum homines, quibus patet curia : sunt municipales rusticique Romani : sunt negotia gerentes : sunt etiam libertini optimates. »* p. Sest., 45.

Le tribun Cajus Gracchus, dans le but de diviser le parti des *optimates* et de miner l'influence du sénat, porta une loi judiciaire qui créa dans l'Etat romain un nouvel ordre, l'*ordo equester*.

§ 2. De l'ordre équestre (1).

La *lex judiciaria C. Gracchi*, 123 av. J.-C. (2), décrète que le droit d'être inscrits sur l'*album judicum*, c'est-à-dire sur la liste des membres des *quaestiones perpetuae*, droit qui avait compété jusque-là aux seuls sénateurs, appartiendra désormais aux citoyens non-sénateurs, *ingenui*, âgés de 30 ans, et possédant le *census equester*, qui à cette époque s'élevait à 400,000 sesterces (3).

(1) BECKER, II, 1, 269-290. TROISFONTAINES, I, 109-119. C. G. ZUMPT, *Des chevaliers romains et de l'ordre équestre à Rome* (en all.), Berlin, 1840. MARQUARDT, *Historia equitum Romanorum libri IV*. Berlin, 1840. REIN, *Equites* (en all.) dans PAULY'S *Realencyclopädie*. Stuttgart, 1844. T. III, p. 209. NIEMEYER, *De equitibus Romanis*. Greifswald, 1851, p. 67-93. GOMONT, *Les chevaliers romains depuis Romulus jusqu'à Galba*. Paris, 1854.

(2) WALTER, §§ 254-255. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I § 39. MOMMSEN, *H. r.*, II, p. 111-115 (3e éd.). A. W. ZUMPT, *Dr. crim. de la Rép.*, II, 1, 56-58, Berlin, 1868.

(3) Nous sommes peu renseignés sur le détail de la loi. CIC. (*in Verr.*, I, 13 § 35), PSEUDO-ASC. (*in Verr.*, 145, *in Div.*, 103), LIV. (*Ep.*, LXX), VARR. (cité par NON., v. *bicipitem*, p. 454), APP. (*B. c.*, I, 22), VELL. PAT. (II, 6, 32), FLOR. (III, 13, 17), TAC. (*Ann.*, XII, 60), sont d'accord à dire que la loi de Gracchus excluait les sénateurs de l'*album*. PLUTARQUE au contraire prétend en trois passages différents (*Caj. Gracch.*, 5, *Tib. Gracch.*, 16, *Comp. Ag. et Cleom. c. Gracch.*) que cette loi judiciaire institua comme juges 300 chevaliers avec les 300 sénateurs. Les uns (WALTER, RUDORFF, MOMMSEN, LANGE, etc.) considèrent les données de PLUTARQUE comme erronées; d'autres au contraire tâchent de les concilier avec les autres textes. Ainsi ZUMPT (*Droit crim.*, I, 1.) croit que d'après cette loi les *equites* étaient les juges des *quaestiones perpetuae* proprement dites, tandis que les sénateurs formaient l'*album judicum* pour les procès civils. — L'âge de 30 ans est indiqué par la *lex repet.*, l. 13 (*Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 58). Quant à l'*ingenunitas*, bien que les fragments de la *lex repet.* n'en parlent point, il semble qu'il ne peut y avoir aucun doute sur cette condition. ZUMPT, l. 1., p. 119, *proc. crim.*, p. 21. — Nous ne savons pas à quelle époque le cens équestre fut élevé à 400,000 sesterces, voyez p. 53, ne 3. Il est généralement admis qu'à l'époque de C. Gracchus il en était déjà ainsi, quoique nous ne trouvions des mentions expresses de ce sens que chez les auteurs du premier siècle de l'Empire. NON., *Epit.*, I, 1, 57. JUV., I, 106. MART., IV, 67, V, 26, 39. PLIN., XXXIII, 8 (2). PLIN., *Epit.*, I, 19.

Cette loi était faite surtout en faveur des *publicani*, l'aristocratie financière, qui comme telle était exclue du sénat; elle avait pour but de la séparer du parti sénatorial ou de l'aristocratie terrienne (1).

Dès lors les citoyens non-sénateurs, *ingenui* et possesseurs du cens équestre, forment dans l'Etat une classe privilégiée, qui d'abord s'appela peut-être *ordo judicum*, mais qui bientôt fut désignée par le nom d'*ordo equester* ou *equitum* (2).

Cet ordre se composait de deux éléments bien distincts :

1° Un élément militaire : les anciennes 18 *centuriae equo publico*, composées de *juniores* (3).

2° Un élément financier et judiciaire, comprenant surtout les *publicani*.

En règle générale les *equites equo publico* appartenaient au parti des *optimates*; les autres *equites* à celui des *populares*.

Distinctions honorifiques des membres de l'ordre équestre :

1) Le *ius anuli aurei*, voyez p. 103, n° 8.

2) La *tunica angusticlavia* (4).

3) Des sièges réservés au théâtre. *Lex Roscia*, 67 avant J.-C. : « *L. Roscius tribunus plebis legem tulit, ut equitibus Romanis in theatro quatuordecim gradus proximi assignarentur* » (5) »

Dès le premier siècle de l'Empire, un concours de diverses causes prépara la décadence rapide de l'ordre équestre :

1° Comme à la faveur des guerres civiles beaucoup de

(1) « *Equestri ordini judicia tradidit ac bicipitem civitatem fecit discordiarum civilium fontem.* » VARR. chez NON., l. 1. Cf. FLOR., III, 17. Nous parlerons des *publicani* à propos de l'administration financière.

(2) C'est ainsi que parle PLIN., XXXIII, 8 (2). CICÉRON se sert partout de l'expression : *ordo equester*. — La loi judiciaire de Gracchus subit, il est vrai, dans la suite des modifications dont nous parlerons, en traitant des *quaestiones perpetuae*; mais l'ordre équestre, une fois constitué, se maintint.

(3) Sur le service militaire des *equites equo publico* à cette époque voyez MARQUARDT, III, 2, 291.

(4) VELL. PATERC., II, 88. Cf. SUET., *Oth.*, 10. *Ἡ ἱππὰς στολή*, DION. CASS., LVI, 31, etc. — Cette tunique est décrite par MARQUARDT, V, 2, 155-157, et par RICH., *Dictionnaire des antiq. grecq. et rom.* au mot *clavus*, n° 9.

(5) LIV., *Epit.*, XCLX. — De là les expressions : *in equite spectare*, SUET., *Dom.*, 8; *in equestribus sedere*, PETRON., 126.

citoyens enrichis, mais de basse naissance, étaient entrés dans l'ordre équestre, et avaient ainsi porté une grave atteinte à la considération de l'ordre, Auguste, pour le relever, distingua du reste des *equites* ceux qui étaient de noble extraction et qui possédaient le cens sénatorial : *Equites illustres, insignes, primores equitum* ou *equites senatoria dignitate* ⁽¹⁾. En effet à ceux d'entre eux qui se préparaient aux carrières publiques, il permettait de porter la *tunica laticlavia* et leur accordait l'entrée au sénat ⁽²⁾. La mesure d'Auguste devait contribuer à déconsidérer les membres ordinaires de l'ordre équestre. D'ailleurs le mal ne fit que s'aggraver sous les empereurs suivants, alors que l'ordre continua à se recruter parmi des gens enrichis, sans naissance, sans moralité ⁽³⁾, et des affranchis qui recevaient le *jus anuli aurei* ⁽⁴⁾.

2° Le privilège judiciaire de l'ordre équestre fut d'abord amoindri, et ensuite enlevé par l'abolition des *quaestiones perpetuae*.

3° L'organisation financière de l'Etat romain, source spéciale de la fortune des *publicani*, fut considérablement modifiée sous l'Empire.

4° Avec la disparition des comices centuriates les *centuriae equitum* perdirent leur importance politique.

Cependant les *equites equo publico* ⁽⁵⁾, divisés en *turmae* et commandés par des *seviri*, continuent à former une pépinière pour les hautes charges militaires et politiques, et subsistent jusque dans le troisième siècle de notre ère, alors que depuis longtemps il n'est plus question de l'ordre équestre dans l'histoire.

(1) Tac., *Ann.*, II, 59, IV, 53, XI, 4, 5, XVI, 17. *Hist.*, I, 4.

(2) Il est vrai que DION CASSIUS (LIX, 9) n'attribue cette innovation qu'à Caligula. Mais de fait elle existait dès Auguste, témoins OVID., *Trist.*, IV, 10, 7-8, 29, 35, et les passages cités de TACITE.

(3) Voyez les plaintes de JUVÉNAL à ce sujet, I, 105, III, 153-160, IV, 32, V, 132, XIV, 323 et de MARTIAL, VII, 64.

(4) PLIN., XXXIII, 8 (2). Voyez p. 103-104.

(5) Tac., *Ann.*, II, 83. PLIN., XV, 5 (4). Les *VI viri equitum Romanorum* sont fréquemment cités dans les inscriptions. C'est encore aux *equites equo publico* qu'il faut rapporter les mentions de TREBELL. POLL., *Gall.*, 8, et VOPISC., *Abreg.*, 12.

§ 3. De l'ordre sénatorial (1).

Du temps de la République la dignité de sénateur était toute personnelle (2). Depuis la création de l'ordre équestre les familles sénatoriales tendirent, il est vrai, à se transformer peu-à-peu en un ordre social, supérieur à l'ordre équestre (3); l'ordre sénatorial ne fut cependant légalement constitué que par Auguste.

En effet Auguste introduit un cens sénatorial d'un million de sesterces, requis pour être admis au sénat (4); de plus, il permet aux fils des sénateurs de porter la *tunica latyclavia*, d'assister aux séances du sénat, et d'entrer d'emblée au service militaire avec le rang de *tribuni militum* ou *præfecti equitum* (5). Par contre il défend aux membres des familles sénatoriales de s'unir par mariage à des affranchis (6).

L'*ordo senatorius* (7), qui s'est formé ainsi, comprend les sénateurs, leurs épouses (8) et leurs enfants; la qualité de membre de l'ordre se transmet héréditairement par les mâles (9). L'ordre se répandit ensuite en province par l'admission de citoyens provinciaux au sénat romain (10).

(1) MARQUARDT, II, 3, 220-224. LANGE, II, 357-361. WALTER, § 280-281.

(2) L'expression *ordo senatorius* à cette époque (Liv., XLIII, 2) ne signifie autre chose que le corps des sénateurs.

(3) Cf. CÉS., *b. c.*, I, 23; III, 83, 97, etc.

(4) DION CASS., LIV, 17, 26. Du temps de la République il n'y eut pas de cens sénatorial. Voyez le sénat.

(5) SUET., *Aug.*, 38. Dès lors on distingue entre les *tribuni militum latyclavi* et les *trib. mil. angusticlavi* (de l'ordre équestre). SUET., I, 1., *Oth.*, 10. — MARQUARDT, III, 2, 277.

(6) Voyez p. 66. Cette défense atteint : « *qui senator est, quive filius, neposve ex filio, proneposve ex filio nato cujus eorum est, erit.... neve senatoris filia, nepotise ex filio, proneptiseve ex nepote filio nato, nata....* » Dig., XXIII, 2, 44.

(7) TAC., *Ann.*, XIII, 25. Cf. SUET., *Tib.*, 35. VELL. PAT., II, 100.

(8) Dig., I, 9, 8. Cf. BOECKH, *Corpus inscript. graec.*, n° 2782, 2995.

(9) « *Liberos senatorum accipere debemus non tantum senatorum filios, verum omnes, qui geniti ex ipsis exve liberis eorum dicantur... Sed si ex filia senatoris natus sit, spectare debemus patris ejus conditionem.* » Dig., I, 9, 10. Cf. *fr.* 5, 6, 7, 9; L, 1, 22 § 5.

(10) Voyez le sénat sous l'Empire.

Les membres de l'ordre sénatorial ont le droit de porter les insignes, qui, avant l'Empire, étaient réservés aux sénateurs : l'*anulus aureus*, la *tunica laticlavica* et probablement le *calceus senatorius*.

Ils ont des sièges réservés aux jeux publics du théâtre et du cirque ⁽¹⁾.

Ils jouissent en outre de certains privilèges de droit privé ⁽²⁾, et surtout d'une juridiction criminelle spéciale : en effet tout procès capital, intenté à un membre de l'ordre sénatorial, est de la compétence du sénat ⁽³⁾.

Par contre, il leur est interdit d'épouser des affranchis, et de s'engager en des entreprises financières ⁽⁴⁾.

De l'exposition qui précède, il résulte que dans les premiers siècles de l'Empire les citoyens étaient divisés légalement en 3 classes sociales : l'*ordo senatorius*, l'*ordo equester* et les citoyens, ayant un cens inférieur à celui de l'ordre équestre, les *tenuiores*, *humiliores*, appelés aussi *ordo plebeius* ⁽⁵⁾.

(1) Sur ces insignes et la proédrerie aux jeux publics voyez le *sénat*, Ch. I.

(2) *Dig.*, I, 9, L, 1, 22 § 5.

(3) Voyez les *judicia publica* sous l'Empire.

(4) Sur ce dernier point voyez le *sénat*, ch. I.

(5) Les membres des deux ordres supérieurs s'appellent *honestiores*. *Dig.*, XLVII, 18, 1 § 2; XLVIII, 19, 28 § 2, 38 § 3 etc.

SECTION II. — DES PÉRÉGRINS.

CHAPITRE PREMIER. — DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES DE PEREGRINI, ET DE LEUR CONDITION JURIDIQUE AU POINT DE VUE DE LA LOI ROMAINE.

Peregrinus est tout homme libre exclu de la *civitas*. Parmi les pérégrins il faut distinguer deux catégories.

I. Les citoyens d'Etats indépendants de Rome ⁽¹⁾, appelés d'abord *hostes*, plus tard *peregrini* ⁽²⁾.

Anciennement, quand ils séjournaient sur le territoire romain, ils étaient sans protection légale; car le *jus civile*, le seul droit de cette époque, ne concernait que les *cives*.

Cependant l'étranger pouvait se mettre sous la sauvegarde d'un citoyen, soit en contractant avec lui un *hospitium privatum* ⁽³⁾, et en se plaçant ainsi sous la protection reli-

(1) WALTER, §§ 73 et 115. MARQUARDT, III, 1, 25.

(2) VARR., *de l. l.*, V, 1 : « Multa verba aliud nunc ostendunt aliud ante significabant, ut HOSTIS; nam tum eo verbo dicebant PEREGRINUM QUI SUIS LEGIBUS UTERETUR : nunc dicunt eum, quem tum dicebant PERDUELLEM. » Cf. CIC., *de off.*, I, 12. FEST., p. 314^b, s. v. *status dies*. PAUL. DIAC., p. 82, s. v. *exesto*. Chez PLAUTE encore *hostis* est opposé à *civis*. *Trin.*, I, 2, 65. *Rud.*, II, 4, 21. Il est généralement admis maintenant que *hostis* est de même origine que le mot german. *gast* et le slave *gosti*, et qu'il a signifié primitivement, comme le grec ξένος, l'étranger protégé par l'hospitalité ou le *hospes*. Voyez MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 326, n° 1, 327, n° 2, 328, n° 3, 349, n° 50.

(3) L'hospitalité est une institution très-ancienne non-seulement chez les Romains, mais chez tous les peuples de l'antiquité (WALTER, § 82, n°s 25-26) : « publice privatimque hospitium ». LIV., I, 45. L'*hospitium* se contractait par une *sponsio* ou le simple consentement des parties (LIV., XXX, 13, CIC., *p. Dej.*, 3, VERG., *En.*, III, 83, SERV., *ad Aen.*, IX, 360), il était héréditaire (*hospitium paternum*, LIV., XLII, 38, CÉS., *B. c.*, II, 25, *vetustum*, CIC., *ad div.*,

gieuse de *Jupiter hospitalis* ⁽¹⁾, soit en implorant son patronage (*applicatio ad patrum*) ⁽²⁾. Dans les deux cas, le citoyen avait l'obligation morale de protéger en toute cause les intérêts de son *hospes* ou de son client ⁽³⁾.

Si un Etat étranger voulait assurer une protection légale à ses sujets, séjournant ou résidant sur le territoire romain, il devait contracter avec l'Etat romain un traité international, définissant les concessions réciproques, faites par les deux peuples, dans l'intérêt de leurs nationaux qui seraient de passage ou de résidence sur le territoire étranger ⁽⁴⁾.

Mais, avec le temps, grâce à l'extension des relations internationales, grâce surtout à l'intervention de l'édit prétoire, il s'est établi des règles de justice, des principes de droit commun, applicables à tout homme libre, tant pérégrin que citoyen, lesquels ont fini par fonder à côté du droit civil positif un droit international positif ou *jus gentium* ⁽⁵⁾.

XIII, 36), à moins qu'une *renuntiatio* ne l'eût dissout (LIV., XXV, 18. CIC., *Verr.*, II, 2, 36 § 89, DENYS, V, 33). Le signe de reconnaissance était la tessère hospitalière (*tessera*, PLAUT., *Poen.*, V, 2, 87. *Cist.*, II, 1, 27, ou *symbolum*, PLAUT., *Bacch.*, II, 3, 29). Voyez sur ce sujet WALTER, § 82, MARQUARDT, V, 1, 203 208, et surtout MOMMSEN, *Le droit d'hospitalité à Rome* dans ses *Rech. rom.*, I, 326-354.

(1) CIC., *ad Quint.*, II, 12, p. *Dj.*, 6. Cf. *Verr.*, II, 4, 22. PLAUT., *Poen.*, V, 1, 25.

(2) Voyez p. 43.

(3) Cf. CIC., *Dis. in Caec.*, 20 § 67. — On discutait même dans l'antiquité à qui de l'*hospes* ou du *cliens* le patron devait donner la priorité. Voyez l'avis de MASURIUS SABINUS chez GELL., V, 13 § 5 : « *Primum tutelae, deinde hospitii, deinde clientii, tum cognato, postea adfini.* »

(4) Il sera parlé de ce sujet dans le chapitre qui traitera des relations internationales.

(5) WALTER, §§ 115, 428. RUDORFF, *II. d. dr. r.*, I § 1. REIN, *Dr. c.*, 109-111. — M. VOIGT, *La doctrine du jus naturale, aequum et bonum et du jus gentium des Romains* (en all.). Leipzig, 1856-1858, 4 vol. — « *Quod quisque populus ipse sibi jus constituit, id ipsius proprium civitatis est, vocaturque jus civile, quasi jus proprium ipsius civitatis; quod vero naturalis ratio inter omnes homines constituit, id apud omnes peraeque custoditur, vocaturque jus gentium quasi quo jure omnes gentes utuntur.* » *Dig.*, I, 1, 9. Cf. XLVIII, 19, 17 § 1. Le *jus gentium* comprend deux parties : le droit international public ou le droit des gens, *jus belli et pacis*, et le droit international privé. ISID., V, 6. — Le *jus naturae* ou *naturale*, entendu dans le sens moderne de *droit naturel*, a été introduit

C'est ainsi que l'Etat romain a reconnu au pérégrin la jouissance du *matrimonium ex jure gentium*, de la *possessio*, protégée même par le prêteur ⁽¹⁾, du droit de contracter des obligations naturelles, le *mutuum*, l'*emptio*, la *locatio*, la succession par fidèi-commis etc. ⁽²⁾.

II. *Peregrini* sont aussi les peuples soumis à Rome, qui n'ont pas obtenu la *civitas*.

La condition civile et politique de ces peuples dépend soit du traité qu'ils ont conclu avec Rome, soit de l'organisation provinciale que le sénat romain leur a octroyée après leur soumission ⁽³⁾.

Cependant parmi ces *peregrini* il y avait une classe privilégiée, les *Latini*.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DU JUS LATII ⁽⁴⁾.

La condition juridique, appelée *jus Latii*, existe seulement depuis la soumission du *Latium* à la domination romaine (338 av. J.-C.); mais son origine ne s'explique que par la confédération latine, antérieure à cette époque.

dans les spéculations philosophiques des Romains par CICÉRON qui l'a emprunté à la philosophie grecque, mais, à vrai dire, il n'a pas eu à Rome d'applications juridiques.

(1) WALTER, § 568. REIN, *Dr. c.*, 202-203.

(2) Cf. GAI., II, 40, III, 93, 119-120, 133, 179, IV, 37. *Dig.*, I, 1, 5.

(3) Voyez les chapitres qui exposent l'organisation de l'Italie sous la domination romaine et le régime provincial.

(4) SAVIGNY, *De l'origine et du développement de la Latinité comme condition spéciale dans l'Etat romain* (en all.) dans ses *Vermischte Schriften*. Berlin, 1850, I, 14-28, et *Le décret du peuple romain de la table d'Héraclée* (en all.). *Ib.*, III, 279-412. MADVIG, *De jure et conditione coloniarum populi Romani* dans ses *Opusc.* Copenhague, 1834, p. 271-284. PETER, *Les rapports entre Rome et les villes et peuples soumis de l'Italie* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Alterthumsw.*, 1844, p. 193, suiv., et *La loi organique du développement de la domination romaine* (en all.). *Ib.*, 1846, p. 598, suiv. REIN, *Le Latium dans ses rapports de droit public avec Rome* (en all.) dans PAULY's *Realencyclopaedie*. Stuttgart, 1846. T. IV, p. 815, suiv. MOMMSEN, *Hist. du syst. monét. etc.*, p. 303, suiv. A.W. ZUMPT, *De propag. civ. Rom.* dans ses *Studia Romana*, p. 344-365.

§ 1. De la confédération latine ⁽¹⁾.

Après la destruction d'Albe-la-Longue, Rome entra dans l'ancienne confédération latine et parvint bientôt à y exercer l'hégémonie. Cette confédération, dissoute après l'expulsion des rois, fut renouvelée ensuite sous le consulat de Sp. Cassius Viscellinus (493 av. J.-C.) par un *foedus aequum* entre Rome et les Latins, auxquels s'adjoignent peu après les Herniques (486 av. J.-C.) ⁽²⁾.

Clauses du *foedus aequum* : amitié, assistance en cas de guerre défensive, exercice alternatif du commandement en chef, partage égal du butin, stipulations sur les contrats de prêt et de gage, et procédure à suivre dans les procès qui en résultent ⁽³⁾.

Le *commercium*, que les stipulations du traité présupposent, a existé de tout temps entre Romains et Latins. Quant au *jus conubii*, rien ne nous semble prouver qu'il ait été commun aux confédérés ⁽⁴⁾.

A cette confédération appartenaient aussi les colonies latines, fondées par elle soit avant soit pendant le *foedus aequum*.

La confédération, sauf une courte interruption après l'invasion gauloise, 390-358 av. J.-C. ⁽⁵⁾, subsista jusqu'après la première guerre samnitique.

(1) SCHWEGLER, *Hist. rom.*, II, 287-348. MARQUARDT, III, 1, 27-29. LANGE, II, 54-62.

(2) LIV., II, 33, 41. CIC., *p. Balb.*, 23 § 53, DENYS, VIII, 69, 72.

(3) DENYS, VI, 95. FEST., p. 166, 241.

(4) Que l'Etat romain ait pu accorder de tout temps le *conubium* à des pérégrins, ou à des cités étrangères, cela n'est pas douteux (LIV., IV, 3, CIC., *de rep.*, II, 37); mais que le *jus conubii* ait appartenu de droit aux confédérés latins, de cela nous ne trouvons aucune preuve. La *Latinitas* de l'Empire, on le sait positivement, ne comprenait pas ce droit. Quant aux *Latini* de la République, pendant le *foedus aequum*, et après la soumission du Latium, aucun auteur ancien n'affirme ni qu'ils aient joui du *conubium* avec les Romains (PLUT., *Cam.*, 33, prouve plutôt le contraire) ni qu'ils en aient été privés dans la suite. — Comment d'ailleurs les patriciens auraient-ils concédé ce droit aux Latins, tandis qu'ils l'ont refusé si longtemps et avec tant d'opiniâtreté aux plébéiens?

(5) LIV., VI, 2, VII, 12.

Les prétentions excessives, formulées à cette époque par les Latins (*consulem alterum senatusque partem*) ⁽¹⁾, amenèrent la guerre avec les Latins qui finit par la soumission du Latium, 338 av. J.-C.

A certaines cités latines Rome accorda la *civitas*. Aux autres elle enleva tout lien fédératif, "*conubia commerciaque et concilia inter se ademerunt*" ⁽²⁾ ; et elle conclut des traités avec chaque Etat séparément. Les cités de cette catégorie, de même que les anciennes colonies latines, quoique désormais plutôt soumises à Rome que confédérées avec elle, conservèrent en général leur condition antérieure : *Nomen latinum, Socii nominis latini* ⁽³⁾.

§ 2. Du *nomen latinum* depuis la soumission du Latium ⁽⁴⁾.

Le *nomen latinum* qui d'abord se composait des deux catégories de cités indiquées, s'étend ensuite.

Après la soumission des Volsques, des Aeques, des Herniques, Aurunques et Privernates, leur pays est ajouté au Latium (*Latium adjectum*) ⁽⁵⁾, et il est vraisemblable que dans le principe ils reçurent la condition des *socii nominis latini*.

Ensuite Rome continue à fonder des *coloniae latinae*, appelées *coloniae novae* ⁽⁶⁾, qui, sans être composées exclusivement de Latins ⁽⁷⁾, et sans devoir être établies dans le Latium, sont assimilées au *nomen latinum*, et deviennent bientôt la partie la plus importante des *socii nominis latini* ⁽⁸⁾.

(1) Liv., VIII, 4.

(2) Liv., VIII, 14, où se trouve au moins partiellement le contenu du sénatus-consulte concernant la condition donnée au Latium.

(3) Liv., X, 26, 34.

(4) MARQUARDT, III, 1, 31-44. LANGE, II, 60-62. WALTER, §§ 224-226. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 11. TROISFONTAINES, I, 129-139.

(5) PLIN., III, 9 (5). STRAB., V, 3 § 4, p. 231, Cas.

(6) FEST., p. 241.

(7) Voyez p. 109, n° 6.

(8) Liv., XXVII, 9.

La condition juridique du *nomen latinum* s'appelle *Latinitas*, *jus Latii* ou simplement *Latium* ⁽¹⁾.

Les cités du *nomen latinum* sont considérées par le peuple romain comme des villes confédérées ⁽²⁾. Partant elles forment des *civitates* indépendantes, ne sont pas gouvernées par des magistrats romains ⁽³⁾, n'adoptent les lois romaines que si elles y consentent ⁽⁴⁾. Elles ont le droit de battre monnaie, droit qui fut cependant restreint vers 269 av. J.-C. ⁽⁵⁾.

Le *foedus* de la cité latine ou la *formula* de la colonie latine ⁽⁶⁾ détermine les prestations qu'elle doit fournir en troupes et en argent. Les *Latini* ne servent pas dans la légion, mais parmi les *socii* ⁽⁷⁾.

Le *jus commercii* est le privilège propre des *Latini* ⁽⁸⁾.

(1) CIC., *ad Att.*, XIV, 12, TAC., *Hist.*, III, 55 etc.

(2) « *Latinis, id est, foederatis.* » CIC., *p. Balb.*, 24 § 54.

(3) LIV., XXIX, 15. STRAB., IV, 1 § 1.

(4) L'expression propre en ce cas est : *populus fundus factus est.* CIC., *p. Balb.*, 8. Cf. GELL., XVI, 13. *Fundus* est synonyme de *auctor*. Cf. PLAUT., *Trin.*, V, 1, 6. PAUL. DIAC., s. v. p. 89.

(5) Voyez MOMMSEN, *Hist. du syst. mon.*, 229-237.

(6) LIV., XXVII, 10, XXIX, 15.

(7) MARQUARDT, III, 2, 297-306.

(8) Après la *lex Julia de civitate*, les *Latini* jouissent du *commercium* (ULF., XIX, 4, cf. XI, 16), mais ils n'ont pas de droit le *conubium* (ULF., V, 4). Fut-ce là aussi la condition des *socii nominis latini* avant la *lex Julia* ? Là dessus les opinions sont très-divisées, parce que nous n'avons guère de renseignements décisifs sur cette question. Le *commercium* leur est généralement reconnu (WALTER, REIN, VANGEROW, LANGE, PUCHTA, MOMMSEN, RUDORFF etc.). Voyez en effet LIV., XLI, 8. Quant au *conubium* les uns le leur accordent (NIEBUHR, WALTER), d'autres le leur dénie (MADVIG, PUCHTA, MARQUARDT, BOECKING etc.). D'après ce que nous avons dit plus haut, il ne nous semble point qu'à défaut de tout témoignage le *jus conubii* puisse être attribué aux *Latini* de cette époque. Plusieurs auteurs modernes ont appliqué à l'exercice de ces droits privés la différence que CIC. (*p. Caec.*, 35 § 102) dit exister entre douze colonies et les autres. Aucuns ont prétendu que les colonies les plus favorisées avaient le *conubium*, les autres pas (LANGE). D'autres refusent aux colonies moins favorisées même le *jus commercii* (SAVIGNY, MADVIG, MARQUARDT). Ce texte de CICÉRON a donné lieu à nombre d'hypothèses différentes qui sont mentionnées par WALTER, § 253, ne 84, et qu'il serait trop long de développer ici. Quelques savants ont aussi identifié avec la division de CICÉRON la distinction entre le *majoris* et le *minus Latium*, qu'en général l'on veut trouver chez GAI., I, 95. D'après l'opinion la plus récente, motivée surtout par la *lex Salpensana*, c. 21,

Les *Latini*, domiciliés à Rome (*incolae*), votent aux comices tributes dans une tribu tirée au sort ⁽¹⁾.

En outre, le droit de cité ⁽²⁾ est acquis aux *Latini* par les moyens suivants :

1° S'ils s'établissent à Rome, mais à condition que "*stirpem ex sese domi relinquerent*" ⁽³⁾.

2° Par l'exercice d'une magistrature annuelle dans une ville latine ⁽⁴⁾.

3° Par le fait d'avoir accusé et fait condamner un magistrat romain dans un procès *repetundarum* ⁽⁵⁾.

Rome a accordé successivement le droit de cité à plusieurs

cette dernière distinction ne daterait que de l'Empire (Vespasien), et se rapporterait aux effets de l'exercice d'une magistrature annuelle dans une cité latine. Voyez MOMMSEN, *Les droits des municipes latins de Salpensa et de Malaya* (en all.). Leipzig, 1855, p. 405, n° 40. RUDORFF, *Disputatio critica de majore et minore Latio*. Berlin, 1860. HUSCHKE, *ad Gaj.*, I, 95. (*Jurispr. antejust. fragm.*)

(1) LIV., XXV, 3 : "*Tribuni populum submoverunt sitellaque adlata est ut sortirentur ubi Latini suffragium ferrent.*" APP., B. c., I, 23, distingue des *Latini* les autres *socii*, en disant : "*οἱ δὲ οὗτοι ἐξ ἑνὸς ψήφου ἐν ταῖς Ῥωμαίων χωρονομίαις γέμειν.*" Cependant ces textes ont donné lieu à de vives controverses. Beaucoup ne croyaient point à l'authenticité du texte de TITE-LIVE, pour lequel on a proposé diverses corrections, et en dernier lieu (éd. WEISSENBORN) : "*Ut sortirentur tribus ac statim suffragium ferrent.*" Le passage d'APPIEN était interprété de différentes manières. Cf. MARQUARDT, II, 3, 50, n° 154. Maintenant un fragment de la *lex Malacitana* semble trancher la question; il confirme et complète TITE-LIVE et APPIEN dans le sens indiqué plus haut. En effet la *rubrica* LIII dit : "*Quicumque in eo municipio comitia... habebit, ex curiis sorte ducito unam in qua incolae, qui cives Romani Latiniue cives erunt, suffragia ferant.*" Cf. MOMMSEN, *Les droits des mun.* etc., 407-408. ZUMPT, *Studia rom.*, 291-295, 344-352.

(2) ZUMPT (*Studia romana*, Berlin, 1859, p. 351 suiv.) soutient, sans preuve suffisante, ce nous semble, que la *civitas*, acquise aux Latins par ces moyens, ne comprenait pas le *jus honorum*. Cf. VILLATTE, *de propagatione civitatis Romanae*, Bonn, 1870, 47-48.

(3) LIV., XLI, 8.—L'opinion de MADVIG et de MARQUARDT, d'après laquelle cette disposition n'aurait été qu'une mesure transitoire, n'est guère admise. Cf. ZUMPT, *Stud. rom.*, 346-352, VILLATTE, *de prop. civ. Rom.*, 44-47.

(4) APP., B. c. II, 26. ASCON., *In Pison.*, p. 3. Or. STRAB., IV, 1 § 12. p. 187. CAS. GAJ., I, 95. *Lex Salp.*, c. 21-23. Cf. CIC., *ad Att.*, V, 11 § 2.

(5) Il semble que d'abord par une *lex (Acilia?)* (122 ou 123 avant J.-C.) ce privilège fut octroyé à tous les pérégrins (*lex repet.*, 76, 83, *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 62-63, MOMMSEN), et qu'ensuite par une *lex Servilia* (d'après MOMMSEN, l. l., 55, en 111, d'après d'autres en 104 ou 100 avant J.-C.), il fut restreint aux seuls *Latini*, CIC., *p. Balb.*, 24 § 54, MOMMSEN, l. l., p. 70.

villes latines, et il semble que dès un siècle avant la guerre sociale le Latium proprement dit jouissait de la *civitas* complète (1).

A dater des *leges Julia* et *Plautia Papiria* (90 et 89 av. J.-C.), il n'y a plus en Italie de cités de droit latin (2).

§ 3. *Du jus Latii extra-italique ou des Latini coloniarii* (3).

Le *jus Latii* subsiste en province pour les colonies latines qui y avaient été établies (4), et s'y étend considérablement parce que par une fiction juridique ce droit fut conféré à des cités provinciales (*oppida, municipia latina*), ou à des provinces entières. *Latini coloniarii* (5).

La Gaule transpadane l'obtient en 89 av. J.-C. (6). Plusieurs cités de la Sicile en jouissent dès le commencement de l'Empire (7). Vespasien confère ce droit à toute l'Espagne, Adrien à une grande partie de la Gaule (8).

Cependant la condition des *Latini coloniarii* était inférieure à celle des *Latini* italiques d'autrefois, en ce que le sol provincial (*extra commercium*) était imposé (*tributum soli*), tandis que l'*ager privatus* en Italie ne l'avait pas été, et en ce qu'en province les habitants étaient soumis au *tributum capitis*, tandis que le *tributum* en Italie avait été aboli depuis 167 av. J.-C. (9).

Les *Latini coloniarii* subsistent en province jusqu'à l'empereur Caracalla (10).

(1) MARQUARDT, III, 1, 12-13.

(2) Voyez p. 64, n° 8.

(3) WALTER, §§ 246, 318. TROISFONTAINES, I, 139-140.

(4) Exemple : LIV., XLIII, 3.

(5) ULF., XIX, 4.

(6) ASCON., in *Pis.*, p. 3. Or.

(7) PLIN., III, 14 (8).

(8) PLIN., III, 4 (3). SPART., *Hadr.*, 21. — ZUMPT, *comment. epigraph.*, I. Berlin, 1850, p. 411.

(9) Voyez l'organisation des *finances*.

(10) Voyez p. 65.

§ 4. *Des Latini Juniani* ⁽¹⁾.

Jusqu'à l'Empire la *manumissio minus justa* ne produisit points d'effets légaux⁽²⁾. Ceux qui sont affranchis de la sorte, ne sont pas *liberi*, mais « *morantur in libertate* » ⁽³⁾. Cependant le prêteur a le droit d'empêcher leur révocation arbitraire en servitude : « *Servos ex jure quirritum, ... sed auxilio practoris in libertatis forma servari solitos* » ⁽⁴⁾.

Sous le règne de Tibère, une loi proposée par les consuls M. Junius Silanus et L. Junius Norbanus, la *lex Junia Norbana* de 19 apr. J.-C., accorde une condition analogue à celle des *Latini coloniarii* aux trois catégories suivantes d'affranchis :

1^o Aux esclaves, affranchis par *manumissio minus justa* ⁽⁵⁾.

2^o A ceux qui le sont par un propriétaire bonitaire ⁽⁶⁾.

3^o Aux esclaves, âgés de moins de trente ans, affranchis sans les conditions imposées par la *lex Aelia Sentia* ⁽⁷⁾.

La condition, donnée par la *lex Junia* à ces affranchis, s'appelle *Latinitas Juniana*; les affranchis, *Latini Juniani* ⁽⁸⁾.

Les Latins juniens jouissent du *jus commercii* ⁽⁹⁾, sauf une restriction : ils ne peuvent « *nec testamentum facere, nec ex testamento alieno capere* » ⁽¹⁰⁾, d'où il résulte qu'à leur mort leurs biens retournent à leur ancien propriétaire, « *jure quodammodo peculii* » ⁽¹¹⁾. « *Vivant quasi ingenui et moriantur ut servi* » ⁽¹²⁾.

(1) BECKER, II, 1, 86. LANGE, I, 174-175. WALTER, §§ 354, 479, 482, 489, 491. REIN, *Dr. c.*, 559-595. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I § 26. TROISPONTAINES, I, 254-256. VON VANGEROW, *Des Latini Juniani* (en all.). Marbourg, 1833.

(2) CIC., *Top.*, 2. Voyez p. 97.

(3) CIC., *p. Mil.*, fragm. 12, Peyr. DOSITH., *de manum.*, § 4.

(4) GAJ., III, 56.

(5) DOSITH., *de manum.*, § 6. ULP., I, 10.

(6) ULP., I, 16.

(7) GAJ., I, 17. ULP., I, 12. — SCHMIDT, *Remarques critiques sur...* ULP., I, 12 (en all.). Fribourg, 1856, p. 20. — La condition de tels affranchis avant la *lex Junia* est très-controversée. Voyez WALTER, § 485, n^o 41. REIN, *Dr. c.*, 585, n^o 12. Nous parlerons plus loin de la *lex Aelia Sentia*.

(8) GAJ., III, 56. ULP., I, 10.

(9) ULP., XIX, 4.

(10) GAJ., I, 23.

(11) GAJ., III, 56.

(12) SALVIAN., *adv. avar.*, III, 93. Cf. GAJ., III, 55-71. TAC., *Ann.*, XIII, 27. — WALTER, § 661. REIN, *Dr. c.*, 822.

Les enfants des *Latini juniani* sont *Latini ingenui* ⁽¹⁾.

De plus, les *Latini juniani* acquièrent la *civitas* par les modes suivants ⁽²⁾ :

1° *Beneficio principali*, par une faveur de l'Empereur.

2° *Causae probatione* ⁽³⁾. Quand un Latin junien prouve devant le Magistrat, qu'il est le père d'un enfant, âgé d'une année (*anniculi causa*), procréé dans un mariage qu'il a contracté, en présence de 7 témoins, avec une femme de condition au moins égale, à la suite de cette déclaration, le Latin, sa femme et son enfant obtiennent la *civitas*, et par un effet rétroactif le père acquiert la *patria potestas* sur l'enfant ⁽⁴⁾.

3° *Iteratione*, par un second affranchissement mais solennel.

4° *Militia*. " *Si inter vigiles Romae sex annis militaverit, ex lege Visellia... Ex senatusconsulto, ... si triennio ...* "

5° *Nave, aedificio, pistrino*.

6° *Ex senatusconsulto, mulier, quae sit ter enixa*.

Ces affranchis, qu'ils soient Latins ou qu'ils aient obtenu le droit de cité, sont soumis aux mêmes obligations envers leurs patrons que les *liberti justi* (p. 100-104).

La *Latinitas juniana*, supprimée momentanément par la constitution de Caracalla, renaît ensuite, et elle n'est abolie définitivement que par Justinien ⁽⁵⁾.

(1) Cf. PAULL., IV, 9 § 8.

(2) ULP., III, 1-6. GAJ., I, 28-35. Cf. pour le 1^{er} mode, PLIN., *Epit.*, X, 105; pour le 3^e, DOSITH., *De man.*, § 14, PLIN., *Epit.*, VII, 16; pour le 5^e, SUET., *Claud.*, 18-19, et pour le 6^e, PAULL., IV, 9 § 7-8. La plupart de ces modes s'appliquent aussi bien aux *Latini coloniarii* qu'aux *Latini juniani*.

(3) WALTER., § 492 et 536. BETHMANN-HOLLWEG, *De causae probatione*. Berlin, 1820.

(4) On peut y ajouter l'*erroris causae probatio*. " *In potestate parentum sunt etiam hi liberi, quorum causa probata est, per errorem contracto matrimonio inter disparis condicionis personas* (entre citoyens et latins ou pérégrins). ULP., VII, 4, GAJ., I, 67-75.

(5) *Cod.*, VII, 6.

SECTION III. — DES ESCLAVES ⁽¹⁾.

CHAPITRE PREMIER. — DE LA NATURE ET DES SOURCES DE L'ESCLAVAGE ⁽²⁾.

Le droit romain range les esclaves, *servi*, au nombre des *res mancipi*. En effet, juridiquement, l'esclave n'a pas de *caput* ; il n'est pas une personne, mais une chose. « *Quod attinet ad jus civile, servi pro nullis habentur* » ⁽³⁾.

Cependant la nature, plus impérieuse que le droit positif, ne souffre point l'assimilation complète de l'être humain à la chose. Aussi la propriété sur les esclaves présentait-elle de fait des particularités qui la distinguaient de tout autre *dominium*, et ne s'appelait-elle pas seulement *dominium*, mais aussi *potestas* ⁽⁴⁾, *dominica potestas*.

La condition du *servus* se dit *servitus*. D'après les juriconsultes romains de l'Empire, l'esclavage était une institution, contraire au *jus naturale*, mais légitimée par le *jus*

(1) W. BLAIR, *Recherches sur l'esclavage chez les Romains depuis la plus haute antiquité jusqu'à l'établissement des Lombards en Italie* (en angl.). Edimbourg, 1833. WALLON, *Histoire de l'esclavage dans l'antiquité*. Paris, 1847. 3 vol. ADAM, *De l'esclavage et de l'affranchissement chez les Romains* (en all.). Tübingen, 1866.

(2) BECKER, II, 1, 53-58. WALTER, § 476. REIN, *Dr. c.*, 552-560.

(3) *Dig.*, L, 17, 32. — « *Servile caput nullum jus habet.* » *Dig.*, IV, 5, 3 § 1. « *Servi... ne quidem omnino jure civili, neque jure prætorio, neque extra ordinem computantur.* » *Dig.*, XLVIII, 10, 7. Cf. IX, 2, 2 § 2, XXVIII, 1, 20 § 7.

(4) *Dig.*, L, 16, 215. GAI., I, 54.

gentium. "Servitus est constitutio juris gentium, qua quis dominio alieno contra naturam subjicitur. " (1).

Sources de l'esclavage.

" Servi aut nascuntur, aut fiunt. Nascuntur ex ancillis nostris; fiunt aut jure gentium... aut jure civili " (2).

1° *Jure gentium.*

" Jure gentium servi nostri sunt, qui ab hostibus capiuntur, aut qui ex ancillis nostris nascuntur " (3).

Sont par conséquent esclaves *jure gentium* :

a) Les prisonniers de guerre. Ils sont vendus publiquement par le ministère des questeurs (*sub corona venire*) (4), ou bien ils restent au service de l'Etat, *servi publici* (5).

(1) *Dig.*, I, 5, 4 § 1. Cf. *Inst.*, I, 3 § 2. *Gai.*, I, 52. — Cette doctrine n'est cependant pas antérieure à l'Empire. VARRON *de r. r.*, I, 17 § 1, où l'esclave est appelé un *instrumenti genus vocale* pour l'agriculture) et CICÉRON (*de rep.*, III, 25, *de off.*, I, 42 § 150, III, 23 § 59) suivaient encore l'opinion d'ARISTOTE (*Pol.*, I, 2, *Eth. Nic.*, VIII, 131), d'après laquelle l'esclavage était de droit naturel; et du temps de JUVÉNAL, l'on était encore à se demander, si l'esclave était bien un être humain, VI, 222 :

O demens, ita servus homo est?

C'est à l'influence de la philosophie stoïcienne d'abord et du christianisme ensuite qu'il faut attribuer la profonde modification de la doctrine romaine à cet égard. (Cf. LAFERRIÈRE, *Mémoire concernant l'influence du stoïcisme sur la doctrine des jurisconsultes romains* dans les *Mémoires de l'acad. des sc. mor. et pol.* Paris, 1860, X, 579-685). Le philosophe SÈNÈQUE (*Epit.*, 95 § 52) avait déjà dit aux Romains : *"Membra sumus corporis magni. Natura nos cognatos edidit."* Cf. *Epit.*, 47. Cette doctrine fut ensuite appliquée à l'esclave par les jurisconsultes romains : *"Quod attinet ad jus naturale, omnes homines aequales sunt."* *Dig.*, I, 17, 32. *"Ἡ γὰρ φύσις πάντας ἰσὺς αἰνείον προσηγάγεν"*. THEOPHIL., I, 3, 2. C'est ce qui nous explique les adoucissements survenus sous l'Empire dans la condition juridique des esclaves. D'ailleurs de tout temps, le culte romain avait reconnu la dignité humaine à l'esclave. *"Locum, in quo servus sepultus est, religiosum esse Aristo ait."* *Dig.*, XI, 7, 2.

(2) *Inst.*, I, 3 § 4. *Dig.*, I, 5, 5 § 1.

(3) *Dig.*, I, 1.

(4) *Liv.*, II, 17, IV, 34, V, 22, etc. *CAES.*, *B. g.*, III, 16, etc. *"Sub corona venire dicuntur, quia captivi coronati solent venire, ut ait Cato in eo qui est de re militari."* *FEST.*, p. 306. Cf. *GELL.*, VI (VII), 4. Parfois on se sert de l'expression plus générale : *sub hasta venire*. *Liv.*, VI, 4 etc. Voyez l'organisation des finances.

(5) *POLYB.*, X, 17. *Liv.*, XXVI, 47.

b) Les enfants, nés d'une mère esclave (1).

2° *Jure civili*.

L'esclavage en vertu du droit civil arrive dans tous les cas de *capitis deminutio maxima* (2).

CHAPITRE DEUXIÈME. — DE LA CONDITION SOCIALE
ET JURIDIQUE DES ESCLAVES. DE LA POTESTAS DOMINICA(3).

Les esclaves sont *privati*, la propriété d'un particulier, ou *publici*, appartenant à l'Etat.

L'esclave porte différentes dénominations. Le nom de *servus* (4) indique sa condition servile par opposition à celle de l'homme libre; celui de *mancipium* (5) marque son état de dépendance absolue vis-à-vis de son propriétaire, *herus* ou *dominus*; celui de *famulus*, *familiaris* (6), *puer*, désigne sa condition domestique dans la famille du maître.

Les esclaves, nés dans la maison du maître, portent le nom spécial de *vernae* (7).

(1) « *Lex naturae haec est, ut qui nascitur sine legitimo matrimonio, matrem sequatur, nisi lex specialis aliud inducit.* » *Dig.*, I, 5, 24. Cf. *GAJ.*, I, 82, 88, 89, 91. *ULP.*, V, 9, 10.

(2) Voyez p. 105-109.

(3) BECKER, II, 1, 58-65. MARQUARDT, V, 1, 139-202. LANGE, I, 168-170. WALTER, § 466-475. REIN, *Dr. c.*, 560-569. TROISFONTAINES, 213-234. G. BOISSIER, *Etudes de mœurs romaines sous l'Empire. II. L'esclave dans la Revue des deux Mondes*, Paris, 1^e déc. 1868, p. 513-542.

(4) Les anciens dérivait *servus* de *servare*. « *Servi autem ex eo appellati sunt, quod imperatores captivos vendere jubent ac per hoc servare, nec occidere solent.* » *Inst.*, I, 3 § 3. *Dig.*, I, 5, 4 § 2. Sur les diverses étymologies des mots *servus* et *servire*, mises en avant par les modernes, voyez CREUZER, *Antiq. rom.*, p. 38, et GOETTLING, p. 132. Cf. LANGE, I, 169.

(5) « *Mancipia vero dicta, quod ab hostibus manu capiuntur.* » *Dig.*, I, 5, 4 § 3.

(6) SÉNÈQ., *Epit.*, 47 § 14.

(7) Ce nom est fréquemment usité par les anciens, et se rencontre même souvent sur les inscriptions. Sur l'étymologie de ce mot d'après les anciens voyez FEST., s. v., p. 372, sur les essais modernes, BECKER, II, 1, 56, n° 116. Cf. LANGE, I, 169.

L'ensemble des esclaves d'un particulier s'appelle *familia*. Celle-ci se compose des *vernae* ⁽¹⁾, des esclaves que le maître a acquis par succession ou par donation, et de ceux qu'il a achetés, *servi empticii* ⁽²⁾. Il y avait, en effet, à Rome, surtout vers la fin de la République, de véritables marchés d'esclaves. Ces marchés étaient alimentés ou bien par la guerre ou par le rapt d'hommes libres que les pirates organisaient parfois sur une large échelle, ou bien encore et surtout par le transport d'esclaves de toutes les provinces de l'Empire ⁽³⁾.

La *familia* du Romain riche, qui s'élevait parfois à des milliers d'esclaves, se subdivisait en *familia urbana* et *familia rustica* ⁽⁴⁾.

La *familia rustica* se composait des esclaves agriculteurs et pasteurs : à leur tête se trouvait le *villicus* ⁽⁵⁾ ou l'*actor* ⁽⁶⁾; sous lui les *magistri singulorum officiorum* ou *operum magistrum* ⁽⁷⁾, et sous ceux-ci les *aratores*, *vindemiatores*, *armentarii*, *arboratores*, *piscatores* etc. ⁽⁸⁾.

La *familia urbana*, mieux traitée que la précédente, comprenait d'abord le personnel domestique de la maison, l'*atriensis*, le *janitor*, les *servi a vinis*, *a veste*, les *cubicularii*, *coqui*, *trichinari*, *pedissequi*, *lecticarii* etc., ensuite des esclaves instruits qui exerçaient dans la maison du maître la

(1) « *Vernas, ditis examen domus.* » HOR., *Epod.*, 2, 65. Cf. *Dig.*, V, 3, 27.

(2) ORELLI, *Inscr.*, 2812. — MARQUARDT, V, 1, 174-176. BOEGER, *De mancipiorum commercio apud Romanos*. Berlin, 1841.

(3) L'esclave, exposé en vente, était placé sur un échafaud, *catasta* (TIBULL., II, 3, 60), et portait au cou un écriteau (*titulus*), sur lequel le marchand (*mango*) inscrivait le pays natal, l'âge, les qualités et aussi les défauts de l'esclave : car, dans la vente d'esclaves, l'édit édilien admettait des vices redhibitoires. « *In mancipiorum venditione fraus venditoris omnis excluditur. Qui enim scire debuit de sanitate, de fuga, de furtis, praestat edicto aedilium. Heredum alia causa est.* » CIC., *de off.*, III, 17 § 71. Cf. *Dig.*, XXI, 1, 1. GELL., IV, 2. Voyez avec quel art HORACE décrit l'offre de vente d'un esclave, faite par un *mango*. *Epit.*, II, 2, v. 2-15.

(4) Cf. *Dig.*, XXXII, 1, 99.

(5) ORELLI, *Inscr.*, 2857 et 6275. COLUM., I, pr. § 12.

(6) *Dig.*, XI, 3, 1 § 5, XXVI, 7, 39 § 18.

(7) COLUM., I, 8 § 11 et 17.

(8) MARQUARDT, V, 1, 144-146.

profession de secrétaire (*amanuensis*), de *lectores*, d'instituteurs (*litterati*, *paedagogi*), de *medici*, *musicarii* etc. (1).

L'usage, très-répandu chez les Grecs, de faire apprendre à des esclaves bien doués des métiers ou des professions libérales pour louer ensuite leurs services, trouva aussi des imitateurs à Rome (2).

Condition juridique et sociale de l'esclave.

La personnalité de l'esclave n'étant point reconnue par la loi romaine, l'esclave n'est protégé ni par le droit civil, ni par le *jus gentium*. Partant le maître en dispose, selon ses caprices, comme de toute autre propriété ; il a le droit de le vendre (3), de le maltraiter, de le tuer. « *Dominis in servos vitae necisque potestatem esse.* » (4). Le supplice habituel était la croix. « *Crux, arbor infelix, servile supplicium* » (5).

Le droit romain ne reconnaît pas de nom propre légal à l'esclave (*servis nomen nullum*). Anciennement, quand leur nombre était très-restreint, l'esclave était désigné par le nom de son maître ; il s'appelait par ex. *Marcipor* (*Marci puer*), *Lucipor*, *Quintipor*, *Caipor*, *Publipor* etc. (6). Plus tard, ils empruntaient leur nom soit à leur nationalité, *Lydus*, *Syrus*, *Lesbius*, *Afer* etc. (7), soit à leur état, *Tiro*, ou bien ils portaient certains noms éminemment serviles, comme *Davus*, *Dama* etc. (8).

L'union entre esclaves, et même entre libres et esclaves(9), ne s'appelle pas *matrimonium*, mais *contubernium*. « *Inter servos et liberos matrimonium contrahi non potest, contubernium potest* » (10). « Pour vivre en *contubernium* » (11), il faut aux

(1) MARQUARDT, V, 1, 147-158.

(2) Cf. PLUTARQ., *Cat. maj.*, 20. CIC., *p. Rosc. com.*, 10, 11. JUVÉN., VI, 352. *Dig.*, XXXIII, 7, 19 § 1.

(3) PLUTARQ., *Cat. maj.*, 8. CAT., *de r. r.*, 2. GELL., VI (VII), 4.

(4) GAI., I, 52. Cf. DENYS, VII, 69. PLUTARQ., *Cat. maj.*, 21.

(5) Cf. MARQUARDT, V, 1, 192-195.

(6) PLIN., XXXIII, 6 (1). FEST., p. 257^a. QUINTIL., *Inst. or.*, I, 4 § 26.

(7) PLAUTE et TÉRENCE passim.

(8) Voyez MARQUARDT, V, 1, 21-22.

(9) Voyez p. 108-109 le *senatusconsultum Claudianum* sur le commerce d'une femme libre avec un esclave.

(10) PAULL., II, 19 § 6.

(11) ROST, *De nuptiis servorum* dans ses *Opusc. plant.* Leipzig, 1836, p. 64.

esclaves l'autorisation du maître⁽¹⁾; les enfants des *contubernales* sont *ex jure gentium* la propriété du maître de la mère⁽²⁾. Le *contubernium* ne produit pas les liens légaux de la parenté. "*Ad leges serviles cognationes non pertinent*"⁽³⁾."

L'esclave est incapable de posséder. "*Quodcumque per servum acquiritur, id domino adquiri*"⁽⁴⁾." Cependant le maître peut lui donner ou permettre d'acquérir un *peculium*⁽⁵⁾, sur lequel l'esclave n'exerce qu'un droit précaire d'administration et d'usufruit; le maître en est le seul propriétaire⁽⁶⁾.

L'esclave ne peut hériter du maître que dans le cas où celui-ci lui accorde en même temps la liberté par testament; alors il est *haeres necessarius*, "*ideo sic appellatus, quia, sive velit sive nolit, omnimodo post mortem testatoris protinus liber et heres est*"⁽⁷⁾.

Les stipulations, faites par un esclave, obligent-elles le maître?

Il faut distinguer. "*Si jussu domini negotium gestum erit*", le contrat oblige le maître⁽⁸⁾. Si tel n'est pas le cas, les avantages qui proviennent des stipulations de l'esclave sont au bénéfice du maître⁽⁹⁾; s'il en résulte des pertes, celui-ci n'est pas tenu de les subir.

(1) COLUM., I, 8 § 5. VARR., *de r. r.*, I, 17 § 5.

(2) DENYS, XI, 29. COLUM., I, 8 § 19.

(3) Dig., XXXVIII, 10, 10 § 5. Cf. S., I § 2. Cod., IX, 9, 23. — De là aussi : *Servi ab violatum contubernium suum adulterii accusare non possunt.* Dig., XLVIII, 5, 6.

(4) GAJ., I, 52. Cf. II, 86-89, 91-95.

(5) Cf. Dig., XV, 1, 5 § 4; 1, 8 et 39. XLI, 1, 37 § 1. — Les maîtres avaient même l'habitude de promettre la liberté à l'esclave contre un pécule déterminé que celui-ci amassait par son travail, sa parcimonie, même *ventre fraudato*, comme le dit SÉNÈQUE, *Epit.*, 80. Cf. PLAUT., *Rud.*, IV, 2, 22. *Casin.*, II, 5, 7. VERG., *Eclég.*, I, 33. TAC., *Ann.*, XIV, 42.

(6) "*Servorum peculia in bonis dominorum numerantur.*" Inst., II, 12. Le droit prétorien reconnaît cependant, jusqu'à un certain point, à l'esclave le droit d'engager son pécule. Cf. WALTER, § 471.

(7) GAJ., II, 153.

(8) GAJ., IV, 70. Dig., XV, 4, 1. Inst., IV, 7, 1.

(9) Inst., III, 17 § 1.

Le maître est responsable du dommage causé à une tierce personne par les *delicta* de l'esclave. Il peut lui livrer l'esclave en réparation du dommage (*noxae dedere*) ⁽¹⁾.

Par contre, le maître a droit à exiger la réparation du dommage, que son esclave subit d'une tierce personne ⁽²⁾.

Le maître est le juge des délits de l'esclave ⁽³⁾. Cependant si l'esclave commet un crime contre un tiers, ou attente à la vie du maître, il est poursuivi devant les tribunaux. L'exécution de la peine capitale est parfois confiée au maître ⁽⁴⁾.

En cas d'assassinat du maître dans sa maison, il était de coutume de condamner à mort tous les esclaves qui, au moment du meurtre, s'étaient trouvés dans la maison : *qui sub eodem tecto fuerunt*. Cette coutume devint obligatoire par le *senatusconsultum Silanianum*. 10 apr. J.-C. ⁽⁵⁾.

L'esclave ne peut être témoin (*testis*) en justice ⁽⁶⁾. Ses déclarations ne sont censées avoir de valeur que si elles ont été faites sous l'empire de la douleur : *quaestionem habere de servis* ⁽⁷⁾.

(1) GAJ., IV, 75-78. *Dig.*, IX, 4, 12, XLVII, 10, 17 § 4. *Inst.*, IV, 8.

(2) GAJ., III, 210, 217, 222-223. *Dig.*, XLVII, 15 § 34-35. En cas de meurtre de l'esclave, le maître peut même intenter au meurtrier une action criminelle : « *Capitali crimine reum facere*. » GAJ., III, 213. — Cependant ce qui était une *injuria* à l'égard d'un homme libre, n'était pas toujours considéré comme tel à l'égard d'un esclave, par exemple, « *si qui servo convicium fecerit, vel pugno eum percusserit*. » GAJ., III, 222. *Dig.*, XLVII, 10, 15 § 44. *Inst.*, IV, 4 § 3.

(3) CAT., de r. r., 5, DENYS, VII, 69. PLUTARQ., *Cat. maj.*, 21.

(4) PLUTARQ., l. l. *Mon. Ancy.*, tab. II a dextr. l. 1, 2, 3. — La juridiction criminelle sur l'esclave fut réglée par un sénatus-consulte en 19 apr. J.-C. *Dig.*, XLVIII, 2, 12 § 3-4. Cf. WALTER, § 818.

(5) PAULL., III, 5. *Dig.*, XXIX, 5. La rigueur de la punition fut encore augmentée par d'autres sénatus-consultes et appliquée par exemple aux *testamento manumissi*. TAC., *Ann.*, XIII, 32. Un exemple se trouve chez TAC., *Ann.*, XIV, 42 et 45. Le fait que cette coutume date de plus haut que de l'Empire est prouvé par CIC., *ad div.*, IV, 12, et TAC., l. l., 42, qui dit : *vetere ex more*.

(6) Cf. TAC., *Ann.*, II, 28. *Dig.*, XXII, 5. *Cod.*, IV, 20. — RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 76, n° 21. ZUMPT, *proc. cr.*, 255.

(7) CIC., *Orat. partit.*, 34, p. Sull., 28, p. Rosc. Am., 41-42, p. Cluent., 63. *Dig.*, XLVII, 10, 15 § 41 : « *Quaestionem intelligere debemus tormenta et corporis dolorem ad eruendam veritatem*. » Cf. WALTER, § 551. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II § 133. ZUMPT, *proc. crim.*, 310-329.

Il n'est qu'exceptionnellement permis de mettre l'esclave à la torture pour lui arracher des aveux défavorables à son maître (*in caput domini*) ⁽¹⁾.

Le droit de porter une accusation criminelle contre le maître ne fut accordé à l'esclave que sous l'Empire et seulement pour les crimes de lèse-majesté, de faux-monnayage et de suppression de testament ⁽²⁾.

L'histoire nous apprend que la manière, dont les maîtres usaient de la *potestas dominica*, fut bien différente aux diverses époques.

Dans les temps anciens et durant la plus grande partie de la République, alors que les particuliers possédaient un nombre relativement restreint d'esclaves, ceux-ci étaient en général traités avec beaucoup d'humanité. Ils aidaient leur maître dans ses travaux agricoles et domestiques et prenaient part aux repas de la famille; leurs enfants n'étaient pas rarement les camarades des enfants du maître ⁽³⁾.

Mais aux derniers siècles de la République et sous l'Empire, quand l'affluence des richesses et les exigences toujours croissantes d'un luxe sans bornes furent causes qu'un seul citoyen possédait parfois des milliers d'esclaves ⁽⁴⁾, ceux-ci étaient d'ordinaire exposés à toutes les brutalités du maître qui ne voyait dans l'esclave qu'un moyen d'augmenter sa fortune, et qui lui infligeait les plus cruelles punitions pour les moindres fautes ⁽⁵⁾.

(1) CIC., *Orat. partit.*, 34, p. r. Dej., 1, p. Mil., 22 § 59. TAC., *Ann.*, II, 30, III, 67. PAULL., V, 16 § 5 9. Dig., XLVIII, 18, 1 § 7-16.

(2) PAULL., V, 13 § 3. Dig., XLVIII, 4, 7 § 2; 10, 7; 18, 1 § 16; V, 1, 53. Cf. WALTER, § 554.

(3) PLUTARQ., *Coriol.*, 24. Cat. maj., 3, 20, 21. MACROB., *Saturn.*, 1, 7, 10, 11. PLIN., XXXIII, 6 (1). SÉNÈQ., *Epist.*, 47.

(4) Cf. TAC., *Ann.*, III, 53, XIV, 43, 44. SÉNÈQ., *de tranq. an.*, 8. PLIN., XXXIII, 47 (10). ATHÉNÉE, VI, p. 272, affirme que l'on possédait jusqu'à 10000, 20000 esclaves et même au delà.

(5) Voyez des exemples des raffinements de cruauté des maîtres romains chez SUET., *Cal.*, 32. CIC., p. Cluent., 66. APP., *B. c.*, III, 98. GALEN., *De plac. Hippocr. et Plat.*, VI, s. f. — Bien connu est le fait suivant : « *Fregerat unus ex servis ejus crystallinum. Rapi eum Vedius jussit, nec vulgari periturum morte; muraenis obijci jubebatur, quas ingens piscina continebat.* » SÉNÈQ., *de ira*, III, 40. Cf. DION CASS., LIV, 23. PLIN., IX, 39 (23).

Jusqu'à l'Empire la *potestas dominica* fut sans restriction légale aucune.

La religion cependant accordait aux esclaves une certaine protection : aux fêtes religieuses, appelées *Saturnalia*, ils jouissaient d'une liberté relative, et assistaient aux repas du maître ⁽¹⁾.

Il arrivait aussi que le censeur punissait par une *nota censoria* les cruautés excessives du maître ⁽²⁾.

Mais, dès le commencement de l'Empire, une série de dispositions législatives mirent des bornes légales au pouvoir arbitraire du maître.

Une *lex Petronia* ⁽³⁾, complétée par des sénatus-consultes subséquents, enlève au maître le droit de livrer arbitrairement ses esclaves « *ad bestias depugnandas* ». La loi y ajoute cependant : « *oblato tamen judici servo, si justa sit domini querela, sic poenae tradetur.* » ⁽⁴⁾.

L'empereur Adrien « *servos a dominis occidi vetuit eosque jussit damnari per judices si digni essent* » ⁽⁵⁾.

Antonin le Pieux « *consultus de his servis, qui ad fana deorum vel ad statuas principum confugiunt, praecepit, ut si intolerabilis videatur dominorum saevitia, cogantur servos suos vendere* » ⁽⁶⁾.

Le *jus vitae necisque*, auquel des restrictions avaient été déjà portées par Claude, Adrien et Antonin le Pieux ⁽⁷⁾ etc., fut définitivement enlevé au maître par Constantin, qui assimila le meurtre d'un esclave à tout autre homicide ⁽⁸⁾.

(1) MACROB., *Saturn.*, I, 7, 10, 11. Cf. DENYS, IV, 14. CAT., *de r. r.*, 57 (58). — MARQUARDT, IV, 462. Cf. *ib.*, 163. Voyez aussi plus haut, p. 132, n° 1.

(2) DENYS, XX, 13, ed. KIESSLING.

(3) C'est une loi du premier siècle de l'Empire, mais la date exacte est incertaine. D'après les uns (LANGE, I, 176), cette loi ne fut portée que sous Néron, 61 apr. J.-C.; d'après d'autres (BECKER, WALTER etc.), elle le fut sous Tibère ou peut-être déjà sous Auguste. Cf. REIN, *Dr. c.*, 561, n° 3.

(4) *Dig.*, XLVIII, 8, 11 § 2.

(5) SPARTIEN, *Hadr.*, 18.

(6) GAJ., I, 53. Cf. *Dig.*, I, 6, 2; 12, 1 § 1 et 18.

(7) SUET., *Claud.*, 25. SPART., *Hadr.*, 18. GAJ., I, 53.

(8) *Cod.*, IX, 14, 1.

Le même Empereur défendit, dans la vente d'une *familia* d'esclaves, de séparer les enfants de leurs parents, les frères des sœurs, l'époux de l'épouse etc. ⁽¹⁾.

Mais le christianisme exerça sur les mœurs une action plus puissante que les décrets impériaux ; c'est grâce à son enseignement que le fléau de l'esclavage fut adouci et graduellement aboli en Occident ⁽²⁾.

Les *servi publici* ou *populi Romani* ⁽³⁾ sont la propriété de l'Etat. Ils sont au service des magistrats, surtout de ceux qui sont chargés de la police, tels que les censeurs et les édiles ⁽⁴⁾, ou bien au service des temples, *servi fanorum* ou *deorum* ⁽⁵⁾, ou encore des collèges de prêtres ⁽⁶⁾.

La condition des *servi publici* est meilleure que celle des *privati*. L'Etat leur permet toujours de s'acquérir un pécule, et sous l'Empire ils peuvent en disposer par testament *pro parte dimidia* ⁽⁷⁾.

CHAPITRE TROISIÈME. — DE L'AFFRANCHISSEMENT. ⁽⁸⁾

L'esclavage cesse naturellement ou civilement.

Il cesse naturellement par la mort de l'esclave, mais non par celle du maître.

(1) *Cod.*, III, 38, 11. *Cf. Dig.*, XXI, 1, 35.

(2) TROPLONG, *Sur l'influence du christianisme dans le droit civil des Romains*. Louvain, 1844, p. 68-78. N. J. LAFORET, *Etudes sur la civilisation européenne considérée dans ses rapports avec le christianisme*. Bruxelles, 1851, p. 171-195.

(3) BECKER, II, 2, 383-384. LANGE, I, 775. GESSNER, *De servis Romanorum publicis*. Berlin, 1844.

(4) *Liv.*, XLIII, 16. *GELL.*, XIII, 13.

(5) *VARR.*, *de l. l.*, VIII, 41. Exemples : les *seroi Venerii* ou d'un temple de Vénus (*Cic.*, *Div. in Caec.*, 17), *Martiales* (*Cic.*, *p. Cluent.*, 15) etc. — MARQUARDT, IV, 173-174.

(6) Ils sont fréquemment mentionnés dans les Inscriptions. *Cf. MARQUARDT*, IV, 174.

(7) *ULP.*, XX, 16.

(8) BECKER, II, 1, 65-89. LANGE, I, 172-178. WALTER, §§ 477, 480-487. REIN, *Dr. c.*, 569-583. TROISFONTAINES, I, 235-246.

Il cesse civilement par affranchissement, à l'exception d'un seul cas, où l'esclave, sans affranchissement, redevient libre *ex jure gentium*; cette exception se rapporte au prisonnier de guerre qui parvient à rentrer sur le sol natal. *Jus postliminii* ⁽¹⁾.

L'acte d'affranchir se dit *manumittere*, l'affranchissement, *manumissio* ⁽²⁾ celui qui affranchit, *manumissor*, l'affranchi, *manumissus*, *libertus*, *libertinus*.

Le droit romain distingue entre la *justa ac legitima manumissio* et la *manumissio minus justa* ⁽³⁾. Ces deux espèces d'affranchissement diffèrent par les formalités qui les accompagnent et surtout par leurs effets juridiques ⁽⁴⁾.

I. *Manumissio justa*.

Elle se fait de trois manières : *vindicta*, *censu*, *testamento* ⁽⁵⁾.

1° *Manumissio vindicta* ⁽⁶⁾ ou par un procès fictif en revendication. Elle requiert la présence d'un magistrat, *apud quem legis actio est* ⁽⁷⁾, du *manumissor*, du *manumittendus*,

(1) Voyez p. 105-106.

(2) « *Est autem manumissio de manu missio, id est datio libertatis; nam quamdiu quis in servitute est, manui et potestati suppositus est; manumissus liberatur potestate.* » ULP., *Dig.*, I, 1, 4.

(3) DOSITH., *De manum.*, 5. TAC., *Ann.*, XIII, 27, et sur ce passage REIN, *Dr. c.*, 559, n° 1.

(4) Nous avons déjà exposé la condition juridique des esclaves affranchis tant par *manumissio justa* (*cives libertini*, p. 96) que par *manumissio minus justa* (*Latini juniani*, p. 129).

(5) CIC., *Top.*, 2. « *Si neque censu nec vindicta nec testamento liber factus est, non est liber.* » BOETH., *Ad h. l. PLAUT., Casin.*, II, 8, 68. GAI., I, 17. ULP., I, 6-9. DOSITH., *De manum.*, 5. THEOPHIL., I, 5 § 4.

(6) UNTERHOLZNER, *Des formalités de la manumissio per vindictam* etc. (en all.) dans le *Zeitschr. f. geschichtl. Rechtsw.* Berlin, 1816. T. II, p. 139, suiv.

(7) *Dig.*, I, 7, 4. A Rome c'étaient le consul, le dictateur, l'interroi, surtout et ordinairement le préteur (LIV., XLI, 9), hors de Rome les gouverneurs de province (PLIN., *Epit.*, VII, 16) ou les magistrats municipaux, « *si habeant legis actionem.* » PAUL., II, 25 § 4. — Le passage cité de TITE-LIVE qui d'ailleurs a donné lieu à de nombreuses discussions et controverses (cf. REIN, *Dr. c.*, 570, n° 2, LANGE, II, 256) mentionne aussi les censeurs; mais cela ne peut s'appliquer qu'à la *manumissio censu*.

et d'un tiers, citoyen romain, qui s'appelle *assertor in libertatem* ⁽¹⁾. Elle se compose de trois actes :

a) La revendication (*vindicatio*) de la liberté de l'esclave par l'*assertor* : HUNC EGO HOMINEM LIBERUM ESSE AJO SECUNDUM SUAM CAUSAM; SICUT DIXI, ECCE TIBI VINDICTAM IMPOSUI ⁽²⁾.

b) La cession du maître, *in jure cessio*. A cet effet «dominus, aut caput servi aut aliud membrum tenens, dicebat : HUNC HOMINEM LIBERUM ESSE VOLO, et (en le faisant tourner sur lui-même) ⁽³⁾ emittebat eum e manu ⁽⁴⁾ ».

c) L'adjudication de la liberté à l'esclave par le magistrat : *praetor addicit libertatem* ⁽⁵⁾.

Après cela, le maître et les assistants félicitent l'affranchi : « Cum tu liber es, gaudeo ⁽⁶⁾ ».

Sous l'Empire ces formalités sont peu à peu simplifiées de sorte qu'à la fin le magistrat adjuge la liberté, même *in transitu*, sur une simple déclaration du maître ⁽⁷⁾.

(1) FEST., v. *sertor*, p. 340. Cf. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 17. — Dans le principe le maître prenait pour *assertor* un ami, plus tard il se servait ordinairement d'un licteur du magistrat. PERS., V, 175. BOETH., *Ad Cic. top.*, 2.

(2) Cf. GAI., IV, 16. La *vindicta*, appelée aussi *festuca*, est une baguette (*virga*) dont se servent les parties dans tous les procès en revendication (*rei vindicatio*, p. 82) pour toucher la chose dont la propriété est en litige et pour faire ainsi acte de propriété (GAI., IV, 16). C'est de là même que cette baguette s'appelle *vindicta*. C'est donc une erreur de dériver ce mot de *Vindiculus*, qui aurait été le nom du premier esclave affranchi par ce mode (cf. LIV., II, 5. PLUTARQ., *Poplic.*, 7). BOETH., *ad Cic. Top.*, 2, donne du mot *vindicta* une définition trop restreinte, quand il dit : « *Vindicta vero est virgula quaedam, quam licitor manumittendi servi capiti imponens eundem servum in libertatem vindicabat, dicens quaedam verba solennia, atque ideo illa virgula vindicta vocabatur.* » — Cette imposition de la *festuca* se fit plus tard sous forme de soufflet, *alapa*, donné par l'*assertor*, et non pas, comme quelques textes anciens le prétendent erronément, par le maître ou le prêteur. Cf. BECKER, II, 1, 67, n° 140. REIN, *Dr. c.*, 571, n° 2.

(3) PERS., V, 75 : « *Una quiritem vertigo facit.* » APP., *B. c.*, IV, 135 : « *τῆς δεξιᾶς λαβόμενος, καὶ περιστρέψας αὐτόν, ὡς εἶθ' ἐστὶ Πρωταίος ἢ ἐνθεσμένον.* »

(4) PAUL. DIAC., v. *manumitti*, p. 159.

(5) CIC., *ad Att.*, VII, 2 § 8. VARR., *de l. l.*, VI, 4.

(6) PLAUT., *Menaechm.*, V, 7, 42; 9, 87 etc.

(7) Cf. GAI., I, 20. *Dig.*, XL, 2, 7, 8, 17, 23. — La *manumissio adoptio*, dont l'existence a été déduite de GELL., V, 19 § 11-14 (cf. *Inst.*, I, 11 § 12) et la *manumissio sacrorum causa* qui n'est mentionnée que par FEST. (v. *manu-*

2° *Manumissio censu*.

Ce mode consiste en ce que le maître, au moment du recensement, fait inscrire l'esclave par le censeur sur la liste des citoyens ⁽¹⁾.

Du temps d'Ulpien ce mode n'était plus en usage ⁽²⁾.

3° *Manumissio testamento* ⁽³⁾.

Elle peut avoir lieu *verbis directis et imperativis* ou *verbis precativis, per fidei commissum*.

« *Libertas et directo* ⁽⁴⁾ *potest dari hoc modo LIBER ESTO, LIBER SIT, LIBERUM ESSE JUBEO, et per fidei commissum* ⁽⁵⁾, *utputa ROGO, FIDEI COMMITTO HEREDIS MEI, UT STICHUM SERVUM MANUMITTAT* » ⁽⁶⁾.

Dans le premier cas, l'esclave est affranchi en vertu du testament même; il est libre du moment qu'un des héritiers accepte la succession ⁽⁷⁾; il est le *libertus* de son maître décédé (*libertus orcinus*) ⁽⁸⁾, et doit les obligations du *patronatus* aux enfants de son maître ⁽⁹⁾.

Dans le second cas, l'esclave devient seulement libre lorsqu'après l'ouverture du testament, il a été affranchi *per vindictam* ou *per censum* par l'héritier ⁽¹⁰⁾; il est le *libertus*, non pas du testateur, mais du *manumissor* réel (*libertus*

mitti, p. 158, et v. *puri*, p. 250), si tant est que ces données soient exactes, ne peuvent avoir été que des affranchissements *per vindictam*, accompagnés de certaines formalités. Cf. BECKER, II, 1, 87-88. REIN, *Dr. c.*, 573, n° 2, et 581.

(1) L'effet était-il immédiat dans ce mode, ou suivait-il seulement après la fin du recensement? C'était déjà parmi les anciens un point de controverse. CIC., *de orat.*, I, 40. DOSITH., *de manum.*, 19.

(2) ULP., I, 8.

(3) BODEMEYER, *De manumissione testamentaria atque de fideicommisso libertatis*. Goettingen, 1852.

(4) « *Directa libertas* ». Dig., XL, 4, 35. Cf. ib., 4, 11 § 2. Nous avons déjà parlé du *necessarius haeres*, p. 136.

(5) « *Libertas fideicommissa* ». Dig., XL, 4, 11. PAULL., IV, 13, 3.

(6) ULP., II, 7. GAJ., II, 267.

(7) Dig., XL, 4, 11 § 2, 23 § 1, 25.

(8) ULP., II, 8. Il s'appelle *orcinus*, parce que le patron est *ad Orcum*.

(9) Dig., XXVI, 4, 3 § 3, XL, 5, 33. Voyez p. 102, n° 8.

(10) Sous l'Empire plusieurs sénatus-consultes furent portés pour obliger l'héritier à exécuter le fidéi commis du testateur. REIN, *dr. c.*, 576-578.

haereditis). L'héritier devient son patron, et a sur lui les *jura patronatus* ⁽¹⁾.

Le maître peut poser à l'affranchissement par testament des conditions de différente nature (par ex. le paiement d'une certaine somme à l'héritier, l'obligation de le servir pendant un temps déterminé) ⁽²⁾ : jusqu'au moment de l'exécution de la condition imposée, l'esclave est *statu liber* ⁽³⁾. — *Libertus futurus* ⁽⁴⁾.

Constantin, en 316 apr. J.-C., introduit la *manumissio in sacrosanctis ecclesiis*. Elle se fait par une déclaration du maître, dont acte authentique est dressé, en présence de l'évêque et des fidèles assemblés ⁽⁵⁾.

II. *Manumissio minus justa*.

« Φυλακὶοὶ δὲ τῶν τοι ἐλευθερίας ἔσαν τρεῖς. *inter amicos, per mensam, per epistolam*. καὶ *inter amicos* μὲν ἑνὶ καὶ φίλων παρόντων ἐλευθέρουν τινά, *per mensam* ὅτε συνεστειλόμενοι ἐπὶ ἐλευθερίας, ὅσται προσέτατον τῷ οἰκέτῃ, *per epistolam* ἑνὶ καὶ ὄντι αὐτῷ ἐν ἐτίμῃ χώρῃ δι' ἐπιστολῆς ἐπέτρεπον διαγγεῖν ἐν ἐλευθερίᾳ » ⁽⁶⁾.

(1) ULP., II, 8-11. GAJ., II, 263-266. *Inst.*, II, 24 § 2.

(2) ULP., II, 4. « *Sub hac conditione liber esse jussus : si decem milia heredi dederit, etsi ab herede abalienatus sit, emptori dando pecuniam ad libertatem perveniet; idque lex duodecim tabularum jubet.* » Quand une telle condition est posée, l'héritier ne peut enlever son pécule à l'esclave. *Dig.*, XL, 7, 3 § 2. Autre condition : « *THAIS, ANCILLA MEA, QUUM HEREDI MEO SERVIERIT ANNOS DECEM, VOLO SIT MEA LIBERTA.* » *Dig.*, XL, 5, 41. — « *Si per heredem factum sit, quominus statu liber conditioni pareat, proinde fit liber, atque si condicio expleta fuisset.* » ULP., II, 5. *FEST.*, v. *statuliber*, p. 314.

(3) ULP., II, 1. GAJ., II, 200. *Dig.*, XL, 7. *FEST.*, l. 1. — VAN DER BRUGHEN, *Ad tit. Pandect. de statu liberis*. Leiden, 1826. MADAI, *Les statu liberi en droit romain* (en all.). Halle, 1834. Sur le terme de *statu liber*, cf. REIN, *Dr. c.*, 578, n° 3.

(4) Ce terme ne se rencontre que sur des inscriptions (ORELL., 2980, 5006). L'on ne sait trop s'il faut l'appliquer à l'esclave qui doit être affranchi par l'héritier, ou bien au *statu liber*. Cf. BECKER, II, 1, 72, n°s 160, 161. REIN, *Dr. c.*, 576, n° 1.

(5) *Cod.*, I, 13.

(6) THEOPHIL., I, 5 § 4.

L'affranchissement de *servi publici* a lieu par un magistrat sur l'ordre d'un sénatusconsulte (1).

Une première restriction au *jus manumissionis* du maître est portée en 357 av. J.-C. par une *lex Manlia*, en ce sens qu'elle grève tout affranchissement d'un impôt de 5 0/0 de la valeur vénale de l'esclave affranchi : *vicesima eorum, qui manumitterentur* (2). *Aurum vicesimarium* (3).

Pendant longtemps l'affranchissement fut, de la part du maître, une récompense des services rendus et de l'honnêteté de l'esclave. Mais vers la fin de la République il devint cause des plus graves abus, dont DENYS D'HALICARNASSE (4) nous a laissé un triste tableau :

« Εἰς τοσαύτην σύγχυσιν ἦκει τὰ πράγματα, καὶ τὰ καλὰ τῆς Ῥωμαίων πόλεως οὕτως ἄτιμα καὶ ῥυπαρά γίγονεν, ὥσθ' οἱ μὲν ἀπὸ ληστείας καὶ τοιχωρυχίας καὶ πορνείας καὶ παντός ἄλλου πονηροῦ πόρου χρηματίζαμενοι, τούτων ὠνοῦνται τῶν χρημάτων τὴν ἐλευθερίαν, καὶ εὐθύς εἰσι Ῥωμαῖοι ὅτι δὲ συνίστορες καὶ συνεργοὶ τοῖς δεσπόταις γενόμενοι φαρμακείων καὶ ἀνδρῶνιων καὶ τῶν εἰς θεοὺς ἢ τὸ κοινὸν ἀδικημάτων, ταύτας φέρονται παρ' αὐτῶν τὰς χάριτας ὅτι δ' ἔνα τὸν δημοσίᾳ διδόμενον σίτον λαμβάνοντες κατὰ μῆνα καὶ εἴ τις ἄλλη παρὰ τῶν ἡγουμένων γίγνοιτο τοῖς ἀπύροις τῶν πολιτῶν φιλανθρωπία φέρωσι τοῖς δεδωκόσι τὴν ἐλευθερίαν ὅτι δὲ διὰ κοινότητα τῶν δεσποτῶν καὶ κενὴν δοξοκοπίαν ἔγωγ' οὖν ἐπίσταμαί τινας ἅπασι τοῖς δούλοις συγχεωρηκότας εἶναι ἐλευθέρους μετὰ τὰς ἑαυτῶν τελευταίαις, ἵνα χρηστοὶ καλῶνται νεκροὶ, καὶ πολλοὶ ταῖς κλίταις αὐτῶν ἐκκοιμώμεναι παρακολουθῶσι τοὺς πῖλους ἔχοντες ἐπὶ ταῖς κεφαλαῖς ὁ κ. τ. λ.

(1) VARR., *de l. l.*, VIII, 41. LIV., IV, 45, XXII, 3, XXIV, 14 etc. Il arrivait aussi que l'Etat rachetait au maître un esclave qui avait rendu des services publics, pour l'affranchir. LIV., XXVI, 27. Pendant la seconde guerre punique, après le désastre de Caunes, il se passa un fait particulier : l'Etat arma 8000 esclaves, *Volones* (LIV., XXII, 57, PAUL. DIAC., p. 370), et, peu après, comme récompense de leur courage, il accorda la liberté à un grand nombre d'entre eux (LIV., XXIV, 14, 16). Obtinrent-ils aussi le droit de cité? Là-dessus nous ne sommes guère renseignés. Voyez BECKER, II, 1, 77, n° 177.

(2) LIV., VII, 16. Cf. XXVII, 10.

(3) LANGE, II, 24-25. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I § 26.

(4) IV, 24.

Aussi Auguste se crut-il obligé de mettre un frein à ces abus ⁽¹⁾. A cet effet il fit porter deux lois ⁽²⁾ :

1° La *lex Aelia Sentia* (4 apr. J.-C.), qui comprenait trois clauses principales :

a) « *Minori XX annorum domino non aliter manumittere permittitur, quam si vindicta apud consilium* (composé à Rome de 5 sénateurs et de 5 *equites*, en province de 20 *recuperatores*, citoyens romains) ⁽³⁾ *justa causa* ⁽⁴⁾ *manumissionis adprobata manumiserit* » ⁽⁵⁾.

b) « *Ea lex [Aelia Sentia] minores XXX annorum servos non aliter voluit manumissos cives Romanos fieri, quam si vindicta, apud consilium justa causa manumissionis adprobata, liberati fuerint* » ⁽⁶⁾.

c) *Lege Aelia Sentia cavetur, ut qui servi a dominis poenae nomine vincti sint, quibusve stigmata inscripta sint, deve quibus ob noxam quaestio tormentis habita sit, et in ea noxa fuisse convicti sint, quique ut ferro aut cum bestiis depugarent, traditi sint, neve ludum custodiamve coniecti fuerint* (bref, tous les esclaves qui ont subi de la part du maître une peine infamante), *et postea vel ab eodem domino, vel ab alio manumissi, ejusdem condicionis liberi fiant, cujus condicionis sunt PEREGRINI DEDITICI* » ⁽⁷⁾. De plus, ils ne peuvent devenir jamais ni citoyens, ni même latins ⁽⁸⁾. Il leur est

(1) Suet., *Aug.*, 40. Dion Cass., LV, 13.

(2) Lange, II, 677. Rudorff, *H. d. dr. r.*, I § 26.

(3) Ulp., I, 13^a. Cf. Gaj., I, 20.

(4) « *Justa autem causa manumissionis est veluti si quis... paedagogum, aut servum procuratoris habendi gratia, aut ancillam matrimonii causa, apud consilium manumittat.* » Gaj., I, 19. Cf. ib., 39.

(5) Gaj., I, 38. Cf. Ulp., I, 13. Dosith., *De manum.*, 13.

(6) Gaj., I, 18. Cf. Ulp., I, 12.

(7) Gaj., I, 13. Cf. Ulp., I, 11. Paull., IV, 12, § 3-8.

(8) Gaj., I, 15, 26. Suet., *Aug.*, 40.

défendu de séjourner à Rome ou dans un rayon de cent milles autour de la ville (*intra centesimum urbis Romae miliarium*), sous peine d'être revendus comme esclaves par l'État⁽¹⁾. — Leurs enfants sont réputés pérégrins, nés libres.

2° La *lex Furia Caninia* (8 apr. J.-C.). Elle limite le nombre d'esclaves qu'un maître peut affranchir par testament : celui qui possède de 3 à 10 esclaves, a le droit d'en affranchir la moitié, de 11 à 30 le tiers, de 31 à 100 le quart, de 101 à 500 le cinquième; et si le nombre est supérieur, le *maximum* que le maître puisse affranchir, est de 100. La loi portait cependant que dans chaque catégorie supérieure de cette échelle le maître pouvait en affranchir au moins autant que le *maximum* de la catégorie inférieure⁽²⁾.

Justinien abolit les restrictions de la *lex Furia Caninia* et, en grande partie, celles de la *lex Aelia Sentia*⁽³⁾.

Affranchissements de droit ou par expropriation forcée.

Sous l'Empire la liberté est accordée à l'esclave, sans ou contre la volonté du maître, en certains cas dont les principaux sont les suivants :

1° D'après le *senatusconsultum Silanianum* sous Auguste, « *qui ob necem detectam domini praemium libertatis consequitur, fit orcinus libertus* »⁽⁴⁾.

2° L'empereur Claude « *quum quidam aegra et adfecta mancipia in insulam Aesculapii (ilot du Tibre) taedio medendi exponerent, omnes qui exponerentur liberos esse sanxit, nec redire in dicionem domini, si convalescent* »⁽⁵⁾.

(1) GAJ., I, 27.

(2) GAJ., I, 42-46. ULP., I, 24-25. PAULL., IV, 14. GAJ., *Epit.*, I, 2 § 2-4.

(3) *Cod.*, VII, 3. *Inst.*, I, 5 § 3; 6 § 7.

(4) *Dig.*, XL, 8, 5. Cf. *Cod.*, VII, 13, 1.

(5) SUET., *Claud.*, 25. Cf. DION CASS., LX, 29. *Dig.*, XL, 8, 2. *Cod.*, VII, 6, 1 § 3.

3° L'esclave qui dénonce et fait condamner certains criminels, comme un faux-monnayeur, l'auteur du rapt d'une jeune fille, un déserteur etc., obtient la liberté (1).

(1) *Cod.*, VII, 13, 2-4.

LIVRE II. — DES POUVOIRS CONSTITUTIFS DU GOUVERNEMENT.

SECTION I. — DES COMICES ⁽¹⁾.

CHAPITRE PREMIER. — PARTIE GÉNÉRALE.

Les réunions du peuple s'appellent ou *concilium* ou *contio* ou *comitia* ⁽²⁾.

Concilium est un terme générique, employé pour indiquer toute réunion du peuple, et, dans un sens restreint, ces réunions qui ne sont ni *contiones*, ni *comitia* ⁽³⁾. — *Concilia plebis*.

La distinction entre la *contio* et les *comitia* est bien caractérisée par la définition suivante : « *Cum populo agere* (expression propre dans le sens de *présider les comices*) ⁽⁴⁾ est

(1) C. F. SCHULZE, *Des assemblées du peuple romain* (en all.). Gotha, 1815. GOETTLING, *Des assemblées du peuple pendant la République* (en all.) dans le *Hermes*. Leipzig, 1826, T. XXVI, p. 84. RUBINO, *Des assemblées du peuple dans ses Recherches* etc., p. 233. REIN, *Comitia* (en all.) dans PAULY's *Realencyclopaedie*. Stuttgart, 1842, T. II, p. 529. TH. MOMMSEN, *Les droits spéciaux des plébéiens et des patriciens dans les assemblées du peuple et au sénat* (en all.) dans les *Rech. rom.*, I, 129-284.

(2) BECKER, II, 1, 358, suiv. LANGE, I, 342, II, 418-430.

(3) LAELIUS FELIX définit le *concilium* comme suit : « *Is qui non universum populum, sed partem aliquam adesse jubet, non comitia, sed concilium edicere jubet.* » GELL., XV, 27. Voyez cependant sur cette définition LANGE, II, 422. Cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 170, ne 8.

(4) Cf. CIC., *de leg.*, III, 4.

rogare quid populum, quod suffragiis suis aut jubeat aut vetet ⁽¹⁾; *contionem autem habere est verba facere ad populum sine ulla rogatione* ⁽²⁾.

I. *Contio* ⁽³⁾. — « *Contio significat conventum, non tamen alium, quam cum, qui a magistratu vel a sacerdote publico per praeconem convocatur* » ⁽⁴⁾.

Le *jus contionem habendi* appartient à tous les magistrats, mais il est exercé hiérarchiquement : les magistrats supérieurs peuvent appeler à eux et présider la *contio*, convoquée par un magistrat inférieur : *jus avocandi contionem* ⁽⁵⁾. Cependant à l'égard des *tribuni plebis* aucun magistrat n'a le *jus avocandi contionem* ⁽⁶⁾.

L'objet d'une *contio* est soit une communication, un rapport à faire par le magistrat au peuple, soit la délibération sur une *rogatio*, qui sera ensuite soumise aux comices.

Le *sollenne precatiois carmen* ⁽⁷⁾ est suivi du discours du magistrat-président à l'assemblée. S'il y a délibération, le président accorde la parole *ad suadendum* ou *ad dissuadendum* ⁽⁸⁾, d'abord aux *privati*, ensuite aux magistrats ⁽⁹⁾. — *Dimittere, summovere contionem* ⁽¹⁰⁾.

(1) Cf. FEST., p. 282. — PAUL. DIAC., p. 50, n'est pas très-exact quand il dit : « *Cum populo agere hoc est populum ad concilium aut comitia vocare.* »

(2) GELL., XIII, 16 (15) § 3.

(3) LANGE, II, 663-670.

(4) PAUL. DIAC., p. 38. Cf. LIV., IV, 32 : « *Civitatem praeconibus per vicos dimissis... ad contionem advocatam.* » Ib., XXXIX, 15.

(5) MESSALLA cité par GELL., XIII, 16 (15) § 1 : « *Consul ab omnibus magistratibus et comitatum et contionem avocare potest. Praetor et comitatum et contionem usque quaque avocare potest, nisi a consule. Minores magistratus nusquam nec comitatum nec contionem avocare possunt. Ea re, qui eorum primus vocat ad comitatum, is recte agit, quia bifariam cum populo agi non potest. Nec avocare alius alii posset, si contionem habere volunt, uti ne cum populo agant, quamvis multi magistratus simul contionem habere possunt.* »

(6) DENYS, VII, 17. LIV., XLIII, 16. AUREL. VICT., *de vir ill.*, 7. Cf. VAL. MAX., IX, 5, 2.

(7) LIV., XXXIX, 15. Cf. GELL., XIII, 23 (22) § 1-2.

(8) QUINT., *Inst. or.*, II, 4 § 33.

(9) DION CASS., XXXIX, 35. Cf. LIV., XLII, 34, XLV, 21, 36 et 40. DENYS, V, 11. CIC., *ad Att.*, IV, 2 § 3.

(10) CIC., *ad Att.*, II, 24 § 3, p. Flacc., 7.

II. *Comitia*. — « *Cum ex generibus hominum suffragium feratur, «curiata» comitia esse, cum ex censu et aetate, «centuriata», cum ex regionibus et locis, «tributa» (1) ».*

Formalités communes aux différentes espèces de comitia et pour la plupart aussi aux concilia plebis.

1° Convocation par un édit du magistrat-président (*edicere, indicere comitia*) (2), un *trinundinum* (17 jours) (3) au moins avant le jour de réunion, et publication de la *rogatio* (*promulgatio rogationis*) (4) pendant cet intervalle. Le droit de présidence (*jus cum populo, cum plebe agendi*) varie selon les comices. Pendant le *trinundinum* les magistrats peuvent convoquer des *contiones*, à l'effet de mettre la *rogatio* en discussion (5).

2° Le jour de réunion doit être un *dies comitalis* (6).

3° Le lieu de réunion, qui diffère selon le genre de comices, est toujours un endroit inauguré (*templum*) (7).

4° Consultation des *auspicia* (8), par le magistrat-président, assisté d'un Augure. Elle a lieu, le jour de la réunion, *noctu, post mediam noctem, in templo* (9), anciennement *ex avibus*, plus tard *e tripudiis* (10), pour les comices *centuriates extra pomoerium*, pour les autres soit *extra* soit *intra pomoerium*.

(1) LAEL. FEL., cité par GELL., XV, 27.

(2) GELL., XIII, 15. LIV., IV, 57, VI, 34, 39, XXXIX, 15, XLIII, 14.

(3) MACROB., I, 16 § 35. PRISCEN, VII, 3 § 9. — DENYS, VII, 58, 59, IX, 41 : *εἰς τριῦνδιν ὁρίζον*. CIC., *ad div.*, XIV, 12 etc.

(4) La *lex Caecilia Didia* (98 av. J.-C.) en fit une prescription légale. *Scol. Bob. p. Sext.*, p. 310. CIC., *Phil.*, V, 3 § 8, *p. Dom.*, 1^{re} § 41. — Cf. MARQUARDT, II, 3, 56-60. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 180, ne 9.

(5) Exemples : LIV., III, 34-35, XXXIV, 1 etc.

(6) Voyez le § qui traite du *collège des pontifes*.

(7) LIV., III, 20. Cf. SERV., *ad Aen.*, I, 446. VAL. MAX., IV, 5, 3.

(8) En effet les comices ont lieu *auspicato*. LIV., V, 14, VI, 41. DENYS, VII, 59, IX, 41. CIC., *ad div.*, VII, 30. — MARQUARDT, II, 3, 68-80, IV, 355-361. LANGE, I, 292-298. Voyez les §§ qui traitent du *pouvoir des magistrats* et du *collège des augures*.

(9) VARR., *de l. l.*, VI, 9. GELL., III, 2. CENSOR., *de die nat.*, 23.

(10) LIV., I, 36, VI, 41. CIC., *de div.*, I, 16 § 28, II, 33-36.

rium ⁽¹⁾. — Si les auspices sont défavorables, l'Augure *obnuntiat* : *alio die* ⁽²⁾.

5^o Convocation nouvelle, qui varie selon le genre des comices.

6^o La réunion commence *prima luce* et ne peut se prolonger au-delà du coucher du soleil ⁽³⁾.

7^o Elle s'ouvre par des cérémonies religieuses (*carmen solenne precarij*) ⁽⁴⁾, suivies, à moins que le président ne tienne encore une *concio* préparatoire ⁽⁵⁾, directement de la lecture de la *rogatio* ("*quod bonum faustum, felix fortunatumque sit populo romano, ... velitis, jubeatis, qnirites...*") ⁽⁶⁾ et du vote.

8^o Le peuple vote par curie, centurie ou tribu, et dans chacune de ces divisions *viritim* ⁽⁷⁾.

Longtemps le vote fut public. Le citoyen déclarait son vote *viva voce* aux *rogatores centuriarum, tribus* etc., qui le marquaient sur des tablettes au moyen de points (*puncta*) ⁽⁸⁾. Mais, pendant la deuxième moitié du II^e siècle av. J.-C., les *leges tabellariae* introduisirent le scrutin secret, la *lex Gabinia* de 139, pour la *creatio magistratum*, la *lex Cassia* de 137, pour les *judicia*, à l'exception de la *perduellio*, la *lex Papiria* de 131, pour les *rogationes* législatives, et enfin la *lex Caelia* de 107, pour le *judicium perduellionis* ⁽⁹⁾. Dès lors aux comices électoraux le votant reçoit une *tabella*, sur la-

(1) PLUTARQ., *Marcell.*, 5. CIC., *de nat. d.*, II, 4 § 11. — "*Pomoerium est locus intra agrum effatum per totius urbis circuitum pone muros regionibus certis determinatus qui facit finem urbani auspicii.*" GELL., XIII, 14.

(2) CIC., *de leg.*, II, 12, III, 4. DONAT., *ad TER. Ad.*, IV, 2, 8.

(3) VARR., *de l. l.*, VI, 9. LIV., XXXVIII, 51. DENYS, IX, 41. PLUTARQ., *Aem. Paul.*, 30.

(4) LIV., XXXIX, 15. CIC., *p. Mur.*, 1 etc.

(5) Cf. LIV., XXXI, 7. CIC., *p. Flacc.*, 7 etc.

(6) CIC., *de div.*, I, 45, *p. dom.*, 17 § 44. Cf. GELL., V, 19.

(7) CIC., *p. Flacc.*, 7.

(8) CIC., *de div.*, II, 35 § 75. Cf. *d. or.*, II, 64 § 260. De là l'expression *ferre punctum*. CIC., *p. Planc.*, 22 § 53, et au figuré HOR., *ars poet.*, 343 etc.

(9) CIC., *de leg.*, III, 15-16. *Scol. Bob.*, p. 300. PSEUD. ASC., p. 141. OR.

— MARQUARDT, II, 3, 97-112.

quelle il inscrit les noms de ses candidats ⁽¹⁾, aux comices législatifs et judiciaires deux *tabellae*, l'une portant V(*ti*) R(*ogas*) pour approuver la *rogatio*, l'autre A(*ntiquo*) pour la rejeter ⁽²⁾. Le votant dépose les *tabellae* dans des *cistae* ⁽³⁾, placées *ad hoc* et gardées par les *rogatores* officiels et des *custodes* privés. Le dépouillement (*diribitio*) est fait par les *diribitores* ⁽⁴⁾. — La *custodia cistarum* fut confiée par Auguste à 900 *equites* ⁽⁵⁾.

9° Proclamation du résultat définitif par le président, *renuntiatio* ⁽⁶⁾, suivie de la dissolution des comices.

La réunion des comices est empêchée ou dissoute (*dirimere*) ⁽⁷⁾ :

1° Avant le commencement du vote ⁽⁸⁾,

a) Par l'*obnuntiatio* de l'Augure. Voyez p. 152.

b) Par l'intercession soit d'un magistrat supérieur (voyez p. 150, n° 5), soit d'un *tribunus plebis* ⁽⁹⁾.

2° Avant ou pendant le vote, par certains *omina dira*, tels qu'un cas d'épilepsie (*morbus comitalis*) ⁽¹⁰⁾, un orage ⁽¹¹⁾ et surtout un coup de tonnerre ou de foudre. «*Jove tonante, fulgurante, comitia populi habere nefas* ⁽¹²⁾. »

(1) CIC., *Phil.*, XI, 8 § 19.

(2) CIC., *ad Att.*, I, 14 § 5, *de leg.*, II, 10 § 24, III, 17 § 38, *de off.*, II, 21 § 73. — MOMMSEN, *Hist. du syst. mon.*, p. 636.

(3) NON., s. v. II, p. 91, PLIN., XVI, 77 (40). — WUNDER, *De discrimine verborum cistae et sitellae* dans les *Var. lect. libr. aliq. Cic. ex cod. Erfurt. enotatae*. Leipzig, 1827, p. 158.

(4) CIC., *in Pis.*, 15 § 36, *p. red. in sen.*, 11 § 28, *p. Plane.*, 6 § 14. VARR., *de r. r.*, III, 5 § 18. — WUNDER, *De verbo diribere ejusque derivatis* dans les *Var. lect.*, p. 126.

(5) PLIN., XXXIII, 7 (2).

(6) Cet acte était nécessaire pour que le vote du peuple eût son effet. CIC., *p. Mur.*, 1, *p. Plane.*, 6 § 14, 20 § 49. LIV., III, 21, VII, 26 etc.

(7) MARQUARDT, II, 3, 113-115.

(8) LIV., XXV, 3, XLV, 21. CIC. cité par ASCON., p. 70. CIC., *Phil.*, II, 32 § 81.

(9) LIV., IV, 25, VI, 35, VII, 21. CIC., *de leg. agr.*, II, 12 § 30 etc.

(10) FEST., p. 234^b, SEREN. SAMMON., *de med.*, v. 1015, suiv.

(11) LIV., XXX, 39, XL, 59. TAC., *Hist.*, I, 18.

(12) CIC., *de div.*, II, 18 § 42. Cf. *Phil.*, V, 3 § 7, *in Vat.*, 7 § 17, 8 § 20, *p. dom.*, 15 § 39. LIV., XL, 42.

Cette dernière règle a eu plus tard pour conséquence que la seule déclaration d'un magistrat, *se servasse* ou *se servaturum de coelo*, à condition d'être faite avant le commencement des comices, avait pour effet d'empêcher la reunion, *obnuntiatio* ⁽¹⁾. De là l'édit de convocation des consuls portait la formule : *ne quis magistratus minor de coelo servasse velit* ⁽²⁾. Le *jus servandi de coelo* fut réglé par les *leges Aelia et Fufia* vers 153 av. J.-C. ⁽³⁾.

En cas de vices de formes, les décisions du peuple pouvaient être cassées par le sénat avec le concours éventuel des augures. Voyez la compétence des comices.

CHAPITRE DEUXIÈME. — PARTIE SPÉCIALE.

§ 1. Des comices curiates ⁽⁴⁾.

Les formalités propres aux comices curiates ont été exposées plus haut (p. 33).

Les patriciens seuls y ont droit de vote ⁽⁵⁾. Ils se réunis-

(1) DION. CASS., XXXVIII, 13. CIC., *Phil.*, II, 32 § 81 : *Si quis servavit, non habitis comitiis, sed priusquam habeantur, debet nuntiare.* • Ib. 33 § 83, *p. Sest.*, 36 § 78, 37 § 79, 38 § 83, in *Vat.*, 7 § 16-18.

(2) GELL., XIII, 15.

(3) Nous sommes réduits à des conjectures sur le détail de ces lois dont parlent CIC. (in *Pis.*, 5 § 10, in *Vat.*, 9 § 23, *p. Sest.*, 15 § 33, 26 § 56, où il les appelle *leges de jure et de tempore legum rogandarum*, *De prov. cons.*, 19 § 46, *p. red. in sen.*, 5 § 11), ASCON., 9, et le *Scol. Bob.*, p. 319. Or. Il semble qu'elles ont réglé l'*obnuntiatio* réciproque des magistratures patriciennes et plébiciennes. — MARQUARDT, II, 3, 80-83. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 197-199. LANGE, II, 446-449, et *De legibus Aelia et Fufia*. Giessen, 1861.

(4) MARQUARDT, II, 3, 189-196. LANGE, I, 249-250, 352-353. WALTER, §§ 50, 68. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 140-150, 167-176.

(5) Le droit de vote des plébiciens aux comices curiates de l'époque républicaine est rejeté par NIEBUHR, BECKER (II, 1, 300, no 611), MARQUARDT, LANGE. Nous avons cité, p. 45, no 2, les auteurs modernes qui, suivant DENYS, admettent les plébiciens dès l'origine comme membres actifs dans les curies. MOMMSEN a réuni une série de preuves pour démontrer que pendant la République la plèbe n'était pas exclue des comices curiates. Il s'appuie spécialement sur le silence des anciens qui ne mentionnent pas cette exclusion, sur la participation des plébiciens (attestée par OVID., *Fast.*, II, 511, suiv.) aux *Fornacalia*,

sont, sous la présidence d'une magistrature dite patricienne ⁽¹⁾, soit pour décider des affaires qui concernaient spécialement les *gentes patriciae*, principalement l'*adrogatio* ⁽²⁾,

qui étaient des *sacra curionia*, et sur leur admission à la dignité de *curio* et de *curio maximus* en 209 av. J.-C. (Liv., XXVII, 8). La valeur de ces preuves a été combattue par HERZOG dans le *Philologus*, XXIV, 306-310. Les anciens, il est vrai, n'affirment pas positivement l'exclusion de la plèbe des comices curiates, à moins qu'on n'interprète en ce sens Cic., *de leg. agr.*, II, 11 § 24, «[eam potestatem] *curialis comitiis, quae vos non initis, confirmavit, tributa quae vestra sunt, sustulit*», et GELL., XV, 27 (voyez p. 151). Cependant d'une part on ne saurait admettre que les plébéiens aient voté aux comices curiates à l'époque royale (p. 45, n° 2); d'autre part l'histoire ne mentionne ni que les plébéiens aient lutté pour obtenir ce droit, ni qu'ils l'aient acquis. Quand donc ce changement politique a-t-il eu lieu? C'est une question capitale que MOMMSEN n'a pu résoudre. — L'admission des plébéiens aux *sacra* et aux fonctions sacerdotales des *curiae* aux derniers siècles de la République et au commencement de l'Empire ne peut être contestée. Est-il toutefois nécessaire pour cela de faire des plébéiens dès l'origine des membres passifs de la curie, comme le veut HERZOG? Nous ne le croyons pas. Nous préférons admettre avec AMBROSCH (*De locis nonnullis qui ad curias Romanas pertinent*, Breslau, 1846), et MARQUARDT (IV, 398-400) qu'après 241 av. J.-C., vers l'époque où les centuries furent mises étroitement en rapport avec les tribus, les curies comme *corporations religieuses* subirent une modification analogue, et de 30 furent portées au nombre de 35, de manière à correspondre aux 35 tribus, et à comprendre dès lors tous les citoyens. Le fait est attesté par St AUGUST., *Comment. ad Psalm.* 121, § 7, et PAUL. DIAC., p. 49 : «*Curiae... in quas Romulus populum distribuit, numero triginta, quibus postea additae sunt quinque; ita ut in sua quisque curia sacra publica faceret*». Cf. ib. p. 54 : «*Quum essent Romae triginta et quinque tribus, quae et curiae sunt dictae*». PSEUD. ASC., p. 159, Or., parle également de 35 curies. Le fait est confirmé par PLUTARQ., *Quaest. rom.*, 89, qui dit que les *Fornacalia* étaient célébrés *κατὰ φυλὰς*, c'est-à-dire *tributum*. L'hypothèse d'AMBROSCH explique la création d'un *curio maximus* plébéien en 209, et surtout que déjà vers 212 le *pontifex maximus* et depuis la *lex Domitia* (104) d'autres prêtres de même que probablement le *curio maximus* précité (cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 158, n° 47) furent nommés aux comices tributes (Cic., *de leg. agr.*, II, 7). — Que si malgré l'exclusion de la plèbe des comices curiates, les réunions des seuls patriciens s'appellent *comitia*, et même *comitia populi*, et non pas *concilium*, ce fait a sa raison naturelle en ce que ces réunions, qui furent autrefois les seuls *comitia* du peuple romain, continuent par une fiction juridique à représenter tout le peuple.

(1) Consul : Cic., *de leg. agr.*, II, 12 § 30; Dictateur : Liv., IX, 38 etc.

(2) La *lex curiata* concernant une *adrogatio* exige la *promulgatio trinundini* (Cic., *p. dom.*, 16 § 41, DION CASS., XXXIX, 11, XLV, 5); elle est soumise à l'*obnuntiatio* qui résulte du *jus servandi de coelo* (Cic., *de prov. cons.*, 19 § 45, *p. dom.*, 15 § 39) etc.

soit pour conférer l'*imperium* à certains magistrats élus ⁽¹⁾.

La *lex de imperio* étant devenue avec le temps une pure formalité, les membres des curies se sont fait remplacer pour cet acte, l'on ne sait depuis quand, par trente *lictors*, assistés de trois augures ⁽²⁾.

A côté des comices curiates subsistent aussi les comices calates. Voyez p. 33-35.

§ 2. Des comices centuriates ⁽³⁾.

L'importance de ces comices est indiquée par les définitions : *comitiatus maximus, comitia justa, verus populus in campo Martio* ⁽⁴⁾.

Les formalités propres aux comices centuriates sont empreintes du caractère essentiellement militaire de cette institution à son origine.

Les citoyens réunis aux comices centuriates constituent l'*exercitus urbanus* ⁽⁵⁾, ou simplement *exercitus*.

La convocation et la présidence ⁽⁶⁾ n'appartiennent de droit qu'aux magistrats, investis de l'*imperium* militaire : les consuls et les magistrats *cum imperio* qui les remplacent extraordinairement. Le préteur jouit de ce droit pour les comices judiciaires, l'interroi pour les comices électoraux ⁽⁷⁾.

(1) Pour la *lex de imperio* la *promulgatio trinundini* n'était point requise.

(2) CIC., *de leg. agr.*, II, 12 § 51 : «*Illis [comitiis curiatis] ad speciem atque ad usurpationem vetustatis, per XXX lictores, auspicioꝝ causa adumbratis.*» Cf. *ib.*, II § 27, *ad Att.*, IV, 18 § 2. GELL., XV, 27. Des *lictors curiatii* sont mentionnés dans les inscriptions. Cf. MOMMSEN, *De apparitoribus magistr. Rom.* dans le *Rhein. Mus.*, 1848, p. 23. La *decuria lictorum curiatis*, *quas sacris publicis aparat.* ORELLI, 3217. Cf. MARQUARDT, IV, 175. Voyez cependant MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 273, n° 11.

(3) MARQUARDT, II, 3, 52-56, 88-115. LANGE, I, 478-491. II, 483-495.

(4) CIC., *de leg.*, III, 19 § 44, *p. red. in sen.*, II § 27, *p. Sest.*, 50 § 108.

(5) VARR., *de l. l.*, VI, 9, p. 272, Sp.

(6) *Exercitum vocare* (LIV., I, 36), *educere* (XXXIX, 15), *imperare, viros vocare* (VARR., *de l. l.*, VI, 9).

(7) VARR., *de l. l.*, VI, 9. Le censeur a, il est vrai, le droit de convoquer l'*exercitus urbanus* pour le recensement et le *lustrum* : mais ces réunions ne constituent point des *comitia*. Dans le dernier siècle de la République le cas s'est présenté qu'un préteur a présidé les comices électoraux (GELL., XIII, 15,

Lieu de réunion : « *Centuriata comitia intra pomerium fieri nefas esse, quia exercitum extra urbem imperari oporteat, intra urbem imperari ius non sit. Propterea centuriata in CAMPO MARTIO haberi... solitum* » (1). »

Le champ de Mars était inauguré, *auspicato in loco* (2).

Convocation précédant les comices. — Après la consultation des auspices, *in templo*, le président s'adresse à son *accensus*, plus tard à l'Augure qui l'assiste : « CALPURNI, VOCA INICIUM » (3) OMNES QUIRITES HUC AD ME. *Accensus dicit sic* : OMNES QUIRITES VISITE HUC AD JUDICES ».

Ensuite le signal militaire est donné *in arce circumque moeros* par le *classicus* ou *cornicen* (4).

Le peuple doit se réunir *prima luce*, anciennement sous les armes (5).

Quand le moment est arrivé, le président dit à l'*accensus* : « C. CALPURNI, VOCA AD CONVENTIONEM » (6) OMNES QUIRITES HUC AD ME. — *Accensus dicit sic* : OMNES QUIRITES, ITE AD CONVENTIONEM HUC AD JUDICES ».

Le président, assisté de pontifes, d'augures et de deux sacrificateurs, fait le sacrifice et dit les prières solennelles (7).

« *Dein consul eloquitur ad exercitum* : IMPERO QUA CONVENTIT AD COMITIA CENTURIATA » (8). A ce commandement, les citoyens se rangent par classes et par centuries, ancienne-

Cic., *ad Att.*, IX, 9 § 3, 15 § 2) ou un interroi les comices législatifs (Cic., *de leg. agr.*, III, 2 § 5, *de leg.*, I, 15 § 42); mais c'étaient là des illégalités mentionnées comme telles dans les passages cités.

(1) GELL., XV, 27. De là *campus* pour désigner les comices centuriates. Liv., IX, 46. La distance jusqu'où les comices pouvaient être tenus, était probablement limitée, mais la limite n'est pas connue. Cf. Liv. III, 20, VII, 16. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 191, n° 24.

(2) CIC., *p. Rab. perd.*, 4 § 11.

(3) « *Iniciu dicitur quum populus ad concionem elicitur, id est, vocatur.* » PAUL. DIAC., p. 114. Cf. VARR., l. I.

(4) VARR., l. I, et V, 16. GELL., XV, 27. PROP., V (IV), 1, 13 :

« *Buccina coquebat priscos ad verba Quirites.* »

(5) DENYS, IV, 84, VII, 59. Cf. Liv., I, 44. VARR., l. I.

(6) « *In conventionem, in contione.* » PAUL. DIAC., p. 113.

(7) DENYS, X, 32, 57. Liv., XXXI, 7.

(8) Les formules citées se trouvent dans VARR., *de l. l.*, VI, 9.

ment " ὑπὸ τε λοχαγοῖς καὶ σημείοις τεταγμένων ὥσπερ ἐν πολέμῳ " (1), et, si la *contio* a eu lieu à un autre endroit, ils se rendent au champ de Mars. — Là la lecture de la *rogatio* est suivie du vote; et, après la *renuntiatio* du résultat, les comices sont dissouts : *remittere exercitum* (2).

Pour faciliter le vote simultané des centuries de chaque classe (3), il y avait au champ de Mars un emplacement séparé (*ovile*, *saepta*) (4), ayant un nombre d'entrées (*portes*) (5) égal au moins à celui des centuries qui votaient en même temps. C'est à l'entrée que le vote était émis. Une *lex Maria* (120 av. J.-C.), pour protéger la liberté des votants, ordonna de rendre les entrées plus étroites (6).

Pendant la durée des comices, un *vexillum russeum* était hissé, d'après TITE-LIVE *in arce*, d'après DION CASSIUS sur le Janicule (7). Du moment que le drapeau était retiré, le vote devait cesser. Cette coutume antique, qui remonte à l'époque où Rome était entourée de toutes parts de cités

(1) DENYS, VII, 69. — Il semble en effet qu'anciennement le centurion militaire était en même temps aux comices le *rogator centuriae*. FEST., p. 177.

(2) PLAUT., *Capt.*, I, 2, 43. FEST., s. v. *remisso exercitu*, p. 259.

(3) URLICH, *De l'emploi des saepta pour le vote* (en all.) dans le *Rhein. Mus.*, 1842, I, 402-412. LANGE, II, 457-458.

(4) LIV., XXVI, 23 : « *Secreto in ovili.* » SERV., *ad Buc.*, I, 34. CIC., *p. Mil.*, 15 § 41. OVID., *Fast.*, I, 53. JUV., VI, 529. — César commença la construction de *saepta marmorea* (CIC., *ad Att.*, IV, 16), entourés de portiques (PLIN., XVI, 76 (40)). Ils furent achevés par Agrippa en 27 av. J.-C. (DION CASS., LIII, 23). Près des *saepta* fut ensuite bâtie et achevée en 8 av. J.-C. une grande salle pour le dépouillement du scrutin, *diribitorium* (DION CASS., LV, 8. PLIN., l. I. Suet., *claud.*, 18). Voyez BECKER, I, 623-638.

(5) FEST., p. 334. CIC., *ad Att.*, I, 14 § 5. *Auct. ad Herenn.*, I, 12 § 21 etc. — Rien n'autorise à faire de ces *portes* des ponts véritables, qui auraient été jetés sur la *Petronia amnis* (FEST., p. 250). — L'expression *sexagenarii de ponte*, *deportanti* (FEST., p. 334, PAUL. DIAC., 75, VARR. cité par NON., p. 523, M.), d'où l'on a voulu conclure que les citoyens âgés de plus de 60 ans étaient exclus des comices, n'a aucun rapport avec ces *portes*. BECKER, II, 216, ne 443. MARQUARDT, IV, 200-205. LANGE, I, 412. WAGNER, *Quaeritur quid sit sexagenarium de ponte*. Luenebourg, 1831. ROEFER, *Lucubrationum pontificallium primitiae*. Danzig, 1845, p. 16. D'ailleurs CICÉRON (*p. red. in Sen.*, 11 § 28) atteste formellement la présence des vieillards aux comices.

(6) PLUTARQ., *Mar.*, 4. CIC., *de leg.*, III, 17 § 38.

(7) LIV., XXXIX, 15. DION CASS., XXXVII, 28.

ennemies, fut observée jusqu'aux derniers temps, malgré l'abus auquel elle pouvait donner lieu ⁽¹⁾.

I. Ordre de vote dans la forme servienne des comices centuriates.

La division des citoyens en classes et centuries d'après les institutions de Servius Tullius a été exposée plus haut, p. 51-59.

Le vote a lieu *centuriatim*, dans chaque centurie *viritim*, dans l'ordre suivant :

« *Equites vocabantur primi* ⁽²⁾, *octoginta inde* (après le vote et le dépouillement du vote des 18 centuries d'*equites*) *primae classis centuriae primum peditum vocabantur* ⁽³⁾; *ibi si variaret, quod raro incidebat, ut secundae classis vocarentur, nec fere umquam infra ita descenderent, ut ad infimos pervenirent* ⁽⁴⁾. » En effet dès qu'il y a majorité, c'est-à-dire accord de 97 ou 98 centuries (p. 54), le vote cesse.

L'existence d'une *centuria ni quis scirit* est peu probable ⁽⁵⁾.

(1) DION CASS., l. I. Du passage de MACROB., *Saturn.*, I, 16 : « *Justi* [dies] *sunt continui triginta dies, quibus exercitui imperato vexillum russi coloris in arce positum est* », et de PAUL. DIAC., p. 103, qui relate la même chose, on a conclu qu'anciennement l'édit de convocation précédait de 30 jours la réunion des comices centuriates, bien que ces textes puissent fort bien ne se rapporter qu'au délai de 30 jours entre la *clarigatio* et l'*indictio belli*. Cf. LIV., I, 32. SCHVETZ, *De die tricesimo*. Leipzig, 1847. ZUMPT., *dr. cr.*, I, 2, 196-197. L'intervalle ordinaire entre l'édit et la réunion était, sans aucun doute, un *trinundinum* (LIV., III, 35). Que si l'on mentionne parfois des dérogations à cette règle (LIV., IV, 24, XXIV, 7, XXV, 2, XLI, 14), cela prouve que l'observation du *trinundinum* était simplement une coutume, qui ne devint obligatoire que par la *lex Cuesilia Didia*. Voyez p. 151, n° 4.

(2) Ces centuries s'appellent en conséquence *praerogativae*. LIV., X, 22.

(3) Elles sont *primo vocatae*. LIV., X, 22. Cf. ib. 15.

(4) LIV., I, 43. Cf. X, 9, 13 etc. DENYS, IV, 20-21, VII, 59, X, 17.

(5) FEST., p. 177 : « *Ni quis scirit centuria est, quae dicitur a Servio Tullio rege constituta, in qua liceret ei suffragium ferre, qui non tulisset in sua, nequis civis suffragii jure privaretur; nam sciscito significat sententiam dicito ac suffragium ferito, unde scita plebis. Sed in ea centuria neque censetur quicquam, neque centurio praeficitur, neque centurialis potest esse, quia nemo certus est ejus centuriae : est autem niquis scirit, nisi quis scirit.* » Cf. BECKER, II, 1, 217. MARQUARDT, II, 3, 107. LANGE, I, 422.

II. Réforme des comices centuriates (1).

Sur l'âge, la nature et la tendance de cette réforme nous sommes réduits à des conjectures (2).

Système de MOMMSEN :

1° La réforme a eu lieu à l'époque de la censure d'Aurelius Cotta et Fabius Buteo, en 241 av. J.-C., après que le nombre des tribus eut été porté à 35 (3).

2° Elle avait une tendance démocratique mitigée (4).

3° Elle a modifié l'ancienne forme des comices centuriates en deux points importants :

(1) MARQUARDT, II, 3, 8-37, 48-49. LANGE, 463-482. Des nombreux travaux modernes sur ce sujet si controversé (voyez MARQUARDT, I, 1., p. 9, ne 30), nous ne citerons que HUSCHKE, *La constit. de Serv.*, etc., et sa *Critique des trib. rom. de MOMMSEN* (en all.) dans RICHTERS *Jahrb.*, 1845, p. 581-644, PETER, *Les époques de l'hist. de la const. rom.* etc., GERLACH, *Etudes historiques* (en all.), I, p. 344, Hambourg, 1841, I, Bâle, 1847, et surtout MOMMSEN, *Les trib. rom.*, Altona, 1844. Le système de MOMMSEN, dans ses parties essentielles, a été suivi par MARQUARDT et par LANGE. Voyez dans ces derniers ouvrages la réfutation des systèmes qui diffèrent de celui de MOMMSEN, soit quant à l'âge de la réforme (PETER, WALTER, NIEBUHR, PUCHTA, GERLACH etc.), soit sur la réforme elle-même (GERLACH, NIEBUHR etc.). — Tout récemment H. TH. PLUESS (*Le développement de l'organisation centuriate pendant les deux derniers siècles de la République romaine* (en all.), Leipzig, 1870) a tenté un nouvel essai pour exposer les réformes successives, au nombre de trois, que les comices centuriates auraient subies depuis 241. Nous ne saurions nous arrêter aux développements de cette exposition qui n'est basée en grande partie que sur des conjectures et des probabilités. Voyez la critique de cet ouvrage dans les *Heidelberger Jahrb. f. Litt.*, 1871, p. 51-61.

(2) En effet TITE-LIVE et DENYS seuls la mentionnent expressément, et encore, passagèrement, à l'occasion de la description des institutions serviennes. LIV., I, 43 : « *Nec mirari oportet hunc ordinem, qui nunc est post expletas quinque et triginta tribus duplicato earum numero centuriis juniorum seniorumque, ad institutam ab Servio Tullio summam non convenire.* » DENYS, IV, 21, après avoir décrit la forme primitive des comices centuriates, continue : « *ἐν δὲ τοῖς καὶ ἑμᾶς κεινῆται χρόνοις, καὶ μεταβέβηκεν εἰς τὸ δημοτικώτερον, ἀνάγκαι· τίσι διασθεῖς ἰσχυραῖς, οὐ τῶν λόγων καταλυθέντων, ἀλλὰ τῆς κλήσεως αὐτῶν οὐκ ἐστὶ τὴν ἀρχαίαν ἀκριβεῖαν φυλαττούσης, ὥς ἔργον ταῖς ἀρχαιεσιταῖς αὐτῶν πολλάκις παρὼν.* »

(3) Cf. LIV., I, 1. L'on sait que la seconde décade de l'histoire de TITE-LIVE, qui comprenait le récit des événements de 293 à 218 av. J.-C., est perdue.

(4) Cf. DENYS, I, 1. Cette opinion, généralement admise, a été combattue par PUCHTA, *Instit.* etc., T. I, p. 223, et récemment par HERZOG, qui adopte cependant le reste du système de MOMMSEN, dans le *Philologus*, XXIV, p. 312-329.

a) La répartition des centuriae parmi les classes. En effet la tribu locale devient maintenant la base de la division en centuriae (1). Chacune des 35 tribus comprendra dix centuriae, deux par classe. En d'autres mots, l'ensemble des citoyens, possédant le cens d'une même classe (les classes, au nombre de cinq, restent basées sur le principe timocratique) (2) et faisant partie d'une même tribu, formeront deux centuriae, une de *seniores*, une de *juniores* (3). Il y aura par conséquent 70 centuriae par classe (4). A côté d'elles subsistent les 18 *centuriae equitum* (5), les 4 *centuriae fabrum et tubicinum* (6) et la *centuria capite censorum* (7). Le total des centuriae étant donc de $350 (5 \times 70) + 18 + 4 + 1 = 373$ et la majorité absolue de 187, il fallait en toute circonstance continuer jusqu'au vote de la 3^e classe inclusivement.

b) Le droit de voter en premier lieu, droit auquel les Romains attachaient une grande importance (8), n'appartiendra plus aux *centuriae equitum*, mais à une centurie, tirée au sort parmi celles de la première classe, *centuria praeroga-*

(1) LIV., l. I. CIC., p. *Planc.*, 20 § 49, appelle la centurie une *tribus pars*, et les centuriae sont désormais désignées par des noms de tribu.

(2) CIC., *Acad. pr.*, II, 22 § 73. SERV., *ad Aen.*, VII, 716. Cf. CIC., *de leg.*, III, 19 § 44, p. *Flacc.*, 7 § 15. GELL., XV, 27.

(3) SCL. CRUQ., *ad HOR. art. p.*, 341 : « *singulae tribus habebant suas centurias juniorum et seniorum* ». Cf. CIC., *Verr.*, II, 5, 15 § 38. LIV. l. I.

(4) La partie conjecturale dans ce système est le mode dont les classes sont mises en rapport avec les tribus ; mais l'hypothèse adoptée ici, dont l'idée fondamentale remonte à PANTAGATHUS, savant du XVII^e siècle (URSIN., *ad LIV.*, I, 43), présente le plus de probabilité parmi les théories qui ont été émises à ce sujet.

(5) CIC., p. *Mur.*, 26 § 54, 35 § 73, *ad div.*, XI, 16. Q. CIC., *de petit. cons.*, 8.

(6) Cela résulte de ce que les *tignarii*, *cornicines* etc. existent encore comme corporations sous l'Empire. ORELL., *Inscr.*, 3690, 4105.

(7) Il semble qu'il n'y a aucune raison pour mettre en doute le maintien de cette centurie. — La composition des comices centuriates, telle que nous l'avons exposée, est justifiée par l'assertion de CICÉRON que le vote y a lieu *censu, ordinibus, aetatibus* (*de leg.*, III, 19 § 44) ou encore *discriptis ordinibus, classibus, aetatibus* (p. *Flacc.*, 7 § 15).

(8) CIC., *de div.*, I, 45 § 83, II, 40 : « *Praerogativam omen comitiorum*. Cf. p. *Planc.*, 20 § 49. LIV., XXVI, 22 : « *Auctoritatem praerogativae omnes centuriae secutae sunt*. » FEST., p. 249^a.

tiva (1). Après la *renuntiatio* du vote, viendront les autres, *jure vocatae* (2), c'est-à-dire d'abord les *centuriae equitum* avec les 69 de la première classe; après la *renuntiatio* de leur vote, les centuries de la seconde classe, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il y ait majorité (3).

§ 3. *Des comitia tributa et des concilia plebis* (4).

Depuis la création du tribunat de la plèbe et de l'édilité (494 av. J.-C.), les plébéiens étaient organisés en corporation, qui comme telle (5) élisait ses chefs et votait des décrets, obligeant les membres de la corporation : *plebiscita*. « *Scita plebei appellantur ea quae plebs suo suffragio sine patribus jussit, plebeio magistratu rogante* » (6). De ces réunions (*concilia plebis*) (7) étaient naturellement exclus tous ceux qui ne faisaient pas partie de la corporation, à savoir les clients

(1) « *Sortitio praerogativae.* » CIC., *Phil.*, II, 33 § 82. De ce que TITE LIVE (XXIV, 7, XXVI, 22, XXVII, 6) désigne la *praerogativa* simplement par *Aniensis juniorum, Veturia juniorum* etc., on a conclu, avec raison, que les centuries d'une seule classe, et dans ce cas naturellement de la première classe, étaient tirées au sort. MOMMSEN en exclut même sans raison suffisante, ce semble, les centuries de la première classe des tribus urbaines.

(2) LIV., XXVII, 6.

(3) CIC., *Phil.*, II, 33 § 82. Cf. LIV., XLIII, 16. La proposition de C. Gracchus : « *Ut ex confusis quinque classibus sorte centuriae vocarentur* » (PSEUD. SALL., *de rep. ord.*, II, 8), ne fut pas adoptée. — La réforme attribuée par LIV., XL, 51, aux Censeurs de l'an 179 av. J.-C. : « *Mutarunt suffragia, regionatimque generibus hominum causisque et quaestibus tribus discriperunt*, » ou bien n'a pas modifié essentiellement la nouvelle composition des comices centuriates, ou bien elle n'a pas été de longue durée.

(4) MARQUARDT, II, 3, 116-145. LANGE II, 430-463. MOMMSEN, *Les comices tributes patricio-plebéiens de la République* dans les *Rech. rom.*, I, 151-166, et *Les assemblées spéciales de la plèbe*. Ib., 177-217.

(5) *Dig.*, XLVII, 22, 4 (GAI., *Ad leg. XII Tab.*) « *His (sodalibus) potestatem facit lex, pactionem, quam velint, sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant.* »

(6) FEST., p. 293.

(7) LIV., II, 57, 60, III, 14, 16 etc. Cependant il les appelle aussi déjà alors, quoique improprement, *comitia tributa*. II, 56, 58, 60 etc.

et les patriciens ⁽¹⁾. La plèbe se réunissait et votait par tribu locale ⁽²⁾.

Après la législation décenvirale, probablement à la suite des *leges Valeriae et Horatiae consulum* (449 av. J.-C.), les *concilia plebis* se transforment en comices tributes.

Cependant ces nouveaux comices sont de deux espèces :

Quand ils sont présidés par des magistratures patriciennes (*jus cum populo in comitiis tributis agendi* ⁽³⁾) : consuls et magistrats extraordinaires qui les remplacent, prêteurs ⁽⁴⁾, édiles curules ⁽⁵⁾), ils se composent en droit de tous les membres des tribus, *populus*, et s'appellent officiellement *comitia tributa* ⁽⁶⁾.

Lorsqu'au contraire ils sont présidés par des magistratures plébéiennes (*jus cum plebe agendi* ⁽⁷⁾) : tribuns et édiles de la plèbe ⁽⁸⁾), ils comprennent en droit la plèbe seule, en fait tout le *populus* comme les comices précédents. Le nom officiel de ces réunions reste *concilium plebis*, celui de leurs décrets d'abord *plebiscitum* ⁽⁹⁾,

(1) Cela résulte de LIV., II, 56, 60, III, 11, 14. DENYS, IX, 41, X, 40-41.

(2) Ce mode de réunion est attesté depuis 471 av. J.-C. Quant à l'époque antérieure, voyez le chapitre qui traitera du tribunat de la plèbe.

(3) Cf. PAUL. DIAC., p. 50.

(4) Voyez la compétence des comices.

(5) Pour des comices judiciaires seulement : LIV., X, 23, XXXV, 41. Cf. CIC., in *Verr.*, I, 12. GELL., XIII, 15.

(6) Dans ce cas ces réunions ne s'appellent jamais *concilia plebis*. CICÉRON, *p. Planc.*, 3 § 7, les appelle des *comitia leviora*.

(7) FEST., p. 293. CIC., *de leg.*, II, 12 § 31.

(8) Les édiles seulement pour les comices judiciaires. Cf. LIV., X, 23, XXXIII, 43 etc. Cf. GELL., X, 6.

(9) L'accès aux *concilia plebis* n'a été donné aux patriciens ni aux clients par aucune mesure législative ; donc, en droit, la plèbe seule y était admise. L'application constante et officielle du mot *concilium plebis* à ces réunions (*lex Bant.*, c. 5, dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 45, CIC., *p. red. in sen.*, 5 § 11, *de leg.*, II, 12 § 31, LIV., VI, 38, XXXIX, 15), et la définition du *plebiscitum*, même par les juristes de l'Empire (GAJ., I, 3, cf. GELL., XV, 27, FEST., p. 233, 293, 330, CIC., *p. Flacc.*, 7 § 15, *p. Balb.*, 18 § 42, *ad div.*, VIII, 8 § 3), semblent enlever tout doute à ce sujet. Ce qui est plus, les tribuns n'avaient pas même le droit de convoquer les patriciens (GELL., XV, 27). Cependant, de fait, tous les citoyens assistent à ces réunions, depuis qu'une *lex*

plus tard *lex plebive scitum* ou simplement *lex* ⁽¹⁾.

Les formalités générales, exposées au ch. 1^{er}, s'appliquent aux *concilia plebis* comme aux *comitia tributa*, avec une différence importante cependant en ce qui concerne les *concilia plebis*, c'est qu'ils se réunissent *inauspicato* ⁽²⁾. Toutefois la *servatio de coelo*, qui acquiert une portée capitale depuis les *leges Alia et Fufia* (voyez p. 154), est applicable à ces réunions ⁽³⁾.

Le lieu ordinaire de réunion est le *forum romanum*, parfois le Capitole ⁽⁴⁾; cependant ces assemblées pouvaient se tenir aussi *extra pomoerium*, et au dernier siècle de la République,

Valeria et *Horatia* a assimilé jusqu'à un certain point les plébiscites aux lois. D'abord les clients se confondent bientôt complètement avec la plèbe (voyez p. 43). Ensuite depuis cette époque, nous voyons même les patriciens exercer parfois une grande influence sur ces réunions (Liv., III, 63, V, 30, 32, XXVII, 21), sans que les magistrats plébéiens les forcent de quitter l'assemblée, comme auparavant (Liv., II, 56, III, 11 etc.). Aussi aucun historien ancien ne mentionne-t-il expressément cette distinction purement théorique entre ces deux réunions tributes. — Cependant pour plus de clarté, nous les distinguerons dans la suite par les termes techniques de *comitia tributa* et de *concilia plebis*.

(1) *Lex Bant.*, l. 7, dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 45, *lex rep.*, l. 74, ib., p. 62, *lex agr.*, l. 22, ib., p. 80.

(2) Les *comitia tributa* avaient lieu *auspicato*. VARR., *de r. r.*, III, 2 § 2. CIC., *ad div.*, VII, 30. — Quant aux *concilia plebis*, il est témoigné positivement que jusqu'à l'Empire les magistrats plébéiens étaient élus *inauspicato*, *διχα οἰωνόν τε καὶ τῆς ἄλλης ὑπερσεως*. DENYS, IX, 49. Cf. ib., 41, X, 4. Liv., VI, 41, X, 8. Comment dès lors ces magistrats auraient-ils pu avoir le *ius auspicio*, qui d'ailleurs n'appartenait qu'aux magistratures patriciennes? GELL., XIII, 15. Cf. Liv., VII, 6. Cependant ce droit leur est attribué par ZONAR., VII, 19, et même en vertu de la *lex Valeria et Horatia consulum*. L'erreur est évidente. D'après le contexte, il nous semble que ZONARAS ou DION CASS. qu'il a copié, a mal compris les *leges Alia et Fufia*, et confondu celles-ci avec la *lex Valeria*.

(3) CIC., *in Vat.*, 7 § 17 : « Nam quem post urbem conditam scias tribunum plebis egisse cum plebe, cum constaret servatum esse de coelo ? » Cf. CIC., *p. red. in sen.*, 5 § 11; *in Vat.*, 8 § 18; *Phil.*, V, 3 § 7. — L'application de l'*obnuntiatio* suffit pour expliquer tous les textes (Liv., X, 47, XXX, 39, Cic., *de leg.*, II, 12 § 31, *p. dom.*, 16 § 41, *p. Corn.*, ASCON., p. 68), d'où l'on a voulu conclure au *ius auspicio* des magistrats plébéiens.

(4) DENYS, VII, 17, 59; Liv., IX, 46 (*forum* = comices tributes). APR., B. c., I, 15 etc.

pour les élections, elles se tenaient régulièrement au champ de Mars ⁽¹⁾.

Les jours, réservés spécialement pour les *concilia plebis*, étaient les *nundinae* ⁽²⁾, jusqu'à ce que la *lex Hortensia* (287) déclara ces jours *fasti*, non-comitiales ⁽³⁾.

Au jour de réunion le peuple est convoqué probablement par des *praecones*; après les prières d'usage, et, s'il y a lieu, la *contio*, le président lit la *rogatio*, ou si un *tribunus plebis* préside, il la fait lire par un *praece* ou un *scriba* ⁽⁴⁾; ensuite les citoyens sont appelés au vote : *vocare tribus ad suffragium* ⁽⁵⁾.

Le vote a lieu *tributim*, dans chaque tribu *viritim*. — La *tribus principium* est tirée au sort, et le *princeps*, c'est-à-dire le citoyen de cette tribu qui votera en premier lieu, est désigné par le président ⁽⁶⁾. Après la proclamation du résultat ⁽⁷⁾, les 34 autres tribus votent simultanément ⁽⁸⁾; le résultat est proclamé dans l'ordre déterminé par le sort ⁽⁹⁾. La majorité des 35 tribus (18) fait loi ⁽¹⁰⁾.

Un genre spécial de ces comices, ce sont les *comitia sacerdotum* ⁽¹¹⁾. La présidence en ce cas appartient à un membre

(1) LIV., XXVII, 21. CIC., *ad Att.*, I, 1, IV, 16 § 14, *ad div.*, VII, 30, *p. Planc.*, 6 § 16 etc.

(2) DENYS, VII, 58. Ces jours n'étaient point comme tels, *nefasti*. Cf. MACROB., I. I. MOMMSEN, *Chron. Rom.*, 232, ne 39, qui du reste a émis une théorie toute nouvelle sur les *nundinae*. Ib., p. 226-241. HARTMANN, *Ordo jud.* etc., p. 82-112.

(3) MACROB., *Saturn.*, I, 16 § 29-34.

(4) APP., *B. c.*, I, 11-12. PLUTARQ., *Cat. min.*, 22. C'était une conséquence du *plebiscitum Icilium*, 492 av. J.-C., qui défendait d'interrompre un tribun, pendant qu'il parlait au peuple. DENYS, VII, 17. Cf. CIC., *p. Sest.*, 37 § 79. — LANGE, I, 518-519, II, 528-529. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 232-239 et 435, ne 115.

(5) LIV., III, 71, VI, 37, X, 9 etc.

(6) FRONTIN., *de aquaed.*, 129. *Lex de XX quaest.* dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 108. *Lex agr.*, c. 1. Ib., p. 79. Cf. CIC., *p. Planc.*, 14 § 33, *p. dom.* 30 § 79-80.

(7) LIV., IX, 46. GELL., VII (VI), 9.

(8) ΜΕΤΕΛΛΕΙΣ. DENYS, VII, 59, 64. — Cf. LANGE, II, 455-456.

(9) VARR., *de r. r.*, III, 17.

(10) DENYS, VII, 59, 64.

(11) CIC., *ad Brut.*, I, 5 § 4.

du collège des pontifes (1), et l'élection a lieu par la minorité des tribus : 17 tirées au sort parmi les 35 (2).

CHAPITRE TROISIÈME — DE LA COMPÉTENCE DES COMICES,

Les comices centuriates, qui selon toute probabilité n'ont pas été convoqués avant le commencement de la République, héritèrent des principales attributions politiques des comices curiates (3), et ils les exercèrent sans partage pendant les premiers siècles de la République. Mais lorsqu'après la législation décenvirale les comices tributes se furent constitués, ceux-ci, soit en vertu de lois centuriates, soit de leur propre initiative, étendirent graduellement le cercle de leur compétence, d'abord aux dépens du pouvoir administratif du sénat et des magistrats, ensuite aux dépens du pouvoir législatif des comices centuriates.

Les attributions des comices se réduisent à trois chefs : *creatio magistratum, judicia, populi jussa* (4).

§ 1. Des comices électoraux (5).

Des *magistratus patricii* les *maiores* sont élus aux comices centuriates, les *minores* aux comices tributes (6); les magistratures plébéiennes, aux *concilia plebis*.

La présidence des comices électoraux est réglée par ce principe : « *a minore imperio majus aut major conlega rogari jure non potest* » (7).

(1) Voyez la compétence de ces *comitia*.

(2) Cic., *de leg. agr.*, II, 7 § 18, donne la raison suivante de cette particularité : « *Quod populus per religionem sacerdotia mandare non poterat, ut minor pars populi vocaretur.* » Cf. ib., § 16. — LANGE, II, 501-502.

(3) DENYS, V, 20. LIV., I, 60. Cic., *de rep.*, II, 31. — LANGE, I, 350, 396-399.

(4) Cic., *de leg.*, III, 3 § 10. Cf. ib., I § 33, *de div.*, II, 35 § 74. POLYB., VI, 14.

(5) MARQUARDT, II, 3, 147, 159, 164-167. LANGE, II, 495-508.

(6) GELL., XIII, 15

(7) GELL., I, 1

I. Aux *comitia centuriata*, présidés par un consul ou un magistrat extraordinaire qui le remplace (voyez p. 156), sont nommés :

a) Tous les magistrats majeurs ordinaires, à savoir, les consuls, les préteurs, les censeurs ⁽¹⁾.

b) Parmi les magistrats majeurs extraordinaires, les *X viri legibus scribundis* et les *tribuni militum cons. pot.* ⁽²⁾.

II. Aux *comitia tributu*, présidés par un consul ou un magistrat extraordinaire qui le remplace ⁽³⁾, ou aussi par un préteur ⁽⁴⁾ :

a) Les questeurs depuis 447 av. J.-C. ⁽⁵⁾.

b) Les édiles curules depuis leur institution, 367 ⁽⁶⁾.

c) Les autres *magistratus minores* (*XXVI viratus*) ⁽⁷⁾.

d) Les magistrats extraordinaires mineurs ⁽⁸⁾.

e) Depuis 362, six *tribuni militum*, depuis 311, seize, depuis 169, vingt-quatre ⁽⁹⁾. Ils sont désignés par le nom de *tribuni comitiati*, par opposition aux tribuns militaires, nommés par les consuls, *tribuni Rufuli* ⁽¹⁰⁾.

Ces comices électoraux ont lieu à une époque déterminée de l'année (*comitiorum tempus*), qui cependant peut être dif-

(1) GELL., I. I.

(2) DENYS, X, 3. LIV., III, 35, V, 13, 52 etc.

(3) Cf. CIC., in *Vat.*, 5 § 11. LIV., IV, 44, VI, 42, VIII, 16 etc.

(4) Cf. LIV., X, 21, XXII, 33, XXXIV, 35 etc. Sur le texte de GELL., VII (VI), 9, où la présidence de *comitia aedilicia* est attribuée à un édile, voyez MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 159, n° 42, LANGE, II, 432, n° 7, ZUMPT, *dr. cr.*, I, 2, 462, n° 64.

(5) TAC., *Ann.*, XI, 22.

(6) LIV., VI, 42, IX, 46. GELL., VII (VI), 9.

(7) GELL., XIII, 15.

(8) CIC., *de leg. agr.*, II, 7 § 17. Cf. CIC., *de leg.*, III, 4.

(9) LIV., VII, 5 ; IX, 30 ; XLIII, 12. A la tête de chaque légion il y avait 6 tribuns militaires qui commandaient la légion 2 à 2 pendant 2 mois. POLYB., VI, 34. LIV., XL, 41. Depuis 169 av. J.-C. le peuple élit les tribuns des 4 premières légions : « *qui tribunus militum legionibus quatuor primis* » CIC., p. Cluent., 54. Cf. *leg. rep.*, I, 2 et 22 dans le *Corp. Inscr. lat.*, I, 58-59. Voyez plus haut p. 84, n° 8.

(10) ASCON., p. 142, Or. FEST., p. 261. Cf. MARQUARDT, III, 2, 276-277. WALTER, § 191.

férée par le sénat ⁽¹⁾ et même, pour des motifs religieux, par le collège des augures ⁽²⁾, et ils se tiennent successivement dans un ordre correspondant au rang des magistrats : *comitia consularia, praetoria, aedilicia, quaestoria* ⁽³⁾.

Les élections des comices centuriates et tributes, pour être valides, devaient être ratifiées par le sénat patricien, *patrum auctoritas* ⁽⁴⁾. Celle-ci suivait l'élection, jusqu'à ce qu'une *lex Maenia* (3^e siècle avant J.-C.) ordonna de faire précéder la *patrum auctoritas* « *in incertum comitiorum eventum* » ⁽⁵⁾.

En outre les magistrats auxquels compète l'*imperium*, reçoivent ce pouvoir après leur élection, *nominatim* ⁽⁶⁾, par une *lex curiata*; les censeurs sont investis de la *potestas censoria* par une *lex centuriata* spéciale ⁽⁷⁾.

III. Aux *comitia tributa*, présidés par un membre du collège des pontifes (*comitia sacerdotum*), sont nommés ⁽⁸⁾ :

(1) CIC., *ad Att.*, IV, 16 § 6, p. Mur., 25 § 51. PLUT., *Cat. Min.*, 30.

(2) APP., *B. c.*, I, 78.

(3) CIC., *Verr.*, I, 7-9. PSEUD. ASC., p. 136. OR. DION CASS., XXXIX, 7, 32.

(4) CIC., *de rep.*, II, 32, p. dom., 14 § 38. LIV., VI, 41. Il est vrai que dans ces deux derniers passages il n'est pas question des *comitia tributa*; mais les faits (LIV., VI, 42) et l'expression générale, dont se sert LIV., I, 17, prouvent que les élections des *comitia tributa* devaient être également validées par les *patres*. — Les *patres* dont il s'agit ici, sont les sénateurs patriciens, et, partant, la *patrum auctoritas* est distincte de la *lex curiata de imperio*. Sur les systèmes opposés voyez la compétence du sénat patricien.

(5) LIV., I, 17. La date de la *lex Maenia* (CIC., *Brut.*, 14 § 55) n'est pas exactement connue. La loi est en tout cas postérieure à 292 av. J.-C. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 242, n° 39. LANGE, II, 108-109.

(6) PAUL. DIAC., p. 50.

(7) CIC., *De leg. agr.*, II, 11 § 26. C'est cependant une idée purement subjective de CICÉRON, quand il considère cette *lex curiata* ou *centuriata* comme une *reprehendendi potestas*, donnée au peuple (cf. BECKER, II, 1, 325, n° 635). La *reprehendendi potestas* appartenait plutôt, comme il le dit ailleurs, p. *Planc.*, 3, § 8, à la *patrum auctoritas* avant la *lex Maenia*. La *lex curiata* n'était autre chose que la délégation des pouvoirs au citoyen élu, la reconnaissance officielle du magistrat. Aussi cet acte n'exigeait-il ni la *promulgatio trinundini*, ni la *patrum auctoritas* (MOMMSEN, p. 239). Pour d'autres détails sur la *lex curiata de imperio*, voyez le chapitre qui traitera du pouvoir des magistrats.

(8) MARQUARDT, II, 3, 139-145. — Il règne cependant une grande incertitude sur la présidence de ces comices. TITE-LIVE, XXV, 5, mentionne la présidence d'un *pontifex* pour l'élection du *pontifex maximus*; mais nous n'avons

a) Le *Pontifex Maximus* parmi les pontifes, au moins depuis 212 av. J.-C. ⁽¹⁾.

b) Le *Curio Maximus*, au moins dès 209 av. J.-C. ⁽²⁾, probablement parmi les *curiones*.

c) Depuis la *lex Domitia de sacerdotiis* (104 av. J.-C.) ⁽³⁾, les membres des collèges des pontifes, augures et *X (XV) viri sacris faciundis*, élus parmi les candidats, présentés par le collège respectif, et *cooptati*, après leur élection, par ce collège ⁽⁴⁾.

IV. Aux *concilia plebis tributa*, présidés par un tribun, sont élus les tribuns de la plèbe et les édiles plébéiens depuis le *plebiscitum Publilium Voleronis*, 471 av. J.-C. ⁽⁵⁾.

V. Toute élection, le magistrat élu fût-il déjà entré en fonctions, peut être cassée pour vice de forme (*vitio creati*) par le sénat, ordinairement sur un *decretum* du collège des augures ⁽⁶⁾.

La *petitio* des candidats sera exposée dans la section des magistratures.

pas d'autres renseignements. Il semble même, d'après CICÉRON, *ad Brut.*, I, 5, qu'à son époque les consuls présidaient. Cf. MERCKLIN, la *cooptatio* des Romains, p. 147.

(1) Liv., XXV, 5, XXXIX, 46, XL, 42. SUET., *Cés.*, 13. — MERCKLIN, l. l., p. 87-94.

(2) Liv., XXVII, 8.

(3) Cic., *de leg. agr.* II, 7 § 18. ASCON., p. 81. SUET., *Ner.*, 2. VELL., II, 12. Cf. DION CASS., XXXVII, 37. Quoique ces textes ne déterminent point les collèges de prêtres, désignés par la *lex Domitia*, celle-ci n'a pu se rapporter qu'aux trois grands collèges cités. Cf. MARQUARDT, II, 3, 143. RUBINO, *Recherches* etc., I, 337, n° 3.

(4) Cic., *de leg. agr.*, II, 7 § 18. Voyez le chap. qui traite des *Sacerdotes publici populi Romani*.

(5) Liv., II, 56, 58. DENYS, IX, 49. — DIHLE, *de lege Publilia a. u.* 282, Nordhausen, 1859. PTASCHNIK, *La rogatio Publilia de l'an 283 de Rome* dans le *Zeitschr. f. d. Oesterr. Gymnas.* Vienne, 1866. T. XVII, p. 161-200. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 295-303, 444, n° 135. — Sur le mode de nomination, antérieure à ce *plebiscitum*, voyez le chapitre du *Tribunat*.

(6) Cic., *de div.*, II, 55 § 74. *de leg.*, II, 8 § 21, 12 § 31. Cf. *de nat. d.*, II, 4 § 11. Liv., IV, 7, 8, V, 17, VIII, 17, X, 47, XXIII, 31, XXX, 39 etc. — MARQUARDT, IV, 349-350.

§ 2. Des comices judiciaires ⁽¹⁾.

La juridiction criminelle sur les citoyens compétée au peuple (*judicia populi, publica*). La cause est introduite devant les *comitia centuriata*, lorsque la punition requise par le magistrat-accusateur atteint le *caput* (*capite anquirere*); dans le cas où la peine requise est une amende (*pecunia anquirere*), la cause est du ressort des *comitia tributa* ou des *concilia plebis* ⁽²⁾.

I. Juridiction criminelle des comices centuriates.

Elle a son point de départ dans la *lex Valeria de provocatione* de 509 av. J.-C. ⁽³⁾ : " *Ne quis magistratus civem Romanum adversus provocationem necaret neve verberaret* " ⁽⁴⁾.

La *provocatio* est faite auprès des comices centuriates ⁽⁵⁾.

L'instance d'appel est transformée en juridiction de première instance par la loi des XII Tables (450 av. J.-C.) : " *De capite civis nisi per maximum comitiatum ne ferunto* " ⁽⁶⁾.

(1) MARQUARDT, II, 3, 148-158, 177-182. LANGE, II, 504-555. WALTER, §§ 120, 829, 847-848. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 10, II, §§ 100, 127-128, 132, 135-136. INVERNIZI, *De publicis et criminalibus judiciis Romanorum libri tres*. Romae 1787, réédité à Leipzig en 1846. PLATNER, *Quaestiones de jure criminum Romano, praesertim de criminibus extraordinariis*. Marbourg, 1842. GEIB, *Histoire de la procédure criminelle romaine* (en all.). Leipzig, 1842. REIN, *Le droit criminel des Romains* (en all.). Leipzig, 1844. REIN, *Judicia* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. IV, p. 372. A. W. ZUMPT, *Le droit criminel de la République romaine*. T. I. *La juridiction des magistrats et du peuple* (en all.), 2 parties. Berlin, 1865.

(2) Cf. Liv., XXVI, 3.

(3) CONRADUS, *Jus provocationum ex antiquitate Romana erutum* dans ses *Scripta min.*, ed. Pernice. Halle, 1823. RUBINO, *Recherches etc.*, p. 430-498. WOENIGER, *Le droit sacré et la procédure de la provocatio* (en all.). Leipzig, 1843, p. 225. C. G. ZUMPT, *De la liberté personnelle du citoyen romain* (en all.). Darmstadt, 1846. REIN, *Provocatio* (en all.) dans PAULY's *Realenc.*, VI, 156. EISENLOHR, *La provocatio ad populum à l'époque de la Rép.* (en all.). Schwerin, 1858.

(4) Cic., *de rep.*, II, 31. Cf. Liv., II, 8. DENYS, V, 70. *Dig.*, 1, 2, 2 § 16.

(5) Voyez p. 30, n° 4, et p. 83. LANGE, I, 502-503. D'après WALTER, § 40, cette juridiction a appartenu aux comices curiates jusqu'à la législation déceuvirale.

(6) Cic., *de leg.*, III, 4 § 11. Cf. 19 § 44, *de rep.*, II, 36, *p. Sest.*, 30 § 65. Cette loi était encore en vigueur du temps de CICÉRON, *p. Sest.*, 34 § 73, *de leg.*, III, 19, § 45.

Une série de lois confirmèrent et étendirent ensuite le *jus provocationis* :

1^o *Lex Valeria et Horatia consulum* (449 av. J.-C.) :
" *Ne quis ullum magistratum sine provocazione crearet; qui creasset, eum jus fasque esset occidi* " (1).

2^o *Lex Valeria* de 300 av. J.-C. : " *M. Valerius consul de provocazione legem tulit diligentius sanctam* " (2).

3^o Trois *leges Porciae* (3), dont la date et le contenu ne sont pas exactement connus. Elles semblent avoir permis la *provocatio*, de toute l'étendue de l'Etat romain, tandis que jusque-là elle ne pouvait être invoquée *longius ab urbe mille passuum* (4). En outre elles ont comminé une *gravis poena*, *si quis verberasset necassetve civem Romanum* (lex *pro tergo civium lata*) (5), et elles tendaient par conséquent à abolir pour les citoyens la peine de mort, qui fut dès lors remplacée en règle générale par l'*interdictio aqua et igni* (6).

4^o " *C. Gracchus* (123 av. J.-C.) *legem tulit ne de capite civium Romanorum injussu vestro [populi] judicaretur* " (7). Elle semble avoir été dirigée contre l'institution de

(1) Liv., III, 55. Cic., *de rep.*, II, 31. Cette loi défendit la création de nouvelles magistratures *sine provocazione*, mais elle ne porta point de restriction à la dictature. LANGE, I, 547-548.

(2) Liv., X, 9. Il y ajoute : " *Tertia eo tum post reges exactos lata est, semper a familia eadem. Causam renovandas sapius haud aliam fuisse reor quam quod plus paucorem opes quam libertas plebis poterat.* " — LANGE, II, 92-93. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 2, 42-43, s'étend en conjectures sur la portée de cette loi.

(3) Cic., *de rep.*, II, 31 § 54 : " *quae tres sunt trium Porciorum.* "

(4) Liv., III, 20.

(5) Liv., X, 9.

(6) LANGE, II, 192, 193-199, 234, et *De legibus Porciis, libertatis civium vindicibus*, 2 part. Giessen, 1862-1863. — D'après LANGE, la première *lex Porcia* serait celle *pro tergo civium lata* (SALL., *Catil.*, 51 § 22 et 40, Cic., *p. Rab. perd.*, 3 § 8) et daterait de 193 av. J.-C. La seconde, de 195, aurait permis le *jus provocacionis* hors de Rome (Cic., *Verr.*, II, 5, 63 § 163, *p. Rab. perd.*, 4 § 12). La troisième, de 184, aurait amoindri l'*imperium* militaire, en défendant aux officiers la *fustium verberatio* à l'égard des citoyens-soldats (Liv., *Ep.*, LVII. PLUTARQ., *C. Gracch.*, 9. Exception, Liv., *Ep.*, LV). — ZUMPT (*dr. crim.*, I, 2, 43-69) adopte l'opinion de LANGE sur le contenu de ces lois; mais il s'en écarte, quant à la répartition de ce contenu entre les trois lois, et surtout quant à leur âge; il les place entre 166 et 134 av. J.-C.

(7) Cic., *p. Rab. perd.*, 4 § 12.

quaestiones extraordinariae et contre le pouvoir conféré aux consuls par le *senatusconsultum ultimum* ⁽¹⁾.

Le *jus provocationis* s'exerce envers tous les magistrats, à l'exception du *dictator optima lege creatus* ⁽²⁾, des magistrats (consuls, préteurs), quand ils sont dans l'exercice de leur *imperium* militaire ⁽³⁾, et plus tard, des consuls, quand ils sont investis d'un pouvoir quasi-dictatorial par le *senatusconsultum ultimum* : "*Videant Consules ne quid respublica detrimenti capiat*" ⁽⁴⁾.

II. Juridiction criminelle des *comitia tributa* et des *concilia plebis*.

Avant la législation décenvirale, les plébéiens, se fondant sur les *leges sacratae* de 494 av. J.-C., s'arrogèrent à différentes reprises le droit de juger des causes capitales dans les *concilia plebis*. Le premier procès de ce genre fut celui de Coriolan, 491 av. J.-C. ⁽⁵⁾. Cette attribution leur fut enlevée par la loi des XII Tables (450 av. J.-C.).

Dès lors les réunions tributes n'exercent plus que la juridiction criminelle qui aboutit à des amendes.

Cette juridiction a son point de départ dans la *lex Aternia Tarpeia de multa* (454 av. J.-C.) ⁽⁶⁾.

Cette loi conféra à tous les magistrats le *jus multae dictio-*

(1) Cf. SCOL. GRONOV., p. 412. Or. — ZUMPT, *dr. cr.*, I, 2, 69-77, et 438, n° 4.

(2) LIV., II, 18, 29, III, 20, IV, 13-15, VIII, 33, 35. DENYS, V, 70-73. ZONAR., VII, 13. Les témoignages historiques contredisent l'assertion de FEST., p. 198, d'après laquelle la dictature aurait été soumise plus tard à la *provocatio*. Cf. BECKER, II, 1, 358. LANGE, II, 638. L'opinion de FESTUS est soutenue par ZUMPT, *dr. cr.*, I, 2, 14-20.

(3) CIC., *de rep.*, I, 40 § 63, *de leg.*, III, 3 § 6.

(4) CIC., *Catil.*, I, 2. SALL., *Cat.*, 29.

(5) DENYS, VII, 59, 65. — SCHLIECKMANN, *De causa Cn. Marci Coriolani*. Breslau, 1857. MOMMSEN, *la tradition concernant Coriolan* (en all.) dans le *Hermes*, 1869, T. IV, p. 1-26. BECKER, II, 2, 282-284. MARQUARDT, II, 3, 154-155. LANGE, II, 526-527. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 240-279.

(6) DENYS, X, 50. Cf. CIC., *de rep.*, II, 35. Le Mss. de CICÉRON porte : *de multae sacramento*. Voyez sur cette leçon ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 447, n° 138. — ZUMPT, *ib.*, 168-176, suit l'opinion de DENYS, V, 19 et PLUT., *Popt.*, 11, d'après laquelle la *provocatio* des amendes, prononcées par les consuls, fut déjà accordée par la *lex Valeria* de 509 av. J.-C.

nis, qui jusqu'alors n'avait appartenu qu'aux consuls ; mais elle détermina en même temps la *multa suprema*, qui fut portée à 2 brebis et 30 bœufs ⁽¹⁾. La *lex Julia Papiria de multarum aestimatione*, 430 av. J.-C. ⁽²⁾, évalua la brebis à 10 as, le bœuf à 100 as, de sorte que la *suprema multa* était de 3020 as.

De la *lex Aternia Tarpeia* semble découler le *jus provocationis* du citoyen, pour le cas où le magistrat excédait son droit. Ce qui est certain, c'est que la *législation decemvirale* accorda le droit d'appel « *ab omni judicio poenaeque* » ⁽³⁾.

De là aussi la conséquence qu'en règle générale les magistrats, quand ils voulaient dépasser la *suprema multa*, introduisaient la cause directement devant le peuple (*inrogare multam*).

Or, dans les deux cas, le juge compétent était l'assemblée tribuite, c'est-à-dire les *comitia tributa* ou les *concilia plebis*, selon que celui qui accusait gérait une magistrature patricienne ou plébéienne. Les présidents ordinaires étaient les tribuns pour des procès politiques ⁽⁴⁾, les édiles pour des procès de police ⁽⁵⁾.

III. Les *judicia populi* étaient sans appel ⁽⁶⁾. Cependant ils pouvaient être annulés pour vice de forme par le sénat, éventuellement sur un *decretum* du collège des augures ⁽⁷⁾.

IV. Procédure.

L'accusation est introduite par un magistrat ⁽⁸⁾. Aux

(1) GELL., XI, 1, FEST., p. 202, 237. DENYS, l. l. FESTUS seul parle dans le dernier passage d'une *lex Menenia Sextia* (452), sur laquelle nous n'avons pas d'autres données. FEST. et GELL. attribuent erronément la *multarum aestimatio* à la *lex Aternia Tarpeia*. LANGE, I, 532 535. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 1, 314-331, essaie de concilier ces assertions divergentes.

(2) LIV., IV, 30. CIC., *de rep.*, II, 35.

(3) CIC., *de rep.*, II, 31.

(4) LIV., IV, 40, 42, V, 11-12, XXV, 3, XXVI, 2-3 etc. Cf. POLYB., VI, 14.

(5) Cf. p. 163, n^{es} 5 et 8.

(6) Cf. LIV., IV, 7.

(7) CIC., *de leg.*, II, 8 § 21, 12 § 31, *de div.*, II, 36 § 74.

(8) Le magistrat accuse d'office, ou il peut y être engagé par des dénonciations faites par des *privati*. LIV., XLV, 37. Cf. ib. III, 13.

comitia centuriata, ce furent anciennement d'ordinaire les *II viri perduellionis* ou les *quaestores parricidi* ⁽¹⁾ qui faisaient l'office de ministère public, plus tard les *tribuni plebis* ⁽²⁾, peut-être les édiles ⁽³⁾; mais tous ces magistrats, n'ayant pas le droit de convoquer ni de présider les comices centuriates, sont tenus de demander au magistrat-président (consul ou préteur) les *auspicia* nécessaires et un jour déterminé (*auspicia, diem comitiis petere*) ⁽⁴⁾. Aux réunions tributes, ce sont ordinairement les tribuns ou édiles qui accusent et président.

Le magistrat-accusateur notifie à l'accusé le fait dont il est poursuivi, et le somme de comparaître devant le peuple au jour fixé (*diem dicere*). L'accusé doit fournir caution (*vades*), sinon il est incarcéré. ⁽⁵⁾

Au jour déterminé, le magistrat-accusateur ouvre la *contio* par l'acte d'accusation (*anquisitio*), suivie aux comices centuriates du *judicium* du magistrat, aux réunions tributes de l'*inrogatio multae*. Ensuite ont lieu les débats de la défense et de l'attaque, l'audition des témoins etc. ⁽⁶⁾.

Cette procédure est réitérée dans quatre *contiones*, qui se suivent à certain intervalle ⁽⁷⁾. Immédiatement après la dernière (*quarta accusatio*), le magistrat-président ouvre les comices judiciaires (*trinundinum ante prodicla die*) ⁽⁸⁾; et le peuple condamne à la peine requise par le magistrat ou ac-

(1) LIV., II, 41, III, 24-25, VI, 20. DENYS, VIII, 77-78. CIC., *de rep.* II, 35, *Or.*, 46 § 156. VARR., *de l. l.*, VI, 9. *Dig.*, I, 2, 2 § 23. — Pendant le dernier siècle de la République (63 av. J.-C.), il y a encore un exemple de l'institution de *II viri perduellionis*. DION CASS., XXXVII, 27. CIC., *p. Rab. perd.*, 4-5. SUET., *Cés.*, 12. — MARQUARDT, II, 3, 165. LANGE, I, 331, 334. Voyez plus haut, p. 38.

(2) LIV., XXV, 4, XXVI, 3, XLIII, 16. GELL., VII (VI), 9.

(3) Cf. LIV., VIII, 32, XXV, 2.

(4) VARR., *de l. l.*, VI, 9. LIV., XXVI, 3, XLIII, 16. GELL., VII (VI), 9. Cf. ZUMPT, *dr. cr.*, I, 2, 254-255, 325-327.

(5) LIV., III, 13, XXV, 4, XXVI, 3. Cf. DENYS, XI, 46. APP., *B. c.*, I, 74.

(6) LIV., II, 52, III, 58, XXV, 3, XXVI, 2-3. Cf. CIC., *p. dom.*, 17 § 45

(7) CIC., *p. dom.*, l. l. APP., *B. c.*, I, 74.

(8) CIC., *p. dom.*, l. l.

quitte (1). Aussi longtemps que le vote n'est pas terminé, l'accusé a le *jus exulandi* (voyez pp. 83 et 109).

Si pour quelque motif le vote ne s'achève pas ce jour-là, "*tota causa judiciumque sublatum est*" (2).

V. Il arrivait assez fréquemment que le peuple déléguaît le jugement d'un procès déterminé soit à des magistrats, soit au sénat (3) : *quaestio extraordinaria*. Le jugement en ce cas était sans appel (4).

Parfois même, pour des crimes exceptionnels, le sénat prenait l'initiative de la poursuite, en déléguant la *quaestio* à des magistrats (5); et bien que légalement la peine capitale ne put être exécutée *sine jussu populi* (6), le sénat, en des circonstances critiques, surtout à la faveur du *senatus-consultum ultimum*, s'est parfois soustrait à cette obligation (7).

L'introduction successive des *quaestiones perpetuae*, dans les derniers temps de la République, a enlevé aux comices leurs attributions judiciaires. Voyez l'organisation de la justice.

§ 3. Des comices législatifs (8).

La répartition du pouvoir législatif entre les différents comices ne fut pas marquée aussi nettement que celle des attributions électorales et judiciaires. En cette sphère, l'on doit se contenter de constater les faits historiques.

(1) CIC., de leg., III, 3. "*Quum magistratus judicasset inrogassitque, per populum multae, poenae certatio esto.*" Cf. LIV., XXV, 3.

(2) CIC., p. dom., 17 § 45. Cf. SCOL. ROB., Or. in Clod. et Cic., p. 337. VAL. MAX., VIII, 1, 4. DION CASS., XXXVII, 27. — ZUMPT, dr. cr., I, 2, 264 suiv.

(3) LIV., IV, 51, XXVI, 33-34 etc.

(4) GEIB, Procéd. crim., 387-391. WALTER, § 859, n° 200.

(5) LIV., VIII, 18, IX, 26, XXXIX, 14, XL, 19, 37, 41.

(6) POLYB., VI, 16. LIV., XXVI, 33.

(7) SALL., Cat., 55. APP., B. c., II, 6. Voyez p. 172.

(8) MARQUARDT, II, 3, 147, 158-164, 167-177. LANGE, II, 555-663. BAITER, Index legum Romanorum etc. dans l'édition de CIC. par ORELLI. Zurich, 1838. T. VIII, 3^e part., p. 117. REIN, Lex et leges (en all.) dans PAULY's Realencycl. T. IV, 952.

I. Aux *comitia centuriata*, présidés par un consul ou un magistrat extraordinaire qui le remplace, ont été soumises et votées, dès le commencement de la République jusqu'à la *lex Hortensia* (287), les *rogationes* législatives essentiellement politiques, constitutionnelles, telles que la *lex Valeria de provocatione*, la *lex Aternia Tarpeia*, la législation décenvirale ⁽¹⁾, les *leges Valeriae et Horatiae*, les *leges Publiliae Philonis*, la *lex Valeria* de 300, et enfin la *lex Hortensia* elle-même.

Depuis la *lex Hortensia* (287), l'action législative des *comitia centuriata* s'efface de plus en plus, excepté pour la *lex de bello indicendo* ⁽²⁾ et la *lex de censoria potestate* ⁽³⁾, lois qui leur furent réservées de tout temps.

La *rogatio* étant votée, pour être exécutoire, doit être ratifiée par le sénat patricien, *patrum auctoritas* ⁽⁴⁾, jusqu'à ce qu'une *lex Publica Philonis* (339 av. J.-C.) décréta : « *Ut legum, quae comitiis centuriatis ferrentur, ante initum suffragium patres auctores fierent.* » ⁽⁵⁾.

II. Dans le principe (494-449 av. J. C.), les *plebiscita*, votés par les *concilia plebis*, sous la présidence des tribuns, n'étaient obligatoires que pour la plèbe ⁽⁶⁾. Tels furent le *plebiscitum Icilium*, *Publitium Voleronis* etc.

Les *rogationes* d'un intérêt général (*actiones tribuniciae*), comme le *plebiscitum Terentium*, étaient simplement des pétitions, qui ne pouvaient acquérir de force exécutoire que par le consentement du *populus* des comices centuriates ⁽⁷⁾.

En 449 av. J.-C., une *lex Valeria Horatia* décréta :

(1) Une loi des XII Tables confirma le pouvoir législatif du peuple : « *Ut quodcumque postremum populus jussisset, id jus ratumque esset.* » Liv., VII, 17.

(2) Encore en 167 av. J.-C. les tribuns intercèdent contre un préteur qui veut porter aux *comitia tributa* une *rogatio de bello indicendo*. Liv., XLV, 21.

(3) Cic., *de leg. agr.*, II, 11.

(4) Cic., *de rep.*, II, 32, p. dom., 14 § 38, Liv., IV, 41. — Lange, I, 501, restreint la *patrum auctoritas* aux lois qui portaient des modifications à la *lex curiata de imperio*.

(5) Liv., VIII, 12. Cf. I, 17.

(6) Liv., III, 55. Gell., XV, 27. Gaj., I, 3.

(7) Cf. Liv., III, 9, 19, 24, 31, 55.

« *Ut quod tributum plebis jussisset, populum teneret* » (1). Il semble, quoique les données incomplètes que nous possédons sur le contenu de cette loi ne le disent pas, que même dès lors le plébiscite, quand il était d'intérêt général, n'avait force légale que si le sénat l'avait approuvé d'avance : *senatus auctoritas* (distincte de la *patrum auctoritas*) (2).

La *lex Publilia Philonis* (339 av. J.-C.) : « *Ut plebiscita omnes quirites tenerent* » (3), ne semble avoir été qu'une répétition de la loi précédente,

Les plébiscites les plus importants, votés de 449 à 287 av. J.-C., eurent surtout pour objets l'égalité politique de la plèbe (*plebiscitum Canuleium*, *lex Licinia de consulatu*, *plebiscitum Ogulnium*), ou ses intérêts matériels (comme les *plebiscita de aere alieno*, *de modo agrorum*). D'autres cependant diminuèrent les pouvoirs des magistrats, en transférant aux *comitia tributa* l'élection de magistrats mineurs ou extraordinaires, nommés jusque-là par les magistrats supérieurs. D'autres encore tendirent à amoindrir l'indépendance administrative du sénat.

En 287 av. J.-C., la *lex Hortensia* (4) assimila le *plebiscitum* à la *lex*, et abolit par conséquent l'obligation de la *senatus auctoritas* (5).

(1) LIV., III, 55. Cf. 67. DENYS, XI, 45.

(2) Cette opinion invoque à son appui d'abord que jusqu'à la *lex Hortensia* la tradition ne mentionne aucun plébiscite d'intérêt général, qui ait obtenu force de loi contre la volonté du sénat, tandis que ce cas se présente après la *lex Hortensia*; et ensuite que Sulla (88 av. J.-C.), voulant réduire le tribunat à son pouvoir antérieur, rétablit pour les plébiscites la *senatus auctoritas* (APP., B. c., I, 59), qui fut abolie de nouveau par la *lex Pompeia* (70 av. J.-C.). MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 205-217.

(3) LIV., VIII, 12.

(4) PLIN., XVI, 15 (10). GELL., XV, 27. GAJ., I, 3.

(5) TOPHOFF, *De lege Valeria Horatia, Publilia, Hortensia*. Paderborn, 1852. PRASCHNIK, *les lois centuriées de 305 et 415 de la ville* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. oesterr. Gymn.* Vienne, 1870. T. XXI, 397-525. — Il est impossible de préciser le contenu de ces trois lois. A en juger d'après les renseignements incomplets des auteurs anciens, elles auraient eu toutes trois pour but : *ut plebiscita omnes Quirites tenerent*. Il est cependant difficile d'admettre qu'elles aient été complètement identiques. Les principales hypothèses, émises

ce sujet, sont celles-ci : d'après NIEBUHR, *H. r.*, II, 410-415, III, 171,

Dès lors les *concilia plebis* deviennent l'organe législatif principal du peuple romain. En effet, durant les trois derniers siècles de la République, les *concilia plebis* ont eu la plus grande part à la législation, non pas seulement dans la sphère politique et constitutionnelle, mais encore dans le domaine du droit civil et criminel, et même dans celui des affaires religieuses, financières, étrangères et provinciales qui, jusque-là, avaient été de la compétence presque exclusive du sénat ⁽¹⁾.

III. Aux *comitia tributa* furent votées toutes les *leges praetoriae* (proposées par des préteurs), dont la première en date semble être la *lex Papiria* de 332 av. J.-C. ⁽²⁾.

Les consuls portaient d'abord de préférence leurs lois aux

491, les plébiscites obtinrent force légale par la *lex Valeria*, à condition d'avoir été précédés de la *senatus auctoritas* et suivis de la ratification des comices curiates (*patrum auctoritas*). La *lex Publilia* aurait aboli la *patrum auctoritas*, la *lex Hortensia*, la *senatus auctoritas*. PETER, *Epoq.*, 94, suiv., et MARQUARDT, II, 4, 117-120, 161-163, suivent NIEBUHR, sauf que d'après eux la *lex Hortensia* ne fut qu'une répétition de la *lex Publilia*, et que la *senatus auctoritas* n'aurait été abolie que par la *lex Apuleia* (100 av. J.-C.). Sur la prétendue *lex Apuleia*, voyez MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 207. — D'après WALTER, §§ 65, 67, la *patrum auctoritas* (comices curiates) et la *senatus auctoritas* furent nécessaires avant la *lex Valeria*, pour rendre les plébiscites obligatoires; la *lex Valeria* aurait aboli la première; la *lex Publilia* la seconde, et la *lex Hortensia* n'aurait fait que confirmer la valeur des plébiscites, en admettant les patriciens aux *concilia plebis*. — LANGE (I, 548-551, II, 48-53, 100-108) est d'avis que les lois en question ne se rapportent ni à la *patrum* ni à la *senatus auctoritas*, qui d'après lui n'étaient pas obligatoires pour les plébiscites, mais qu'elles ont élargi successivement la compétence législative des *concilia plebis*. — D'après MOMMSEN (*Rech. rom.*, I, 163-166, 200-201, 215-217), les auteurs anciens ont mal compris le contenu de la *lex Valeria* et de la *lex Publilia*; celles-ci n'auraient pas eu trait aux *concilia plebis*, mais aux *comitia tributa*. La première aurait autorisé les réunions tributes du *populus*; la seconde aurait accordé au préteur le droit de faire à ces comices des *rogationes* législatives. La *lex Hortensia* aurait la première donné force obligatoire aux plébiscites, en abolissant l'obligation de la *senatus auctoritas*, qui jusque-là, probablement en vertu d'une *lex centuriata*, antérieure au *plebiscitum Terentilium*, pouvait seule donner force légale aux plébiscites d'intérêt général.

(1) Voyez la compétence du sénat. En fait d'affaires étrangères, POLYB. (VI, 14) disait déjà : « καὶ μὲν περὶ συμμαχίας καὶ διακλίσεως καὶ συνθηκῶν, οὐτό; (ὁ θεός); ἔστιν ὁ βρεθάνων ἕκαστα τούτων καὶ λόγῳ ποιῶν ἢ τοῦτοκτον.

(2) Liv., VIII, 17.

comices centuriates : la première loi consulaire, votée aux *comitia tributa*, fut la *lex Manlia* de 357 (1). Plus tard, au contraire, et surtout au dernier siècle de la République, la généralité des lois consulaires furent votées par les comices tributes. Parmi les *leges dictatoriae* de Sulla même, il y eut des lois tributes (2).

De même que les lois centuriates, les lois votées aux *comitia tributa* étaient soumises à la *patrum auctoritas*, qui d'abord suivait, plus tard précédait le vote (3).

IV. En règle générale les *rogationes* législatives, avant d'être présentées soit aux *comitia centuriata* ou *tributa*, soit depuis la *lex Hortensia* aux *concilia plebis*, étaient soumises à la *senatus auctoritas*. Ce n'était cependant qu'une coutume, nullement une obligation légale (4).

Mais, après le vote, toute décision, *lex* ou *plebiscitum*, peut être cassée (*rescindi, refigi*) pour vice de forme par le sénat avec le concours éventuel du collège des augures (5).

V. La *lex* et le *plebiscitum* (6).

« *Lex est quod populus jubet atque constituit. Plebiscitum est quod plebs jubet atque constituit* » (7). Dans un sens plus

(1) LIV., VII, 16.

(2) LANGE, II, 564, 610-611. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, V. I, p. 108. La thèse contraire est défendue par ZUMPT, *dr. cr.*, II, 1, 435, ne 151.

(3) Il est vrai que CIC., *p. dom.*, 14 § 38, LIV., VI, 41, passent sous silence les *comitia tributa*, en parlant de la *patrum auctoritas*. Mais on peut y opposer LIV., I, 17, et surtout ce fait significatif que la *patrum auctoritas* est expressément mentionnée à propos de la première loi consulaire tribuite, la *lex Manlia* (LIV., VII, 16).

(4) MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 202-208. LANGE, I, 408. — L'opinion contraire est soutenue par PETER, *Epoq.*, etc., p. 95, MARQUARDT, II, 3, 6, SCHWEGLER, *H. r.*, III, 77.

(5) CIC., *de leg.* II, 8 § 21, 12 § 31, *de div.*, II, 35 § 74. — Exemples : CIC., *p. Corn. ASCON.*, 67, suiv. *de leg.*, II, 6 § 14. *p. dom.*, 15 § 40, 16 § 41. *Phil.*, V, 4 § 11, XI, 6 § 13, XII, 5 § 12 etc.

(6) RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, §§ 7, 8. REIN, *Dr. civ.*, 66-69.

(7) GAJ., I, 3. — Dans un sens générique le mot *lex* a une signification bien plus étendue, *Dig.*, I, 3, 1. Cf. RUBINO, *Rech. etc.*, I, 352 suiv. Il n'est question ici que de la *lex publica* ou *populi*. Cf. *Dig.*, XLVII, 22, 4. GAJ., II, 104. — ATEJUS CAPITO (GELL., X, 20) définit : « *Lex est generale jussum populi aut plebis, rogante magistratu*, » et oppose la *lex* aux *privilegia* (*jussa de singulis concepta*). Cf. FEST., p. 266.

restreint, tout *jussus populi*, qui ne peut s'appeler ni *creatio magistratum*, ni *judicium*, est une *lex*.

La *rogatio* est rédigée en termes très-précis par le magistrat qui la propose : *auctor, lator legis* ⁽¹⁾. Il peut pour la rédaction se faire assister de jurisconsultes ⁽²⁾. Le projet de loi est affiché en public pendant un *trinundinum* (*promulgare rogationem, legem*) ⁽³⁾. Pendant cet intervalle le projet peut être discuté dans des *contiones*. Au jour des comices, le magistrat propose son projet au peuple (*ferre legem, ferre ad populum*) ⁽⁴⁾ et le soumet à son vote (*legem rogare*) ⁽⁵⁾.

Jusqu'à ce moment le *lator legis* peut modifier la *rogatio* ⁽⁶⁾; mais du moment que le vote est commencé, elle doit être adoptée ou rejetée en bloc.

Une *lex Caecilia Didia* (98 av. J.-C.) défendit de soumettre au peuple des *rogationes*, comprenant des objets hétérogènes : *lex per saturam* ⁽⁷⁾.

La *rogatio* étant adoptée et *renuntiata*, a obtenu force exécutoire (*perferre legem, lex perlata, perrogata*).

La loi prend le nom gentile du *lator* (des *latores*) : *lex Valeria, lex Valeria Horatia*. — On les appelle aussi *leges consulares, dictatoriae, decemvirales, praetoriae, tribuniciae*, selon qu'elles ont été proposées par des consuls, dictateurs, etc.

Une loi complète (*lex perfecta*) renferme trois parties :

1° Le préambule, *praescriptio legis* ⁽⁸⁾. Exemple : *T. Quinc-*

(1) Liv., II, 56, VI, 36 etc.

(2) Plutarq., *T. Gracch.*, 9. Cic., *ad Att.*, III, 23 § 4.

(3) Cic., *p. dom.*, 16 § 41, *de leg. agr.*, II, 5 § 13. Cf. Liv., III, 9, 34, VI, 1, etc.

(4) Cic., *Phil.*, I, 9 § 21, II, 43 § 110 etc. La loi peut être proposée par les deux consuls, par plusieurs tribuns etc. En outre, d'autres magistrats peuvent l'appuyer, en signant la *rogatio* : « *adscriptores legis* ». Cic., *de lege agr.*, II, 9 § 22; in *Pis.*, 15 § 35 etc.

(5) Cic., *Phil.*, II, 29 § 72.

(6) Cic., *ad Att.*, I, 19 § 4.

(7) Cic., *p. dom.*, 20 § 53. Voyez p. 151, ne 4. — Cf. FÉST., p. 314. *Lex rep.* l. 72 dans le *Corp. Inscr. lat.*, V. I, 62 et 69.

(8) Cic., *de leg. agr.*, II, 9 § 22.

tius Crispinus consul... [... tribunus plebis] populum [plebem] jure rogavit populusque [plebesque] jure scivit in foro pro rostris aedis divi Julii pr. (k.) Julias. Tribus Sergia principium fuit; pro tribu Sex... L. f. Varro (primus scivit) (1). "

2° Le texte de la loi.

3° La sanction (2).

Une loi, sans sanction (*in qua nulla deviantibus poena sancitur*), s'appelle *lex imperfecta* (3).

Quand la sanction est incomplète, la *lex* est *minus quam perfecta* : "*quae vetat aliquid fieri, et si factum sit, non rescindit, sed poenam injungit ei, qui contra legem fecit* " (4).

" *Lex aut ROGATUR, id est fertur; aut ABROGATUR, id est, prior lex tollitur, aut DEROGATUR, id est pars primae (legis) tollitur; aut SUBROGATUR, id est adicitur aliquid primae legi; aut OBROGATUR, id est mutatur aliquid ex prima lege* (5). "

La loi reste en vigueur, tant qu'elle n'est pas abrogée, ni tombée en désuétude.

De deux lois contradictoires, portées sur le même sujet, la plus récente l'emporte (6).

Les documents authentiques (7) sont déposés à l'aera-

(1) FRONTIN., *de aquaed.*, c. 129. Cf. *lex Corn.* dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, 108. *Lex agr.*, ib., p. 79. *Lex Ant.*, p. 114. Cic., *Phil.*, I, 10 § 26.

(2) Cf. *Dig.*, XLVIII, 19, 41.

(3) MACROB., *Somn. Scip.*, II, 17.

(4) ULP., 2.

(5) ULP., 3.

(6) LIV., IX, 34 "*ubi duae contrariae leges sunt, semper antiquae obrogat nova.*"

(7) GOETTLING, 15 *documents romains* (en all.). Halle, 1845, MOMMSEN, *Sur la manière dont les Romains gardaient et publiaient les lois et les sénatus-consultes* (en ital.) dans les *Annali dell' Istit. di corrisp. arch.* Rome, 1858, p. 181-212. RITSCHL, *In leges Visilliam Antoniam Corneliam observationes epigraphicae*. Berlin, 1860.

rium, et confiés à la garde des questeurs ⁽¹⁾. Dans les premiers siècles cependant les plébiscites furent gardés par les édiles plébéiens ⁽²⁾.

L'exposition publique des lois, gravées sur des tables d'airain (*legem, tabulam figere*) ⁽³⁾, en des bâtiments publics ou en des temples, était ordinaire, mais non obligatoire.

(1) SERV., *ad Aen.*, VIII, 322. — Il semble cependant que la garde des archives laissait beaucoup à désirer (Cic., *de leg.*, III, 20 § 46), et qu'elle donnait même lieu à des fraudes (Liv., XXXIX, 4, Suet., *Aug.*, 94). Aussi une *lex Licinia Junia* (62 av. J.-C.) défendit-elle : «*ne clam aerario legem inferri liceret*». *Scol. Bob.*, p. 310.

(2) ZONAR., VII, 15. *Dig.*, I, 2, 2 § 21.

(3) Liv., III, 57, Cic., *Phil.*, I, 9 § 23, III, 12 § 30, V, 4 § 12 etc. MOMMSEN, Mémoire cité.

SECTION II. — DU SÉNAT ⁽¹⁾.

CHAPITRE PREMIER. — LA LECTIO SENATUS ET LA COMPOSITION DU SÉNAT ⁽²⁾.

La *lectio senatus* (p. 37, n° 4) passa au commencement de la République aux consuls, et aux magistrats extraordinaires qui les remplacent (dictateur, *tribuni militum cons. pot.*) ⁽³⁾.

Sous la Royauté le sénat fut exclusivement patricien. Mais les consuls de la première année de la République, quand ils complétèrent les nombreuses places que Tarquin Superbe y avait laissées vacantes, y admirent aussi des *plébéiens*. Dès lors donc le sénat se compose de *patriciens* et de

(1) MOLITOR, *Historia senatus Romani* dans la *Annales Academiae Lovaniensis*. 1822-23. v. VI. Louvain, 1826. HOFFA, *De senatu Romano, qualis liberae reipublicae temporibus fuerit*. Marbourg, 1827. ROULEZ, *Observations sur divers points obscurs*. Bruxelles, 1836, p. 1, suiv. RUBINO, *Du sénat et du patriciat* (en all.) dans ses *Recherches*, p. 144, suiv. MAGGIOLO, *Romani senatus vices ac variae componuntur aetates*. Strasbourg, 1844. CZARNECKI, *Le sénat romain* (en all.). Posen, 1849. ALBRECHT, *Le sénat romain* (en all.). Vienne, 1852. REIN, *Senatus* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* Stuttgart, 1852. T. VI. 1^{re} p., p. 996, suiv. BLUDAU, *De senatu Romano*. Berlin, 1853. F. CRAMER, *De senatus Romani prudentia*. Muenstereifel, 1862.

(2) BECKER, II, 2, 387-402. LANGE, II, 332-361. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 250-268. F. HOFMANN, *Le sénat romain de la République* (en all.). Berlin, 1847. LATTES, *De la composition du sénat romain royal, et de quelques points controversés sur sa composition du temps de la République* (en ital.) dans les *comptes-rendus dell' Istituto reale Lomb. di scienze e lettere*. Milan, 1868. 2^e série. T. I.

(3) FEST., p. 246. LIV., II, 1.

plébéiens. Les membres patriciens s'appellent *patres* ; les membres plébéiens, *conscripti* : d'où la formule *patres (et) conscripti* ⁽¹⁾.

Cependant les *patres* conservent, à l'exclusion des *conscripti*, certains privilèges et certaines attributions, dont nous parlerons plus loin.

Etaient exclus du sénat :

1° Les *libertini* et les fils de *libertini* (p. 99, n° 6).

2° Les *infames* et les *municipes sine suffragio* (p. 96, n° 1) ⁽²⁾.

3° Les citoyens qui exercent un *quaestus*. En effet « *quaestus omnis patribus indecorus* » ⁽³⁾. Aussi une *lex Claudia* (219 av. J.-C.) portait-elle : « *Ne quis senator, cuive senator pater fuisset, maritimam navem quae plus quam trecentarum amphorarum esset, haberet* » ⁽⁴⁾. Cette défense, qui du temps de Cicéron était tombée en désuétude ⁽⁵⁾, fut renouvelée par la *lex Julia repetundarum* (59 av. J.-C.) ⁽⁶⁾.

Quant aux conditions d'âge et de fortune, requises pour la dignité de sénateur :

1° L'*aetas senatoria* ⁽⁷⁾ n'est pas exactement connue ; elle semble avoir été de 27 à 30 ans ⁽⁸⁾.

2° Bien que, du temps de la République, il n'y eût point

(1) FEST., p. 254. LIV., II, 1. PAUL. DIAC., p. 41. L'origine de cette formule n'était plus généralement connue vers la fin de la République (cf. DENYS, II, 12. PLUTARQ., *Quaest. rom.*, 58. SERV., *ad Aen.*, I, 426), à tel point que *pater conscriptus* était devenu synonyme de sénateur (CIC., *Phil.*, XIII, 13). Il a été soutenu récemment que les plébéiens ne furent admis au sénat que depuis l'époque du tribunat militaire *cons. pot.* W. IHKE, *Des patres conscripti* (en all.). Leipzig, 1865, p. 19.

(2) Une *lex Cassia* (104 av. J.-C.) portait : « *Ut, quem populus damnasset cuive imperium abrogasset in senatu non esset.* » ASCON., p. 78.

(3) LIV., XXI, 63. Cf. ASCON., p. 94. Comparez CIC., *Verr.*, II, 2, 49 § 122.

(4) LIV., I, 1.

(5) CIC., *Verr.*, II, 6, 18 § 45.

(6) *Dig.*, I, 5, 3. — ZUMPT, *Dr. cr.*, II, 2, 311-314. — Sous l'Empire la défense du *quaestus* s'étendait à tous les membres de l'ordre sénatorial.

(7) CIC., *p. leg. Man.*, 21 § 61. GELL., XIV, 8.

(8) En effet telle était l'*aetas quaestoria*. Or la questure était le *primus gradus honorum*, et le moyen ordinaire de l'entrée au sénat. Comparez CIC., *Verr.*, II, 2, 49 § 122. *Lex Jul. mun.*, I, 89, suiv. dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 121.

de *census senatorius* ⁽¹⁾, cependant, en règle générale, les sénateurs étaient choisis parmi les citoyens qui possédaient au moins le cens équestre ⁽²⁾.

A part les prescriptions que nous venons d'énumérer, et qui découlaient du *mos majorum* plutôt que de la loi, les magistrats jouissaient dans la *lectio senatus* d'une complète liberté ⁽³⁾, jusqu'à ce qu'une *lex Ovinia tribunicia* ⁽⁴⁾, donnée peu de temps après les lois Liciniennes, vint porter des limites légales aux pouvoirs des magistrats, chargés de la *lectio*.

En effet la *lex Ovinia* 1° transfère la *lectio senatus* des consuls aux censeurs ; 2° elle détermine : "*ut censores ex omni ordine optimum quemque jurati in senatum legerent*" ⁽⁵⁾.

Cette loi eut pour conséquence que les magistrats curules, à savoir les consuls, les préteurs, les édiles curules (c'est dans ce sens qu'il faut interpréter *ex omni ordine* ⁽⁶⁾), obtinrent par la gestion même de leur magistrature, un certain droit à être admis au sénat à la *lectio* suivante. De plus, jusqu'à ce terme, sans être sénateurs, ils jouissent de l'exercice des droits sénatoriaux : "*Jus sententiae dicendae*" ⁽⁷⁾.

Le *jus sententiae dicendae*, qui découlait de la *lex Ovinia* pour les magistratures curules, fut étendu aux tribuns et

(1) Cf. VAL. MAX., IV, 4, 11.

(2) Cf. LIV., XXIV, 11.

(3) FEST., p. 246.

(4) La première explication satisfaisante de l'âge et du contenu de cette loi a été donnée par HOFMANN, l. l., 3-18. Cf. LANGE, II, 336. BERGK, *La lex Ovinia* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Altherthumsw.* 1848.

(5) FEST., p. 246. Le texte donne *curiati*, et a été interprété de différentes manières. MOMMSEN, l. l., reprend l'ancienne correction de URSINUS en *curiatim*, et il déduit de ce texte un rapport intime entre la composition du sénat et les trente curies. La conjecture *jurati*, qui semble être la plus satisfaisante (cf. ZONAR., VII, 19, CIC., *p. Cluent.*, 43 § 121), a été émise par MEIER, *Index scholarum in univ. Hal. habendarum*. Halle, 1844. Cf. BOOT, *la lex Ovinia chez Festus* (en néerl.) dans les *Verslagen en Mededeelingen der kon. Akad. van Wetenschappen. Afd. Letterkunde*. T. XI, p. 28-34. Amsterdam, 1868.

(6) Cf. LIV., XXII, 49, XXIII, 23. GELL., XIV, 7 § 9. Que la *lex Ovinia* n'accorda pas ce droit aux magistrats non-curules, cela résulte de GELL., III, 18 § 6, VAL. MAX., II, 2, 1.

(7) GELL., XIII, 18 § 5.

édiles plébéiens, depuis le *plebiscitum Atinium* ⁽¹⁾, aux questeurs, depuis Sulla ⁽²⁾.

Lectio senatus. — A dater de la *lex Ovinia*, la *lectio* se renouvelle à chaque recensement. Les deux censeurs, prenant pour base la liste sénatoriale de leurs prédécesseurs, en rejettent ceux qu'ils jugent indignes d'être sénateurs (*movere, ejicere senatu*) ⁽³⁾; et aux places qui sont devenues vacantes soit par les exclusions qu'ils ont faites, soit par les décès depuis la dernière *lectio*, ils choisissent de préférence, d'après la prescription de la *lex Ovinia*, les ex-magistrats, non-sénateurs, qui sont en possession du *jus sententiae dicendae* et qui leur paraissent dignes de siéger au sénat. Si quelqu'un de cette dernière catégorie est passé (*praeteritus*), il subit une flétrissure, et perd le droit d'assister encore au sénat ⁽⁴⁾. Les censeurs publient les motifs de l'exclusion ou de la *praeteritio* : *scriptio censoria* ⁽⁵⁾.

Un exemple mémorable d'une *lectio senatus* fut celle qui après la bataille de Cannes (216 av. J.-C.) fut faite par un *dictator senatui legendo* : « *Recitato vetere senatu, inde primos in demortuorum locum legit, qui post L. Aemilium C. Flaminium censores curulem magistratum cepissent, necdum in*

(1) GELL., XIV, 8. — RUBINO, *De senatorio tribunorum jure* dans la diss. *De tribunicia potestate*. Cassel, 1825, p. 43, suiv. MERCKLIN, *Le plebiscitum Atinium* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Altherthumsw.* 1846, p. 875, suiv. On n'est pas d'accord sur la date de ce plébiscite. Tandis que les deux auteurs cités lui assignent l'époque des Gracques, RUDORFF (*Ad legem Acilium de pecuniis repetundis*, Berlin, 1862, p. 444) et MOMMSEN le placent à une époque postérieure (peu avant Sulla), LANGE (II, 161-162) le fait remonter jusqu'au temps de la deuxième guerre punique. Une opinion toute différente au sujet de ce plébiscite a été soutenue par HOFMANN, l. l.

(2) Cf. LANGE, II, 342.

(3) LIV., XXXIX, 42, XL, 51, XLI, 27 etc. Cf. XXXII, 7.

(4) FEST., p. 246.

(5) LIV., XXXIX, 42. GELL., XVII, 21 § 39. ASCON., p. 84. CIC., p. Cluent., 43 § 121. Une *lex Clodia*, 58 av. J.-C., alla plus loin; elle portait : « *Ne quem censores in senatu legendo praeterirent neve qua ignominia afficerent, nisi qui apud eos accusatus et utriusque censoris sententia damnatus esset.* » ASCON., p. 9. Elle ne resta que 6 ans en vigueur. DION CASS., XL, 57.

senatum lecti essent (c'est-à-dire tous ceux qui n'avaient encore que le *jus sententiae dicendae*), *ut quisque eorum primus creatus erat; tum legit qui aediles, tribuni plebis quaestoresve fuerant : tum ex iis, qui magistratus [non] cepissent, qui spolia ex hoste fixa domi haberent aut civicam coronam accepissent* » (1).

La liste sénatoriale (*album senatorum*) est rédigée par les censeurs dans un ordre conforme à la dignité des sénateurs : 1° les *consulares*, 2° les *praetorii*, 3° les *aedilicii*, 4° les *tribunicii*, 5° les *quaestorii*, 6° les *pedarii* (2).

Parmi les *consulares* la place d'honneur est occupée par les *dictatorii* et les *ensorii*. Le premier de la liste est *princeps senatus* (3). Cette distinction purement honorifique fut de tout temps réservée aux patriciens, et même, semble-t-il, aux *patres majorum gentium* (4).

La liste, composée par les deux censeurs d'un commun accord (5), est proclamée *ex rostris* : *recitare senatum* (6), et elle est ainsi rendue définitive jusqu'à la *lectio* suivante (7).

L'édit de convocation du sénat est adressé aux « *senatores quibusque in senatu sententiam dicere licet* » (8). »

I. *Senatores* sont ceux qui se trouvent inscrits par les censeurs sur la liste sénatoriale.

(1) LIV., XXIII, 23. Le texte : *qui magistratus cepissent*, présente nécessairement une lacune. On supplée soit *non*, soit *minores*.

(2) GELL., XIV, 7 § 9. LIV., XXIII, 23. CIC., *Phil.*, XIII, 14 § 30. Sur les *pedarii* voyez plus loin.

(3) ZONAR., VII, 19.

(4) MOMMSEN, *Rach. rom.*, I, 92-94, 258-259, et du *Princeps senatus* (en all.) dans le *Rhein. Museum*, 1864. T. XIX, p. 455-457. — Le principe, mentionné par LIV., XXVII, 11 : « *Ut, qui primus censor ex iis qui viverent fuisset, eum principem legerent*, » ne put par conséquent pas être appliqué toujours, et ne le fut point.

(5) CIC., *p. Cluent.*, 43 § 122. LIV., XL, 51. APP., *B. c.*, I, 28.

(6) LIV., XXIX, 37. Cf. XXIII, 23.

(7) Ce fut un procédé exceptionnel quand Sulla fit (82-80 av. J.-C.) choisir par les comices tributes 300 sénateurs dans l'ordre équestre. APP., *B. c.*, I, 100.

(8) GELL., III, 18 § 8. Cf. LIV., XXIII, 32, XXXVI, 3. FEST., p. 339.

Le droit du sénateur consiste dans le *jus sententiae dicendae et ferendae* ⁽¹⁾, le droit de dire son avis, sur l'interrogation du président, et le droit de voter.

Cependant l'exercice de ces droits est suspendu de fait pour ceux d'entre les sénateurs qui gèrent des magistratures. Ceux qui ont le droit de présider le sénat (les consuls, préteurs, tribuns) prennent la parole (*verba facere*), quand bon leur semble, avant ou pendant les débats ⁽²⁾; les édiles, les questeurs et les autres magistrats mineurs, en leur qualité d'agents du sénat, donnent, le cas échéant, les renseignements qui leur sont demandés dans la sphère de leurs attributions ⁽³⁾; mais aucun magistrat-sénateur n'est interrogé *ordine* par le président, ni ne prend part au vote ⁽⁴⁾.

Les *senatores pedarii* ⁽⁵⁾, c'est-à-dire les sénateurs, *non honore functi*, occupent le dernier rang dans la liste sénatoriale; ils ont reçu le nom de *pedarii*, parce que, non pas de droit, mais en règle générale *sententiam in senatu non verbis dicerent, sed in alienam sententiam pedibus irent* ⁽⁶⁾.

(1) Cf. *Lex Jul. mun.*, l. 36. *Lex agr.*, l. 10.

(2) Cf. *Liv.*, VIII, 21. *Cic., Phil.*, III, 15 § 37, VIII, 4 § 14, IX, 4 § 9. *Cat.*, IV, 3 § 6. *Ad dio.*, VIII, 8 § 5-6. *Ad Quint.*, II, 1 § 2. *Cès., B. c.*, I, 3.

(3) Cf. *Liv.*, XXV, l. *Auc.*, *ad Herenn.*, I, 12 § 21. *Plutarq., Cat. min.*, 18.

(4) Tel est le résultat des recherches de HOFMANN, l. l., p. 78-104.

(5) GELL., III, 18. *Fest.*, p. 210. Cf. *Cic., ad Att.*, I, 19 § 9, 20 § 4. *Tac., Ann.*, III, 65.

(6) GELL., III, 18 § 1. — J. BECKER, *Remarques sur la composition du sénat et principalement sur les pedarii* (en all.) dans les *Hessische Gymnasialblätter*, Mayence, 1845, I, p. 39, suiv., et, *Encore un mot sur les pedarii* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Altherth.* 1850, p. 20, suiv. — Quelle est la catégorie de sénateurs, appelés *pedarii*, et en quoi se distinguent-ils des autres? Ce sont deux points controversés. Ni CICÉRON, ni TACITE, ni FESTUS ne résolvent ces questions, et AULU-GELLE se contredit si bien qu'il est impossible d'en tirer une conclusion. — Quant au premier point, nous croyons que strictement le nom de *pedarii* ne convient qu'aux *senatores, magistratu non functi* (voyez l'*Album senatorium* de CANISIUS dans ORELLI, *Inscr.*, n° 3721), mais que dans le langage ordinaire ce terme a été appliqué en général aux sénateurs qui n'occupaient pas un des premiers rangs, tels que le *gradus consularis* ou *praetorius* (cf. *Tac.* et *Cic.*, l. l.). — Quant au second point, nous ne pouvons admettre avec HOFMANN et MOMMSEN que les *pedarii* aient été privés du *jus sententiae dicendae*. Etant interrogés parmi les derniers, il est évident qu'en règle générale ils n'avaient pas l'occasion d'émettre et de motiver un avis personnel; car

II. *Quibusque in senatu sententiam dicere licet*. Ce sont :

1° Les magistrats en fonction, non-sénateurs, jusqu'aux questeurs inclusivement. Leur position au sénat est la même que celle des magistrats-sénateurs ⁽¹⁾.

2° Les ex-magistrats, non-sénateurs (cités p. 185-186), depuis leur sortie de charge jusqu'à la première *lectio*, « *qui, nondum a censoribus in senatum lecti, senatores quidem non erant, sed, quia honoribus populi usi erant, in senatum veniebant et sententiae jus habebant* » ⁽²⁾.

Le nombre normal des sénateurs, sous la République, fut de 300 ⁽³⁾. A la faveur des guerres civiles du dernier siècle, sous Sulla et César, ce nombre s'accrut hors mesure (sous César il y en a eu jusqu'à 900), et des citoyens des dernières classes, des vétérans, des affranchis, des provinciaux mêmes reçurent l'entrée au sénat ⁽⁴⁾. Sur la réforme d'Auguste, voyez l'Empire.

Insignes des sénateurs : l'*anulus aureus* (p. 103, n° 8), la *tunica laticlavia* ⁽⁵⁾ et le *calceus senatorius*, *mulleus* ⁽⁶⁾. De là *calceos mutare* signifie *devenir sénateur* ⁽⁷⁾. Cependant

la question était ordinairement épuisée avant que leur tour de parole ne vint. Mais pour leur dénier le droit de parler, il semble qu'il faudrait une preuve positive. Or nous ne l'avons pas. Le contraire résulte plutôt de TAC., l. I., de l'expression fréquemment usitée : *perrogare sententias* (p. 193) et des passages de DENYS, où il est dit que le président demandait l'avis de tous les sénateurs (XI, 28. Cf. 58, VI, 69, VII, 47). Voyez ZUMPT, *Comment. epigraphicae*, Berlin, 1850, I, p. 131, et LANGE, II, 352-354.

(1) Voyez HOFMANN, l. I., 78-104. LANGE, II, 347-348. Comparez MOMMSEN, *Les droits des munic. S. et M.*, p. 444-445.

(2) GELL., XIII, 18 § 5-6.

(3) DENYS, V, 13, FEST., p. 254, LIV., II, 1, cf. XXIII, 23.

(4) SALL., *Cat.*, 37. SUET., *Cés.*, 76, 80. GELL., XV, 4 § 3, DION CASS., XLIII, 20, 47 etc.

(5) LIV., IX, 7. HOR., *Sat.*, I, 6, 28. PLIN., XXXIII, 7 (1). Cf. IX, 63 (39). Cf. MARQUARDT, V, 2, 154-157. ALB. MUELLER, le *latus clavus* (en all.) dans le *Philologus*, t. XXVIII, 277-283 (1869). — MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 256, conjecture que dans les premiers siècles le *latus clavus* aurait apparten u aux sénateurs patriciens, l'*angustus clavus* aux plébéiens.

(6) HOR., l. I., ACR., ad h. l.

(7) CIC., *Phil.*, XIII, 13 § 28.

jusqu'aux derniers siècles de l'Empire ⁽¹⁾, la chaussure des sénateurs patriciens (*calceus patricius*) a différé du *calceus* des autres sénateurs ⁽²⁾.

Privilèges : des sièges réservés au théâtre (l'*orchestra*) depuis 194 ⁽³⁾, le *jus epulandi publice* ⁽⁴⁾, et le *jus legationis liberae* pour le sénateur qui se rendait en province, même sans mission officielle ⁽⁵⁾.

Droits spéciaux des sénateurs patriciens : 1) le *calceus patricius*, 2) la dignité de *princeps senatus*, 3) la dignité d'Interroi, 4) la *patrum auctoritas*.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DES SÉANCES DU SÉNAT. — SENATUS CONSULTUM, DECRETUM, AUCTORITAS ⁽⁶⁾.

Le *jus cum patribus agendi* ⁽⁷⁾, c'est-à-dire, le droit de convoquer le sénat (*vocare, cogere*) ⁽⁸⁾, de le présider (*habere*) ⁽⁹⁾, de lui soumettre une proposition (*referre, relationem facere*) ⁽¹⁰⁾, de demander l'avis des sénateurs (*consulere*)

(1) L'*edict. Diocl.*, IX, 6-8, mentionne encore les *calcei patricii*, les *calcei senatorum* et les *calcei equestres*. Cf. ZONAR., VII, 9, ISID., *Orig.*, XIX, 34 § 4. *Scol. ad Juv.*, VII, 192.

(2) Voyez sur ce sujet MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, p. 255, ne 7, et MARQUARDT, V, 2, 191-192.

(3) LIV., XXXIV, 44, 54. ASCON., p. 69. VAL. MAX., II, 4, 3. SUET., *Aug.*, 35. RITSCHL, *Parerga Plautina Terentianaque*. Leipzig, 1845, p. 230, suiv.

(4) SUET., *Aug.*, 35. DION CASS., LIV, 14. — MARQUARDT, IV, 293.

(5) CIC., *ad div.*, XI, 1 § 2, XII, 21, *ad Att.*, II, 18 § 3. Ce droit donna lieu à des abus (CIC., *de leg. agr.*, I, 3 § 8, II, 17 § 45) et fut restreint par une *lex Julia* (CIC., *ad Att.*, XV, 11 § 4). — ZUMPT, *dr. cr.*, II, 2, 316-317.

(6) BECKER, II, 2, 402-447. LANGE, II, 361-395. KOLSTER, *Des formes parlementaires au sénat romain* (en all.) dans le *Zeitsch. f. d. Altherthumsio.* 1842, p. 409. suiv. BIELING, *De differentia inter senatus auctoritatem, consultum et decretum*. Minden, 1846. REIN, *Senatusconsultum* (en all.) dans PAULY's *Real-encycl.* T. VI, p. 1031. HUEBNER, *De senatus populi Romani actis*. Leipzig, 1859.

(7) CIC., *de leg.*, III, 4 § 10.

(8) LIV., III, 38. CIC., *Phil.*, I, 5.

(9) GELL., XIV, 7 § 2.

(10) GELL., *ib.* § 9. LIV., XLII, 3.

et de les faire voter (*senatusconsultum facere*) ⁽¹⁾, appartient ⁽²⁾ aux consuls et aux magistrats extraordinaires qui les remplacent (*X viri leg. scrib., tribuni mil. cons. pot., Dictator, Interrex, Praefectus urbi*), ensuite aux prêteurs en l'absence ou sur l'ordre des consuls ⁽³⁾, et enfin, aux tribuns de la plèbe ⁽⁴⁾.

Le sénat est convoqué par un magistrat compétent, soit au moyen de *praecones* ⁽⁵⁾, soit par un édit, déterminant le jour et le local de réunion, parfois aussi sommairement l'ordre du jour ⁽⁶⁾.

Il y avait des jours auxquels les séances du sénat étaient interdites ⁽⁷⁾. Une *lex Pupia* défendit de réunir le sénat aux *dies comitiales* ⁽⁸⁾.

Le local de la réunion devait être un lieu inauguré (*templum*). Le local ordinaire était la *curia Hostilia* au *comitium*, et vers la fin de la République, la *curia Julia* ⁽⁹⁾. Dans certaines circonstances, par ex. pour la délibération sur

(1) GELL., ib. § 2 et 4.

(2) GELL., ib. § 4-5.

(3) Cf. LIV., XXII, 55, XXIII, 24, XXX, 21 etc. CIC., *ad div.*, X, 12 § 3.

(4) Quand les *tribuni* ont-ils obtenu le *jus referendi*? Les sources ne le disent pas. En 409 av. J.-C., ils ne l'avaient pas encore (LIV., IV, 55). Le premier exemple mentionné de l'exercice de ce droit date seulement de 216 av. J.-C. (LIV., XXII, 61). D'autres exemples se trouvent LIV., XXVII, 5, XLII, 21. CIC., *de or.*, III, 1-2. L'époque la plus probable où ils l'aient acquis est celle qui suit les lois Liciniennes (voyez HOFMANN, 127-143). Ils le possédaient en tout cas avant le *plebiscitum Atinium*. GELL., XIV, 8.

(5) LIV., III, 38. DENYS, IX, 63, XI, 4. Cf. CIC., *Cato*, 16 § 56. APP., *B. c.*, I, 25.

(6) LIV., XXVIII, 9. CIC., *ad div.*, XI, 6. *Phil.*, III, 9 § 24. Suet., *Cés.*, 23 etc.

(7) GELL., XIV, 7 § 9.

(8) Cette loi est du dernier siècle de la République; mais l'année est incertaine. Cf. CIC., *ad Quint.*, II, 2 et 13, *ad div.*, I, 4. *Cés.*, *B. c.* I, 5 etc.

(9) Cf. GELL., l.l., § 7. LIV., I, 30. — REBER, *La situation de la curia Hostilia et de la curia Julia* (en all.). Munich, 1858. A. BUCHER, *la situation du comitium et de la curia Hostilia par rapport au forum* (en all.). Berlin, 1870. — «*Est frequens in prodigiis priscorum, bovem locutum, quo nuntiato, sub dio haberi solitum.*» PLIN., VIII, 70 (45).

la concession du triomphe, le sénat se réunissait *extra pomerium*, ordinairement dans le temple de *Bellona* ⁽¹⁾.

La présence des sénateurs aux séances était obligatoire, sauf excuse légitime. Le président exerçait à l'occasion la *multae dictio* à l'égard de ceux qui étaient absents sans motifs, parfois il ordonnait d'avance une *pignoris capio* ⁽²⁾. Il arrivait même, quand des affaires importantes étaient à l'ordre du jour, que les sénateurs absents étaient rappelés et que défense était faite aux autres de s'éloigner de Rome au-delà d'une certaine distance ⁽³⁾.

Les séances n'étaient point publiques; mais les portes de la salle restaient ouvertes ⁽⁴⁾. Dans certaines circonstances exceptionnelles, les *lictors*, *viatores*, *scribae* etc. étaient exclus de la salle, et la séance était tenue à huis-clos ⁽⁵⁾ : *Senatusconsultum tacitum* ⁽⁶⁾.

La séance est présidée par le magistrat qui a fait la convocation. Avant de se rendre à la réunion, il doit "*immolare hostiam auspicarique*" ⁽⁷⁾."

La séance s'ouvre par la *relatio* du magistrat-président, c'est-à-dire par le *simple énoncé de l'ordre du jour*, des questions qui seront soumises à la délibération du sénat.

La *relatio* peut être faite au nom des deux consuls ⁽⁸⁾, des deux préteurs ⁽⁹⁾, ou de plusieurs tribuns ⁽¹⁰⁾.

Elle est conçue comme suit : "*Quod bonum, felix, faustum, fortunatumque sit populo Romano Quiritium* ⁽¹¹⁾, *referimus ad vos, patres conscripti*, — suit l'énoncé des questions à l'ordre du jour, — *de ea re quid fieri placet*."

(1) LIV., XXVI, 21, XXVIII, 9, 38 etc. Cf. III, 63.

(2) GELL., I, 1, § 10. CIC., *de leg.*, III, 4 § 11. Cf. *Phil.*, I, 5. LIV., III, 38.

(3) LIV., XXXVI, 3, XLIII, 11.

(4) PLIN., *Ep.*, VIII, 14 § 5. VAL. MAX., II, 1, 9. Cf. LIV. XXVII, 51, SUET., *Tib.*, 23. GELL., I, 23.

(5) VAL. MAX. II, 2, 1. LIV., XLII, 14. Cf. HERODIEN, VII, 10.

(6) JUL. CAP., *Gord.*, 12.

(7) GELL., XIV, 7 § 9. Cf. CIC., *ad div.*, X, 12 § 3. PLIN., *Paneg.*, 76.

(8) LIV., XXVI, 27. CIC., *Phil.*, VIII, 11 § 33.

(9) LIV., XXII, 55.

(10) CIC., *p. Sest.*, 32 § 70. *ad div.*, X, 16.

(11) Cf. LIV., XLII, 30. SUET., *Cal.*, 15.

Si la *relatio* est complexe, le principe suivi est : « *De rebus divinis prius quam humanis* »⁽¹⁾. »

La *relatio* traite : « *aut infinite de republica* »⁽²⁾, *aut de singulis rebus finite* »⁽³⁾. »

Après la *relatio*, le président peut prendre la parole soit pour donner au sénat de plus amples renseignements sur les questions à l'ordre du jour⁽⁴⁾, soit pour exposer et recommander sa propre opinion sur ce qu'il convient de faire⁽⁵⁾. Parfois même présente-t-il un projet de sénatus-consulte, rédigé d'avance⁽⁶⁾.

Le sénatus-consulte peut se faire : « *duobus modis : aut per discessionem, si consentiretur, aut, si res dubia esset, per singulorum sententias exquisitas* »⁽⁷⁾. »

I. *Senatusconsultum factum per discessionem*. Dans ce cas, après l'exposé de la *relatio* et de la solution proposée par le président (ce qui dans ce cas est nécessaire, vu que la *relatio* ne contient pas de conclusion par elle-même), le sénat, sans discussion, vote sur la proposition du président⁽⁸⁾. Cependant tout sénateur est en droit de réclamer la discussion, en disant au président : *Consule* »⁽⁹⁾.

II. *Senatusconsultum factum per singulorum sententias exquisitas* ou *per relationem*⁽¹⁰⁾.

Dans ce cas, le président demande l'avis de chaque sénateur.

(1) GELL., XIV, 7 § 9. Cf. LIV., XXII, 9, 11.

(2) Exemples : CIC., *Cat.*, III, 6 : « *Senatum consului, de summa republica quid fieri placeret.* » *Phil.*, III, 9 § 23 : « *Quum de republica relaturus fuisset.* »

(3) GELL., I. I. — Exemples : LIV., VIII, 20 : « *Senatus de Vitruvio Perennatibusque consultus.* » XLIV, 21 : « *De bello referre.* » SALL., *Cat.*, 50 : « *Consul... convocatu senatu refert, quid de iis fieri placeat, qui in custodiam traditi erant.* » Cf. VOPISC., *Tac.*, 3 : « *Referimus ad vos, P. C., quod saepe retulimus : imperator est deligendus.* » *Aurel.*, 19 : « *Referimus ad vos, P. C., pontificum suggestionem et Aureliani principis litteras.* »

(4) Cf. LIV., XXXIX, 14.

(5) Cf. LIV., VIII, 20, 20, XXXIX, 39. CIC., *Phil.*, X, 8 § 17 etc.

(6) CIC., *Phil.*, I, 1 § 3.

(7) GELL., XIV, 7 § 9. Cf. *Lex de imperio Vespasiani* dans les *Monum. leg.* de HAUBOLD, p. 222.

(8) CIC., *Phil.*, I, 1 § 3, III, 9 § 24. LIV., XLII, 3.

(9) FEST., p. 170. Cf. CIC., *ad Att.*, V, 4 § 2.

(10) GELL., I. I. § 13.

teur (*rogare, perrogare sententias*) ⁽¹⁾, en suivant l'ordre de dignité, observé dans l'*album senatorum* : *consulere ordine senatum* ⁽²⁾. « *Singulos autem debere consuli gradatim incipique a consulari gradu* ⁽³⁾. » Dans chaque *gradus* (*consularis, praetorius*) etc. ⁽⁴⁾, l'ordre à suivre dépendait du président; cependant c'était une « *consuetudo ut quem ordinem interrogandi sententias consul kal. januariis instituisset, eum toto anno conservaret* ⁽⁵⁾. »

Le *princeps senatus* était d'habitude *primum rogatus* ⁽⁶⁾. Dans les derniers siècles de la République, pendant les mois qu'il y avait des *consules designati*, ceux-ci étaient interrogés les premiers ⁽⁷⁾.

Le président demande l'avis, en s'adressant au sénateur *nominatim* ⁽⁸⁾, par exemple : *Dic, Sp. Postumi* ⁽⁹⁾.

Le sénateur, interpellé, se lève ⁽¹⁰⁾, et dit son avis (*sententiam dicere, de scripto sententiam dicere* ⁽¹¹⁾, *censeo, mihi placet, decerno*) ⁽¹²⁾, ou bien, restant assis, il déclare suivre ou suivre l'avis de tel préopinant qu'il nomme (*verbo adsentiri : Cn. Pompeio adsentior*) ⁽¹³⁾, ou sans dire mot, il se place près

(1) CIC., *Cat.*, I, 4 § 9. *Phil.*, VI, 1 § 3. *Liv.*, XXIX, 19. *Suet.*, *Aug.*, 35. *Tac.*, *Hist.*, IV, 9. Cf. *DENYS*, XI, 4, 6, 21.

(2) *Liv.*, II, 26, 28, 29 etc. — Chaque sénateur parle *suo quisque loco*. *Liv.*, XXVIII, 45. *Cic.*, *de leg.*, III, 4 § 11, 18 § 40. — « *Praetoria sententia*. » *p. Balb.*, 25 § 57. — Le *quaestorius* qui devient *aedilicius* obtient « *antiquiorum in senatu sententiae dicendae locum*. » *Ferr.*, II, 5, 14 § 36.

(3) *GELL.*, I, 1.

(4) *Cic.*, *Phil.*, XIII, 14 § 30.

(5) *Suet.*, *Caes.*, 21.

(6) *GELL.*, XIV, 7 § 9. *VARRON* y rapporte que c'était une innovation de son temps que le président interrogeait par faveur en premier lieu (*extra ordinem*) celui qu'il voulait honorer spécialement. Cf. *ib.*, IV, 10. C'était encore un grand honneur d'être interrogé *secundum, tertium* etc. *Cic.*, *ad Att.*, I, 13 § 2, *in Pis.*, 5 § 11 etc.

(7) *GELL.*, IV, 10 § 1. *Cic.*, *Phil.*, V, 13 § 35. *SALL.*, *Cat.*, 50.

(8) « *ἰς νόμαρον*; » *DENYS*, VI, 57. *Cic.*, *Ferr.*, II, 5, 64 § 142.

(9) *Liv.*, IX, 8. *Cic.*, *ad Att.*, VII, 1 § 4, 3 § 5, 7 § 7 etc.

(10) *Liv.*, IX, 8, XXVII, 34. *Cic.*, *p. Marc.*, II § 33 etc.

(11) *Liv.*, XXVIII, 45. *Cic.*, *p. Sest.*, 61 § 129.

(12) *Cic.*, *Phil.*, IX, 6 § 13, X, 11 § 25, XIV, 11 § 29, 12 § 31 etc.

(13) *Liv.*, XXVII, 34. *SALL.*, *Cat.*, 52. *Cic.*, *ad div.*, V, 2 § 9. *ad Att.*, VII, 3 § 5, 7 § 7 etc.

de celui dont il partage l'opinion (*pedibus ire in sententiam alienam*) ⁽¹⁾. L'avis exprimé n'engage pas le vote définitif ⁽²⁾.

Celui qui parlait, avait le droit de dire "*quicquid vellet aliae rei et quoad vellet*" ⁽³⁾. " Il peut donc sortir de la question (*egredi relationem*) ⁽⁴⁾, et par là soit empêcher le vote du sénat (*diem dicendo consumere, eximere, tollere*) ⁽⁵⁾, soit appeler l'attention du sénat sur une question qui n'a pas été soumise par le président (*verba, mentionem facere*) ⁽⁶⁾, et prier celui-ci d'en saisir le sénat (*postulare, flagitare ut referatur*) ⁽⁷⁾.

Les magistrats qui ont le *jus referendi* interviennent dans la discussion, quand bon leur semble (p. 188). Cette intervention peut interrompre la marche régulière de la délibération par un échange de paroles (*altercatio*), aussi bien entre les magistrats, qui assistent au sénat, qu'entre magistrats et sénateurs ⁽⁸⁾.

La *rogatio sententiarum* est suivie de la *pronuntiatio sententiarum*. Le président résume les différentes solutions proposées, et détermine l'ordre dans lequel il les soumettra au vote ⁽⁹⁾.

Si une proposition est complexe (*per saturum*), tout sénateur peut demander la division : *divide sententiam* ⁽¹⁰⁾.

Le président invite les sénateurs à voter, en disant : "*Qui hoc censetis, illuc transite, qui alia omnia, in hanc partem*" ⁽¹¹⁾.

(1) GELL., III, 18. LIV., XXVII, 34. VOPISC., *Aurel.*, 20.

(2) Cf. CIC., *ad div.*, I, 2 § 2. *Phil.*, VI, 1 § 3, XI, 6 § 15 etc.

(3) GELL., IV, 10 § 3.

(4) TAC., *Ann.*, II, 38.

(5) CIC., *Verr.*, II, 2, 39 § 96. *ad Quint.*, II, 1 § 3. *de leg.*, III, 18 § 40 etc. En effet le vote doit se faire avant le coucher du soleil.

(6) LIV., XXX, 21. CIC., *ad Att.*, I, 13 § 3. GELL., V, 17 etc.

(7) LIV., XXX, 21, XLII, 3. CIC., *p. Sest.*, 11 § 25. TAC., *Ann.*, XIII, 49.

(8) Cf. LIV., XXVIII, 40-45. CIC., *ad Att.*, I, 16 § 8-10, *ad div.*, I, 2 § 1.

(9) CIC., *ad div.*, I, 2 § 1, VIII, 13 § 2, X, 12 § 3 etc.

(10) ASCON., p. 44. *Scol. Bob.*, p. 282. Cf. CIC., *ad div.*, I, 2 § 1.

(11) FEST., p. 261. Il continue : "*His verbis praeit, ominis videlicet causa, ne dicat, qui non censetis.*" Cf. PLIN., *Epit.*, VIII, 14 § 19. CIC., *ad div.*, I, 2. CÉS., *B. g.*, VIII, 53 etc.

En effet le vote se fait par *discessio* ⁽¹⁾ : *discedere, pedibus ire in sententiam* ⁽²⁾. Exceptionnellement le sénat votait sous la foi du serment : *senatus juratus* ⁽³⁾.

Le président proclame le résultat du vote : *sine ulla varietate* ⁽⁴⁾, s'il y a unanimité, ou : *haec pars major videtur* ⁽⁵⁾, s'il y a simple majorité.

Dès que la majorité a adopté une *sententia* proposée, les autres avis concernant le même objet, ne sont plus soumis au vote ⁽⁶⁾.

Quand la *relatio* du président est terminée, les autres magistrats, qui jouissent du *jus cum patribus agendi*, peuvent à leur tour *referre ad senatum* ⁽⁷⁾.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée par le président : « *Nihil vos moramur, Patres conscripti* » ⁽⁸⁾.

Une décision du sénat, qui réunit toutes les conditions nécessaires à sa validité, s'appelle *senatusconsultum*; sinon, elle porte le nom de *senatus auctoritas* ⁽⁹⁾.

Ces conditions sont ⁽¹⁰⁾ :

1° Que le sénat ait été régulièrement convoqué.

2° Qu'il se soit réuni à un jour où il peut s'assembler,

3° Et dans un endroit inauguré : *templum* ⁽¹¹⁾.

4° Que le vote ait eu lieu « *ante exortum aut post occasum solem* » ⁽¹²⁾.

5° Qu'au vote ait pris part un nombre déterminé de sénateurs (*senatus frequens*), qui varie selon l'importance du

(1) GELL., XIV, 7 § 13. CÉS., B. G., VIII, 53. Cf. DENYS, XI, 21.

(2) LIV., III, 41, IX, 8. GELL., III, 18 etc.

(3) LIV., XXVI, 33, XXX, 40, XLII, 21 etc. Cf. TAC., Hist., IV, 41.

(4) CIC., p. Sest., 34 § 74. Cat., III, 6 § 13.

(5) SÉNÈQ., De vit. beat., 2. Cf. LIV., XXVI, 33.

(6) PLIN., Epit., VIII, 14 § 22. Cf. CIC., ad div., I, 2 § 1, VIII, 13 § 2 etc.

(7) CIC., Phil., VII, 1 § 1. ad Quint., II, 1 § 2. ad div., I, 2 § 2 etc.

(8) JUL. CAP., M. Aur., 10.

(9) DION CASS., LV, 3. Cf. LIV., IV, 57. CIC., ad div., I, 7 § 4 etc.

(10) DION CASS., LV, 3.

(11) GELL., XIV, 7 § 7.

(12) GELL., XIV, 7 § 8. Les séances de nuit n'ont lieu qu'en des circonstances exceptionnelles. DENYS, IX, 63, XI, 20. MACROB., Saturn., I, 4.

décret (100, 150, 200 etc.) ⁽¹⁾. Si le sénat est *infrequens* ⁽²⁾, tout sénateur peut empêcher le vote, en disant au président : *numera senatum* ⁽³⁾.

6° Qu'il n'y ait point eu d'intercession ni d'un tribun de la plèbe ⁽⁴⁾, ni de ceux « *qui eadem potestate, qua ii, qui senatusconsultum facerent, majoreve essent* » ⁽⁵⁾.

Le sénatus-consulte est rédigé après le vote par le président assisté d'un certain nombre de sénateurs ⁽⁶⁾ : *perscribere, facere senatusconsultum* ⁽⁷⁾.

Exemple de rédaction : *S. C. de Asclepiade Polystrato* (78 av. J.-C.).

« *Cos.* (suivent les noms des deux consuls et d'un préteur), *mense Maio*.

Q. Lutatius Q. f. Catulus cos. senatum consuluit a. d. XI k. jun. in comitio.

Scribundo adfuerunt (suivent les noms de trois sénateurs). *Quod Q. Lutatius Q. f. Catulus cos. verba fecit* (suit le résumé du discours prononcé par le consul après sa *relatio*) : *de ea re ita censuerunt*. Suit alors le texte du décret. En bas du texte se trouve la lettre C (*censuere*), pour marquer qu'il n'y a pas eu d'opposition de la part des tribuns ⁽⁸⁾.

(1) *Sc. de Bacch.*, 6, 9, 8 dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 43. Liv., XXXIX, 18, XLII, 28. Ascon., p. 57-58.

(2) Cf. Liv., II, 23, XXXVIII, 44. Cic., *ad div.*, VIII, 5 § 3.

(3) Fest., p. 170. Cic., *ad Att.*, V, 4 § 2.

(4) Depuis quand les tribuns ont-ils le *jus intercessionis* contre les sénatus-consultes? Cette question, comme toutes celles qui concernent le développement de la *potestas tribunitia*, ne peut être résolue que par la constatation des faits historiques. Or l'exercice de ce *jus intercessionis* se trouve positivement mentionné depuis l'époque qui suit la législation décemvirale. Liv., IV, 6, 43, 50. DENYS, XI, 54. Voyez HOFMANN, p. 121-125.

(5) GELL., I. I. § 6. Cf. App., *B. c.*, II, 11. Liv., XXX, 43, XXXVIII, 42.

(6) Cf. Cic., *Cat.*, III, 6 § 13; *ad div.*, XV, 6.

(7) GELL., XIV, 7 § 4 et 6. Cic., *Cat.*, III, 6 § 13.

(8) *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 110-111. Nous ne possédons plus le texte latin de la *praescriptio* de ce sénatus-consulte. Nous avons reproduit la traduction latine faite par MOMMSEN sur le texte grec. Cf. *Sc. de Bacch.*, ib., p. 43, et *Sc. de Tib.*, ib., p. 107. FRONTIN., *De aquaed.*, c. 100, 104, 106 etc. GELL., XV, 11. — Cf. VAL. MAX., II, 2, 7.

" *Senatus* DECRETUM a consulo Aelius Gallus sic distinguit, ut id dicat particulam quandam esse senatusconsulti, ut cum provincia alicui decernitur, quod tamen ipsum senatusconsulti est " (1).

La *senatus auctoritas* était sans force obligatoire ; en règle générale cependant elle était rédigée (2), éventuellement avec la souscription du nom du tribun qui avait intercédé (3).

La garde des sénatus-consultes, qui primitivement avait appartenu aux consuls, fut confiée en 449 av. J.-C. aux édiles plébéiens (4) ; elle passa aux questeurs depuis que les archives furent déposées à l'*aerarium* (5).

CHAPITRE TROISIÈME. — DE LA COMPÉTENCE DU SÉNAT.

Des deux attributions essentielles du sénat royal, l'*auctoritas* (la ratification des élections et des lois), et le *consilium* (la délibération sur les intérêts administratifs de l'Etat), la première resta au pouvoir exclusif des sénateurs patriciens (*patres*), tandis que la seconde devint l'attribution essentielle des *patres conscripti* ou du sénat patricio-plébéen.

Dans le cours de la République, l'importance de l'*auctoritas* s'effaça peu à peu, tandis que celle du *consilium* augmentait sans cesse (6), si bien que pendant les grands siècles le *senatus (patres conscripti)* a occupé la place prépondérante dans le gouvernement romain. Aussi les formules solennelles des actes publics portaient-elles ordinairement : *senatus populusque Romanus* (7).

(1) FEST., p. 339.

(2) DION CASS., LV, 3, XLII, 23. CIC., *ad div.*, I, 2 § 4.

(3) Des exemples de *senatus auctoritates* : CIC., *ad div.*, VIII, 8.

(4) LIV., III, 55.

(5) Cf. LIV., XXIX, 4. SUET., *Aug.*, 94 etc.

(6) MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 250-251.

(7) Cf. LIV., X, 7, 44, XXI, 40, 41. CIC., *Phil.*, V, 13 § 56 etc.

§ I. Des attributions du sénat patricien.

La patrum auctoritas et l'interregnum (1).

1° *La patrum auctoritas* (2). Les élections faites aux *comitia centuriata* et *tributa*, les lois votées aux *comitia curiata*,

(1) MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 218-249.

(2) Les différentes hypothèses émises au sujet de la *patrum auctoritas* reposent sur l'interprétation du mot *patres*.

I. D'après NIEBUHR, I, 374, BECKER, II, 1, 316-331, MARQUARDT, II, 3, 6, 184, suiv., LANGE, I, 266-268, 350-352, II, 45-48, les *patres*, ce sont tous les patriciens, c'est-à-dire les *comitia curiata*. En fait d'élection, la *patrum auctoritas* s'identifie avec la *lex curiata de imperio*. Cette opinion est adoptée par PETER (*Époq.* etc., p. 14 17), avec cette différence qu'il admet une double *patrum auctoritas*, celle du sénat qui précède, celle des comices curiates qui suit le vote. WALTER (§ 23, n° 55-56, § 41, n° 16, § 66) suit PETER, mais en faisant de la *lex curiata de imperio* un troisième acte, indépendant de la double *patrum auctoritas*. Voyez aussi SCHWEGLER, *H. r.*, II, 155-173.

II. D'après d'autres (c'était l'opinion qui prévalait avant NIEBUHR), les *patres*, c'était le sénat patricio-plébien.

III. HUSCHKE (*Constit. de Serv. T.*, p. 403-414) et MOMMSEN (l. l.) soutiennent que les *patres*, dont il s'agit ici, sont les seuls *senatores patricii*. Cf. RUBINO, *Rech.*, I, 86, suiv.

Le mot *patres* est usité par les auteurs anciens dans la triple acception, par laquelle il a été interprété dans les trois systèmes (voyez p. 29). Quelle interprétation est la vraie dans l'expression *patres auctores*?

I. Les *patres*, est-ce le peuple patricien, réuni en comices? Remarquons d'abord que l'identité de la *patrum auctoritas* et de la *lex curiata de imperio* est purement conjecturale. Elle n'est affirmée par aucun auteur ancien; elle ne résulte pas davantage, comme on l'a prétendu, de la comparaison de deux textes de CICÉRON (*de leg.*, agr., II, 11 § 26, et *p. Planc.*, 3 § 8); car CICÉRON mentionne ailleurs expressément les deux actes comme distincts : « *Regem alienigenam* [Numam] *PATRIBUS AUCTORIBUS sibi ipse populus ascivit... Qui...quamquam populus curiatis eum comitiis regem esse jusserrat, tamen ipse de suo imperio curiatam legem tulit.* » *De Rep.*, II, 13. Ensuite, la *patrum auctoritas* était encore une formalité officielle du temps de CICÉRON (*p. dom.*, 14 § 38) et de TITE-LIVE (I, 17). Or, d'après l'un comme d'après l'autre, les lois curiates sont soumises à la *patrum auctoritas* : « *Ita populus Romanus neque... habebit... neque auctores centuriatorum et curiatorum comitorum.* » *Cic.*, l. l. « *Nec centuriatis nec curiatis comitiis patres auctores fiant.* » *Liv.*, VI, 41. Par conséquent la *patrum auctoritas* relève d'un autre pouvoir que de ces comices. Quant à DENYS, ses assertions concernant cette question sont tellement contradictoires qu'elles ne sauraient témoigner ni pour l'une ni pour l'autre hypothèse. Cf. MOMMSEN, l. l., 235, n° 26. LANGE, I, 266.

centuriata et tributa, ne sont valables (*rata*) *nisi patres auctores facti sint* ⁽¹⁾, c'est-à-dire à moins que le sénat patricien n'ait examiné et validé la constitutionnalité de ces décisions ⁽²⁾. L'*auctoritas* suivait d'abord le vote du peuple jusqu'à ce que la *lex Publilia Philonis* (p. 176) et la *lex Maenia* (p. 168) eurent décrété qu'elle devait le précéder. Ainsi modifiée, elle subsista jusqu'à la fin de la République ⁽³⁾.

2° L'*interregnum* ⁽⁴⁾. « *Quando consul magisterve populi, nec reliqui magistratus nec erunt* » (par exemple : si les deux consuls ou tous les tribuns consulaires abdiquent pour motif

Enfin, le terme même d'*auctoritas* semble exclure l'intervention du *populus* : *populus jubet, vetat* ; on ne dit pas de lui, *auctor est* ; sa décision s'appelle *lex*, mais non *auctoritas*. CICÉRON dit formellement : « *Potestas in populo, auctoritas in senatu.* » *de leg.*, III, 12 § 28.

II. Que si les *patres auctores* ne sont pas les patriciens réunis en comices, est-ce alors le sénat qui exerce l'*auctoritas patrum* ? Cela est démenti par des passages formels comme ceux de LIV., VI, 41, 42, et CIC., *p. dom.*, 14 § 38. D'ailleurs, fréquemment au lieu de *patres auctores*, l'on trouve *patricii auctores*.

III. Il résulte de ce qui précède, que la seule hypothèse admissible est celle qui soutient que les *patres* sont les sénateurs patriciens. Et c'est là en effet leur nom officiel, quand on les oppose aux *conscripti* ou sénateurs plébéiens (p. 184). Cette hypothèse se concilie aussi bien avec le terme *auctoritas* qu'avec les textes cités de CICÉRON et TITE-LIVE.

La seule objection sérieuse que l'on puisse élever contre cette hypothèse, c'est que les anciens, au lieu de *patres auctores*, ne disent pas rarement *patricii auctores*, par exemple : LIV., VI, 42, SALL., *Fragm. hist.*, I, III, p. 234 Gerl., GAI., I, 3. Il y a là une inexactitude d'expression ; mais elle servait peut-être à mieux distinguer les sénateurs patriciens de l'ensemble des *patres conscripti* qui eux s'appelaient aussi, dans le langage ordinaire, *patres* tout court. Ce qui prouve d'ailleurs que *patricius* était usité en ce sens, c'est que PLUTARQUE regarde le mot *patricius* comme le synonyme primitif de *senator* (*Rom.*, 13. Cf. *Num.*, 2. *Quaest. rom.*, 58). — Sur les séances du sénat patricien, nous n'avons pas de détails spéciaux ; tout porte à croire que les formalités étaient en tout point conformes à celles du sénat patricio-plébéien. MOMMSEN, I, I., 244.

(1) CIC., *de rep.*, II, 32 : « *Populi comitia ne essent rata, nisi ea patrum approbavissent auctoritas.* »

(2) En effet de tous les passages où la *patrum auctoritas* est spécialement mentionnée (LIV., III, 59, VI, 42, VII, 16, CIC., *Brut.*, 14 § 55), il ressort que ce n'est que pour inconstitutionnalité que les décisions du peuple pouvaient être cassées par les *patres*. MOMMSEN, I, I., 239-244.

(3) LIV., I, 17.

(4) Voyez p. 35, n° 4. Ajoutez-y SCHWEGLER, *H. r.*, I, 656, WALTER, § 57.

religieux, "*ut auspicia de integro repeterentur*" (1), "*AUSPICIA PATRUM SUNTO*" (2) *ollique ex se PRODUNTO, qui comitiatu creare consules rite possit*" (3). — La fonction d'interroi était gérée, jusqu'après l'élection des consuls (4), par les sénateurs patriciens, qui se succédaient tous les cinq jours dans un ordre déterminé par le sort. Le dernier exemple de l'interrègne est de 52 av. J.-C. (5).

§ 2. Des attributions du sénat patricio-plebéien (6).

I. Intervention du sénat dans l'exercice du pouvoir législatif, électoral et judiciaire.

Rappelons d'abord que toute décision des comices ou *concilia plebis*, élection, loi ou jugement, peut être cassée pour vice de forme, par le sénat, le cas échéant, sur un décret des augures (7).

Rappelons aussi que généralement, mais non obligatoirement, les *rogationes* législatives, avant d'être proposées au vote du peuple, sont soumises à la délibération du sénat (8).

(1) LIV., V, 17. Cf. 31, VI, 5, VIII, 3, 17. DENYS, IX, 69 etc.

(2) D'après BECKER, SCHWEGLER, LANGE, WALTER les *patres* sont les comices curiates; d'après RUBINO et MOMMSEN, le sénat patricien. Ici encore, bien que souvent le mot *patricii* remplace celui de *patres* (LIV., III, 40, IV, 7, 43, cf. VI, 41), nous préférons suivre l'opinion de MOMMSEN. D'abord le terme *prodere*, qui est ici l'expression consacrée, semble exclure l'idée d'élection. Ensuite les auteurs anciens sont d'accord à attribuer au sénat royal l'exercice de l'inter-règne après la mort de Romulus (p. 35, n° 5); or cette tradition ne s'expliquerait pas, si elle était en contradiction absolue avec la pratique républicaine. Enfin d'après les auteurs grecs (DENYS, VIII, 90, IX, 14, XI, 20, 62, APP., B.C., I, 98) le sénat est chargé de l'inter-règne, même du temps de la République. C'est une erreur; car CICÉRON dit de l'Interroi : "*Et ipsum patricium esse, et a patricio prodi necesse est.*" *p. dom.*, 14 § 38. Mais la source de cette erreur s'explique facilement, si l'on adopte le système de MOMMSEN, mais non dans l'autre hypothèse.

(3) CIC., *de leg.*, III, 3 § 9.

(4) Voyez p. 35, n° 6, 7. — Il y a des exemples où l'élection n'est faite que par le 11^e Interroi. LIV., VII, 21.

(5) ASCON., *in Mil.*, p. 2. DION CASS., XL, 49.

(6) BECKER, II, 2, 447-455. LANGE, II, 395-417.

(7) Voyez p. 169, 173, 179.

(8) Voyez p. 179. Cf. 177, n° 2.

En outre, 1° *en fait de législation*, le sénat accorde à des particuliers la dispense des lois : *legibus solvere* ⁽¹⁾.

2° *En fait d'élection* :

a) Il charge, quand les circonstances l'exigent, un des consuls de nommer un dictateur ⁽²⁾, ou, dans les derniers siècles de la République, il accorde aux consuls un pouvoir quasi-dictatorial par le *senatusconsultum ultimum* (p. 172).

b) Depuis 444 jusqu'à 366 av. J.-C., le sénat a décidé annuellement si les comices centuriates devaient élire pour l'année suivante des consuls ou des tribuns consulaires ⁽³⁾.

3° *En fait de juridiction* ⁽⁴⁾, en dehors de l'intervention extraordinaire du sénat dans la justice criminelle, relative aux citoyens (p. 175),

a) Jusqu'à la loi judiciaire de C. Gracchus (123 av. J.-C.) les sénateurs eurent seuls le droit d'être inscrits sur l'*album judicum* des *quaestiones perpetuae* ⁽⁵⁾.

b) Le sénat est le juge compétent des sujets ou alliés italiens, en cas de trahison ou de défection, ou encore en cas de crimes d'une gravité exceptionnelle ⁽⁶⁾. Cependant, en règle générale, il délègue le jugement à une *quaestio extraordinaria*, composée des consuls ou d'autres magistrats *cum imperio* ⁽⁷⁾.

II. *Pouvoir administratif du sénat*. Ce pouvoir résume en trois chefs : 1) culte, 2) finances, 3) affaires étrangères, colonies et provinces.

Dans cette triple sphère, les sénatus-consultes ont une

(1) WURM, *De jure legibus solvendi*, Hambourg, 1837. — Cic., *p. leg. Man.*, 21 § 62, *ad Att.*, I, 16 § 13. ASCON., *in Corn.*, p. 57-58. D'après celui-ci la dispense des lois, faite par le sénat, devait être ratifiée anciennement par le peuple (cf. Liv., X, 13, XXV, 5 etc.), mais dans la suite le sénat se serait affranchi de cette restriction.

(2) Cic., *de leg.*, III, 3 § 9. Cf. Liv., IV, 57, IX, 7 etc.

(3) DENYS, XI, 60. Liv., IV, 7, 12, 25, 36, 42, 55 etc.

(4) WALTER, § 830. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 101. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 2, 366-375, II, 1, 19-24. DIRKSEN, *De la juridiction criminelle du sénat* (en all.) dans ses *Civilist. Abhandl.*, Berlin. 1820. T. I, 93.

(5) POLYB., VI, 17. Voyez plus haut p. 116.

(6) POLYB., VI, 13.

(7) Liv., IX, 26, X, 1 etc.

force obligatoire analogue à celle des lois. Il est vrai qu'à la rigueur les magistrats, pouvoir exécutif, sont indépendants du sénat et pourraient en droit strict se refuser à veiller à l'exécution de ses décrets; ce qui le prouve, c'est que le sénat, s'adressant à des magistrats, ne se sert pas de formules impératives, mais ajoute à ses ordres les mots : *si ei*, ou *eis videbitur* ⁽¹⁾; cependant il y a peu d'exemples que les magistrats et même les consuls ne se soient pas conformés à la volonté du sénat ⁽²⁾. C'est que d'abord le sénat disposait de différents moyens indirects pour agir sur des magistrats récalcitrants : refus de fonds publics, *appellatio* des tribuns, dictature, etc. Ensuite un magistrat, annuel et responsable, devait craindre d'entrer en lutte avec un pouvoir collectif, composé surtout d'anciens magistrats, l'élite des citoyens, tous hommes influents et qui pour la plupart conservaient la dignité sénatoriale pendant toute leur vie. C'est là même, ce semble, le secret de cette immense puissance que le sénat a exercée de fait pendant la République.

1° *Culte*. Le sénat veille à ce que le culte public et privé du peuple romain soit observé conformément aux prescriptions antiques ⁽³⁾. Le *Sc. de Bacchanalibus* est célèbre ⁽⁴⁾.

Après la consultation préalable des collèges de prêtres compétents, tels que les pontifes, les augures, les *X (XV) viri sacris faciundis* etc., et de concert avec eux, il adopte des cultes étrangers (*ritus graecus*) dans la religion nationale ⁽⁵⁾; il décrète des *supplicationes* et des sacrifices aux dieux pour la réussite des entreprises du peuple ⁽⁶⁾, ou pour expier des sacrilèges commis ou pour apaiser le courroux divin, annoncé par des prodiges ⁽⁷⁾; le cas échéant, il ordonne aux *X viri* de consulter à cet effet les *libri Sibyllini* ⁽⁸⁾;

(1) Cf. CIC., *Phil.*, III, 15 § 39, VIII, 11 § 33. LIV., XXXI, 4 etc.

(2) Voyez LIV., XXVI, 16. Cf. IV, 26, V, 9 etc.

(3) Cf. LIV., IV, 30, XXV, 1, XXXIX, 16 etc.

(4) LIV., XXXIX, 18. et *Corp. Inscr. lat.*, V. 1, p. 43. Cf. VAL. MAX., I, 3.

(5) Exemples : LIV., XXV, 12, XXI, 14.

(6) LIV., XXXI, 5, 8 etc.

(7) Cf. LIV., XXVIII, 11. Voyez le *Sc. de hastis Martiis*. GELL., IV, 6 § 2.

(8) Cf. DION CASS., XXXIX, 15. DENYS, IV, 62 etc.

il ordonne la célébration d'actions de grâce et de jeux publics pour des événements heureux ⁽¹⁾; il accorde l'honneur de l'*ovatio* ou du *triumphus* aux généraux vainqueurs etc. ⁽²⁾.

2^o *Finances*. Le sénat administre les propriétés et le trésor de l'Etat romain ⁽³⁾.

Il veille à l'entretien des bâtiments publics, routes, aqueducs etc. ⁽⁴⁾.

Le trésor public (*aerarium*), confié à la garde des questeurs, est sous sa haute administration (*aerarii dispensatio*) ⁽⁵⁾. Il ordonne aux questeurs la rentrée des sommes dues à l'*aerarium*, et décrète, le cas échéant, la perception du *tributum* ⁽⁶⁾.

Les consuls, quand'ils sont à Rome, peuvent puiser dans l'*aerarium*, sans l'autorisation du sénat; hormis ce cas, aucun argent du Trésor ne peut être livré par les questeurs sans mandat du sénat ⁽⁷⁾.

Le sénat fixe et donne les fonds nécessaires pour les expéditions militaires, jeux publics, sacrifices etc. ⁽⁸⁾.

Il alloue aux magistrats, et surtout aux censeurs, des sommes déterminées pour l'entreprise de travaux publics ou autres services ⁽⁹⁾.

Il modifie, et casse au besoin, les contrats d'adjudication, soit des impôts (*vectigalia*), soit des travaux publics, conclus par le ministère des censeurs ⁽¹⁰⁾.

(1) CIC., *Cat.*, III, 6 § 15. DENYS, V, 57 etc.

(2) POLYB., VI, 15. — Sur les conditions requises pour obtenir l'honneur du triomphe, cf. LIV., XXXIX, 29. VAL. MAX., II, 8. — BECKER, II, 2, 79-82. MARQUARDT, III, 2, 446-454. GOELL, *De triumphi Romani origine, permisso, apparatu, via*. Schleiz, 1854.

(3) POLYB., VI, 13-15, 17. — HOTTENROTT, *A qui appartenait dans l'Etat romain le droit d'imposition et de disposition du trésor public?* (en all.) Emmerich, 1862.

(4) *Lex agr.*, 11-13, dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 79-80. Cf. p. 90. FRONTIN., *De aquaed.*, 100, 104, 106, 108, 125, 127.

(5) CIC., *in Vat.*, 15 § 36.

(6) POLYB., l. I. LIV., XXII, 31.

(7) POLYB., VI, 13.

(8) POLYB., VI, 15. LIV., XXV, 12 etc.

(9) POLYB., VI, 13. LIV., XL, 46, XLIV, 16 etc.

(10) POLYB., VI, 17. Cf. LIV., XXXIX, 44. CIC., *ad Att.*, I, 17 § 9 etc.

3° Affaires étrangères, provinces et colonies.

Le sénat est le représentant du peuple romain dans tous les rapports internationaux; il reçoit les délégués étrangers, et négocie avec eux la conclusion de traités ou de conventions⁽¹⁾.

En cas de guerre, il détermine le nombre des légions qui devront être levées par les consuls, et le contingent à fournir par les alliés⁽²⁾.

Il divise les *provinciae* ⁽³⁾ en *consulares* et *praetoriae* (*provincias nominare, decernere*) ⁽⁴⁾; il les accorde parfois *extra sortem* ou *extra ordinem*⁽⁵⁾, et décrète, le cas échéant, la *prorogatio* ou *propagatio imperii* ⁽⁶⁾ (*pro consule, pro praetore*), ou confère l'*imperium* à un *privatus* ⁽⁷⁾. Sans sé-

(1) POLYB., VI, 13. CIC., in *Vat.*, 15 § 35-36.

(2) Voyez p. 84, n° 8.

(3) Le mot *provincia* est employé ici dans son sens primitif, à savoir : un commandement militaire à exercer sur un théâtre déterminé de la guerre (par exemple *Hernici provincia*, LIV., VII, 11, *provincia Etruria*, ib., X, 11 etc.). De là ce mot a reçu la signification plus générale d'une attribution publique déterminée (*provincia urbana*, juridiction du préteur urbain, LIV., XXIV, 9), et, plus tard, le sens géographique de *province*. Cf. CIC., *Verr.*, II, 2, 1 § 2. On ne s'accorde pas sur l'étymologie du mot. PAUL. DIAC., p. 236, dit : « *Provinciae appellantur, quod populus Romanus eas provicit, id est ante vicit.* » Mais cette étymologie ne convient pas au sens primitif du mot. Cf. BECKER, II, 2, 115, n° 252. TH. MOMMSEN, *Provincia* dans *La question de droit dans le conflit entre César et le sénat* (en all.), Breslau, 1857.

(4) LIV., XXI, 17, XXV, 3, XXVI, 1, 28, XXVII, 8 etc. CIC., in *Vat.*, 15 § 36.

(5) LIV., III, 2, VIII, 16, XXXVII, 1 etc.

(6) POLYB., VI, 15. Le premier exemple date de 323 av. J.-C. LIV., VIII, 23, 26. Cf. IX, 42, X, 16, XXV, 1, XXVI, 1, 23, XXVII, 8 etc.

(7) LIV., III, 4, XXVI, 1, 2, XXX, 27 etc. — A parler strictement, l'*imperium* en ce cas, de même que dans la *prorogatio imperii*, devait être conféré par une *lex curiata*. Cf. CIC., *ad Att.* IV, 16 § 12, 18 § 2, *ad div.*, XV, 9 et 14. Il semble cependant que dans certaines circonstances la *prorogatio imperii* a eu lieu, sans intervention de la *lex curiata de imperio*. Cf. CIC., *ad div.*, I, 9 § 25. LANGE, II, 163-163. MOMMSEN, *La lex curiata de imperio* (en all.) dans le *Rhein. Mus.*, 1858, p. 565. — Le proconsul, le propréteur et le *privatus cum imperio* ne peuvent exercer l'*imperium* que dans la *provincia* qui leur est attribuée (*Dig.*, I, 16, 1). Par le fait même qu'ils rentrent à Rome, leur *imperium* cesse. « *Proconsul portam Romanam ingressus deponit imperium.* » *Dig.*, I, 16, 16. Cf. LIV., XXVI, 9, 21, XLV, 35. De plus, l'*imperium* peut leur être élevé par le peuple ou par le sénat avant le terme fixé. LIV., XXVII, 20, 21, XXIX, 19 etc.

natus-consulte le général ne peut licencier son armée ⁽¹⁾.

La guerre étant finie, le sénat ou ses *legati*, ordinairement au nombre de dix, traitent avec les délégués étrangers sur les conditions du *foedus* ⁽²⁾, ou bien, si la guerre a été suivie de la soumission complète de l'ennemi, les *legati senatus* donnent au pays conquis une organisation provinciale d'après les bases, fixées par un sénatus-consulte (*in provinciae formam redigere*) ⁽³⁾.

Le sénat est le pouvoir suprême pour tout ce qui concerne le gouvernement des colonies, municipales et provinces ⁽⁴⁾.

Dans la seconde moitié de la République le pouvoir administratif du sénat subit certaines restrictions; en effet les *concilia plebis* obtinrent ou s'arrogèrent le droit de ratifier ou d'annuler par un plébiscite les sénatus-consultes relatifs au culte ⁽⁵⁾, aux finances ⁽⁶⁾, et, surtout aux affaires internationales (p. 178, n° 1) et à la conduite de la guerre, *prorogatio imperii* ⁽⁷⁾, collation de l'*imperium* à un particulier ⁽⁸⁾ etc.

(1) CIC., *in Pis.*, 20 § 47.

(2) LIV., II, 25, XXX, 37, 43, XXXIII, 13, 30 etc.

(3) LIV., XLV, 17-18. APP., *Pun.*, 135. *Hisp.*, 99. POLYB., XXII, 7, XL, 9, 10 etc.

(4) LIV. VIII, 14, IX, 20, XXVII, 9-10, XL, 43. *Epist. ad Tib.* dans le *Corp. Inscr. lat.*, V. I, p. 107. CIC., *Verr.*, II, 2, 49 § 121-122.

(5) Cf. LIV., XXII, 10. CIC., *p. dom.*, 49-50 etc.

(6) Cf. LIV., XXVII, 11, XLII, 19. CIC., *Verr.*, II, 3, 6 § 12 etc.

(7) LIV., VIII, 23, X, 22, XXVI, 2 etc.

(8) Il n'y a même guère d'exemple que cette collation se soit faite, sans que le sénatus-consulte ait été soumis au vote du peuple.

SECTION III. — DES MAGISTRATURES.

CHAPITRE PREMIER. — PARTIE GÉNÉRALE.

§ 1. De la division et du pouvoir des magistratures ⁽¹⁾.

La division la plus générale des magistratures ⁽²⁾ républicaines est celle en ordinaires et extraordinaires.

Ordinarii sont, d'après l'ordre de leur institution, les consuls et les questeurs, les tribuns et les édiles plébéiens, les censeurs, les préteurs et les édiles curules, et le *XXVI viratus*.

Extraordinarii (*extra ordinem creati*), d'abord trois magistratures qui remontent à la royauté, l'*interrex*, le *custos urbis* et les *II viri perduellionis*; en second lieu le *dictator* et le *magister equitum*; ensuite les *X viri legibus scribundis* et les *tribuni militum consulari potestate*; enfin certaines commissions extraordinaires.

Les magistratures sont *patriciennes* ou *plébéiennes* ⁽³⁾, d'après qu'elles sont créées *auspicato* ou *inauspicato* ⁽⁴⁾. Sont élus *inauspicato*, les tribuns et les édiles plébéiens.

(1) BECKER, II, 2, 1-11, 57-87. LANGE, I, 583-594.

(2) Le mot *magistratus* désigne et la fonction et le fonctionnaire. Il est dérivé de *magister* : « *magistri... dicuntur, quia omnes hi magis ceteris possunt; unde et magistratus, qui per imperia potentiores sunt, quam privati.* » PAUL. DIAC., p. 126. Cf. ib. p. 152. *Dig.*, L, 16, 57. Comparez VARR., *de l. l.*, V, 14.

(3) LIV., II, 34, 56, III, 39, 59, VI, 11, 38, 41, IX, 33 etc.

(4) LIV., VI, 41. Voyez p. 164, ne 2, 166 suiv.

Les magistratures patriciennes se subdivisent en *majores* et *minores*, selon qu'elles ont le *jus auspiciorum majorum* ou *minorum* ⁽¹⁾.

Les magistratures patriciennes majeures (dictature, censure, consulat, préture) et l'édilité curule, en raison de certains privilèges honorifiques, s'appellent *curules*. Toutes les autres sont *non-curules* ⁽²⁾.

Le consulat et la préture parmi les ordinaires, la dictature, le décemvirat législatif et le tribunat consulaire parmi les extraordinaires, sont des *magistratus cum imperio*; les autres magistratures sont *sine imperio*.

Les proconsuls, les propréteurs et les *privati cum imperio* ne sont pas au nombre des *magistratus* (p. 205, n° 7).

De même que la royauté, les magistratures républicaines étaient *électives*, à l'exception de l'*interrex*, du *custos urbis*, du *dictator* et du *magister equitum*.

Mais elles se distinguaient de la royauté par les caractères suivants :

1° Elles ne sont point rétribuées, *honores* ⁽³⁾. *Honorem, magistratum gerere*.

2° Elles sont *temporaires*. Les magistratures ordinaires, hormis la censure, sont annuelles ⁽⁴⁾.

3° Elles sont organisées en *collèges*, et par là soumises à intercession : *par potestas plus valet* ⁽⁵⁾. — Il n'y a d'exception que pour certaines magistratures extraordinaires, dont la dictature est la plus importante.

4° Elles sont responsables devant le peuple ⁽⁶⁾, les magistratures majeures après leur gestion, les autres même

(1) GELL., XIII, 15. Voyez p. 166, et p. 212.

(2) Voyez BECKER, II, 2, 77. LANGE, I, 593.

(3) LIV., XXVI, 36.

(4) LIV., II, 1, CIC., *Brut.*, 14 § 53.

(5) CIC., *de leg.*, III, 4.

(6) POLYB., VI, 14. — LABOULAYE, *Essai sur les lois criminelles des Romains concernant la responsabilité des magistrats*. Paris, 1845. MENN, *De accusatione magistratum Romanorum comment. hist.* Bonn, 1845. Cf. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 2, 148-150, 220-225. *Proc. crim.*, 70-78.

pendant leurs fonctions (1). Le privilège de l'irresponsabilité a appartenu à la dictature (2), à la censure en ce qui concernait la *potestas censoria* (3), et au tribunat du peuple (4).

Les magistrats, en leur qualité d'élus du peuple, participent à la *majestas* du peuple (5). Celui qui ne respecte pas cette *majestas* commet un *crimen minuae majestatis* (6). « *Majestatem minuere est de DIGNITATE aut AMPLITUDINE aut potestate populi aut EORUM QUIBUS POPULUS POTESTATEM DEDIT, aliquid derogare* (7). »

En raison de cette *majestas*, les citoyens doivent aux magistrats certaines marques de respect : *assurgere, decedere de semita, adaperire caput, descendere ex equo* (8). De même les magistrats inférieurs doivent de la déférence aux magistrats supérieurs (9).

Les pouvoirs des magistrats se résument en deux termes : *potestas* et *imperium*.

I. *Potestas*. Il faut distinguer entre la *potestas* propre,

(1) Cf. POLYB., VI, 15. GELL., XIII, 12, 13. LIV., IV, 44, XLII, 6. L'histoire fournit, il est vrai, plusieurs exemples que non-seulement les consuls et les préteurs dans l'exercice de leurs fonctions (DENYS, X, 34, LIV., XLII, 21, Ep., XLVII, PLUTARQ., *Tib. Gr.*, 10 etc.), mais aussi des dictateurs (LIV., VI, 38) et des censeurs (LIV., XXIV, 43, etc.), voire des tribuns du peuple (VAL. MAX., VI, 1, 7; 5, 4, PLUT., *Marc.*, 2, *Tib. Gr.*, 12, APP., *B. c.*, I, 13) ont été poursuivis devant les *concilia plebis* par les tribuns du peuple : mais c'étaient là plutôt des abus du pouvoir tribunitien que des procédés légaux.

(2) « Ἀρχὴν... ἀνυπεύθυνον ὡς ἐν βουλευσέσῃ καὶ πράξει. » DENYS, V, 70. Cf. VII, 56. APP., *B. c.*, II, 23. ZONAR., VII, 13.

(3) DENYS, XVIII, 19. LIV., IV, 24, XXIV, 43, XXIX, 37. VAL. MAX., VII, 2, 6.

(4) DENYS, IX, 44. Cf. LIV., V, 29. L'irresponsabilité des tribuns était une conséquence naturelle de leur inviolabilité. Voyez le *Tribunal*.

(5) « *Populi quam consulis majestatem vimque majorem esse.* » LIV., II, 7. Cf. GELL., XIII, 13 § 3. — MUENSCHER, *De populi Romani majestate*. Hanau, 1838.

(6) WALTER, § 303. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 33, II, § 111. REIN, *Dr. crim.*, 504-528.

(7) CIC., *de inv.*, II, 17 § 53. Cf. *de or.*, II, 39 § 164.

(8) SÉNÈQ., *Epit.*, LXIV. GELL., II, 2 § 13. LIV., IX, 46, XXIV, 44 etc.

(9) DENYS, VIII, 44. Cf. DION CASS., XXXVI, 24.

spécifique de chaque magistrat, et les droits de la *potestas*, communs à tous les magistrats (1).

Ces droits communs sont :

1° Le *jus edicendi*. En vertu de ce droit le magistrat publie, dans la sphère de ses attributions, des *edicta*, ayant force obligatoire pendant la durée de sa *potestas* (2).

2° Le *jus multae dictionis* (*judicium*), qui sert de sanction au *jus edicendi* (3). Voyez p. 172-173.

3° Le *jus habendi contionem*, limité par le *jus avocandi contionem* des magistrats supérieurs. Voyez p. 150.

4° Le *jus servandi de coelo*. Voyez p. 154.

II. *Imperium* (4). Ce pouvoir comprend :

1° le haut commandement militaire *suis auspiciis* (*imperium, sine quo res militaris administrari, teneri exercitus, bellum geri non potest*) (5), et

2° le pouvoir judiciaire, surtout en matière criminelle (6).

Pour l'exercice de la juridiction civile (*jurisdictio contentiosa*) l'*imperium* n'est pas requis; car elle compète aussi à des magistrats sans *imperium*, par exemple aux édiles curules.

L'*imperium* confère en droit le *jus vitae et necis*, et si l'exercice de ce droit n'est pas restreint par le *jus provocationis* (p. 170), l'*imperium* s'appelle *merum*. « *Merum est imperium, habere gladii potestatem ad animadvertendum in facinorosos homines* » (7).

Cependant même quand il n'est pas *merum*, il permet au magistrat de punir les citoyens de la prison ou de certains châtiments corporels (8).

(1) REIN, *Magistratus* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. IV, 1846, p. 1431.

(2) GAJ, I, 6.

(3) CIC., *de leg.*, III, 3 § 6 et 10.

(4) RUBINO, *Recherches* etc., I, 365-375. WALTER, §§ 689-691. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II § 4. REIN, *Dr. civ.*, 854-857.

(5) CIC., *Phil.*, V, 16 § 45. Cf. *de leg. agr.*, II, 12 § 30. LIV., V, 52 etc. — L'*imperium* militaire est exercé dans toute sa plénitude seulement *extra pomerium*. GELL., XV, 27.

(6) Cf. DION CASS., XXXIX, 19.

(7) *Dig.*, II, 1, 3. Cf. I, 21, 1 § 1.

(8) *Dig.*, I, 2, 2 16, II, 4, 2. CIC., *de leg.*, III, 3 § 6.

Comme *insignia imperii* ⁽¹⁾, les magistrats *cum imperio* sont accompagnés de *lictors*, portant les *fascès*, et, en cas d'*imperium merum*, les *fascès cum securi* ⁽²⁾.

« *Imperium minus praetor, majus habet consul* » ⁽³⁾. De même que les magistrats *cum imperio* peuvent contraindre les magistrats sans *imperium*, à l'exception des tribuns, ainsi le *majus imperium* l'emporte sur le *minus* ⁽⁴⁾.

III. Il y a en outre certains droits, qui découlent soit de l'*imperium*, soit aussi de la *potestas*, mais qui n'appartiennent qu'à un certain nombre de magistrats. Ce sont :

1° Le *jus agendi cum populo* ou *cum plebe* ⁽⁵⁾.

2° Le *jus agendi cum patribus* ⁽⁶⁾.

3° Le *jus vocationis populi virilim* ou *vocandi absentem* ⁽⁷⁾ et

4° Le *jus prensionis* ou *prendendi praesentem* ⁽⁸⁾.

« *In magistratu habent alii vocationem, alii prensionem, alii neutrum; vocationem, ut consules et ceteri, qui habent imperium; prensionem, ut tribuni plebis et alii, qui habent viatorem; neque vocationem neque prensionem, ut quaestores et ceteri, qui neque lictorem habent neque viatorem. Qui vocationem habent, idem prendere, tenere, abducere possunt, et haec omnia, sive adsunt quos vocant sive acciri jussurunt* » ⁽⁹⁾.

Le *jus prensionis* est cependant limité par l'inviolabilité du domicile ⁽¹⁰⁾.

(1) CIC., *de rep.*, II, 31 § 55. Cf. LIV., I, 8.

(2) CIC., l. I. LIV., II, 18, XXIV, 9. DENYS, V, 19 etc.

(3) GELL., XIII, 15 § 4.

(4) POLYB., VI, 12. VAL. MAX., II, 8, 2. LIV., III, 55, VIII, 36, XXVII, 5, XXX, 24.

(5) Voyez pp. 151, 155, 156, 163. Cf. p. 150, n° 5.

(6) Voyez p. 190-191.

(7) GELL., XIII, 12 § 4, 13 § 4.

(8) GELL., l. I.

(9) VARR., cité par GELL.; ib. § 6.

(10) « *Domus... hoc perfugium est ita sanctum omnibus, ut inde abripi neminem fas sit.* » CIC., *p. dom.*, 41 § 109. Cf. in VAL., 9 § 22.

IV. Droit spécial des *magistratures patriciennes* : *Jus auspiciorum* ⁽¹⁾.

C'était un principe du droit public romain, que tout acte important, posé par un magistrat au nom du peuple, devait se faire *auspicato*, c'est-à-dire après que la divinité, consultée préalablement selon les rites prescrits, eut exprimé son assentiment par des signes favorables : "*ut nihil belli domique.. nisi auspicato gereretur, concilia populi, exercitus vocati, summa rerum, ubi aves non admisissent, dirimerentur*" ⁽²⁾..

Dans les premiers siècles de la République, la consultation se faisait de préférence *ex avibus*, plus tard *e tripudiis* ⁽³⁾.

Le droit de consulter la volonté divine sur des actes publics (*jus auspiciorum*) n'appartient qu'aux *magistratures patriciennes*; à défaut de magistratures patriciennes ⁽⁴⁾, le *jus auspiciorum* fait retour aux *patres* (sénat patricien) ⁽⁵⁾.

La consultation des *auspicia* se compose de deux actes : l'observation des signes (*spectio*) et leur interprétation (*nuntiatio*) ⁽⁶⁾.

Le magistrat, investi du *jus auspiciorum*, peut accomplir, en certains cas, les deux actes (par ex. pour la nomination d'un dictateur, en campagne etc.) ⁽⁷⁾; mais en règle générale, il se fait assister d'un augure.

En ce cas le magistrat a la *spectio*; l'augure, la *nuntiatio* (*in auspicium adhiberi, in auspicio esse*) ⁽⁸⁾. Le magistrat, en

(1) MARQUARDT, II, 3, 68-73, 84-86, IV, 348-349. WALTER, § 152. RUBINO, *Recherches* etc., I, 34, suiv.

(2) LIV., I, 36. Cf. VI, 41 : *Auspiciis hanc urbem conditam esse, auspiciis bello ac pace, domi militiaeque omnia geri, quis est qui ignoret?* » CIC., *de leg.*, II, 8 : *« Quique agent rem duelli, quique popularem, auspicium praemonento, ollique obtemperanto. »* Cf. LIV., VIII, 30, XXII, I, XLV, 12. Voyez p. 151, n° 8. SCHWEGLER, *H. r.*, I, 667.

(3) Voyez le § qui traite du collège des augures.

(4) Voyez p. 164, n° 2, 207, n° 4, 208, n° 1.

(5) CIC., *de leg.*, III, 3 § 9. LIV., VI, 41. Voyez p. 201, n° 2.

(6) GROSSER, *De spectatione et nuntiatione*. Breslau, 1851.

(7) LIV., VIII, 23, IX, 38, etc. Cf. CIC., *Phil.*, II, 32 § 81. Sur le passage de FESL., v. *Spectio*, p. 333, qui diffère de CICÉRON, voyez GROSSER, l. I., p. 18 suiv.

(8) GELL., XIII, 15, CIC., *de div.*, II, 34, *de rep.*, II, 9 § 1^r. Cf. VARR., *de l. l.*, VI, 8, p. 258; 9, p. 273 Sp.

observant les signes, pose à l'augure des questions auxquelles celui-ci doit répondre ; par exemple, s'il s'agit d'une consultation *e tripudiis* : " *Mag. Q. FABI, TE MIHI IN AUSPICIO ESSE VOLO.* — *Aug. AUDIVI.* — *Mag. DICITO, SI SILENTIUM* ⁽¹⁾ *ESSE VIDEBITUR.* — *Aug. SILENTIUM ESSE VIDETUR.* — *Mag. DICITO SI PASCUNTUR.* — *Aug. PASCUNTUR* ⁽²⁾. "

Le magistrat est obligé de se soumettre à l'interprétation de l'augure ⁽³⁾. Si les auspices sont défavorables, l'acte ne peut être posé ce jour-là (*obnuntiatio*) ⁽⁴⁾.

On distingue entre le *jus auspicioꝝ majorum* ou *maximorum*, et le *jus auspicioꝝ minorum*. Parmi les magistratures ordinaires les *auspicia majora* appartiennent aux consuls, préteurs, censeurs, bien que les *auspicia censorum* soient spécifiquement différents de ceux des consuls et des préteurs ⁽⁵⁾ ; les *auspicia minora*, aux autres.

Or, quand différents magistrats consultent les *auspicia* à la fois sur le même acte à poser, "*majora auspicia magis rata sunt quam aliorum*" ⁽⁶⁾. "

V. Insignes et privilèges des *magistratures curules* : la *sella curulis* ⁽⁷⁾, la *toga praetexta* ⁽⁸⁾, et l'entrée dans la *nobilitas* (p. 113).

Comme les magistrats ont reçu leur pouvoir par une délégation directe du peuple, ils sont indépendants dans la

(1) FEST., p. 348 : " *Hoc est proprie silentium, omnis vitii in auspiciis vacuitas.* "

(2) CIC., *de div.*, II, 34.

(3) CIC., *de leg.*, II, 8 § 20, III, 4 § 11.

(4) DONAT., *ad TER. Ad.*, IV, 2, 8.

(5) " *Ideo neque consules aut praetores censoribus neque censores consulibus aut praetoribus turbant aut retinent auspicia ; at censores inter se, rursus praetores consulesque inter se et vitiant et optinent.* " MESSALLA cité par GELL., XIII, 15, § 4.

(6) GELL., XIII, 15 § 7. Cf. VAL. MAX., II, 8, 2. SERV., *ad Ann.*, III, 374, IV, 102.

(7) GELL., III, 18. CIC., *p. Rab. Post.*, 7 § 16. OVID., *Pontiq.*, IV, 9, 27. RICH., *Dictionn. des ant. rom. et grecq.*, au mot *sella*, n° 2.

(8) CIC., *p. Cluent.*, 56 § 155. FERR., II, 5, 14 § 36. LIV., VII, 1 etc. RICH., au mot *toga*, n° 2.

sphère de leurs attributions. La République romaine n'a pas connu l'unité centralisatrice de l'administration moderne. Cependant le droit public romain avait créé des garanties nombreuses contre les abus, qui auraient pu résulter de cette indépendance des magistrats. Ce sont :

1° Le *jus majoris imperii* ⁽¹⁾.

2° le principe : *par majorve potestas plus valet* ⁽²⁾.

3° Le principe de la supériorité des *auspicia majora* sur les *minora*.

4° L'*auxilium* et l'*intercessio* de la *potestas tribunicia*.

5° La responsabilité des magistrats.

6° La *potestas censoria*, exercée même contre les actes administratifs des magistrats.

7° Le pouvoir modérateur du sénat, et

8° Comme moyen suprême, la dictature.

§ 2. *Du jus honorum et de la petitio. L'entrée en charge et l'abdication des magistrats* ⁽³⁾.

Depuis l'admission des plébéiens aux magistratures patriciennes (p. 60), l'exercice du *jus honorum* n'exige plus que les conditions suivantes : *civitas*, *ingenuitas* et *ingenuitas parentum* (p. 99), et un service militaire de *decem stipendia* ⁽⁴⁾.

Sont en outre privés du *jus honorum*, les *municipes sine suffragio* et les *infames* (p. 96, n° 1).

De plus, les plébéiens sont exclus des fonctions d'interroi (p. 201, n° 2), les patriciens n'ont pas accès aux magistratures plébéiennes, et depuis la *lex Licinia de consulatu* (367) ⁽⁵⁾

(1) Liv., XXX, 24.

(2) Cic., de leg., III, 4.

(3) BECKER, II, 2, 11-57. LANGE, I, 595-611. RUBINO, *De la transmission des magistratures* (en all.), dans ses *Recherches* etc. p. 13-106.

(4) Πολιτικὴν δὲ λαβεῖν ἄρχην οὐκ ἔξεστιν οὐδενὶ πρότερον, ἐάν μὴ δίκαια στρατείας ἐκυσίους ᾗ τετελεσμένος. POLYB., VI, 19. Voyez p. 85, n° 4, 87, n° 6.

(5) « Consulunque ulique alter ex plebe crearetur. » Liv., VI, 34, 42. « Quia duos patricios [consules] creari non liceret. » Ib., XXVII, 34, XXXIX, 32. Cependant dans les premiers temps la *lex Licinia* ne fut point toujours observée. Liv., VII, 17, 18, 19, 22 etc.

et une *lex Publilia Philonis* (339) ⁽¹⁾, ils ne peuvent plus prétendre qu'à une seule place de consul et de censeur (*"in unum locum petere"*) ⁽²⁾, restriction qui n'existait pas pour les plébéiens ; en effet un plébiscite de 342 portait *"Ut liceret consules ambos plebeios creari"* ⁽³⁾.

En 460 av. J.-C. un décret du sénat portait : *"Magistratus continuari... contra rempublicam esse"* ⁽⁴⁾.

En 342 : *"Plebiscitis cautum, ne quis eundem magistratum intra decem annos caperet, neu duos magistratus uno anno gereret"* ⁽⁵⁾. Ces dispositions légales ne s'appliquent qu'aux magistratures ordinaires ⁽⁶⁾.

En 265 une *lex Marcia* défendit de gérer la censure plus d'une fois ⁽⁷⁾, et, vers l'époque de la troisième guerre punique, une loi analogue fut faite pour la gestion du consulat ⁽⁸⁾.

La *lex Villia annalis* ou *annaria* ⁽⁹⁾ (180 av. J.-C.) déterminait : *"quot annos nati quemque magistratum peterent caperentque"* ⁽¹⁰⁾. *Actas legitima* ⁽¹¹⁾.

Le contenu positif de cette loi nous est complètement inconnu ; d'après les belles recherches de NIPPERDEY, basées

(1) *"Ut alter utique ex plebe... censor crearetur"* LIV., VIII, 12.— LANGE, II, 44-45.

(2) LIV., XXXV, 10, 24.

(3) LIV., VII, 42. Ce ne fut cependant qu'en 172 av. J.-C. qu'il y eut pour la première fois deux consuls plébéiens. (LIV., XLII, 9. *Fast. Capit.* dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, 1, p. 437). La première censure exclusivement plébéienne est encore plus récente. LIV., *Epit.*, LIX.

(4) LIV., III, 21.

(5) LIV., VII, 42.

(6) LANGE II, 41-43. Cf. LIV., X, 13, XXXIX, 39.

(7) PLUTARQUE, *Coriol.*, 1. Cf. VAL. MAX., IV, 1, 3. LIV., XXIII, 23.

(8) LIV., *Epit.*, LVI. FEST., p. 242. CAT., *Or.*, 36, p. 55, JORD.

(9) WEX, *Des leges annales des Romains* (en all.) dans le *Rhein. Mus.* 1845, p. 276-288. NIPPERDEY, *les Leges annales de la Rép. rom.* (en all.). Leipzig, 1865.

(10) LIV., XI, 44. — *"Annaria lex dicebatur ab antiquis ea, qua finiuntur anni magistratus capiendi."* PAUL. DIAC., p. 27. Cf. CIC., *Phil.*, V, 17 § 47. TAC., *Ann.*, XI, 22. CIC., *De or.*, II, 65 § 261 parle d'une *lex Pinaria annalis*, sur laquelle nous n'avons aucune donnée.

(11) LIV., XXV, 2.

sur les données historiques des derniers siècles de la République, elle aurait stipulé les conditions suivantes :

1^o Le citoyen peut briguer les magistratures après avoir fait *decem stipendia*, c'est-à-dire, à l'âge de 26 ou 27 ans, ou dès l'âge de 30 ans, à condition d'avoir fait 3 *stipendia equestria* ou 6 *pedestria*. Depuis Sulla ce dernier âge devient le *minimum*.

2^o Il faut l'intervalle d'un *biennium* (1) entre l'exercice de deux magistratures différentes, sauf pour la censure.

3^o Pour être admis à la préture, le minimum d'âge est la 35^e, pour le consulat la 38^e année (2).

Le citoyen qui parvient à une magistrature à son *aetas legitima*, et surtout celui qui l'exerce, un *biennium* après la magistrature précédente, gère la magistrature *suo anno* (3).

La *lex Cornelia de magistratibus* (81 av. J.-C.) interdit la préture à celui qui n'est pas *quaestorius*, le consulat à celui qui n'est pas *praetorius* (4). « *Certus ordo magistratuum* » (5).

En vertu d'une *lex Valeria* de la 1^{re} année de la Rép. (6), tout citoyen qui jouit du *jus honorum*, et qui remplit les conditions, introduites successivement par les lois susmentionnées (7), peut se porter candidat aux magistratures (*petitio, petere magistratum, petitor*).

A cet effet il est tenu de poser deux actes officiels :

(1) Cic., *ad div.*, X, 25.

(2) Depuis Sulla le citoyen qui voulait parcourir tout le cercle des magistratures, et qui les obtenait toutes *suo anno*, parvenait à la questure dans sa 31^e année, au tribunat dans la 34^e, à l'édilité dans la 37^e, à la préture dans la 40^e et au consulat dans la 43^e année. (Cf. Cic., *Phil.*, V, 17 § 48).

(3) Cic., *de off.*, II, 17 § 59, *de leg. agr.*, II, 2, *Brut.*, 94 § 323, *ad div.*, X, 25, *p. Mil.*, 9 § 24.

(4) App., *B. c.*, I, 100. Cf. 101. — Lange, III, 152.

(5) Cic., *de leg. agr.*, II, 9 § 24.

(6) Plutarq., *Poplic.*, 11. Tac., *Ann.*, XI, 22. Cf. Liv., IV, 3.

(7) Des dispenses de ces conditions peuvent être accordées pour des motifs spéciaux (*solvere legibus*). Cic., *Acad. pr.*, II, 1, *p. leg. Man.*, 21 § 62. Liv., XXXIX, 39. Voyez p. 902, n° 1. Un autre principe généralement observé, c'est que le président des comices ne pouvait pas être à la fois candidat. Liv., III, 35, VII, 25, XXVII, 6 etc.

1° La *professio nominis* ⁽¹⁾, ou la déclaration publique, que l'on se porte candidat à une magistrature déterminée : *proferi se petere*. Elle est faite au *forum* par le candidat ou son mandataire, ordinairement après l'édit de convocation, par conséquent un *trinundinum* avant le jour de l'élection ⁽²⁾.

2° La *petitio* proprement dite ⁽³⁾ est faite par le candidat ou son mandataire, auprès du magistrat, présidant les comices, dans la *contio* qui précède immédiatement l'élection.

Ce n'est que depuis 62 av. J.-C. que la présence du candidat à Rome, à la *professio nominis* et à la *petitio*, devint obligatoire ⁽⁴⁾.

Il est permis au magistrat-président de refuser la *petitio* d'un candidat et de déclarer *se rationem non habere* ⁽⁵⁾, *nomen non accipere* ⁽⁶⁾, et que pour le cas où ce candidat aurait néanmoins la majorité des suffrages : *se eum non renuntiaturum* ⁽⁷⁾. Or, la *renuntiatio* était une condition nécessaire à la validité de l'élection.

L'intervalle entre la *professio nominis* et la *petitio* est consacré par les candidats à la brigue électorale ⁽⁸⁾ : *ambitus*, *ambitio* ⁽⁹⁾. Revêtu d'une *toga candida* ⁽¹⁰⁾ (*candidatus*), accompagné d'une nombreuse troupe d'amis et de clients, qui

(1) « Παρρησία » APP., B. c., II, 8.

(2) « Proferi intra legitimos dies. » SALL., *Catil.*, 18. Cf. MACROB., *Satur.*, I, 16. LIV., VII, 22, XXVI, 18.

(3) ASCON., p. 89. Or.

(4) Cf. *Scol. Bob.*, p. 302. Or. APP., B. c., II, 8. SUET., *Cés.*, 18. Cf. CIC., *de leg. agr.*, II, 9 § 24. L'on ne sait quelle loi a introduit cette disposition. — LANGE, III, 368.

(5) LIV., III, 64, VII, 22, VIII, 15.

(6) CIC., *Brut.*, 14 § 55. LIV., XXVII, 6, XXXIX, 39. « *Nomen recipere.* » Ib., X, 15.

(7) VELL. PAT., II, 92. Cf. LIV., III, 21. VAL. MAX., III, 8, 3.

(8) TROPLONG, *Les élections consulaires à Rome dans la Revue contemp.* Paris, 1856, p. 257-482. ROULEZ, *Sur les mœurs électorales de Rome*. Gard, 1858. REIN, *Ambitus* dans PAULY'S *Realencycl.* T. I.

(9) *Ambitus circumitus* (VARR., *de l. l.*, V, 4). *Ambitio est ipsa actio ambientis*. PAUL. DIAC., p. 16. De là *ambitus* a reçu dans la suite le sens de *corruption électorale*.

(10) Un plébiscite de 452 av. J.-C. avait ordonné : « *ne cui album in vestimentum addere petitionis liceret causa* » (LIV., IV, 25); mais il n'eut point d'effet.

viennent le saluer de bon matin chez lui (*salutatores*), et lui font cortège partout où il se rend (*assectatores, deductores*) ⁽¹⁾, le candidat se promène au *forum*, et tâche par ses manières affables de capter la bienveillance des électeurs (*prensare, volitare, concursare, appellare. Nomenclator*) ⁽²⁾. A côté de ces démarches licites, il y avait d'autres moyens, qui tendaient à la corruption, telles que la coalition de deux candidats (*coitio*) pour faire échouer la candidature d'un troisième (*ad deiciendum honore*) ⁽³⁾, la distribution de bons pour le théâtre ou pour des festins, faite par des *suffragatores* ⁽⁴⁾, les tournées électorales dans les campagnes (*fora et conciliabula*), plus tard dans toute l'Italie ⁽⁵⁾. On alla plus loin. Les voix des électeurs furent achetées par l'intermédiaire des *sequestres*, entre les mains desquels le candidat déposait l'argent nécessaire à cet effet, et des *divisores*, qui le distribuaient ⁽⁶⁾. *Sodalitates, sodalicia*, clubs politiques électoraux ⁽⁷⁾.

Leges de ambitu ⁽⁸⁾. La première fut la *lex Poetelia* (358), dirigée contre les démarches électorales dans les *fora et conciliabula* ⁽⁹⁾. Parmi les lois suivantes on cite surtout :

Une *lex Cornelia*, dont l'âge est incertain. Elle privait

(1) Q. CIC., *de pet. cons.*, 9. CIC., *p. Mur.*, 34 § 71. Dans le dernier passage l'auteur parle d'une *lex Fabia de numero sectatorum*.

(2) LIV., III, 35, 1V, 6 etc. Sur le *nomenclator* voyez CIC., *p. Mur.*, 36 § 77, *ad Att.*, IV, 1.

(3) LIV., III, 35, VII, 32, IX, 26, XXXIX, 41. ASCON., p. 83.

(4) « *Tribus, centurias conficere.* » CIC., *p. Planc.*, 18 § 45. *p. Mur.*, 34 § 72, 36 § 77. Q. CIC., *de pet. cons.*, 5 et 11.

(5) CIC., *ad Att.*, I, 1 § 2. *Phil.*, II, 30 § 76. HIRTIUS, *B. g.*, VIII, 50.

(6) CIC., *p. Planc.*, 18-19. Q. CIC., *de pet. cons.*, 5 et 14. *Scol. Bob.*, 253. WEISMANN, *De divisoriis et sequestribus ambitus ap. Rom. instrumentis*. Heidelberg, 1831.

(7) TH. MOMMSEN, *De collegiis et sodalitatibus Romanorum*. Kiel, 1843.

(8) WALTER, § 815. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 32. REIN, *Dr. crim.*, 701-733. ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 2, Berlin, 1869, p. 217-234, 245-268, 367-404. RISKES, *De crimine ambitus et de sodaliciis apud Romanos tempore liberae reipublicae*. Leiden, 1854.

(9) LIV., VII, 15.

les *damnati ambitus* du *jus honorum* pendant 10 ans ⁽¹⁾.

Une *lex Calpurnia* de 67 av. J.-C. « *et pecunia multavit et in perpetuum honoribus jussit carere damnatos* » ⁽²⁾. »

Une *lex Tullia* de 63 av. J.-C. ⁽³⁾. Elle développe la *lex Calpurnia*, défend entr'autres aux candidats de donner des festins publics à tout le peuple ou des jeux de gladiateurs ⁽⁴⁾, et elle ajoute aux pénalités de la *lex Calpurnia* un *exilium* de 10 ans ⁽⁵⁾.

Une *lex Licinia de sodaliciis* de 55 av. J.-C., dirigée spécialement contre la « *decuratio tribulium* » ⁽⁶⁾. »

Le candidat proclamé s'appelle *designatus*. En vertu de son élection, il est déjà investi de la *potestas*, à l'exception de la *potestas censoria* des censeurs, qui est conférée par une *lex centuriata* spéciale (p. 168, n° 7).

De même l'*imperium* est conféré *nominatim* par une *lex curiata* ⁽⁷⁾.

(1) *Scol. Bob.*, p. 361. RUDORFF la met en 181 av. J.-C. (LIV., XL, 19), WALTER en 159 (LIV., *Epit.*, XLVII). MOMMSEN, suivi par RINKES et ZUMPT, l'attribue à Sulla.

(2) *Scol. Bob.*, p. 361. Cf. DION CASS., XXXVI, 21. CIC., *p. Mur.*, 23 § 46. — LANGE, III, 208.

(3) CIC., *p. Mur.*, 2 § 3, in *Val.*, 15 § 37. — LANGE, III, 239.

(4) CIC., *p. Mur.*, 32 § 67, in *Val.*, 15 § 37. *Scol. Bob.*, p. 309.

(5) DION CASS., XXXVII, 29. CIC., *p. Mur.*, 23 § 47.

(6) CIC., *p. Planc.*, 15 § 36, 18 § 45. *Scol. Bob.*, p. 253. DION CASS., XXXIX, 37. — LANGE, III, 331-332.

(7) Voyez pp. 156, 168 et 210. — L'*imperium* était-il accordé en règle générale, après l'élection, mais avant l'entrée en charge, sur la *rogatio* du magistrat en fonctions, comme le veulent LANGE et BECKER, ou bien ne fut-il jamais accordé qu'après l'entrée en charge, sur la *rogatio* même du magistrat qui devait en être investi, comme le soutient RUBINO (*Recherches* etc., p. 351, suiv.) ? La question n'est point résolue. La seconde hypothèse est seule possible, quand le *designatus* entre en charge *exemplo*, aussitôt après son élection. Cf. LIV., IX, 38-39. — Il semble que les consuls et les préteurs recevaient l'*imperium* par des lois distinctes (FEST., p. 50) ; mais la *lex de imperio consulari* faisait aussi mention des *magistratus minores*, et légitimait en quelque sorte leur pouvoir : « *Minoribus creatis magistratibus tribulis comitis magistratus, sed justus curiatz datur lege.* » GELL., XIII, 15 § 4. Cf. CIC., *de leg. agr.*, II, 11 § 27. — Dans les derniers temps de la République, les tribuns intercédaient fréquemment contre la *lex de imperio* (CIC., *ib.*, 12 § 30). L'importance qui était attachée, encore à cette époque, à la formalité de cette *lex curiata*, est démontrée par des passages comme ceux de DION CASS., XLI, 43, et CIC., *ad Att.*, IV, 18 § 2.

Cependant jusqu'à l'entrée en charge du *designatus*, sa *potestas* et son *imperium* sont sans effet. Seulement il peut déjà publier des *edicta*, qui ne seront obligatoires qu'après son entrée en charge ⁽¹⁾, et en public il parle *de loco superiore* ⁽²⁾.

En principe, le magistrat désigné ne peut être destitué, ni avant ni pendant sa magistrature ⁽³⁾. Son pouvoir ne cesse que par une abdication formelle ⁽⁴⁾. Cependant, s'il est *vitio creatus* (p. 169), ou si après l'élection il est condamné pour *ambitus* ⁽⁵⁾, ou pour d'autres motifs exceptionnels, il peut, au besoin, être contraint d'abdiquer, *vi majoris imperii* ⁽⁶⁾, fût-il déjà entré en fonctions ; dans ce dernier cas les actes qu'il a posés comme magistrat, sont néanmoins valides ⁽⁷⁾.

Inire magistratum. La plupart des magistrats entrent en charge avec les consuls.

Au jour de leur entrée en fonctions (*dies solennis*), les consuls, après avoir consulté les *auspicia*, se revêtent de leurs insignes, et escortés par le sénat et le peuple, ils se rendent au Capitole, où ils font un sacrifice solennel à Jupiter, et ils président ensuite, d'ordinaire au Capitole même, la première séance du sénat, dans laquelle ils font une *relatio* d'abord de *religionibus*, et surtout de *indicendis feriis latinis*, et ensuite de *republica*, principalement concernant la répartition des *provinciae*. Après la solennité ils sont reconduits en cortège chez eux ⁽⁸⁾.

Au *dies solennis* commence l'année administrative, qui est désignée par les noms des deux consuls. Ce fut toujours aux *kalendae* ou aux *idus*, mais le mois a varié aux différentes

(1) DION CASS., XI, 66, CIC., *Verr.*, II, 1, 41 § 105. LIV., XXI, 63.

(2) CIC., *Verr.*, II, 1, 5 § 14.

(3) BECKER, *Sur la destitution chez les Romains dans le Rhein. Mus.*, 1846, p. 293.

(4) LIV., XXXIX, 39.

(5) CIC., *ad div.*, VIII, 4. Voyez p. 218-219.

(6) LIV., III, 29, V, 9. SALL., *Cat.*, 47. PAUL. DIAC., p. 23. DENYS, X, 25.

(7) Cf. VARR., *de l. l.*, VI, 4.

(8) OVID., *Pont.*, IV, 4, 27-42, et 9, 17 suiv. *Fast.*, I, 79, suiv. Cf. LIV., V, 9, VI, 1, IX, 8, XXI, 63, XXVI, 1, 26 etc. — BECKER, II, 2, 122-126.

époques ⁽¹⁾, jusqu'à ce qu'en 154 av. J.-C., le *dies solennis* fut définitivement fixé au 1 janvier ⁽²⁾, avec cette clause toutefois que l'exercice de l'*imperium* des consuls et des préteurs ne commencerait qu'au 1 mars, et ne finirait qu'au 1 mars de l'année suivante ⁽³⁾.

Dès lors le 1 janvier est le jour d'entrée en charge des magistrats ordinaires, à l'exception des questeurs dont la charge commençait le 5 décembre (*Non. Dec.*) ⁽⁴⁾, et des tribuns de la plèbe qui entraient en fonctions, peut-être dès l'origine, *a. d. IV Id. dec.* (10 déc.) ⁽⁵⁾.

Depuis lors aussi les comices électoraux se tiennent ordinairement déjà avant le mois d'août ⁽⁶⁾.

Le magistrat, après son entrée en fonctions, doit *jurare in leges* près des questeurs en déans les cinq jours ⁽⁷⁾.

Ejurare magistratum. Le dernier jour de sa charge, le magistrat préside une *contio* solennelle, et abdique, en jurant qu'il a observé les lois ⁽⁸⁾.

CHAPITRE DEUXIÈME. — PARTIE SPÉCIALE.

§ 1. *Du consulat* ⁽⁹⁾.

Le consulat succéda à la Royauté (p. 11-12). Les consuls,

(1) TH. MOMMSEN, *L'année administrative* dans sa *Chronologie rom.*, 75-105. Cf. A. MOMMSEN, *Dates romaines* (en all.), Pöschel, 1856, p. 21, et *Pour servir à l'ancienne chronologie rom.* (en all.) dans le *Rhein Mus.*, 1858, p. 49.

(2) *Fast. Praen.*, dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 312. CASSIOD., *Chron.*, ad a. 601.

(3) TH. MOMMSEN, *La question de droit* etc. p. 12. Cette opinion est combattue par ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 1, 411, ne 74.

(4) CIC., *Verr.*, I, 10 § 30. *Scol. Gronov.*, p. 395. Or. *Lex de XX quaest.* dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 108.

(5) DENYS, VI, 89. LIV., XXXIX, 52.

(6) Cf. CIC., *ad div.*, VIII, 4, *ad Att.*, I, 16 § 13

(7) LIV., XXXI, 50. Cf. *Lex tab. Bant.*, 14, dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 45, et *Lex munic.*, 24, ib., p. 120. — L'interroi n'était point astreint à cette formalité; car son pouvoir ne durait que cinq jours.

(8) « *Abire, abdicare se magistratu.* » Cf. CIC., *ad div.*, V, 2, *in Pis.*, 3 etc. « ἔξουθεναι τὴν ἀρχήν. » DENYS, X, 25.

(9) BECKER, II, 2, 87-126. LANGE, I, 612-625. KLEE, *de magistratu consulari.* Leipzig, 1832. DE BREUK, *quid unnum consulatus Romani tempus pro-*

au nombre de deux, sont élus aux comices centuriates (p. 167). Lorsque l'un des deux meurt dans l'exercice de ses fonctions ou abdique, son collègue convoque aussitôt les comices, à l'effet de faire élire un *consul suffectus* (*subrogare consulem*), dont le pouvoir expirera à la fin de l'année courante ⁽¹⁾. Les cas contraires (*consul sine collega*) sont extrêmement rares ⁽²⁾.

Cette magistrature fut accessible aux patriciens seuls, jusqu'à ce que la *lex Licinia de consulatu*, 367, décréta : « *Ut consulum alter ex plebe crearetur* » (voyez p. 214-215).

Les dénominations premières furent celles de *praetores* (chefs de l'armée) et *judices*⁽³⁾. Ce n'est que depuis le décemvirat législatif que le titre de *consules* a prévalu ⁽⁴⁾.

Le consulat fut supprimé pendant le décemvirat; depuis 444 jusqu'à 367 le consulat pouvait être remplacé sur la décision du sénat par le tribunat consulaire (p. 202). Pendant les dictatures le pouvoir consulaire était suspendu. A part ces exceptions, le consulat fut pendant toute la durée de la République la magistrature ordinaire suprême ⁽⁵⁾.

fuert et nocuerit reipublicae. Leiden, 1839. ROEMER, *de consulum Romanorum auctoritate*. Utrecht, 1841. REIN, *Consul* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, II, p. 621.

(1) Les exemples sont très-nombreux.

(2) L'on cite un exemple de 500 av. J.-C. (DENYS, V, 57), et trois exemples des derniers temps de la République, en 84 (APP., *B. c.*, I, 78), en 69 (DION CASS., XXXV, 4) et en 52 (ASCON., p. 371).

(3) LIV., III, 55. CIC., *de leg.*, III, 3 § 8. VARR., *de l. l.*, VI, 9. PLIN., XVIII, 3 (3).

(4) LIV., III, 55. ZONAR., VII, 19. — Les anciens dérivent le mot *a consulendo*, soit dans le sens de *consulere patriae* (CIC., *de or.*, II, 39 § 165), soit dans celui de *consulere populum et senatum*. (VARR., *de l. l.*, V, 14). Comparez aussi DENYS, IV, 76, et QUINTIL., *Inst. or.*, I, 6 § 32. D'après NIEBUHR, (*H. r.*, I, p. 546), *consul* est synonyme de *collega* : la terminaison *sul* (*praesul, exul*) signifiant *étant ou qui est*.

(5) D'après les auteurs anciens il y eut, à l'époque des *rogationes Liciniae* vers 375 av. J.-C., une *solitudo magistratuum* (absence de magistrats curules), par suite de l'intercession des tribuns contre les comices consulaires. Mais les sources ne s'accordent point sur la durée de cette anarchie. Il est difficile de croire à la vérité historique de cette tradition. Voyez MOMMSEN, *Chronol. rom.*, p. 198, n° 393 et suiv.

Des pouvoirs consulaires.

Au moment de son institution, le consulat hérita de tous les pouvoirs royaux, de l'*imperium regium* comme de la *potestas regia* ⁽¹⁾, à l'exception des fonctions religieuses du roi. La dignité de grand-prêtre passa au *pontifex maximus*, tandis que le soin de certains actes religieux, qui avaient été dans les attributions du roi, fut conféré à un dignitaire religieux nouveau : le *rex sacrorum* ⁽²⁾. Mais ce qui distingue essentiellement le pouvoir consulaire du pouvoir royal, c'est que l'*imperium* des consuls est *duplex et annuum*, et qu'ils sont responsables ⁽³⁾.

Des restrictions ultérieures sont portées aux pouvoirs consulaires :

1° Par la *lex Valeria de provocatione* de 509 (p. 170).

2° Par l'institution du tribunat de la plèbe, 494 av. J.-C. ⁽⁴⁾.

3° Par la législation décenvirale, 450 ⁽⁵⁾.

4° Par l'institution de la censure, 443, et par la *lex Ovinia* (p. 185).

5° Par la création de la préture, 367.

6° Par l'influence toujours croissante du sénat (p. 203) et des *concilia plebis* (p. 177).

Même après ces restrictions le consulat constitue parmi les magistratures ordinaires la *suprema potestas* et le *majus imperium* ⁽⁶⁾; il est considéré comme *honorum populi finis* ⁽⁷⁾; les consuls sont les *tutores reipublicae* ⁽⁸⁾.

(1) Liv., II, 1. Cic., *de rep.*, II, 32 § 56. DENYS, IV, 84.

(2) Voyez le § qui traite du *collegium pontificum*.

(3) SALL., *Cat.*, 6 : *Annua imperia binosque imperatores*. Cf. Liv., II, 1. DENYS, IV, 73-74, 84. Cic., *de rep.*, II, 32.

(4) Cic., *de leg.*, III, 7 § 16.

(5) DENYS, X, 1.

(6) Le passage classique concernant les pouvoirs consulaires est celui de POLYB., VI, 11-12.

(7) Cic., *p. Planc.*, 25 § 60.

(8) « *Legitimus tutor.* » Cic., *ad. Quir. p. red.*, 5 § 11. « *Quasi bonus parens aut tutor fidelis.* » *de or.*, III, 1 § 3. Cf. *p. Sest.*, 19 § 42.

I. A Rome, ils ont le droit d'intercession et même de coercition à l'égard des autres magistrats, à l'exception des tribuns ⁽¹⁾.

Ils sont les chefs administratifs de l'Etat, et partant les présidents ordinaires des *comitia (curiata, centuriata et tributa)*, du sénat ⁽²⁾ et des *ludi publici* ⁽³⁾.

Ils soumettent aux comices des *rogationes* et au sénat des *relationes*. Ils veillent à l'exécution des lois et des sénatus-consultes ⁽⁴⁾. Sur l'ordre du sénat, ils nomment un dictateur.

Ils disposent du trésor public (*aerarium Saturni*, p. 204) et ils ont la garde des clefs de l'*aerarium sanctius* ⁽⁵⁾.

La juridiction contentieuse (p. 210) leur a été enlevée par l'institution de la préture; mais ils peuvent encore être chargés d'une *quaestio extraordinaria* criminelle par le peuple (p. 175) ou par le sénat (p. 202).

II. Hors de Rome, ils commandent en chef les armées romaines et les contingents des alliés, et ils sont chargés de la conduite de la guerre; les fonds nécessaires leur sont envoyés sur l'ordre du sénat (p. 204). Ils concluent avec les ennemis des *sponsiones* (p. 106), sauf ratification du sénat (p. 206) et éventuellement du peuple (p. 178, n° 1).

Ils font le *delectus* des légions, et nomment (plus tard partiellement, p. 167) les *tribuni militum* ⁽⁶⁾.

Ils exercent l'*imperium sine provocazione (jus vitae et necis)* sur les citoyens-soldats, et, en toute circonstance, sur les non-citoyens (p. 172).

En signe de leur *imperium*, ils sont escortés de 12 licteurs qui les précèdent un à un, portant les *fascès*, et hors de Rome *cum securi* ⁽⁷⁾.

(1) POLYB., VI, 12. CIC., *de leg.*, III, 7 § 16.

(2) Voyez pp. 155, 156, 163 et 191.

(3) LIV., XLV, 1. ENNIUS, *Annal.*, 87, ed. VAHLEN, p. 15.

(4) POLYB., VI, 12.

(5) CÉS., *B. c.*, I, 14. DION CASS., XLI, 17. Cf. LIV., XXVII, 10.

(6) POLYB., VI, 12.

(7) Voyez p. 211, n° 2. Cf. LIV., XXIV, 44.

Exercice des pouvoirs consulaires.

Si les deux consuls sont à Rome, ils exercent alternativement pendant un mois le pouvoir administratif, l'expédition des affaires courantes (1). Celui qui en est investi (c'était, pour le premier mois, le *major natu*), a les douze licteurs (*cujus ou penes quem fasces sunt*) (2); l'autre exerce pendant ce temps, le cas échéant, l'*intercessio collegae* (*appellare collegam*) (3). Il est précédé d'un *accensus* (4).

S'ils sont tous deux absents de Rome, chargés du commandement de la même armée, le commandement en chef alterne d'ordinaire de jour en jour (5).

Si l'un doit rester à Rome (*consul togatus*), et que l'autre doive exercer le commandement militaire (*consul armatus*) (6), ou s'il est nécessaire que les deux commandent sur des théâtres de guerre différents, dans ce cas, à leur entrée en charge, *comparant inter se* ou *sortiuntur provincias* (7). Exceptionnellement le sénat accorde une *provincia extra ordinem* ou *sortem* (p. 205).

Depuis que le nombre des *provinciae* excédait celui des consuls, le sénat désignait annuellement les *provinciae consulares* (p. 205), que les consuls se partageaient ensuite ou tiraient au sort (8). Une *lex Sempronia de provinciis* (de C. Gracchus, 123 av. J.-C.) ordonne au sénat de faire cette

(1) « Ἡ τοῦ μεγάλου ἡγεμονία. » DENYS, IX, 43. Cf. V, 2.

(2) Cic., *de rep.*, II, 31 § 55. Liv., II, 1, VIII, 12, IX, 8. VAL. MAX., IV, 1, 1. Cf. GELL., II, 15 § 4-8.

(3) Cf. Liv., II, 18, 27 etc. DENYS, IV, 73, V, 9, IX, 43 etc.

(4) Plus tard toutefois, on ne sait depuis quand, l'autre consul avait aussi 12 licteurs, qui, au lieu de le précéder, le suivaient. Cf. SUET., *Cés.*, 20. Ce pendant si les deux consuls exerçaient le pouvoir dans des *provinciae* diverses, cette différence d'insignes n'existait pas.

(5) POLYB., III, 110. Liv., XXII, 41 : *Alternis imperitabant*. Cf. ib., III, 70, IV, 46, XXII, 27.

(6) Liv., IV, 10. Cf. VII, 38. DENYS, VII, 24, 91.

(7) Liv., VIII, 20, 22, IX, 31, 41 etc. DENYS, VI, 91.

(8) Liv., XXX, 1, XXXII, 8, XXXVII, 1 etc. Le partage des *provinciae* avait parfois lieu entre les magistrats *designati* avant leur entrée en charge. Liv., XXVII, 36, XLIV, 17.

désignation pour l'année suivante, avant l'élection des consuls de cette année ⁽¹⁾.

Depuis l'époque qui suit Sulla, les deux consuls sont tenus de rester à Rome pendant leur année de charge, et ils sont ensuite, *prorogato imperio*, envoyés comme proconsuls en province ⁽²⁾.

En dehors des *provinciae*, les consuls déterminaient aussi par *sortitio* ou *comparatio* lequel serait chargé de certains actes administratifs honorifiques, comme la présidence des comices électoraux ⁽³⁾ ou la *dedicatio* d'un temple ⁽⁴⁾.

Senatusconsultum ultimum : *Videant* ou *dent operam consules nequid respublica detrimenti capiat* (p. 172). En vertu de ce décret, qui vint en usage aux derniers siècles de la République, alors qu'on n'avait plus recours à la dictature, et qui de fait mettait la ville de Rome en état de siège, les consuls peuvent "*exercitum parare, bellum gerere, coercere omnibus modis socios atque civis, domi militiaeque imperium atque iudicium summum habere : aliter sine populi jussu nullius earum rerum consuli jus est*" ⁽⁵⁾. "

§ 2. Des magistratures extraordinaires supérieures.

I. De la dictature et du *magisterium equitum* ⁽⁶⁾.

La dictature fut instituée en 501 av. J.-C. par une *lex de dictatore creando*. La cause première de l'institution de cette magistrature extraordinaire fut déjà controversée parmi les anciens. D'après TITE-LIVE ce motif fut la guerre latine qui menaçait l'existence de la République, peut-être même

(1) SALL., *Jug.*, 27. CIC., *de prov. cons.*, 2 § 3. p. dom., 9 § 24. — LANGE, III, 40.

(2) Cf. DION CASS., XLV, 20. CIC., *de nat. d.*, II, 3 § 9, *de div.*, II, 36 § 77. — D'après WALTER, § 135, n° 8, ce changement eut lieu après le consulat de Cotta et de Lucullus (74 av. J.-C.).

(3) LIV., XXIV, 10, XXXV, 6, 20, XXXVII, 50 etc.

(4) LIV., II, 8, Cf. IV, 29.

(5) SALL., *Cat.*, 29. CIC., p. *Mil.*, 26 § 70, *Cat.*, I, 2, p. *Rab. perd.*, 7. CÉS., *B. c.*, I, 5 etc. — ZUMPT, *Dr. cr.*, I, 2, 401-409.

(6) BECKER, II, 2, 150-151. LANGE, I, 505-507, 632-651. REIN, *Dictator* dans PAULY's *Realencycl.*, T. II, p. 1002.

une conspiration à Rome pour le rétablissement de la Royauté. DENYS D'HALICARNASSE, qui place la création en 498, l'attribue aux agitations que la question des dettes aurait produites déjà alors parmi la plèbe ⁽¹⁾. Quoi qu'il en soit, il fallut un motif bien grave pour que le peuple romain se décidât, si peu de temps après l'expulsion des Rois, à instituer une magistrature, extraordinaire et temporaire, il est vrai, mais qui exerçât un pouvoir royal et presque absolu.

Le nom officiel du *dictator* était *magister populi* ⁽²⁾. On l'appelle aussi *praetor maximus* ⁽³⁾.

Nomination du dictateur. Le sénat décide s'il y a lieu de nommer un dictateur (p. 202). La nomination appartient à un des deux consuls ⁽⁴⁾, soit à celui *penes quem fasces sunt*, soit à celui qui est désigné par le sénat, soit enfin que les consuls s'entendent à ce sujet ou en décident par *sortitio* ⁽⁵⁾. *Consul oriens* ⁽⁶⁾ *nocte* ⁽⁷⁾ *silentio* ⁽⁸⁾ (c'est-à-dire après la consultation des auspices ou *auspicato*) ⁽⁹⁾ DICIT ⁽¹⁰⁾ *dictatorem*.

(1) LIV., II, 18. DENYS, V, 63-70.

(2) CIC., *de rep.*, I, 40 § 63. VARR., *de l. l.*, V, 14.

(3) LIV., VII, 3.

(4) Lors du tribunat consulaire, la nomination se faisait par un tribun consulaire. LIV., IV, 31.

(5) LIV., IV, 21, 26, VIII, 12, 23, IX, 38 etc.

(6) LIV., VIII, 23. VEL. LONG., *de orthogr.*, p. 2234. P. : « *Oriri apud antiquos surgere frequenter significabat, ut apparet in eo, quod dicitur : consul oriens magistrum populi dicat.* » Cf. LIV., X, 40.

(7) LIV., VIII, 23, IX, 38, XXIII, 22.

(8) LIV., VIII, 23, IX, 38, X, 40. Sur le mot *silentium*, voyez p. 213, n° 1.

(9) Il s'ensuit que le dictateur peut être aussi *ritio creatus* ; dans ce cas il doit abdiquer. LIV., VIII, 15, 23, IX, 7 etc.

(10) C'est de là que la plupart des anciens dérivent le nom de *dictator* : « *dictator quidem ab eo appellatur, quia dicitur.* » CIC., *de rep.*, I, 40. « *Quod is a consule debet dici* » VARR., *de l. l.*, VI, 7, p. 239. Sp. Cf. V, 14. — Une autre étymologie, donnée par les anciens (DENYS, V, 73, PLUTARQ., *Mar.*, 24) et qui semble plus fondée, dérive le nom de *diclare* ou *edicere* : en effet *dicere* est le terme technique dans le sens de *edicere* (voyez MOMMSEN dans le *Hermes*, IV, 106, n° 1) ; et « *dictatoris edictum pro numine semper observatum.* » LIV., VIII, 34. — Sur l'opinion de NIEBUHR, que primitivement le dictateur fut élu par les comices curiates, voyez BECKER, II, 2, 155, n° 345.

La nomination devait se faire *in agro romano* ⁽¹⁾. Le dictateur devait être *consularis* ⁽²⁾; pour le reste le choix du consul était libre ⁽³⁾. Après sa nomination, le dictateur se fait conférer l'*imperium* par la *lex curiata de imperio* ⁽⁴⁾.

La durée de son pouvoir n'excède jamais *six mois*; après ce laps de temps il doit abdiquer ⁽⁵⁾.

Le premier dictateur plébéen fut nommé en 356 ⁽⁶⁾.

L'on distingue entre les *dictatores optima lege creati* et ceux *imminuto jure* ⁽⁷⁾.

1° *Dictator optima lege* est celui qui est nommé soit *rei gerundae* (guerre extérieure) soit *seditionis sedandae causa* ⁽⁸⁾.
Ultimum auxilium ⁽⁹⁾.

Les pouvoirs d'un tel dictateur sont presque aussi étendus, que le furent ceux du roi, sauf qu'ils sont *temporaires*.

A. La *potestas dictatoria* est la même que la *potestas*

(1) L'*ager romanus* dans le principe ne comprenait que Rome et un territoire peu étendu autour de la ville. Aussi à cette époque la nomination avait elle lieu ordinairement *intra pomerium*; mais à mesure que Rome a soumis l'Italie, le territoire italique a été assimilé à l'*ager romanus*. « Consul in Sicilia se M. Valerium Messallam, qui tum classi praeesset, dictatorem dicturum esse aiebat; patres extra agrum romanum (EUM AUTEM ITALIA TERMINARI) negabant dictatorem dici posse. » Liv., XXVII, 5. Cf. 29.

(2) Liv., II, 18. Il y a eu cependant des dérogations à cette règle, et déjà en 494 av. J.-C. Corp. Inscr. lat., V, I, p. 284. Voyez à ce sujet, ib., p. 256 suiv.

(3) En règle générale le consul nomme la personne, recommandée par le sénat (Liv., IV, 21, VII, 12, IX, 38 etc.), mais il n'y est pas obligé. Cf. Liv., VIII, 12 et surtout Ep., XIX, Suet., Tib., 2.

(4) Liv., IX, 38-39.

(5) « Hunc magistratum... non erat fas ultra sextum mensem retinere. » Dig., I, 2, 2 § 18. Cic., de leg., III, 3 § 9. DENYS, V, 70. Liv., III, 29 etc. Souvent le dictateur, s'étant acquitté de ses fonctions, abdique après peu de jours. Liv., III, 29, IV, 47, VI, 29, IX, 18. DENYS, X, 25 etc.

(6) Liv., VII, 17.

(7) Fest., p. 198. La distinction telle que Festus la présente, n'est cependant pas exacte. (Voyez p. 172, n° 2). Cf. Liv. IX, 34.

(8) Fast. Cap. ad ann. 386 dans le Corp. Inscr. lat., V, I, p. 430. Cic., de leg., III, 3 § 9 indique aussi ces deux motifs : « duellum gravius discordiaeve civium » et l'Orat. Claudii (Tac., ed. NIPPERDEY, II, p. 223), « in asperioribus bellis aut in civili motu. »

(9) Liv., VI, 38. De même (IV, 56) : *in rebus trepidis ultimum consilium*.

consularis, excepté qu'il n'y a point d'*intercessio collegae* ⁽¹⁾, et que de fait le dictateur est plus indépendant du sénat ⁽²⁾.

B. L'*imperium dictatorium* est supérieur (*majus*) à l'*imperium consulare* : *Summum imperium* ⁽³⁾. En effet « *neque provocatio erat, neque ullum usquam nisi in cura parendi auxilium* ⁽⁴⁾. »

Le dictateur est irresponsable (p. 209).

En signe de son *summum imperium*, le dictateur est accompagné de 24 licteurs, portant les *fasces cum securibus* ⁽⁵⁾.

Pendant la dictature, les magistrats ordinaires n'abdiquent pas ⁽⁶⁾; mais leurs pouvoirs sont suspendus; eux-mêmes sont subordonnés au dictateur et n'agissent que *sub auspiciis dictatoris* et de son contentement ou sur son ordre ⁽⁷⁾.

Les *tribuni plebis* restent dans l'exercice de leur pouvoir ⁽⁸⁾. Ils n'exercent pas, il est vrai, contre le dictateur ni le *jus auxilii* ni le *jus intercessionis* ⁽⁹⁾, si ce n'est peut-être dans le cas où le dictateur enfreignait les lois; car il n'est pas *legibus solutus* ⁽¹⁰⁾. Cependant pour le dictateur même la personne des tribuns est *sacrosancta* ⁽¹¹⁾. De plus, ils

(1) LIV., II, 18.

(2) POLYB., III, 87.

(3) LIV., VI, 38, VII, 3.

(4) LIV., II, 18. Cf. p. 172, ne 2.

(5) LIV., II, 18. DENYS, V, 75, X, 24. POLYB., III, 87 etc. D'après LVD., *de mag.*, I, 37, il n'eut dans le principe que 12 licteurs.

(6) La preuve qu'ils n'abdiquent pas, c'est qu'aussitôt après l'abdication du dictateur ils rentrent dans la plénitude de leur pouvoir : DENYS, V, 70, LIV., IV, 29 etc.

(7) POLYB., III, 87. DENYS, V, 70. LIV., IV, 41, VIII, 32, XXX, 24.

(8) POLYB., III, 87. PLUTARQ., *Fab.*, 9.

(9) C'était une conséquence de ce qu'il n'y avait point de *provocatio* de la part du dictateur. Cf. LIV., III, 29, VI, 16, 38, VIII, 34-35. ZONAR., VII, 13.

(10) Cf. LIV., VII, 21. Ainsi encore il semble qu'ils pouvaient intercéder quand un dictateur *imminuto jure* excédait la compétence de son *imperium*. LIV., VII, 3, 4, IX, 26. Comparez CIC., *de off.*, III, 31 § 112, VAL. MAX., V, 4, 3 avec LIV., VII, 4. Cependant dans la plupart de ces cas l'intercession n'eut que la valeur morale d'une protestation.

(11) LIV., VIII, 34.

peuvent, même sous la dictature, opposer leur *veto* aux sénatus-consultes, aux actes des magistrats autres que le dictateur, faire des *rogationes* aux *concilia plebis*, intercéder l'un contre l'autre etc. (1).

Restrictions au pouvoir dictatorial :

1) La durée de ce pouvoir est limitée.

2) Il faut au dictateur l'assentiment du sénat pour disposer du trésor public (2).

Ajoutez-y qu'il n'y a qu'un seul exemple que le dictateur ait exercé un *imperium extra Italiam* (3).

Le fait particulier, dont parle TITE-LIVE : « *latroque, ut solet, ad populum, ut equum escendere liceret*, » a déjà dans l'antiquité donné lieu à des interprétations diverses (4).

2° *Dictatores imminuto jure*.

Ils sont nommés quand les circonstances l'exigent, pour certains actes administratifs, judiciaires ou religieux spéciaux ; ils n'ont d'*imperium* que pour la fonction qui leur est déléguée (5), et aussitôt que celle-ci est remplie, ils doivent abdiquer (6). Tels sont les *dictatores* :

a) *Clavi figendi causa* (7).

b) *Comitiorum habendorum causa* (8).

c) *Ludorum faciendorum causa* (9).

d) *Feriarum constituendarum causa* (10).

(1) Cf. LIV., VI, 38.

(2) ZONAR., VII, 13. Cf. LIV., XXII, 23.

(3) LIV., *Epit.*, XIX. DION CASS., XXXVI, 17. Cf. XLII, 21.

(4) LIV., XXVIII, 14. Cf. PLUTARQ., *Fab.*, 4, ZONAR., VII, 13. — BECKER, II, 2, 418, n° 1058, LANGE, I, 643.

(5) Cf. LIV., VII, 3, IX, 34, XXIII, 23.

(6) Cf. LIV., VIII, 18, 40, XXIII, 23.

(7) Le premier exemple d'un tel *dictator*, qui est aussi le premier exemple des *dictatores imminuto jure* en général, date de 363 av. J.-C. LIV., VII, 3, VIII, 18, IX, 28 etc., Cf. PAUL. DIAC., p. 56. — Sur la coutume dite *clavum figere*, voyez O. JAHN, *Sur la superstition de la fascination chez les anciens* (en all.) dans les *Berichten der Saechs. Gesellsch. der Wiss.* (*Phil. hist. cl.*), 1855, p. 106 et 110, et MOMMSEN, *Chronolog. rom.*, p. 171, suiv.

(8) LIV., VII, 24, 26, IX, 7 etc.

(9) LIV., VIII, 40, IX, 34, XXVII, 33 etc.

(10) LIV., VII, 28. — « *Dictator latinarum feriarum causa.* » *Fast. Cap.*, ad a. 479 dans le *Corp. Inscr. lat.*, V. I, p. 434.

e) *Quaestionibus exercendis* ⁽¹⁾.

f) *Legendo senatui* ⁽²⁾.

Tout dictateur, après sa nomination, choisit lui-même un fonctionnaire subalterne, *magister equitum* ⁽³⁾. Celui-ci a la *potestas consularis* ⁽⁴⁾, mais pas d'*imperium*. En dehors du commandement de la cavalerie ⁽⁵⁾, il exerce les fonctions que le dictateur lui délègue ⁽⁶⁾.

La dernière dictature légale *rei gerundae causa* date de 216 av. J.-C. ⁽⁷⁾.

La dictature de Sulla, nommé en vertu d'une *lex Valeria* et par un interroi (*reipublicae constituendae causa*) ⁽⁸⁾, et celles de César ⁽⁹⁾ n'avaient de commun avec l'ancienne dictature que le nom. Ce furent plutôt des magistratures nouvelles, qui préparèrent la transition de la République à l'Empire.

(1) LIV., IX, 26.

(2) LIV., XXIII, 22-23.

(3) LIV., IX, 38. « ἡπὶ πᾶσι » DENYS, V, 75. D'après LIV., II, 18, la *lex de dictatore creando* avait prescrit que le *magister equitum* fût *consularis*. Mais cette prescription fut encore moins observée que celle qui concernait le dictateur. En effet les *magistri equitum, non-consulares*, sont beaucoup plus nombreux que les *magistri equitum consulares*. Cf. RITSCHL, *Ind. lect. hib.*, Bonn, 1862, p. XII suiv. — L'on ne cite que deux exemples de dictatures sans *magisterium equitum* : ce fut celle de Claudius Glicia de 249, qui dut d'ailleurs abdiquer aussitôt (*Fast. Capit.*, ad a. 505 dans le *Corp. Inscr. lat.*, V. I, p. 434) et la dictature *senatui legendo* de 216, qui présenta encore d'autres illégalités (LIV., XXIII, 22-23).

(4) LIV., XXIII, 11.

(5) VARR., *De l. l.*, V, 14. Cf. LIV., III, 27, VI, 12, 29 etc.

(6) POLYB., III, 87. PLUTARQ., *Anton.*, 8.

(7) LIV., XXII, 57.

(8) CIC., *ad Att.*, IX, 15 § 2, *de leg.*, I, 15 § 42, *de leg. agr.*, III, 2. APP., *B. c.*, I, 98, suiv. PLUTARQ., *Sulla*, 33. — LANGE, III, 148-150.

(9) César fut nommé trois fois dictateur. La première fois il le fut par un préteur. CÉS., *B. c.*, II, 21. DION CASS., XLI, 36. Cf. XLII, 21. — LANGE, III, 410, 420, 436. A. W. ZUMPT, *De dictatoris Caesaris honoribus* dans les *Studia romana*, p. 197-266. TH. MOMMSEN, *De C. Caesaris dictaturis* dans le *Corp. Inscr. lat.*, V. I, p. 451-453. STOBBE, *De la troisième dictature de César* (en all.) dans le *Philologus*, 1868, p. 109.

La dictature fut abolie *in perpetuum* par la *lex Antonia* (44 av. J.-C.) ⁽¹⁾.

II. *De l'interregnum*. Voyez p. 200-201.

III. *De la praefectura urbis* ⁽²⁾.

Dans les premiers siècles de la République, quand les deux consuls étaient absents de Rome, ils chargeaient un *vir consularis* de la *custodia urbis* et de la présidence du sénat pendant leur absence, « *qui jus redderet, ac subitis mederetur* » ⁽³⁾. « *Relinquere praefectum ou custodem urbis* » ⁽⁴⁾.

Depuis l'institution de la prèture, la *praefectura urbis* ne subsiste plus que *feriarum latinarum causa*; celle-ci se maintint jusqu'aux derniers siècles de l'Empire ⁽⁵⁾.

Sur la *praefectura urbis* impériale, qui date d'Auguste, voyez l'Empire.

IV. *Du décemvirat législatif*. 451-449 av. J.-C. ⁽⁶⁾.

A la suite de la *rogatio Terentilia de legibus scribundis*, « *placet creari decemviros sine provocacione, et ne quis eo anno alius magistratus esset* » ⁽⁷⁾. »

Le but de leur institution était : « *Uti leges et corrigerent, si opus esset, et interpretarentur* » ⁽⁸⁾. »

(1) CIC., *Phil.*, I, 1 § 3, V, 4 § 10, DION CASS., XLIV, 51. LIV., *Epit.*, CXVI. — LANGE, III, 492.

(2) BECKER, II, 2, 146-150. LANGE, I, 326-328. FRANKE, *De praefectura urbis capita duo*. Berlin, 1851.

(3) TAC., *Ann.*, VI, 11.

(4) LIV., III, 3, 9, 29. GELL., XIV, 7 § 4. — Sur l'opinion de NIEBUHR, qu'en 487 av. J.-C. la prèfecture serait devenue une magistrature permanente et élective (LYD., *De mag.*, I, 38), voyez BECKER, II, 2, 146, ne 324.

(5) TAC., *Ann.*, VI, 11 : « *Duratque simulacrum, quovis ob ferias Latinas praeficitur qui consulare munus usurpet.* » Cf. ib., IV, 36. GELL., XIV, 8 : « *Cum ex ea aetate sit quae non sit senatoria.* » *Dig.*, I, 2, 2 § 33. SUET., *Nér.*, 7. DION CASS., XLI, 14, XLIX, 42, LIII, 33. CAPIT., *M. Aur.*, 4. — LINKER, *De félection du praefectus urbis fer. lat.* (en all.). Vienne, 1853.

(6) BECKER, II, 2, 126-136. LANGE, I, 535-546. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 1, 332-345.

(7) LIV., III, 32.

(8) *Dig.*, I, 2, 2 § 4.

Ils sont investis de la *maxima potestas* et du *summum imperium*, limité seulement par l'*intercessio collegae* ⁽¹⁾.

"*Decimo die jus populo singuli reddebant. Eo die penes praefectum juris fasces duodecim erant : collegis novem singuli accensi apparebant* ⁽²⁾."

Le décemvirat, institué d'abord pour une année, fut continué une seconde année ⁽³⁾, mais les décemvirs de cette année restèrent illégalement en fonctions au delà du terme prescrit ⁽⁴⁾. Ils furent destitués et le consulat fut rétabli ⁽⁵⁾.

Les décemvirs de la 1^{re} année furent tous patriciens; parmi ceux de la seconde, il y eut aussi des plébéiens ⁽⁶⁾.

L'œuvre de cette magistrature fut la législation décemvirale ⁽⁷⁾.

V. *Du tribunatus militum consulari potestate*. 444-366 av. J.-C. ⁽⁸⁾.

Quand les collègues du tribun Canuléius demandèrent l'admission de la plèbe au consulat, le patriciat finit par faire une transaction avec la plèbe. Chaque année le sénat déciderait (p. 202) si les comices centuriates devaient élire pour l'année suivante soit des consuls, qui seraient toujours

(1) CIC., *de rep.*, II, 36. LIV., III, 34.

(2) LIV., III, 33. DENYS, X, 57 diffère en plusieurs points de TITE-LIVE.

(3) LIV., III, 34. Dans cette seconde année chaque décemvir était accompagné de douze licteurs, portant les *fasces cum securi*. Ib. 36.

(4) LIV., III, 38.

(5) LIV., III, 54. — L'opinion de NIEBUHR, que l'institution du décemvirat avait aussi pour but de modifier essentiellement la constitution politique de Rome, est réfutée par BECKER, II, 2, 128-133. — SCHRAMMEN, *Legibus a decemviris datis utrum nova reipublicae Romanae forma constituta sit necne?* Bonn, 1862.

(6) DENYS, X, 56, 58. Cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, p. 95 et p. 295-298.

(7) HAECKERMANN, *De legislatione decemvirali*. Greifswald, 1843. Cf. plus haut, p. 1, n° 3, et ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 1, 345-402.

(8) BECKER, II, 2, 136-145. LANGE, I, 553-565. REIN, *Tribuni militum cons.* (en all.) dans PAULY'S *Realencycl.* T. VI, p. 2098. LORENZ, *Du tribunal consulaire* (en all.). Vienne, 1855. LANGE, *Du nombre et des pouvoirs des tribuns consulaires* (en all.). Vienne, 1856. WITKOWSKI, *De numero tribunorum militum cons. pot.* Berlin, 1857. HEINZE, *De tribunis militum cons. pot.* Stettin, 1861. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 2, 81-92.

pris exclusivement dans le patriciat, soit des *tribuni militum consulari potestate*, qui seraient élus *promiscue ex patribus ac plebe* ⁽¹⁾.

Ce ne fut cependant qu'en 400 av. J.-C. que les plébéiens parvinrent de fait à cette magistrature ⁽²⁾.

On pense que le collège des tribuns consulaires se composait de six membres ⁽³⁾; les sources cependant ne l'affirment point ⁽⁴⁾, peut-être même le nombre n'était-il pas fixé invariablement ⁽⁵⁾.

Les tribuns consulaires avaient la *potestas consularis* et l'*imperium consulare* ⁽⁶⁾. Cependant la dignité de leur magistrature était réputée inférieure à celle du consulat (*proconsularis imago*) ⁽⁷⁾. Aucun tribun consulaire n'a reçu les honneurs du triomphe ⁽⁸⁾. Ils semblent en effet avoir eu des *auspicia* inférieurs à ceux des consuls ⁽⁹⁾.

En règle générale, l'un des tribuns était désigné pour exercer à Rome la *custodia urbis* et la juridiction (*praefectus urbis*). *Ce fut toujours, pense-t-on, un patricien* ⁽¹⁰⁾. Les

(1) Liv., IV, 6.

(2) Liv., V, 12. Comparez-y MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 95. — Il n'y a aucun exemple qu'un collège de tribuns consulaires se soit composé exclusivement de plébéiens.

(3) Cf. DENYS, XI, 60. *Or. Claud.* (Tac., ed. NIPPERDEY, II, p. 223).

(4) TITE-LIVE en mentionne tantôt 3 (IV, 7, 45, V, 2 etc.), tantôt 4 (IV, 31, 59 etc.), tantôt 6 (VI, 1, 6, 30 etc.), tantôt 8 (V, 1, VI, 27 etc.). Il est probable que le nombre 8 comprend 6 tribuns consulaires et 2 censeurs. Comparez Liv., V, 1, aux *Fast. Cap.*, ad a. 351 dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 428. Cf. MOMMSEN, *Les interpolations de la table des fastes* (en all.) dans le *Hermes*, V, 271-277. Berlin, 1870.

(5) MOMMSEN, l. l.

(6) Liv., IV, 6, 7. DENYS, XI, 60. GELL., XIV, 7 § 5, XXII, 21 § 19. *Orat. Claud.*, l. l.

(7) Liv., V, 2.

(8) ZONAR., VII, 19.

(9) Cf. Liv., IV, 31.

(10) Faut-il en conclure avec LANGE que la juridiction ne pouvait appartenir qu'à un patricien, et même que l'*imperium* des tribuns consulaires plébéiens différerait essentiellement de celui de leurs collègues patriciens? Cette opinion est réfutée par MOMMSEN, *H. r.*, I, p. 279; note (3^e éd.). Cf. ZUMM, *Dr. crim.*, I, 2, 449-450.

autres exerçaient hors de Rome les commandements militaires ⁽¹⁾.

L'admission des plébéiens au consulat mit un terme au tribunat consulaire.

§ 3. De la *préture* ⁽²⁾.

Lors de l'admission de la plèbe au consulat en 367 av. J.-C., les patriciens demandèrent et obtinrent une compensation pour la concession qu'ils venaient de faire. En effet la juridiction civile fut détachée des attributions consulaires et conférée à une magistrature nouvelle, réservée aux patriciens : la *préture* ⁽³⁾. À ce moment surtout, en vue des procès dont la *lex Licinia de modo agrorum* menaçait les patriciens, il était de leur intérêt que la juridiction civile restât entre leurs mains. D'autre part ils pouvaient faire valoir que seuls ils étaient initiés à la science du droit, indispensable au magistrat judiciaire ⁽⁴⁾.

La plèbe parvint à la *préture* dès 337 av. J.-C. ⁽⁵⁾.

Le *praetor* (car d'abord il n'y en eut qu'un) était *collega consulum* ⁽⁶⁾, et comme tel, il était élu aux comices centuriates (p. 167), *isdem auspiciis quibus consules*, primitivement le même jour ⁽⁷⁾, plus tard peu de jours après ⁽⁸⁾. Cependant il n'était pas l'égal des consuls, mais un *collega minor* (*minus imperium*). Voyez p. 211.

Pouvoirs du préteur.

Comme collègue des consuls, il est chargé, pendant leur absence, de la *custodia urbis* : "*consulare munus sustinet*" ⁽⁹⁾.

(1) Cf. LIV., IV, 31, 36, 45-46, 59, V, 2, VI, 6, 30 etc.

(2) BECKER, II, 2, 181-190. LANGE, I, 651-665. REIN, *Praetor* (en all.) dans PAULY'S *Realencycl.* T. VI, p. 23. ZUMPT, *Dr. cr.*, I, 2, 101-107. E. LABATUT, *Histoire de la préture*. Paris, 1868.

(3) LIV., VI, 42.

(4) Voyez NIEBUHR, *H. r.*, III, p. 37, suiv.

(5) LIV., VIII, 15.

(6) GELL., XIII, 15 § 4. CIC., *ad Att.*, IX, 9 § 3.

(7) LIV., VII, 1, VIII, 32, X, 22.

(8) LIV., XXVII, 35, XXXV, 10, XLIII, 11. Cf. XL, 59.

(9) CIC., *ad div.*, X, 12 § 3.

En vertu de sa *potestas*, il a le *jus agendi cum populo in comitiis tributis* et le *jus cum patribus agendi* ⁽¹⁾.

Il est chargé de l'organisation des *ludi Apollinares*, institués depuis 212 av. J.-C. ⁽²⁾, et il remplace le consul absent dans la présidence des *ludi publici* ⁽³⁾.

Il est investi de l'*imperium*; mais le côté militaire de son *imperium* est suspendu à Rome. En conséquence il ne peut convoquer et présider les comices centuriates que pour affaires judiciaires ⁽⁴⁾.

Il peut être chargé d'une *quaestio extraordinaria* par le peuple ou par le sénat ⁽⁵⁾.

Le préteur a comme *insignia imperii* six licteurs, portant les *fascès* et hors de Rome les *securès* ⁽⁶⁾.

Sa compétence spéciale, ce sont les *judicia privata* (procès civils et procès pour délits privés) : « *Juris disceptator, qui privata judicet judicative jubeat, praetor esto. Is juris civilis custos esto* » ⁽⁷⁾.

En droit il peut présider à toute la procédure des *judicia privata*; mais, en règle générale, il ne se réserve que l'admission des parties au procès, et, le cas échéant, l'exécution de la sentence (instance *in jure*); l'instruction du procès et le jugement sont confiés à un délégué (instance *in judicio*) ⁽⁸⁾.

(1) Voyez p. 163 et 191, n° 3.

(2) Liv., XXV, 12, XXVI, 23, XXVII, 11, 23. Festr., p. 238, lui attribue aussi l'organisation de *ludi piscatorii*.

(3) Liv., VIII, 40. Voyez p. 224, n° 3.

(4) Voyez p. 156, n° 7, et p. 174, n° 4. D'après LANGE, la suspension de l'*imperium* militaire du préteur à Rome était cause que le préteur urbain ne pouvait s'absenter de la ville pendant plus de dix jours. Cf. Cic., *Phil.*, II, 13 § 31.

(5) Voyez p. 175 et p. 202. Cf. Liv., XXXVIII, 55, XLII, 21 etc.

(6) POLYB., XXXIII, 1 : στρατιωτῆς ἱεραδίδου. VAL. MAX., I, 1, 9. APP., - Syr., 15. PLUTARQ., *Aem. P.*, 4. Cic., *Verr.*, I, 3, 54 § 142. — De CENSOR., *de die nat.*, 24, Cic., *de leg. agr.*, II, 34 § 93, et PLAUT., *Epid.*, I, 1, 26, il suit, ce semble, que le préteur dans les actes de juridiction était ordinairement accompagné de deux licteurs, mais non que le préteur à Rome n'en ait eu que deux.

(7) Cic., *de leg.*, III, 3 § 8. — Sur la division des *judicia* en *privata* et *publica*, voyez les *institutions judiciaires*.

(8) Voyez le chapitre relatif aux *judicia privata*.

L'intervention du préteur dans la juridiction se résume en ces 3 termes solennels : *do, dico, addico*, qu'il ne pouvait prononcer qu'à un *dies fastus* ⁽¹⁾. *Do* (*judicem, formulam*), *DICO* (*jus*), *ADDICO* (*litem, rem, judicium*).

Edictum praetorium ⁽²⁾. Le préteur, entrant en fonctions, publie un édit, dans lequel il détermine, en vertu de son *imperium*, les règles qu'il suivra dans la juridiction pendant l'année de sa charge, "*ut scirent cives, quod jus de quaque re quisque dicturus esset, seque praemuniret*" ⁽³⁾. L'édit se composait en majeure partie de dispositions d'édits précédents, maintenues par le préteur ⁽⁴⁾ : *edictum tralatitium* ⁽⁵⁾, et éventuellement de règles nouvelles, introduites par lui : *edicta nova, novae clausulae* ⁽⁶⁾.

L'édit prétorien s'appelle aussi *album*, parce qu'il était affiché au *forum* sur une table de bois blanchie ⁽⁷⁾; *lex annua*, parce qu'il avait force obligatoire pendant l'année de la magistrature de celui qui le publiait ⁽⁸⁾; *edictum perpetuum* ⁽⁹⁾, par opposition aux *edicta repentina*, donnés pour un fait spécial dans le courant de l'année ⁽¹⁰⁾.

Une *lex Cornelia* (67 av. J.-C.) défendit au préteur de déroger à son édit pendant l'année de sa charge ⁽¹¹⁾.

(1) Cf. VARR., *de l. l.*, VI, 4. OVID., *Fast.*, I, 47-52.

(2) WALTER, § 427. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 60 61. REIN, *Dr. civ.*, p. 59-65, et *Edictum* dans PAULY's *Realencycl.* T. III, p. 24. HOLTIUS, *De jure praetorum* dans les *Ann. Gron.*, 1820-21. WEYHE, *Libri tres edicti*. Celle, 1823. HEFFTER, *L'économie de l'édit* (en all.) dans le *Rhein. Mus.* 1827, I, p. 51. FRANCKE, *De edicto praetoris urbani praesertim perpetuo*. Kiel, 1830.

(3) *Dig.*, I, 2, 2 § 10. *Cic.*, *De fin.*, II, 22 § 74 : "*Est enim tibi edicendum, quae sis observaturus in jure dicendo.*"

(4) "*Quae praetores edicere consueverunt.*" *Cic.*, *de inv.*, II, 22 § 67.

(5) *Cic.*, *Verr.*, II, 1, 44 § 114, 45 § 117, *ad div.*, III, 8 etc.

(6) Cf. *Dig.*, XXXVII, 8, 3 ; 9, 1 § 13 etc.

(7) *Lex Rubr.* dans le *Corp. Inscr. lat.*, V. I, p. 116. QUINT., *Inst. or.*, XII, 3 § 11. *Dig.*, II, 1, 7, XIV, 3, 11 § 3. Cf. *Liv.*, I, 32, IX, 46.

(8) *Cic.*, *Verr.*, II, 1, 42 § 109.

(9) ASCON., p. 58. PROBUS, *Litt. sing.*, 5.

(10) *Cic.*, *Verr.*, II, 3, 14 § 36. Cf. *Liv.*, XXIX, 21. L'opposition entre l'*edictum perpetuum* et *repentinum* est bien marquée par les *Dig.*, II, 1, 7 : "*Id, quod jurisdictionis perpetuae causa, non quod, prout res incidit, in albo... propositum erit.*"

(11) ASCON., p. 58. DION CASS., XXXVI, 23. — LANGE, III, 210.

L'on voit que le préteur à Rome n'était pas seulement magistrat judiciaire, chargé d'appliquer la loi, mais qu'il participait en certaine mesure au pouvoir législatif en matière de droit civil. En effet le droit civil romain, la loi des XII Tables, ne fut qu'un premier essai de législation écrite, composée d'ailleurs à une époque où Rome ne s'étendait guère au delà du *pomoerium* de la ville. Or, dans la suite, le pouvoir législatif, le *populus*, n'intervint que rarement pour modifier ou compléter le droit civil. Il laissait ce soin aux magistrats judiciaires qui par leurs édits maintenaient en vigueur les règles de droit existantes (*adjuvare*), comblaient les lacunes (*supplere*) ou adoucissaient les rigueurs (*corrigere*) de l'ancien droit civil ⁽¹⁾. C'est ainsi que les édits prétoriens furent la source d'un droit nouveau : *jus praetorium* ou *honorarium* ⁽²⁾, qui était considéré comme la *viva vox juris civilis* ⁽³⁾.

Sur l'ordre de l'empereur Adrien, le jurisconsulte Salvius Julianus ⁽⁴⁾ réunit en un seul édit et codifia toutes les dispositions des édits antérieurs, soit des préteurs, soit des édiles curules, qui étaient restées en vigueur. *Edictum perpetuum, Adrianum* ⁽⁵⁾.

Augmentation du nombre des préteurs.

Le nombre des préteurs est porté à 2 en 212 av. J.-C. ⁽⁶⁾. La juridiction civile à Rome est divisée en 2 *provinciae* : *provincia*, sors ou *jurisdictio urbana* et *peregrina* ⁽⁷⁾, qui sont réparties par *comparatio* ou *sortitio* entre les deux préteurs.

(1) *Dig.*, I, 1, 7.

(2) « *Honorarium dicitur quod ab honore praetoris venerat.* » *Dig.*, I, 2, 2 § 10.

(3) *Dig.*, I, 1, 8.

(4) WALTER, § 440. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 97. REIN, *Dr. civ.*, 83-85. BIENER, *De Salvii Juliani meritis in edictum praetorium recte existimandis*. Leipzig, 1809.

(5) *Cod.*, I, 17, 2 § 18. « *Julianus, legum et edicti perpetui subtilissimus conditor.* » Cf. EUTROP., 8, 17.

(6) LIV., *Ep.*, XIX. LYD., *De mag.*, I, 38, 45. — ZUMPT, *Dr. cr.*, I, 2, 452, n° 33.

(7) LIV., XXII, 35, XXIII, 30, XXIV, 9, XXXII, 28. Cf. *Dig.*, I, 2, 2 § 28.

La *jurisdictio urbana* comprend celle *inter cives* ⁽¹⁾ : *praetor urbanus* ⁽²⁾ ; la *jurisdictio peregrina* celle *inter cives et peregrinos* et *inter peregrinos* ⁽³⁾ : *praetor peregrinus* ⁽⁴⁾ .

Les deux préteurs ont la même *potestas* et le même *imperium* ; cependant le *praetor urbanus* porte le nom de *praetor major*, et exerce, pendant l'absence des consuls, la *custodia urbis* ⁽⁵⁾ .

Les édits du préteur pérégrin ont contribué essentiellement à la formation du *jus gentium* ⁽⁶⁾ .

Praetores provinciales. Après la soumission de la Sicile et de la Sardaigne (227 av. J.-C.), le nombre des préteurs est porté à 4 ⁽⁷⁾ ; après la conquête des deux Espagnes (197), à 6 ⁽⁸⁾ . Dès lors, d'après le résultat de la *sortitio*, deux restent à Rome pour administrer la *provincia urbana* et *peregrina* ; les quatre autres sont chargés du gouvernement des 4 provinces mentionnées ⁽⁹⁾ .

Praetores quaesitores. Quand Sulla augmenta considérablement le nombre des *quaestiones perpetuae*, il porta le nombre des préteurs à 8 ⁽¹⁰⁾ . Dès lors ils restent tous à Rome pendant l'année de leur charge, et répartissent entre

(1) Liv., XXXIII, 21.

(2) Dig., I, 2, 2 § 28.

(3) Liv., XXII, 35, XLI, 21.

(4) Dig., I, 1.

(5) Fest., p. 161. Cic., *ad div.*, X, 12 § 3. Liv., XXIV, 9 etc.

(6) Voyez p. 122. Cf. *leg. Rubr.*, I, 30, sqq. dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 116. Gaj., I, 6.

(7) Liv., *Epit.*, XX. Cf. XXIII, 31. Dig., I, 2, 2 § 32.

(8) Liv., XXXII, 27-28.

(9) Liv., XXXII, 28, XXXV, 20 etc. — Une *provincia* pouvait aussi être donnée *extra ordinem*. Liv., XXIV, 9. — De plus, selon les circonstances le sénat introduisait certaines modifications dans les *provinciae praetoriae* ; ainsi il réunissait parfois les deux Espagnes (Liv., XLIII, 11) ou les *provinciae urbana et peregrina* (Liv., XXIV, 44), pour donner un autre mandat au préteur qui était resté disponible : par exemple, le commandement de la flotte, ou bien : « *ut uni sors integra esset, quo senatus censuisset*. » Liv., XLII, 38. Cf. Zumpt, *Stud. rom.*, p. 5-16. — Quant aux préteurs provinciaux, voyez l'organisation provinciale.

(10) Vell. Pat., II, 89. Dion Cass., XLII, 51. Le chiffre des Dig., I, 2, 2 § 32 est inexact.

eux par *sortitio* la *jurisdictio urbana, peregrina* et la présidence des *quaestiones perpetuae* ⁽¹⁾; et après l'expiration de leur mandat, leur *imperium* est prorogé, et ils sont envoyés en province *pro praetore* ⁽²⁾.

César porta le nombre des préteurs à 10, 14 et jusqu'à 16 ⁽³⁾.

§ 4. De la censure ⁽⁴⁾.

Après l'institution du tribunat consulaire, les opérations du recensement, qui, par suite des occupations militaires et judiciaires des consuls, et au grand détriment de l'Etat, ne se faisaient plus régulièrement, furent détachées du pouvoir consulaire, et conférées à une magistrature nouvelle et patricienne, aux *censores*, 443 av. J.-C. ⁽⁵⁾. Les patriciens prétendaient en effet avoir seuls qualité pour présider aux solennités religieuses qui terminent le recensement.

La plèbe est admise à la censure dès 351 ⁽⁶⁾, et la *lex Publilia Philonis*, 339, ordonne qu'un des deux censeurs soit nécessairement plébéen ⁽⁷⁾.

(1) *Coll. leg. Mos.*, I, 3. *Cic., Ver.*, I, 8 § 21, p. *Mur.*, 20. — ZUMPT, *Dr. cr.*, II, 1, 324-346; 2, 155-169.

(2) *Cic., ad div.*, VIII, 8 § 8.

(3) *DION CASS.*, XLII, 51, XLIII, 47, 49, 51.

(4) BECKER, II, 2, 191-247. LANGE, I, 667-689. VANDER BOON MESCH, *Commentatio, in qua exponuntur, quaecunque ad censum et censuram Romanorum pertinerunt etc.* Gand, 1824. ROVERS, *De censorum apud Romanos auctoritate et existimatione ex veterum rerum publicarum conditione explicanda.* Utrecht, 1825. KESEBERG, *De censoribus Romanorum.* Quedlinburg, 1829. GERLACH, *La position des censeurs dans la constitution* (en all.). Bale, 1842. K. W. NITZSCH, *Sur la censure* (en all.), dans les *Neue Jahrb. f. Phil.* etc., Leipzig, 1856, T. LXXIII, p. 730, et dans SYBELS *Hist. Zeitschr.* Munich, 1862, T. VII, p. 151. A. W. ZUMPT, *Des Lustra des Romains* (en all.) dans le *Rhein. Mus.*, XXV, 465-506, XXVI, 1-38. Frankfurt S/M. 1870-1871.

(5) *Liv.*, IV, 8. Cf. DENYS, XI, 63. Voyez aussi SCHWEGLER, *H. r.*, III, 117 suiv. — L'opinion de MOMMSEN, *Chronol.*, 90-92, que la censure ne fut instituée qu'en 435 av. J.-C., est combattue par NIPPERDEY, des *leges ann.* etc., p. 65, et ZUMPT, l. l., *Rhein. Mus.*, XXV, 481-484.

(6) *Liv.*, VII, 22.

(7) Voyez p. 215, nes 1-3, et 7.

En règle générale, les censeurs furent élus de tout temps parmi les *consulares* ⁽¹⁾.

Les censeurs, toujours au nombre de 2 ⁽²⁾, sont élus aux comices centuriates (p. 167), dans le principe pour cinq ans; mais dès 434 la *lex Aemilia* décréta « *ne plus quam annua ac semenstris censura esset* » ⁽³⁾.

Cependant comme le recensement ne se renouvelait d'ordinaire qu'après un espace de cinq ans, et que les censeurs étaient nommés surtout à cette fin, il y avait depuis la *lex Aemilia* généralement un intervalle de 3 1/2 années entre deux censures ⁽⁴⁾. Au dernier siècle de la République, il y eut de fréquentes interruptions dans l'exercice de la censure : ainsi de 42 à 28 av. J.-C. il n'y eut point de censeurs ⁽⁵⁾.

Les deux censeurs doivent être *renuntiati* le même jour ⁽⁶⁾.

Depuis la prise de Rome par les Gaulois (390), la coutume s'est établie, que si l'un des censeurs meurt dans

(1) Il y a eu de rares exceptions. Liv., XXVII, 6 et 11. Cic., *Cato*, 6 § 16.

(2) Cic., *de leg.*, III, 3, 7 « *bini sunt* ». Cf. Liv., XXIII, 23.

(3) Liv., IV, 24.

(4) Liv., IV, 24, IX, 33-34. Je dis généralement : car l'intervalle a été parfois plus ou moins long. Cf. ZUMPT, *Rhein. Mus.*, XXV, 487. Il semble que depuis Sulla l'ancienne durée du pouvoir censorial fut rétablie. Cf. ZONAR., VII, 19. Cic., *de leg.*, III, 3 § 7. NIPPERDEY, *Sur la durée quinquennale de la censure* (en all.). Appendice à son ouvrage sur les *Leges annales*. Cette opinion est combattue par ZUMPT, l. l., p. 496. S'il faut en croire le SCOL. GRONOV., p. 384 éd. Or., Sulla aurait même aboli la censure. Cf. ZUMPT, l. l., 470. — MOMMSEN (*Chronol.*, p. 158-167, suivi par LANGE, I, 400, 668, mais combattu par NIPPERDEY, l. l., p. 65, et ZUMPT, l. l., p. 484 suiv.) est d'avis que jusqu'à la seconde guerre punique le recensement se faisait non pas après un terme de 5 ans, mais après quatre ans.

(5) Cf. SUET., *Aug.*, 37. — BORGHESI, *Sur la dernière partie de la série des censeurs romains* (en ital.) dans les *Diss. della pontif. acad. rom. di archaeol.*, Rome, 1836. T. VII, p. 121 (réédité dans ses *Œuvres complètes*. T. IV, 1-88, Paris 1865). CLEMENTE CARDINALI, *Mémoires sur les censeurs et les lustrés de l'antique Rome* (en ital.). Ib. 1841. T. IX, p. 273. GOELL, *De la censure romaine à l'époque de sa décadence* (en all.). Schleiz, 1859. ZUMPT, *Des lustra des Romains* etc.

(6) Liv., IX, 34 : « *Cum ita comparatum a majoribus sit, ut comitiis censoriis, nisi duo confererint legitima suffragia, non renuntiato altero, comitia differantur.* »

l'exercice de ses fonctions, son collègue abdique, et que l'on crée deux censeurs nouveaux ⁽¹⁾.

Des pouvoirs censoriaux.

Distinguons entre les droits communs de la *potestas* (p. 210), que les censeurs obtiennent par leur élection, et la *potestas censoria* qui leur est déléguée après leur élection par une *lex centuriata* spéciale (p. 168, n° 7).

Cette *potestas censoria* fut d'abord peu importante (*censura, res a parva origine orta*) ⁽²⁾. Elle ne comprenait que le fait matériel du recensement, suivi de la répartition des citoyens entre les tribus, les classes et les centuries, et de la *recognitio equitum*; mais de là se développa rapidement un droit de surveillance générale sur les mœurs des citoyens (*regimen morum*), droit qui devint encore plus important, quand la *lex Ovinia* (p. 185) eut conféré aux censeurs la *lectio senatus*, qui ne faisait pas partie intégrante du *census*.

De plus, les censeurs reçurent, par délégation du sénat, certaines attributions financières.

Pour ce qui regarde la *potestas censoria* spécifique (*census*, avec les fonctions qui en découlent, et le *regimen morum*) et la *lectio senatus*, les censeurs sont irresponsables, indépendants de l'*intercessio* d'une *major potestas* et des tribuns, mais soumis à l'*intercessio collegae* ⁽³⁾.

En somme, les censeurs devinrent les gardiens des bases matérielles et morales (*mos majorum*) sur lesquelles était fondée la grandeur de la République romaine ⁽⁴⁾. Aussi leur dignité était-elle appelée *sanctissimus magistratus* ⁽⁵⁾, et portaient-ils comme insigne extérieur, au moins d'après

(1) Liv., V, 31 : « C. Julius censor decessit : in ejus locum M. Cornelius successit, quae res postea religioni fuit, quia eo lustro Roma est capta; nec deinde unquam in demortui locum censor sufficitur. » Cf. ib., VI, 27, IX, 34. PLUTARQ., *Quest. rom.*, 50.

(2) Liv., IV, 8.

(3) Voyez les passages cités pp. 187, n° 5, 209, n° 1, 3 et Liv., XL, 45-46, XLII, 10, XLV, 15.

(4) L'ensemble des fonctions censoriales est résumé par Liv., IV, 8, Cic., *de leg.*, III, 3 § 7. Cf. ZONAR., VII, 19.

(5) Cic., *p. Sest.*, 25 § 55. PLUT., *Cam.*, 14 : ἱερὰ ἀρχή.

POLYBE ⁽¹⁾, une toge toute de pourpre : *ἐπὶ ὅλῃς πορφύρεϊς*.

I. La *lectio senatus* (p. 186-187), avait lieu ordinairement au commencement de la censure ⁽²⁾.

II. Le recensement (*censum agere*) ⁽³⁾.

Dès leur entrée en charge, les censeurs publient un édit, *formula censendi* ou *lex censui censendo* ⁽⁴⁾, dans lequel ils déterminent, selon leur volonté (*arbitrium*) ⁽⁵⁾, d'après quelle base ils évalueront, non pas les *agri censui censendo* dont le principe d'estimation était plutôt fixe ⁽⁶⁾, mais les autres propriétés et surtout les objets de luxe ⁽⁷⁾. Cet édit contient parfois aussi d'autres prescriptions spéciales ⁽⁸⁾.

Le recensement a lieu au champ de Mars dans la *villa publica* ⁽⁹⁾.

Dans la nuit qui précède le commencement des opérations, les censeurs consultent les *auspicia* et déterminent par le sort "*uter lustrum faciat*".

Ils ouvrent le recensement par une *contio* solennelle ⁽¹⁰⁾. Le recensement se fait par tribu locale ⁽¹¹⁾. Les censeurs, assistés des *curatores tribuum*, de *scribae* et de *servi publici* ⁽¹²⁾, appellent successivement tous les *paterfamilias* majeurs de chaque tribu ⁽¹³⁾. Le *paterfamilias* déclare "*ex animi sententia*" ⁽¹⁴⁾ d'abord son état civil, son *praenomen* et

(1) POLYB., VI, 53.

(2) LIV., XLIII, 14-15.

(3) LIV., III, 3, 22 etc. — REIN, *Census* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, T. II, p. 247.

(4) LIV., IV, 8, XLIII, 14.

(5) VARR., *de l. l.*, V, 14. LIV., IV, 8.

(6) Voyez p. 55, n° 1. Cf. CIC., *p. Flacc.*, 32 § 80. PAUL. DIAC., p. 53.

(7) LIV., XXXIX, 44.

(8) LIV., XLIII, 14.

(9) LIV., IV, 22. — Sur la *villa publica* voyez BECKER, I, 625 suiv.

(10) Le texte des *tabulae censoriae*, qui contiennent les formalités prescrites, est conservé en partie par VARR., *de l. l.*, VI, 9.

(11) DENYS, V, 75. CIC., *p. Flacc.*, 32 § 80 etc.

(12) VARR., *de l. l.*, VI, 9. LIV., IV, 8, XLIII, 16.

(13) Cf. VARR., l. l. LIV., XLIII, 14-16. PAUL. DIAC., p. 65.

(14) GELL., IV, 20 § 3. CIC., *de or.*, II, 64 § 260, *de off.*, III, 29 § 108. Cf. DENYS, IV, 15. LIV., XLIII, 14.

nomen, patrem ou *patronum*, sa *tribus*, son *cognomen* ⁽¹⁾, son âge, le nom de sa femme, les noms et l'âge de ses enfants ⁽²⁾; ensuite son état de fortune, c'est-à-dire les choses qu'il a *in dominio ex jure quiritium (rationem pecuniae ex formula census)* ⁽³⁾. Pour l'évaluation de la fortune les censeurs sont assistés de *juratores* (experts assermentés) ⁽⁴⁾.

Les citoyens, qui sont sous les armes, sont recensés par des délégués des censeurs; ceux des municipes et des colonies par leurs magistrats, qui envoient leurs listes aux censeurs à Rome ⁽⁵⁾. Les autres citoyens, absents au recensement, doivent se faire représenter par un fondé de pouvoirs ⁽⁶⁾.

Cette opération étant terminée, les censeurs révisent les listes des citoyens qui ne se trouvent pas dans les tribus, d'abord la liste des *orbi (pupilli)*, *orbae et viduae* ⁽⁷⁾, représentées par leurs *tutores*, et ensuite celle des *acerarii* ou les *tabulae Caeritum* (p. 93, n° 6).

Le recensement général de tous les citoyens est suivi de la *recognitio equitum equo publico*, qui se fait au *forum* ⁽⁸⁾. Un *praeco* cite *tributim* ⁽⁹⁾ les *equites* des 18 centuries. Chaque *eques*, à l'appel de son nom, conduit son cheval devant les censeurs ⁽¹⁰⁾. S'il est maintenu dans le corps, les

(1) C'est cet ordre, qui est suivi dans la désignation officielle et complète d'un citoyen, par exemple : *Servius Sulpicius Quinti filius Lemonia Rufus*. (CIC., *Phil.*, IX, 7).

(2) La déclaration officielle des naissances ne fut introduite que sous l'Empire. MARQUARDT, V, 1, 86-88.

(3) DENYS, IV, 15, V, 75. PAUL. DIAC., p. 58 et p. 66 s. v. *duicensus*. CIC., p. *Flacc.*, 32 § 79-80. Cf. *Lex Jul. munic.*, l. 146 dans le *Corp. Inscr. lat.*, V, I, p. 123. MARQUARDT, III, 2, 127-129.

(4) LIV., XXXIX, 44. Sur la correction *juratores* pour *viatores*, voyez MOMMSEN, *Les trib. rom.*, p. 21.

(5) LIV., XXIX, 15, 17, 37. *Lex Jul. mun.* l. 1.

(6) VARR., *de l. l.*, VI, 9 : *si quis pro se sive pro altero rationem dari volet*. Cf. GELL., V, 19 § 16.

(7) Cf. LIV., III, 3. *Epit.*, LIX. PLUTARQ., *Popl.*, 12.

(8) « *Recognoscere equitatum*. » LIV., XXXIX, 44. « *Recensere*. » Ib. XXXVIII, 28. Cf. XXIX, 37. DION CASS., LV, 31 : « *ἐξέταται*. »

(9) LIV., XXIX, 37. VAL. MAX., II, 9, 6, IV, 1, 10.

(10) PLUTARQ., *Pomp.*, 22. NONIUS, p. 61. G.

censeurs lui disent : *traduc equum* ⁽¹⁾. Si les censeurs l'excluent, soit pour motif d'âge ⁽²⁾, soit *inpolitiae causa* ⁽³⁾, ou pour une autre cause quelconque ⁽⁴⁾, ils se servent de la formule : *vende equum* ⁽⁵⁾ (*adimere equum*) ⁽⁶⁾. Après cela, ils complètent les centuries (*equum publicum assignare*) ⁽⁷⁾, et donnent lecture publique de la nouvelle liste des *equites* : *recitare* ⁽⁸⁾.

Après que ces opérations préparatoires sont finies, les censeurs dressent définitivement les listes nouvelles : 1) des *tribus*, 2) des *orbi*, *orbae* et *viduae*, 3) des *aerarii*, 4) de la *discriptio classium centuriarumque*.

Ces listes (*tabulae censoriae*) sont gardées aux archives des censeurs ⁽⁹⁾; une copie est déposée à l'*aerarium* ⁽¹⁰⁾.

(1) VAL. MAX., IV, 1, 10. CIC., p. Cluent., 48 § 134.

(2) L'éques devait un service militaire de *decem stipendia* (p. 85). Cependant jusqu'aux derniers siècles de la République, les censeurs ont permis ordinairement aux *equites* qui avaient terminé leur service militaire, de garder leur monture, et de rester membres des 18 centuries, de manière que parmi les *equites* il y avait aussi des *seniores* (cf. LIV., XXIX, 37, XXXIX, 44), et qu'à une certaine époque tous les sénateurs en faisaient partie (CIC., *de rep.*, IV, 2). Ensuite un plébiscite, dont nous ne connaissons pas l'époque, mais qui est certainement antérieur à Cicéron (CIC., l. l., Q. CIC., *de pet. cons.*, 8), exclut les *seniores* des *centuriae equitum*. Sous l'Empire les *seniores* y sont de nouveau admis (SUET., *Aug.*, 38). Voyez sur cette question les ouvrages de ZUMPT et de MARQUARDT, cités p. 116, ne 1.

(3) «*Id verbum significat, quasi tu dicas incuriae.*» GELL., IV, 12 § 3. — «*Ob equum male curatum.*» PAUL. DIAC., p. 103.

(4) Par exemple, pour cause de compulscence. GELL., VI (VII), 22 : «*Non.. poena id fuit, ajoute l'auteur, ut quidam existimant, sed munus sine ignominia remittebatur.*»

(5) LIV., XXIX, 37, XLV, 15. VAL. MAX., II, 9, 6.

(6) CIC., *de or.*, II, 71 § 237. LIV., XXIV, 18 etc.

(7) LIV., V, 7, XXXIX, 19, etc.

(8) SUET., *Cal.*, 16. — Celui dont le nom se trouvait le premier sur la liste, s'appelait *princeps juventutis*. CIC., *ad div.*, III, 10. in *Fat.*, 10 § 24. — De la *recognitio equitum* il faut distinguer la *transvectio*, une solennité militaire qui se faisait annuellement (LIV., IX, 46, DENYS, VI, 13), et qui fut réunie depuis Auguste avec la *recognitio* (SUET., *Aug.*, 38). Cf. BECKER, II, 1, 258-260, LANGE, II, 87-88.

(9) Le local fut d'abord l'*atrium Libertatis* (LIV., XLIII, 16, XLV, 15), plus tard l'*aedes Nympharum* (CIC., p. *Mil.*, 26 § 73).

(10) LIV., XXIX, 37.

III. *Regimen morum disciplinaeque romanae. Censuram agere* ⁽¹⁾.

Les censeurs, ayant le droit et le devoir de n'admettre parmi les *equites* et les sénateurs que ceux qui sont dignes de cet honneur (*optimum quemque*), sont investis du pouvoir de s'enquérir et de juger de la conduite morale des citoyens. Ce fut là l'origine d'un droit plus étendu, le *jus censoriae*, en vertu duquel ils exercent une surveillance sévère sur les mœurs privées et publiques, et punissent tous les actes, qui leur semblent être condamnés par le *mos majorum*, et nuire directement ou indirectement à la prospérité morale ou matérielle de la République, que ces actes aient été posés par des particuliers ou par des magistrats : par ex. la lâcheté, le parjure, le luxe, le célibat sans motif, l'indécence, la mauvaise administration des biens, la mauvaise éducation des enfants, les traitements durs des esclaves, la conduite indigne des magistrats, etc. ⁽²⁾.

Les censeurs disposent à cet effet d'un moyen préventif et d'un moyen coercitif.

1° Le moyen préventif, ce sont les *edicta censoria* (appelés aussi *leges censoriae*), valables pendant cinq ans. Tels sont les édits de *coercendis rhetoribus latinis*, ceux contre le luxe de la table ou des vêtements ⁽³⁾ etc. .

2° Moyen coercitif. La punition censoriale s'appelle *nota*, *notio*, *notatio*, *animadversio censoria* ⁽⁴⁾; elle est ordinairement motivée (*subscriptio censoria*) ⁽⁵⁾. Elle inflige à celui qui en est puni une flétrissure morale (*ignominia*) ⁽⁶⁾, ou *minutio existimationis* (p. 94). Elle a différents degrés :

(1) LIV., IV, 8. *Ep.*, XCVIII. OVID., *Fast.*, VI, 647. — JARCKE, *Essai sur le droit de punition des censeurs romains* (en all.). Bonn, 1824.

(2) PLUTARQ., *Cat. maj.*, 16. DENYS, XX, 3. LIV., XXIV, 18, XXXIX, 42. CIC., *de off.*, III, 31. GELL., IV, 12, et 20 § 6, XVII, 21 § 39. VAL. MAX., II, 9, 1 et 5. ASCON., p. 84, Or. PLIN., XVIII, 3 (3) etc. — Les actes, punissables par les censeurs, s'appellent *opus censorium*, GELL., IV, 12.

(3) GELL., XV, 11. PLIN., VIII, 77 (51), 82 (57), XIII, 4 (3), XIV, 16 (14), XXXVI, 2 (1).

(4) CIC., *p. Sest.*, 25. *p. Cluent.*, 46. *de rep.*, IV, 10. *de off.*, III, 31 § 111, 32 § 115.

(5) CIC., *p. Cluent.*, 42-48. GELL., IV, 20 § 6.

(6) CIC., *de rep.*, IV, 6.

1° *Senatu movere et praeterire* (p. 186).

2° *Equum publicum adimere* (p. 245).

3° *Tribu movere* ou *tribum mutare jubere* (transférer d'une tribu rustique dans une tribu urbaine) ⁽¹⁾.

4° *Tribubus omnibus movere, aerarium facere, in Caeritum tabulas referre* (p. 94.). Cela s'appelle aussi *tribu movere*.

La première ou la seconde de ces punitions peut être cumulée avec la troisième ou quatrième ⁽²⁾.

Le pouvoir coercitif des censeurs ne s'exerce que sur les citoyens, non sur les femmes ⁽³⁾.

Il diffère essentiellement de la juridiction du préteur et des comices ⁽⁴⁾ :

a) Les censeurs ont le droit de punir *tout* acte qui leur semble être contraire au *mos majorum*.

b) Ils ne sont pas obligés de citer devant eux, ni d'entendre la défense de la partie intéressée : pour punir, il suffit que les deux censeurs soient d'accord.

c) La punition censoriale entraîne plutôt une flétrissure morale qu'un dommage matériel.

d) Les effets de la *nota censoria* peuvent être annulés par les censeurs suivants ⁽⁵⁾.

IV. Les opérations du recensement sont closes par une grande cérémonie religieuse de purification qui est célébrée au champ de Mars, en présence du peuple réorganisé par le recensement, et dans laquelle un des censeurs fait un grand sacrifice (*suovetaurilia, lustrum*) ⁽⁶⁾, et récite des prières pour la *salus publica* ⁽⁷⁾. " *Lustrum condere* ".

(1) LIV., XLV, 15. CIC., *p. Cluent.*, 43 § 122. Voyez p. 50, n° 3.

(2) VAL. MAX., II, 9, 7. GELL., IV, 20 § 11. LIV., XXIV, 18 etc.

(3) CIC., *de rep.*, IV, 6. GELL., X, 23 § 4.

(4) Cf. CIC., *p. Cluent.*, 42-47.

(5) PSEUD. ASC., p. 103. OR. CIC., *p. Cluent.*, 43 § 122.

(6) LIV., I, 44. DENYS, IV, 22. — C'est de là que le mot *lustrum* a désigné un intervalle de cinq ans, dans le principe peut-être de quatre ans (p. 241, n° 4).

(7) Dans les premiers siècles, le vœu exprimé dans cette prière était : " *Ut (dii immortales) populi Romani res meliores amplioresque facerent.* " Scipio Aemilianus remplaça ces mots par une formule nouvelle : " *Ut eas perpetuo incolumas servent.* " VAL. MAX., IV, 1, 10.

V. Attributions financières.

Les censeurs mettent en adjudication :

a) *Infimis pretiis* : la livraison des fournitures publiques ⁽¹⁾, l'entreprise des travaux publics (*opera, ultro-tributa locare*) ⁽²⁾, l'entretien et la réparation des édifices publics etc. (*sarta tecta exigere, reficienda locare*) ⁽³⁾.

Le sénat met à cet effet à la disposition des censeurs une somme déterminée, *vectigal annuum, dimidium ex vectigalibus anni*, et laisse aux censeurs le choix des travaux publics qu'il importe d'exécuter (p. 204, n° 9).

b) *Summis pretiis* : la perception des impôts indirects, l'exploitation des mines de l'Etat etc. (*vectigalia fruenda locare ou vendere*) ⁽⁴⁾.

L'adjudication se fait au *forum, in conspectu populi Romani*, pour un terme de 5 ans ⁽⁵⁾, d'après les cahiers de charge (*tabulae censoriae*) dans lesquelles les censeurs publient les conditions de l'adjudication (*leges censoriae*) ⁽⁶⁾.

Le droit de modifier ou de casser ces contrats compète au sénat ⁽⁷⁾.

Le pouvoir des censeurs peut être prorogé, probablement *ex senatus consulto*, mais seulement *ad sarta tecta exigenda et ad opera quae locassent probanda* ⁽⁸⁾.

En l'absence de censeurs, leurs fonctions financières peuvent être exercées par les consuls, ou les préteurs ⁽⁹⁾, ou encore et surtout par les édiles ⁽¹⁰⁾, dont les fonctions avaient plusieurs points de contact avec celles des censeurs.

(1) LIV., XXIV, 18.

(2) LIV., XXXIX, 44, XLIII, 16. VARR., *de l. l.*, VI, 2.

(3) LIV., XXVII, 11, XXIX, 37, XLII, 3.

(4) FEST., p. 376. PAUL. DIAC., p. 121. LIV., XXVII, 11, XXXIX, 44. — *Pascua* était, dans les *tabulae censoriae*, le terme générique de tous ces *vectigalia*. PLIN., XVIII, 3 (3).

(5) CIC., *de leg. agr.*, I, 3, II, 21. *ad Att.*, V, 2, 5. VARR., *de l. l.*, VI, 2. POLYB., VI, 13 et 17.

(6) PLIN., XVIII, 3 (3), XXXIII, 21 (4). GELL., II, 10. CIC., *de leg. agr.*, I, 2.

(7) Voyez p. 204, n° 10, 206, n° 6.

(8) Cf. LIV., XLV, 15.

(9) Cf. LIV., XXIII, 48. *Lex agr.*, l. 89 dans le *Corp. Inscr. lat.*, I, p. 85.

(10) FRONTIN., *de aquaed.*, 95-96. PSEUD. ASCON., p. 194. Or.

§ 5. Du tribunat de la plèbe ⁽¹⁾.

La première *secessio plebis* (494 av. J.-C.) eut pour effet la création d'une double magistrature plébéienne, le tribunat et l'édilité de la plèbe, chargée de défendre la plèbe contre les magistrats patriciens ⁽²⁾.

Le caractère qui distingua de tout temps les magistratures plébéiennes (p. 207), c'est qu'elles restèrent réservées aux plébéiens seuls ⁽³⁾. Il y a plus. A l'époque de la puissance de la *nobilitas*, celui dont le père avait géré une magistrature curule, ne pouvait, du vivant de son père, exercer une magistrature plébéienne ⁽⁴⁾.

En outre, elles furent toujours élues *inauspicato*, et n'acquiescent jamais le *jus auspiciorum* (p. 164, n° 2).

Le mode primitif de la nomination des *tribuni plebis* est controversé ⁽⁵⁾. Depuis le *plebiscitum Publilium Voleronis* (471 av. J.-C.), ils sont élus aux *concilia plebis (tributa)* (p. 169).

(1) BECKER, II, 2, 247-291. LANGE, I, 510-516, 690-713. SOLDAN, *De origine, causis et primo tribunorum plebis numero*. Hanovre, 1825. SCHIRMER, *De tribuniciae potestatis origine ejusque ad XII tabulas progressu*. Thorn, 1826. BENDER, *De intercessione tribunicia*. Königsberg, 1842. NEWMAN, *Sur l'accroissement du pouvoir des tribuns avant le décevoirat* (en angl.) dans le *Classical Mus.* Londres 1849. T. VI, p. 205. SCHOENBECK, *De potestate tribunicia particula*. Bromberg, 1852. WOLFRAM, *De tribunis plebis usque ad decemviralem potestatem*. Berlin, 1856. DOCKHORN, *De tribuniciae potestatis origine*. Berlin, 1858. GRAFSIROEM, *De tribunis plebis apud Romanes quaestiones*. Upsal, 1860. W. IHNE, *De l'origine et du pouvoir primitif du tribunat de la plèbe* (en all.) dans le *Rhein. Mus.* 1866. T. XXI, p. 161-179. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 1, 196-239; 2, 20-30.

(2) LIV., II, 33 suiv. DENYS, VI, 45-90. CIC., *de rep.*, II, 33 etc.

(3) LIV., II, 33, IV, 25. PAUL. DIAC., p. 231. « *Plebium magistratum neminem capere licet, nisi qui ex plebe est.* »

(4) Cf. LIV., XXVII, 21, XXX, 19.

(5) PTASCHNIK, *L'élection des tribuns de la plèbe avant la rogatio de Publilius Volero* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Oesterr. Gymnas.* Vienne, 1863, T. XIV, p. 627. — D'après les témoignages des anciens (DENYS, VI, 89, IX, 41. CIC., *p. Corn.*, fr. 23, p. 451 Or.), l'élection primitive des tribuns aurait eu lieu aux comices curiates, ce qui semble inadmissible. MOMMSEN (*Rech. rom.*, I, 181-185) adopte cette tradition avec cette modification essentielle toutefois que ces

Ils furent d'abord au nombre de cinq ⁽¹⁾; depuis 457 av. J.-C., ce nombre fut porté à dix ⁽²⁾.

Dans les premiers temps, les tribuns élus complétaient le collège par *cooptatio*, pour le cas où l'élection n'avait pas donné la majorité au nombre nécessaire de candidats ⁽³⁾; mais la *lex Trebonia* de 448 ordonna : « *Ut qui plebem Romanam tribunos plebi rogaret, is usque eo rogaret, dum decem tribunos plebei faceret* » ⁽⁴⁾. »

Des pouvoirs tribunitiens.

Le but primitif de l'institution des tribuns fut l'*auxilium* dans l'intérêt des plébéiens, *adversus consulare imperium* ⁽⁵⁾. *Intercessio tribunitia*. « *Veto* » ⁽⁶⁾. C'était-là, à l'origine, leur principale et, on peut dire, leur unique fonction. Aussi n'étaient-ils point *populi*, mais *plebei magistratus* ⁽⁷⁾. Mais ils ont successivement, de fait, étendu le cercle de leur compétence, et ils sont parvenus bientôt à se créer un rang tout-à-fait supérieur parmi les magistratures romaines.

réunions auraient été des *concilia plebis curiata*. (Cf. p. 154, n° 5). D'après NIEBUHR (*H. r.*, I, 647 suiv.) les cinq tribuns furent nommés, chacun par une des cinq classes, et leur élection devait être ratifiée par les curies. D'après GOETTLING (*Hist. de la Constit.*, p. 289), les tribuns désignaient leurs successeurs. BECKER attribue leur élection aux *comitia centuriata*, présidés par le *Pontifex Maximus* ou *comitia calata*; LANGE, aux comices centuriates ordinaires, tandis que SCHWEGLER (II, 552 suiv.) soutient qu'ils furent élus dès l'origine par les *concilia plebis tributa* et que le *plebiscitum Publilium* ne se rapportait pas à ce sujet.

(1) ASCON., p. 76. Or. « *Quinque singulos ex singulis classibus*. » DENYS, VI, 89. — LIV., II, 33, cite, à côté de cette opinion, une autre d'après laquelle le nombre des tribuns fut d'abord de 2, et porté à 5 quelques années plus tard. Cf. ib. 58.

(2) LIV., III, 30. « *Bini ex singulis classibus*. » DENYS, X, 30.

(3) Cf. LIV., III, 64. — MERCKLIN, *La cooptatio chez les Rom.*, p. 193.

(4) LIV., III, 65. Cf. V, 10. — Une grave punition, celle d'être brûlés vifs, était comminée contre les tribuns qui sortaient de fonctions, sans que leurs successeurs ne fussent élus. » DIODOR., XII, 25. DION. CASS., fr. Vat. 22. ZONAR., VII, 17. VAL. MAX., VI, 3, 2. Cf. LIV., III, 55. — ZUMPT., *Dr. cr.*, I, 2, 12-14.

(5) LIV., II, 33, 35. CIC., *de rep.*, II, 33. DENYS, VI, 87, etc.

(6) LIV., V, 29, VI, 35. GELL., XIII, 12 § 9.

(7) LIV., II, 56. Cf. PLUTARQ., *Quest. rom.*, 81. ZON., VII, 15.

Le moyen, à l'aide duquel cette évolution progressive du pouvoir tribunitien s'est opérée, ce fut l'*inviolabilité de la personne des tribuns*, garantie par la *lex sacrata*, qui fut renouvelée par une *lex Valeria Horatia*, après l'expulsion des décemvirs (1). *Sacrosanctus magistratus* (2) : " *Ut qui tribunis plebis... nocuisset. ejus caput Jovi sacrum esset, familia ad aedem Cereris, Liberi Liberaeque venum iret* (3)."

L'irresponsabilité du tribunat fut une conséquence de son inviolabilité (p. 209; n° 4).

Du jus intercessionis tribuniciae.

1° *Auxilium*. Le tribun a le droit et le devoir de protéger le plébéen (*viritim, ad singulorum auxilium*) (4), qui implore son secours (*appellare, provocare ad tribunum*). A cet effet, la porte de sa maison doit toujours être ouverte, et il ne peut, sauf pour les *feriae latinae*, s'absenter de Rome plus d'un jour (5).

L'*auxilium* fut accordé bientôt par les tribuns à tout citoyen, patricien comme plébéen (6).

L'*auxilium* était invoqué par le citoyen contre le *dilectus*, la perception du *tributum*, l'exécution des punitions et sentences judiciaires des magistrats, et en général contre toute contrainte des magistrats (7).

Le *veto* d'un seul tribun empêche l'acte du magistrat. Le tribun se sert au besoin, pour faire valoir son *veto*, de la *pre-*

(1) LIV., II, 33, III, 55. — LANGE, I, 547. ZUMPT., *Dr. cr.*, I, 2, 20-30.

(2) LIV., II, 33. DENYS, VII, 22. : *ἱερά καὶ ἀτύλος ἀρχή*. Cf. VI, 89, VII, 50. FEST., p. 318. «*Sacrosanctum dicitur, quod jurejurando interposito est institutum, si quis id violasset, ut morte poenas penderet.*» Cf. CIC., p. Balb., 14.

(3) LIV., III, 55. Cf. DENYS, VI, 89. ZONAR., VII, 15. CIC., p. Tull., 47. — MARQUARDT, IV, 228-233. LANGE, *De consecratione capitis et bonorum disputatione*. Giessen, 1867. — Sur les dérogations à la *lex sacrata* voyez p. 209, n° 1, et BECKER, II, 2, 271-272.

(4) LIV., III, 9.

(5) PLUTARQ., *Quest. rom.*, 81. DENYS, VIII, 87. GELL., III, 2 § 11, XIII, 12 § 9.

(6) LIV., III, 13, 56, VIII, 33 etc.

(7) LIV., III, 11, 25, 59, IV, 1, 12, 30, 60, VI, 27, XXVIII, 45, XLIII, 16. CIC., p. *Cluent.*, 27 § 74. Cf. *Acad. pr.*, II, 30 § 97.

sio à l'égard du magistrat : « *in vincla duci jubere* » (1). Mais en règle générale, les tribuns examinent ensuite l'affaire en collège (*cognitio causae*), et portent un *decretum* pour ou contre l'*auxilii latio* (2) : « *pro collegio, ex collegii sententia pronuntiare* » (3). Pour qu'un tel décret empêche le *veto*, il faut l'unanimité : *de omnium sententia* (4); car il était établi en principe : « *unum vel adversus omnes satis esse* » (5). Il est vrai qu'un autre tribun pouvait neutraliser le *veto* de son collègue, en empêchant par son *auxilium* la *prensio* du magistrat menacé (6).

Mais les tribuns allèrent plus loin : en effet il est arrivé souvent, lorsqu'un magistrat patricien annonçait par ex. un *dilectus* ou la perception du *tributum*, que les tribuns déclaraient d'avance qu'ils protégeraient de leur *auxilium* tout citoyen qui refuserait d'obtempérer à l'ordre du magistrat (7). C'est ainsi que du *jus auxilii lationis viritum* découla un droit plus étendu et plus général :

2° Le *jus intercessionis* ou le droit d'opposition aux mesures générales d'administration, prises par les magistrats, même aux actes qu'ils posent aux comices ou au sénat, et aux décrets du sénat même (8). Ici encore le *veto* d'un seul suffit (9).

En dehors du *jus intercessionis*, les tribuns possèdent les droits communs de la *potestas* (p. 210), parmi lesquels le *jus*

(1) Liv., IV, 26, IX, 34, Ep., XLVIII, LV. Cic., in Vat., 9. Val. Max., IX, 5, 2. Dion. Cass., XXXVII, 50.

(2) Gell., IV, 14, VI (VII), 19. Liv., III, 13, XLII, 32, Ep., LV.

(3) Liv., IV, 26, 53.

(4) Cic., Verr., II, 2, 41.

(5) Liv., II, 44. Cf. IX, 34. XXXVIII, 52 et 60. Gell., VI (VII), 19. Val. Max., VI, 1, 7. Cic., de leg., III, 10 § 24. — Rein, La majorité au collège des tribuns de la plèbe (en all.), dans le Philologus, V, p. 137.

(6) Liv., II, 43, 44, IV, 53, X, 37.

(7) Liv., III, 59, IV, 1, 12, 30, 60 etc.

(8) Liv., III, 24-25, IV, 48, V, 25, VI, 35, etc. Denys, VIII, 90. Cic., de leg. agr., II, 12. Cf. Ascon., p. 53, 70, Or. — Zumpt, Dr. cr., I, 2, 274 suiv.

(9) Liv., V, 25, 29, VI, 35, 38.

concionis est protégé d'une manière spéciale par le *plebiscitum Icilium*, 492 av. J.-C. ⁽¹⁾.

Ils jouissent en outre du *jus prensionis* (p. 211) et du *jus agendi cum plebe*, qui fut un de leurs droits les plus importants (p. 163).

Dans le principe les tribuns n'avaient aucun pouvoir vis-à-vis du sénat : ils se tenaient, comme les simples citoyens, *ante valvas positus subselliis* ⁽²⁾. Ils obtinrent d'abord l'entrée du sénat et le droit d'y parler ⁽³⁾; ensuite le *jus intercessionis* contre les décrets du sénat, bientôt après le *jus agendi cum patribus*, et enfin le *plebiscitum Atinium* accorda aux tribunicii le *jus sententiae dicendae* ⁽⁴⁾.

Restrictions au pouvoir tribunicien :

1° Son action cesse au delà d'un rayon de *mille passus* autour de la ville ⁽⁵⁾.

2° L'*intercessio collegarum* ⁽⁶⁾.

3° Le *veto* des tribuns n'est de droit ni contre le dictateur (p. 229), ni contre la *potestas censoria* des censeurs (p. 242).

Sulla (82-50 av. J.-C.) réduisit l'*intercessio tribunicia* à l'*auxilii latio* primitive ⁽⁷⁾, et obligea les tribuns de faire

(1) Voyez p. 150, n° 6, et p. 165, n° 4. — Des exemples d'*edicta tribunicia* se trouvent chez Liv., IV, 60, Cic., *Verr.*, II, 2, 41 § 100, PLUTARQ., *Tib Gr.*, 10 etc.

(2) VAL. MAX., II, 2, 7. Cf. ZONAR., VII, 15. — HOFMANN, *Les tribuns au sénat dans le sénat romain* etc., p. 106 suiv.

(3) Liv., III, 9, IV, 1, 36, 44. DENYS, VII, 25, 39, 49, IX, 49, X, 9, 13 etc.

(4) Voyez pp. 186, n° 1, 191, n° 4 et 197, n° 4.

(5) DENYS, VIII, 87. App., *B. c.*, II, 31. Cf. DION CASS., LI, 19. — Il est vrai que d'après ces auteurs le pouvoir des tribuns finissait au *pomoerium* de la ville. Cependant il faut admettre que leur action s'étendait aussi loin que primitivement le *jus provocationis* (Cf. Liv., III, 20). Sinon, comment les tribuns auraient-ils pu intercéder aux comices qui se réunissaient au champ de Mars ?

(6) DENYS, IX, 1, X, 30, 31. Liv., II, 44, IV, 48, V, 2. App., *B. c.*, I, 12, 23, III, 50 etc.

(7) Cic., *de leg.*, III, 9 § 22. *Verr.*, II, 1, 60 § 155. VELL. PATERC., II, 30 « *imago sine re.* » Cf. CÉS., *B. c.*, I, 5, 7. — RUBINO, *de tribunicia potestate qualis fuerit inde a Sullae dictatura usque ad primum consulatum Pompei.* Cassel, 1825. ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 1, 307-323. LANGE, III, 123, 151-152.

approuver d'avance par le sénat les *rogationes* législatives, qu'ils voulaient soumettre aux *concilia plebis* ⁽¹⁾.

De plus, il exclut les *tribunicii* des magistratures curules ⁽²⁾.

Cette dernière restriction fut abolie déjà en 75 par la *lex Aurelia* ⁽³⁾, et en 70 une *lex Pompeia* rendit aux tribuns tous leurs pouvoirs antérieurs ⁽⁴⁾.

§ 6. De l'édilité ⁽⁵⁾.

Les *aediles plebei*, au nombre de deux, furent institués en même temps que les tribuns de la plèbe, 494 av. J.-C. ⁽⁶⁾. Dans le principe, ils étaient nommés par les tribuns; ils exerçaient les fonctions que ceux-ci leur déléguaient, telles que la garde des plébiscites, la *cognitio causae* en cas d'*auxilium*, la *prensio* au nom des tribuns ⁽⁷⁾ etc., et dans leur qualité de fonctionnaires subalternes des tribuns (*ὑπηρέται τῶν ἀνημέρων*), ils participaient à l'inviolabilité tribunicienne ⁽⁸⁾. Leur local était *ad aedem Cereris* ⁽⁹⁾.

Depuis le *plebiscitum Publilium Voleronis*, 471 av. J.-C., les édiles plébéiens sont élus aux *concilia plebis* (p. 169). Dès lors ils obtiennent peu à peu des attributions qui leur sont propres; ils se dégagent des liens de subordination qui les rattachaient au tribunat, et entrent dans des rapports

(1) Voyez p. 177, n° 2. D'après ZUMPT au contraire (*Dr. cr.*, II, 1, 433, n° 150) Sulla aurait supprimé les réunions tributes.

(2) ASCON., p. 78. APP., B. c., I, 100.

(3) ASCON., l. l. CIC., p. *Cor.*, fr. 26. — LANGE, III, 175.

(4) LIV., *Epit.*, XCVII. CIC., *de leg.*, III, 9-11. VELL. PATERC., II, 30.

(5) BECKER, II, 2, 291-327. LANGE, I, 516, 579, 715-734. SCHUBERT, *De Romanorum aedilibus*. Koenigsberg, 1828. HOFMANN, *De aedilibus Romanorum*. Berlin, 1842. REIN, *Aedilis* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, T. I.

(6) DENYS, VI, 90. PAUL. DIAC., p. 231.

(7) DENYS, VI, 90, VII, 26, 35, X, 34. *Dig.*, I, 2, 2 § 21. Cf. LIV., XXIX, 20.

(8) DENYS, VII, 35. LIV., III, 55, FEST., p. 318.

(9) LIV., III, 55. C'est de là que vient sans aucun doute le nom d'*aedilis*. Les anciens expliquent en général ce mot autrement : cf. VARR., *de l.* I., V, 14, DENYS, VI, 90, PAUL. DIAC., p. 13.

plus étroits avec le sénat et le consulat; mais ils perdent, en conséquence, le caractère d'inviolabilité (1).

Cette transformation fut amenée, en partie, par la délégation faite par le sénat aux édiles, de certaines attributions, comme la garde des sénatus-consultes (449 av. J.-C.) (2), comme l'ordre : "*ut animadverterent ne qui nisi Romani dñi, neu quo alio more quam patrio colerentur*" (3), l'organisation des jeux publics, mais elle le fut surtout par la création de l'*édilité curule*, 366 av. J.-C.

Le sénat ayant décrété que pour célébrer le rétablissement de la concorde entre le patriciat et la plèbe par la *lex Licinia de consulatu*, un jour serait ajouté aux *ludi maximi (romani)*, qui jusqu'alors ne duraient que trois jours, les édiles plébéiens de cette année refusèrent de se charger de l'organisation de ces jeux. Alors de jeunes patriciens offrirent de prendre cette charge sur eux, à condition "*ut aediles fierent..... Factum senatus consultum, ut duoviros aediles ex PATRIBUS dictator populum rogaret*" (4). "

L'*édilité curule* fut donc d'abord réservée aux seuls patriciens; mais presque aussitôt après son institution, il fut décidé "*ut alternis annis ex plebe fierent. — Postea promiscuum fuit*" (5). "

Les édiles *curules*, également au nombre de deux, étaient des *magistratus patricii* et *curules*, élus aux *comitia tributa* (6). Les édiles plébéiens restèrent toujours des *magistratus plebei*, non *curules*, nommés aux *concilia plebis* (7). Malgré cette

(1) Celle-ci leur était encore reconnue par la *lex Valeria Horatia* (449), qui renouvelait la *lex sacrata*, Liv., III, 55; mais elle disparaît ensuite Liv., I, 1. Cf. GELL., XIII, 13 § 4. — La différence entre la condition primitive des édiles et leur condition postérieure est nettement déterminée par ZONAR., VI, 15, et DENYS, VI, 90.

(2) Liv., III, 55.

(3) Liv., IV, 30.

(4) Liv., VI, 42. Cf. Dig., I, 2, 2 § 26.

(5) Liv., VII, 1. Cic., p. *Planc.*, 24. Cf. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 97-102.

(6) Voyez pp. 167, 207, 208, 212-213. Cic., *Verr.*, II, 5, 14 § 36. Liv., VII, 1.

(7) Voyez pp. 169, 207, 249.

différence importante, les quatre édiles formaient un seul collège, et avaient, à peu d'exceptions près, les mêmes attributions.

Des pouvoirs édilitiens.

La garde des archives passa des édiles aux questeurs ⁽¹⁾.

CICÉRON ⁽²⁾ définit les édiles : CURATORES URBIS, ANNONAE LUDORUMQUE SOLENNIUM.

I. *Cura urbis* : l'administration de la police à Rome et dans un rayon de 1000 pas autour de la ville : à savoir l'inspection des *aedes sacrae et privatae* ⁽³⁾, des bâtisses, des rues et places publiques (*verrere, purgare, sternere et reficere vias*) ⁽⁴⁾, des *balneae*, des *popinae*, le secours en cas d'incendie ⁽⁵⁾, la construction d'édifices publics ⁽⁶⁾, etc. — A cette inspection se rattachait aussi une certaine surveillance sur les mœurs publiques, les pratiques de cultes étrangers, le luxe, la licence ⁽⁷⁾ etc. Cette attribution des édiles avait beaucoup de points de contact avec les fonctions censoriales ; et même quelques-unes de celles-ci étaient exercées par les édiles, en l'absence de censeurs (p. 248).

Les édiles se partageaient la *cura urbis* par *sortitio* ou *comparatio* ⁽⁸⁾, probablement de telle sorte que chacun exerçait cette attribution séparément dans une des 4 anciennes *regiones* de la ville.

II. *Cura annonae* ⁽⁹⁾. Cette attribution, exercée simultanément par les quatre édiles, ne comprenait pas seulement le

(1) Voyez pp. 182, 193.

(2) *De leg.*, III, 3 § 7.

(3) VARR., *de l. l.*, V, 14. CIC., *Verr.*, II, 5, 14 § 36.

(4) *Lex Jul. mun.*, l. 1, 20, 26, 50, 56, 68 etc., dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I., p. 120-121. Cf. PLAUT., *Stich.*, II, 3, 23, suiv. *Dig.*, XXI, 1, 40-42. — DIRKSEN, *Remarques sur la 1^e moitié de la table d'Héraclée* (en all.), dans les *civil. Abhandl.* Berlin, 1820. T. II, p. 144, 223, suiv.

(5) SÉNÈQ., *Epit.*, LXXXVI, SUET., *Claud.*, 38. LYD., *de mag.*, I, 50.

(6) LIV., X, 23, 31, 47, XXX, 39, XXXIII, 42, etc.

(7) Cf. LIV., VIII, 18, 22, XXV, 1, XXXIX, 14. CIC., *Phil.*, IX, 7 § 17. *de har. resp.*, 13 § 27. GELL., X, 6. PLIN., XVIII, 8 (6). — E. LABATUT, *Études sur la société romaine. Les édiles et les mœurs*. Paris, 1867.

(8) *Lex Jul. mun.*, l. 24, dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 120.

(9) " Ἀγοραῖοι " DENYS, VI, 90. Voyez la section des *finances*, ch. I.

soin des approvisionnements de la ville et de la vente du blé à des prix modérés ⁽¹⁾, mais encore la police générale des marchés : le prix du blé, la qualité des marchandises, du bétail, des esclaves ⁽²⁾, les poids et mesures ⁽³⁾, l'usure etc.

III. *Cura ludorum* : l'organisation (non la présidence) et la police des jeux publics ⁽⁴⁾. Parmi ceux-ci les *ludi romani* et les *ludi megalenses* étaient donnés par les édiles curules ⁽⁵⁾, les *ludi plebei* par les édiles plébéiens ⁽⁶⁾.

Les édiles plébéiens, comme les édiles curules, siégeaient sur leur *tribunal* au *forum* ⁽⁷⁾, et exerçaient le *jus multae dictionis* à l'égard de ceux qui contrevenaient à leurs ordres de police, ou, le cas échéant, ils intentaient aux *foeneratores*, *pecuarii*, *frumentarii* ⁽⁸⁾ etc., un procès devant le peuple, les édiles curules aux *comitia tributa*, les édiles plébéiens aux *concilia plebis* (p. 173). Ils avaient des trésors séparés, alimentés par les amendes qu'ils infligeaient (*pecunia multaticia*) ⁽⁹⁾, et dont ils disposaient pour les jeux publics ⁽¹⁰⁾ et surtout pour des travaux publics. Pour les jeux publics, ils recevaient aussi certaines sommes du trésor de l'Etat ⁽¹¹⁾, et ordinairement ils y contribuaient largement de leur fortune privée ⁽¹²⁾.

Les *procès de commerce* compétaient aux édiles curules seuls; seuls ils avaient la *jurisdictio* en matière commer-

(1) Liv., X, 11, XXIII, 41, XXX, 26. PLIN., XVIII, 4 (3).

(2) Liv., XXXVIII, 35. PLAUT., *Rud.*, II, 3, 42. Dig., XXI, 1, 1, et 38. GELL., IV, 2.

(3) Dig., XIX, 2, 13 § 8. JUVÉN., X, 100. PERS., I, 129.

(4) Liv., IX, 40, XXXIV, 44, 54. *Lex Jul. mun.*, l. 77. MACROB., *Sat.*, II, 6. Voyez p. 224, n° 3. MARQUARDT, IV, 473-490.

(5) Liv., X, 47, XXIII, 30, XXIV, 43, XXXIV, 54 etc. — TH. MOMMSEN, les *ludi magni et romani* (en all.) dans le *Rhein. Mus.* 1859. T. XIV, p. 79.

(6) Liv., XXIII, 30, XXVII, 36, XXVIII, 10, XXIX, 38 etc.

(7) *Lex Jul. munic.*, l. 34, dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 120.

(8) Liv., X, 23, XXXVIII, 35.

(9) Liv., X, 23, XXXII, 42, XXXVIII, 35 etc.

(10) Liv., X, 23.

(11) Cf. DENTS, VII, 71. Liv., XXII, 10, XXXI, 9.

(12) Cf. Liv., IX, 40, XXV, 2.

ciale ⁽¹⁾. Aussi publiaient-ils à leur entrée en charge un édit analogue, dans la sphère de leur juridiction, à celui des préteurs. *Edictum aedilicium* ⁽²⁾.

César (44 av. J.-C.) porta le nombre des édiles à 6, en créant deux édiles nouveaux, appelés *Ceriales* : « *qui frumento praeessent* » et qui seraient chargés des *ludi ceriales* ⁽³⁾.

§ 7. De la questure ⁽⁴⁾.

Le collège ordinaire des deux *quaestores parricidi*, dont l'origine remonte à la Royauté (p. 38, n° 5), fut maintenu à l'avènement de la République, et obtint même, à côté de ses fonctions judiciaires (p. 174, n° 1), une attribution financière, la garde du trésor de l'Etat (*quaestores parricidi et aerarii*). Dans la suite, l'instruction judiciaire des questeurs passa aux *III viri capitales* (289 av. J.-C.), de sorte que dès lors l'administration financière fut leur principale attribution ⁽⁵⁾.

(1) *Dig.*, XXI, 1, 1, 38 et 63. DION CASS., LIII, 2. JUV., X, 100. PLAUT., *Men.*, IV, 2, 23 suiv. AUR. VICT., *de v. ill.*, 72. Voyez p. 210.

(2) *Dig.*, XXI, 1. GAI., I, 6. CIC., *de off.*, III, 17 § 71. GELL., IV, 2. Voyez p. 238. WALTER, § 429, REIN, *Dr. civ.*, p. 66. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 61. MOMMSEN, *les munic. Salp. et Mal.*, p. 430, n° 118. Cf. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 2, 119-122.

(3) *Dig.*, I, 2, 2 § 32. DION CASS., XLIII, 51. Cf. HIRSCHFELD, *Annona* (en all.) dans le *Philologus*, XXIX, p. 41-42.

(4) BECKER, II, 2, 327-358. LANGE, I, 735-747. PETRY, *De quaestoribus Romanis, quales fuerint antiquissimis reipublicae temporibus*. Bonn, 1847. DOELLEN, *De quaestoribus Romanis*. Berlin, 1847. WAGNER, *De quaestoribus populi Romani usque ad legem Liciniam Sextiam*. Marbourg, 1848. REIN, *Quaestor* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. VI, p. 351. NIEMEYER, *Pour servir à l'histoire de la questure* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Alterthumsio.*, 1854, p. 515.

(5) C'est là, ce nous semble, la solution la plus probable du problème assez compliqué des rapports entre les *quaestores parricidi* et les *quaestores aerarii*. ZONAR., VII, 13. VARR., *de l. l.*, V, 14. TAC., *Ann.*, XI, 22. Cf. *Dig.*, I, 2, 2 § 22. PLUTARQ., *Poplic.*, 12. LIV., IV, 4. — Les *III viri capitales* furent institués par une *lex Papiria* (FEST., p. 344), vers 289 av. J.-C. (LIV., *Ep.*, XI). — Le nom de *quaestor* n'est pas dérivé de leurs fonctions financières (*Dig.*, l. l. VARR., l. l.), mais de leur droit d'inquisition judiciaire (ZONAR., l. l. PAUL. DIAC., p. 221. FEST., p. 255). — BECKER, II, 2, 328-337. LANGE, I, 333-352. ZUMPT au contraire (*Dr. crim.*, I, 1, 58-78, 2, 92-101) distingue trois magistratures différentes, ayant porté le nom de *quaestores*.

Les questeurs, nommés d'abord par les consuls ⁽¹⁾ parmi les patriciens, furent élus depuis 447 aux *comitia tributa* ⁽²⁾.

En 421, leur nombre est porté à quatre, et il est établi qu'ils pourront être nommés *promisce de plebe ac patribus libero suffragio populi* ⁽³⁾. Les premiers questeurs plébéciens furent élus en 409 ⁽⁴⁾.

Depuis 267, il y a 8 questeurs, depuis Sulla, 20, depuis César, 40 ⁽⁵⁾.

" *Quaestura primus gradus honoris* " ⁽⁶⁾.

Des fonctions questoriales.

Les questeurs se partagent par *sortitio* leurs départements d'attributions (*provinciae*) ⁽⁷⁾.

Deux restent à Rome et ont la garde de l'*aerarium* qui se trouve au temple de Saturne ⁽⁸⁾. " *Domi pecuniam publicam custodiunt* " ⁽⁹⁾. *Quaestores urbani* ⁽¹⁰⁾. Ils surveillent l'encaissement dans le trésor des fonds dus à l'Etat (*tributum, stipendia*, argent provenant de la *sectio bonorum*, vente de l'*ager publicus* ou *ager quaestorius* etc.) ⁽¹¹⁾, et la sortie du trésor des fonds alloués par le sénat pour les services publics (*pecuniam dare, attribuire, solvere*) ⁽¹²⁾.

En outre 1° ils gardent à l'*aerarium* les *signa militaria* ⁽¹³⁾.

2° Ils ont la garde des lois et des sénatus-consultes, et partant, c'est près d'eux que les magistrats *jurant in leges* ⁽¹⁴⁾.

(1) Tac., l. I. Il est cependant contredit par PLUTARQ., l. I.

(2) Voyez p. 167, n° 5.

(3) Liv., IV, 43.

(4) Liv., IV, 54.

(5) Liv., *Epit.*, XV. — Tac., *Ann.*, XI, 22. — DION CASS., XLIII, 47.

(6) Cic., *Verr.*, I, 4 § 11. Cf. *Dig.*, I, 13, 1 § 3.

(7) *Scol. Bob.*, p. 332. Or. Cic., *ad Quint.*, I, 1 § 3. *Verr.*, II, 1, 13 § 34. *Phil.*, II, 20 § 50. Liv., XXX, 33.

(8) PLUTARQ., *Poplic.*, 12. MACROB., *Sat.*, I, 8. SERV., *ad Aen.*, VIII, 319 etc.

(9) Cic., *de leg.*, III, 3 § 6.

(10) Liv., IV, 43. — REVILLOUT, *Les questeurs urbains*. Versailles, 1865.

(11) Liv., IV, 15, XXXIII, 42, XLII, 6. DENYS, XI, 46. Voyez les *finances*, ch. II.

(12) POLYB., VI, 13. Cic., *Phil.*, IX, 7 § 16, XIV, 14 § 38. Liv., XLIV, 16.

(13) Liv., III, 69, IV, 22, VII, 23 etc.

(14) Voyez pp. 182, 198, 221, n° 7.

3° Ils reçoivent les princes et députés étrangers, qui sont de séjour à Rome, et leur accordent, aux frais de l'État, *locum et lautia* ⁽¹⁾.

Des autres questeurs deux ont des stations fixes en Italie, où ils exercent des attributions financières, l'un à *Ostia*, le centre des importations des blés (*quaestor Ostiensis*) ⁽²⁾, l'autre dans la Gaule cispadane (*quaestor Gallicus*) ⁽³⁾.

Tous les autres questeurs accompagnent comme caissiers et payeurs les généraux d'armées ⁽⁴⁾, et plus tard les gouverneurs de provinces ⁽⁵⁾. Nous parlerons des questeurs provinciaux, quand nous traiterons du gouvernement des provinces.

§ 8. *Du XXVI viratus et des magistratures extraordinaires mineures* ⁽⁶⁾.

Le *XXVI viratus* ne constituait pas un seul collège, mais il était formé de cinq commissions différentes, de l'ordre administratif ou judiciaire, et inférieures à la questure ⁽⁷⁾. Nommées d'abord par les magistrats supérieurs, elles le furent plus tard aux *comitia tributa* ⁽⁸⁾.

1° Les *III viri nocturni*. Ils sont chargés de la police de nuit et du secours en cas d'incendie ⁽⁹⁾, et, à ce titre,

(1) VAL. MAX., V, 1, 1. LIV., XLV, 44. Cf. XXVIII, 39, XXX, 17 etc.

(2) CIC., *p. Sest.*, 17, *p. Mur.*, 8 § 18. SUET., *Claud.*, 24.

(3) SUET., *Claud.*, 24. PLUTARQ., *Sert.*, 4. — L'opinion qu'un questeur aurait eu une station fixe à Cales en Campanie ne repose que sur un texte douteux de TAC., *Ann.*, IV, 27.

(4) Ce fut la cause première de l'augmentation du nombre des questeurs : « *Ut... duo consulibus ad ministeria belli praesto essent.* » LIV., IV, 43. — Cf. POLYB., VI, 12, 39.

(5) *Dig.*, I, 13, 1 § 2.

(6) BECKER, II, 2, 358-369. LANGE, I, 749-768.

(7) DION CASS., LIV, 26. FEST., p. 233. Cf. MOMMSEN, *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 186.

(8) Voyez p. 167. Ce changement ne se fit pas en même temps pour toutes ces commissions, et, pour plusieurs d'entre elles, l'époque est incertaine. De même nous ne savons pas si certains de ces *magistratus minores* n'étaient point élus aux *concilia plebis*. Cf. MOMMSEN, *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 47, et *Hist. rom.*, I, p. 412, note (3^e éd.).

(9) LIV., IX, 46, XXXII, 26, XXXIX, 14, 17. *Dig.*, I, 15, 1. VAL. MAX., VIII, 1, *damn.*, 5 et 6.

ils sont subordonnés aux édiles. En 289, par la *lex Papiria* (p. 258, n° 5), ils obtiennent l'instruction judiciaire en matière criminelle qui avait appartenu jusque là aux *quaestores parricidi*, une certaine juridiction criminelle sur les esclaves et les *humiles*, l'inspection des prisons et des exécutions capitales. Dès lors ils s'appellent *III viri capitales* ⁽¹⁾.

2° Les *judices X viri* ou *X viri stlitibus judicandis* ⁽²⁾.

3° Les *IV viri* ou *praefecti juri dicundo Capuam Cumas* etc. ⁽³⁾.

4° Les *III viri monetales*, *AAAFF* (*aeri, argento, auro flando feriundo*) ⁽⁴⁾.

5° Les *IV viri viis in urbe purgandis* et *II viri extra urbem* (dans un rayon de 1000 pas) *purgandis*. Ils sont subordonnés aux édiles ⁽⁵⁾.

Quand des circonstances spéciales l'exigeaient, les *comitia tributa* (p. 167) nommaient des commissions extraordinaires (*II, III, V, VII, X, XX viri*), chargées de fonctions déterminées (*cura, curatores*) ⁽⁶⁾. Tels sont les *III viri coloniae deducendae* ⁽⁷⁾, les *III etc. viri agro metiendo dividendo* ou *agrarii* ⁽⁸⁾, les *III etc. viri mensarii* ⁽⁹⁾, les *II etc. viri aedi dedicandae* ⁽¹⁰⁾, les *II viri navales* ⁽¹¹⁾, les *praefecti annonae* ⁽¹²⁾ etc.

(1) VAER., de l. l., V, 14. ASCON., p. 38. PLAUT., *Amphit.*, I, 1, 3-7. Dig., I, 2, 2 § 30. CIC., de rep., III, 3 § 6. SALL., *Cat.*, 55. VAL. MAX., V, 4, 7. — REIN, *III viri capitales* (en all.) dans PAULX's *Realencycl.*, VI, p. 2155. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 2, 122-129.

(2) Voyez la juridiction civile.

(3) *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 186. FEST., p. 233. Cf. LIV., IX, 20, XXVI, 16.

(4) Dig., I, 2, 2 § 30. CIC., de leg., III, 3 § 6. Cf. LIV., VII, 28. MOMMSEN, *Hist. du syst. mon.*, p. 366.

(5) *Lex. J. mun.*, I, 50, dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 121. Cf. ib., p. 94.

(6) CIC., de leg. agr., II, 7 § 17. de leg., III, 4.

(7) LIV., IV, 11, V, 24, VI, 21 etc.

(8) LIV., VI, 21, XXVII, 21, XXXI, 4. CIC., *Phil.*, V, 7. DION CASS., XXXVIII, 1, etc.

(9) LIV., VII, 21, XXIII, 21, etc.

(10) LIV., XXIII, 21, 30, 31, XXXIV, 53, etc.

(11) LIV., IX, 30, XL, 18, 26, etc.

(12) LIV., IV, 12-13. APP., *B. c.*, II, 18. CIC., *ad Att.*, IV, 1 § 7. — MOMMSEN (*Hermes*, V, p. 267) nie l'existence de *praefecti annonae* du temps de la République.

§ 9. *Des officiers subalternes des magistrats* (1).

Ils portent le nom générique d'*apparitores* (apparent, *parent magistratibus*) (2). Ils sont salariés et nommés par les magistrats parmi les citoyens romains (3). En règle générale les magistrats maintiennent en fonctions les *apparitores* de leurs prédécesseurs. Les principales classes, dont quelques-uns se subdivisent en *decuriae* (4), sont :

1° Les *scribae*, ou commis de bureau (5).

2° Les *lictors*, qui sont les *insignia imperii* (6).

3° Les *viatores* ou messagers, chargés de la *vocatio absentis* et de la *prensio praesentis* (7).

4° Les *praecones*, chargés des proclamations publiques (8).

5° L'*accensus*, propre seulement aux magistrats *cum imperio*, est attaché spécialement à la personne du magistrat (9).

Les magistrats ont en outre à leur service des *servi publici* (p. 140).

(1) BECKER, II, 2, 370-384. LANGE, I, 768-775. ZUMPT, *Proc. cr.*, 106-110. TH. MOMMSEN, *De apparitoribus magistratuum Romanorum* dans le *Rhein. Mus.*, VI, p. 1-57 (1848).

(2) FRONTIN., *de aquaed.*, 100. Cf. LIV., II, 55. CIC., *Verr.*, II, 3, 78 et 80.

(3) *Lex de XX quaest.*, I, 7 suiv., II, 7 suiv., 31. *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 108.

(4) TAC., *Ann.*, XIII, 27. Cf. LIV., XL, 29.

(5) FEST., p. 333. *Lex Jul. mun.*, l. 80. CIC., *Verr.*, II, 3, 79 § 183. — REIN, *Scribae* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, T. VI, 876. HAGEN, les *Scribae* (en all.) dans les *Unters. ueber Roem. Gesch.* Koenigsberg, 1854. I, p. 38-62. KRAUSE, *de scribis publicis Romanorum*, part. I. Magdebourg, 1858.

(6) Voyez p. 211. — « *Turbam summovere.* » LIV., III, 48, VIII, 33. Cf. XXIV, 44. *Virgis caedere, securi ferire, lege agere.* LIV., II, 5, VIII, 32, XXVI, 15-16 etc. — REIN, *Lictores* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. IV, p. 1082.

(7) LIV., VI, 15, VIII, 18. GELL., IV, 10. Cf. FEST., p. 371. Bien que primitivement les *viatores* fussent l'insigne du *jus prensionis* (p. 211), dans les derniers siècles cependant, les édiles et les questeurs, sans obtenir le *jus prensionis*, eurent des *viatores* à leur service, en qualité de messagers. — REIN, *Viator* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. VI, p. 2564.

(8) Ils convoquent les sénateurs (LIV., III, 38), la *contio* (ib., IV, 32), procèdent au résultat du scrutin (CIC., *de leg. agr.*, II, 2), ordonnent le silence (LIV., VIII, 33) etc. — REIN, *Praecones* (en all.) dans PAULY's *Realenc.* T. V, p. 3.

(9) NON. MARC., p. 58. M. 41. G. PSEUD. ASC., p. 179. Or. L'*accensus* est ordinairement un *liberum* du magistrat (CIC., *ad Quint.*, I, 1 § 4. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, v. II, p. 607). — Voyez pp. 225, n° 1 et 233. REIN, *Accensi* (en all.) dans PAULY's *Realenc.*, T. I.

**SECTION IV. — DU CULTE DANS SES RAPPORTS
AVEC LES POUVOIRS PUBLICS.**

CHAPITRE PREMIER. — DU CULTE PUBLIC (1).

Ce fut un principe, admis de tout temps par le peuple romain, que l'Etat doit aux dieux un culte public. L'accomplissement de tous les devoirs religieux, qui incombent à l'Etat et à chaque citoyen en particulier, assure à l'Etat la protection des dieux. La domination des Romains sur le monde fut dans leur pensée la récompense divine de la piété du peuple (2).

La religion, c'est-à-dire, les rapports du peuple romain avec les dieux, comprend deux genres de manifestations : les *sacra* et les *auspicia*. "*Omnis populi Romani religio in sacra et auspicia divisa*" (3).

I. Les *sacra publica*. Ils sont subdivisés en

a) *sacra pro populo*, et

b) *sacra popularia*, ou les cultes spéciaux des différentes divisions administratives et politiques du peuple, tels que les *sacra curionia*, les *compitalia*, *paganalia* etc., dont nous avons déjà parlé (4).

(1) MARQUARDT, t. IV, surtout pp. 3-45, 145-183, 207-216. WALTER, §§ 24, 147-149. AMBROSCH, *Etudes sur l'ancien culte romain (Studien und Andeutungen im Gebiete des altromischen Bodens und Cultus)* (en all.) Breslau, 1839. WOENIGER, *Le droit sacré et la procédure de la provocatio* (en all.) Leipzig, 1843. HARTUNG, *La religion des Romains* (en all.) 2 vol. Erlangen, 1836. KLAUSEN, *Enée et les Pénates* (en all.) 2 vol. Hambourg, 1839-1840. PRELLER, *Mythologie romaine* (en all.). Berlin, 1858.

(2) CIC., *de nat. deor.*, II, 3 § 8. *de har. resp.*, 9 § 15. LIV., V, 51, XLIV, 1 etc. DENYS, II, 18. — JHERING, *L'esprit du droit rom.* (en all.) I, 270.

(3) CIC., *de nat. deor.*, III, 2 § 5.

(4) FEST., 245^a, 253^a. Voyez plus haut, pp. 19 et 51.

Par les *sacra pro populo*, on entend le culte public, célébré au nom du peuple entier et aux frais de l'Etat ⁽¹⁾. En effet l'Etat, composé de la réunion des familles et des *gentes* romaines, constitue lui-même une grande famille religieuse, qui, de même que chaque famille, chaque *gens* séparée, a son culte, ses dieux, ses prêtres ⁽²⁾.

1° De même que la *familia*, l'Etat a son foyer, ses *Di penates* et ses *Di Lares*.

Le foyer de l'Etat (*focus publicus*) ⁽³⁾ est allumé dans la *regia* ou *domus regia Numae* ⁽⁴⁾. A la *regia* confine le temple de *Vesta*, la déesse du foyer, dont le culte est lié intimement à celui des pénates ⁽⁵⁾. C'est dans ce sanctuaire qu'est célébré le culte des *Di penates publici* ⁽⁶⁾; là sont gardés aussi les *palladia*, les *pignora fatalia* ⁽⁷⁾ dont la conservation était considérée comme la sauvegarde de l'Etat romain.

Les *Lares* de l'Etat (*Lares praestites, publici*) ⁽⁸⁾ sont personnifiés dans les fondateurs de la grande famille romaine, *Romulus* et *Remus*, qui en cette qualité sont réputés fils de *Lara* (*Larunda, Acca Larentia*), la mère commune des *Lares* ⁽⁹⁾.

2° De même que la *gens*, l'Etat a ses dieux protecteurs. Les principaux sont *Janus*, *Jupiter*, *Mars* et *Quirinus* ⁽¹⁰⁾,

(1) FEST., 245_a.

(2) Cf. FUSTEL DE COULANGES, *La cité antique*, L. III, ch. 6, les dieux de la cité.

(3) CIC., *de leg.*, II, 8 § 20.

(4) AMBROSCH, *Etudes etc.*, p. 1 suiv. BECKER, I, 223 suiv.

(5) MACROB., *Sat.*, III, 4 § 11. (CIC.) *de har. resp.*, 6 § 12. — MARQUARDT, IV, 211, n° 1257.

(6) TAC., *Ann.*, XV, 41. FEST., p. 250. SERV., *ad Aen.*, II, 296, III, 12. VARR., cité par ARNOB. (*adv. gent.*, III, 40), dit : «*nec eorum numerum nec nomina sciri*».

(7) DENYS, II, 66. LIV., V, 52. — MARQUARDT, IV, 206. — Les vierges vestales et les pontifes ont seuls accès au *penetrals Vestae*.

(8) OVID., *Fast.*, V, 129 suiv. Cf. PLUT., *quaest. rom.*, 51. PLIN., XXI, 8 (3). — MERCKEL, *ad OVID. fast.*, p. CXXII, CCXIX. HERTZBERG, *De diis Romanorum patriis etc.*, Halle, 1840, p. 28 suiv.

(9) SCHOEMANN, *De diis Manibus, Laribus et Geniis*. Greifswald. 1840, p. 11, 13. SCHWEGLER, *H. r.*, I, 432. Cf. MOMMSEN, *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 409 ad 23 Dec.

(10) LIV., VIII, 9. Cf. MARQUARDT, IV, 25 suiv. AMBROSCH, *Etudes etc.* p. 154 suiv.

qui ont aussi leur sanctuaire dans la *regia*. Le nombre des dieux, auxquels l'Etat rendait un culte public, s'accrut dans la suite, soit que l'Etat reçût dans le culte national les dieux de villes voisines, alliées ou soumises au peuple romain, soit que l'on évoquât à Rome les divinités protectrices de villes assiégées (1).

De plus, dans le cours de la République, les rapports de Rome avec la Grande-Grèce, et surtout les *libri Sibyllini*, originaires des colonies grecques de l'Asie-Mineure, firent adopter dans le culte romain des divinités étrangères, helléniques (2).

De là la division des dieux en *Di patrii* ou *proprii* (les anciennes divinités romaines) et en *Di peregrini* (3). Les premiers sont honorés *ritu patrio* ou *romano*, les seconds *ritu graeco* (4).

II. Les *auspicia*.

La consultation de la volonté divine par les *auspicia* ou *auguria* a pour but, non de prédire les événements futurs, mais de savoir si la divinité donne ou refuse son assentiment à un acte déterminé, qu'un magistrat ou un prêtre a l'intention de poser dans la sphère de ses attributions politiques, militaires ou religieuses (5). Le *jus auspiciorum*, droit propre aux magistratures patriciennes, a été expliqué plus haut, p. 212-213.

(1) MACROB., *Sat.*, III, 9 § 2, et la formule d'évocation, § 7. FEST., s. v. *peregrina sacra*, p. 237^a. PRUDENT., c. *Symmach.*, II, 346 suiv. — De là la division des dieux en *indigetes* et *novensiles* LIV., VIII, 9. — Voyez sur ces termes MARQUARDT, IV, 38, n° 248.

(2) Voyez le § qui traite des *XV viri sacris faciundis*.

(3) SERV., *ad Georg.*, I, 498. FEST., p. 237^a. TERTULL., *ad nat.*, II, 9; *Apol.*, 25. ST AUGUST., *de civ. dei*, II, 14.

(4) GELL., XIII, 23 (22) § 1. VARR., *de l. l.*, VII, 5, p. 366 Sp. LIV., V, 52, XXV, 12. DENYS, II, 66.

(5) Les Romains étaient persuadés que l'inobservance des *auspicia* exposait l'Etat aux plus grands dangers. CIC., *de nat. deor.*, II, 3 § 8; *de div.*, II, 33 § 71. — Les *auspicia* n'étaient pas une institution exclusivement romaine; elle était commune aux peuples italiques. CIC., *de div.*, I, 41-42. *Tab. Iguv.* 6 (AUFRECHT et KIRCHHOFF, *Les monuments de la langue ombrienne* (en all.) Berlin, 1851, t. II, 30 suiv.).

CHAPITRE DEUXIÈME. — DES SACERDOTES PUBLICI
POPULI ROMANI (1).

La surveillance suprême sur le culte compète au sénat (p. 203).

Le peuple est purement passif aux *sacra pro populo*; il y assiste; les prières et les sacrifices sont faits en son nom par des *flamines* ou prêtres spéciaux d'une divinité ou d'un culte déterminé (2) ou par des collèges de prêtres (*sacerdotes populi Romani*). En outre certains cultes publics sont confiés soit à des *gentes* (*sacra gentilitia publica*), soit à des congrégations religieuses, instituées dans le but de desservir un culte déterminé (*sodalitates*) (3).

Les grands collèges de prêtres, du temps de la République, étaient les *pontifices*, les *XV (II, X) viri sacris faciundis*, les *augures*, les *fetiales* (4) et les *salii* (5); et surtout les trois premiers, qui présentent entre tous la plus grande importance, tant au point de vue politique que religieux : *summa, amplissima collegia* (6). En effet les *pon-*

(1) MARQUARDT, IV, 45-48, 61-63, 71-73, 166-193. WALTER, § 158. TH. MOMMSEN, *de collegiis et sodalitiis*, Kiel, 1843. AMBROSCH, *ex Dionys. Ant. capita, quae sacerdotia Numae continent, e codd. emendata*, Breslau, 1845. *Quaestionum pontificalium prooemium*, Breslau, 1847. MERCKLIN, *Sur l'organisation de la prêtrise chez les anciens Romains* (en all.) dans le *Bulletin de la classe hist. phil. de l'Acad. de St Pétersbourg*. T. X. 1853, pp. 272, 327, 337.

(2) Voyez sur ce terme MARQUARDT, IV, 269, n° 1635.

(3) MARQUARDT, IV, 145-159. MOMMSEN, *de coll.*, etc.

(4) Voyez la section qui traite des *relations internationales*, ch. I.

(5) Il y avait deux collèges de *salii* : les *salii palatini* et les *salii agonales* ou *collini*. Les premiers étaient consacrés à Mars, les seconds à Quirinus. — MARQUARDT, IV, 369 suiv.

(6) SÜET., *Aug.*, 100. *Mon. Ancyr.*, c. 9. MOMMSEN. Cf. MARQUARDT, IV, 168, n° 996. — Au nombre des *summa collegia* on comptait du temps de l'Empire encore deux autres collèges : 1° Les *VII viri epulones* (DION CASS., LIII, 1), institués en 196 av. J.-C. (LIV., XXXIII, 42) *propter sacrificiorum multitudinem* des pontifices (CIC., *de or.*, III, 19 § 73), et surtout pour organiser l'*epulum Jovis in capitolio* (PAUL. DIAC., p. 78, CIC., l. l.). Ce collège se composait d'abord de 3 membres (LIV., l. l.), ensuite de 7 et depuis César de 10 (DION CASS., XLIII, 51). 2° Les *sodales Augustales* (DION CASS., LVIII,

tifices sont par excellence les prêtres des *di patrii*, chargés du *ritus romanus*; les *X viri sacris faciundis*, les prêtres des *di peregrini*, desservant le *ritus graecus*; les *augures* enfin, dépositaires de la science de la *divinatio*, sont les interprètes des *auspicia*.

Longtemps les plébéiens furent exclus du culte public; les patriciens seuls étaient membres de la famille religieuse romaine; seuls, ils étaient aptes aux fonctions sacerdotales; seuls, ils avaient les *auspicia* ⁽¹⁾.

Il est vrai que déjà Tarquin le Superbe avait ouvert à la plèbe l'accès du temple Capitolin qu'il avait consacré au culte de Jupiter, Junon et Minerve ⁽²⁾; il est vrai que les plébéiens prenaient également part aux cultes grecs, introduits successivement à Rome. Mais l'exercice du *jus auspiciorum* ne leur fut acquis que par leur admission au tribunal consulaire (444) et ensuite au consulat (367) ⁽³⁾. Ce ne fut qu'en 367 qu'on leur ouvrit le collège des *X viri sacris faciundis* ⁽⁴⁾, en 300 par la *lex Ogulnia* ⁽⁵⁾, les collèges des pontifes et des augures.

L'accès à la plupart des autres fonctions sacerdotales leur resta toujours interdit (p. 61).

Les *sacerdotes populi Romani* ont une position privilégiée dans l'Etat; ils sont exemptés du service militaire ⁽⁶⁾,

12, Tac., *Ann.*, III, 64), corporation religieuse, instituée pour desservir le culte du *divus Julius* et du *divus Augustus* et qui se répandit aussi dans les municipes où elle acquit une importance politique. Voyez l'organisation des *municipia*.

(1) Liv., VI, 41.

(2) Voyez AMBROSCH, *Etudes* etc., 188, n° 145, 196 suiv., 225, n° 91. C'est en l'honneur de ces mêmes divinités qu'étaient célébrés les *Iudi romani*. Cic., *Verr.*, II, 5, 14 § 36.

(3) C'était précisément l'exclusion des plébéiens des *auspicia* que les patriciens avaient invoquée pour les déclarer incapables de gérer ces magistratures Liv., IV, 2, VI, 41, X, 8.

(4) Liv., VI, 37, 42.

(5) Liv., X, 6, 9. — A l'époque de CICÉRON encore, ces collèges étaient composés moitié de patriciens, moitié de plébéiens. Cic., *p. dom.*, 14 § 38.

(6) App., *B. c.*, II, 150. PLUT., *Cam.*, 41. DENYS, V, 1.

du *tributum* ⁽¹⁾ et des *munera* (charges civiques) ⁽²⁾. Ils portent la *toga praetexta* ⁽³⁾, et ils ont des sièges réservés aux jeux publics.

Pour couvrir les frais du culte, l'Etat dote les collèges de prêtres de la *possessio* d'une partie de l'*ager publicus* ⁽⁴⁾. Il leur fournit en outre un personnel de service, composé en partie de *servi publici*, en partie d'hommes libres, salariés par l'Etat (*lictors*, *pullarii*, *victimarii*, *tibicines*, *fidicines*, *viatores*, *calatores*, *scribae* etc.) ⁽⁵⁾.

En règle générale les fonctions sacerdotales sont viagères ⁽⁶⁾.

Il est permis d'être membre de plusieurs collèges sacerdotaux ⁽⁷⁾.

Il n'est pas défendu non plus de cumuler avec les fonctions sacerdotales l'exercice d'une magistrature ⁽⁸⁾. Il n'y a d'exception à cette règle que pour le *rex sacrorum* ⁽⁹⁾ et anciennement pour le *flamen dialis* ⁽¹⁰⁾.

En cas de vacature, le droit de nommer un nouveau titulaire appartient aux membres du collège respectif : cette nomination se compose de trois actes ⁽¹¹⁾ :

1° La *nominatio*, ou la présentation de candidats par les différents membres du collège ⁽¹²⁾.

(1) Excepté cependant quand les finances de l'Etat ne permettaient pas de respecter cette immunité. — MARQUARDT, IV, 171, n° 1004.

(2) CIC., *ac. pr.*, II, 38 § 121. Cf. *Brut.*, 31 § 117. *Dig.*, IV, S, 32 § 4.

(3) LIV., XXXIV, 7. Cf. XXXIII, 42 etc. — MARQUARDT, IV, 170, n° 1001.

(4) DENYS, III, 29. AGENN. URB., p. 87. L. Cf. OROS., V, 18. FEST., s. v. *obscum*, p. 189. Cf. MARQUARDT, III, 2, 67, n° 304.

(5) MARQUARDT, IV, 173-177.

(6) DION CASS., XLIX, 15. SUET., *Aug.*, 31. PLIN., *Epist.*, IV, 8, etc.

(7) Cf. LIV., XXX, 26. ORELL., *Inscript.*, n° 2275 etc.

(8) CIC., *p. dom.*, 1 § 1. Cf. LIV., XXVII, 6 etc.

(9) DENYS, IV, 74, V, 1. PLUT., *quaest. rom.*, 63.

(10) PLUT., *quaest. rom.*, 93. Plus tard cette restriction ne fut plus observée.

(11) RUBINO, *Recherch.* etc. I, 243, n° 1, 337, n° 3. L. MERCKLIN, *La coopération des Romains* (en all.) Mitau, 1848. BORGHESI, *Les fastes sacerdotaux* (en ital.) dans les *Mémoires dell' Istituto di corrisp. archeol.*, Rome, 1832, I, et réédité dans ses *Ouvres complètes*, t. III, p. 391-460. Paris, 1864. A. GEMOLL, *De cooptatione sacerdotum Romanorum*. Berlin, 1870.

(12) Chaque membre devait sous la foi du serment (*juratus*) affirmer que le candidat qu'il présentait était digne de l'honneur (*judicium dignitatis facere*). CIC., *Brut.*, 1 § 1. Cf. *Phil.*, II, 2 § 4. *Auct. ad Her.*, I, 12 § 20. DENYS, II, 73. PLIN., *Epit.*, II, 1 § 8. SUET., *Claud.*, 22. LIV., XXVI, 3.

2° La *cooptatio* ⁽¹⁾, ou le choix d'un membre parmi les candidats présentés.

3° L'*inauguratio* ⁽²⁾.

Cependant la *lex Domitia* de 104 av. J.-C. accorda au peuple une part à la nomination des membres des trois grands collèges (*pontifices*, *X viri sacr. fac.*, *augures*). En vertu de cette loi, les *comitia tributa sacerdotum* élisent parmi les citoyens, présentés par le collège respectif, un candidat, auquel le collège doit ensuite la *cooptatio* et l'*inauguratio* ⁽³⁾.

Il nous suffira d'exposer brièvement la composition et la compétence de ces trois collèges, les seuls qui aient une place marquée dans l'étude du Droit public romain.

§ 1. *Du collegium pontificum et des prêtres
qui lui sont subordonnés* ⁽⁴⁾.

Le *collegium pontificum* ⁽⁵⁾, qui remonte à l'origine de Rome, semble s'être composé d'abord de 4 membres ⁽⁶⁾; la *lex*

(1) Suet., *Ner.*, 2. Cic., *Brut.*, 1 § 1. Cf. Liv., III, 32, XL, 42.

(2) DENYS, II, 73. Cic., *Brut.*, 1 § 1. Liv., XL, 42.

(3) Voyez p. 169, nos 3 et 4.

(4) MARQUARDT, IV, 184-291. LANGE, I, 298-324. WALTER, §§ 150, 155-156. HUELMANN, *Le jus pontificium des Romains* (en all.) Bonn, 1837. AMBROSCH, *Quaest. pontific. prooemium et capita tria*. Breslau, 1847-48-50-51. ROEPER, *Lucubrationum pontificalium primitiae*. Dantzig, 1848. REIN, *Pontifex* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, V, Stuttgart, 1840. RUBINO, *De augurum et pontificum numero*. Marbourg, 1852. LUEBBERT, *Commentationes pontificales*. Berlin, 1859.

(5) Les anciens dérivent généralement *pontifex* «a ponte».... «nam ab his sublicius est factus primum, ut restitutus saepe.» VARR., d. l. l., V, 15, p. 87 Sp. Quelques savants modernes adoptent cette étymologie; d'autres ont cherché dans la linguistique comparée divers essais d'interprétation. La question ne semble guère résolue.—MARQUARDT, IV, 184-186. Cf. KUHN, *pfad, πῶς, πόντος, pons pontifex* (en all.) dans KUHN's *Zeitschr. f. vergl. Sprachf.* T. IV. Berlin, 1855.

(6) Telle est l'opinion de MARQUARDT, IV, 190-191, nos 1127-28 et de WALTER. LANGE, s'appuyant sur Cic., *de rep.*, II, 14, porte ce nombre à 5. Voyez aussi la manière dont ZUMPT (*Dr. cr.*, I, 1, 420, no 61) essaie de concilier les assertions divergentes de Cic., l. l., de Liv., I, 20, 32, II, 2 et de DENYS, II, 73, concernant ce point.

Ogulnia (300 av. J.-C.) porte leur nombre à 8, en ajoutant aux 4 membres patriciens 4 plébéiens⁽¹⁾ ; Sulla, à 15⁽²⁾.

Le pontife qui préside le college, porte le nom de *pontifex maximus* ⁽³⁾. Cette dignité ne semble dater que de l'origine de la République⁽⁴⁾. Le premier *pontifex maximus* plébéien fut nommé en 252 av. J.-C. ⁽⁵⁾.

Les *pontifices* portent par excellence le nom de *sacerdotes publici populi Romani* ⁽⁶⁾.

La sphère de leurs attributions est double.

I. Ils sont chargés de nombreuses cérémonies religieuses (*sacrificia*) ⁽⁷⁾. Le *pontifex maximus* est le prêtre de Vesta (*sacerdos Vestae*) ⁽⁸⁾, centre du culte des *di penates publici*. Le collège des pontifes dessert le culte d'Acqa Larentia ⁽⁹⁾, auquel se rattache celui des *Lares publici*.

II. Ils ont la garde et le droit d'interprétation du *jus divinum* (*interpretes religionum*) ⁽¹⁰⁾, dont les règles sont contenues dans les *libri pontificii* et les *commentarii pontificum*⁽¹¹⁾. Seuls, ils sont versés dans la science des rites religieux (*ritus patrii*) : « *quibus hostiis, quibus diebus, ad quae templa sacra fierent* » ⁽¹²⁾. De là découlent les attributions suivantes :

a) Quand le sénat ou les magistrats ont des doutes ou des scrupules sur l'accomplissement des devoirs religieux que l'Etat doit aux dieux, sur les rites à observer etc., ils

(1) Liv., X, 6, 8, 9.

(2) Liv., *Epit.*, LXXXIX.

(3) WULF, *Le pontifex maximus* (en all.) Vechta, 1861.

(4) Voyez p. 34, ne 1.

(5) Liv., *Epit.*, XVIII. Sur la nomination du *pontifex maximus*, voyez p. 169.

(6) Cic., *p. dom.*, 1 § 1. VARR., *de l. l.*, VI, 3, p. 202 Sp.

(7) Cic., *de or.*, III, 19 § 73. Liv., X, 7. HOR., *car.*, III, 23, 12. SERV., *ad Georg.*, I, 268.

(8) HUSCHKE, *ad inc. auct. mag.*, p. 125 suiv. KLAUSEN, *Enée et les Pénates*, II, 930.

(9) Cic., *ad Brut.*, I, 15 § 8. Cf. PLUT., *quaest. rom.*, 34.

(10) Cic., *p. dom.*, 1 § 1.

(11) Liv., VI, 1, Cic., *p. dom.*, 12 § 33, 46 § 121. Ces livres étaient tenus secrets : *abacoditum jus pontificum*. Cic., I. I., 54, § 138.

(12) Liv., I, 20. Cf. DENYS, II, 73. Cic., *p. dom.*, 12 § 33 ; *de rep.*, II, 14 ; *de leg.*, II, 8.

consultent à ce sujet le *collegium pontificum* (*consulere, referre ad pontifices*) ⁽¹⁾. C'est encore ce collège qui arrête le cérémonial des cultes nouveaux, adoptés par le sénat ou le peuple ⁽²⁾. Il décide "*quae prodigia fulminibus aliove quo visu missa susciperentur atque curarentur*" ⁽³⁾. L'exécution ou la *procuratio prodigiorum* est l'attribution des magistrats ⁽⁴⁾.

b) Ils assistent les magistrats, quand ils récitent des prières, prononcent des vœux, offrent des sacrifices au nom du peuple, quand ils font la dédicace de temples etc. (*adhibere pontifices*) ⁽⁵⁾.

c) Ils veillent à ce que les cultes publics et privés soient célébrés conformément aux prescriptions du *jus divinum*. "*Omnia publica privataque sacra pontificis scitis subjecit* (Numa), *ut esset, quo consultum plebes veniret, ne quid divini juris neglegendo patrios ritus peregrinosque adsciscendo turbaretur; nec caelestes modo caerimonias sed justa quoque funebria placandosque manes ut idem pontifex edoceret*" ⁽⁶⁾. Le devoir qui incombe aux pontifes de veiller à ce que le culte privé des familles ne s'éteigne ⁽⁷⁾, motive leur intervention dans les actes de la vie privée, comme la *confarreatio*, l'*adrogatio*, le *testamentum* ⁽⁸⁾ etc. En outre les pontifes avaient la réputation d'être profondément versés dans la jurisprudence; cela s'explique, si l'on réfléchit à l'influence que le culte exerçait primitivement sur les règles du droit privé et de la procédure civile ⁽⁹⁾.

(1) MACROB., *Saturn.*, I, 16 § 24 et 28. CIC., *p. dom.*, 51 § 132. LIV., V, 23, 25, XXII, 9 etc.

(2) FEST., 318b. v. *sacer mons*. Voyez p. 203, n° 5.

(3) LIV., I, 20. Exemples : LIV., XXIIV, 44, XXVII, 4, 37, XXX, 2, etc.

(4) LIV., XXIV, 44, XXXIX, 22, etc.

(5) LIV., IV, 27, VIII, 9, XXXI, 9 etc. — Anciennement un *pontifex* accompagnait même les généraux à la guerre. LIV., VIII, 9, X, 28.

(6) LIV., I, 20.

(7) CIC., *de leg.*, II, 9 § 22, *p. Mur.*, 12 § 27.

(8) Voyez pp. 34, n° 5, 65, n° 3, 74, n° 6.

(9) POMPON. (*Dig.*, I, 2, 2 § 6) et VAL. MAX. (II, 5, 2) exagèrent cependant quand ils représentent les pontifes comme les seuls jurisconsultes des premiers siècles de la République. Cf. LANGE, I, 318.

d) Ils sont chargés de la rédaction du calendrier : "*quibus diebus... sacra fierent*". Cette attribution n'était pas sans importance politique.

Au point de vue du droit public, les jours se divisent en *dies fasti*, en *dies nefasti* (*religiosi, feriat, feriae publicae populi Romani*) et en jours mixtes, tels que les *dies endotercisi* et *nefasti priores* ou *mane nefasti* ⁽¹⁾.

Les *dies fasti* se subdivisent en jours judiciaires ou *dies fasti* (dans le sens strict) : "*quibus licet fari practori tria verba solennia DO DICO ADDICO*" ⁽²⁾, et en *dies comitiales*, "*quibus cum populo agi licet*" ⁽³⁾.

Vers la fin de la République l'année comptait environ 40 *dies fasti* et 190 *comitiales*.

En 304 av. J.-C. un édile curule, Cn. Flavius, publia le calendrier : "*fastos circa forum in albo proposuit, ut quando lege agi posset, sciretur*" ⁽⁴⁾. Quoique dès lors les *feriae stativae* ou *statuti dies* fussent connus du public, les magistrats, de concert avec les pontifes, pouvaient cependant encore rendre *nefasti* des *dies comitiales*, en ordonnant pour ces jours des *feriae conceptivae* ou *imperativae* ⁽⁵⁾, moyen auquel ils ont eu recours plus d'une fois ⁽⁶⁾.

Lorsqu'une question douteuse ou litigieuse est portée devant les pontifes, le collège se réunit et délibère sous la présidence du *pontifex maximus*; il formule son avis (*sen-*

(1) Sources : MACROB., *Saturn.*, I, 15-16, VARR., *d. l. l.*, VI, 4, et les calendriers conservés. Cf. LIV., I, 19. — MARQUARDT, II, 3, 60-65. LANGE, I, 306-316. WALTER, §§ 169-173. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 15. MERKEL, *Préface à l'éd. des Fasti d'Ov.* Berlin, 1841, p. XXXI-L. MOMMSEN, *Chronologie rom.* (en all.). Berlin, 1858, 215-241. HARTMANN, *L'ordo judiciorum* (en all.). Première partie. Goettingen, 1859. HECHT, *Les calendriers rom.* (en all.) dans les *Dissert. juridiq.* d'ASHER. Heidelberg, 1863. HUSCHKE, *L'ancienne année romaine et ses jours* (en all.). Breslau, 1869.

(2) MACROB., *Sat.*, I, 16.

(3) MACROB., l. l. L'auteur ajoute : "*Et fastis quidem lege agi potest, cum populo non potest : comitialibus utrumque potest.*"

(4) LIV., IX, 46. Cf. CIC., *ad Att.*, VI, 1 § 8. — MOMMSEN, *Chron. rom.*, p. 30, n° 35^a.

(5) MACROB., l. l. — MERKEL, *ad Ov. fast.*, p. CLIV suiv.

(6) CIC., *ad Quint.*, II, 6 § 4. APP., *B. c.*, I, 55. DION CASS., XXXVIII, 6.

tentia, decretum) ⁽¹⁾, que le *pontifex maximus* transmet, *pro collegio*, à la partie intéressée ⁽²⁾, et auquel les citoyens et même les pouvoirs publics sont tenus de se conformer ⁽³⁾.

Au collège des pontifes se rattachent intimement certains prêtres, desservant des cultes spéciaux. Ce sont :

1° Le *Rex sacrorum* (*sacrificulus, sacrificus*) ⁽⁴⁾. Cette dignité fut instituée après l'expulsion des Rois pour accomplir les cérémonies religieuses qui avaient été dans les attributions du Roi ⁽⁵⁾. Le *rex* était surtout prêtre de Janus ⁽⁶⁾; mais, dans ses fonctions religieuses, il était subordonné au *pontifex maximus* ⁽⁷⁾.

2° Un certain nombre de prêtres de divinités spéciales (*flamines*), primitivement au nombre de 15 ⁽⁸⁾. Parmi eux il y en avait trois d'un rang supérieur, et qui plus tard ont seuls subsisté : *flamines majores* ⁽⁹⁾. Ce sont le *flamen Dialis* (de Jupiter), *Martialis* (de Mars), et *Quirinalis* (de Quirinus) ⁽¹⁰⁾. Le premier de tous était le *flamen dialis* : il était

(1) Liv., XXII, 9, XXVII, 37, XXXIV, 44. Un exemple d'un tel décret se trouve chez Cic., *ad Att.*, IV, 2 § 3. — En théorie la voix du *pontifex maximus* n'est pas prépondérante dans le collège. Cf. Liv., XXXI, 9.

(2) Cf. Cic., *p. dom.*, 53 § 136.

(3) L'auteur du discours *de har. resp.*, 6 § 12, dit même : « *Quod tres pontifices statuissent, id semper populo Romano, semper senatui... satis sanctum... esse visum est* ». — Il n'est cependant pas exact de dire que le collège des pontifes ait formé un tribunal, jugeant les procès concernant le culte, comme certains savants modernes l'ont déduit de DENYS, II, 73 et PAUL. DIAC., p. 126. Seul le *pontifex maximus* était investi d'un certain pouvoir de coercition, et d'une certaine juridiction criminelle, comme nous le verrons plus bas. Voyez MARQUARDT, IV, 243-244, ZUMPT, *Dr. cr.*, I, 1, 101-107. GEIB., *Proc. cr.*, 77.

(4) DENYS, IV, 74. (Cic.), *de har. resp.*, 6 § 12. Liv., II, 2, XL, 42.

(5) Liv., II, 2. DENYS, V, 1. Cf. FUSTEL DE COULANGES, *La cité ant.*, p. 281 suiv.

(6) MARQUARDT, IV, 262, n° 1591, 264, n° 1608.

(7) Liv., II, 2.

(8) FEST., v. *maximae*, p. 154_b. Cf. MOMMSEN, *Corp. Insc. lat.*, I, p. 375-376.

(9) PAUL. DIAC., p. 151.

(10) Liv., I, 20. Cic., *Phil.*, II, 43 § 110. GAI., I, 112.

astreint à un nombre infini de minutieuses observances ⁽¹⁾, mais aussi jouissait-il de certains privilèges : il a la *sella curulis* ⁽²⁾ et le *jus sententiæ dicendæ* au sénat ⁽³⁾.

3° Les *virgines vestales*, au nombre de six, chargées d'entretenir le feu sacré du foyer de l'Etat : "*in urbe custodiunto ignem foci publici sempiternum*" ⁽⁴⁾.

La nomination du *rex*, des *flamines* et des *virgines vestales* appartient au *pontifex maximus* ⁽⁵⁾.

Les fonctions de *rex sacrorum* et des trois flaminats majeurs ne sont accessibles qu'aux patriciens ⁽⁶⁾, nés de parents, unis par *confarreatio* ⁽⁷⁾.

Le *rex sacrorum* et les trois *flamines majores* ont le droit de prendre part aux délibérations du collège des pontifes ⁽⁸⁾.

Comme le Roi sous la Royauté, le *pontifex maximus* est, du temps de la République, le grand prêtre de l'Etat : il est le *paterfamilias* de la famille religieuse romaine ⁽⁹⁾.

Il jouit du *jus auspiciorum* ⁽¹⁰⁾.

Il a le droit de surveillance non-seulement sur les prêtres qui sont nommés par lui ⁽¹¹⁾, mais en général sur tous les dignitaires religieux ⁽¹²⁾ : à cet effet il a le *jus multæ*, et prononce des amendes contre les prêtres négligents ou cou-

(1) Voyez MARQUARDT, IV, 271-275. Voyez aussi plus haut p. 263, n° 10.

(2) PLUT., *Quæst. rom.*, 93. LIV., XXVII, 8.

(3) LIV., XXVII, 8.

(4) CIC., *de leg.*, II, 8 § 20. — MARQUARDT, IV, 279 suiv.

(5) DENYS, V, 1. LIV., XXVII, 8. GELL., I, 12.

(6) FEST., v. *major*. CIC., *p. dom.*, 14 § 38. TAC., *Ann.*, IV, 16.

(7) TAC., *Ann.*, IV, 16. GAI., I, 112. SERV., *ad Len.*, IV, 374.

(8) CIC., *p. dom.*, 52 § 135. *De har. resp.*, 6 § 12. Cf. MARQUARDT, IV, 192, n° 1133.

(9) FEST. (v. *ordo*, p. 185) l'appelle, avec de l'exagération, il est vrai : *Judex et arbiter rerum divinarum, humanarum*.

(10) FEST., v. *Saturno*, p. 343^b. PAUL. DIAC., p. 248.

(11) GELL., X, 15. Cf. TAC., *Ann.*, III, 71.

(12) C'est ainsi qu'il inflige une amende par ex. à un membre du collège des augures. FEST., p. 343^b, v. *Saturno*.

pables ⁽¹⁾. Ce pouvoir est toutefois limité par la *provocatio* aux réunions tributes ⁽²⁾.

Il exerce, au nom de la divinité, la *patria potestas* sur les vierges vestales ⁽³⁾ : il inflige des peines corporelles à celles qui sont coupables de négligence ⁽⁴⁾, et punit de mort, *sine provocatione* ⁽⁵⁾, celles qui sont convaincues d'inceste, et même leurs complices ⁽⁶⁾.

§ 2. Du *collegium* II, X, XV, *virorum sacris faciundis* ⁽⁷⁾.

Ce collège fut créé par Tarquin le Superbe, pour garder les *libri Sibyllini*, achetés par ce Roi et déposés au temple de Jupiter Capitolin ⁽⁸⁾.

Il se composa d'abord de 2 membres; depuis 367 de 10 (5 patriciens, 5 plébéiens), plus tard, probablement depuis Sulla, de 15 ⁽⁹⁾.

Attributions du collège.

I. Il a la garde et l'interprétation des *libri Sibyllini* :

(1) Exemples : LIV., XXXVII, 51, XL, 42. CIC., *Phil.*, XI, 8 § 18. VAL. MAX., I, 1, 2. F ST., l. l. — ZUMPT, *Dr. cr.*, I, 1, 107-111.

(2) Voyez les exemples cités à la note précédente.

(3) Voyez p. 111, n° 9.

(4) PLUT., *Num.*, 10. PAUL. DIAC., p. 106. VAL. MAX., I, 1, 6. LIV., XXVIII, 1.

(5) Le *ius provocationis* contre le *pontifex*, qui est admis par ZUMPT, *Dr. cr.*, I, 1, 113 suiv., ne repose que sur ASCON., *in Mil.*, p. 46. Voyez à ce sujet WALTER, § 150, n° 59.

(6) La vestale coupable est enterrée vive, son complice battu de verges à mort. Des exemples : LIV., IV, 44, VIII, 15, XXII, 57, DENYS, VIII, 89, IX, 40 etc. Bien que le *pontifex maximus* prononçât d'ordinaire *de collegii sententia* (LIV., IV, 44. (CIC.), *de har. resp.*, 7 § 13), cependant en droit il était seul juge, investi du *ius vitae et necis*. — GELB, *Hist. de la proc. crim.*, p. 76. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 1, 110-113.

(7) MARQUARDT, IV, 294-345. LANGE, I, 387-391. WALTER, § 153.

(8) DENYS, IV, 62. GELL., I, 19. Les livres de la Sibylle de Cumès appartiennent à la collection gergithio-érythrénienne, originaire des colonies grecques de l'Asie-Mineure. — MARQUARDT, IV, 296, n° 1949. ALEXANDRE, *De sibyllinis Romanorum libris* dans les *Oracula sibyllina*, T. II, p. 148. Paris, 1856. ZEYSS, *Les livres sibyllins* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Alterthumsw.* 1856.

(9) DENYS, IV, 62. LIV., VI, 42. CIC., *ad div.*, VIII, 4 § 1.

" *carminum Sibyllae ac fatorum populi hujus interpretes* " (1).

Lorsque des calamités extraordinaires, telles que la peste, des tremblements de terre etc., affligent le peuple, ou que l'annonce de prodiges inconnus épouvante les esprits, le sénat ordonne au collège de consulter les livres (*adire, inspicere libros*) (2) et d'y rechercher les moyens expiatoires, propres à apaiser le courroux des dieux (3). Comme ces livres sont écrits en langue grecque, deux interprètes grecs sont au service du collège (4).

II. Les livres sibyllins, qui étaient d'origine hellénique et se rattachaient surtout au culte d'Apollon, prescrivaient d'ordinaire des cérémonies religieuses en l'honneur de dieux grecs. C'est ainsi que les *di peregrini*, le *ritus graecus* furent adoptés dans le culte public du peuple romain (5). Or, les *Xviri* exercent dans cette partie du culte les mêmes attributions que les pontifes pour les *di patrii* et le *ritus patrius* : à savoir un droit général de surveillance, et la célébration de certaines cérémonies, surtout de celles du culte d'Apollon : "*antistites Apollinaris sacri caerimoniarumque aliarum*" (6).

(1) LIV., X, 8. Les livres étaient tenus secrets. CIC., *de div.*, II, 54 § 112. LACTANT., I, 6 § 13.

(2) GELL., I, 19. Cf. DENYS, IV, 62. VARR., *de re r.*, I, 1. LIV., III, 10, V, 13, X, 31, XXI, 62, XXII, 9 etc.

(3) CIC., *de div.*, I, 2 § 4. — Quand on annonçait des *prodigia*, dont la *procuratio* n'était prévue ni par les livres des pontifes, ni par les livres sibyllins, le sénat consultait des prêtres étrusques, *haruspices* (CIC., *de leg.*, II, 9 § 26, *de div.*, I, 2 § 3. Cf. LIV., I, 56, V, 15, XXVII, 37, XXXII, 1 etc.). La *haruspicina* était une science étrusque, considérée de tout temps comme une science étrangère par les Romains (CIC., *de nat. deor.*, II, 4 § 11. Cf. O. MUELLER, *Les Etrusques* (en all.) Breslau, 1828, II, p. 18 suiv.). Sous l'empereur Claude seulement on mentionne à Rome même un *collegium haruspicum*. TAC., *Ann.*, XI, 15. — MARQUARDT, IV, 361-369.

(4) ZONAR., VII, 11. DENYS, IV, 62.

(5) MARQUARDT, IV, 49-61, 303-324.

(6) LIV., X, 8. Voyez MARQUARDT, IV, 329 suiv.

§ 3. *Du collegium augurum* ⁽¹⁾.

Le collège des augures, qui remonte à l'origine de Rome, se composa d'abord de 4 ou 6 membres ⁽²⁾. La *lex Ogulnia* porte ce nombre à 9, dont 5 plébéiens ⁽³⁾; depuis Sulla il y a 15 augures ⁽⁴⁾.

Ce collège est le dépositaire de la *divinatio*, c'est-à-dire, la science de l'interprétation des *auspicia* ou *auguria* ⁽⁵⁾. Cette science, très-compiquée, était contenue en partie dans les *libri augurales*; en partie elle était traditionnelle ⁽⁶⁾.

On distingue cinq *genera signorum* ou *auspiciorum* : *ex avibus, e tripudiis, ex coelo, ex quadrupedibus, ex diris* ⁽⁷⁾.

On sous-divise les *auspicia* en *impetrata* ou *impetrativa* (ceux dont on demande l'apparition aux dieux " *quae optata veniunt*, ") et *oblata* (ceux qui se présentent spontanément " *quae non poscuntur* ") ⁽⁸⁾.

(1) MARQUARDT, II, 3, 68-84, IV, 345-361. LANGE, I, 286-298, 484-485. WALTER, § 151-152. WERTHER, *De auguribus Romanis*, Lemgo, 1835. RUBINO, *De aug. et pontific. numero*. Marbourg, 1852. KITTLITZ, *De auguribus potentiae patriciorum quondam custodibus*. Breslau, 1853. *De rerum auguralium post legem Ogulniam facta mutatione*. Liegnitz, 1858. MARONSKI, *De auguribus Romanis*. Neustadt (Prusse occid.), 1859.

(2) D'après MARQUARDT, 4, d'après LANGE, 6. Sur l'étymologie du mot *augur* cf. LANGE, I, 288.

(3) LIV., X, 6.

(4) LIV., *Epit.* LXXXIX. — Dans ce collège ne peuvent siéger deux membres d'une même gens. DION. CASS., XXXIX, 17.

(5) CIC., *de leg.*, II, 8 § 20. DENYS, II, 64. L'attribution des augures était plutôt une science qu'un sacerdoce. PLUT., *quaest. rom.*, 99. Ils ne sont pas *sacerdotes* dans le sens strict de ce mot. VARR., *de l. l.*, V, 15, p. 87 suiv. Sp. Ils sont *periti* (CIC., *de div.*, II, 34), *prudentes* (*Auct. incert. mag.*, p. 4. HUSCHKE). — MEZGER, *Divinatio* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. II. ZEYSS, *La vie religieuse des Romains* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Alterthums.* 1856-1857.

(6) SERV., *ad Aen.*, I, 398. PAUL., p. 16. Ces livres étaient tenus secrets : *libri reconditi*. CIC., *p. dom.*, 15 § 39.

(7) FEST., v. *quinque*, p. 261. PAUL. DIAC., p. 260.

(8) SERV., *ad Aen.*, VI, 190.

Les *signa ex quadrupedibus* et *ex diris* étant toujours de mauvais augure, ne sont jamais *impetrata*.

Le mode solennel et antique était les *auspicia ex avibus*. L'augure, en prononçant des formules sacramentelles (*conceptis verbis*), trace au moyen du *lituus* un espace déterminé dans le ciel (*templum*), et il demande aux dieux l'apparition de signes déterminés (*legum dictio*) ⁽¹⁾; puis, en interprétant le vol ou le chant des oiseaux (*alites*, *oscines*) ⁽²⁾ qui sont observés dans l'espace circonscrit, il annonce si les *auspicia* sont favorables (*aves addicunt, admittunt*) ⁽³⁾ ou défavorables (*abdicunt, occinunt*) ⁽⁴⁾.

Dans les *auspicia e tripudiis* ou *pullaria* l'observation porte sur la manière dont les poulets sacrés mangent ou refusent la nourriture qu'on leur offre ⁽⁵⁾. S'ils dévorent la pâtée qu'on leur jette, avec tant d'avidité qu'une boulette entière (*offa pullis*) s'échappe de leurs becs, c'est l'augure le plus favorable : *tripudium sollistimum* ⁽⁶⁾.

La *servatio de coelo* ou les *auguria coelestia* consistent dans l'observation des éclairs ⁽⁷⁾.

De ces trois genres d'*auspicia*, les deux premiers étaient usités pour les réunions des comices et les entreprises militaires, anciennement les *auspicia ex avibus*, plus tard ceux *e tripudiis* ⁽⁸⁾; les *auspicia ex coelo* étaient consultés pour les

(1) LIV., I, 18. VARR., *de l. l.*, VII, 2, p. 289 suiv. SP. SERV., *ad Aen.*, III, 89.

(2) CIC., *de nat. deor.*, II, 64 § 160. VARR., *de l. l.*, VI, 7, p. 252. SP. FEST., p. 197^a.

(3) LIV., I, 36, 55, IV, 18.

(4) CIC., *de div.*, I, 17 § 31. LIV., VI, 41.

(5) CIC., *de div.*, I, 35 § 77. LIV., VI, 41. SERV., *ad Aen.*, VI, 198.

(6) FEST., p. 245, 298^b. CIC., *de div.*, I, 15 § 28, II, 34 § 72.

(7) DENYS, II, 5. PAUL. DIAC., p. 64.

(8) Voyez p. 151, n° 10. SERV., *ad Aen.*, VI, 198. — Les formalités des *auspicia*, qu'ils fussent *ex avibus* ou *ex tripudiis*, différaient encore selon le genre de comices (MARQUARDT, II, 3, 73, n° 265); mais les différences ne nous sont pas connues, de même que nous ignorons en quoi les formalités, usitées aux *auspicia majora*, se distinguent de celles des *auspicia minora* (p. 213, n° 5). — En campagne on se servait des *tripudia* déjà à l'époque des guerres samnitiennes. LIV., VIII, 30, IX, 14, X, 40 etc. CICÉRON les appelle : *coacta auspicia*, (*de div.*,

inaugurations et l'entrée en fonctions des magistrats (1).

Attributions des augures.

I. Ils assistent les magistrats patriciens ou le *pontifex maximus*, quand ceux-ci, en vertu de leur *jus auspiciorum*, consultent la volonté divine sur un acte politique ou religieux qu'ils ont l'intention de poser. L'augure interprète les *auspicia* (*nuntiatio*) : le magistrat est tenu de se conformer à cette interprétation, et en cas d'*obnuntiatio* de l'augure, il est empêché de poser, ce jour, l'acte qu'il projetait. — Droit de *veto*, qui suspend l'exécution d'un acte du magistrat (2).

II. Lorsque après l'accomplissement d'un acte qui s'est fait *auspicato*, il s'élève des doutes sur l'entière régularité de la prise des *auspicia*, le sénat consulte le collège des augures, qui, après examen, formule son avis (*decretum*). Si le collège décide qu'il y a eu *vitium*, *auspicia vitiata*, le sénat casse l'acte posé (élection de magistrats, vote de lois etc.) — Droit de cassation d'un acte accompli (3).

III. Les augures assistent le *pontifex maximus* dans l'*inauguratio* de certains prêtres. (*Rex, flamines*, pontifes, etc.) (4).

IV. Ils font l'*inauguratio* des lieux destinés soit à la prise des *auspicia*, soit aux réunions qui se tiennent *auspicato*,

I, 15 § 27), *simulacra auspiciorum*, (ib., II, 33 § 71). Il se plaint à différentes reprises de la décadence de la science augurale à son époque : *de div.*, I, 15 §§ 25 et 28. *de nat. deor.*, II, 3 § 9. Cf. DENYS, II, 6.

(1) VARR., *de l. l.*, VI, 9, p. 263. Sp. Cf. CIC., *de div.*, II, 35 § 74 : *« Fulmen sinistrum auspicium optimum habemus ad omnes res praeeterquam ad comitia. »*

(2) Voyez plus haut, p. 212, n^{es} 2 et 8, p. 213, n^{es} 1-4. Cf. pp. 152, n^o 2, 265, n^o 5.

(3) Voyez pp. 169, n^o 6, 173, n^o 7, 179, n^o 5, 227, n^o 9. Cf. LIV., VIII, 23, XLV, 12 etc. Les augures abusèrent parfois du droit de cassation dans un but politique. Cf. LIV., VIII, 23.

(4) FEST., p. 343b, v. *Saturno*. MACROB., *Saturn.*, II, 9. CIC., *de leg.*, II, 8 § 21.

soit à l'exécution d'actes qui doivent se faire *auspicato* ⁽¹⁾
(*locus liberatus et ecfatus, templum*) ⁽²⁾.

(1) SERV., *ad Aen.*, VI, 197. LIV., III, 20.

(2) CIC., *de leg.*, II, 8 § 21. SERV., *ad Aen.*, I, 446, III, 463. GELL., XIV, 7 § 7. VARR., *de l.l.*, VII, 2, p. 289 suiv. Sp. — Sur le *templum*, voyez O. MUELLER, *Les Etrusques*, II, 124 suiv. AUFRECHT et KIRCHHOF, *Les monuments de la langue ombrienne*, II. NISSEN, *Le templum* (en all.). Berlin, 1869.

**SECTION V. — DES POUVOIRS PUBLICS SOUS L'EMPIRE
ROMAIN DEPUIS AUGUSTE JUSQU'A CONSTANTIN-LE-GRAND⁽¹⁾.**

—
CHAPITRE PREMIER. — DU POUVOIR IMPÉRIAL ⁽²⁾.

Le pouvoir impérial s'est formé d'un ensemble d'attributions qui, par dérogation aux lois républicaines, furent déléguées successivement par le sénat et le peuple à un seul citoyen : Caesar Octavianus. Ces pouvoirs furent :

1° En 29 av. J.-C. l'*imperium* militaire suprême avec le *praenomen Imperatoris* ⁽³⁾.

(1) Les travaux récents les plus importants sur l'histoire des trois premiers siècles de l'Empire sont : CH. MERIVALE, *Histoire des Romains sous l'Empire*. Londres, 1848-1862, 7 vol. (en angl. trad. en franç. et en all.). Elle contient l'histoire de l'Empire jusqu'à l'époque à laquelle commence le célèbre ouvrage de GIBBON, *Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire romain* (en angl.). AM. THIERRY, *Tableau de l'empire romain jusqu'à la chute du gouvernement impérial en Occident*. Cte DE CHAMPAGNY, *Les Césars* (Paris, 1867, 4e éd. 4 v.), *Les Antonins* (ib. 1866, 2e éd. 3 vol.), *Les Césars du 3e siècle* (ib. 1870, 3 v.). HOECKH, *Histoire romaine depuis la décadence de la République jusqu'à l'achèvement de la monarchie sous Constantin* (en all.) Goettingen, 1841-1850. 8 v. M. BÜDINGER, *Recherches sur l'histoire des Empereurs romains* (en all.) Leipzig, 1868-1870, 3 v. BERNHARDT, *Histoire de Rome depuis Valérien jusqu'à Dioclétien* (en all.) Berlin, 1867. PREUSS, *L'Empereur Dioclétien et son époque* (en all.). Leipzig, 1869. — H. NISSEN, *De l'état actuel des études sur l'histoire de l'Empire romain* (en all.) dans le *Hist. Zeitschr.* de H. VON SYBEL, XIX, 2, p. 259.

(2) *Res gestae divi Augusti*. Ed. TH. MOMMSEN. Berlin, 1865. — MARQUARDT, II, 3, 392-306. WALTER, §§ 271-273, 275-276. ECKHEL, *Doctrina numorum*, Vienne, 1793-1798. T. VIII, p. 335 suiv. HANOW, *De Augusti principatu*. Sorau, 1837. AD. SCHMIDT, *La transformation de la République romaine en monarchie* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Geschichtsw.* 1848. T. IX, p. 326. REIN, *Princeps*, (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, VI, p. 47.

(3) DION CASS., LII, 41. SUET., *Caes.*, 76. Ce titre, accordé par le sénat déjà à César (DION CASS., XLIII, 44), est essentiellement différent de l'ancien

2° En 23 av. J.-C. l'*imperium proconsulare* sur toutes les provinces. Ce pouvoir, qui n'était pas même suspendu *intra pomerium*, était accordé à vie ⁽¹⁾.

3° En 23 av. J.-C. la *tribunicia potestas*, sans limite ni de temps ni de lieu ⁽²⁾.

4° En 19 av. J.-C. la *potestas censoria*, sous le nom de *praefectura* ou *cura morum* ⁽³⁾.

5° En 12 av. J.-C. la dignité de *pontifex maximus* ⁽⁴⁾.

6° Les *edicta* de l'empereur sont assimilés aux *leges* ⁽⁵⁾.

En outre Octavien est reçu membre de tous les collèges importants de prêtres ; et il géra plusieurs fois le consulat ⁽⁶⁾.

Enfin il est lui-même *legibus solutus*, c'est-à-dire, dispensé de toutes les lois incompatibles avec ses pouvoirs exceptionnels ⁽⁷⁾.

Il reçoit successivement différents titres honorifiques :

titre républicain d'*imperator*, accordé par les soldats au général, après une éclatante victoire, qui était placé derrière les noms propres et qui fut donné aussi aux empereurs (DION CASS., LII, 41), par exemple : « *Imp. Caesari Augusto Divi f. pontifici maximo, tribunic. potestate XV, Imp. XIII.* » ORELLI, *Inscript.*, n° 626.

(1) DION CASS., LIII, 32.

(2) DION CASS., LIII, 32. Cf. LI, 19. APP., *B. c.*, V, 132. Ce pouvoir avait déjà été accordé à César. DION CASS., XLII, 20, XLIV, 5. — L'empereur ne portait pas le nom de *tribunus*; car il était patricien. DION CASS., LIII, 17.

(3) DION CASS., LIV, 10. SUET, *Aug.*, 27.

(4) OVID., *Fast.*, III, 420. MERKEL, *Préf. à l'éd. des Fasti d'Oct.*, p. XLI. DION CASS., LIV, 27. *Fast. Praenest.*, ad. 6 Martii, dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 314, et MOMMSEN, ad h. l., ib., p. 387.

(5) DION CASS., LIV, 10.

(6) *Mon. Ancy.*, c. 8, MOMMSEN. Il en fut de même des empereurs suivants. DION CASS., LIII, 17. Voici par ex. les titres de Tibère dans une inscription de l'an 26/27 apr. J.-C. : « *Ti. Caes. divi Aug. f. divi Juli n. Augusto pont. max. trib. pot. XXVIII Cos. IIII. Imp. VIII Auguri XVvir. s. f. VII vir. epulonum.* » *Corp. Inscr. lat.*, v. II, n° 2062. — ASCHBACH, *Les consulats des empereurs Auguste et Tibère, leurs collègues du consulat, et les consuls suffecti pendant les années de leur consulat* (en all.) dans les *Bulletins de l'Ac. de Vienne*. T. XXXV, p. 306 (1861). *Les consulats des empereurs romains depuis Caligula jusqu'à Adrien* (en all.) ib. T. XXXVI, p. 247.

(7) *Lex de imp. Vesp.* DION CASS., LIII, 18, 28. *Dig.*, I, 3, 31.

Imperator (29 av. J.-C.), *princeps senatus* (28 av. J.-C.) ⁽¹⁾, *Augustus* (27 av. J.-C.) ⁽²⁾, *pater patriae* (2 av. J.-C.) ⁽³⁾. Le *cognomen* de *Caesar* lui appartenait en sa qualité de fils adoptif de Jules César ⁽⁴⁾.

Les attributions que nous avons énumérées, réunies entre les mains d'une seule personne, comprenaient tous les éléments nécessaires à l'exercice d'un pouvoir monarchique quasi-absolu.

En effet de l'*imperium* militaire ou du *jus imperatorium* Auguste déduisit le droit de lever des armées, d'imposer des contributions de guerre, et de décider de la paix et de la guerre ⁽⁵⁾.

De l'*imperium proconsulare* découlait le droit de surveillance suprême sur toutes les provinces et en conséquence celui de recevoir l'*appellatio* des provinciaux ⁽⁶⁾.

La *tribunicia potestas* assurait à Auguste l'inviolabilité de sa personne, la présidence du sénat et des comices, l'*intercessio* contre tous les magistrats et contre le sénat, l'*auxilii latio* aux citoyens ⁽⁷⁾. Cette *potestas* était considérée comme un élément si essentiel du pouvoir impérial, que les empereurs comptaient les années de leur règne d'après les années de leur tribunat ⁽⁸⁾.

L'*imperium* illimité, réuni à la *tribunicia potestas* illimitée, conférait à l'empereur le droit de juridiction civile et criminelle en première instance et en appel ⁽⁹⁾.

(1) DION CASS., LIII, 1. TAC., *Ann.*, I, 1 : « *Cuncta... nomine principis sub imperium accepit.* »

(2) DION CASS., LIII, 16.

(3) SUET., *Aug.*, 58. — NORIS, *Cenotaph. Pis.*, II, 8.

(4) DION CASS., XLVI, 47.

(5) DION CASS., LIII, 17. Cf. 16, LVII, 2. CAPIT., *Macrin.*, 6. *Lex de imp. Vespasiani.*

(6) DION CASS., LIII, 17, 32. — EKHEL, *Doct. num.*, VIII, 354.

(7) Cf. DION CASS., LIII, 17. *Lex de imp. Vesp.* SUET., *Tib.*, 23. — LANGE, I, 713. EKHEL, *Doct. num.*, VIII, 391-449. A. W. ZUMPT, *Studia rom.*, pp. 248-266, et *Du pouvoir tribunicien des empereurs* (en all.) dans les *Abhandl. der philol. Versamml.* Vienne, 1859, p. 102.

(8) DION CASS., LIII, 17. Cf. TAC., *Ann.*, III, 56. VOP., *Tac.*, 1.

(9) Voyez les *judicia publica et privata* sous l'empire.

Le pouvoir censorial chargeait l'empereur non-seulement de la surveillance suprême des mœurs privées et publiques dans tout l'Empire, mais encore de la *recognitio equitum*, et surtout de la *lectio senatus* ⁽¹⁾.

La qualité de *pontifex maximus* lui conférait la direction suprême du culte ⁽²⁾.

De plus il est investi du pouvoir législatif. Un décret législatif, pris par l'empereur en vertu de ses pleins pouvoirs, s'appelle *constitutio principis*. «*Constitutio principis est, quod imperator decreto vel edicto vel epistula constituit. Nec unquam dubitatum est, quin id legis vicem optineat, cum ipse imperator per legem imperium accipiat*» ⁽³⁾.

a) *Edictum* (*constitutio* dans un sens plus restreint) est une ordonnance générale, prescrite par l'empereur aux citoyens et aux pérégrins de l'Empire.

b) *Rescriptum* est une réponse, soit à des questions ou des suppliques, présentées à l'empereur par des particuliers (*libelli, preces, supplicationes*), soit à des questions, posées par des fonctionnaires (*relationes, consultationes, suggestiones*) ⁽⁴⁾. Ces *rescripta* étaient importants parce qu'il fallait s'y conformer en des cas analogues ⁽⁵⁾.

c) *Decreta* sont les sentences judiciaires, prononcées par l'empereur en sa qualité de juge suprême : ces décrets ont une portée législative, pour autant que les motifs de l'arrêt contiennent de nouveaux principes de droits ⁽⁶⁾.

En résumé, la disposition des forces militaires, les finances, la justice, la législation et le culte, la haute administration de Rome et des provinces, tous les éléments essentiels

(1) DION CASS., LIII, 17. TREBELL. POLL., *Valerian.*, 2. Cf. PLIN., *Panég.*, 45.

(2) DION CASS., LIII, 17. — DE LA BASTIE, *Du souverain pontificat des empereurs rom.* dans les *Mémoires de l'Ac.*, XII. p. 355-427, XV, p. 38-144.

(3) GAI., I, 3. *Dig.*, I, 4, 1 pr. § 1. — WALTER, § 441, RUDORF, *H.d.dr. r.*, I, §§ 54-59.

(4) BRISSON., *De formulis*, III, 21-68.

(5) *Dig.*, XXVIII, 5, 9 § 2, XXXV, 2, 49 etc.

(6) *Dig.*, IV, 4, 38, XXXIV, 9, 18, XXXVI, 1, 22.

du gouvernement étaient concentrés entre les mains de l'empereur.

Aussi, pour n'être inférieur à aucun citoyen sous aucun rapport, l'empereur devait être *patricien*, et s'il ne l'était pas de naissance, le sénat lui conférait le patriciat ⁽¹⁾. De plus sa personne était considérée comme sacrée, et supérieure à la nature humaine : c'est là le sens du titre d'*Augustus*.

« Ἀγρουστος, ὡς καὶ πλείον τι ἢ κατὰ ἀνθρώπους ὢν, ἐπεκλήθη » ⁽²⁾. Aussi les provinces consacraient-elles aux empereurs, déjà de leur vivant, des temples, des prêtres et des jeux publics ⁽³⁾, et le sénat décrétait, au moins aux bons empereurs, après leur mort, des honneurs divins dans tout l'Empire avec le prénom de *divus* ⁽⁴⁾.

La dignité impériale n'était pas héréditaire. Comme depuis Tibère le pouvoir électoral des comices fut conféré au sénat ⁽⁵⁾, c'est lui qui, *en droit*, nomme ⁽⁶⁾ ou destitue ⁽⁷⁾ l'empereur.

En fait, le sénat agréait celui qui a été désigné par le prédécesseur :

1) soit par adoption ⁽⁸⁾.

2) soit par la collation du titre de *Caesar* ⁽⁹⁾ ou de *princeps juventutis* ⁽¹⁰⁾.

(1) DION CASS., LIII, 17. Cf. SPART., *Did. Jul.*, 3. CAPITOL., *Op. Macrin.*, 7.

(2) DION CASS., LIII, 16. Cf. VEG., II, 5. EKHEL, *Doct. num.*, VI, 88.

(3) DION CASS., LI, 20. SUET., *Aug.*, 59. TAC., *Ann.*, IV, 37, 55. Cf. BOECKH, *Corp. inscr. graec.*, T. I, n° 478, II, 2696, 3524, 3569, III, 4039.

(4) DION CASS., LI, 20. TAC., *Ann.*, XV, 47. TERTULL., *Apol.*, 5. De là le collège des *sodales augustales*. Voyez p. 266, n° 6 et les *municipia*. — MARQUARDT, IV, 423-433. G. BOISSIER, *Études de mœurs romaines sous l'Empire. VII. Apo théose impériale* dans la *Revue des deux Mondes*, 1871. Livr. du 1 mai, p. 60-87.

(5) TAC., *Ann.*, I, 15.

(6) TAC., *Hist.*, I, 12. SPART., *Hadr.*, 4. VOP., *Tac.*, 12. *Flor.*, 5, 6.

(7) SUET., *Ner.*, 49. SPART., *Did. Jul.*, 8. VOP., *Flor.*, 6.

(8) DION CASS., LV, 13, LXI, 1, LXVIII, 3-4.

(9) TAC., *Hist.*, I, 29. DION CASS., LXVI, 1.

(10) Voyez sur ce titre sous la République p. 245, n° 8. Il devient dans les premiers siècles de l'Empire dans les inscriptions et sur les monnaies le titre ordinaire de l'héritier présomptif du trône. Plus tard l'Empereur le portait lui-

3) soit qu'il l'ait pris comme collègue dans l'exercice de l'*imperium proconsulare* (4) ou de la *potestas tribunicia* (5).

Depuis Adrien (117-138 apr. J.-C.) l'Empereur accordait parfois à l'héritier présomptif le pouvoir d'un co-régent subordonné (3), ou même il partageait le trône avec lui, en lui conférant les mêmes titres et le même pouvoir, et en ne conservant pour lui-même qu'une priorité de rang (4).

A défaut de successeur désigné, le candidat au pouvoir impérial était proclamé d'ordinaire par les prétoriens ou par les légions (5).

Cependant, quel que fût le mode dont l'Empereur eût été désigné, ses titres (6) et ses pouvoirs lui étaient conférés par des sénatus-consultes.

A Auguste ces pouvoirs furent conférés successivement, et la plupart renouvelés tous les dix ans (7). Sous Tibère déjà des fêtes décennales (*vota decennalia*) avaient remplacé ce renouvellement décennal (8), et bientôt après (au moins

même, à partir de Caracalla sur les Inscriptions (ORELLI, *Inscript.*, nos 930, 951), depuis Gordien jusqu'à Constantin sur les monnaies. EKHEL, *Doct. num.*, VIII, 8.

(1) TAC., *Ann.*, XII, 41. CAPITOL., *Ant. pius*, 4, *Marc. Aur.*, 6.

(2) DION CASS., LV, 9, 13. TAC., *Ann.*, III, 56. PLIN., *Panég.*, 8.

(3) Dans ce cas l'Empereur porte le titre d'*Augustus*, le sous-régent celui de *Caesar*. AUR. VICT., *de Caes.*, 13. SPART., *Ael. Ver.*, 1, 2. CAPITOL., *Ver. Imp.*, 1. VOPISC., *Carin.*, 16.

(4) Les deux premiers, qui furent ensemble *Augusti*, sont Marc-Aurèle et Lucius Verus. SPART., *Hadr.*, 22. *Ael. Ver.*, 6. CAPITOL., *Marc. Aur.*, 7. Cf. LACTANT., *de mort. persec.*, 25.

(5) Déjà l'empereur Claude (41 apr. J.-C.) fut imposé au sénat par la garde prétorienne (DION CASS., LX, 1). GALBA (68 apr. J.-C.) fut, le premier, élevé à la dignité impériale par des légions de province (TAC., *Hist.*, I, 4). On peut dire qu'un seul empereur dut son élection au libre choix du sénat : ce fut Tacite, 275 apr. J. C. VOP., *Tac.*, 2, 9, 12.

(6) En effet, les empereurs portèrent tous les titres honorifiques qu'Auguste avait reçus. Même les *cognomina* de *Caesar* et d'*Augustus*, qui jusqu'à Galba avaient appartenu aux empereurs par droit de naissance ou d'adoption, furent conservés par les empereurs suivants. DION CASS., XLVI, 47, LIII, 17, 18, LVII, 8, LXXIII, 5. TAC., *Ann.*, XI, 25. Cf. SUET., *Tib.*, 26 — FINCKE, *De appellationibus Caesarum honorificis*. Kœnigsberg, 1867.

(7) DION CASS., LIII, 16, 18.

(8) DION CASS., LVII, 24, LVIII, 24. Cf. LIII, 16. — EKHEL, *Doct. num.*, VIII, 475 suiv.,

depuis Othon et Vespasien) l'ensemble des pouvoirs impériaux fut accordé, lors de l'avènement au trône, par un seul sénatus-consulte ⁽¹⁾, qui, étant ensuite soumis à l'acclamation du peuple au champ de Mars, s'appelait *lex de imperio* ⁽²⁾. Plus tard l'intervention du peuple cessa complètement ⁽³⁾.

Chaque année, au 1^{er} janvier, le sénat, les magistrats et les légions prêtaient serment à l'empereur, par lequel ils ratifiaient les actes de l'empereur (*jurare in acta principis*) et même ceux de ses prédécesseurs ⁽⁴⁾. On omettait cependant les noms des empereurs dont le souvenir était haï ⁽⁵⁾; parfois même le sénat cassait-il expressément leurs actes et maudissait leur mémoire ⁽⁶⁾.

Les provinciaux prêtaient serment de fidélité à l'empereur, à l'anniversaire de son avènement au trône ⁽⁷⁾.

A l'origine de l'Empire, il n'y avait pas de chancellerie impériale; l'empereur se servait pour ses écritures de ses *libertini* « *ab epistolis, a libellis, a rationibus* » ⁽⁸⁾. L'empereur Adrien (117-138 apr. J.-C.) organisa, le premier, un service central d'administration, auquel il n'admit que des membres de l'ordre équestre ⁽⁹⁾. Cette administration fut divisée de bonne heure en plusieurs bureaux (*officia, scrinia*), dont les chefs (*magistri officiorum, principes scriniorum*)

(1) TAC., *Hist.*, I, 47, II, 55, IV, 3. DION CASS., LXIII, 29, LXIV, 8. Cf. LIII, 16, 18, LIX, 3.

(2) GAJ., I, 5. *Dig.*, I, 4, 1. DION CASS., LIII, 32. Nous possédons encore des fragments de la *lex de imperio Vespasiani*, qui se dit une *lex rogata*. — HAUBOLD, *Monum. leg.*, pp. 222-223. GOETTLING, *15 documents romains*. Halle, 1845, p. 20. REIN, *Lex regia* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. IV, 995.

(3) DION. CASS., LXXIII, 12. SPART., *Did. Jul.*, 8. CAPITOL., *Macrin.*, 6-7.

(4) DION CASS., XLVII, 18, LVII, 8, LX, 25. TAC., *Ann.*, XIII, 11, SUET., *Galb.*, 16.

(5) Ce fut par ex. le cas pour Tibère et Caligula. DION CASS., LIX, 9, LX, 4.

(6) DION CASS., XLVII, 18.

(7) PLIN. *et TRAJ. Epist.*, 52, 53, 102, 103. ed. KEIL. Voyez la formule du serment prêté par les *Aritiens* (Espagne) lors de l'avènement au trône de Caligula dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. II, n° 172.

(8) SUET., *Claud.*, 28. TAC., *Ann.*, XV, 35, XVI, 8.

(9) SPART., *Nadr.*, 21. AUR. VICT., *Epit.*, 29.

s'élevèrent bientôt au rang de fonctionnaires supérieurs (1).

La cour impériale ne se distinguait d'abord des hôtels des riches particuliers que par un plus grand luxe et un personnel domestique plus nombreux (esclaves et affranchis). Mais peu à peu les empereurs créèrent un grand nombre de fonctionnaires du palais (*officia palatina*), dont un des principaux était le maître des entrées à la cour (*magister admissionum*) (2). Toutes ces fonctions étaient gérées d'ordinaire par des *libertini* de l'empereur (3).

Dioclétien (284-305 apr. J.-C.) introduisit à la cour le costume impérial et la cérémonie orientale de l'adoration (4). Il fut le précurseur de Constantin-le-Grand, qui réorganisa la cour impériale et acheva la centralisation administrative de l'Empire.

CHAPITRE DEUXIÈME. — TRANSFORMATION DES ANCIENS POUVOIRS RÉPUBLICAINS.

Auguste, tout en sapant par le fondement les institutions républicaines, en respecta cependant encore les formes extérieures. Ce n'est que sous ses successeurs, et peu-à-peu, qu'a été consacré dans les institutions et en droit ce gouvernement absolu qui en fait existe dès le commencement de l'Empire.

I. *Les comices* (5). Déjà sous Auguste ils perdent pour toujours leur *compétence judiciaire* (6).

Leur *pouvoir législatif* est essentiellement amoindri, de-

(1) LAMPRID., *Al. Sec.*, 14, 25, 30. TREBELL. POLL., *Galien.*, 17.

(2) ORELLI, *Inscr.*, n° 2974. VOP., *Aurelian.*, 12.

(3) TAC., *Hist.*, I, 58. *Agric.*, 40. Les *libertini* de la maison impériale exercent généralement une grande, mais pernicieuse influence sur les empereurs. TAC., *Hist.*, I, 7. SUET., *Galb.*, 15. SPART., *Hadr.*, 21. DION CASS., LXIX, 7.

(4) EUTROP., IX, 26. AUR. VICT., *de Caes.*, 39. ZONAR., XII, 31. — WALTER, § 360.

(5) MARQUARDT, II, 3, 199-210. LANGE, II 670-682. WALTER, § 274. SCHMIDT, *De la décadence des droits du peuple à Rome* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Geschichtw.* 1844. T. 1, p. 37.

(6) DION CASS., LVI, 40.

puis que les édits de l'empereur et les décrets du sénat sont assimilés aux lois. Cependant, durant le règne d'Auguste, des *rogationes* législatives, approuvées d'avance par le sénat, furent encore soumises aux comices tributes (¹), soit par lui-même (*leges Juliae*), soit par d'autres magistrats, mais de son consentement (*leges Aelia Sentia, Furia Caninia* etc.)

Après Auguste, l'intervention du peuple dans la législation devient de plus en plus rare, et ne survit pas au premier siècle de l'Empire (²).

Sous Auguste, le *pouvoir électoral* des comices centuriates et tributes (³) se réduit à l'acclamation des candidats présentés par l'empereur (⁴). Depuis Tibère la désignation des titulaires des anciennes magistratures républicaines et des membres des collèges sacerdotaux, élus autrefois par les *comitia tributa*, est transférée au sénat (⁵); l'empereur se réserve le droit de proposer au sénat des candidats pour ces collèges de prêtres (⁶) et une partie des candidats pour les ma-

(1) SÈNÈQ., *de benef.*, VI, 32. Cf. DION CASS., LIII, 21.

(2) Cf. TAC., *Ann.*, IV, 16, XI, 13; la *lex Junia Norbana* (p. 129), et la *lex de imp. Vespas.*—WALTER, § 438, n° 8.

(3) GOELL, *Des comices électoraux de l'empire* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Alterthumsw.*, 1856, p. 509.

(4) DION CASS., LIII, 21, LV, 34, LVI, 40. Auguste cependant introduisit une innovation : il permit aux décurions des colonies italiques d'envoyer à Rome leur vote cacheté. SUET., *Aug.*, 46.

(5) TAC., *Ann.*, I, 15, III, 19. Cf. VELL. PAT., II, 126. MOMMSEN dans BORGHESI, *Œuvres compl.*, T. III, p. 411, n° 5. Sur des inscriptions de l'Empire on trouve fréquemment, après la mention des dignités, la formule *ex senatus consulto*. Sur le sens de cette formule, voyez MOMMSEN dans le *Hermes*, IV, 365-366 et 370.

(6) De même dans les autres collèges de prêtres, l'empereur avait, en sa qualité de membre du collège (p. 282, n° 6), le droit de présentation (*nominatio*); et le candidat, présenté par l'empereur, était naturellement toujours coopté. C'est pour ce motif que les auteurs attribuent parfois à l'empereur seul la nomination des prêtres (DION CASS., LI, 20, LIII, 17, etc.), bien que la *nominatio*, *cooptatio*, *renuntiatio* (p. 268) eussent lieu sous l'Empire comme autrefois (cf. GEMOLL, *De coopt. sac. Rom.*, Berlin, 1870, p. 17-30). — On avait même reconnu à l'empereur le droit d'augmenter, à sa volonté, le nombre des membres des collèges de prêtres. DION CASS., LI, 20.

gistratures (*candidati principis, Caesaris*) ⁽¹⁾. Les candidats, désignés par le sénat ou par l'empereur, sont proposés à l'acclamation du peuple, et cette intervention du peuple subsiste, au moins pour les consuls, jusqu'au 3^e siècle de l'Empire ⁽²⁾. Ces réunions du peuple n'avaient conservé des anciens comices que les formalités purement extérieures : du vote par classes et par centuries, du vote par tribus, le souvenir avait disparu depuis longtemps ⁽³⁾.

II. *Le sénat* ⁽⁴⁾. En vertu de sa *potestas censoria*, Auguste réorganisa le sénat ⁽⁵⁾. Il fixa le nombre des sénateurs à 600 ⁽⁶⁾, il réduisit l'*aetas senatoria* à 25 ans accomplis ⁽⁷⁾, et il introduisit la possession d'un cens d'un million de sesterces comme condition d'admissibilité au sénat ⁽⁸⁾.

Les empereurs suivants inscrivirent sur la liste sénatoriale des citoyens des municipes et des colonies en Italie et en province, et même des provinciaux, qui avaient reçu le droit de cité ⁽⁹⁾. De tels sénateurs avaient un double domicile : à Rome, et dans la cité dont ils étaient citoyens avant leur nomination ⁽¹⁰⁾.

(1) VELL. PATERC., II, 124, TAC., *Ann.*, I, 15. *Lex de imp. Vesp.*—STOBBE, *Les candidati Caesaris* (en all.) dans le *Philologus*, T. XXVII, p. 88 et XXVIII, p. 648.

(2) VOP., *Tac.*, 7. Cf. DION CASS., LVIII, 20. L'empereur Caligula rendit aux *comitia* l'élection effective des magistrats ; mais bientôt après il rétablit les institutions de Tibère. SUET., *Calig.*, 16. DION CASS., LIX, 9, 20.

(3) Cf. JUV., X, 80. *Dig.*, XLVIII, 14.

(4) MARQUARDT, II ; 3, 210-230. LANGE, I, 611, II, 344-347, 358-361, 399-400, 410-411, 415-417. WALTER, §§ 277-281. CADUZAC, *Décadence du sénat romain depuis César jusqu'à Constantin*. Limoges, 1847. DUMÉRIL, *De senatu Romano sub imperatoribus Augusto Tiberioque*. Paris, 1856. HERRMANN, *Senatus romani sub primis quinque Caesaribus quae fuerit fortuna ac dignitas*. Bruchsal, 1857.

(5) SUET., *Aug.*, 35. DION CASS., LII, 42, LIV, 13.

(6) DION CASS., LIV, 13, 14.

(7) DION CASS., LII, 20. Cf. TAC., *Ann.*, XV, 28, *Hist.*, IV, 42.

(8) Voyez p. 119, n^o 4.

(9) STRAB., V, 1 § 11. DION CASS., LII, 19. TAC., *Ann.*, XI, 25. *Oratio CLAUDII IMP.* (NIPERDEY, *ed. Tac.*, II, p. 224). SUET., *Vesp.*, 9.

(10) *Dig.*, I, 9, 11, I, 1, 22 § 5-6, 23. — Plus tard cependant on obligea ces sénateurs d'avoir des propriétés foncières en Italie pour une partie déterminée de leur fortune. PLIN., *Epist.*, VI, 19. CAPITOL., *Marc. Aur.*, 11.

Depuis Auguste le sénat se réunit régulièrement aux calendes et aux ides de chaque mois, à l'exception des mois de septembre et d'octobre (*senatus legitimus*) ⁽¹⁾. Il peut aussi être convoqué extraordinairement : *senatus indictus* ⁽²⁾. Outre les consuls, préteurs et tribuns, le *jus relationis* et même *plurium relationum* ⁽³⁾ appartient à l'empereur, qui parfois préside lui-même ⁽⁴⁾, mais en règle générale fait lire sa *relatio*, sous la forme d'une *oratio*, *libellus*, *epistola principis*, par un *quaestor principis* ⁽⁵⁾.

L'Empire n'introduisit guère de modifications dans les formalités des séances du sénat ; seulement depuis l'empereur Trajan (98 apr. J.-C.), le vote public *per discessionem* fut remplacé, pour les élections des magistrats, par le scrutin secret au moyen de *tabellae* ⁽⁶⁾.

Le sénat perd, il est vrai, de ses attributions anciennes, le gouvernement des provinces dites impériales, et la décision de la paix ⁽⁷⁾ ; mais par contre, il est chargé d'une partie importante de la juridiction criminelle ⁽⁸⁾, il partage avec l'empereur l'exercice du pouvoir législatif ⁽⁹⁾, et depuis Tibère il exerce en partie les anciennes attributions électorales des comices (p. 289).

En droit, le sénat représente dès lors le peuple ; il est le dépositaire du pouvoir souverain ⁽¹⁰⁾. C'est à lui que com-

(1) SUET., *Aug.*, 35. DION CASS., LV, 3. Cf. *Corp. inscr. lat.*, v. I, p. 374. MERKEL, *ad Ov. fast.*, p. VI.

(2) *Lex de imp. Vesp.* CAPITOL., *Gord. tres.*, 11. DION CASS., LIV, 3.

(3) DION CASS., LIII, 32. *Lex de imp. Vesp.* VOP., *Prob.*, 12. CAPIT., *Pert.*, 5 etc.

(4) TAC., *Ann.*, I, 7, III, 17. SUET., *Tib.*, 23.

(5) DION CASS., LIV, 25. *Dig.*, I, 13, 1, § 2, XXVII, 9, 1, § 1.

(6) PLIN., *Ep.*, III, 20, IV, 25. Il semble cependant que plus tard le scrutin secret fut de nouveau aboli. Cf. TREB. POLL., *Valerian.*, 1.

(7) Voyez l'administration des provinces sous l'Empire, et p. 283, n° 5.

(8) Voyez le chapitre qui traite de la juridiction criminelle.

(9) GAI., I, 4. *Dig.*, I, 2, 2 § 9. — La plupart des sénatus-consultes législatifs ont rapport au droit civil ou criminel. Ils sont désignés par le nom du *relator*, par ex. *senatusconsultum claudianum* (p. 108), *Silanianum* (p. 137) etc. WALTER, § 439. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, §§ 46-53.

(10) Cf. SALL., *ad Coes. de rep.*, II, 10. Voyez le *Hermes*, III, 459.

pètent *en droit* la nomination de l'empereur et la collation des pouvoirs impériaux ⁽¹⁾.

En fait, la part réelle, prise par le sénat à l'administration, dépendait du caractère personnel de l'empereur ⁽²⁾, et alla toujours en diminuant. *En fait*, le sénat n'eut guère d'influence sur le choix des empereurs ⁽³⁾.

Dès le commencement du 3^e siècle ap. J.-C. la juridiction criminelle du sénat passa au *praefectus urbi*; l'administration de l'*aerarium Saturni* dépendit directement de l'empereur; toutes les provinces devinrent impériales ⁽⁴⁾; les magistrats furent nommés par l'empereur seul ⁽⁵⁾, et le *consilium principis* exerça sur la législation et l'administration générale de l'Empire l'influence qui avait été accordée d'abord au sénat ⁽⁶⁾. De là sorte le sénat subsiste, mais il n'exerce plus aucun pouvoir réel.

Après l'élection de l'empereur Tacite le sénat crut avoir recouvré sa puissance antérieure ⁽⁷⁾ : mais ses illusions furent bientôt déçues.

III. *Les magistratures* ⁽⁸⁾. Les anciennes magistratures républicaines sont maintenues avec leurs insignes et leurs honneurs; mais les pouvoirs qu'ils exerçaient du temps de la République, sont concentrés désormais entre les mains de l'empereur, et, en partie, délégués par lui à des fonctionnaires impériaux.

Remarquons d'abord que, à côté des magistrats effectifs (*consulatu, praetura, aedilitate etc. functi*) ⁽⁹⁾, l'Empire introduit les magistrats honoraires, qui, sans en exercer les

(1) Voyez p. 285-286.

(2) SUET., *Tib.*, 30, 31. TAC., *Ann.*, IV, 6, XIII, 4. PLIN., *Epit.*, VIII, 14. DION CASS., LXIX, 7. SPART., *Hadr.*, 8. CAPITOL., *Ant. Pius*, 6.

(3) Voyez p. 285-286.

(4) Voyez plus loin la *praefectura urbis*, les finances et les provinces sous l'Empire.

(5) *Dig.*, XLII, I, 57, XLVIII, 14, 1.

(6) Voyez le § qui traite du *consilium principis*.

(7) VOP., *Tac.*, 12. *Florian.*, 5-6. *Prob.*, 13.

(8) MARQUARDT, II, 3, 235-275. WALTER, §§ 282-285.

(9) TAC., *Ann.*, I, 39, II, 33, 67, IV, 58, VI, 30 etc.

pouvoirs, ont le rang des magistrats effectifs. Cette distinction honorifique est accordée soit par l'empereur (*adlectio inter consulares, praetorios, tribunicios* etc.) ⁽¹⁾, soit par le sénat (*ornamenta* ou *insignia consularia, praetoria, aedilicia* etc.) ⁽²⁾.

1° *Consulat* ⁽³⁾. Les consuls ne restent généralement en charge que deux mois. L'année est désignée par les consuls des deux premiers mois, qui s'appellent *consules ordinarii*; les consuls des mois suivants sont *consules suffecti* ⁽⁴⁾. La présidence du sénat est leur fonction principale ⁽⁵⁾; ils exercent aussi une certaine juridiction ⁽⁶⁾. Ils sont obligés à donner des jeux publics ⁽⁷⁾, et dépendent, d'ailleurs, complètement de l'empereur. A la fin toute la dignité du consulat consistait dans le cortège triomphal dans lequel ils apparaissaient au jour de leur entrée en charge (*processus consularis*) ⁽⁸⁾, et leurs attributions se réduisaient aux *munitiones* ⁽⁹⁾. Le consulat subsiste en Occident jusqu'à 534 après J.-C.

2° *Préture* ⁽¹⁰⁾. Le nombre des préteurs sous l'Empire varia de 10 à 18 ou 19 ⁽¹¹⁾. L'abolition successive des *quaes-*

(1) DION CASS., LII, 42. Cf. XLIII, 47. PLIN., *Ep.*, I, 14 § 5. CAP., *M. Aur.*, 10.

(2) TAC., *Ann.*, XI, 4, 38, XIII, 53. SUET., *Claud.*, 28. ORELLI, *Inscr.*, n° 3986. Les *ornamenta* ne conférèrent point le *ius sententiae dicendae* au sénat. A. W. ZUMPT, *Honorum gradus sub imperatoribus Hadriano et Antonino Pio*, dans le *Rhein. Mus.*, 1843. T. II, 249-289. NIPPERDEY, *Les honneurs extraordinaires conférés à Octavius en 43 av. J.-Chr. Ornamenta consularia etc., sententiam dicere, et allegi in'er consulares* etc. Second appendice aux *leges annales* de l'Auteur.

(3) LANGE, I, 625-627. BRAMBACH, *de consulatus Romani mutata inde a Caesaris temporibus ratione*. Bonn, 1864.

(4) DION CASS., XLIII, 46, XLVIII, 35. Cf. SÉNÈQ., *de ira*, III, 31. SUET., *Galb.*, 6, *Vitell.*, 2, *Domit.*, 2.

(5) OVID., *Pont.*, IV, 5, 21. TAC., *Ann.*, IV, 9 etc.

(6) GELL., XIII, 25 (24) § 2. DION CASS., LXIX, 7.

(7) Voyez MOMMSEN dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 352 ad 7 jan.

(8) GOELL, *Uu processus consularis de l'époque impériale* (en all.) dans le *Philologus*. T. XIV, Goettingen, 1859, p. 586.

(9) *Dig.*, I, 10, 1.

(10) LANGE, I, 666-667. FOSS, *Quaest. criticae, quibus interposita est disput. hist. de praetoribus Rom., qui sub imperatoribus fuerunt*. Altenburg, 1837.

(11) ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 1, 331-337.

tiones perpetuae diminue d'abord leurs attributions. Cependant certains préteurs reçoivent des fonctions spéciales : *praetores acriarii* (la garde de l'*aerarium* étant enlevée aux questeurs) ⁽¹⁾, *praetor hastarius* ⁽²⁾, *praetor tutelaris* ⁽³⁾ etc. Les préteurs pérégrin et urbain perdent une partie de la juridiction civile ; par contre ils obtiennent la juridiction des édiles curules, une part de la *cura urbis* et l'organisation des *ludi publici* qui devient leur charge la plus importante⁽⁴⁾. Le préteur pérégrin disparaît depuis Caracalla, le préteur urbain subsiste jusqu'au-delà de l'époque de Constantin⁽⁵⁾.

3° *Censure* ⁽⁶⁾. Comme le *regimen morum*, la *lectio senatus* et la *recognitio equitum* font partie des attributions impériales, et que le recensement a perdu toute importance politique, cette magistrature disparaît dès le commencement de l'Empire. Cependant l'empereur Auguste, sans prendre le titre de *ensor*, fit pendant son règne trois recensements ⁽⁷⁾. Parmi les empereurs suivants, Claude et Vespasien gèrent des censures réelles, en portant le nom de *censores* et en se choisissant des collègues dans l'exercice de cette ancienne magistrature ⁽⁸⁾. Domitien s'attribua le titre de *ensor perpetuus* ⁽⁹⁾.

4° *Tribunat de la plèbe* ⁽¹⁰⁾. Ils conservent le droit de présider le sénat ⁽¹¹⁾; ils exercent l'*auxilium* et l'*intercessio* ⁽¹²⁾,

(1) DION CASS., LIII, 32. TAC., *Hist.*, IV, 9.

(2) « *Qui inter fiscum et privatos jus diceret.* » Dig., I, 2, 2 § 32.

(3) CAPITOL., *M. Aur.*, 10.

(4) DION CASS., LIII, 2, LIV, 2, LV, 8.

(5) Cod. Theod., VI, 4, 16.

(6) BECKER, II, 2, 246. MARQUARDT, II, 3, 300, n° 1334. ZUMPT, *Des Lustra* dans le *Rhein. Mus.*, XXV, 499-502.

(7) *Monum. Ancy.*, c. 8. M. DION CASS., LIII, 1, LIV, 35, LV, 13. SUET., *Aug.*, 27.

(8) TAC., *Ann.*, XII, 4-5. SUET., *Vespas.*, 8. *Tit.*, 6. Ces censures paraissent avoir été quinquennales. Cf. ZUMPT, l. l.

(9) DION CASS., LIII, 18. ORELLI, *Inscript.*, nos 766, 768. — Dans la suite d'autres empereurs portèrent encore le titre de *ensor*. WALTER, § 282, n° 15.

(10) LANGE, I, 713-715. GOELL, *Le tribunat du peuple sous l'Empire* (en all.) dans le *Rhein. Mus.*, 1858. T. XIII, p. 111.

(11) DION CASS., LVI, 47.

(12) DION CASS., LVII, 15, LX, 28.

mais jamais contre l'empereur, dont ils dépendent complètement ⁽¹⁾. Ils obtiennent une certaine juridiction ⁽²⁾ et participent à la *cura urbis* ⁽³⁾. Ils subsistent jusqu'après Constantin ⁽⁴⁾.

5° *Edilité* ⁽⁵⁾. Sa juridiction et la *cura ludorum* passent aux préteurs. Elle perd en outre la *cura annonae*, et partage la *cura urbis* avec d'autres magistrats ⁽⁶⁾. Les édiles conservent cependant la police des tavernes, bains publics etc. ⁽⁷⁾. La dernière mention de cette magistrature est faite vers 240 après J.-C. ⁽⁸⁾.

6° *Questure*. Elle perd la garde de l'*aerarium* (p. 294). Quatre questeurs sont attachés au service des deux consuls ⁽⁹⁾, d'autres à la personne de l'Empereur (*quaestores principis, Caesaris, Augusti*) ⁽¹⁰⁾. D'autres encore suivent les gouverneurs des *provinces sénatoriales* ⁽¹¹⁾.

7° Quant aux magistrats ordinaires mineurs, Auguste abolit les *IV viri juri dicundo* et il confère à d'autres fonctionnaires les attributions des *II viri viis extra urb. purg.* Des *III viri capitales*, *X viri stlit. jud.*, *III viri monetales* et *IV viri viis in urbe purg.* il forme un seul collège, *XX viratus*, qui devient le premier degré des magistratures, et dont les membres sont pris dans l'ordre équestre ⁽¹²⁾. Ce collège se maintient jusque dans le 3^e siècle de notre ère ⁽¹³⁾.

(1) DION CASS., LX, 28. Cf. TAC., *Ann.*, VI, 47, XIII, 28, XVI, 26.

(2) *Dig.*, I, 2, 2 § 34.

(3) DION CASS., LV, 8.

(4) *Cod. Theod.*, XII, 1, 74 § 3.

(5) LANGE, I, 734-735. GOELL, *De Romanorum aedilibus sub Caesarum imperio*. Schleiz, 1860.

(6) DION CASS., LV, 8. La *cura annonae* passe à un fonctionnaire impérial.

(7) *Dig.*, L, 2, 12. SUET., *Tib.*, 34. *Claud.*, 38. SÉNÈQ., *de vit. beat.*, 7. TAC., *Ann.*, II, 85.

(8) ORELLI, *Inscr.*, n° 977.

(9) DION CASS., XLVIII, 43. TAC., *Ann.*, XVI, 34, — LANGE, I, 747-749.

(10) Voyez p. 291, n° 5. STOBEE, *Les candidati Caesaris* (en all.) dans le *Philologus*. T. XXVIII, 669-683.

(11) Voyez les *provinces sous l'Empire*.

(12) DION CASS., LIV, 26. TAC., *Ann.*, III, 29.

(13) SPART., *Did. Jul.*, 1. Cf. ORELLI, *Inscr.*, 3151, 3153, 5003 etc.

CHAPITRE TROISIÈME. — DES NOUVELLES INSTITUTIONS
IMPÉRIALES.

§ 1. *Du consilium principis* (1).

Auguste fut le créateur du *consilium principis*. Il composa ce conseil des consuls, d'un membre par collège des autres magistratures, et d'un certain nombre de sénateurs, tirés au sort (d'abord 15, siégeant au conseil pendant une demie année, plus tard 20 annuels) (2). Auguste se faisait assister du conseil dans les causes qu'il jugeait en personne (3), et il soumettait à sa délibération les affaires importantes qu'il voulait porter ensuite au sénat.

En 12 apr. J.-C., il fut décidé que les décrets, faits dans ce conseil avec l'assistance de l'empereur et des princes de la famille impériale, seraient assimilés aux sénatus-consultes (4).

L'institution d'Auguste fut conservée par ses successeurs (5). Tant que le conseil ne se composait que de sénateurs, il pouvait être considéré comme une commission permanente, préparant les travaux du sénat.

Mais dans la suite, surtout depuis Adrien (117 apr. J.-C.), le *consilium* se sépara de plus en plus du sénat : en effet l'empereur le composait, à son gré, non seulement de sénateurs, mais encore d'*equites*, de fonctionnaires impériaux, de ses hommes de confiance (*amici, comites*) et surtout de jurisconsultes (6).

(1) MARQUARDT, II, 3, 230-234. WALTER, § 276. HAUBOLD, *De consistorio principum Romanorum* dans ses *Opusc. acad.*, ed. Wenck. Leipzig, 1825. v. I, p. 207 suiv. REIN, *Consistorium* dans PAULY's *Realencycl.*, II, 595-597.

(2) DION CASS., LIII, 21, LVI, 28.

(3) SUET., *Aug.*, 35, DION CASS., LIII, 21, LV, 27.

(4) DION CASS., LVI, 28.

(5) SUET., *Tib.*, 55. DION CASS., LVII, 7, LX, 4. PLIN., *Epit.*, IV, 22, VI, 22, 31.

(6) SPART., *Hadr.*, 8, 17, 21. CAPIT., *Ant. Pius*, 12. *Dig.*, XXXVII, 14, 17. HEROD., VI, 1. LAMPR., *Al. Sev.*, 15, 67. Cf. DION CASS., LII, 33.— Sur la différence entre les *amici* et les *comites Caesaris* voyez MOMMSEN, *Les comites Augusti de la première époque de l'Empire* (en all.) dans le *Hermes*, IV, 120-131 (1870).

Dès lors le *consilium principis*, qui depuis Constantin s'appela *consistorium principis*, devient un *conseil d'Etat*, à la délibération duquel l'Empereur soumet, avant de les promulguer, les constitutions impériales ⁽¹⁾, et dont il se fait assister dans sa juridiction ⁽²⁾. L'influence de ce conseil accroît, à mesure que celle du sénat diminue.

Le conseil tenait ses séances, sous la présidence de l'empereur, et plus tard, probablement depuis Commode ⁽³⁾, aussi sous celle du *praefectus praetorio*, au palais impérial, et pour la juridiction aussi au *forum* ou dans des édifices publics ⁽⁴⁾.

§ 2. Des fonctionnaires impériaux.

Les plus importantes des dignités nouvelles, introduites par l'Empire, eurent dans le principe un caractère essentiellement militaire. En outre tous les fonctionnaires impériaux exercent leurs attributions en vertu d'une délégation directe de l'empereur; ils sont nommés par lui, et dépendent complètement de lui.

Article 1. — De la *praefectura praetorii* ⁽⁵⁾.

Auguste créa une garde impériale composée de 9 *cohortes praetoriae* ⁽⁶⁾, et il confia en l'an 2 av. J.-C. le commandement de cette garde à deux *equites*, appelés *praefecti praetorio* ⁽⁷⁾.

(1) Dig., XXXVII, 14, 17. CAPIT., *Ant. Pius*, 12. LAMPR., *Al. Sev.*, 15.

(2) SPART., *Hadr.*, 8, 17. DION CASS., LXIX, 7.

(3) Dig., XII, 1, 40. Cf. DION CASS., LXXII, 9. LAMPRID., *Comm.*, 5.

(4) DION CASS., LXIX, 7.

(5) MARQUARDT, II, 3, 286-291. WALTER, § 288. REIN, *Praefectus praetorii* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* VI, 11-14. BOECKING, *Not. dign.*, I, 164, II, 140.

(6) MARQUARDT, III, 2, 378-381.

(7) DION CASS., LV, 10. Cf. LII, 24. « *Praefectus praetorianarum cohortium*. » Suet., *Tit.*, 4.

De même, dans la suite, cette fonction fut gérée en règle générale par deux titulaires, parfois par un seul, parfois par trois ⁽¹⁾, choisis d'ordinaire dans l'ordre équestre ⁽²⁾.

Sous Auguste, trois seulement de ces cohortes tenaient garnison à Rome, et elles étaient casernées en différents endroits de la ville ⁽³⁾. Séjan, préfet du prétoire sous Tibère, obtint que toute la garde prétorienne fût concentrée à Rome en une seule caserne ⁽⁴⁾. Ce fut le point de départ de l'influence considérable, exercée par cette garde sur l'élection des empereurs; de là date aussi le développement progressif du pouvoir des *praefecti praetorio*.

Déjà depuis Tibère ⁽⁵⁾, mais surtout depuis Commode (180-192 apr. J.-C.) ils exercent une autorité illimitée, presque égale à celle de l'empereur ⁽⁶⁾.

Ils veillent à la sûreté de la personne impériale ⁽⁷⁾; et ils sont chargés à cet effet de la haute administration de toutes les armées de l'Empire ⁽⁸⁾.

Ils exercent, en Italie, *ultra centesimum miliarium urbis Romae*, la juridiction pour certains crimes déterminés ⁽⁹⁾, et ils jugent, au criminel, les soldats qui sont en garnison tant à Rome qu'en Italie ⁽¹⁰⁾. En outre ils peuvent être chargés par l'empereur de juger en dernière instance, sans appel, *vice sacra*, des causes civiles ou criminelles ⁽¹¹⁾.

(1) Voyez MARQUARDT, II, 3, 288, n° 1274.

(2) SUET., *Tit.*, 6. LAMPR., *Comm.*, 4. CAPIT., *Pert.*, 2.

(3) SUET., *Aug.*, 49.

(4) TAC., *Ann.*, IV, 2. DION CASS., LVII, 19.

(5) TAC., *Ann.*, VI, 8.

(6) DION CASS., LXXII, 9. LAMPR., *Commod.*, 5.

(7) HERODIEN, VII, 6. LAMPR., *Comm.*, 4.

(8) CAPIT., *Gord.*, 28.

(9) *Mos. et Rom. leg. coll.*, XIV, 3 § 2.

(10) DION CASS., LII, 24.

(11) SPART., *Sept. Sév.*, 4. DOSITH., *Hadr. sent.*, 5. *Cod. Theod.*, XI, 30, 16. CASSIOD., *Var.*, VI, 3. Cf. DION CASS., LXXV, 15. CAPIT., *M. Aur.*, 11. — BETHMANN-HOLLWEG, *Organisation judiciaire et procédure civile, à l'époque de la décadence de l'Empire* (en all.). Bonn, 1834. GEIB, *Hist. de la procédure criminelle*, p. 431.

Ils sont consultés par l'empereur sur toutes les affaires importantes du gouvernement ⁽¹⁾, et ils président, en son absence, le *consilium principis* ⁽²⁾.

L'empereur Alexandre-Sévère (222-235 apr. J.-C.) attachait la dignité sénatoriale à la fonction de *praefectus praetorii* ⁽³⁾, et il reconnut aux préfets le droit de publier des édits, ayant force légale : *formae, τινος* ⁽⁴⁾.

Enfin leur haute administration s'étendit aux provinces et aux finances ⁽⁵⁾.

Article 2. — De la praefectura urbis ⁽⁶⁾.

La *praefectura urbis*, instituée par Auguste en 25 av. J.-C. ⁽⁷⁾, avait pour attribution spéciale de maintenir le repos public et de veiller à la sûreté politique de la ville ⁽⁸⁾. A cet effet le *praefectus urbis* avait sous ses ordres la garde urbaine, composée d'abord de 3, plus tard de 4 *cohortes urbanae* avec un effectif de 6000 hommes ⁽⁹⁾.

Etant chargé de la haute police de la ville de Rome, "*qui coaceret servitia et quod civium audacia turbidum, nisi vim metuat*" ⁽¹⁰⁾, il veille au maintien de l'ordre dans les réunions

(1) HERODIEN, IV, 12. LYD., *de mag.*, I, 14.

(2) Voyez p. 297, n° 3.

(3) LAMPR., *Al. Sev.*, 21.

(4) IMP. ALEXANDER A. RESTITUTO. — *Formam a praefecto praetorio datam, si generalis sit, minime legibus vel constitutionibus contraria, si nihil postea ex auctoritate mea innovatum est, servari aequum est. Dat. Idib. August. Severo et Quintiano Cons.* [235]. — C. E. ZACHARIAE, *Λογιστικὴ*, Leipzig, 1843, p. 231-245. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 80.

(5) BETHMANN-HOLLWEG, *Organ. jud.*, etc., p. 75-76.

(6) MARQUARDT, II, 3, 277-284. WALTER, § 286. REIN, *Praefectus urbis* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, VI, 14.

(7) SUET., *Aug.*, 37. ST-JÉRÔME in EUSEB., *Chronic.*, p. 155 Scalig.

(8) TAC., *Ann.*, VI, 11. DION CASS., LII, 21, LIV, 6.

(9) TAC., *Hist.*, III, 64. DION CASS., LV, 24. — MARQUARDT, III, 2, 381-383. EICHHORST, *De cohortibus urbanis imperatorum Romanorum*. Dantzig, 1864.

(10) TAC., *Ann.*, VI, 11.

publiques (*disciplina spectaculorum*), il sévit contre les associations interdites; il prévient les causes indirectes de troubles, telles que la cherté du prix de la viande (*cura carnis*), l'usure des banquiers (*numularii*), la mauvaise gestion des tuteurs, la sévérité excessive du maître envers ses esclaves, le manque de respect de l'affranchi envers son patron, du fils envers ses parents, etc. Tous les délits ou contestations qui se rapportent à ces attributions sont de sa compétence ⁽¹⁾.

La juridiction criminelle du *praefectus urbis* s'étend peu à peu ⁽²⁾; et depuis Septime-Sévère (vers 205 apr. J.-C.) il exerce seul toute la justice criminelle à Rome et *intra centesimum miliarium* ⁽³⁾.

Dans les causes civiles il fut chargé de l'instance d'appel ⁽⁴⁾.

De ses sentences il y a appel à l'empereur ⁽⁵⁾.

De plus, déjà dès le second siècle de notre ère, le *praefectus urbis* exerce la direction suprême de l'administration de la ville de Rome, et, à ce titre, tous les fonctionnaires auxquels la *cura urbis* compète, lui sont subordonnés ⁽⁶⁾.

De là sorte la *praefectura urbis*, dont le titulaire fut toujours choisi parmi les *consulares* ⁽⁷⁾, devint la plus haute dignité de la ville (*culmen urbanum*) ⁽⁸⁾.

(1) *Dig.*, I, 12, 1 §§ 1, 2, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 14, XXXVII, 15, 1 § 2. — RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 4.

(2) Cf. *TAC.*, *Ann.*, XIV, 41. *Dig.*, XLV, 1, 135 § 4, XLVII, 11, 8; 19, 3, XLVIII, 10, 24.

(3) *Dig.*, I, 12, 1 § 4. Cf. *DION CASS.*, LII, 21. *Mos. et Rom. leg. coll.*, XIV, 3 § 2. — MENN, *De interitu quaestionum perpetuarum*. Neuss, 1859. Voyez les *judicia publica* sous l'Empire.

(4) *DION CASS.*, LII, 21. *Dig.*, IV, 4, 38. *Cod.*, VII, 62, 17. *Cod. Theod.*, XI, 30, 2, 3, 13, 17.

(5) *DION CASS.*, I. I. *Dig.*, XLIX, 1, 6; 2, 1. Cf. IV, 4, 38. *Cod. Theod.*, XI, 30, 23.

(6) Cf. *STAT.*, *Silo.*, I, 4, 6. *CAPITOL.*, *M. Aur.*, 11. *LAMP.*, *Al. Sév.*, 33. *SYMMACH.*, *Epist.*, X, 45. *CASSIOD.*, *Variar.*, II, 34. — BOECKING, *Not. dign.*, I, 181, II, 172-173. Sur la *cura urbis* voyez l'article 5.

(7) *DION CASS.*, LII, 21. *TAC.*, *Ann.*, VI, 11. *SYMM.*, *Epist.*, X, 23.

(8) *CASSIOD.*, *Variar.*, IV, 29, VI, 4. *SYMM.*, *Epist.*, X, 37. *AMM. MARC.*, XXVIII, 1.

Article 3. — *De la praefectura vigilum* ⁽¹⁾.

Cette fonction fut créée par Auguste en 6 apr. J.-C. pour veiller à la sûreté matérielle de la ville de Rome ⁽²⁾. A cet effet le *praefectus vigilum* avait sous ses ordres 7 cohortes *vigilum*. Chacune de ces cohortes avait une caserne spéciale, et desservait deux des 14 *regiones* en lesquelles la ville avait été divisée par Auguste ⁽³⁾; leur attribution spéciale était le secours en cas d'incendie ⁽⁴⁾.

Le *praefectus vigilum* exerce la juridiction criminelle dans le ressort de ses attributions (*de incendiariis, effractoribus, furibus* etc.); cependant les causes d'une gravité exceptionnelles sont réservées au *praefectus urbi* ⁽⁵⁾.

Les *praefecti vigilum* étaient choisis d'abord parmi les *equites*, plus tard entre les sénateurs ⁽⁶⁾.

Article 4. — *De la praefectura annonae* ⁽⁷⁾.

L'approvisionnement de la ville de Rome en blé et en huile (*cura annonae*), la surveillance de la vente du blé à des prix modérés, de même que les distributions mensuelles

(1) MARQUARDT, II, 3, 284-286. WALTER, § 292. — Cf. BOECKING, *Not. dign.*, II, 180-183.

(2) DION CASS., LV, 26.

(3) Voyez l'article 5.

(4) DION CASS., LV, 26. SUET., *Aug.*, 30. STRAB., V, 3 § 7. *Dig.*, I, 15, 3 pr. — MARQUARDT, III, 2, 383-384. REIN, *Vigiles* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.* T. VI, 2594. KELLERMANN, *Vigilum Romanorum latercula duo Coelimoniana*. Rome, 1835. G. B. DE ROSSI, *Les stations des 7 cohortes de Vigiles dans la ville de Rome* (en ital.) dans les *Annali dell' Instit. di corrispond. archeol.* Rome, 1858.

(5) *Dig.*, I, 15, 3 § 1. HUSCHKE, *Inc. auct. mag.*, p. 3. CASSIOD., *Variar.*, VII, 7.

(6) DION CASS., LII, 24. Cf. MARQUARDT, II, 3, 285, n° 1250.

(7) MARQUARDT, II, 3, 286, III, 2, 106-108. WALTER, § 293. REIN., *Praefectus annonae* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, VI, 9. HIRSCHFELD, *Annona* (en all.) dans le *Philologus*, T. XXIX, p. 27-83.

et gratuites (*cura frumenti*) deviennent les attributions d'une dignité nouvelle, instituée par Auguste : *praefectura annonae* ⁽¹⁾.

Le *praefectus annonae*, choisi parmi les *equites* ⁽²⁾, a sous ses ordres, dans certaines provinces des *procuratores annonae* ⁽³⁾, chargés de l'acquisition des blés destinés à la ville, et à Rome les *mensores frumentarii* ⁽⁴⁾, les *magistri horreorum* et un nombreux personnel de commis de bureau (*tabularii*) ⁽⁵⁾.

En outre le *praefectus annonae* est investi de la juridiction civile et criminelle des causes qui se rapportent au commerce de grains (sur les *frumentarii* etc.) ⁽⁶⁾.

Article 5. — *La cura urbis* ⁽⁷⁾.

L'administration de la ville de Rome, qui pendant la période républicaine avait compétence aux censeurs et surtout aux édiles, fut complètement réorganisée par Auguste.

Il divisa la ville en 14 *regiones* ; celles-ci étaient subdivisées en *vici* ⁽⁸⁾ ; sous Vespasien (70 apr. J.-C.) ⁽⁹⁾ il y en avait 265, sous Constantin 307 ⁽¹⁰⁾.

(1) DION CASS., LII, 24, 33. Cf. SÉNÈQ., *de brev. vit.*, 18-19. MOMMSEN, *ad* ORELLI-HENZEN, *Inscript.*, n° 6522. *Corp. Inscr. lat.*, v. II, n° 1150. — MOMMSEN, *Les praefecti frumenti dandi* (en all.) dans le *Hermes*, IV, 368-369.

(2) DION CASS., LII, 24.

(3) ORELLI-HENZEN, *Inscript.*, nos 3655, 6520-21.

(4) *Dig.*, XXVII, 1, 26.

(5) MARQUARDT, III, 2, 107, nos 524-25. PRELLER, *Les régions de la ville de Rome*, p. 101 suiv.

(6) *Dig.*, XIV, 1, 1 § 18 ; 5, 8, XLVIII, 2, 13. CASSIOD., *Variar.*, VI, 18. BOECKING, *Not. dign.*, II, 177-180.

(7) MARQUARDT, II, 3, 250, 263-271. WALTER, § 291. EGGER, *Examen des historiens d'Auguste*. Paris 1844. 2^d appendice, pp. 360-375. PRELLER, *Les régions de la ville de Rome* (en all.). Jena, 1846.

(8) SÆT., *Aug.*, 30. Cf. DION CASS., LV, 8.

(9) FLIN., III, 9 (5).

(10) Cf. *Curiosum urbis Romae regionum XIV cum breviariis suis* dans BECKER, I, 712 suiv. et PRELLER, I. I., 2 suiv.

L'administration des 14 *regiones* était partagée par *sortitio* entre les édiles, les tribuns et les préteurs ⁽¹⁾. En sous-ordre chaque *vicus* était administré par plusieurs *vicomagistri* ⁽²⁾, qui étaient en outre chargés des fêtes religieuses du *vicus*, et qui à cette occasion portaient la *toga praetexta* et étaient escortés chacun de 2 licteurs ⁽³⁾.

Du temps des Antonins déjà, tous ces magistrats chargés de la *cura urbis* sont subordonnés au *praefectus urbis* ⁽⁴⁾.

Alexandre Sévère (222-235 apr. J.-C.) confia l'administration des 14 *regiones* à 14 *curatores*, nommés parmi les *consulares*; ils formaient sous la présidence du *praefectus urbis* une commission chargée de délibérer et de décider des affaires municipales de la ville ⁽⁵⁾.

L'Empire institua en outre certaines autres fonctions municipales spéciales ⁽⁶⁾. Tels sont :

Le *curator aedium sacrarum, locorum et operum publicorum tuendorum* ⁽⁷⁾. Dans la suite il y en eut deux.

Le *curator aquarum*, chargé de la surveillance des aqueducs ⁽⁸⁾.

(1) DION CASS., LV, 8. SUET., *Aug.*, 30. ORELLI, *Inscript.*, n° 736.

(2) DION CASS., l. l. SUET., l. l. La *basis Capitolina* de 136 a.r. J. C. (ORELLI, *Inscr.*, n° 5) cite encore comme fonctionnaires des régions des *curatores* et des *dennunciatores*. Ceux-ci doivent avoir été subordonnés aux préteurs, etc.; car l'organisation première d'Auguste existait encore à cette époque. Cf. DION CASS., LV, 8.

(3) DION CASS., l. l. — MARQUARDT, IV, 162-164.

(4) PRELLER, l. l., p. 78. Cf. CAPITOL., *M. Aur.*, 11.

(5) LAMPR., *Al. Sev.*, 32.

(6) MARQUARDT, II, 3, 248-249. WALTER, § 296.

(7) SUET., *Aug.*, 37. *Vitell.*, 5. ORELLI, *Inscript.*, nos 1506, 3111. *Corp. Inscr. lat.*, v. II, nos 1283, 4510. — BORGHESI, *Mémoire sur une inscription du consul Burbulcius* (en ital.) dans les *Œuvres complètes*. Paris, 1865. T. IV, p. 154.

(8) SUET., *Aug.*, 37. FRONTIN., *de aquaed.*, 94-130. — MARINI, *Atti e monumenti de' fratelli Areali*. Rome, 1795, II, p. 801 suiv. BOECKING, *Notit. dign.*, II, 183-189.

Les *curatores alvei et riparum Tiberis et cloacarum urbis*⁽¹⁾.

Les *curatores ludorum* ou *munerum ac venationum*⁽²⁾.

Enfin l'inspection des voiries suburbaines et des grandes routes militaires de l'Italie fut confiée à des *curatores*, choisis d'ordinaire parmi les *praetorii* ⁽³⁾.

(1) SUET., *Aug.*, 37. ORELLI, *Inscr.*, nos 2284-S5, 3042, 4910. *Corp. Inscr. lat.*, v. II, no 4509. Cf. TAC., *Ann.*, I, 79. DION CASS., LVII, 14. — MOMMSEN *ad Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 179-180.

(2) TAC., *Ann.*, XI, 35, XIII, 22. SUET., *Calig.*, 27.

(3) SUET., *Aug.*, 30, 37. DION CASS., LIII, 22, LIV, 8. — WALTER, § 337. BORGHESI, l. I. (n^o 5), p. 129-136.

LIVRE III. — DES BRANCHES PRINCIPALES DE L'ADMINISTRATION

SECTION I. — DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

Le droit romain distingue entre les *judicia privata* (*actiones forenses, privatae*) et les *judicia publica* ⁽¹⁾.

Les *judicia privata* comprennent :

1° Les procès civils proprement dits.

2° Les procès pour délits privés (*delicta privata*) ⁽²⁾; c'est-à-dire les actions portant sur des "*obligationes quae ex delicto oriuntur, veluti si quis furtum fecerit, bona rapuerit, damnum dederit, injuriam commiserit*" ⁽³⁾."

Les *judicia publica* sont les procès pour des *crimina pu-*

(1) *Inst.*, IV, 18, pr. *Dig.*, XLVII, 9, 1 § 1; 20, 1. Cf. QUINTIL., *Inst. or.*, III, 10 § 1. — Cette distinction fondamentale ne coïncide pas complètement avec la division moderne en *juridiction civile* et *criminelle*, qui se trouve pourtant nettement formulée dans ce passage de CIC., *p. Caec.*, 2 § 6. "*Omnia judicia aut distrahendarum controversiarum aut puniendorum malefactorum causa repleta sunt.*"

(2) *Dig.*, XXI, 1, 17 § 18.

(3) *GAJ.*, III, 182. — WALTER, §§ 759-802. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, §§ 105-110. REIN. *Dr. c.*, p. 736-758.

blica⁽¹⁾, tels que les *judicia perduellionis, majestatis, ambitus, repetundarum, de peculatu, de sicariis, veneficiis, de vi* etc. ⁽²⁾.

Les *delicta privata* deviennent par certaines circonstances des *crimina publica*, de telle sorte que dans ce cas l'accusateur a le choix entre le *judicium privatum* et le *judicium publicum* ⁽³⁾.

Les différences essentielles entre les *judicia publica* et *privata* portent :

1° Sur le juge compétent et la procédure à suivre, dont nous parlerons dans les deux chapitres suivants.

2° Sur le droit, qui les régit, en ce sens que, en dehors de la loi, l'édit prétorien agit sur les *judicia privata*, non sur les *judicia publica*.

3° Sur les conséquences du procès. Le *judicium privatum* entraîne la perte ou le gain de la chose en litige, parfois des amendes pécuniaires, et exceptionnellement l'*infamia* (p. 94). Les *judicia publica* peuvent, en dehors de ces peines, atteindre le *caput* (vie, liberté, droit de cité) de l'accusé ⁽⁴⁾.

CHAPITRE PREMIER. — DES JUDICIA PUBLICA.

§ 1. Des *judicia publica* jusqu'à l'institution des *quaestiones perpetuae* ⁽⁵⁾.

A l'époque royale, le pouvoir judiciaire tant criminel que civil appartient au roi (p. 36. Cf. p. 38).

Du temps de la République, en vertu des *leges de provo-*

(1) *Dig.*, XXI, 1, 17 § 18; XLVIII, 1, 1 : « *Non omnia judicia, in quibus crimen vertitur, et publica sunt, sed ea tantum quae ex legibus judiciorum publicorum veniunt.* »

(2) WALTER, §§ 803-818. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, §§ 111-121.

(3) *Inst.*, IV, 4 § 10. *Dig.*, XLVII, 1, 3 ; 2, 92.

(4) Les pénalités légales d'après CIC. cité par S. AUG., *de civ. Dei*, XXI, 11, sont au nombre de huit : *damnum, vincula, verbera, talio, ignominia, exilium, mors, servitus*. Cf. *Dig.*, L, 16, 163 et 138. — WALTER, §§ 819-827. RUDORFF, II, § 123-125.

(5) Les travaux modernes sur ce sujet sont cités p. 170, nos 1 et 3.

catione, de la *lex Aternia Tarpeia* et de la législation décenvirale, la compétence dans les *judicia publica*, relatifs aux citoyens, appartient aux comices centuriates, tributes et aux *concilia plebis* (1).

Exceptionnellement le jugement est délégué par le peuple à une *quaestio extraordinaria* (p. 175).

Cependant le *jus vitae et necis, sine provocatione*, appartient au *paterfamilias*, à l'égard de ceux qu'il a *in patria potestate* (p. 72), à l'époux, assisté du *consilium domesticum*, à l'égard de la femme *in manu* (p. 70, n^{os} 5, 6), au *pontifex maximus*, sur les vierges vestales et leurs complices en cas d'inceste, aux magistrats *cum imperio* sur les citoyens-soldats et sur les non-citoyens, au *dictator optima lege creatus* sur les citoyens et les non-citoyens (2). Ces magistrats ont en outre, de même que les tribuns de la plèbe, un droit de coercition à l'égard de tous les citoyens (p. 210, n^o 8), et les *III viri capitales* exercent une certaine juridiction criminelle sur les esclaves et les *humiles* (p. 261).

En outre, tous les magistrats et le *pontifex maximus* (p. 274) jouissent de la *multae dictio* (p. 172).

La juridiction sur les villes soumises et alliées de l'Empire compète en dernière instance au sénat (p. 202).

§ 2. Des *quaestiones perpetuae* (3).

La *quaestio perpetua* (appelée ainsi par opposition aux *quaestiones extraordinariae*) est un tribunal criminel, permanent, ayant une compétence déterminée, et composé d'un président et de jurés qui changent annuellement.

(1) Voyez pp. 170 et 173.

(2) Voyez pp. 172, 275. Cf. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 2, 357 suiv.

(3) WALTER, §§ 254, 834-836, 849-852. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 39, II, §§ 103-103, 127-134. GREIB, *Hist. de la proc. crim.*, 2^e période, p. 169, suiv., et la critique de cet ouvrage par MOMMSEN, dans la *Neue Jenaische alg. Literaturzeitung*. 1844, p. 245. REIN, *Dr. crim.*, p. 63-67. A. W. ZUMPT, *Le droit crim. de la Rép. rom.* T. II, 1^{re} partie. *Les tribunaux criminels jusqu'à la législation de Sulla*. Berlin, 1868. 2^e partie. *Les tribunaux criminels depuis L. Sulla jusqu'à la fin de la République*. Berlin, 1869 (en all.).

Chaque *quaestio perpetua* est instituée par une loi spéciale, qui précise sa compétence judiciaire, la composition du tribunal (le nombre de jurés de la *quaestio* en général, le nombre de juges pour chaque procès particulier, avec le mode spécial de désignation), la procédure à observer et les pénalités à prononcer. Cette loi peut être modifiée ou complétée par des lois suivantes.

La première *quaestio perpetua* fut instituée par la *lex Calpurnia* pour juger les *judicia repetundarum*, 149 av. J.-C. ⁽¹⁾. Le même système fut appliqué ensuite à d'autres catégories de crimes, et développé surtout par Sulla (*quaestio perpetua inter sicarios, de veneficiis, de ambitu, de peculatu* etc.) ⁽²⁾.

1. La présidence des différentes *quaestiones perpetuae* est répartie par le sort entre les préteurs (p. 240), et, si leur nombre ne suffit pas, entre des particuliers qui s'appellent *judices quaestionis* ⁽³⁾.

II. Des jurés ou *judices selecti (album judicum)* ⁽⁴⁾.

Le droit de siéger comme juges dans les *quaestiones perpetuae* appartient d'abord aux sénateurs (p. 202); mais il leur fut enlevé et conféré aux membres de l'ordre équestre par la loi judiciaire de C. Gracchus, 123 av. J.-C. (p. 116, n° 3).

Des lois nombreuses modifièrent dans la suite la composition de l'*album judicum (leges judicariæ)* ⁽⁵⁾.

(1) Cic., *Brut.*, 27 § 106. D'après ZUMPT (*Dr. crim.*, II, 1, p. 6 suiv., 27, 32 suiv.) la *lex Calpurnia* ne traitait que des *pecuniae repetundae*, tandis que la *quaestio repetundarum* aurait été instituée, à la suite de la *lex Calpurnia*, par un sénatus consulte.

(2) *Dig.*, I, 2, 2 § 32. Cic., *p. Cluent.*, 53 § 147, 54. *Verr.*, I, 13. ASCON., pp. 54, 60, 62. Or. — LANGE, III, 162-163.

(3) *Coll. leg. Mos.*, I, 3 § 1, *Dig.*, XLVIII, 8, 1 § 1. Cf. WALTER, § 835, ne 13. — Le mode de désignation de ces *judices quaestionum* est inconnu. Sur l'*officium* du *praetor* ou *judex quaesitor* voyez *Auct. ad Herenn.*, IV, 35. — Cf. MADVIG, *De Asconio Pediano*. Copenhagen, 1828, p. 121 suiv. — ZUMPT (*Dr. crim.*, II, 2, 137-155) pense au contraire que la fonction de *judex quaestionis* était une sorte de magistrature annuelle, accordée par le sénat et gerée en règle générale après l'éclat.

(4) Cic., *p. Cluent.*, 43 § 121.

(5) TH. MOMMSEN, *Des leges judicariæ du 7^e siècle jusqu'à la lex Aurelia* (en all.) dans le *Zeitschr. f. Altherthumsw.* 1843.

Une *rogatio Servilia* (106 av. J.-C.) tendit à composer l'*album* de sénateurs et d'*equites* ⁽¹⁾; mais il semble qu'elle ne fut pas adoptée ⁽²⁾.

La *lex Livia* de 91 av. J.-C. décréta de faire entrer 300 *equites* dans le sénat, et de rendre aux sénateurs seuls le droit d'être jurés ⁽³⁾; mais cette loi fut cassée, la même année, pour vices de forme, par un décret du sénat ⁽⁴⁾.

La *lex Plautia* (89 av. J.-C.) ordonna à chaque tribu d'élire parmi ses membres 15 jurés ⁽⁵⁾.

La *lex Cornelia* (81 av. J.-C.) rendit le privilège au sénat ⁽⁶⁾.

La *lex Aurelia*, 70 av. J.-C., composa l'*album judicum* de 3 décuries, prises dans 3 ordres de citoyens : sénateurs, *equites*, *tribuni aerarii* ⁽⁷⁾. Les *tribuni aerarii* de cette époque sont un ordre de citoyens, ayant un cens déterminé, inférieur au cens équestre, probablement de 300,000 sesterces ⁽⁸⁾.

(1) ONSQ., 40 (101). CASSTON., *Chron.*, a. 648. Cf. CIC., *Brut.*, 43 § 161, 44 § 164, *de ino.*, I, 49 § 92. D'après TAC., *Ann.*, XII, 60, cette loi aurait voulu exclure les *equites* de l'*album judicum*. Voyez à ce sujet LANGE, III, 65-66. Cf. ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 1, 188-196.

(2) Ce qui est certain, c'est que si elle a été réellement adoptée, elle ne peut pas avoir été longtemps en vigueur. Cf. CIC., *Verr.*, I, 13 § 33. PSEUD. ASCON., p. 103 Or.

(3) APP., *B. c.*, I, 35. Cf. AUR. VICT., *de vir. ill.*, 66. LIV., *Epit.*, LXX, LXXI.

(4) CIC., *de leg.*, II, 6 § 14, 12 § 31. *p. dom.*, 16 § 41, 19 § 50. ASCON., p. 68. — LANGE, III, 96-102. ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 1, 247.

(5) ASCON., p. 79. Or. CIC., *Corn.*, *fr.*, I, 29. — LANGE, III, 113. D'après LANGE, III, 132, la *lex Plautia* aurait été abrogée et le droit d'être jurés rendu aux *equites* par le parti de Marius en 88 av. J. C. D'après ZUMPT (*Dr. crim.*, II, 1, 264) la *lex Plautia* resta en vigueur jusqu'à la *lex Cornelia*.

(6) TAC., *Ann.*, XI, 22. CIC., *Verr.*, I, 13. VELL. PATERC., II, 32. PSEUD. ASC., pp. 99, 103 Or. etc. — LANGE, III, 153-154.

(7) ASCON., p. 16, 67, 78. *Scol. Bob.*, p. 229, 339. Cf. CIC., *ad Att.*, I, 16 § 3. — LANGE, III, 192-193.

(8) Cf. CIC., *Phil.*, I, 8 § 20. *p. Rab. perd.*, 9 § 27. ASCON., p. 16. *Scol. Bob.*, p. 339 suiv. Comme le cens équestre était de 400000 sesterces et celui de l'ordre inférieur aux *tribuni aerarii*, de 200000 (*ducenarii*, cf. SUET., *Aug.*, 32), le cens de 300000 pour les *tribuni aerarii* présente toutes les probabilités. Quel est le rapport entre les *tribuni aerarii* de cette époque et les fonctionnaires administratifs et financiers des premiers siècles de la République, appelés aussi

César, 46 av. J.-C., supprima la *decuria tribunorum aeriorum* ⁽¹⁾, et Antoine, 43 av. J.-C., y substitua une décurie de centurions et de vétérans, qui fut de courte durée ⁽²⁾.

Les *leges Juliae judiciorum publicorum et privatorum* d'Auguste instituèrent 4 décuries de juges : sénateurs, *equites*, *tribuni aerarii* et *ducenarii* ⁽³⁾. Caligula y ajouta une cinquième décurie ⁽⁴⁾.

De la formation de l'album judicum et la désignation des jurés pour chaque procès (consilium).

Ces points importants de la constitution des *questiones perpetuae* furent modifiés diversément par les *leges judiciariae*.

La *lex (Acilia?) repetundarum* (123 ou 122 av. J.-C.) chargea le préteur, président de la *quaestio repetundarum*, de choisir annuellement 450 jurés parmi les *equites* pour cette *quaestio*, et d'en publier la liste (*album judicum*). Combien de ces jurés siégeaient pour chaque procès, comment étaient-ils désignés ? Nous ne le savons pas d'une manière positive ⁽⁵⁾.

tribuni aerarii (p. 50, n° 6) ? C'est une question fort obscure et très-controversée. Voyez à ce sujet, outre les ouvrages de MADVIG et de MOMMSEN, cités p. 50, n° 6, MARQUANDT, III, 2, 132-134, ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 2, 190-197.

(1) DION CASS., XLIII, 25. SUET., *Cés.*, 41.

(2) CIC., *Phil.*, I, 8, V, 5, 6, XIII, 2, 3. — LANGE, III, 495.

(3) Depuis Auguste les juges des *judicia privata* étaient pris aussi de l'*album judicum* (Cf. *fragm. Vatic.*, § 197-198; *Big.*, XXII, 5, 4. GELT., XIV, 2 § 1). Il semble même que la *decuria ducenariorum*, de même que probablement la 5^e de Caligula, n'était instituée que pour des procès civils (SUET., *Aug.*, 32). La composition des trois autres décuries est très-controversée. WALTER, § 837, n° 9. RUDORFF, I, § 39, II, § 103. Le passage de PLIN., XXXIII, 7-8 (1-2), qui en traite, est en effet très-obscur.

(4) SUET., *Calig.*, 16. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, v. II, nos 1180, 2079, 3584, 4213, 4223.

(5) Les fragments de la *lex repetundarum* sont publiés dans le *Corpus Inscr. lat.*, v. I, p. 49 suiv. D'après ZUMPT (*Dr. crim.*, II, 1, 99-188) cette loi aurait concerné les *questiones perpetuae* en général et daterait de 118 av. J. C. — Les fragments qui concernent la constitution du tribunal sont fort tronqués : de là divers essais pour combler les lacunes et diverses hypothèses à ce sujet. Voyez surtout MOMMSEN, *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 65-66, RUDORFF, *Ad legem Acilianam de pecuniis repetundis* dans les *Mém. de l'Ac. de Berlin* (cl. hist. et phi.), 1861 (p. 411-553), et ZUMPT, l. l.

Sous l'empire des lois de Sulla (*leges Corneliae*) le préteur instituait (par le tirage au sort?) une *decuria senatorum* (30 à 40) comme jury pour chaque procès. De cette décurie les parties avaient le droit de récuser un certain nombre de juges ⁽¹⁾.

Depuis la *lex Aurelia*, l'*album* des *judices selecti* ⁽²⁾ est formé annuellement par le préteur urbain conformément aux prescriptions des *leges judicariae* en vigueur. Les questeurs urbains répartissent ensuite les jurés par le sort entre les différentes *quaestiones perpetuae* ⁽³⁾.

Le nombre des juges, qui doivent siéger dans chaque procès, varie d'après la *quaestio* ⁽⁴⁾. Pour constituer le tribunal (*consilium*), le président tire au sort parmi les jurés de la *quaestio*, un nombre supérieur au nombre prescrit, afin que les parties puissent exercer leur droit de *rejectio* ⁽⁵⁾. En vertu d'une *lex Vatinia de alternis consiliis reiciendis* (59 av. J.-C.), lorsque l'une des parties a fait ses récusations, l'autre partie a le droit de récuser tout le *consilium*, y compris le *judex quaestionis*; après quoi le préteur constitue un nouveau jury par *sortitio* parmi les jurés de la *quaestio* ⁽⁶⁾.

Les membres du tribunal définitif, dans lequel les trois

(1) *Scol. Grænov.*, p. 392. Or. Cf. *Cic.*, p. *Cluent.*, 27 § 74. *Ferr.*, II, 1, 61 § 158. — WILMANN, *Des tribunaux sous l'empire de la lex Cornelia judicaria* (en all.) dans le *Rhein. Mus.*, 1864. T. XIX, 528-541.

(2) *Cic.*, p. *Cluent.*, 43. Cf. *Suet.*, *Claud.*, 16. *SÉNÈQ.*, *de benef.*, III, 7.

(3) *DION CASS.*, XXXIX, 7.

(4) Cf. *Cic.*, *ad Att.*, I, 16 § 5, IV, 15 § 4, 16 § 9.

(5) Cf. *Cic.*, *ad Att.*, I, 16 § 3. ZUMPT (*Dr. crim.*, II, 2, 198-211) soutient une théorie qui s'éloigne considérablement des opinions que nous avons adoptées et qui sont généralement admises. Il n'admet pas la division des jurés entre les *quaestiones*; il est d'avis que les jurés de chacun des trois ordres sont divisés en *decuriae*, ayant chacune un numéro d'ordre; et le préteur aurait donné pour chaque procès, n'importe la *quaestio* à laquelle il compétât, une décurie de chaque ordre, dans la succession de leurs numéros. De la sorte le jury se serait composé pour chaque procès de 90 jurés, et après la *rejectio*, faite par les parties, de 70 à 75 jurés. ZUMPT tâche de concilier avec sa théorie *DION CASS.*, XXXIX, 7; mais il ne nous semble pas y avoir réussi.

(6) *Cic.*, *in Vat.*, 11 § 27. Cf. p. *Planc.*, 15 § 36. *Scol. Bob.*, p. 321, 323, 235.

décuries de juges sont représentées en nombre à peu près égal, s'appellent *judices delecti* ⁽¹⁾.

La *lex Licinia de sodaliciis* (55 av. J.-C.) institua un procédé spécial pour les procès de *sodaliciis* (p. 219). L'accusateur présente 4 tribus; dans chaque tribu il choisit un nombre déterminé de juges, pris non pas sur l'*album judicum*, mais parmi tous les membres de la tribu. L'accusé récusé (*reicit*) une tribu. Les juges des trois tribus restantes constituent le tribunal (*judices editicii*) ⁽²⁾.

Si après la constitution définitive du tribunal, un juré est dans l'obligation de se récuser, par ex. parce qu'il a été élu à une magistrature ou pour d'autres motifs légaux, il est remplacé par *subsortitio* ⁽³⁾.

III. Procédure ⁽⁴⁾.

Sauf les exceptions légales ⁽⁵⁾, tout citoyen, tout sujet de Rome, peut se présenter comme accusateur ⁽⁶⁾. Il en demande d'abord l'autorisation au préteur (*delationem nominis postulare*) ⁽⁷⁾; s'il a des compétiteurs, un débat est engagé devant le magistrat, et celui-ci décide à qui l'accusation sera confiée (*divinatio*) ⁽⁸⁾. Alors, après un certain délai, la *delatio nominis* est faite par l'accusateur en présence du

(1) Cic., *p. Rosc. Am.*, 3 § 8, 52 § 151. *p. Mur.*, 39 § 83. *in Vat.*, 11, § 28.

(2) Cic., *p. Planc.*, 15 § 36, 16 § 38, § 40, 17 § 41. *ad Att.*, IV, 15 § 9. SERV., *ad Eclog.*, III, 50 : « *Editicius judex est quem una pars eligit.* » — LANGE, III, 332.

(3) Cic., *Verr.*, I, 10 § 30, II, 1, 61. *p. Cluent.*, 33 suiv. Un magistrat ne peut pas être juré. Cic., l. 1.

(4) A. W. ZUMPT, *La procédure criminelle de la république romaine* (en all.). Leipzig, 1871.

(5) WALTER, § 854. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 127.

(6) ZUMPT, *Proc. cr.*, p. 35.

(7) Cic., *divin.*, 20, *ad div.*, VIII, 6. Cf. *p. Lig.*, 6 § 17.

(8) « *Cum de constituendo accusatore quaeritur judiciumque super ea re reddi tur, cuinam potissimum ex duobus pluribusque accusato subscriptioe in reum per-mittatur, ea res atque judicum cognitio « divinatio » appellatur.* » GELL., II, 4. Cf. Dig., XLVIII, 2, 16. Cic., *ad Quint.*, III, 2 § 1.

magistrat et de l'accusé dûment cité ⁽¹⁾. Là a lieu une première instruction contradictoire (*legibus interrogare*) ⁽²⁾; l'acte d'accusation est formulé et signé par l'accusateur et ceux qui l'appuient (*subscriptio*) ⁽³⁾; et la cause est mise au rôle (*receptio nominis, referre in reos, recipere inter reos*) ⁽⁴⁾.

Le magistrat accorde ensuite un délai à l'accusateur (*inquisitor*) pour réunir ses preuves (*inquisitio*), et lui confère même à cet effet des pouvoirs spéciaux ⁽⁵⁾. Ce délai était au *minimum* de 10 jours, parfois beaucoup plus long (30, 110 jours etc.) ⁽⁶⁾.

Avant que le délai ne soit expiré, le président de la *quæstio* constitue, à des jours fixés, le tribunal définitif ⁽⁷⁾.

Au jour fixé pour les débats, si l'accusateur fait défaut, la cause est rayée du rôle ⁽⁸⁾; si l'accusé ne répond pas à l'appel, il est condamné après des débats sommaires ⁽⁹⁾.

Si les deux parties sont présentes, la procédure s'ouvre par les plaidoiries (*actio perpetua*), d'abord de l'accusateur, ensuite de l'accusé ou de ses *patroni* ⁽¹⁰⁾. Le *reus* peut en outre se faire assister devant le tribunal d'*advocati* et de

(1) CIC., *ad div.*, VIII, 6. ASCON., p. 40. Or. Cf. CIC., *Verr.*, II, 2, 38 § 94.

(2) PSEUD. ASC., p. 123, 206. Or. *Scol Bob.*, p. 342. SALL., *Catil.*, 18, 31.

(3) ASCON., p. 55, 59. Or. CIC., *p. Cluent.*, 47. Cf. *Div.*, 15-16.

(4) CIC., *ad div.*, VIII, 8. *p. Cluent.*, 51. *Dig.*, XLVI, I, 2, 3 § 1. Cf. LIV., XXXVIII, 55. CIC., *Phil.*, II, 23 § 56, *Verr.*, II, 5, 42 § 109. TAC., *Ann.*, III, 70. — L'opinion de GEIB, WALTER, RUDORFF sur la *delatio nominis* et l'*interrogatio* nous semble plus conforme aux sources, quelque incomplètes que celles-ci puissent être, que les théories, émises par ZUMPT, *Proc. crim.*, 142-178.

(5) CIC., *Verr.*, II, 2, 26 § 64; 4, 66 §§ 148-149. Cf. 2, 4 § 11. *p. Flacc.*, 5 § 13. *Lex rep.*, l. 31 dans le *Corp. Inscr. l.*, I, p. 60. — ZUMPT, *Pr. crim.*, 195 suiv.

(6) PLUTARQ., CIC., 9. ASCON., p. 59. CIC., *ad Quint.*, II, 13, *in Val.*, 14 § 33. *Verr.*, II, 1, 11 § 30.

(7) ZUMPT, *Proc. crim.*, 206-207.

(8) CIC., *Verr.*, II, 2, 40. ASCON., p. 59. Or.

(9) CIC., *Verr.*, II, 2, 17, 33. ASCON., p. 54-55. PLUTARQ., *Brut.*, 27. APP., *B. c.*, I, I, 95, IV, 27.

(10) CIC., *p. Cluent.*, 40 § 110, 70 § 199. *p. Rab. perd.*, 6 § 18. — Sur le désir de l'accusé, le préteur est tenu de lui donner un *patronus*. *Lex rep.*, l. 11.

laudatores⁽¹⁾. Le temps, accordé à l'accusation et à la défense, est limité (*tempus legitimum*)⁽²⁾.

Les plaidoiries sont suivies d'un échange de questions et de réponses entre les deux parties (*altercatio*)⁽³⁾.

L'administration des preuves (*probatio*), consistant en des documents officiels ou privés (*tabulae publicae, privatae*), témoins (*testes*), *quaestio* d'esclaves etc. ⁽⁴⁾, est faite pendant ou après les débats ⁽⁵⁾.

La procédure se termine par les *laudationes*, l'éloge oral ou par écrit, fait en faveur de la personne de l'accusé, soit par des citoyens influents soit même au nom de cités provinciales ⁽⁶⁾.

Ensuite les jurés, après avoir prêté serment ⁽⁷⁾, sont invités à voter (*mittere in consilium*) ⁽⁸⁾. Le président pose la question si les jurés sont suffisamment éclairés. Si plus d'un tiers des jurés répond négativement (*sibi non liquere*) ⁽⁹⁾, toute la procédure recommence un autre jour (*amplius, am-*

(1) Cic., *p. Cluent.*, 40 § 110. Cf. *p. Sest.*, 69 § 144. ASCON., p. 29. Or.

(2) La *lex Pompeia* de 52 av. J. C. réduisit ce temps (ASCON., p. 40. Or. DION CASS., XL, 52. Cic., *Brut.*, 94); mais elle n'introduisit pas le *tempus legitimum*, comme d'après Tac., *dial. de or.*, 38, on l'admet généralement. Cette restriction existait déjà antérieurement. Cf. Cic., *Verr.*, II, 1, 9 § 25, 11 § 32. *p. Flacc.*, 33 § 82. ZUMPT, *Proc. crim.*, 234. Ces stipulations de la *lex Pompeia* ne furent que transitoires. ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 2, 432.

(3) « *Neque alia dicuntur in altercatione, sed aliter, aut interrogando, aut respondendo.* » QUINT., *Inst. or.*, VI, 4. Cf. 3 § 4. Cic., *Brut.*, 43 § 159, 44 § 164.

(4) Cic., *de or.*, 27 § 116. *part. or.*, 34 § 117. *de inv.*, II, 14 § 46. QUINT., *Inst. or.*, V, 4, 5 et 7. La *quaestio* d'esclaves (p. 137, nos 6, 7) ne se fait pas au tribunal; mais on y lit le protocole de l'instruction. QUINT., *Inst. or.*, V, 4 § 2. Cic., *p. Cluent.*, 65 § 184.

(5) Cic., *p. Flacc.*, 10. *Verr.*, II, 2, 72. QUINT., *Inst. or.*, V, 7 § 25.

(6) Cic., *ad div.*, 1, 9 § 5. Cf. *Verr.*, II, 5, 22 § 57. ASCON., p. 28. La *lex Pompeia* de 52 av. J. C. défendit les *laudationes* (DION CASS., XL, 52); mais elle fut sans effet. — ZUMPT, *Proc. crim.*, 339.

(7) *Lex repet.*, l. 44. Cf. Cic., *Verr.*, I, 10 § 32. — ZUMPT, *Proc. crim.*, 354.

(8) Cic., *p. Cluent.*, 30 § 83. Cf. 27 § 74. *ad div.*, VIII, 8 § 2.

(9) *Lex rep.*, l. 47-48. Ce vote provisoire semble avoir été oral. ZUMPT, *Dr. crim.*, 358-359.

pliatio)⁽¹⁾. Il peut y avoir une 2^e, 3^e *ampliatio* etc. ⁽²⁾. Si deux tiers des jurés répondent affirmativement au président, on passe au vote définitif⁽³⁾. Chaque juré reçoit une *tabella* (*sors, sorticula*), enduite de cire, sur laquelle est inscrite d'un côté la lettre A(*absolvo*), de l'autre C(*condemno*). Ayant effacé l'un des deux caractères, il dépose la tablette dans une urne (*sitella*)⁽⁴⁾.

La *lex Fufia* de 59 av. J.-C. ordonne que les trois décuries de juges dont les tribunaux se composaient à cette époque, votent dans trois urnes différentes⁽⁵⁾.

Le président fait le dépouillement des votes et prononce le verdict⁽⁶⁾. D'après la majorité des voix (*sententiae*), il absout ou condamne⁽⁷⁾.

La *lex Servilia* (111, 104 ou 100 av. J.-C.?)⁽⁸⁾ abolit l'*ampliatio* pour les procès de *crimine repetundarum*; et institue pour ces causes la *comperendinatio* : c'est-à-dire que le vote du jury n'a lieu qu'après deux *actiones* (accusation, défense, preuve), qui se suivent à un intervalle d'un jour au moins⁽⁹⁾.

(1) *Lex rep.*, l. 48. *Cic., Verr.*, II, 1, 9 § 26. Cf. *Liv.*, XLIII, 2.

(2) *Lex rep.*, l. 48. *Val. Max.*, VIII, 1, 11.

(3) *Lex rep.*, l. 50.

(4) *Lex rep.*, l. 51-52. Cf. *Cic., div.*, 7 § 24. Les assertions du *Pseud. Asc.* sont erronées. *Rudorff, Ad leg. Ac.*, l. 1, p. 487-488. *Zumpt, Proc. crim.*, 358. — Le vote était donc secret : les *leges Corneliae* perirent, il est vrai, à l'accusé de demander le vote public ou secret ; mais cette disposition fut abolie ensuite (*Cic., p. Cluent.*, 20 § 55, 27 § 75).

(5) *Dion Cass.*, XXXVIII, 8. — *Zumpt, Dr. crim.*, II, 2, 292. *Lange*, III, 275.

(6) *Lex rep.*, l. 53-54. *Val. Max.*, IX, 12, 7.

(7) *Lex rep.*, l. 55-56. Parité de voix produit l'acquiescement. Cf. *Cic., p. Cluent.*, 27 § 74. — Le juré pouvait aussi s'abstenir en effaçant les deux lettres de sa *tabella* : dans ce cas elle était *sine suffragio* (*lex rep.*, l. 54). Qu'arrivait-il, si la majorité des votes était *sine suffragio* ? On ne le sait trop ; il semble que cela était en faveur de l'accusé.

(8) L'année n'est pas exactement connue. Cf. p. 127, n° 5. *Zumpt, Dr. crim.*, II, 1, 191, 423 n° 111. *Lange*, III, 54. Cette loi est distincte de la *rogatio Servilia*, citée p. 308.

(9) *Cic., Verr.*, II, 1, 9 § 26. *Paul. Diac.* : « *Res comperendinata significat iudicium in tertium diem constitutum.* » Cf. *Cic., Brut.*, 22 § 87. — *Zumpt, Dr. crim.*, II, 1, 204-213, 2, 125-129. *Mommsen, ad leg. rep.* dans le *corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 56.

Depuis la *lex Aurelia* (70 av. J.-C.) il n'est plus question ni d'*ampliatio*, ni de *comperendinatio* ; mais l'*actio* peut, sur la demande des parties, être renouvelée ⁽¹⁾.

La condamnation entraîne pour l'accusé la peine prononcée par la loi en vertu de laquelle il a été poursuivi, et qui est dans les cas graves d'ordinaire l'*interdictio aqua et igni* (p. 109).

Mais si sa culpabilité implique des restitutions pécuniaires à des tiers (p. e. dans les procès de concussion, péculat etc.), les sommes sont déterminées, après des débats contradictoires des deux parties, par la *major pars consilii*, du jury qui a prononcé la condamnation (*litis aestimatio*) ⁽²⁾.

IV. La sentence est sans appel ⁽³⁾. Cependant le peuple peut exercer le droit de grâce, par exemple, en rappelant ceux qui ont été punis d'*interdictio aqua et igni* (p. 110, n° 3).

V. Jusqu'à la fin de la République, des causes criminelles ont encore été portées devant les comices, soit qu'elles ne fussent de la compétence d'aucune *quaestio perpetua*, soit pour des motifs exceptionnels. Dans ces cas, le jugement était délégué ordinairement par le peuple et le sénat à une *quaestio extraordinaria* ⁽⁴⁾.

§ 3. Des *judicia publica* sous l'Empire ⁽⁵⁾.

Sous Auguste le peuple perd définitivement ses attributions judiciaires (p. 288). Les *quaestiones perpetuae* sont

(1) ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 2, 211-215, *Proc. crim.*, 221-230.

(2) *Lex rep.*, l. 6, 58-60. *Cic.*, *p. Rab. Post.*, 4. *p. Cluent.*, 41 § 115. *ad div.*, VIII, 8. — RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 132, ne 41.

(3) GEIB, *Hist. de la procéd. crim.*, p. 337-391. EISENLOHR, *Provocatio*, p. 30.

(4) Cf. *Cic.*, *de fin.*, II, 16, § 54. *p. Mil.*, 5-6. ASCON., pp. 46, 53. *Scol. Bob. et Gronov.*, 276, 282, 443, Or. — WALTER, § 834, nes 7 et 8.

(5) WALTER, § 837-846; RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 104.

maintenues ⁽¹⁾, mais leur nombre diminue. En effet d'une part, le sénat ⁽²⁾ obtient la juridiction criminelle :

1) dans les causes de lèse-majesté ⁽³⁾,

2) dans les *judicia repetundarum* ⁽⁴⁾,

3) dans les causes capitales, relatives à un membre de l'ordre sénatorial ⁽⁵⁾,

4) en général dans les causes d'une gravité exceptionnelle ⁽⁶⁾.

D'autre part, une certaine juridiction est accordée au *praefectus vigilum* et au *praefectus annonae* (pp. 301-302), et surtout au *praefectus urbis*.

Peu-à-peu les *quaestiones perpetuae* disparaissent ⁽⁷⁾, et la juridiction du sénat diminue ⁽⁸⁾, de telle sorte que depuis Septime Sévère (vers 205 apr. J.-C.) le *praefectus urbis* exerce seul toute la juridiction criminelle à Rome et *intra centesimum miliarium* (p. 300). Il est assisté d'un *consilium* ⁽⁹⁾.

L'empereur a le droit de juger en première instance toute cause criminelle ⁽¹⁰⁾; en outre il y a *appellatio* à lui de toute sentence, prononcée par les magistrats ou tribunaux criminels ⁽¹¹⁾. Dans les deux cas il juge lui-même, assisté du *consilium* ⁽¹²⁾, ou bien il délègue le jugement soit au sénat ⁽¹³⁾, soit aux *praefecti praetorii* (p. 298), soit à un simple *judex* ⁽¹⁴⁾.

(1) Cf. TAC., *Ann.*, II, 79, III, 12, XIV, 41 etc.

(2) WOLTERS DORFF, *De l'influence de Tibère sur les procès au sénat* (en all.). Halberstadt, 1853. LANGE, II, 414-415.

(3) DION CASS., LII, 31, LVII, 15. TAC., *Ann.*, II, 28, IV, 42 etc.

(4) TAC., *Ann.*, III, 66, IV, 15 etc.

(5) DION CASS., LII, 31. Cf. TAC., *Ann.*, XIII, 44. PLIN., *Ep.*, IX, 13.

(6) Cf. TAC., *Ann.*, II, 42, 67, 85, III, 48, XIV, 17. SUET., *Aug.*, 5.

(7) MENN, *De interitu quaestionum perpetuarum*. Neuss, 1859.

(8) MARQUARDT, II, 3, 283, nos 1231-32.

(9) APUL., *Apol.*, p. 381 Oud.

(10) *Dig.*, I, 4, 1 § 1. — RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 104.

(11) *Dig.*, XLIX, 2, 1 § 1. Cf. TAC., *Ann.*, VI, 3. Dans les *Dig.*, I, l., § 2, il est dit qu'il n'y a pas d'appel des jugements du sénat, mais ce ne fut qu'une mesure transitoire.

(12) SUET., *Aug.*, 33. DION CASS., LV, 7. TAC., *Ann.*, XIV, 50, XVI, 10 etc.

(13) TAC., *Ann.*, III, 10, 37, IV, 22, VI, 7-10.

(14) Cf. PLIN., *Epit.*, VII, 6.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DES JUDICIA PRIVATA ⁽¹⁾.

§ 1. *De la judicis datio. Judices, arbitri, recuperatores, X et C viratus* ⁽²⁾.

A l'avènement de la République la juridiction civile passa des rois aux consuls, et depuis 366 av. J.-C. au préteur et en partie aux édiles curules.

Cependant en règle générale le magistrat judiciaire ne juge pas lui-même. Il admet les parties à l'*actio*, et leur donne un juge (*judicis datio*). Celui-ci fait la procédure (*cognitio causae*) et prononce la *sententia*. L'exécution incombe au magistrat. Les actes, posés devant le magistrat, constituent l'instance *in jure*; ceux, posés devant le délégué, l'instance *in judicio*.

L'institution de la *judicis datio* ⁽³⁾ avait pour but de diminuer les charges du magistrat judiciaire, et d'augmenter la confiance des parties dans l'impartialité de la justice.

D'après la nature du procès et le vœu des parties la délégation est faite ou bien à des juges internationaux (*recuperatores*) ou à des juges nationaux (*judices*). Ceux-ci sont ou bien des *judices majores, publici* ⁽⁴⁾, investis pour une année d'une juridiction déterminée, comme les *decemviri* et les

(1) ZIMMERN, *Histoire du droit civil romain* (en all.). Heidelberg, 1826-1829. 3 vol. BETHMANN-HOLLWEG, *Organisation judiciaire et procédure à l'époque de la décadence de l'empire romain* (en all.). Bonn, 1834. HEINECCIUS, *Antiquitatum Romanarum jurisprudentiam illustrantium syntagma retr. et auxil.* MUEHLENBRUCH. Frankfort s/m. 1841. BOECKING, *Pandectes* (en all.). 2 vol. Bonn, 1853. 2^e édit. WEIZELL, *Système de la procédure civile* (en all.). Leipzig, 1854. KELLER, *La procédure civile en droit romain* (en all.). Berlin, 1855 (2^e éd.). PUCHTA, *Cours d' Institutes* (en all.). Berlin, 1856-1857. 3 vol. 5^e édit. IHERING, *L'esprit du droit romain aux différents degrés de son développement* (en all.). Leipzig, 1852-1858, 2 vol.

(2) WALTER, §§ 692-702. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, §§ 1-10, 14. REIN, *Dr. civ.*, 852-858, 865-877.

(3) D'après DENYS, IV, 25, cette institution remonte à Servius Tullius.

(4) *cod.*, III, 8, 1.

centumviri, ou des *judices privati*. Ces derniers se distinguent encore en *judices* dans un sens plus restreint et *arbitri*.

I. *Recuperatores*. Ils sont une création des traités internationaux. Ils ne jugeaient d'abord que des procès entre romains et étrangers (1), mais comme la procédure suivie devant ces juges était plus expéditive que devant les autres (2), ils furent donnés dans la suite aussi pour juger des procès entre des citoyens (3).

Ils siègent en collège, ordinairement 3 ou 5. Pour chaque procès le prêteur tire au sort un nombre déterminé de *recuperatores* (par ex. 11), parmi lesquels chaque partie en récusé quelques-uns (par ex. 4) (*sortitio* et *rejectio*) (4). Ceux qui restent (3) connaissent de la cause.

II. *Tribunaux permanents*.

A) *Centumviralus* (5). La compétence de ce tribunal s'étend au droit de propriété *quiritaire*, et aux questions litigieuses qui s'y rapportent, telles que la *tutelle*, les *successions*, les *testaments* etc. (6). — *Hasta centumviralis* (7).

L'origine de ce tribunal est inconnue (8). Les membres

(1) FEST., p. 274. — Cette opinion sur l'origine des *judicia recuperatoria* est combattue par WALTER, § 697, n° 49 et ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 1, 14 suiv. — COLLMANN, *De Romanorum judicio recuperatorio*. Berlin, 1835. SELL, *La Recuperatio des Romains* (en all.). Braunschweig, 1837. KUEHNAST, *De recuperatoribus ad Liv. locum XXVI*, 48. Thorn, 1845.

(2) Cf. CIC., *p. Tull.*, 10, *divin.*, 17. *Ferr.*, II, 3, 58. *GAJ.*, IV, 185.

(3) Voyez REIN, *Dr. civ.*, § 75, n° 3.

(4) *Lex agr.*, l. 37-38 dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 81. Cf. CIC., *Ferr.*, II, 3, 11 § 28. *LIV.*, XXVI, 48. *GAJ.*, IV, 46. — Parmi qui étaient-ils tirés au sort? Il y avait sur ce point des dispositions légales diverses. Cf. *leg. agr.*, l. 1.

(5) BETHMANN-HOLLWEG, *De la compétence du centumvirat* (en all.) dans SAVIGNY'S *Zeitschr.* T. V, 11. SCHNEIDER, *De centumviralis iudicii apud Romanos origine*. Rostock, 1835. ZUMPT, *De l'origine, de l'organisation et de l'importance du centumvirat* (en all.). Berlin, 1838. JANSSEN, *Monographies sur différentes parties de la jurisprudence* (en all.). Heidelberg, 1856.

(6) CIC., *de or.*, I, 38 § 173. Cf. *de leg. agr.*, II, 17 § 44. QUINT., *Inst. or.*, IV, 2 § 5. *Cod.*, III, 31, 12.

(7) *GAJ.*, IV, 16.

(8) NIEBUHR (*H. r.*, I, 472) et WALTER en attribuent l'origine à Servius Tullius. Les différentes opinions à ce sujet sont indiquées par REIN, *Dr. civ.*, 870, n° 2.

sont désignés pour une année, probablement par le préteur, 3 par tribu ⁽¹⁾. Le préteur préside ⁽²⁾.

Du temps de l'Empire, ce tribunal, qui maintint toujours la procédure *per legis actiones*, comptait 180 membres ⁽³⁾, et il était divisé en 4 chambres ou *consilia*. Il arrivait qu'une cause était portée successivement devant 2 chambres (*judicium duplex, duae hastae*) ⁽⁴⁾. Dans d'autres procès les débats avaient lieu devant les 4 chambres réunies, mais elles jugeaient ensuite séparément (*quadruplex judicium*) ⁽⁵⁾.

B) *Decemviratus stlitibus judicandis* ⁽⁶⁾.

Ce tribunal juge les *causae liberales* ou procès concernant le *status* des citoyens (*libertas, libertinitas, ingenuitas* etc.) ⁽⁷⁾. En outre les *X viri* assistent et suppléent le préteur dans la présidence du centumvirat ⁽⁸⁾.

L'origine de ce tribunal est également inconnue ⁽⁹⁾. Les membres, élus aux comices tributes, sont des *magistratus minores* (*XXVI viratus*) ⁽¹⁰⁾.

III. *Judex et arbiter*. — Le *judex* est lié strictement par le droit ou la formule du préteur; il est donné de préférence

(1) PAUL. DIAC., p. 54. VARR., *de r. r.*, II, 1 § 26. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 21. — LANGE, I, 752-755.

(2) PLIN., *Epit.*, V, 21.

(3) PLIN., *Epit.*, VI, 33.

(4) QUINTIL., *Inst. or.*, V, 2 § 1, XI, 1 § 78.

(5) QUINT., *Inst. or.*, XII, 5 § 6. PLIN., *Epit.*, VI, 33. Cf. I, 18, IV, 24, VI, 33.

(6) REIN, *X viri stlit. jud.* dans PAULY's *Realencycl.*, II, p. 874. DIRKSEN, *Des témoignages de l'Épigraphie concernant les X viri et les XI viri lit. jud.*, dans ses *Hinterlass. Schriften*, publiés par SANIO. T. II, 3^e div. Leipzig, 1871.

(7) CIC., *p. Caec.*, 33 § 97. *p. dom.*, 29 § 78. Cf. *Dig.*, IV, 3, 32 § 7.

(8) Comparez *Dig.*, I, 2, 2 § 29, DION CASS., LIV, 26, SUET., *Aug.*, 36, avec PLIN., *Epit.*, V, 21.

(9) D'après l'opinion généralement reçue, les *X viri stlit. jud.* sont les mêmes que les *judices X viri* auxquels la *lex Valeria Horatia* de 449 garantit l'inviolabilité. LIV., III, 55. D'après les *Dig.* I, 2, 2 § 29, leur création est plus récente et coïncide à peu près avec celle des *III viri capitales*. Cf. LANGE, I, 516-517. REIN, *Dr. civ.*, 869, n° 1. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 7, n° 31. ZUMPT, *Dr., crim.*, I, 2, 22-24.

(10) DION CASS., LIV, 26. CIC., *de leg.*, III, 3 § 6. Les *X viri* sont encore mentionnés au 5 s. apr. J.-C. SIDON. AP., *Ep.*, I, 7, II, 7.

SECTION III. — DE L'ITALIE ET DES PROVINCES.

CHAPITRE PREMIER. — DES COLONIAE ET DES MUNICIPIA.

§ 1. *Des coloniae*⁽¹⁾.

I. *Des coloniae civium Romanorum*. Une *colonia* est formée par un nombre déterminé de familles, établies en vertu d'une décision du pouvoir compétent "*ex consensu publico*" dans un endroit déterminé, pourvu d'habitations "*in locum certum aedificiis munitum*" ⁽²⁾, pour y fonder une commune, administrée selon les règles déterminées par la charte de fondation (*lex coloniae*) ⁽³⁾, "*quem certo jure obtinerent*" ⁽⁴⁾.

Le but de leur fondation a varié aux diverses époques :

1) Jusqu'à l'époque des Gracques les colonies avaient un but militaire : elles servaient de garnisons permanentes dans

(1) MARQUARDT, III, 1, 14-19, 31-37, 256-265, 311-347. WALTER, §§ 217-223, 225, 245, 253, 265-270. MADVIG, *De jure et condicione coloniarum populi Romani*, dans ses *Opusc.* Copenhague, 1834, p. 208 suiv. RUPERTI, *De coloniis Romanorum*, dans les *Diss. della pontif. ac. rom. di archeol.* Rome, 1840. REIN, *Colonia* (en all.) dans PAULY's *Realencycl.*, II, p. 504. DUMONT, *Essai sur les colonies romaines* dans les *Annales des Univ. de Belg.*, année 1843, p. 525-585. Bruxelles, 1844. SCHMIDT, *Le système des colonies romaines* (en all.). Potsdam, 1847. A. W. ZUMPT, *De coloniis Romanorum militaribus* dans ses *Commentationes epigraphicae*. T. I, pp. 195-491. Berlin, 1850. RUDORFF, *Inst. rom.* II, 323-421. VOIGT, *La doctrine du jus naturale* etc., II, 337-344. SAMBETH, *De Romanorum coloniis*. Tuebingen, 1861, part. 2^a, 1862.

(2) SERV., *ad Aen.*, I, 12. SIC. FLACC., *de cond. agr.*, p. 135. L. Cf. DENYS, II, 16, 54. Exceptionnellement des colonies furent fondées en des endroits, non encore bâtis. LIV., I, 33. DENYS, IV, 63. Cf. ZUMPT, *De col. mil.*, p. 451.

(3) HYGIN., *de cond. agr.*, p. 118, 164.

(4) SERV., *ad Aen.*, I, 12. Cf. ZUMPT, l. l., p. 440.

établies en Italie et en province par Sulla, par César, par Antoine, par le 2^d triumvirat ⁽¹⁾ et par Auguste ⁽²⁾. Les empereurs suivants continuèrent à fonder des colonies militaires ⁽³⁾; parfois aussi les colonies servirent-elles à établir en province des citoyens pauvres de Rome et de l'Italie ⁽⁴⁾. De plus, par une fiction juridique le nom et le droit de colonie furent accordés parfois à des municipes ou des villes provinciales ⁽⁵⁾. Les dernières colonies furent, en Italie, Vérone qui fut rebâtie par l'empereur Gallien (265 apr. J.-C.), en province Nicomédie en Bithynie, élevée au rang de colonie probablement par Dioclétien ⁽⁶⁾.

Etablissement de la colonie.

Jusqu'à l'époque de Sulla la fondation de colonies est décrétée par un sénatus-consulte, ratifié par un vote du *populus* ou de la *plebs* ⁽⁷⁾ (*lex colonica*, appelée plus tard aussi *lex*

(1) Sulla : APP., *B. c.*, I, 96, 100, 104. LIV., *Epit.*, LXXXIX. ZUMPT, *De col. mil.*, p. 246-261. LANGE, III, 157. — César : APP., *B. c.*, II, 119-120, 135. ZUMPT, I. I., 258-318. LANGE, III, 463-464. — Antoine : CIC., *Phil.*, V, 2. ZUMPT, I. I., 319-325. LANGE, III, 488-489. — 2^d triumvirat : APP., *B. c.*, IV, 3, V, 3, 5, 13 etc. ZUMPT, I. I., 325-343. LANGE, III, 552 suiv. — Sulla, César et le 2^d triumvirat enlevèrent à de nombreux municipes en Italie qui avaient pris cause pour les partis politiques opposés, leur territoire pour y établir des colonies. APP., *B. c.*, II, 120, 140-141, IV, 3. Cf. FLOR., III, 21 § 27. CIC., *de leg. agr.*, III, 2. CAT., II, 9 etc.

(2) *Mon. anc.*, c. 16 et 28. SUET., *Aug.*, 46. HYGIN., *de lim. const.*, p. 177. L. ZUMPT, I. I., p. 343-351. — Parmi les colonies, fondées en province, plusieurs se composaient d'habitants des villes italiennes qu'il avait assignées à ses vétérans. DION CASS., LI, 4.

(3) *Liber colon.* dans les *grom.* ed. L., p. 210-224, 230-239. Cf. ZUMPT, I. I., p. 381-438. — Ces colonies militaires se dépeuplaient parfois rapidement : en effet «*neque conjugiiis suscipiendis neque alendis liberis sueti orbas sine posteris domos relinquebant.*» TAC., *Ann.*, XIV, 27. Alors, pour prévenir leur extinction, il fallait ou bien y envoyer un supplément de nouveaux colons, ou même y établir de nouvelles colonies. WALTER, § 270, nos 100-103.

(4) Des colonies furent fondées dans ce but par ex. par Auguste (ZUMPT, *De col. m.*, p. 375-377, 380), et par Nerva (DION CASS., LXVIII, 2. PLIN., *Ep.*, VII, 31. ZUMPT, I. I., 399, 457).

(5) Cf. GELL., XVI, 13 § 4. ZUMPT, I. I., p. 457-459.

(6) ORELLI, *Inscr.*, n° 1014. ZUMPT, I. I., p. 437-438.

(7) LIV., XXXII, 29. Cf. CIC., *Phil.*, XIII, 15 § 31. Il en est de même des *coloniae latinae*, fondées par l'état romain. LIV., XXXIV, 53, XXXV, 40. Que si les sources ne font fréquemment mention que du seul sénatus-consulte

agraria) ⁽¹⁾. Cette loi détermine le nombre des colons, le nombre de *jugera* de terres, assignées à chaque colon, et le nombre de citoyens, chargés de l'établissement de la colonie.

Anciennement une colonie se composait de 300 chefs de la famille ⁽²⁾; cependant déjà vers la fin du 5^e s. av. J.-C. ⁽³⁾, et surtout après la 2^e guerre punique, elles comptaient parfois jusqu'à 1500, 2000 et 3000 colons ⁽⁴⁾. La plupart des colons s'enrôlaient volontairement (*nomen dare, adscripti*) ⁽⁵⁾; anciennement, quand le nombre des volontaires ne suffisait pas, il était complété par tirage au sort ⁽⁶⁾ parmi les citoyens qui étaient les plus aptes au service militaire, c'est-à-dire les membres des classes ⁽⁷⁾.

Anciennement chaque colon recevait en partage *bina jugera* ou un *haeredium* ⁽⁸⁾; dans la suite les lots ont varié, d'après les colonies, de 2 à 10 *jugera* ⁽⁹⁾.

La commission, chargée d'établir la colonie, se compose,

(LIV, VI, 16, et pour les colonies latines LIV., VIII, 16, IX, 28, XXXVII, 46-47, XLIII, 17), il n'est pas permis de conclure de là que le peuple n'ait pas été consulté. Cf. REIN, l. I., p. 513, DUMONT, p. 571.

(1) FRONTIN., *de contriv.*, p. 24. L. Ce n'est que depuis les Gracques que les *leges coloniae deducendae* sont comprises sous le nom général de *leges agrariae*.

(2) DENYS, II, 35, 53. Tel fut encore le nombre de colons envoyés au 4^e siècle à Anxur (LIV., VIII, 21), et après la guerre d'Hannibal en 5 autres colonies maritimes. LIV., XXXII, 29, XXXIV, 45.

(3) LIV., IV, 47, V, 24, VI, 16. Le nombre considérable de colons, attribué par TITE-LIVE à ces colonies, est même un motif pour lequel MOMMSEN pense que TITE-LIVE a commis ici une erreur historique, et confondu une *assignatio virilana* avec une *assignatio colonica* (*Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 88-89). Voyez p. 338, n^o 2.

(4) LIV., XXXIX, 55, XLI, 13.

(5) LIV., I, 11, III, 1, X, 21. DENYS, VII, 13. PAUL. DIAC., v. *adscripti* p. 14 M.

(6) Cf. DENYS, VII, 13, 28. PLUTARQ., *Coriol.*, 13.

(7) Cf. LIV., IV, 49. DUMONT, l. I., p. 547. — Plus tard on y admit parfois des latins, sans leur octroyer cependant la cité romaine. LIV., XXXIV, 42. Cf. MADVIG, l. I., p. 251.

(8) SIC. FLACC., *de cond. agr.*, p. 153. L. Cf. LIV., IV, 47, VII, 21. VARR., *de re r.*, I, 10.

(9) LIV., V, 24, VI, 16, XXXIX, 44, 55, XL, 29. On cite un exemple d'une assignation de 51 1/2 *jugera* par colon. LIV., XLI, 13.

d'ordinaire de 3 membres : *III viri coloniae deducendae agroque dividundo* ⁽¹⁾.

Ils sont élus par les *comitia tributa* ⁽²⁾, et investis par une *lex curiata* de l'*imperium* pour un temps déterminé par la loi (3, 5 ans) ⁽³⁾. L'Etat leur alloue une somme pour frais de route et d'entretien (*ornatio*), et leur attribue des aides subalternes, *scribae*, *agrimensores* ⁽⁴⁾ etc.

Après la consultation des auspices (*auspicato*) ⁽⁵⁾, la colonie est conduite militairement vers le lieu qui lui est assigné ⁽⁶⁾.

Le sol, destiné au partage, qui ne consiste qu'en des terres arables (*qua falx et arater ierit*) ⁽⁷⁾, est mesuré par les *agrimensores* d'après les règles de la science augurale ⁽⁸⁾, et divisé en lots (*sortes*) de la grandeur déterminée par la *lex coloniae*. Les lots sont ensuite tirés au sort parmi les colons ⁽⁹⁾. En Italie le lot, assigné au colon, de-

(1) Liv., V, 24, X, 21, XXXII, 29, XXXIV, 45, XXXIX, 44, 55 etc. Il en est de même des colonies latines. Liv., VIII, 16, IX, 28, XXXV, 40 etc. — Ces commissions comptaient parfois un plus grand nombre de membres. Cf. Cic., *de leg. agr.*, II, 12 § 31. Les fonctions de commissaire étaient fort estimées, et exercées fréquemment par des *virii consulares*. Liv., III, 1, VIII, 16, XXXI, 49, XXXII, 2. Cf. XXXIV, 45.

(2) Cic., *de leg. agr.*, II, 7 § 17. Cf. Liv., X, 21, XXXIV, 53. Qui nommait ces commissions avant l'institution des *comitia tributa*? Étaient-ce les *comitia centuriata*, comme le veut WALTER, § 223, n° 44, ou simplement les consuls? (Cf. Liv., III, 1, VIII, 16, IX, 28. Voyez plus haut p. 260, n° 8). C'est une question qu'il est difficile de résoudre.

(3) Cic., *de leg. agr.*, II, 11 § 28. Cf. 13 § 32, Liv., XXXII, 29, XXXIV, 53. Sur la *potestas* des membres de la commission voyez la *lex Mamilia* dans les *Grom.*, éd. L. p. 265.

(4) Cic., *de leg. agr.*, II, 12 § 31, 13 § 32. PLUTARQ., *C. Gracch.*, 10.

(5) Cic., *Phil.*, II, 40 § 102. Cf. *de leg. agr.*, II, 12 § 31. APP., *B. c.*, I, 24.

(6) Cela ne s'applique pas seulement aux colonies de vétérans (HYGIN., *de lim. const.*, p. 176 L., Tac., *Ann.*, XIV, 27, APP., *B. c.*, II, 120. 141, III, 81), mais aussi aux colonies antérieures. PLUTARQ., *C. Gracch.*, 11. Cic., *de leg. agr.*, II, 32 § 86.

(7) HYGIN., *de lim. const.*, p. 201, 203. *de lim.*, p. 112.

(8) FRONTIN., *de lim.*, p. 27. HYGIN., *de lim. const.*, p. 166. — MARQUARDT, III, 1, 341-347.

(9) HYGIN., *de lim.*, p. 113, *de lim. const.*, 199 suiv. Cf. RUDORFF, *Inst. grom.*, II, 366 suiv. Dans la formation des lots, la qualité de la terre était aussi

vient *ager privatus ex jure quirritium* ⁽¹⁾, en province, *ager privatus vectigalisque* (p. 342, n° 1).

La partie du sol qui n'est pas assignée (les endroits boisés, pierreux, marécageux, les *loca relicta, extra clusa, subse-civa*) ⁽²⁾ reste *ager publicus* ⁽³⁾, à moins qu'elle ne soit concédée à la colonie comme propriété communale ⁽⁴⁾.

Depuis l'époque de Sulla et sous l'Empire les colonies furent fondées par un décret de l'*imperator*, en vertu de son *imperium* militaire ⁽⁵⁾. Elles reçoivent le nom du fondateur ⁽⁶⁾, et elles sont installées par des *legati* de l'*imperator* ⁽⁷⁾. La grandeur du lot assigné varie d'après le grade militaire des colons (*secundum gradum militiae*) ⁽⁸⁾.

Comme les colonies étaient établies d'ordinaire dans des villes déjà existantes, elles comprennent une double population : les anciens habitants, auxquels on enlève une partie de leur sol ⁽⁹⁾, et les nouveaux colons.

En Italie, avant la collation du droit de cité à la péninsule, les anciens habitants obtenaient probablement la *civi-*

prise en considération. SIC. FLACC., *de cond. agr.*, p. 156. HYGIN., *de lim. const.*, p. 169. Dans les colonies de vétérans, la grandeur du lot variait selon le grade militaire du colon (n° 8). De même dans les colonies latines, où les lots étaient souvent considérables, les *equites* recevaient une meilleure part que les *pedites*. Cf. LIV., XXXV, 9, 40, XXXVII, 57, XL, 34. Il est probable que de même dans les anciennes colonies de citoyens il y avait des distinctions analogues. Cf. MOMMSEN, *Corp. Inscr., lat.*, I, p. 97.

(1) RUDORFF, *Inst. grom.*, II, 370-381. Voyez plus haut p. 338, n°s 1, 3.

(2) SIC. FLACC., *de cond. agr.*, p. 156, 164. AGGEN. in FRONT., p. 6, 22. FRONTIN., *de contr. agr.*, p. 55. HYGIN., *de gen. contr.*, p. 132.

(3) VELL. PAT., II, 81. FRONTIN., *de contr.*, p. 21. AGGEN., *de contr. agr.*, p. 81, 83.

(4) SIC. FLACC., *de cond. agr.*, p. 162. HYGIN., *de cond. agr.*, p. 117. *de lim. const.*, p. 202 etc.

(5) Ce pouvoir fut accordé d'abord à Sulla (PLUTARQ., *Sull.*, 33, cf. APP., *B. c.*, I, 99), et il appartient plus tard aux empereurs. Cf. VELL. PAT., I, 14. ZUMPT, *De col. mil.*, p. 444.

(6) VELL. PAT., I, 14. ORELLI-HENZEN, *Inscript.*, nos 5315, 5329, 6932.

(7) Le premier qui ait fait établir des colonies par ses *legati* fut César. Cf. ZUMPT, I. I., p. 301-302, 444-445.

(8) SIC. FLACC., *de cond. agr.*, p. 156. Cf. SUET., *Aug.*, 49.

(9) Cf. DENYS, II, 35, 50.

tassine suffragio ⁽¹⁾; ils étaient en tout cas surbordonnés aux colons ⁽²⁾. Plus tard ils se sont confondus peu à peu avec eux.

En province, les anciens habitants restent *peregrini*, et ils sont placés dans un état de soumission vis-à-vis des colons ⁽³⁾. Parfois la *civitas romana* leur est octroyée ⁽⁴⁾.

Les colons conservent le droit de cité complet à Rome ⁽⁵⁾, et ils ont en outre dans la colonie une organisation municipale, calquée sur celle de la métropole ⁽⁶⁾. L'organisation communale des colonies sous l'Empire sera exposée au § 3.

II. *Des coloniae latinae.*

Depuis la soumission du Latium (338 av. J.-C.) jusqu'au 1 s. av. J.-C. Rome fonda, en dehors des *coloniae civium*, un grand nombre de *coloniae* dites *latinae* en Italie et dans les provinces ⁽⁷⁾. L'établissement de ces colonies était en tout point semblable à celui des *coloniae civium* ⁽⁸⁾. Elles devaient, comme celles-ci, assurer la soumission des peuples vaincus; mais elles se composaient d'ordinaire d'un nombre plus considérable de colons (3000, 4000 et jusqu'à 6000) ⁽⁹⁾. La condition juridique des *coloniae latinae* a été indiquée p. 125 suiv.

(1) Voyez MADVIG, *De jur. col.* p. 232-244.

(2) Cf. DENYS, VIII, 14. L'histoire mentionne de fréquents exemples de révolte des anciens habitants contre les colons (Cf. WALTER, § 218, n° 13). C'est que, sans aucun doute, leur condition était défavorable.

(3) Cf. TAC., *Ann.*, XIV, 31. ZUMPT, l. l., p. 465.

(4) LIV., XXXIV, 9. TAC., *Ann.*, XI, 24. Cf. *Hist.*, IV, 65. ZUMPT, l. l., p. 370, 465 suiv.

(5) APP., *B. c.*, I, 10. MADVIG, l. l., p. 244-254. Cette opinion est combattue par ZUMPT, *De prop. civ. Rom.*, dans les *Stud. rom.*, p. 367.

(6) « Quasi effigies parvae simulacraque esse quaedam videntur. » GELL., XVI, 13.

(7) Voyez p. 125, n°s 6-8 et p. 128, n° 3. La liste des *coloniae civium* antérieures à 100 av. J.-C. et celle des *coloniae latinae* se trouvent chez MARQUARDT, III, 1, 18-19, 32-34. Sur les dernières colonies latines, fondées en province, voyez ZUMPT, *De Gallia Rom. prov.* dans les *Stud. rom.*, p. 34.

(8) Cf. LIV., VIII, 16, IX, 28, XXXIV, 53, XXXV, 40. Voyez plus haut, pp. 353, n° 7, 355, n°s 1 et 9.

(9) LIV., VIII, 16, IX, 26, 28, X, 1, 3, XXXV, 9, 40, XXXVII, 57, XL, 34 etc.

§ 2. Des *municipia* (1).

On appelle *municipium* une cité soumise dont les habitants ont reçu collectivement du peuple romain la *civitas romana* (2). Les *municipia* sont de deux catégories (3).

1° Les *municipia* qui ont reçu la *civitas sine suffragio* (4).

(1) MARQUARDT, III, 1, 7-14, 21-25, 44-51. WALTER, §§ 90, 100-101, 212-214, 258-260, 263, 317. C. G. ZUMPT, *Sur la différence des dénominations de municipe, colonie, préfecture dans le droit public romain* (en all.) dans les *Mém. de l'ac. de Berlin (class. hist. et phil.)*, 1839. GRAVER, *De re municipali Romanorum*. Kiel, 1840. RUBINO, *De la signification des mots : municipium et municipes à l'époque de la République romaine* (en all.) dans le *Zeitschr. f. Alterthumsw.* 1844 et 1847. REIN, *De Romanorum municipiis*. Eisenach, 1847, et *Municipes et municipium* (en all.) dans PAULY's *Realenc.*, V, 212 suiv. TH. MOMMSEN, *Les trib. rom.*, p. 157 suiv. KIENE, *Les municipes romains à l'époque de la République* (en all.) dans le *Zeitschr. f. d. Alterthumsw.* 1849. A. W. ZUMPT, *De propag. civ. rom.* dans ses *Stud. rom.*, p. 325 suiv. HAUCK, *Sententiarum aliquot de municipiis Romanorum post Niebuhrum propositarum examinatio ac dijudicatio*. Stolp, 1861. ZOELLER, *De civitate sine suffragio et municipio Romanorum*. Heidelberg, 1866. VILLATTE, *De propagatione civ. Rom.* Bonn, 1870.

(2) Quel est le sens primitif des mots *municipia*, *municipes*? Les auteurs anciens sont indécis sur cette question. Cf. GELL., XVI, 13 § 6. Ils dérivent généralement ces mots de : *munus capessere*, *munus fungi* (GELL., l. 1., FEST., p. 142, VARR., de l. l., V, 36, p. 178 Sp.) ou comme disent les Dig., L, 1, 1 § 1 : « *muneris participes, recepti in civitatem ut munera nobiscum facerent* », et appliquent donc dès le principe le nom de municipe à ces cités soumises dont les habitants, en recevant le droit de cité romain, sont astreints aux charges des citoyens. Il semble cependant que le mot *municipium* est antérieur à la soumission des villes italiques et désignait alors les villes indépendantes, alliées à Rome par un *hospitium publicum*. (Voyez le ch. relatif aux traités internationaux). Le mot *municipes* dériverait de *munus capere*; dans le sens de : recevoir des présents en qualité de *hospites*. Cette étymologie, émise par RUDORFF, dans le *Prog. de l'Univ. de Berlin*, 1848-1849, est aujourd'hui généralement adoptée.

(3) Les passages classiques sur la distinction à faire entre les *municipia* sont ceux de PAUL. DIAC., p. 127 et FEST., p. 142. Mais ces passages obscurs et incomplets ont donné lieu à de nombreuses controverses. Voyez MARQUARDT, III, 1, 9, n° 27, WALTER, § 85, n° 38, 212, n° 7 et la nombreuse littérature sur cette question, énumérée à la n° 1.

(4) La *civitas sine suffragio* n'était point, comme le veulent TITE-LIVE et DENYS (cf. GELL., XVI, 13 § 7), un privilège, mais plutôt une punition. MADVIG, *De jure et cond. colon.*, p. 233 suiv. La thèse opposée est défendue par ZUMPT, *De prop. civ. R.*, 366-367.

Les citoyens de ces communes sont au point de vue du droit romain assimilés aux *aerarii* (p. 93-96).

Dans ces *municipia*, qui en règle générale conservent leurs institutions communales, leurs comices, sénat, magistrats ⁽¹⁾, la juridiction est cependant exercée par un délégué du préteur, *praefectus jure dicundo*. De là ils portent le nom de *praefecturae* ⁽²⁾.

2° Les *municipia cum suffragio et jure honorum*. Ils ont leur administration municipale propre ⁽³⁾, et jouissent en outre du droit de cité complet à Rome ⁽⁴⁾.

Après la soumission du Latium (338 av. J.-C.) quelques villes latines reçurent la *civitas cum suffragio* ⁽⁵⁾; d'autres obtinrent le rang de *praefecturae* ⁽⁶⁾.

La *civitas sine suffragio* est étendue successivement à des communes de la Campanie, du pays des Volsques, des Herniques, des Samnites et des Sabins ⁽⁷⁾. Peu à peu ces communes sont élevées au rang de *municipia cum suffragio* ⁽⁸⁾. Il semble que vers 188 av. J.-C. la *civitas* complète appar-

(1) FEST., v. *municeps*, p. 142. Cf. LIV., VIII, 19, XXIII, 2, 7, 35, XXVI, 34. — Pour des causes exceptionnelles ces communes sont parfois punies de la perte de leur autonomie administrative. Cf. LIV., IX, 43.

(2) Le passage classique et presque unique sur ce sujet est celui de FEST., p. 233. Aussi y a-t-il sur la nature des *praefecturae* des opinions très-différentes. Voyez, en dehors des ouvrages cités p. 358, n° 1, REIN, *Praefectura* dans PAULY's *Realenc.*, VI, 4-8. VOIGT, *La doctrine du jus naturale* etc., II, 369-372, 492-495. L'énumération des préfectures chez FESTUS correspond si bien à la liste des cités qui d'après TITE-LIVE et VELL. PAT. (voyez n° 7) reçurent la *civitas sine suffragio* qu'il est permis de conclure, ce nous semble, à l'identité primitive de la *praefectura* et du *municipium sine suffragio*.

(3) Cf. CIC., *p. Mil.*, 10. PLIN., VII, 44 (43).

(4) PAUL. DIAC., p. 127. Cf. CIC., *de leg.*, II, 2 § 5. «*Omnibus municipibus duas esse censeo patrias : unam naturae, alteram civitatis*» etc.

(5) LIV., VIII, 14. Ce furent Lanuvium, Aricia, Nomentum, Pedum. Il est vrai que TITE-LIVE ne parle pas expressément de la *civitas cum suffragio*. Mais cela résulte, comme WALTER le remarque, de la création de nouvelles tribus à cette occasion (LIV., VIII, 17).

(6) Par ex. Fundi, Formiae. LIV., VIII, 14.

(7) LIV., VIII, 14, 17, 21, IX, 43, X, 1. VELL. PATERC., I, 14. FEST., p. 142.

(8) Cf. VELL. PAT., I, 14. LIV., XXXVIII, 36.

tenait à la plupart des villes du Latium, y compris le *Latium adjectum*, et des Sabins ⁽¹⁾.

A la suite des *leges Julia* et *Plautia Papiria* (90-89 av. J.-C.) et de la collation du droit de cité à la Gaule transpadane par César (49 av. J.-C.) ⁽²⁾, toutes les communes de l'Italie, y comprise la Gaule Cisalpine, devinrent ou *coloniae* ou *municipia civium Romanorum* ⁽³⁾.

Cependant, même après ces lois, plusieurs municipes portèrent encore le nom de *praefectura*, et la juridiction y fut exercée par des *praefecti*, nommés par le préteur ⁽⁴⁾. Les magistrats judiciaires, destinés aux communes de la Campanie, les *IV viri jure dicundo*, étaient nommés par les *comitia tributa* ⁽⁵⁾. La plupart de ces préfectures furent transformées ensuite en colonies militaires.

Depuis César le privilège de la *civitas romana* fut accordé aussi à des villes pérégrines ou de droit latin extra-italiques.

Plusieurs communes de l'Espagne furent élevées au rang de *municipia civium Romanorum* par César ⁽⁶⁾. Auguste et les empereurs suivants octroyèrent la même faveur à des cités de Sicile, de Sardaigne, d'Illyrie, de Macédoine, d'Afrique etc. ⁽⁷⁾.

(1) Voyez MOMMSEN, *Du syst. monét.*, p. 226. PETER, *Les rapports entre Rome et les peuples soumis de l'Italie* (en all.) dans le *Zeitschr. f. Alterthumsw.*, 1844. p. 217.

(2) Voyez à ce sujet le ch. II, qui traite de l'Italie.

(3) Il y a cependant une exception à faire pour certaines peuplades des Alpes qui furent subordonnées à des *municipia*, et qui ne reçurent le droit de cité que sous l'Empire. Voyez l'édit de Claude de 46 apr. J.-C. dans le *Hermes*, IV, 102-103 et le comment. de MOMMSEN, ib., p. 112 suiv.

(4) CIC., *p. Sext.*, 14 § 32. in *Pis.*, 22 § 51. *Phil.*, IV, 3 § 7. *Lex Rubria* et *lex Julia munic.* passim (*Corp. Inscr. lat.*, I, p. 115-123). Cf. SIC. FLACC., p. 135 L. — WALTER, § 263, nes 73 75.

(5) Voyez p. 261, ne 3. D'après MOMMSEN (*Corp. Inscr. lat.*, I, p. 47), l'élection de ces *praefecti* par les *comitia tributa* ne peut être antérieure au 1^{er} s. av. J.-C. Les *IV viri jure dicundo* furent abolis par Auguste (p. 295).

(6) LIV., *Epit.*, CX. DION CASS., XLI, 24, XLIII, 39.

(7) SUET., *Aug.*, 47. DION CASS., LIV, 25. PLIN., III, 11 (5), 13 (7), 14 (8), 26 (22-23), IV, 17 (10), V, 1 (2), 2 (3), 3-4 (4). — SPANHEM., *Orbis Romanus*, I, c. 16-18.

§ 3. De l'organisation communale des *coloniae civium*, des *municipia* et des *oppida latina* à la fin de la République et pendant les deux premiers siècles de l'Empire ⁽¹⁾.

Dès la fin de la République les *municipia*, les colonies et les *oppida latina*, tant en province qu'en Italie, ont une organisation uniforme ⁽²⁾. Aussi la dénomination générale de

(1) MARQUARDT, III, 1, 51-55, 347-383. WALTER, § 264, 300-307, 317. A. W. ZUMPT, *De quinquennialibus municipiorum et coloniarum* dans les *Comment. epigr.*, t. I, p. 73-158. *De quattuorviris municipalibus*. Ibid., p. 161-192. QUINON, *Du municipe romain, de la commune au moyen âge et de la municipalité moderne*. Paris, 1859. DUBOIS, *Essai sur les municipes dans le droit romain*. Paris, 1862. E. KUHN, *L'organisation civile et municipale de l'Empire romain jusqu'à l'époque de Justinien* (en all.). Leipzig, 1864-1865. 2 vol. — Les sources principales sur ce sujet sont 1^o la *lex Rubria de civitate Galliae Cisalpinæ* (*Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 115-117), portée vers 49 av. J. C. et réglant la juridiction des magistrats municipaux de la Gaule Cisalpine (MOMMSEN *ad. Corp. inscr. l.*, v. I, p. 118). 2^o La *lex Julia municipalis*, II, 83-163. (*Corp. Inscr. lat.*, v. I, p. 120-123), donnée en 45 av. J. C. par C^sar, et introduisant une organisation uniforme dans tous les *municipia civium Romanorum*. Voyez MOMMSEN, I. I., p. 123-124. Cette loi a été commentée surtout par SAVIGNY, *Le décret du peuple romain de la table d'Héraclée* (en all.), publié d'abord dans le *Zeitschr. f. gesch. Rechtsw.*, t. IX, p. 300-378, (1838), et réédité avec des additions dans les *Verm. Schrift.*, III, p. 279-412. 3^o Les *leges Salpensana* et *Malacitana*, ou les fragments des lois municipales données aux municipes de *Salpensana* et de *Malaca* en Espagne par l'empereur Domitien entre 82 et 84 apr. J. C. Ces documents importants furent découverts en 1851 et publiés pour la première fois en Espagne en 1853. Ils ont été réédités ensuite plusieurs fois, et en dernier lieu par AEM. HUEBNER dans le 24 vol. du *Corp. Inscr. lat.*, p. 253-258. Les doutes, émis sur l'authenticité de ces documents par E. LABOULAYE, *Les tables de bronze de Malaga et de Salpensana*, Paris, 1855 (*Extrait de la revue historique de droit français et étranger*) n'ont guère été admis. Voyez HUEBNER, I. I., p. 259. Parmi les ouvrages, consacrés à l'interprétation de ces lois, nous citerons TH. MOMMSEN, *Les droits municipaux des communes latines de Salpensana et de Malaga* (en all.) dans les *Mémoires de l'Acad. de Saxe*, t. III, p. 363-498, Leipzig, 1855. DIRKSEN, *De l'organisation municipale de Salpensana* (en all.) dans les *Mém. de l'Acad. de Berlin*, 1856, pp. 677-706. GIRAUD, *Les tables de bronze de Salpensana et de Malaga*. Paris, 1856. A. W. ZUMPT, *De legibus municipalibus hispanicis* dans ses *Studia romana*, Berlin, 1859, p. 268-322. E. R. DE BERLANGA, *Monuments historiques du municipium Flavium Malacitanum* (en espagn.). Malaga, 1864. VAN LIEB, *De inscriptionibus Salpensana et Malacitana*, Utrecht, 1865. GIRAUD, *La lex Malacitana pour faire suite aux tables de Salpensana et de Malaga*. Paris, 1869.

(2) Ce qui le prouve à l'évidence, c'est l'organisation municipale donnée au *municipium Flavium Malacitanum* et au *municipium Flavium Salpensanum*, qui,

municipium sert-elle dès cette époque à désigner ces diverses catégories de villes.

L'organisation des municipes est régie, en partie par des lois générales (*leges municipales, lex Julia, Petronia* etc.) ⁽¹⁾, en partie par la loi spéciale du municipe ou de la colonie ⁽²⁾.

Le territoire du *municipium*, déterminé par la *lex municipii* ou *coloniae*, se compose d'un chef-lieu (*colonia, municipium, praefectura*, ou simplement *oppidum*) et de dépendances (hameaux, bourgs, *loci*), parmi lesquelles on distingue des *fora*, des *conciliabula*, des *vici*, des *pagi* et des *castella* ⁽³⁾.

I. Sous le rapport du droit de cité municipal, les habitants libres de chaque *municipium* se divisent en deux catégories : les *municipes, coloni* ou *cives* et les *incolae* ⁽⁴⁾.

1° Les *municipes*. Dans un *municipium civium Romanorum*

tous deux, jouissaient du *jus Latii*. Il est vrai que ZUMPT (*De leg. mun. hisp.*, p. 272-297) et d'après lui WALTER (§ 317, n° 120) prétendent que ces deux communes n'étaient pas latines, mais des *municipia civ. Rom.*, comprenant un mélange de citoyens romains et de latins. Cette hypothèse a été réfutée par RUDORFF, *De majore ac minore Latio ad GAJUM I*, 95-96 *disputatio critica*, Berlin, 1860, p. 19 suiv. et HUEBNER, dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. II, 261-262. Il semble d'ailleurs résulter d'un texte de la *lex agraria* (l. 31 de 111 av. J. C. que déjà alors le nom de *municipium* était appliqué à des villes de droit latin. Cf. MOMMSEN, ad *leg. agr.*, l. 31, dans le *Corp. Inscr. lat.*, I, p. 94. C'est à ces *municipia* que se rapporte, ce semble, le terme de *municipium fundanum*, dont se sert la *lex Jul. mun.*, l. 159-163. MOMMSEN, *Les droits mun. de Salp.*, 409, n° 45. Au reste, abstraction faite des *leges Malac. et Salp.*, il est avéré par d'autres *oppida latina* que, du temps de l'Empire, leur organisation ne différait guère de celle des communes de droit romain. Cf. WALTER, § 245, nos 143-144, § 270, nos 91-92, § 317, nos 117-118, § 318, n° 122.

(1) *Dig.*, L, 1, 25; 3, 1 pr.; 4, 11 § 1. ORELLI-HENZEN, *Inscript.*, nos 3676-79, 6957. Sur la *lex Julia* voyez p. 361, n° 1. L'âge de la *lex Petronia mun.* n'est pas connu. Cf. ZUMPT, *Fast. mun. camp. fr.* dans ses *comm. epigr.*, I, 60. MOMMSEN, *Inscr. Neap.*, Indic. n. XXVI, v. *praefectus*.

(2) *Dig.*, L, 4, 1 § 2; 6, 5 § 1. *Lex Jul. mun.*, l. 159. PLUTARQ., *Sull.*, 37. FRONTIN., p. 18, 49. HYGIN., p. 118, 164. FRONTO, *ad am.*, II, 11. De ce genre sont les *leges Salpensana et Malacitana*. MOMMSEN, *Les droits mun. de Salp.* etc., p. 392, n° 10.

(3) *Lex Rubria*, I, l. 42, II, l. 23, 26, 53, 56, 53. *Lex Jul. mun.*, l. 83, 108, 126, 135 etc. PAULL., IV, 6 § 2. Il est à remarquer que ces sources ne parlent pas des *pagi*.

(4) *Corp. Inscr. lat.*, I, nos 1400, 1418, II, Index, p. 772. v. *cives* v. *coloni* et v. *municipes*. ORELLI, *Inscr.*, nos 3705, 3707. — KUHN, *Org. civ. et mun.*, I, 1-7.

tous les *municipes* sont *cives Romani*; dans un *municipium latinum*, ils sont ou *cives Latini* ou *cives Romani* ⁽¹⁾.

« *Municipem aut nativitas facit aut manumissio aut adoptio* » ⁽²⁾, c'est-à-dire la naissance d'un père, citoyen du municipe (*jus originis*) ⁽³⁾, l'affranchissement ⁽⁴⁾ et l'adoption par un *municeps* ⁽⁵⁾. A ces trois causes, énumérées par ULPEN, il faut ajouter l'*adlectio* ou la *receptio inter cives*, c'est-à-dire la naturalisation accordée par le sénat (*decreto decurionum*) ⁽⁶⁾.

2° Les *incolae* ou étrangers, *domiciliés* dans le municipe. « *Incola est, qui aliqua regione domicilium contulit* » ⁽⁷⁾.

Les *incolae* sont soumis aux charges civiques (*munera*) et dans la *civitas* dont ils sont citoyens, et dans le municipe où ils ont établi leur domicile ⁽⁸⁾. En revanche, dans ce municipe, les *incolae* qui sont *cives Romani* ou *Latini* ont un certain droit de vote ⁽⁹⁾ et même l'accès aux dignités ⁽¹⁰⁾.

II. Les *municipes*, au point de vue social, sont divisés sous l'Empire en trois ordres : l'*ordo decurionum*, l'*ordo*

(1) En effet l'exercice d'une magistrature municipale dans une cité latine octroie au magistrat latin la *civitas Romana*. *Lex Salpens.*, c. 21-23. MOMMSEN, *Les dr. mun. de Salp.*, 407. Voyez plus haut, p. 127.

(2) ULP., *Dig.*, L. 1, 1 pr.

(3) *Dig.*, L. 1, 1 § 2. — KUHN, *Org. civ. et mun.*, I, 14-25.

(4) L'affranchi suit l'*origo* du *manumissor*. *Dig.*, L. 1, 7, 17 § 8, 22 § 2. — KUHN, l. 1., 25-26.

(5) Le *municeps d'adoptio* conserve cependant ses droits et ses obligations dans sa cité d'*origo*. Etant émancipé par son père adoptif, il cesse même d'être *civis* dans le municipe d'adoption. *Dig.*, L. 1, 15 § 3, 16, 17 § 4. — KUHN, l. 1., 26-27.

(6) *Corp. Inscr. lat.*, II, nos 813, 2026, 3423-24. ORELLI, *Inscr.*, no 3711. *Cod.*, X, 39, 7. — KUHN, l. 1., 3, 27-29.

(7) POMFON., *Dig.*, L. 16, 239 § 2. L'auteur ajoute : « *Nec tantum hi, qui in oppido morantur, incolae sunt, sed etiam qui alienius oppidi finibus ita agrum habent, ut in eum se, quasi in aliquam sedem se recipiant.* » Cf. *Cod.*, X, 39, 7 : « *Ubi quis larem rerumque ac fortunarum suarum summam constituit.* » Il faut distinguer des *incolae* les étrangers qui sont simplement de passage dans un municipe, *hospites, adventores*. KUHN, l. 1., 6-7.

(8) *Dig.*, L. 1, 29; 4, 3 etc. — KUHN, l. 1., 11-14.

(9) *Lex Malac.*, c. 53.

(10) ORELLI, *Inscr.*, nos 3709, 3725. *AGG. URB.*, p. 84 L. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, II, no 1055.

Augustalium, et la *plebs*, appelée aussi *populus*, *municipes*, *coloni* ⁽¹⁾.

L'*ordo decurionum*, dont nous parlerons plus loin, forme l'ordre le plus élevé, correspondant à l'ordre sénatorial à Rome.

L'*ordo Augustalium* ⁽²⁾ est, comme l'ordre équestre à Rome, un ordre social intermédiaire entre les décurions et la *plebs*. L'entrée dans cet ordre est accordée *decreto decurionum* à des *municipes ingenui* ou *libertini* ⁽³⁾. L'origine des *Augustales* est attribuée au culte officiel, institué en l'honneur du *divus Julius* et du *divus Augustus* et qui se répandit dans les *municipes* ⁽⁴⁾. Comme corporation religieuse ⁽⁵⁾, les *Augustales* ont un trésor spécial, servant aux frais des sacrifices et des festins ⁽⁶⁾. A leur tête se trouvent des dignitaires annuels, *VI viri* ou *Severi* ⁽⁷⁾, chargés de donner des jeux publics ⁽⁸⁾. Dans les *municipes* de cer-

(1) ORELLI, *Inscr.*, nos 1167, 3062, 3701, 3703, 3807, 3939, 3976, 4009, 4047, etc.

(2) EGGER, *Recherches nouvelles sur l'histoire des institutions municipales chez les Romains*. 2^e App. à l'ouvrage, intitulé : *Examen critique des historiens anciens de la vie et du règne d'Auguste*. Paris, 1844, p. 357 suiv. A. W. ZUMPT, *De Augustalibus et seviris Augustalibus comm. epigr.*, Berlin, 1846. MARQUARDT, *Des Augustales* (en all.) dans le *Zeitschr. f. Alterthumsw.*, 1847. n^o 63-65. EGGER, *Nouvelles observations sur les Augustales*, dans la *Revue archéologique*, année III, pp. 635-648, 774-790. Paris, 1847. HENZEN, *Des Augustales* (en all.) dans le *Zeitschr. f. Alterthumsw.*, 1848, nos 25-27 et 37-40. — Inscriptions : ORELLI-HENZEN, III, Index, 165-168. *Corp. Inscr. lat.*, II, Index, p. 760, v. *augustales*.

(3) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, n^o 2950. Cf. 7095, 7112. — ZUMPT, l. I., p. 22 suiv.

(4) C'est l'opinion de BORGHESE dans le *Bull. dell' Inst. di corr. arch.*, 1842, p. 106 suiv. de ZUMPT et de HENZEN.

(5) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, n^o 3953, 6111, 7102, 7103.

(6) Voyez HENZEN, l. I., p. 207-208.

(7) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, nos 3741, 3919, 3922, 7097 suiv., 7165. ZUMPT, l. I., p. 62 suiv. — Les *ex-seviri* forment une classe spéciale (*sevirales*) parmi les *Augustales* : de la *ordo seviratum et Augustalium* : ORELLI-HENZEN, n^o 7101. Exceptionnellement le *seviratus* est accordé à vie : *Corp. Inscr. lat.*, II, nos 2022, 2026.

(8) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, n^o 7165. Voyez MARQUARDT, III, I, 391, n^o 2433. Cf. ib., p. 378, n^o 2415.

taines régions, l'ordre ne se compose que des citoyens qui ont géré le *seviratus* : *sevirales* ⁽¹⁾; dans d'autres il n'est fait mention que d'*Augustales*, nullement de *seviri* ⁽²⁾.

III. Administration communale du chef-lieu : *municipium*, *colonia*, *praefectura*.

Les pouvoirs publics du chef-lieu se composent des comices, du sénat et des magistratures.

A. Des comitia.

Leur attribution principale est l'élection des magistrats municipaux, à savoir les *II* ou *IV viri jure dicundo*, les *aediles* et les *quaestores* ⁽³⁾, parmi les candidats, dont les noms sont affichés par le président ⁽⁴⁾. La présidence appartient à un des *II* ou *IV viri j. d.*, d'ordinaire au *major natu* ⁽⁵⁾.

Les *municipes* sont divisés en *curiae*, et votent *curiatim* ⁽⁶⁾. A chaque réunion du peuple, on tire au sort une curie, « *in qua incolae, qui cives Romani Latinive cives erunt, suffragium ferant* » ⁽⁷⁾. Les curies votent simultanément : *uno vocatu... singulae in singulis consaeptis*. Le scrutin est secret : *per tabellam*. La *cista* de chaque curie a comme *custodes* et *diribitores* trois *municipes* d'une autre curie ; en outre chaque candidat a le droit de poster près de chaque *cista* un *custos* privé ⁽⁸⁾. Après le dépouillement des différentes *cistae*, l'ordre dans lequel les résultats spéciaux

(1) C'est la règle dans les *municipes* de la Gaule Cisalpine. HENZEN, I. I., p. 269 suiv.

(2) C'est le cas dans les *municipes* de l'Italie inférieure. HENZEN, I. I., p. 201 suiv.

(3) *Lex Jul. mun.*, l. 83-85, 98-99, 129-130. *Lex Malac.*, c. 52-58. Cf. ORELLI, *Inscr.*, nos 3701 (se rapportant à l'an 157 apr. J.-C.), 3847, 4020.

(4) Voyez plus loin les formalités préparatoires à l'élection des magistrats.

(5) *Lex Malac.*, c. 52.

(6) *Lex Malac.*, c. 52, 55. La partie de la *lex Mal.*, qui traitait du nombre des curies et de la répartition des *municipes* parmi les *curiae*, n'est pas conservée. A Lanuvium il y en avait 24. ORELLI, *Inscr.*, no 3740. Cf. 7420 e β. *Corp. Inscr. lat.*, II, no 1346. — MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 409-410.

(7) *Lex Malac.*, c. 53. Voyez p. 127, no 1.

(8) *Lex Mal.*, c. 55 ayant pour rubrique : *de suffragio ferendo*. — Ces *custodes* ont le droit de voter dans la *curia* dont ils surveillent le vote. Ib. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 424-426.

des curies seront proclamés, est déterminé par le sort. Le président proclame pour chaque *curia*, les candidats qui y ont eu le plus grand nombre des suffrages, "*donec is numerus ad quem creari oportebit expletus sit.*"

La réunion se termine par la *renuntiatio* du résultat définitif par le président : "*uti quisque prior maiorem partem numeri curiarum confecerit... factum creatumque renuntiatio donec tot magistratus sint quod h(ac) lege creari oportebit*" (1).

En outre les assemblées populaires se réunissent, en certaines circonstances, pour voter des pétitions au sénat, où pour ratifier des décrets du sénat, surtout quand il s'agit d'accorder des distinctions honorifiques à des personnes qui ont bien mérité du municipe : *ex consensu* ou *ex postulatione populi* (2).

B. Du sénat (*senatus, ordo decurionum, ordo splendidissimus, decuriones conscriptive*) (3).

Le sénat de chaque municipe se compose d'un nombre déterminé de membres ordinaires (4), généralement de 100 (5).

Ne peuvent prétendre au décursionat :

1° Les *libertini* (6).

(1) *Lex Malac.*, c. 56-57. MOMMSEN, l. I., 426-427. Cette loi prévoit d'une manière minutieuse le cas de parité de suffrages dans une *curia* : "*Qua in curia totidem suffragia duo pluresve habuerint, maritum quive maritorum numero erit caelibi liberos non habenti, qui maritorum numero non erit; habentem liberos non habenti; plures liberos habentem pauciores habenti praeferto... Si duo pluresve totidem suffragia habebunt et ejusdem conditionis erunt, nomina eorum in sortem coicito, et uti cuiusque nomen sorti ductum erit, ita eum priorem alis renuntiatio.*" Ib. c. 56. Les mêmes dispositions s'appliquent "*si totidem curias duo pluresve habebunt.*" Ib. c. 57. — MOMMSEN, l. I., 420-421.

(2) ORELLI, *Inscript.*, n° 3703, 3704, 3725, 3728, 3750. Cf. n° 643.

(3) *Lex Jul. mun.*, l. 86-87, 96, 105-106 etc. *Lex Salp.*, c. 24, 26. *Lex Mal.*, 54, 62 etc. ORELLI-HENZEN, t. II, 16 § 4, III, 16 § 4. *Corp. Inscr. lat.*, II, Index p. 773, v. *decurio*. — KUHN, *Org. civ. et mun.*, I, 227-245

(4) *Lex Jul. mun.*, l. 83-88. *Dig.*, I, 2, 2 pr.

(5) C'est ainsi que dans certains municipes, par ex. à Veii et à Perusia le sénat s'appelle les *Centumviri*. ORELLI, *Inscr.*, n°s 108, 3448, 3706, 3737-39, 4046. L'*album Canusinum* (p. 369, n° 2) se compose de même de 100 membres ordinaires.

(6) *Cod.*, IX, 21. Cf. ORELLI, *Inscr.*, n° 3914. Cette exclusion ne s'étend pas aux fils d'affranchis. ZUMPT, *De quinquen.*, p. 122.

2° Les *infames* (1). De plus le décurion, qui encourt une *infamia*, perd par le fait même sa dignité (2).

3° Les *municipes*, exerçant certaines professions par ex. d'après la *lex Jul. mun.*, «*qui praeconium dissignationem libitinamve faciet, dum eorum quid faciet*» (3).

Le droit de composer l'*album decurionum* (*legere, sublegere, cooptare recitandumve curare*) appartient à la magistrature suprême du *municipe* : c'est-à-dire aux *II, IV viri jure dicundo quinquennales* (4).

La *lectio* se renouvelle tous les cinq ans (5).

Le pouvoir des *quinquennales* se réduit à remplir les vacatures qui se sont produites depuis la dernière *lectio* par décès ou par des condamnations infamantes (*in demortui damnative locum*) (6), et à porter le sénat au nombre légal de membres ordinaires.

Ils sont tenus de choisir les nouveaux décurions parmi les *municipes*, qui ne rentrent pas dans une des trois catégories susmentionnées, qui sont âgés de 25 ans au moins (7), qui en outre possèdent un cens déterminé (le *minimum* semble avoir été de 100000 sesterces) (8), et en première ligne ceux qui depuis la dernière *lectio* ont géré des magistratures municipales (9).

La liste est rédigée dans un ordre conforme à la dignité des décurions : 1° les *quinquennalicii*, 2° les *II virales* ou *II*

(1) *Lex Jul. mun.*, l. 108-132. *Dig.*, L, 2, 6 § 3, 12.

(2) *Lex Jul. mun.*, l. 1., *Dig.*, L, 2, 5, PAULL., V, 15 § 5.

(3) *Lex Jul. mun.*, i. 94-97. En général l'exercice d'un *quaestus* n'est pas un motif d'exclusion. Cf. *Dig.*, L, 2, 12.

(4) *Lex Jul. mun.*, l. 86. Cf. l. 130-132. ORELLI, *Inscr.*, no 3721. L'opinion de WALTER, § 301, d'après laquelle l'élection des décurions se serait faite par le sénat lui-même, est réfutée par ZUMPT, *De quinquenn.*, p. 113 suiv.

(5) En effet les *quinquennales* ne sont élus que tous les cinq ans.

(6) *Lex Jul. mun.*, l. 83-88.

(7) ULP., *Dig.*, L, 4, 8.

(8) PLIN., *Epist.*, I, 19. Cependant celui qui, étant décurion, perd sa fortune, a le droit de rester membre du sénat. *Dig.*, L, 4, 6 ; 2, 8. ZUMPT, *De quinquenn.*, p. 21.

(9) «*Ex quo honore in eum ordinem perveniat*» *Lex Jul. mun.*, l. 137. Cf. MARQUARDT, III, 1, 369, no 2373.

viralicii, 3° les *aedilicii*, 4° les *quaestorii* ou *quaestoricii*, 5° les *pedarii*, *pedanci* ou *pedani* ⁽¹⁾.

Sont en outre inscrits sur l'*album decurionum* :

1° Les *patroni* du municipe. Ils sont choisis, *ex decreto decurionum* ⁽²⁾, parmi les citoyens distingués du municipe ⁽³⁾, ou encore et surtout parmi des citoyens influents de la ville de Rome ⁽⁴⁾. Le devoir du *patronus* est de protéger et de défendre les intérêts du municipe auprès du pouvoir central ⁽⁵⁾. Ils sont décurions d'honneur, et leurs noms sont inscrits en tête de la liste ⁽⁶⁾.

2° Les *adlecti* ou sénateurs extraordinaires (*super legitimum numerum*) ⁽⁷⁾. Ils sont investis de cette dignité, également *decreto decurionum* ⁽⁸⁾, pour des services éminents rendus au municipe. Ils obtiennent ou bien le rang des *pedarii* (*adlecti inter decuriones*) ⁽⁹⁾, ou même des rangs supérieurs (*adlecti inter II virales*, *inter quinquennaticios* etc.) ⁽¹⁰⁾, et ils se trouvent inscrits sur la liste après les décurions ordinaires, dont ils ont reçu le rang ⁽¹¹⁾.

3° Les *praetextati*. Ce sont les jeunes gens, âgé de moins

(1) *Dig.*, L, 3, 1, 2. Voyez l'*album Canusinum*, ORELLI, *Inscr.*, n° 3721. Cet *album* se sert des expressions *II viralicii*, *quaesoricii*, *pedani*. *II viralis* se trouve chez ORELLI, *Inscr.*, n° 3727; 3816. *Dig.*, L, 3, 1. *Quaestorius* chez ORELLI, n° 3990. Quant au mot *pedaneus* voyez GELL., III, 18. Cf. plus haut p. 188, n° 6.

(2) *Lex Malac.*, c. 61. Voyez plus loin la compétence du sénat.

(3) ORELLI, *Inscr.*, nos 3765, 3768, 3770, 3772, 4035-36. *Corp. Inscr. lat.*, II, Index, p. 765, v. *patronus*. FRONTO, *ad am.*, II, 6.

(4) TAC., *dial. de Or.*, 3. PLIN., *Ep.*, IV, 1. ORELLI, *Inscr.*, nos 3763, 3764, 6413. *Corp. Inscr. lat.*, II, l. 1.

(5) PHILIPPI, *Pour servir à l'histoire du patronat*, (en all.) dans le *Rhein. Mus.*, T. VIII, p. 497-529 (1853).

(6) L'*album Canusinum* (cf. ORELLI, *Inscr.*, n° 3721) inscrit en tête de la liste 31 *patroni clarissimi viri* et 8 *patroni equites romani*. Cf. *Dig.*, L, 3, 2.

(7) Voyez p. 369, n° 2. Cf. PLIN. *et* TRAJ. *Epist.*, 112 ed. Keil.

(8) ORELLI, *Inscr.*, nos 3745, 3816, 3882, 4109. *Corp. Inscr. lat.*, II, n° 4463.

(9) ORELLI, *Inscr.*, nos 1229, 2533, 3745, 3882, 4109. *Corp. Inscr. lat.*, II, nos 4262-63, 4463. ZUMPT, *De quinquenn.*, 126-128.

(10) ORELLI, *Inscr.*, nos 3721, 3816, 4109.

(11) Sur l'*album Canusinum* se trouvent après les *quinquennaticii* les noms de 4 *adlecti inter quinquennaticios*.

de 25 ans, mais réunissant les conditions de fortune et de naissance, requises pour être décurions, et qui, soit pour des libéralités envers le municipe, soit sur le désir de leurs parents ⁽¹⁾, sont inscrits, mais en dernière ligne, sur l'*album* ⁽²⁾. Ils participent aux privilèges honorifiques des décurions, mais ils n'ont pas le *jus sententiae dicendae et ferendae* ⁽³⁾.

L'exercice des magistratures municipales confère aux *municipes*, qui ne sont pas encore sénateurs, le *jus sententiae* au sénat, jusqu'à leur entrée effective dans l'ordre à la prochaine *lectio* ⁽⁴⁾.

Le sénat est convoqué et présidé par les *II, IV viri j. d.* ⁽⁵⁾. Dans la demande d'avis le président suit l'ordre de l'*album* ⁽⁶⁾.

En général, toutes les affaires communales d'une certaine importance sont soumises à la délibération et à la décision du sénat ⁽⁷⁾.

Il est chargé surtout du contrôle des finances. En effet quiconque "*qui rationes communes negotiumve quod commune municipum... tractaverit*" est tenu d'en rendre compte, dans

(1) *Dig.*, L, 1, 2, 17 § 2, 21 § 6; L, 2, 11. ORELLI, n° 3745.

(2) Un document intéressant qui nous est conservé est l'*album Canusinum*, de l'an 223 apr. J.-C., que nous avons déjà cité plusieurs fois, et dont des extraits se trouvent chez ORELLI, *Inscr.*, n° 3721. Cette liste contient d'abord les noms de 39 *patroni* (voyez p. 353, n° 6), ensuite 7 *quinquennialicii*, 4 *adlecti inter quinquennialicios*, 33 *II viralicii*, 19 *aedilicii*, 9 *quaesoricii*, 32 *pedani* et enfin 25 *praelectati*. Or, ce qui prouve que les *patroni*, les *adlecti* et les *praelectati* ne comptent pas au nombre des sénateurs ordinaires, c'est d'abord que, ces trois catégories étant défalquées, il reste juste 100 membres, c'est-à-dire le nombre normal, et ensuite, que les noms de deux citoyens, qui se trouvent parmi les *patroni*, sont encore une fois répétés parmi les *quinquennialicii*.

(3) *Dig.*, L, 2, 6 § 1, I, 4, 8. — ZUMPT, *De quinquenn.*, p. 132-133.

(4) Cf. *leg. Jul. mun.*, l. 96, 109-110. *Dig.*, L, 2, 6 § 5 et sur ce passage ZUMPT, *De quinquenn.*, p. 114.

(5) *Lex Mal.*, c. 68. ORELLI, *Inscr.*, n° 642. ZUMPT, *De IV viris mun.*, p. 166-168. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 444 445.

(6) *Dig.*, L, 3, 1, 2.

(7) *Dig.*, L, 9. Cf. XLVIII, 12, 3 pr. § 1. *Lex Mal.* c. 62, 63, 64. *Corp. inscr. lat.*, II, n° 3167. Un exemple de procès-verbal des *decreta decurionum* se trouve chez ORELLI, *Inscr.*, n° 3787.

le délai de 30 jours, au sénat qui approuve les comptes ou fait poursuivre pour malversations etc., soit par décision immédiate, soit après un examen préalable des comptes par une commission financière, nommée par le sénat (*actores, patroni causae*) ⁽¹⁾.

Il confère les distinctions honorifiques, telles que l'*adlectio inter cives*, la dignité d'*Augustalis*, la dignité de *patronus*, l'*adlectio inter decuriones*, les *ornamenta decurionalia* etc. ⁽²⁾. Il nomme à certaines dignités religieuses ⁽³⁾, et quand, pour une cause quelconque, la commune se trouve sans magistrat suprême, il élit un magistrat par intérim, appelé *praefectus* ⁽⁴⁾.

En outre il forme un tribunal, jugeant en appel des amendes prononcées par les magistrats municipaux ⁽⁵⁾.

Les décisions du sénat (*decurionum decretum, consultum, senatusconsultum*) ⁽⁶⁾ sont prises par la majorité des décurions présents; les décrets sur des questions importantes exigent en règle générale la présence de $\frac{2}{3}$ des décurions ⁽⁷⁾, et pour des nominations, le vote se fait d'ordinaire sous la foi du serment (*jurati*) et par scrutin secret (*per tabellam*) ⁽⁸⁾.

Les décurions jouissent de certains privilèges honorifiques, tels que des places réservées (*locus senatorius*) au théâtre, aux festins publics ⁽⁹⁾ etc.

Les *ornamenta decurionalia* (et même les *ornamenta aedilicia, II viralia* etc.) sont accordés parfois, *decurionum decreto*,

(1) *Lex Mal.*, c. 67-68. MOMMSEN, l. I., 451-452.

(2) Voyez p. 363, n° 6, 364, n° 3, 368, nes 2 et 8, 371, n° 1. Il semble que dans certains cas et surtout dans la collation du *patronatus* le décret du sénat devait être ratifié par les *comitia*. MOMMSEN, l. I., 452-454. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, II, n° 2960, 3695.

(3) ORELLI, *Inscr.*, nos 2263, 2287, 3709.

(4) Voyez p. 376. D'après la *Lex Jul. mun.*, l. 149-150, il nomme les *legati*, chargés de porter à Rome les listes officielles du recensement du municipe.

(5) *Lex Mal.*, c. 66. — MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 413-415.

(6) *Corp. Inscr. lat.*, I, Index, p. 640. II, Index, p. 773.

(7) *Lex Mal.*, c. 61, 64, 67, 68. *Lex Salp.*, c. 29. *Dig.*, L, 9, 3. — MOMMSEN, l. I., 412-413.

(8) *Lex Mal.*, c. 61, 68. *Corp. Inscr. lat.*, II, n° 1305.

(9) *Lex Jul. mun.*, l. 133-134, 137-139. ORELLI, *Inscr.*, n° 4046.

à des personnes qui ne sont ou ne peuvent devenir décurions (*decurio ornamentarius*), surtout à des *Augustales libertini* (1).

C. *Des magistrats municipaux.*

Les magistrats municipaux ordinaires sont les *II viri* ou *IV viri jure dicundo*, les édiles et les questeurs (2). Ils sont annuels (3), et élus par les *comitia* du municipe (p. 365).

Les motifs d'exclusion du décurionat interdisent de même l'accès aux magistratures (4).

L'*aetas legitima*, prescrite par la *lex Julia mun.*, était de 30 ans, "*nisi qui stipendia equo in legione III aut pedestria in legione VI fecerit*" (5). Sous l'Empire l'âge requis est de 25 ans (6).

Les candidats aux magistratures ne peuvent parcourir les honneurs que *gradatim* (*certus ordo gerendorum honorum*). La même dignité ne peut pas être gérée (*continuari*) plusieurs années de suite (7).

Les citoyens qui prétendent à une magistrature doivent faire la *professio intra praestitutum diem*. Si le nombre des candidats éligibles n'est pas suffisant, le président le complète "*ad eum numerum, ad quem creari oportebit.*" Quicon-

(1) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, nos 164, 884, 1197, 3016, 3750-51, 3942, 6328, 7006 etc. *Corp. Inscr. lat.*, II, nos 4060-62. ZUMPT, *De quinquenn.*, p. 134 et de *August.*, p. 25-30.

(2) *Lex Salp.*, c. 26, 27. *Lex Mal.*, c. 52 etc. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 429-431. — Il faut noter cependant que le titre de *magistratus* n'est donné par les juristes qu'aux *II, IV viri j. d. Dig.*, XXXVI, 5, 19 § 1, L, 1, 13 etc. La questure surtout est considérée plutôt comme un *personale munus*. *Dig.*, L, 4, 18 § 2.

(3) *Lex Mal.*, c. 52. *Dig.*, L, 1, 13. Il y a une exception pour le magistrat *suffectus*. "*Si in alterius locum creati erunt, reliqua parte ejus anni in eo honore sunt.*" *Lex Mal.*, l. 1.

(4) *Lex Jul. mun.*, l. 94-95, 132, 135-137, 139-140. *Lex Mal.*, c. 54. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, II, no 1944. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 416-417.

(5) *Lex Jul. mun.*, l. 89-94.

(6) *Lex Mal.*, c. 54. *Dig.*, L, 4, 8. MOMMSEN, l. 1, 417-418.

(7) *Dig.*, L, 4, 11 pr., 14 § 5. La *lex Mal.*, c. 54, prescrit un intervalle de 5 ans pour la réélection d'un citoyen au *duumviratus*. Dans les premiers temps de l'Empire il y a eu cependant des dérogations à ces règles. MARQUARDT, III, 1, 371, no 2379. ZUMPT, *Fast. mun. Camp. fr.* dans les *Comm. epigr.*, I, 67-69. MOMMSEN, l. 1, 416, 418-419.

que est ainsi porté candidat d'office, a le droit de présenter (*nominare*) un autre, et celui-ci, à son tour, un troisième. La liste de tous les candidats est publiée par le président : "*ita ut de plano recte legi possint*" (1).

Entre la *professio* et les élections, des corporations, des citoyens influents, des femmes mêmes recommandent par des affiches publiques les candidats qu'ils patronnent (2). L'élection doit se faire parmi les candidats portés sur la liste officielle (3).

Les candidats aux magistratures qui participent à la gestion financière du municipe (les *II, IV viri j. d.* et les questeurs), doivent au jour de l'élection et avant le vote fournir caution par *praedes et praedia* : "*pecuniam communem salvam fore*" (4).

Tout candidat élu est tenu, avant la *renuntiatio* définitive, de prêter serment, *in contionem palam*, à la loi municipale (5). De plus, avant la première réunion du sénat et endéans les cinq jours après son entrée en charge, il doit jurer *pro contione*, d'observer la loi municipale et d'agir en tout *ex re communi municipum* (6).

Les magistratures sont organisées en collège, et se composent d'ordinaire chacune de 2 titulaires. Tout magistrat a le *jus intercessionis* envers son collègue (*appellare, intercedere*); les édiles et les questeurs sont en outre soumis à l'*intercessio* des *II, IV viri j. d.* (7). Cependant il est défendu d'intercéder contre la réunion des *comitia* (8).

Les magistrats municipaux portent la *toga praetexta*; ils

(1) *Lex Mal.*, c. 51. MOMMSEN, l. I., 422-424.

(2) Un nombre considérable de ces recommandations publiques ont été retrouvées à Pompei. *Corp. Inscr. lat.*, IV, Index, p. 249-255 et ZANGEMEISTER, ib., p. 1, 7-11.

(3) *Lex Malac.*, c. 51, 59.

(4) *Lex Mal.*, c. 60. MOMMSEN, l. I., 419-420, 466-478.

(5) *Lex Malac.*, c. 57, 59.

(6) *Lex Salp.*, c. 26. — MOMMSEN, l. I., 427-429.

(7) *Lex Salp.*, c. 27. Cependant l'*intercessio* doit se faire "*in triduo proximo... et dum ne amplius quam semel quisque eorum in eadem re appelletur*." Ib.

(8) *Lex Malac.*, c. 58.

ont à leur service des *lictors cum bacillis* ou même *cum fascibus*, des *viatores* etc. (1).

Ils sont chargés de donner des jeux publics (*cura ludorum*) (2).

1° Des *II, IV viri jure dicundo* (3). La magistrature suprême ordinaire du municipe est un collège, composé de deux titulaires, qui dans les *municipia* proprement dits portent généralement le titre de *II viri jure dicundo* (4), dans les colonies celui de *IV viri jure dicundo* (5). Dans certaines villes italiques les magistrats suprêmes ont conservé les dénominations anciennes de *dictator*, *praetores*, *magistri* (6). Dans les *praefecturae* peu nombreuses qui existaient encore en Italie sous l'Empire, les *II viri j. d.*

(1) MARQUARDT, III, 1, 355, n° 2303.

(2) MOMMSEN, *Inscr. Neap.*, Indices, XXIX, p. 481.

(3) MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 431-446.

(4) *Lex Rubr.*, I, 6, 15-16, 27-28 etc. *Lex Jul. mun.*, I, 84, 90, 95 etc. *Corp. Inscr. lat.*, I, Index, p. 641. v. *II viri*, II, Index, p. 773. v. *duovir*, IV, Index, p. 249. v. *II viri*. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, II, 16 § 6, III, 16 § 6. Sur cette distinction ordinaire entre les colonies et les municipes voyez MOMMSEN, *Inscr. Neapol.*, Index, n. XXVI v. *duumviri*, HENZEN *ad Inscr.* nos 7044 et 7058.

(5) *Lex Rubr.*, I, 1. *Lex Jul. mun.*, I, 1. *Corp. Inscr. lat.*, I, I, 1. v. *IV viri*, II, I, 1. v. *IV viri*. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, II, 16 § 8, III, 16 § 8 — Que les *IV viri j. d.* ne sont en réalité que deux magistrats, cela a été prouvé à l'évidence par la dissertation de ZUMPT, *De IV viris municipalibus* dans les *Comm. épigr.*, I, 161-192. La dénomination de *IV viri* provient de ce que les *duoviri jure dicundo* étaient censés ne former qu'un seul collège avec les deux édiles. ZUMPT, I, 1, 171 suiv. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 433. Dans certaines inscriptions (ORELLI, nos 3828-3834), où on a voulu lire le titre de *III viri j. d.*, il est avéré que cette leçon est ou bien fautive ou bien incertaine. Voyez ORELLI-HENZEN, *ad t. III*, 16 § 7. ZUMPT, I, 1, 165. Cependant il est certain que dans quelques municipes il y avait des *III viri*, entr' autres dans la colonie de Cirta en Afrique. Cette particularité, en ce qui concerne Cirta, a été expliquée par MOMMSEN, *L'organisation communale de Cirta* (en all.) dans le *Hermes*, I, 47-68, surtout p. 63-64 (1866).

(6) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, II, 16 § 5, III, 16 § 5. Cf. *Lex repet.*, I, 78 (*Corp. Inscr. lat.*, I, 63 et 71). *Corp. Inscr. lat.*, I, Index, 641, v. *dictator*, *praetor*. LORENZ, *De dictatoribus latinis et municipalibus*. Grimmer, 1841. HENZEN, dans les *Ann. di Inst. arch.*, 1846, p. 253 suiv., et dans le *Bullet. di Inst. arch.*, 1851, p. 186-202. — Voyez en outre plus bas, p. 377, n° 3.

étaient remplacés par un *praefectus j. d.*, délégué par le préteur ⁽¹⁾.

Les attributions de ces magistrats, quels que fussent leurs titres, étaient les suivantes :

a) Ils sont les chefs administratifs du municipe, et, à ce titre, ils convoquent et président les *comitia* et l'*ordo decurionum* ⁽²⁾.

b) Ils gèrent, sous le contrôle du sénat ⁽³⁾, les finances du municipe. Ils mettent en adjudication les travaux publics et la location des propriétés communales (*vectigalia ultroque tributa sive quid aliut communi nomine municipum locare oportebit*); ils vendent, *ex decurionum decreto*, les *praedies praediaque* des débiteurs du trésor public; ils font rentrer dans le trésor les amendes etc. ⁽⁴⁾.

Cependant dès le règne de Nerva ⁽⁵⁾, l'empereur déléguait parfois à des municipes un fonctionnaire, qu'il choisissait soit parmi les décurions du municipe, ou même parmi les *equites* ou sénateurs romains ⁽⁶⁾, pour administrer et contrôler les finances de la commune : *Curator reipublicae*, *κομμητής* ⁽⁷⁾.

c) Ils sont investis de la juridiction ⁽⁸⁾ dans le ressort du territoire de la commune ⁽⁹⁾.

La justice criminelle qui leur compétait encore vers la fin

(1) Voyez plus haut, p. 359, n° 2, p. 360, n° 4 et WALTER, § 300, n° 18.

(2) Voyez pp. 365, n° 5 et 369, n° 5.

(3) Voyez pp. 369-370.

(4) *Lex Mal.*, c. 63, 64, 66.

(5) *Dig.*, XLIII, 24, 3 § 4.

(6) ORELLI, *Inscr.*, nos 2172, 2603, 3898-99, 3902. CAPIT., *Marc Aur.*, 11.

(7) MARQUARDT, *Les Logistes de l'Empire romain*, dans le *Zeitschr. f. Alterthumsw.*, 1843, nos 118, 119. HENZEN, *Des curatores des cités antiques* (en ital.) dans les *Ann. dell. Inst. arch.* 1851, 5-35. — Que ces *curatores* ne sont que des fonctionnaires des finances, et ne sont nullement identiques aux *quinquennales*, c'est ce qui a été démontré par ZUMPT, *De quinquenn.*, p. 146-158. Cf. *Titulus Concord. Arrii Ant.*, dans les *Comm. ep.*, II, 59-60.

(8) WALTER, §§ 735-736, 839. RUDORFF, *H. d. dr. r.*, II, § 4, nos 27-28, 49-57, § 104, nos 28-30. Cf. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, etc., 402-403, 433-443. — Que la juridiction est une de leurs attributions principales, cela résulte de leur titre même : *jure dicundo*. Cf. *Lex Mal.*, c. 65 : « *Jus dico judiciale dato* ».

(9) *Dig.*, I, 1, 20; 16, 239 § 8. HYGIN., p. 118. SIC. FLACC., p. 163.

de la République⁽¹⁾, passe sous l'Empire, en Italie, en partie aux *praefecti praetorii* (p. 298), en partie aux *consulares, juridici* etc.⁽²⁾; en province, au gouverneur⁽³⁾. Il ne reste aux magistrats municipaux que la détention préventive et l'instruction préparatoire des criminels⁽⁴⁾, de même qu'un certain droit de punition (*modica castigatio*) envers les esclaves⁽⁵⁾.

Quant à la justice civile, ils sont chargés de la *jurisdictio contentiosa*, correspondante à celle du préteur à Rome, sauf toutefois deux restrictions :

α) Ils sont incompétents pour certaines causes importantes, telles que les *causae famosae, liberales* etc.⁽⁶⁾.

β) Dans la plupart des autres procès, leur compétence, sauf le consentement des parties⁽⁷⁾, est limitée à un taux déterminé⁽⁸⁾.

A cette juridiction s'attachent un certain droit de coercition (*modica coercitio*)⁽⁹⁾, et le *jus multae dictionis*⁽¹⁰⁾. Des amendes il y a appel aux décurions (p. 370).

Dans les *municipia latina* ils sont en outre investis de la juridiction volontaire de droit latin (*manumissio* etc.)⁽¹¹⁾.

Les causes civiles, qui ne sont pas de leur compétence, ressortent, en Italie, du préteur⁽¹²⁾ et plus tard des *consulares* et *juridici*⁽¹³⁾, en province, du gouverneur⁽¹⁴⁾.

(1) *Lex Jul. mun.*, l. 119.

(2) Voyez le ch. suivant.

(3) *Coll. leg. Mos.*, XIV, 2 § 2, 3 § 2. *Dig.*, I, 18, 10 etc.

(4) *Dig.*, XLVIII, 3, 3, 6 et 10.

(5) *Dig.*, II, 1, 12; XLVII, 10, 15 § 39, 17 § 2.

(6) *RUDORFF*, *H. d. dr. r.*, II, § 4, n° 57.

(7) « *Inter convenientes et de re majore apud mag. mun. agatur.* » *Dig.*, I, 1, 28. Cf. V, 1, 1.

(8) *Lex Rubr.*, II, 3-4, 19, 27. *Lex Mal.*, c. 69. *PAULL.*, V, 52 § 1. *Dig.*, II, 1, 19 § 1, 20. D'après la *lex Rubria*, l. 1., le maximum était de 15000 sesterces. — Dans certaines causes ils jugent de *omni pecunia* : *Lex Rubr.*, II, 28. Cf. *RUDORFF*, l. 1., n° 57.

(9) *Dig.*, I, 21, 5 § 1. *Lex Rubr.*, II, l. 20. *HYGIN.*, p. 118. *SIC. FLACC.*, p. 135.

(10) *Lex Mal.*, c. 66. *Dig.*, I, 16, 131 § 1.

(11) *Lex Salp.*, c. 28.

(12) *Dig.*, XXXIX, 2, 1, 4 pr. § 4 et 9 etc.

(13) Voyez le Ch. II.

(14) *Dig.*, XXXIX, 2, 4 pr. § 4 et 9. Cf. *WALTER*, § 736, n° 30.

d) Ils font les opérations du recensement ⁽¹⁾, et ils composent l'*album decurionum* (p. 367). Cependant, comme ces deux attributions ne sont exercées que tous les cinq ans, les *II* ou *IV viri j. d.*, dictateurs, préteurs etc., élus pour l'année du recensement, ajoutent à leur dénomination le titre de *quinquennales*, ou *censoriae potestatis*, ou s'appellent simplement *quinquennales* ou encore *censores* ⁽²⁾. Leur rang est supérieur à celui des simples *II* ou *IV viri j. d.* ⁽³⁾.

Lorsque l'empereur ou un membre de la famille impériale sont élus au *II*, *IV viratus* etc. ⁽⁴⁾, ils se font représenter d'ordinaire par un délégué : *praefectus Caesaris II vir*, *praefectus Caesaris quinquennalis* ⁽⁵⁾.

Si pour une cause quelconque (*propter contentiones candidatorum*, etc.) ⁽⁶⁾ les magistrats suprêmes n'ont pas été élus à temps pour entrer en fonctions au 1 janvier ⁽⁷⁾, le sénat, d'après une disposition d'une *lex Petronia mun.*, nomme deux *praefecti*, chargés de l'administration jusqu'à l'entrée en charge des magistrats élus : *praefecti iure dicundo decurionum decreto ex lege Petronia* ⁽⁸⁾.

En l'absence des *II*, *IV viri* etc., celui des deux qui quitte le dernier le territoire du municipe, est tenu de nom-

(1) *Lex Jul. mun.*, l. 142-156. *Corp. Inscr. lat.*, II, n° 1256.

(2) FEST., p. 261. M. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, II, 16 § 10, III, 16 § 10 et ad nos 7026, 7075. *Corp. Inscr. lat.*, I, Index, p. 641, v. *ensor*, *II v. quinq.*, *IV v. quinq.*, II, Index, p. 773, v. *quinq.*, IV, Index, p. 249, v. *II v. quinq.* Cf. ORELLI, n° 82 : *annus quinquennialitatis*. L'intervalle entre 2 *quinquennialitates* s'appelle *lustrum*. ORELLI, n° 5020. — ZUMPT, *De quinquennialibus municipiorum et coloniarum*, dans les *comm. epigr.*, I, 73-158, surtout p. 93 suiv.

(3) APUL., *Metam.*, X, p. 711 Ruhnk. — ZUMPT, *De quinq.*, 128 suiv.

(4) *Lex Salp.*, c. 24. Cf. SPART., *Hadr.*, 18. Cependant la collation de cette dignité à des princes de la famille impériale ne se rencontre plus après le règne de Tibère. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 415, n° 64.

(5) *Lex Salp.*, c. 24. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, nos 516, 3874-77, 7069-71 etc. — ZUMPT, *Fast. mun. Camp. fragm.* dans les *comm. epigr.*, I, 56-58.

(6) ORELLI, *Inscr.*, n° 643.

(7) ZUMPT, *Fast. m. Camp. fragm.*, 66.

(8) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, n° 3679, 7074. Cf. n° 2287, 3818. *Fasti Venusini* (*Corp. Inscr. lat.*, I, 469). *Corp. Inscr. l.*, II, n° 2225. — ZUMPT, *Fast. mun. Camp. fr.* dans les *comm. ep.*, I, 50-54, 58-66. MOMMSEN, *Inscr. Neap.*, p. 480 et *Dr. mun. de Salp.*, 446-447.

mer un suppléant par interim : *«praefectum municipi relinquere»*. Ce préfet, dont le pouvoir dure jusqu'au retour d'un des *II, IV viri*, doit être choisi parmi les décurions, ayant un âge déterminé (35 ans d'après la *lex Salp.*) ⁽¹⁾.

Ces trois catégories de *praefecti* sont investies de toutes les attributions des *II, IV viri* ⁽²⁾.

2° *Des édiles* ⁽³⁾. Leurs attributions, qui sont analogues à celles des édiles de Rome sous la République, comprennent : la police des marchés et surtout des poids et mesures ⁽⁴⁾, la distribution de blé aux pauvres ⁽⁵⁾, la police et l'entretien des voiries publiques etc. ⁽⁶⁾.

L'entretien des édifices publics et la surveillance des travaux publics sont attribués en partie aux édiles, en partie à des *curatores* spéciaux ⁽⁷⁾.

Les édiles, comme officiers de police, ont aussi le *jus mul-*

(1) *Lex Salp.*, c. 25. — MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 447-449.

(2) *Lex Salp.*, c. 24-25, 66. Cf. ORELLI, *Inscr.*, nos 643, 4041. ZUMPT, *Fast. mun. Camp. fragm.*, 62. Il est à remarquer que d'après la *lex Salp.*, c. 24, l'empereur, étant élu au *II viratus*, est *II vir* sans collègue, et délègue en conséquence ses pouvoirs à un *praefectus sine collega*. En outre d'après cette même loi, c. 25, le *praefectus relictus a II viro* ne peut ni déléguer ses attributions à un autre, ni s'absenter plus d'un jour du municipe. S'il est latin, l'exercice de cette préfecture ne lui octroie pas la cité romaine.

(3) OTTO, *De aedilibus coloniarum et municipiorum*. 2e éd. Utrecht, 1732. ZUMPT, *De IV viris munic.* dans les *comm. epigr.*, I, 172-174. MOMMSEN, *Dr. mun. de Salp.*, 449-451. KUHN, *Org. mun. et civ.*, I, 57. — ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, II, 16 § 13, III, 16 § 13. *Corp. Inscr. lat.*, I, Index, p. 641, v. *aedilis*, II, Index, p. 773, v. *aedilis*, IV, Index, p. 249, v. *aedilis*. — Dans certains municipes il n'y avait pas de *II, IV viri j. d.* etc.; et l'édilité y était la plus haute magistrature, p. c. à Arpinum, où le collège des édiles se composait de 3 membres (Cic., *ad div.*, XIII, 11 § 3, *Corp. Inscr. lat.*, I, nos 1177-79. ORELLI, *Inscr.*, no 571), à Peltvinum etc. Les édiles y exercent les attributions des *II viri*, président le sénat, sont *quinquennales* etc. Cf. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, nos 7033-37, 7039 et ad T. III, 16 § 7. ZUMPT, *De quinq.*, 144.

(4) *Dig.*, L, 2, 12. Cf. XIX, 2, 13 § 8. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, no 4343, 7133. PETRON., *Sat.*, c. 44.

(5) *Dig.*, XVI, 2, 17. OTTO, *De aedil.*, p. 357.

(6) *Dig.*, XLIII, 10, fr. uu. ORELLI, *Inscr.*, no 3973. FABRETTI, p. 609, no 72. OTTO, *De aedil.*, 326.

(7) *Dig.*, XLIII, 10, fr. un; L, 4, 1 § 2, 4 pr., 18 § 6, 7 et 10, L, 10, 2 § 1. OTTO, l. l., p. 314.

tae dictionis ⁽¹⁾, et la juridiction en des affaires peu importantes ⁽²⁾.

3° Les *questeurs* (*quaestores pecuniae publicae, aerarii, arcae publicae*) ont la garde de la caisse communale ⁽³⁾.

En dehors de ces dignités, il pouvait y avoir dans les municipes différentes fonctions spéciales, telles que la *cura annonae, kalendarii, praediorum publicorum, aquaeductus, publicarum viarum* etc. Toutes ces fonctions n'étaient pas considérées comme des magistratures (*honores*), mais comme des charges personnelles (*munera personalia*) ⁽⁴⁾.

La caisse communale, qui devait pourvoir spécialement aux frais du culte et au budget des travaux publics ⁽⁵⁾, était alimentée :

a) par les revenus (*vectigalia*) ⁽⁶⁾ des terres communales (*agri fructuarii, vectigales, praedia municipum*) ⁽⁷⁾, louées pour un terme de 5 ans ou plus, même *in perpetuum* ⁽⁸⁾, et par les revenus des *pascua publica* ⁽⁹⁾.

(1) *Lex Mal.*, c. 66. Les édiles sont tenus cependant d'en faire d'abord la déclaration auprès des *II viri*. Ib.

(2) MOMMSEN (*Dr. mun. de Salp.*, 442) émet l'hypothèse que le taux de 1000 sesterces, indiqué par la *lex Mal.*, c. 69, était le *minimum* de la compétence des *II viri* et le *maximum* de celle des édiles. — Dans certains municipes les édiles exerçaient toute la juridiction des édiles curules à Rome : *aedilis cui et curulis jurisdictio mandata est*. ORELLI HENZEN, *Inscr.*, no 3979. Cf. nos 3269, 6956. MOMMSEN, *L'org. comm. de Cirta*, dans le *Hermès*, I, 65-66.

(3) ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, II, 16 § 13, III, 16 § 13. *Corp. inscr. lat.*, I, Index, p. 641, v. *quaestores*, II, Index, 773, v. *quaestor.*, IV, Index, p. 249, v. *quaestor.* — La questure, bien qu'elle soit ordinaire, ne se rencontre cependant pas dans tous les municipes. KUHN, *Org. civ. et mun.*, I, 42.

(4) *Dig.*, L, 4, 1 § 2, 14 pr. § 1. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, II, 16 § 14, III, 16 § 14. — ZUMPT, *De quinq.*, 150-153. KUHN, *Org. civ. et mun.*, I, 7-11, 35-36, 40-68. et sur l'immunité de ces charges, 69-226.

(5) *Cic.*, *ad div.*, XIII, 11.

(6) SUET., *Aug.*, 46. *Corp. Inscr. lat.*, II, nos 1423, 1956. *Dig.*, XIX, 1, 13 § 6. — KUHN, *Org. civ. et mun.*, I, 63-65.

(7) *Cic.*, *ad div.*, VIII, 9 § 4, XIII, 11. *Sic. Flacc.*, p. 164. *Hygin.*, p. 116. *Gaj.*, III, 145.

(8) *Sic. Flacc.*, p. 162. *Dig.*, XXXIX, 4, 11 § 1, L, 8, 3 § 1. *Gaj.*, III, 145.

(9) *AGENN. URB.*, p. 85. *FRONTIN.*, p. 49. *Sic. Flacc.*, p. 135.

b) par les intérêts des capitaux, dont le placement était la charge du *curator kalendarii* ⁽¹⁾.

c) par les revenus de la location des aqueducs, cloaques, bains publics etc. ⁽²⁾.

d) par les amendes, prononcées par les magistrats.

IV. Organisation des *loci* ou dépendances du chef-lieu ⁽³⁾.

Les *fora* et les *conciliabula* ont leur sénat (*decuriones*) ⁽⁴⁾, et leurs magistrats, élus par les citoyens du *forum* ou du *conciliabulum* ⁽⁵⁾; ils forment des centres de marchés ⁽⁶⁾, de recrutement ⁽⁷⁾ et de juridiction ⁽⁸⁾. Les *vici* sont des communes rurales ⁽⁹⁾; les *castella*, des centres fortifiés de districts ruraux; le *pagus* est d'ordinaire une division plus étendue, comprenant toute la population d'une vallée ou d'une région. Les *vici*, *castella* et *pagi*, bien que dépendant plus étroitement du chef-lieu ⁽¹⁰⁾, ont aussi des chefs administratifs, *magistri*, *aediles*, *praefecti*, chargés de la police locale, un conseil communal et des réunions populaires ⁽¹¹⁾.

(1) *Dig.*, L, 4, 18 § 2; 8, 9 pr. § 7-9.

(2) *Dig.*, VII, 1, 27 § 3. — MARQUARDT, III, 2, 80, nos 378-379.

(3) MAZUCHI, *Commentarium in Regii Herulanensis Musei aeneas tabulas Aeraeas*, Naples, 1754-1755. 2 vol. in fol., et VOIGT, *Trois constitutions épigraphiques de Constantin le Grand*, auxquelles est ajoutée une *Recherche sur la constitution des pagi et vici de l'empire romain* (en all.), Leipzig, 1860. — Sur la différence entre la condition des citadins et des campagnards voyez KUNN, *Organ. civ. et mun.*, I, 29-34.

(4) *Lex Jul. mun.*, l. 85-86, 108 suiv., 126 suiv., 135 suiv.

(5) *Lex Jul. mun.*, l. 83-85, 129 suiv., 136-137.

(6) *Liv.*, VII, 15. PAUL. DIAC., p. 38.

(7) *Liv.*, XXV, 5, 22, XLIII, 14.

(8) *Lex Rubria*, II, l. 4, 15, 31, 54. *Lex Jul. mun.*, l. 119. *Lex Mamilia*, c. 3, 5 (*Grom.*, I, 263) Cf. *Liv.*, XXXIX, 14, 18, XL, 37. *Lex rep.*, c. 31 (*Corp. Inscr. lat.*, I, p. 60). — Il arrivait aussi qu'un *forum* ou *conciliabulum* était élevé au rang de *municipium*. FRONTIN, *de contr.*, p. 18. AGG. URB., p. 21. L. Cf. *Corp. Inscr. lat.*, II, n° 1041. MOMMSEN, *Org. comm. de Cirta*, *Hermes*, I, 62.

(9) Voyez les différentes définitions du *vicius* chez FEST., h. v.

(10) ISID., *Orig.*, XV, 2. *Dig.*, L, 1, 30.

(11) *Corp. Inscr. lat.*, I, nos 571, 573, 603, 1279, 1285-86, 1466-67, ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, n° 3984, 7038. RENIER, *Inscr. de l'Algérie*, nos 2313, 2364, 2379, 2399, 2403, 2458, 2446-65, 2469, 2511. MOMMSEN, *Magistrorum pagorum Campanorum tituli* dans le *Corp. Inscr. lat.*, I, 159. VOIGT, l. I, p. 166-201, et 219-232.

La division en *vici* et *pagi* était appliquée surtout à des peuplades peu civilisées ou montagnardes, qui, sans recevoir la cité romaine ou le droit latin, étaient soumises (*ad-tributae*) à un municipe ou à une colonie ⁽¹⁾.

Dans toutes ces dépendances, *fora*, *conciliabula*, *vici* etc., le recensement était fait par les magistrats suprêmes du chef-lieu ⁽²⁾; et la justice y était rendue soit par eux ⁽³⁾, soit par leurs délégués (*praelecti*) ⁽⁴⁾.

Dès la fin du 2^d siècle apr. J.-C. l'organisation municipale que nous venons d'exposer, subit une transformation complète dont il suffira d'indiquer ici les traits principaux.

Les *comitia* disparaissent. Les magistrats proposent, sous leur responsabilité, leurs successeurs, qui ne peuvent être pris que parmi les *decuriones*, et qui sont ensuite présentés par le *praeses provinciae* à l'élection du sénat municipal ⁽⁵⁾. Comme les *decuriones* sont personnellement responsables des impôts, dus par les habitants de la commune au trésor de l'Empire, le *decurionat* devient une charge qui se transmet héréditairement aux fils, âgés de 18 ans, et à laquelle les propriétaires tâchent de se soustraire de toute manière ⁽⁶⁾.

(1) Par ex. pour la colonie *Tergestum* cf. PLIN., III, 22 (15), ORELLI-HENZEN, *Decretum Tergestinum*, *Inscript.*, no 7168, pour l'*oppidum latinum Ne-mausus*, STRAB., IV, 1 § 12, p. 1^{re}6. Cas. PLIN., III, 5 (4). Voyez VOIGT, I, 1, p. 109, 133, 162, 204, 205. ZUMPT, *De leg. mun.* dans les *Stud. rom.*, 286-289. MOMMSEN, dans le *Hermes*, IV, p. 113. Voyez plus haut, p. 360, no 3.

(2) *Lex Jul. mun.*, l. 142-158.

(3) Cela résulte de ce que le chef-lieu seul a des *II, IV viri jure dicundo*. Voyez *Lex Jul. mun.*, l. 89 suiv., 98 suiv. Cf. SIC. FLACC., p. 135 L.

(4) SIC. FLACC., p. 159 L. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, nos 4025, 7062a. Cf. ZUMPT, *Fast. mun. Camp. fr.*, 54-56. MOMMSEN (*Org. comm. de Cirta*, *Hermes*, I, 62 suiv.), n'admet pas ce droit de délégation, bien que l'organisation de Cirta semble offrir une preuve nouvelle en faveur de l'opinion de ZUMPT.

(5) *Dig.*, XLIX, 1, 12; 4, 1 § 3-4, L, 1, 11 § 1, 13, 15 § 1, L, 2, 2 § 3, 7 § 2. *Cod.*, XI, 33, 1, 2; 35, 3 etc.

(6) *Dig.*, L, 2, 1, 2 § 8. *Cod. Theod.*, XII, 1, 50 — HUSCHKE, *Du recens. et du syst. de contr.*, p. 136. KUHN, *Org. civ. et mun.*, I, 245-256. C. MENN, *De l'origine de l'hérédité du decurionat dans les municipes romains* (en all.) Neuss, 1864.

La qualité d'*Augustalis* se transforme de même en une charge héréditaire ⁽¹⁾.

D'ailleurs, les municipes perdent toute leur indépendance communale. Les magistrats municipaux comme le sénat sont subordonnés en toute chose au contrôle des fonctionnaires impériaux qui gouvernent l'Italie et les provinces ⁽²⁾.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DE L'ORGANISATION DE L'ITALIE SOUS LA DOMINATION ROMAINE ⁽³⁾.

Les guerres Samnitiques et celle de Tarente amenèrent la soumission successive de l'Italie entière à la République romaine (272 av. J.-C.). Bien que l'Italie fût soumise à l'*imperium* des magistrats suprêmes qui avaient leur siège à Rome ⁽⁴⁾, elle ne reçut point d'organisation provinciale, et se distingua sous ce rapport des pays extra-italiques jusqu'à l'époque de Constantin.

Elle se divisait en un nombre considérable de territoires séparés, dont chacun formait une unité administrative (*colonia*, *municipium*, *civitas*), et se composait d'une ville servant de chef-lieu ou de centre (*oppidum*), et de villes moins importantes, villages, hameaux (*loci*), dépendant de l'*oppidum*.

Jusqu'au dernier siècle de la République, ces *civitates* par rapport à leur condition et leur organisation se divisent en deux catégories bien différentes :

I. Les communes, jouissant de la *civitas romana* : à savoir, les *coloniae* et les *municipia civium Romanorum*.

II. Les *civitates foederatae* ⁽⁵⁾. Elles conservent leur indé-

(1) ORELLI, *Inscr.*, n° 3678. Cf. nos 3937-38. *Corp. Inscr. lat.*, II, n° 4514.

(2) *Dig.*, XXII, 1, 33 etc. Cf. MARQUARDT, III, 1, 260, n° 1809.

(3) MARQUARDT, III, 1, 4-71. WALTER, §§ 99-100, 212, 215, 224, 230-232, 258-260, 299. HOFFENSACK, *Le droit public des peuples soumis à Rome* (en all.). Dusseldorf, 1829. PETER, *Les rapports entre Rome et les villes et peuples soumis de l'Italie jusqu'à la lex Julia de 90 av. J.-C.* (en all.) dans le *Zeitschr. f. Altertumsie.* 1844, nos 25 à 28. MOMMSEN, *Le syst. mon. des Rom.*, p. 223 suiv.

(4) ZUMPT, *De Gallia Rom. provincia* dans les *Studia Romana*, p. 5 suiv. Berlin, 1859.

(5) Cf. *Ep. consulum ad Teuranos de Bacch.* (*Corp. Inscr. lat.*, I, n° 196).

pendance administrative⁽¹⁾, leurs lois propres, le droit de battre monnaie, le droit d'exil⁽²⁾ etc. Mais elles doivent à Rome des secours en troupes, en argent, blé, vaisseaux etc., déterminés par le *fœdus* qui les unit à Rome (*fœdus non æquum*)⁽³⁾.

Une classe spéciale et privilégiée de ces *civitates fœderatae* se compose de celles qui jouissent du *jus Latii* : les *coloniae latinae* et les *oppida latina* (*socii nominis latini* par opposition aux alliés italiques). Voyez pp. 125-128.

En 90 av. J.-C., pendant la guerre sociale, une *lex Julia* conféra le droit de cité à toutes les *civitates latinae* et aux *socii* qui n'avaient pas fait défection⁽⁴⁾. En 89 une *lex Plautia Papiria* accorda la *civitas* à tous les habitants libres, domiciliés en Italie, à condition d'en faire la déclaration auprès du préteur endéans les 60 jours⁽⁵⁾. Enfin les Italiques, qui n'avaient pas usé de la *lex Plautia*, tels que les Samnites et les Lucains⁽⁶⁾, obtinrent la cité en 87 par un sénatus-consulte⁽⁷⁾.

La Gaule Cisalpine, dont la partie cispadane acquit le droit de cité en 89⁽⁸⁾, la partie transpadane en 49 av. J.-C. par César⁽⁹⁾, était gouvernée d'ordinaire par le consul qui exerçait l'*imperium* à Rome et en Italie⁽¹⁰⁾. De 59 à 43 av.

(1) LIV., XXVI, 24. Des exemples : LIV., VIII, 25, IX, 20 etc.

(2) Cf. GELL., IV, 4. Voyez p. 83, n° 4 et p. 126, n° 5.

(3) LIV., IX, 20. Cf. VIII, 25, XXVI, 39, XXXV, 16, XXXVI, 42 etc.

(4) GELL., IV, 4 § 3. CIC., *p. Balb.*, 8 § 21. APP., *B. c.*, I, 49. VELL. PAT., II, 16. — MOMMSEN, *H. r.*, II, p. 242-244, 3^e éd. ZUMPT, *De Gallia* dans les *Stud. rom.*, 31-37. LANGE, III, 109.

(5) CIC., *p. Arch.*, 4 § 7, *Scol. Rob.*, p. 353. APP., *B. c.*, I, 53. VELL. PAT., II, 17. — MOMMSEN, l. l., ZUMPT, l. l., 37. LANGE, III, 112-113.

(6) DION CASS., fr. 102. 10 B. APP., *B. c.*, I, 53.

(7) GRAN. LIC., p. 27 Bonn. LIV., *Epit.*, LXXX. MOMMSEN, l. l., p. 313. LANGE, III, 128-129.

(8) D'après SAVIGNY, *Verm. Schrift.*, III, p. 304 suiv., suivi par MARQUARDT, WALTER, § 260, n° 29, etc., la cité lui fut conférée par une *lex Pompeia*, d'après ZUMPT, *De Gallia*, 31 suiv., et LANGE, III, 116, par les *leges Julia et Plautia Papiria*.

(9) DION CASS., XLI, 36. Cf. TAC., *Ann.*, XI, 24. SAVIGNY, l. l., p. 308. Voyez p. 360, n° 3.

(10) C'est ce qui a été prouvé par ZUMPT, *De Gallia*, 5-70.

J.-C. elle eut des gouverneurs spéciaux ⁽¹⁾. Mais en 43 av. J.-C. elle cessa d'être considérée comme province, et devint partie intégrante de l'Italie ⁽²⁾.

L'Empire tendait à assimiler de plus en plus l'Italie aux provinces. Auguste déjà divisa l'Italie, à l'exception du territoire de la ville de Rome, en XI districts administratifs ou *regiones* ⁽³⁾ pour les opérations des recensements généraux ⁽⁴⁾ et pour la perception des impôts⁽⁵⁾. La juridiction criminelle des municipes italiques, situés en dehors du ressort judiciaire de Rome ⁽⁶⁾, et sauf la compétence, réservée au *praefectus praetorio* (p. 298), et les parties de la juridiction civile, qui ne compétaient pas aux magistrats municipaux (p. 375), furent confiées par Adrien (117-138 apr. J.-C.) à 4 *consulares* ⁽⁷⁾, depuis Marc-Aurèle (entre 161 et 169) à des *juridici*, au nombre de 4 ou 5 ⁽⁸⁾. Dans la suite, depuis Aurélien (270-275) ⁽⁹⁾, les régions de l'Italie sont administrées par des *correctores* ⁽¹⁰⁾, qui exercent des attributions

(1) Les sources n'indiquent pas l'année où ce changement fut introduit. D'après ZUMPT, l. I., 70-71, ce fut en 59 par la *lex Valinia*.

(2) APP., B. c., V, 3. Cf. DION CASS., XLVIII, 12. STRAB., V, 1 § 1, p. 210. CAS. SAVIGNY, l. I., p. 317. ZUMPT, l. I., 92.

(3) PLIN., III, 6 (5). MARQUARDT, III, 1, 64.

(4) HUSCHKE, *Du recens. et du syst. des contrib. sous l'Emp. r.*, p. 63. Cf. PLIN., VII, 50 (49). ORELLI, *Inscr.*, n° 2273.

(5) MARQUARDT, III, 1, 57, n° 270.

(6) De là la distinction entre la *diocesis urtica* et les *regiones juridicorum*, *Fragm. vat.*, § 205, 232.

(7) SPART., *Hadr.*, 21. CAPIT., *Ant. Pius*, 2-4. *Marc. Aur.*, 11, APP., B. c., I, 38.

(8) CAPITOL., *Marc. Aurel.*, 11. Cf. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, nos 1178, 2377, 3044, 3143, 3174, 3177, 6482, 6485-87, 6492, 6745, 7420 etc. Sur les *consulares* et *juridici* voyez DIRKSEN, *Les scriptores historiae Augustae* (en ail.). Leipzig, 1842, p. 78-105. MOMMSEN, dans les *Bull. de l'Ac. de Saxe*. 1852, p. 269 et *Inst. grom.*, II, 192. BORGHESI, *Inscript. de Concordia* (en ital.) dans les *Ann. d. inst. arch.*, 1853, p. 196 suiv. ZUMPT, *Titulus Concord. Arrii Antonini* dans les *Comm. epigr.*, II, p. 40-55. Berlin, 1854. KUHN, *Org. civ. et mun.*, II, 217-218.

(9) VOP., *Aurelian.*, 39. EUTROP., IX, 13. AUREL. VICT., *de Caes.*, 35. Cf. TREB. POLL., 30 *Tyr.*, 23.

(10) ORELLI-HENZEN, *Index*, p. 113, surtout n° 6481. MOMMSEN, *Inst. grom.*, II, p. 188-214. BOECKING, *Not. dign.*, II, p. 1180 suiv. KUHN, l. I., 218 suiv.

analogues à celles des gouverneurs en province ⁽¹⁾. Depuis l'époque qui suit Constantin, il n'y a plus de différence réelle entre l'Italie et les autres parties de l'Empire.

CHAPITRE TROISIÈME. — DES PROVINCES ⁽²⁾.

§ 1. *La lex provinciae* ⁽³⁾.

Provincia, dans le sens géographique de ce mot (p. 205, n° 3), désigne un territoire extra-italique, soumis par la guerre au peuple romain ⁽⁴⁾, doté d'une organisation provinciale, gouverné par un magistrat romain, et tributaire (*praedium populi Romani*) ⁽⁵⁾.

Après la conquête d'un pays, le sénat déterminait par un sénatus-consulte l'organisation de ce pays, et il y envoyait une commission de sénateurs (ordinairement dix *legati*). Celle-ci, de concert avec le général d'armée qui avait fait la conquête ⁽⁶⁾, mettait à exécution l'organisation décrétée

(1) *Dig.*, I, 18, 10. *AMM. MARC.*, XV, 7, 5. Cf. *DION. CASS.*, LII, 32 et *WALTER*, § 299, n° 7.

(2) *MARQUARDT*, III, 1, 72-310, 383-388 et *Appendix à la statistique des prov. rom.*, (en all.). Leipzig, 1854, *BERGFELD*, *De jure et conditione provinciarum Rom. ante Caesaris principatum*. Neustrelitz, 1841, et *l'Organisation des provinces romaines* (en all.), lb., 1846. *Fontein*, *De provinciis Romanorum*. Utrecht, 1843. *POINSIGNON*, *Sur le nombre et l'origine des provinces romaines, créées depuis Auguste jusqu'à Dioclétien*. Paris, 1846. *REIN*, *Provincia* dans *PAULY's Realenc.*, VI, 135 suiv. *VOIGT*, *De jus naturale* etc., II, 373-492, 517-525. *A. W. ZUMPT*, *Comment. epigr.* T. II. Berlin, 1854 et *De Gallia*, dans ses *Stud. rom.*, p. 3 196. *KUHN*, *Organis. civ. et mun. de l'Emp. rom.*, II, 144-508. Sur la *Gallia Belgica* voyez *ROULEZ*, *Mémoires sur les magistrats romains de la Belgique* dans les *Mém. de l'ac. roy. de Brux.* T. XVII, 1844.

(3) *MARQUARDT*, III, 1, 242-275. *WALTER*, §§ 95-97, 233, 244-246.

(4) Dans la suite cependant ce nom fut donné aussi à des pays que l'État romain avait acquis par donation, par simple occupation et même à des royaumes tributaires. *STRAB.*, XVII, 3 § 25, p. 840 Cas.

(5) *Cic.*, *Verr.*, II, 2, 3 § 7.

(6) C'est lui qui reçoit la *deditio* du peuple vaincu (*Cic.*, *de off.*, I, 11 § 35). Sur les formules de *deditio* voyez *LIV.*, I, 38, VII, 31, IX, 9.

(in provinciae formam redigere)⁽¹⁾. Cette organisation constitue la *lex provinciae* ⁽²⁾.

Cette loi divise la province en un nombre déterminé de cercles administratifs (*civitates*) ⁽³⁾, dont chacun a une ville comme centre et certaines dépendances; elle fixe ensuite la condition propre de chaque *civitas*, et les obligations qui lui sont imposées. Sous ce rapport les *civitates* de la province se divisent en trois catégories :

I. Les communes jouissant du *jus civitatis romanae*, à savoir les *coloniae civium*, fondées en province (p. 352-353), et les *municipia civium* ou villes provinciales dotées du *jus civitatis* (p. 360).

Leur condition était inférieure à celle des communes de droit romain en Italie; en effet le sol de leur territoire est *ager provincialis* (p. 341) et, partant, soustrait au *dominium ex jure quiritium* (p. 79). De plus, sous l'Empire, les colons et les *municipes* en province sont soumis au double *tributum soli et capitis* (p. 344), dont les Italiques sont affranchis.

Aussi l'Empire créa-t-il une fiction juridique, en vertu de laquelle une colonie ou un municipe de citoyens en province, par un privilège spécial de l'empereur, est mis sur un pied d'égalité avec les communes de l'Italie. Ce droit, appelé *jus italicum* ⁽⁴⁾, assimilant un territoire extra-italique

(1) Suet., Cés., 25. Tac., Ann., II, 56. Cf. 42.

(2) Elle porte d'ordinaire le nom du général qui a présidé à l'organisation. Telles furent la *lex Rupilia* pour la Sicile (Cic., Verr., II, 2, 16 § 39), la *lex Aemilia* pour la Macédoine (Liv., XLV, 30, 32. Just., XXXIII, 2), la *lex Pompeia* pour la Bithynie (Plin. et Traj. Epist., 79-80, 112, 114-115, éd. Keil) etc. Une opinion différente sur la nature de la *lex provinciae* est émise par Mommsen, *Dr. mun. de Salp.*, 393, n° 12.

(3) Les Romains avaient en général l'habitude de modifier profondément les divisions politiques qui existaient avant la soumission (Marquardt, III, 1, 244, n° 1730). Les pays où il n'y avait pas de centres peuplés, étaient divisés en cercles territoriaux, *pagi* (comme la Pannonie, Marquardt, ib., 104, n° 647) ou *regiones* (comme la Mésie, ib., p. 106, n° 668). Sur cette division des provinces en *civitates* voyez Plin., III. — Marquardt, III, 1, 72-241. Kuhn, *Organ. civ. et mun.*, II, 58-80, 230-453.

(4) Plin. (III, 3 § 25, 21 § 139) a mentionné le premier le *jus italicum*. Voyez aussi Dig., L, 15, 1, 6-8.

au territoire italique, transforme l'*ager provincialis* de la colonie ou du municipe en *solum italicum*, susceptible du *dominium quiritarium*, et il accorde aux habitants l'immunité des tributs provinciaux ⁽¹⁾. L'origine de ce droit est attribuée à Auguste ⁽²⁾.

Il arrivait aussi qu'une commune de droit romain en province, sans être dotée du *jus italicum*, obtenait le privilège de l'*immunitas* ⁽³⁾.

II. Les *civitates* de droit latin : à savoir les *coloniae latinae* et les *oppida latina* (p. 128).

III. Les *civitates peregrinae*. Celles ci se subdivisent en *fæderatae*, en *liberae* et en *stipendiariae* ou *editiciae* ⁽⁴⁾.

1° Les *civitates fæderatae* se sont alliées à Rome par un *fædus* ⁽⁵⁾. Elles jouissent de la *libertas* (indépendance administrative) et de leur législation et juridiction nationales

(1) MARQUARDT, III, 1, 261-265. WALTER, § 319-320. SAVIGNY, *Du jus italicum* dans ses *Verm. Schrift.*, I, 29-80. ZUMPT, *De colon. mil.* dans les *Comm. epigr.*, I, 477-491, et *De prop. civ. Rom.* dans les *Studia romana*, 337-338. RUDORFF, *Instit. rom.*, II, p. 310, 318, 373-378. — SAVIGNY a eu le mérite de réfuter complètement l'opinion de SIGONIUS, qui avait cours jusque là, à savoir que le *jus italicum* aurait été une condition politique intermédiaire entre celle des *latini* et des *peregrini*. Depuis lors différentes hypothèses nouvelles ont été émises sur la nature du *jus italicum* : les uns (ZUMPT) lui attribuaient un caractère exclusivement politique, d'autres, un caractère politique et surtout juridique (SAVIGNY). Mais comme, depuis la découverte des *leges Salpensanae* et *Mulacitanae*, il n'y a plus aucun doute possible sur l'identité de l'organisation politique des municipes italiques et des municipes extra-italiques, il en résulte que le droit italique a consisté exclusivement dans la transformation du sol provincial en sol italique, avec les conséquences qui en découlaient : *mancipatio*, *in jure cessio*, *usucapio*, immunité etc. (cf. GAI., II, 27, 31, 63. FRONTIN., *de controuv.*, p. 36. DION CASS., XLVIII, 12. *Cod.*, VII, 40). RUDORFF, *H. d. dr. d.*, I, § 12.

(2) C'est l'opinion de ZUMPT. Il est d'avis qu'Auguste, en transportant en province les habitants des territoires italiques qu'il avait assignés à ses vétérans (p. 353, n° 2), fut le créateur du *jus italicum* pour ne pas diminuer les droits des Italiques expulsés. WALTER en rapporte l'origine à César.

(3) *Corp. Inscr. lat.*, II, n° 1663. PLIN., III, 3 (1), 4 (3). *Dig.*, L, 15, § 7 etc.

(4) SERV., *ad Aen.*, III, 20. *Scol. Bob.*, p. 375, Or. — KUHN, *Org. civ. et mun. de l'Emp. rom.*, II, 14-41.

(5) PROCO., *B. Vand.*, I, 11. Le nombre de ces cités était très-restreint. Cf. CIC., *Verr.*, II, 3, 6 § 13. PLIN., III, 3 (1), 4 (3) etc.

(αὐτονομία) ⁽¹⁾. Elles ne dépendent point du gouverneur ⁽²⁾, et n'ont pas de garnison romaine ⁽³⁾. Elles restent propriétaires du sol de leur territoire; elles sont *immunes*, en ce sens qu'elles ne sont pas soumises à des *stipendia* annuels, ni à des impôts indirects (*portoria*) perçus par le trésor romain, quoiqu'elles doivent aux Romains des secours en troupes et en argent, déterminés par le *foedus* (*foedus non aequum*) ⁽⁴⁾.

2° Les *civitates liberae* jouissent aussi de la *libertas* et de l'autonomie ⁽⁵⁾, non par un *foedus*, mais en vertu d'une *lex* ou d'un sénatus-consulte ⁽⁶⁾. Cependant elles sont soumises aux *stipendia* et aux *portoria* ⁽⁷⁾, sauf celles qui ont reçu l'*immunitas* (*civitates liberae et immunes*) ⁽⁸⁾.

3° Les *civitates stipendiariae*, *dediticiae*, *nationes exterae* ⁽⁹⁾. Ce sont elles qui constituent vraiment la province, dépendant de l'*imperium* du gouverneur romain ⁽¹⁰⁾. Leur sol devient *ager publicus*; elles sont obligées à des *stipendia* déterminés et soumises aux impôts indirects ⁽¹¹⁾. Elles con-

(1) Dig., XLIX, 15, 7 § 1. PLIN. et TRAJ. Epist., 93, éd. Keil. Liv., XXXV, 46, etc.

(2) Cf. Cic., p. dom., 9 § 23. de prov. cons., 3 § 6, 4 § 7. in Pis., 15 § 37 etc. — KUHN, Org. civ. et mun., II, 23, n° 148.

(3) Liv., XXXV, 46. Cf. XLIV, 7, XLV, 26.

(4) Voyez pp. 341, n°s 1-3, et 345, n° 8.

(5) Les *civitates liberae* étaient plus nombreuses que les *foederatae*. La source principale sur leur condition est la *lex de Thermessibus* (Corp. Inscr. lat., v. I, pp. 114-115). — DIRKSEN, Remarques sur le plebisc. de Therm. dans ses Essais de critique et d'explication des sources du dr. rom. (en all.). Leipzig, 1823.

(6) Lex de Therm. POLYB., XXII, 6. STRAB., XVII, 3 § 24, p. 839. Corp. inscr. graec., n° 2222. La *libertas* était accordée « pour aussi longtemps que cela plaisait au peuple et au sénat romain » Afr., Hisp., 44. Aussi cette liberté n'est-elle qu'une *precaria libertas* (Liv., XXXIX, 37), une liberté de fait, par opposition aux *civitates foederatae* qui sont libres de droit.

(7) Voyez pp. 343, n° 3, et 345, n°s 6-7.

(8) Liv., XXXIII, 32. XLV, 26. Cic., Verr., II, 3, 6 § 13. Voyez pp. 341, n°s 1-3, et 345, n° 8.

(9) Cés., B. g., I, 27, II, 32. Scol. Bob., p. 375. Cic., Divin., 5, Verr., II, 1, 27 etc. Cette catégorie de *civitates* est « in arbitratu dicione potestate populi Romani, » tandis que les *civitates foederatae* et *liberae* sont « in amicitia. » Lex repet. 2 (Corp. Inscr. l., v. I, p. 53). Cf. leg. agr., c. 77-79. Ib. p. 84.

(10) Cf. SUET., Cés., 25. Vespas., 18.

(11) Voyez pp. 342-343, et 345, n°s 6-7.

servent l'exercice libre de leur culte national ⁽¹⁾, et même une certaine administration communale ⁽²⁾; tout en dépendant en toute chose des magistrats romains.

§ 2. *Du gouvernement provincial* ⁽³⁾.

Les quatre premières provinces furent gouvernées par des préteurs (p. 239). Après l'augmentation du nombre des provinces, le sénat décidait annuellement de la division des provinces en *consulares* et en *praetoriae* (p. 205). Les consuls se répartissaient ensuite par le sort les provinces consulaires (p. 225), les préteurs, les provinces prétoriennes (p. 239). Consulaires étaient de préférence celles qui, n'étant pas encore complètement pacifiées, exigeaient la présence d'une force militaire importante ⁽⁴⁾.

La *lex Sempronia* (123 av. J.-C.) ordonna au sénat de désigner les provinces consulaires et prétoriennes pour l'année suivante, avant l'élection des consuls de cette année (p. 225).

Depuis Sulla, les préteurs ne se rendent en province qu'après leur année de charge, avec le titre de *propraetor* (p. 240). Bientôt après, la même mesure est appliquée aux consuls (p. 226). Un sénatus-consulte de 53 av. J.-C., confirmé par une *lex Pompeia* de 52, fixe un intervalle de 5 ans entre l'exercice du consulat ou de la préture et l'envoi des proconsuls et des propréteurs en province ⁽⁵⁾.

Le pouvoir des gouverneurs est annuel, sauf *prorogatio imperii* (p. 205). Une *lex Cornelia* de 81 av. J.-C. ordonne aux gouverneurs de rester dans leur province, jusqu'à ce que le sénat leur ait désigné un successeur, et dans ce cas, de partir endéans les 30 jours ⁽⁶⁾. Une *lex Julia* (de César)

(1) CIC., *Verr.*, II, 2, 51-52; 4, 49. (GAI., II, 7.

(2) CIC., *Verr.*, II, 2, 5 § 14, 13 § 32, 53 § 131-132 etc.

(3) MARQUARDT, III, 1, 275-292. WALTER, §§ 234-237, 243, 247-248.

(4) Il en résulte que la même province est selon les circonstances consulaire ou prétorienne. Cf. LIV., XLI, 8 et le discours de CIC., *de provinciis consularibus*.

(5) DION CASS., XL, 46, 56. — LANGE, III, 367-368.

(6) CIC., *ad div.*, I, 9 § 25, III, 6 § 3. LANGE, III, 161-162. Depuis lors le pouvoir du gouverneur dure en règle générale plusieurs années. Voyez MARQUARDT, III, 1, 279, n° 1917.

décète : «*Ne praetoriae provinciae plus quam annum, neve plus quam biennium consulares obtinerentur*» (1). Enfin une *lex Antonia* fixe un maximum de 6 ans (2).

Avant le départ du gouverneur, le sénat détermine les limites de sa *provincia*, de même que la somme d'argent, le nombre de troupes et de navires dont il disposera etc. (*ornatio provinciae*) (3). Aussitôt après la collation de l'*imperium* (p. 205, n° 7), le gouverneur «*secundum vota in Capitolio nuncupata*» quitte la ville en tenue de guerre (*paludatus*) (4).

Les proconsuls et les propréteurs ne sont pas des *magistratus*, mais des *privati cum imperio*; aussi leur pouvoir est-il limité à leur seule *provincia* (5).

Le proconsul est supérieur en rang au propréteur (6); il a douze licteurs *cum fascibus et securibus*, tandis que le propréteur n'en a que six (7); il a, de plus, sous ses ordres des forces militaires plus importantes (8). Pour le reste leurs pouvoirs sont égaux.

Le gouverneur exerce le commandement des troupes, stationnées dans la province; il a le droit de recruter les citoyens et les provinciaux, et de prélever les contributions nécessaires pour la guerre (9).

Il est chargé de la juridiction criminelle et civile; comme

(1) Cic., *Phil.*, I, 8 § 19, V, 3 § 7. DION CASS., XLIII, 25. LANGE, III, 447.

(2) Cic., *Phil.*, V, 3 § 7. Cf. II, 42 § 109. ZUMPT, *De Macedoniae Rom. prov. praesidibus* dans les *Comm. epigr.*, II, 244-246.

(3) Cic., *in Pis.*, 2 § 5, 16 § 37, 21 § 49. Cf. LAMPRID., *Al. Sev.*, 41. Voyez p. 330, ne S. REIN, *Legati* dans PAULY'S *Realencycl.*, IV, 853.

(4) Cette solennité était observée par tous les magistrats ou citoyens *cum imperio* qui partaient de Rome pour se mettre à la tête de leur armée. Cf. LIV., XXI, 63, XXXI, 14, XLII, 49. VARR., *de l. l.*, VII, 3. p. 324 Sp.

(5) Voyez p. 205, ne 7. Cf. Dig., II, 1, 13 § 1. — LANGE, I, 627-632, 664-665. SOLDAN, *Quaestionum de aliquot partibus proconsulum et praetorum, qui liberae reipublicae tempore erant, capita sex*. Hanovre, 1831.

(6) Cic., *p. Planc.*, 6 § 15. PLUTARQ., *Cat. min.*, 55, 57. Cependant le nom générique de *praetor* est employé de tout gouverneur de province, qu'il soit préteur ou consul, proconsul ou propréteur. Voyez MARQUARDT, III, 1, 277, ne 1909.

(7) PLUTARQ., *Aemil.*, 4. Voyez pp. 224, ne 7 et 236, ne 6.

(8) Cic., *de prov. cons.*, 7 § 15.

(9) Cic., *ad Att.*, V, 18 § 2, VI, 5, *ad div.*, XV, 1 § 5, *p. Placc.*, 12 § 27 etc.

juge criminel, il a le *jus vitae et necis sine provocatione* sur les provinciaux (1). Les citoyens ont le droit d'appel depuis les *leges Porciae* (2).

Dans la juridiction civile, il se conforme 1° aux dispositions juridiques, prescrites par la *lex provinciae* (3), 2° aux lois romaines et sénatus-consultes, relatifs au droit civil dans les provinces (4), 3° à l'édit qu'il publie lui-même (5), et 4° au droit national des provinciaux, pour autant qu'il n'est pas en opposition avec les sources précédentes (6). Sous l'Empire il faut y ajouter les constitutions impériales (7).

Sous le rapport de la juridiction, les provinces sont divisées en ressorts judiciaires (*conventus*, διοικηται) (8). A des époques fixées d'avance, le gouverneur fait une tournée judiciaire dans les chefs-lieux de ces ressorts (9). Il juge lui-même, assisté d'un conseil de citoyens romains, ou donne aux parties un juge (citoyen ou pérégrin) (10).

De plus, il a la haute administration de la province, et exerce, de ce chef, un contrôle général sur les administrations locales (11).

Outre le gouverneur il y a dans chaque province :

1° Un *questeur* (12). Il est trésorier, receveur et payeur (13).

(1) LIV., XXXI, 29. CIC., *Verr.*, II, 1, 28-30, 2, 28-30 etc. PLUTARQ., *Pomp.*, 10. STRAB., IV, 1 § 95, p. 181. CAS.

(2) Voyez p. 171, nos 4 et 6. ZUMPT, *Dr. crim.*, I, 2, 361-366.

(3) CIC., *Verr.*, II, 2, 13 § 32, 15 § 37. DION CASS., XXXVII, 20.

(4) GAJ., I, 185, III, 122. CIC., *ad Att.*, V, 21 § 11-12.

(5) GAJ., I, 6. CIC., *ad div.*, III, 8 § 4. *ad Att.*, VI, 1 § 15 etc.

(6) GAJ., I, 92, 189. ULP., XX, 14. PLIN. et TRAJ. *Epist.*, 108-109 ed. Keil.

(7) PLIN. et TRAJ. *Epist.*, 65-66.

(8) CIC., *ad div.*, XIII, 53 et 67. *Verr.*, II, 5, 11 § 28. HIRTIIUS, *B. g.*, VIII, 46. PLIN., III, 3 (1), 4 (3) etc.

(9) *Conventus agere* : LIV., XXXI, 29. CIC., *Verr.*, II, 5, 11 § 28. CÉS., *B. g.*, I, 54 etc. — WALTER, § 699. RUDORFF, II §§ 2, 99.

(10) CIC., *Verr.*, II, 1, 29; 2, 13 § 32, 29 § 70, 37 § 90; 5, 21 etc.

(11) CIC., *ad Quint.*, I, 1 § 25. *ad Att.*, VI, 2, 5. *Verr.*, II, 2, 53 etc.

(12) Voyez p. 259-260. LANGE, I, 745-746. H. DE LONGPÉRIER, *Recherches sur les insignes de la questure* dans la *Revue archéol.*, nouv. sér., T. XVIII, 58-72, 100-123 (Paris, 1868). — En Sicile il y avait deux questeurs, dont l'un avait sa station à Lilybée, l'autre à Syracuse. PSEUD. ASCON., p. 207. Or. Sur les *proquaestores* voyez MARQUARDT, III, 1, 283.

(13) CIC., *Verr.*, II, 1, 13 § 34, 14 § 36; 3, 76 § 177. *Divin.*, 10.

Il exerce en outre la juridiction qui à Rome compète aux édiles curules (1), et il peut, par une délégation du gouverneur, être chargé d'autres procès civils ou fonctions administratives (2). Il est lié au gouverneur par des rapports de piété filiale (3). A la fin de l'année, il doit rendre compte de sa gestion financière (4); d'après la *lex Julia*, l'original de son état des recettes et des dépenses est déposé dans l'*aerarium* à Rome, deux copies sont conservées dans deux villes de la province (5). Exceptionnellement un questeur est chargé du gouvernement d'une province, avec toutes les attributions du propréteur : *quaestor pro praetore* (6).

2° Un ou plusieurs *legati*, nommés par le sénat sur la présentation du gouverneur (7). Les *legati* exercent les commandements militaires et d'autres fonctions qui leur sont déléguées par le gouverneur, par ex. la juridiction civile (8).

3° La *cohors praetoria* (9), qui comprenait les *contubernales* ou *comites praetoris* (10), ensuite une garde d'élite, composée surtout de *veterani* (11), enfin tout le personnel des agents subalternes : *lictors*, *scribae*, *interpretes*, *haruspices*, *medici* etc. (12).

(1) GAI., I, 6. Cf. SUET., Cés., 7.

(2) CIC., *ad Att.*, VI, 6 § 3. *divin.*, 17 § 56. *Verr.*, II, 2, 18 § 44.

(3) « *Sic enim a majoribus nostris accepimus, praetorem quaestori suo parentis loco esse oportere* » CIC., *divin.*, 19 § 61. Cf. § 62. *Verr.*, II, 1, 15 § 40.

(4) « *Rationes referre* » CIC., *Verr.*, II, 1, 13 § 36.

(5) CIC., *ad div.*, II, 17 § 2, V, 20 § 2. *ad Att.*, VI, 7. *in Pis.*, 25 § 61.

(6) *Corp. Inscr. lat.*, I, n° 598. SALL., *Catil.*, 19. VELL. PAT., II, 45. ORELLI, *Inscript.*, n° 3375. — MARQUARDT, III, 1, 284, n° 1951.

(7) CIC., *in Vat.*, 15. *Phil.*, II, 13 § 31. *Scol. Bob.*, p. 323.

(8) LIV., XXIX, 19. CÉS., *B. g.*, I, 10, 21, 54 etc. *B. c.*, II, 17, III, 51 etc. *Dig.*, I, 21, 1 § 1. Le *legatus* peut même remplacer le gouverneur dans l'administration de la province : *legatus pro praetore*. CÉS., *B. g.*, I, 21, V, 8 etc. MARQUARDT, III, 1, 282, n° 1933.

(9) Cette dénomination date de *Scipio Africanus minor*. PAUL. DIAC., p. 223. — MARQUARDT, III, 2, 307.

(10) CIC., *p. Cael.*, 30 § 73. *p. Planc.*, 11 § 27. *Dig.*, I, 18, 16 etc. Cf. MOMMSEN, *Les Comites Augusti de la première époque de l'Empire* (en all.) dans le *Hermes*, IV, 120 (1869).

(11) PAUL. DIAC., I. I. CÉS., *B. c.*, I, 75. CIC., *ad div.*, XV, 4 § 7.

(12) CIC., *Verr.*, II, 2, 10 § 27, *ad Quint.*, I, 1 § 4. *p. Balb.*, 11 § 28.

Les provinciaux étaient exposés non-seulement aux concussions du gouverneur, mais encore et surtout à l'avidité des *publicani* (p. 348) et à l'usure des *negotiatores* (banquiers) romains⁽¹⁾. Bien qu'aux derniers siècles de la République le peuple mit certaines bornes aux exactions des gouverneurs par de nombreuses *leges repetundarum* ⁽²⁾, plutôt dans son intérêt, il est vrai, que dans l'intérêt des provinciaux ; cependant ceux-ci, s'ils voulaient obtenir justice à Rome, devaient s'assurer de la protection d'un citoyen influent à Rome (*patronus*) ⁽³⁾, et encore leurs plaintes restèrent-elles ordinairement sans effet.

§ 3. Des provinces sous l'Empire ⁽⁴⁾.

Auguste divisa les provinces en 2 catégories nouvelles. Il se réserva l'administration exclusive des provinces les plus importantes, de celles qui exigeaient l'occupation d'une armée, *provinciae Caesaris, principis*. Les autres, il les laissa au pouvoir du sénat, *provinciae senatus, populi* ⁽⁵⁾.

Des 22 provinces, qui appartenaient à l'Empire romain à l'époque de cette nouvelle division (27 av. J.-C.), 10 restèrent sénatoriales : à savoir *Africa, Asia, Bithynia, Achaia, Illyricum, Macedonia, Creta et Cyrene, Sicilia, Sardinia, Hispania Baetica*. Les douze autres devinrent impériales : *Aegyptus, Cyprus, Cilicia, Syria*, les deux provinces germa-

(1) Cic., p. Font., 1. — HAENTJES, *De l'arbitraire et des concussions dans l'administration des provinces romaines* (en all.). Cologne, 1863.

(2) Cic., *Divin.*, 5. — Sur les *leges et judicia repetundarum* voyez WALTER, § 814. RUDORFF, I, § 31, II, § 120. REIN, *Dr. crim.*, pp. 604-672. C. G. ZUMPT, *De legibus judicisque repetundarum in republica Romana commentationes*. Berlin, 1845, 1847. TH. MOMMSEN, dans le *Corp. Inscr. lat.*, v. I, pp. 54 et 555. — A. W. ZUMPT, *Dr. crim.*, II, 1, 1-54, 357-375, 2, 294-352. — Voyez plus haut, p. 310, n° 5.

(3) *Lex rep.*, 9-12. Ordinairement le patronat est donné au citoyen qui a fait la conquête de la province, et à ses descendants. Cic., *De off.*, I, 11 § 35. — REIN, *Patronus* dans PAULY's *Realenc.*, V, 1247. MOMMSEN, *Rech. rom.*, I, 361, n° 10.

(4) MARQUARDT, III, 1, 293-309. WALTER, § 308-320.

(5) Sources : DION CASS., LIII, 12-15. STRAB., XVII, 3 § 25, p. 840. CAS. SUET., *Aug.*, 47. Cf. GAJ., I, 6.

niques, les quatre provinces gauloises, *Hispania Tarracoenensis* et *Lusitania* ⁽¹⁾. Dans la suite, diverses circonstances amenèrent fréquemment le passage de certaines provinces d'une catégorie à l'autre ⁽²⁾.

I. Les provinces impériales sont administrées par des *legati Caesaris pro praetore* (πρεσβευτὴς καὶ ἀντιπροστάτης) ⁽³⁾.

Les *legati Caesaris* sont nommés par l'empereur pour un temps indéterminé ⁽⁴⁾, et choisis, selon l'importance des provinces, parmi les *consulares* (*legati consulares*, πρεσβευτὴς ἀπαλιός) ⁽⁵⁾ ou les *praetorii* (*legati praetorii*, πρεσβευτὴς στρατηγικός) ⁽⁶⁾; de là la subdivision des provinces impériales en *consulares* et *praetoriae* ⁽⁷⁾. Les *legati Caesaris* sont chargés du commandement militaire et de la juridiction ⁽⁸⁾, et ils sont assistés d'un ou de plusieurs *legati legionis* ⁽⁹⁾.

L'administration financière des provinces impériales est confiée par l'empereur à des *procuratores Caesaris* ⁽¹⁰⁾, qu'il choisit parmi les *equites* ou parmi ses *liberti* ⁽¹¹⁾, et qui obtiennent depuis Claude la juridiction dans les affaires fiscales, sauf appel à l'empereur ⁽¹²⁾.

Dans certaines provinces impériales, comme par ex. la Judée ⁽¹³⁾, toute l'administration est concentrée entre les

(1) DION CASS., LIII, 12.

(2) DION CASS., LIII, 12. Cf. LX, 24. TAC., *Ann.*, I, 76. SUET., *Claud.*, 25. CAPIT., *Marc. Aur.*, 22 etc.

(3) MARQUARDT, III, 1, 297, n° 2023. Le titre de *propraetores* ou *praetores*, dont les auteurs se servent parfois, n'est pas officiel. MARQUARDT, ib., 298, n° 2030.

(4) DION CASS., LIII, 13. APP., *de rep. hisp.*, 102.

(5) STRAB., XVII, 3 § 25. TAC., *Hist.*, I, 56. SUET., *Tib.*, 41 etc. Cf. ORELLI, *Inscr.*, n° 1172, 3666-67 etc.

(6) STRAB., I, 1, SPART., *Hadr.*, 3. TAC., *Agric.*, 7 etc.

(7) CAPIT., *Marc. Aur.*, 22. Cf. LAMPR., *Al. Sév.*, 23.

(8) DION CASS., LIII, 13. *Dig.*, I, 18, 10. Ils ont 6 lieutenants *cum fascibus*. DION CASS., I, 1. Cf. TAC., *Ann.*, II, 77.

(9) STRAB., III, 4 § 19-20, p. 166 Cas. Cf. DION CASS., LII, 22. — MARQUARDT, III, 1, 299, n° 2036. ZUMPT, *De Gallia* dans les *Stud. rom.*, 110-113.

(10) DION CASS., LIII, 15. STRAB., XVII, 1 § 12, p. 797 Cas. CAPIT., *Ant. Pius*, 6. *Dig.*, I, 19, IV, 6, 35 § 2.

(11) DION CASS., LIII, 15. TAC., *Agr.*, 4. *Ann.*, XII, 53-54, 60.

(12) TAC., *Ann.*, XII, 60. SUET., *Claud.*, 12. *Dig.*, XLIX, 14, 47-48 etc.

(13) JOSEPH., *Antiq.*, XVIII, 1, 1; *B. j.*, II, 8, 1. Il est cependant à re

maines d'un *procurator* ⁽¹⁾ : *procurator et praeses*, ou *vice praesidis* ⁽²⁾.

L'Egypte était gouvernée par un *equus* ou un *libertus* de l'empereur. Ce gouverneur, investi des pouvoirs d'un vice-roi, portait le titre de *praefectus* ⁽³⁾, et avait sous lui un *juridicus Alexandriae* et un fonctionnaire financier, *ἐπίτοκός λογός* ⁽⁴⁾.

II. Des provinces sénatoriales, deux, *Asia* et *Africa*, sont annuellement réparties par le sort entre les deux plus anciens *consulares*, les autres, entre les plus anciens *praetorii*, qui n'ont pas encore eu de gouvernement ⁽⁵⁾. Extraordinairement une province était donnée par le sénat *extra sortem* ⁽⁶⁾. Tous ces gouverneurs restent en fonctions pendant une année ⁽⁷⁾; ils portent le titre de *proconsules* (*ἀντιπατοῖ*) ⁽⁸⁾ (d'où les provinces sénatoriales s'appellent *proconsulares*) ⁽⁹⁾. Ils n'ont pas de commandement militaire; leur attribution

marquer que la Judée était considérée comme une partie détachée de la province impériale *Syria*, au *legatus* de laquelle le *procurator* de la Judée était subordonné. JOSEPH., *Antiq.*, XVIII, 4, 2, B. j., II, 14, 3. — Il en était de même, semble-t-il, pour les autres *provinciae procuratoriae*. ZUMPT, *De Gall.* dans les *Stud. rom.*, 105 suiv.

(1) TAC., *Hist.*, I, 11. DION CASS., LX, 9. STRAB., XVII, 3 § 25.

(2) *Coll. leg. Mos.*, XIV, 3 § 3. ORELLI, *Inscript.*, n° 74. Cf. nos 488, 3888, etc.

(3) *Dig.*, I, 17. DION CASS., LI, 17, LIII, 13. TAC., *Hist.*, I, 11. Cf. *Ann.*, II, 59. — Sur l'organisation de l'Egypte voyez BOECKH, *Corp. inscr. graec.*, III, 281-326. KUHN, *Org. civ. et mun.*, II, 80-92, 454-508.

(4) STRAB., XVII, 1 § 12, p. 797 CAS. SPART., *Sept. Sév.*, 17. *Dig.*, I, 20, 2. ORELLI, *Inscr.*, nos 6924-25.

(5) On exigeait toujours d'après la *lex Pompeia* un intervalle de 5 ans entre le consulat ou la préture et le proconsulat. D'ailleurs le *jus liberorum* ou d'autres circonstances pouvaient amener des dérogations au droit d'ancienneté. Enfin l'empereur s'attribua dans la suite le droit de désigner les *praetorii*, qui participeraient à la *sortitio*. — DION CASS., LIII, 13-14. STRAB., XVII, 3 § 25. SUET., *Aug.*, 47, SPART., *Sept. Sév.*, 4. TAC., *Ann.*, III, 32, 58 avec le comm. de GRONOV. et de NIPPERDEY.

(6) SUET., *Galb.*, 7. Cf. TAC., *Ann.*, III, 32.

(7) DION CASS., LIII, 13. SUET., *Aug.*, 47. TAC., *Ann.*, III, 58.

(8) DION CASS., LIII, 13. *Dig.*, I, 16. LAMPR., *Al. Sév.*, 45. — Il se présente, déjà dès la fin de la République, que des ex-préteurs, envoyés en province, reçoivent le titre de *pro consule*. MOMMSEN, *Corp. Inscr. lat.*, I, p. 188 ad n° 641, et 273 ad n° 1484.

(9) CAPIT., *Marc. Aur.*, 22. LAMPR., *Al. Sév.*, 23.

spéciale est la juridiction ⁽¹⁾. Comme les gouverneurs de la République, ils sont accompagnés de *leguti* ⁽²⁾ et de *quaestores* ⁽³⁾. Cependant les revenus des biens privés de l'empereur, de même que les impôts, dus aux fisc, sont administrés même dans les provinces sénatoriales par des *procuratores* impériaux ⁽⁴⁾.

Praeses devint sous l'Empire la dénomination générique des gouverneurs de province ⁽⁵⁾.

Tous les fonctionnaires provinciaux reçoivent des traitements déterminés et différents selon leur rang (p. 330).

D'ailleurs la différence entre les provinces impériales et sénatoriales était plus apparente que réelle. Tous les gouverneurs reçoivent de l'empereur, avant de se rendre en leurs provinces, des instructions auxquelles ils sont tenus de se conformer dans leur administration ⁽⁶⁾; pour les cas non prévus, ils doivent s'adresser à l'empereur ⁽⁷⁾. Il leur est défendu à tous de lever des troupes ou des impôts de leur propre autorité ⁽⁸⁾. De toutes leurs sentences il y a appel à l'empereur (p. 283). De là sorte le pouvoir appartenait en dernière instance à l'empereur même dans les provinces sénatoriales ⁽⁹⁾.

(1) DION CASS., LIII, 13. *Dig.*, I, 16. De là TACITE (I, 80) désigne ces provinces par le terme de *jurisdictiones*. Il n'y a entre les *proconsules consulares* et *praetorii* qu'une distinction de rang : les *consulares* ont 12 lieuteurs, les *praetorii*, 6, DION CASS., l. l.

(2) DION CASS., LIII, 14. *Dig.*, I, 16.

(3) GAI., I, 6. DION CASS., LIII, 14. Cf. 28, LVII, 16. Son titre officiel sous l'Empire est *quaestor pro praetore*, ταμίας καὶ ἀντιστράτηγος. ORELLI-HENZEN, *Inscr.*, n° 5368. *Inscr. grecq. d'Ephèse* (publiées par CURTIUS dans le *Hermes*, IV, 190, 192).

(4) DION CASS., LIII, 15. TAC., *Ann.*, IV, 15. *Dig.*, I, 16, 9.

(5) *Dig.*, I, 18, l. Cf. SÜET., *Aug.*, 23. *Tib.*, 41. *Claud.*, 17. LAMPR., *Al. Sev.*, 45 etc.

(6) DION CASS., LIII, 15. *Dig.*, I, 16, 6 § 3, XLVII, 11, 6 pr. PLIN. *et* TRAJ. *Epist.*, 56 éd. Keil. — RUDORFF, *H. d. dr. r.*, I, § 56.

(7) Voyez la correspondance échangée entre PLINÉ et TRAJAN dans les Œuvres de PLINÉ-LE-JEUNE, éd. KEIL. Cf. AEL. ARIST., *in Rom. or.* éd. Jebb. T. I, p. 206, 207.

(8) DION CASS., LIII, 15. Cf. LX, 25.

(9) *Dig.*, I, 16, 8; 18, 4. Cf. DION CASS., LIII, 14.

Dès le 3^e siècle de l'Empire toutes les provinces sont impériales (1).

La tendance marquée du gouvernement impérial fut d'effacer peu-à-peu les distinctions administratives et politiques qui existaient non seulement entre l'Italie et les provinces, mais encore de province à province, et de *civitas* à *civitas* dans une même province (2). Cette œuvre de nivellement qui fut facilitée par l'extention du droit de cité par Caracalla (p. 65), eut acquis son complet achèvement à la fin du 4^e siècle apr. J.-C. En effet, à cette époque, une séparation complète s'est opérée entre les fonctions civiles et militaires. A part les deux capitales, Rome et Constantinople, gouvernées par des *praefecti urbis*, le reste de l'Empire est placé sous l'administration civile et uniforme de quatre *praefecti praetorio*. Chaque préfet gouverne un nombre déterminé de *diocèses* dont chacun est administré par un *vicarius*, subordonné au préfet. Chaque diocèse est subdivisé en un certain nombre de *provinciae*, à la tête desquelles se trouvent des *rectores*, *praesides* ou *correctores*, qui dépendent à leur tour du *vicarius* (3).

Enfin Justinien abolit toute distinction entre citoyens et pérégrins (p. 65).

(1) Cf. VOPISC., *Florian.*, 5-6.

(2) Ainsi la *libertas* des *civitates foederatae* et *liberae* devient de plus en plus nominale. PLIN., *Ep.*, VIII, 24. DION CHRYS., II, p. 400 R. Cf. SPANHEIM, *Orb. rom.*, II, 16. MARQUARDT, III, 1, 255-256. Le gouverneur étend son pouvoir administratif sur les *municipia*, *coloniae*, *oppida latina* (p. 351). KUHN, *Org. civ. et mun.*, II, 28 suiv.

(3) C'est la division de l'Empire, telle que nous la connaissons par la *Notitia dignitatum*, qui date de 400 apr. J.-C. — WALTER, §§ 337-392.

SECTION IV. DES RELATIONS INTERNATIONALES (1).

CHAPITRE PREMIER. — DU POUVOIR COMPÉTENT ET DES FETIALES.

Les relations internationales se résument en l'état de paix et de guerre. Du temps de la République, le sénat était le représentant du peuple romain dans ses rapports internationaux. Cependant la décision de la guerre était de la compétence des comices centuriates ; et aux derniers siècles de la République, les *concilia plebis* s'attribuèrent le droit de ratifier les traités internationaux, conclus par le sénat (2).

Les *formalités*, qui donnent la consécration religieuse aux relations internationales, sont réglées par un droit spécial (*jus fetiale*). Une corporation sacerdotale de vingt membres (*fetiales*) (3) est chargée de la garde et de l'interprétation de ce droit, quand elle est consultée par le sénat. En outre, c'est une députation de *fetiales* (2 à 4) dont le chef s'appelle

(1) OSENBUEGGEN, *De jure belli et pacis*. Leipzig, 1836. MUELLER-JOCHMUS, *Histoire du droit des gens dans l'antiquité* (en all.). Leipzig, 1840. LAURENT, *Histoire du droit des gens*. T. III, Rome. Gand, 1850. M. VOIGT, *La doctrine du jus naturale, æquum et bonum et du jus gentium des Romains* (en all.). Leipzig, 1856-1858, 4 vol.

(2) Voyez pp. 205-206. Cf. p. 176, n° 2, et p. 178, n° 1.

(3) MARQUARDT, IV, 380-393. LANGE, I, 279-286. CONRADUS, *De fecialibus et jure feciali populi Romani*. Helmstadt, 1734 (réédité dans ses *Scripta min.* Halle, 1823, T. I. p. 259). LAWS, *De fetialibus Romanis*. Deutsch-Crone, 1842. REIN, *Fetiales* dans PAULY's *Realenc.*, III, 466. BRANDES, *De fetialium origine* dans JAHNS *Jahrb.*, Suppl. T. XV, p. 529. 1849. VOIGT, *De fetialibus populi Romani quaestionis specimen*. Leipzig, 1852. WETSELS, *De fetialibus*. Groningen, 1854.

pater patratus, qui accomplit dans les actes internationaux les formalités, prescrites par le *jus fetiale* ⁽¹⁾.

Dans le principe aucune protection légale ne garantissait sur le territoire romain la sûreté de l'étranger, à moins qu'un traité international, conclu entre le peuple romain et le peuple étranger d'un commun accord et par les pouvoirs compétents ou leurs plénipotentiaires (*legati*) ⁽²⁾, n'eût déterminé la condition juridique de ces étrangers sur le sol romain (pp. 121-122). Cependant, quoique le droit international positif ou le *jus gentium* (p. 122, n° 5) ne se soit développé que peu-à-peu et à une époque déjà avancée de la République, il y avait déjà, dès la plus haute antiquité, semble-t-il, au moins deux principes admis dans les relations entre les peuples italiques ⁽³⁾ :

1) L'inviolabilité des députés (*legati*) ⁽⁴⁾, protégée, en cas de transgression, par la *deditio* du coupable *per patrem patratus* (p. 106, n° 2).

2) L'obligation de ne commencer les hostilités qu'après une déclaration formelle de guerre.

CHAPITRE DEUXIÈME. — DES TRAITÉS INTERNATIONAUX ⁽⁵⁾.

Ils sont de deux catégories : ou bien des traités de paix et d'amitié, ou bien des traités d'alliance ⁽⁶⁾.

(1) « *Foederum, pacis, belli, induciarum oratores, fetiales judicesve sunt. Bella disceptant.* » CIC., *de leg.*, II, 9 § 21. Cf. *de off.*, I, 11 § 36. III, 29. VARR., *de l. l.*, V, 15. VARR., cité par NON., p. 362, G. — DENTS, II, 72 : *σιγνοδίκαι* PLUTARQ., *Num.*, 12. Cf. *quaest. rom.*, 62. PAUL. DIAC., p. 91. SERV., *ad Aen.*, I, 62, IV, 242. LIV., I, 24, XXXI, 8, XXXVI, 3.

(2) WEISKE, *Considérations historiques et diplomatiques sur les ambassades des Romains, comparées aux modernes*. Zwickau, 1834.

(3) WALTER, §§ 72-75.

(4) LIV., I, 14, II, 4, IV, 17, 19, 32. CÉS., *B. g.*, III, 9. TAC., *Hist.*, III, 80. *Dig.*, L, 7, 17.

(5) WALTER, §§ 79-85, 93-95. EGGER, *Mémoire historique sur les traités publics dans l'antiquité*. Paris, 1867, 2^e éd.

(6) C'est là, ce nous semble, la division fondamentale des traités romains, qui est indiquée fréquemment par les auteurs romains. Ils distinguent constamment entre *amici* et *socii*, *amicitia* avec ou sans *societas*, *civitas socia amicae* (*Dig.*, XLIX, 15, 19 § 3), *amicitia sine sociali foedere* (LIV., XLV, 25) etc. Cf. APP., *Gall.*, 13.

I. *Amicitia, pax*. Un tel traité, conclu pour un temps limité, *in diem certum (indutiae)* ⁽¹⁾, ou à perpétuité (*fœdus amicitiae causa factum*) ⁽²⁾, après une guerre ⁽³⁾, ou sans que l'état de guerre ait précédé ⁽⁴⁾, assure des relations amicales entre des Etats indépendants, et détermine le mode dont la sûreté et les intérêts des nationaux de chaque Etat seront protégés, quand ils seront de séjour sur le territoire de l'autre Etat (*Recuperatio*) ⁽⁵⁾.

Des *indutiae* et du *fœdus*, il faut distinguer la *sponsio*, ou le pacte conclu de sa propre autorité par un magistrat romain avec un peuple ennemi ⁽⁶⁾. La *sponsio* n'obligeait le peuple romain que quand elle était ratifiée par le pouvoir compétent. Dans le cas contraire, l'auteur de la *sponsio* était livré à l'ennemi par *deditio per patrem patratum* ⁽⁷⁾.

Il arrivait que le sénat romain accordait à un étranger, voire même à une cité entière, le *jus hospitii publici* à Rome, comme une récompense spéciale pour des services rendus ⁽⁸⁾.

(1) Voyez la définition de ce mot dans GELL., I, 25. Des exemples : Liv., I, 15, II, 54, V, 32, VII, 20, 22, IX, 37, XXX, 38 etc.

(2) Dig., XLIX, 15, 5 § 2. Cf. Liv., XXXVIII, 38.

(3) En ce cas les Romains imposent ordinairement certaines conditions défavorables à la partie adverse, cf. POLYB., I, 62, III, 27, XV, 18, XVIII, 27, XXII, 26, Liv., XXX, 37 et 43, XXXIII, 30, XXXVII, 38 etc.

(4) Cf. Liv., VIII, 25.

(5) FEST., p. 274. Dig., XLIX, 15, 19 § 3 : « cum in civitatem sociam amicamve, publico nomine tulus. » Cf. POLYB., III, 22, 24.

(6) GAI., III, 94. Liv., IX, 5, 41. — DANZ, *La protection du droit sacré* (en all.). Jéna, 1857, p. 117-124.

(7) Liv., IX, 9. Voyez p. 106, n° 3.

(8) D'après MOMMSEN (*Le droit d'hospitalité à Rome* dans ses *Rech. rom.*, I, 326-354), l'*hospitium publicum* ne se serait point distingué essentiellement de l'*amicitia*; il aurait été comme la base de tout autre traité, et le minimum de concessions réciproques que deux peuples s'accordaient dans un pacte international. L'*hospitium publicum* aurait assuré à l'*hospes* ou aux nationaux de l'Etat, avec lequel il était contracté, quand ils seraient de séjour à Rome, une demeure gratuite (*locus, aedes liberae*), des *lautia* (PAUL. DIAC., p. 68) (proprement les ustensiles nécessaires pour le bain), et des dons en or ou en argent, *munera* (de là *municeps*, primitivement synonyme de *hospes* p. 358, n° 2), devant servir aux frais d'entretien. — Cette opinion de MOMMSEN nous semble donner lieu à de nombreuses objections. 1° Les sources distinguent nettement entre ami-

II. *Fœdus sociale* ⁽¹⁾ ou traité d'alliance. Un tel traité comprenait, outre l'*amicitia*, des clauses spéciales concernant l'assistance réciproque que les deux peuples confédérés s'assuraient en cas de guerre, soit défensive, soit défensive et offensive ⁽²⁾.

Ces traités sont encore de deux catégories :

1) *fœdus æquum*, imposant aux deux parties des obligations égales ⁽³⁾.

cilia et hospitium (Dig., XLIX, 15, 5 § 2). 2° Les exemples historiques d'*hospitium publicum* sont rares, surtout entre Rome et toute une *civitas* étrangère (Liv., V, 28 et 50. Cés., B. g., I, 31). 3° Un de ces exemples, c'est l'*hospitium publicum* entre Rome et le peuple gaulois des *Haedui*. (Cés., l. 1.). Or CÉSAR atteste « *Haeduos fratres consanguineosque saepenumero a senatu appellatos*, » et TACITE (Ann., XI, 25) le confirme encore, en parlant de son époque : « *soli Gallorum fraternitatis nomen cum populo Romano usurpant* », preuve évidente, ce nous semble, que de l'*amicitia* ou la *societas* à l'*hospitium publicum* il y avait une grande distance. 4° L'*hospitium publicum*, ce nous semble, n'était pas nécessairement une obligation bilatérale, mais plutôt un privilège, accordé comme récompense par le peuple romain à un particulier ou à une *civitas* étrangère. Comprend-on, sans cela, un *hospitium publicum* entre tout le peuple romain et un seul étranger? 5° D'ailleurs, est-il admissible, que tous les *amici et socii* de l'Etat romain aient joui à Rome des droits de l'hospitalité?

La seconde question est de savoir quels privilèges l'*hospitium publicum* conférait. Il n'est pas aisé de le dire exactement. Dans la plupart des passages, cités à cette intention par MOMMSEN (p. 344, nos 35, 36, 37, p. 345, n° 39, p. 346, n° 42, cf. WALTER, § 83, n° 31), il s'agit non pas autant de l'*hospitium publicum* que du *jus legationum* : ce qui ne nous semble pas identique. MOMMSEN s'appuie surtout sur le *senatusconsultum de Asclepiade Polystrato* etc., 78 av. J.-C. (Corp. Inscr. lat., V, I, pp. 110-112); mais encore ce sénatus-consulte, comme le fait remarquer WALTER, § 83, n° 31, s'adresse à des provinciaux, et leur accorde des privilèges (par ex. l'*immunitas*), qui ne peuvent être conférés à des citoyens d'Etats indépendants de Rome. Cf. ORELLI, *Inscript.*, n° 784. De ce sénatus-consulte il résulte qu'il y avait une *formula* spéciale, déterminant exactement les privilèges de l'*hospitium* (Sc. de Asc., texte lat. 8) : mais elle ne nous est point connue. — Sur l'*hospitium privatum* voyez pp. 121-122.

(1) Liv., XXXIV, 57, XLV, 25, etc.

(2) La clause ordinaire était : « *ut eosdem hostes haberet quos populus Romanus* » Liv., XXXVIII, 11. Cf. Cic., *ad dic.*, XII, 15. DENYS, XV, 7(S) éd. Kiessl. DION CASS., LXVIII, 9.

(3) Liv., XXXIV, 57. JUSTIN, XLIII, 5. Cf. Liv., XXVI, 24. XXXIII, 13. App., B. c., IV, 66, 70. Depuis les guerres puniques, les *fœdera* qu'on appelle encore *æqua*, ne le sont que de nom : un témoignage d'estime du peuple romain envers une cité provinciale. Le *fœdus æquum* le plus célèbre fut celui entre Rome et le Latium, p. 124. — NIEBUHR, II, 56-58, et WALTER, § 85,



2) *fœdus iniquum*, assurant, sous le nom de confédération⁴ la dépendance réelle de l'un Etat vis-à-vis de l'autre (1). Dans cette condition se trouvait plus tard la presque totalité des *civitates fœderatae* en province (p. 386).

III. La conclusion des *fœdera* et des *indutiae* était accompagnée de cérémonies religieuses accomplies par les *fetiales*. Après la lecture du traité, le *pater patratus* tue la victime au moyen d'un *silex*, en invoquant Jupiter par ces paroles : « *ut illa palam prima postrema ex illis tabulis cerave recitata sunt sine dolo malo, utique ea hic hodie rectissime intellecta sunt, illis legibus populus Romanus prior non deficiet. Si prior defexit publico consilio dolo malo, tum tu, ille Diespiter, populum Romanum sic ferito, ut ego hunc porcum hic hodie feriam, tantoque magis ferito, quanto magis potes pollesque* » (2). De là *fœdus icere*, *ferire*, *percutere*.

distinguent dans les premiers siècles de la République entre le *fœdus æquum* et le *municipium*. D'après eux le *municipium* consisterait en ce que deux peuples s'accordent réciproquement l'exercice du droit de cité, à l'exception des seuls droits politiques (*suffragium et honores*). Ce serait une institution analogue à l'*ἰσοπολιτεία* chez les Grecs, dénomination dont se sert en effet fréquemment DENYS. Cette signification du mot *municipium* est basée sur un texte controversé de FESTUS, voyez p. 358, n° 3. Quant au terme *ἰσοπολιτεία*, WALTER, § 85, n° 40, avoue lui-même que DENYS n'y attache pas un sens bien déterminé; voyez aussi SCHWEGLER, H. r., II, 315-322. Au point de vue historique, cette condition devrait s'appliquer surtout aux Etats de la confédération latine : or, rien ne nous prouve que le *connubium* ait été commun aux Romains et aux Latins confédérés (p. 124, n° 4). Dans ce cas, il n'y avait point d'*ἰσοπολιτεία* entre eux. — MARQUARDT, III, 1, 26 suiv.

(1) LIV., IX, 20, XXXV, 46. Cf. XXXVIII, 11. POLYB., I, 16, XXII, 15. SALL., *Jug.*, 14. FLOR., III, 1 etc. La formule, contenue dans un tel traité pour déclarer l'infiriorité du peuple étranger, était celle-ci : « *Majestatem populi Romani comiter conservato*. » CIC., p. Balb., 16. Dig., XLIX, 15, 7 § 1. — Par contre le peuple romain assurait sa protection à l'Etat confédéré. LIV., XXX, 42. CIC., p. leg. Man., 6. CÉN., B. g., I, 43, etc.

(2) L'auteur ajoute : « *Id ubi dixit, porcum sazo silice percussit. Sua item carmina Albani suumque jusjurandum per suum dictatorem suosque sacerdotes peregerunt*. » LIV., I, 24. Il s'agit en effet d'un traité entre Rome et Albe : mais l'historien avait dit plus haut : « *fœdera alia aliis legibus, ceterum eodem modo omnia sunt*. » Cf. ib., IX, 5, XXX, 43. POLYB., III, 25. SERV., ad Aen., VIII, 641. Il arrivait cependant déjà du temps de la République que le magistrat prêtait serment au lieu d'un *fetialis*. LIV., XXXVIII, 39. SUÉTONE dit de l'empereur Claude (Claud., 25) : « *cum regibus fœdus in foro ictu porco caesa ac veteri fetialium præfatione adhibita*. » — MARQUARDT, IV, 391, n° 2665.



Les documents authentiques étaient gravés sur des tables d'airain, et gardés au Capitole dans l'*aedes Fidei populi Romani* ⁽¹⁾.

CHAPITRE TROISIÈME. — DE LA DÉCLARATION DE GUERRE ⁽²⁾.

La guerre pour être conforme au *jus fetiale* (*justum ac pium bellum*) ⁽³⁾, ne peut être déclarée que quand le peuple étranger se refuse à donner satisfaction aux griefs, qui lui sont imputés par le peuple romain.

A cet effet, une députation de *fetiales* est chargée avant tout de demander réparation (*ad res repetendas* ⁽⁴⁾, *clari-gatio*) ⁽⁵⁾. Au moment de passer la frontière du peuple étranger, le *puer patratu*s, en prenant Jupiter comme témoin de la vérité de ses affirmations, prononce à haute voix la plainte du peuple romain ⁽⁶⁾. Il la répète au premier habitant qu'il rencontre sur le territoire étranger, à la porte et au *forum* de la ville où réside le pouvoir du peuple étranger ⁽⁷⁾. Il donne à celui-ci un délai de 30 jours; le trente-troisième

(1) POLYB., III, 26. LIV., XXVI, 24. SUET., *Vesp.*, 8. Cf. *Sc. de Asclep.*, I. (*Corp. Ins.* I., v. I., p. 112) « πίνακες χαλκοῦν φηδία; ἐν τῷ Κασπεωλίδι ἀνα-
κεινται. » MOMMSEN, Mémoire cité p. 181, n° 7.

(2) WALTER, §§ 76-78. Voyez dans RUDORFF, II, § 21, note, l'analogie entre la procédure par *legis actiones* et les formalités, précédant la déclaration de guerre.

(3) LIV., III, 25, IX, 8. VARR., *de l. l.*, V, 15. CIC., *de off.*, I, 11 § 36 : « nullum bellum esse justum nisi quod aut rebus repetitis geratur aut denuntiatur sit ante et indictum » III, 29 : « cum justo et legitimo hoste res gerebatur adversus quem et totum jus fetiale et multa jura sunt communia. » De là la différence entre *hostes* et *latrunculi* ou *praedones*. Dig., XLIX, 15, 24.

(4) LIV., I, 32, IV, 30, VIII, 22, X, 12 etc.

(5) ARNOB., II, 67. Cf. LIV., VIII, 14. SERV., *ad Aen.*, X, 14, IX, 53. Dans ce dernier passage l'explication est inexacte. — MARQUARDT, IV, 336, n° 2629.

(6) « Audi, Juppiter, audite fines — Cujuscumque gentis sunt nominat. — Audi fas! ego sum publicus nuntius populi Romani; juste pieque legatus venio verbisque meis fides sit. » Peragit deinde postulata. Inde Jovem testem facit : « si ego injuste impieque illos homines illasque res dedier mihi exposco, tum patriae compotem me numquam siris esse. » LIV., I, 32.

(7) LIV., I, 32.

jour ⁽¹⁾, s'il n'a pas obtenu satisfaction, il répète sa protestation solennelle ⁽²⁾, retourne à Rome, et déclare au sénat que d'après le droit divin rien ne s'oppose à la déclaration de la guerre.

Après que la décision de la guerre a eu lieu par le sénat et par le peuple, elle doit être suivie d'une déclaration formelle de guerre (*indicere bellum*) ⁽³⁾.

A cet effet le *pater patratus* se rend à la frontière de l'Etat ennemi; et là, en présence d'au moins trois hommes, il proclame qu'à cause de l'injustice du peuple ennemi, le sénat et le peuple romain lui déclarent la guerre ⁽⁴⁾, et il pose le premier acte d'hostilité, en lançant un javelot sur le territoire ennemi ⁽⁵⁾.

(1) LIV., I, 32. Cf. ib., 22. DENYS, II, 72, VIII, 35, 37.

(2) *Audi Juppiter et tu Jane Quirine diique omnes caelestes vosque terrestres vosque inferni audite! ego vos testor, populum illum* — *quicumque est, nominat* — *injustum esse, neque jus persolvere. Sed de istis rebus in patria majores natu consulemus, quo pacto jus nostrum adipiscamur.* LIV., I, 32.

(3) CIC., *de rep.*, II, 17. LIV., I, 32. Cf. XXXI, 8.

(4) La formule était la suivante : *« Quod populus Hermundulus hominesque populi Hermunduli adversus populum Romanum bellum fecere deliqueruntque, quodque populus Romanus cum populo Hermundulo hominibusque Hermundulis bellum jussit, ob eam rem ego populusque Romanus populo Hermundulo hominibusque Hermundulis bellum dico facioque. »* GELL., XVI, 4. Voyez une formule analogue chez LIV., I, 32.

(5) LIV., I, 32. — *« Denique cum Pyrrhi temporibus adversus transmarinum hostem bellum Romani gesturi essent, nec invenerent locum, ubi hanc solennitatem per faciales indicendi belli celebrarent, dederunt operam, ut unus de Pyrrhi militibus caperetur, quem fecerunt in Circo flamineo locum emere, ut quasi in hostili loco jus belli indicendi impleant : denique in eo loco ante pedem Bellonae consecrata est columna. »* SERV., *ad Aen.*, IX, 53. Cette formalité fut observée jusqu'à une époque avancée de l'Empire (DION CASS., L, 4, LXXI, 33. AMM. MARC., XIX, 2, 6). Bien que les féciaux n'intervinssent plus dans ces formalités, l'existence de leur collège est constatée jusqu'au 3^e siècle de l'Empire.



199
810,537

TABLE DES MATIÈRES.

Préface.	v
Préface de la 1 ^e édition.	ix
Introduction.	
Ch. I. Les sources et les travaux modernes	1
Ch. II. Aperçu général des institutions politiques du peuple romain.	
§ 1. De la division des individus d'après le droit romain. . .	8
§ 2. De la nature et des pouvoirs organiques du gouvernement romain	10

PREMIÈRE PARTIE.

ÉPOQUE DE FORMATION.

LIVRE I. — L'ÉTAT PATRICIEN.

Ch. I. De l'origine de Rome. Des trois tribus génétiques	15
Ch. II. Des subdivisions des trois tribus génétiques.	
§ 1. Des <i>curias</i>	18
§ 2. Des <i>gentes</i>	19
Ch. III. Des citoyens, <i>quirites</i> , <i>patricii</i>	27
Ch. IV. Organisation politique de l'Etat patricien.	
§ 1. Du pouvoir souverain ou des <i>comitia curiata</i>	31
§ 2. Du roi et de ses fonctionnaires subalternes. Du <i>regium consilium</i>	35
Ch. V. Du <i>jus patronatus</i> et de la clientèle	39
Ch. VI. De l'origine de la plèbe	44

LIVRE II. — L'ÉTAT PATRICIO-PLÉBÉIEN

OU L'ÉPOQUE DE TRANSITION.

Ch. I. De l'extension du droit de cité par la réforme de Servius Tullius.	47
§ 1. Des <i>regiones</i> ou tribus locales	48
§ 2. Des classes et des centuries	51
Ch. II. De la lutte politique entre le patriciat et la plèbe	59

SECONDE PARTIE.

ÉPOQUE D'ACHÈVEMENT.

LIVRE I. — DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA SOCIÉTÉ.

SECTION I. — DES CITOYENS.

Ch. I. De l'acquisition du droit de cité. <i>Ingenui</i> et <i>libertini</i>	63
--	----

Ch. II. Du <i>jus civitatis</i>	65
§ 1. Des <i>jura privata</i>	ib.
Art. 1. Du <i>jus connubii</i> ou de la famille romaine	66
Art. 2. Du <i>jus commercii</i> ou du droit de propriété	78
§ 2. Des <i>jura publica</i>	83
Ch. III. Du droit de cité incomplet.	86
§ 1. Des <i>mancipio dati</i>	87
§ 2. Des prisonniers pour dettes, <i>Addicti et nezi</i>	88
§ 3. Des <i>aerarii</i>	93
§ 4. Des <i>cives libertini</i>	96
Ch. IV. De la <i>capitis deminutio</i> et de la perte du droit de cité.	104
§ 1. De la <i>capitis deminutio maxima</i>	105
§ 2. De la <i>capitis deminutio media</i> ou <i>minor</i>	109
§ 3. De la <i>capitis deminutio minima</i>	111
Ch. V. Des distinctions sociales parmi les citoyens pendant la seconde moitié de la République et sous l'Empire.	
§ 1. De la <i>nobilitas</i>	112
§ 2. De l'ordre équestre.	116
§ 3. De l'ordre sénatorial	119
SECTION II. — DES PÈRÈGRINS.	
Ch. I. Des différentes catégories de <i>peregrini</i> , et de leur condition juridique au point de vue de la loi romaine	121
Ch. II. Du <i>jus Latii</i>	123
§ 1. De la confédération latine	124
§ 2. Du <i>nomen latinum</i> depuis la soumission du <i>Latium</i>	125
§ 3. Du <i>jus Latii</i> extra-italique ou des <i>Latini coloniarii</i>	128
§ 4. Des <i>Latini juniani</i>	129
SECTION III. — DES ESCLAVES.	
Ch. I. De la nature et des sources de l'esclavage.	131
Ch. II. De la condition sociale et juridique des esclaves. De la <i>potestas dominica</i>	133
Ch. III. De l'affranchissement	140

LIVRE II. — DES POUVOIRS CONSTITUTIFS DU GOUVERNEMENT.

SECTION I. — DES COMICES.

Ch. I. Partie générale	149
Ch. II. Partie spéciale.	
§ 1. Des comices curiates	154
§ 2. Des comices centuriates	156
§ 3. Des <i>comitia tributa</i> et des <i>concilia plebis</i>	163
Ch. III. De la compétence des comices.	
§ 1. Des comices électoraux.	166
§ 2. Des comices judiciaires.	170
§ 3. Des comices législatifs	175

SECTION II. — DU SÉNAT

Ch. I. La <i>lectio senatus</i> et la composition du sénat	183
Ch. II. Des séances du sénat. — <i>Senatus consultum, decretum, auctoritas</i>	190
Ch. III. De la compétence du sénat	198
§ 1. Des attributions du sénat patricien. La <i>patrum auctoritas</i> et l' <i>interregnum</i>	199
§ 2. Des attributions du sénat patricio-plébéien.	201

SECTION III. — DES MAGISTRATURES.

Ch. I. Partie générale.

§ 1. De la division et du pouvoir des magistratures.	207
§ 2. Du <i>jus honorum</i> et de la <i>petitio</i> . L'entrée en charge et l'abdication des magistrats.	214

Ch. II. Partie spéciale.

§ 1. Du consulat.	221
§ 2. Des magistratures extraordinaires supérieures.	226
§ 3. De la préture.	235
§ 4. De la censure.	240
§ 5. Du tribunat de la plèbe.	249
§ 6. De l'édilité	254
§ 7. De la questure.	258
§ 8. Du <i>XVI viratus</i> et des magistratures extraordinaires mineures.	260
§ 9. Des officiers subalternes des magistrats.	262

SECTION IV. — DU CULTE DANS SES RAPPORTS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS.

Ch. I. Du culte public.	263
Ch. II. Des <i>sacerdotes publici populi Romani</i>	266
§ 1. Du <i>collegium pontificum</i> et des prêtres qui lui sont subordonnés.	269
§ 2. Du <i>collegium II, I, XV virorum sacris faciundis</i>	275
§ 3. Du <i>collegium augurum</i>	277

SECTION V. — DES POUVOIRS PUBLICS SOUS L'EMPIRE.

Ch. I. Du pouvoir impérial	281
Ch. II. Transformations des anciens pouvoirs républicains	288
Ch. III. Des nouvelles institutions impériales.	
§ 1. Du <i>concilium principis</i>	296
§ 2. Des fonctionnaires impériaux.	297
Art. 1. De la <i>praefectura praetorii</i>	ib.
Art. 2. De la <i>praefectura urbis</i>	299
Art. 3. De la <i>praefectura vigilum</i>	301
Art. 4. De la <i>praefectura annonae</i>	ib.
Art. 5. De la <i>cura urbis</i>	302

LIVRE III. — DES BRANCHES PRINCIPALES DE L'ADMINISTRATION.

SECTION I. — DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE 305

Ch. I. Des *judicia publica*.

§ 1. Des <i>judicia publica</i> jusqu'à l'institution des <i>quaestiones perpetuae</i>	306
--	-----

§ 2. Des <i>quaestiones perpetuae</i>	307
§ 3. Des <i>judicia publica</i> sous l'Empire.	316
Ch. II. Des <i>judicia privata</i> .	
§ 1. De la <i>judicia datio</i> . <i>Judices, arbitri, recuperatores, X et Cviratus</i>	318
§ 2. De la procédure.	322
§ 3. Des <i>judicia privata</i> sous l'Empire	326
§ 4. Des avocats et des avoués.	327
SECTION II. — DES FINANCES.	
Ch. I. Des dépenses publiques	329
Ch. II. Des revenus de l'Etat	336
Ch. III. De l'administration financière	347
SECTION III. — DE L'ITALIE ET DES PROVINCES.	
Ch. I. Des <i>coloniae</i> et des <i>municipia</i> .	
§ 1. Des <i>coloniae</i>	351
§ 2. Des <i>municipia</i>	358
§ 3. De l'organisation communale des <i>coloniae</i> , des <i>municipia</i> et des <i>oppida latina</i> à la fin de la République et pendant les deux premiers siècles de l'Empire	361
Ch. II. De l'organisation de l'Italie sous la domination romaine	381
Ch. III. Des provinces.	
§ 1. La <i>lex provinciae</i>	384
§ 2. Du gouvernement provincial.	388
§ 3. Des provinces sous l'Empire	392
SECTION IV. — DES RELATIONS INTERNATIONALES.	
Ch. I. Du pouvoir compétent et des <i>foederae</i>	397
Ch. II. Des traités internationaux.	398
Ch. III. De la déclaration de guerre.	402

CORRECTIONS.

- Page 12, l. 32. Au successeur. Lisez : Aux successeurs.
 15, l. 2. Traditions. Lisez : traditions.
 31, l. 4. *Militae* Lisez : *militiae*.
 51, l. 1. Remplacez les mots par ce Roi par dans la suite.
 125, l. 24 Effacez le mot *devoir*.
 196, l. 22. Que le vote ait eu lieu. Lisez : que le vote N'ait PAS eu lieu.
 229, l. 13. Au lieu de *contentement* lisez *consentement*.

